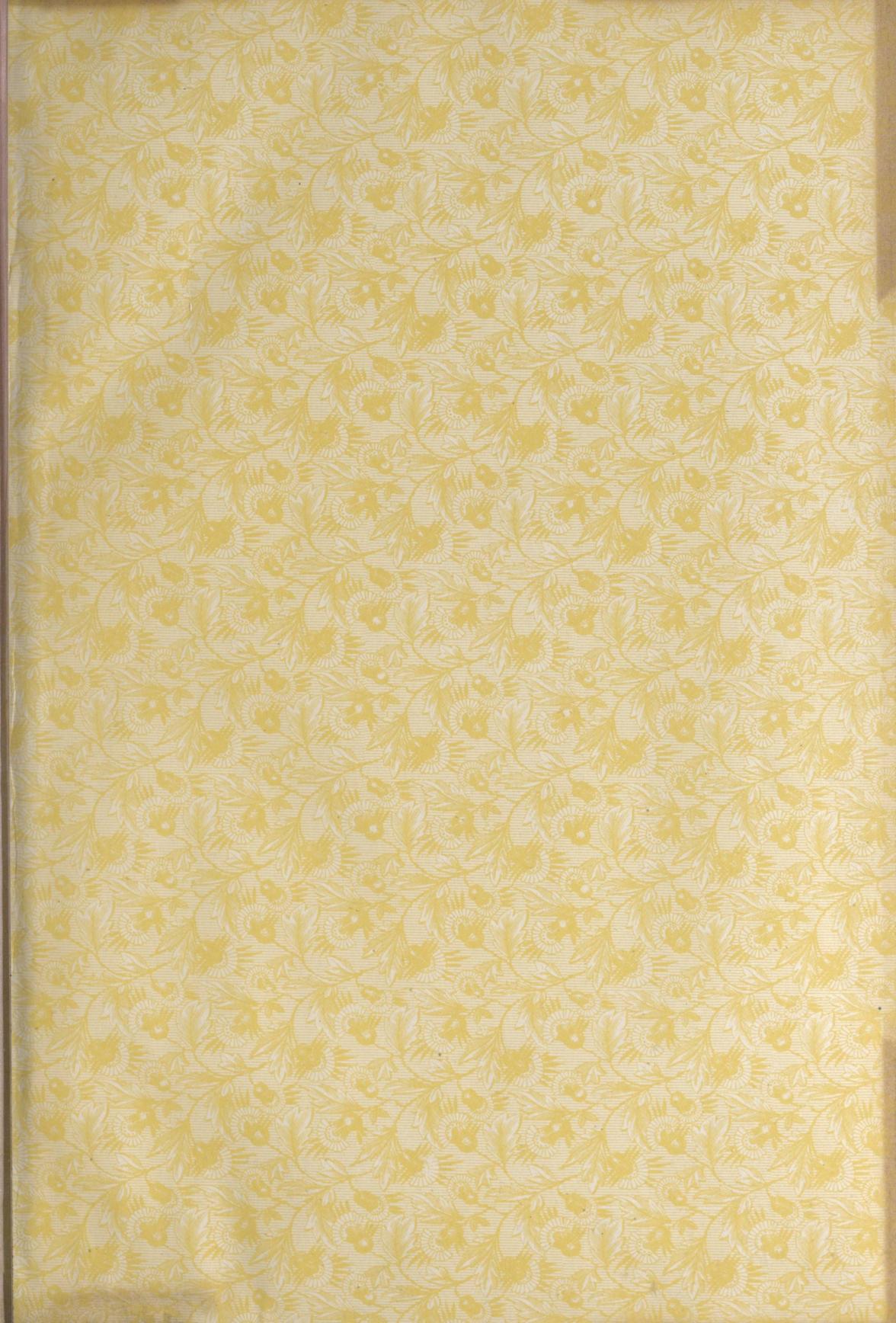
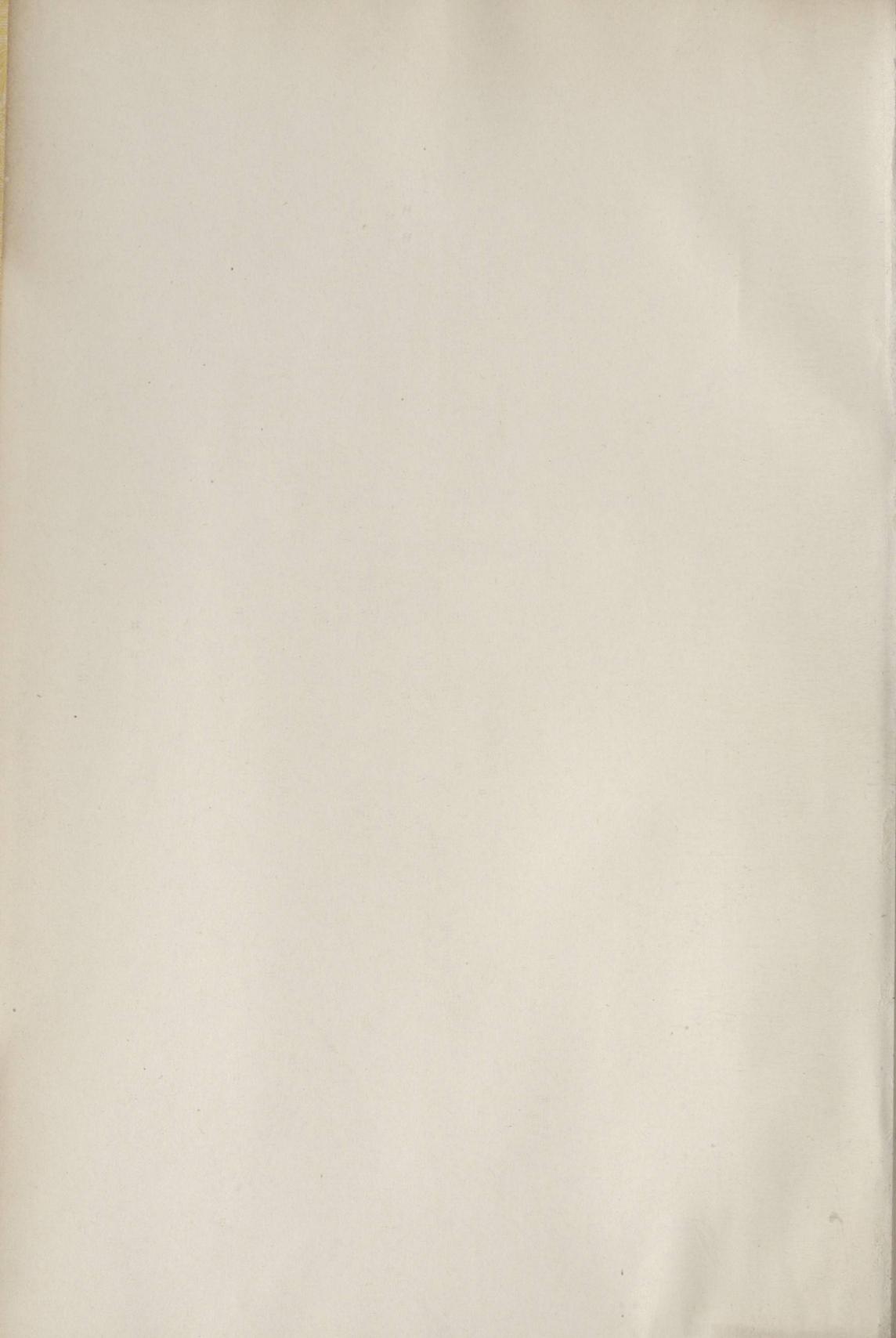
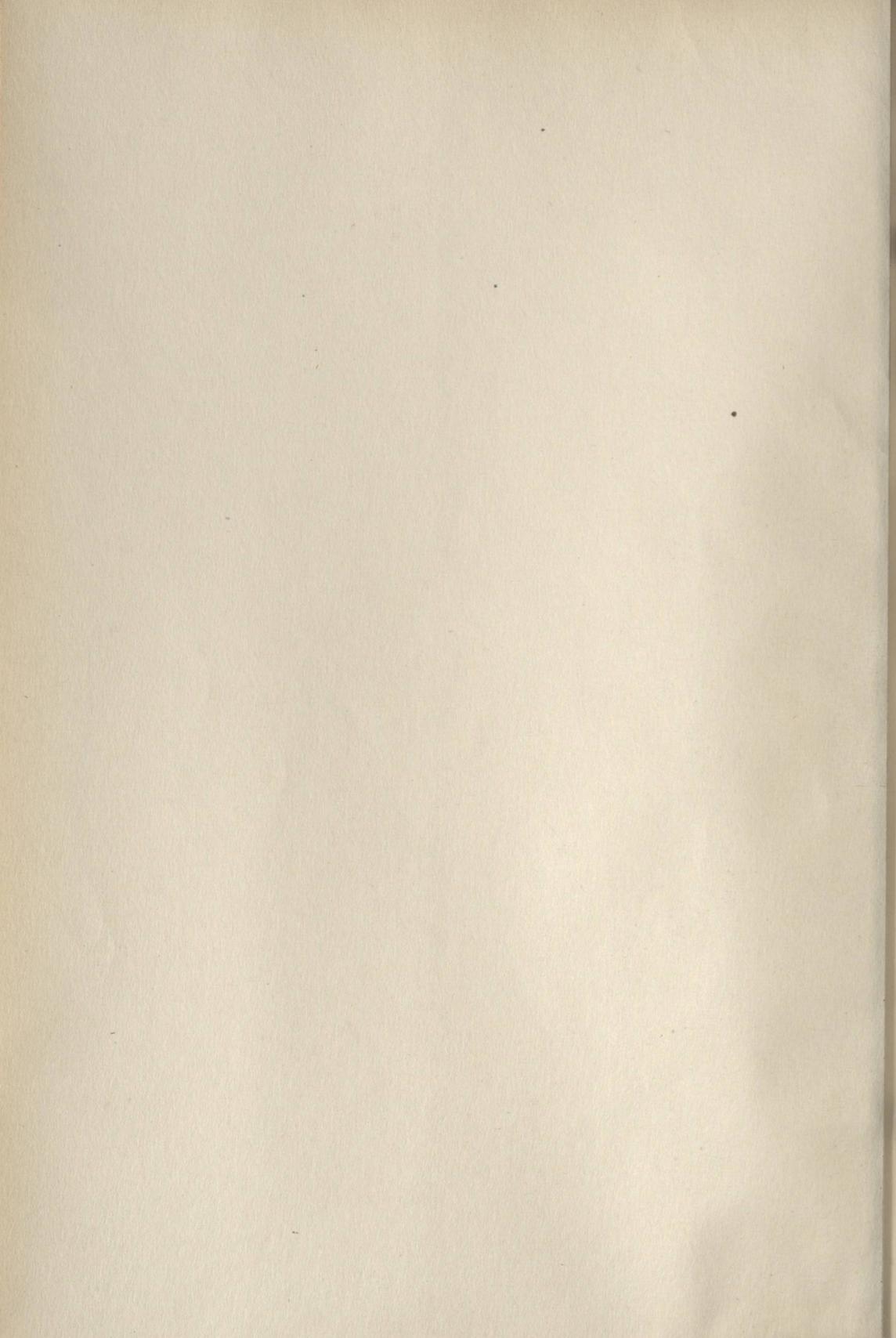


J CANADA. PARLEMENT. SENAT.
103
H43 Procès-verbaux.
1946-47







No 1

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Jeudi 30 Janvier 1947

Le Sénat se réunit aujourd'hui à onze heures et demie de l'avant-midi, pour la troisième session du vingtième Parlement du Canada, convoqué par Proclamation.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Euler,	Lambert,	Paquet,
Ballantyne,	Fafard,	Léger,	Paterson,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Fallis,	Macdonald (Cardigan),	Pirie,
Beauregard,	Ferland,	MacLennan,	Quinn,
Bench,	Foster,	Marcotte,	Robertson,
Bishop,	Gouin,	McDonald (Shédiac),	Robicheau,
Bouffard,	Haig,	McDonald (Kings),	Robinson,
Buchanan,	Harmer,	McGuire,	Roebuck,
Burchill,	Hayden,	McIntyre,	St-Père,
Calder,	Horner,	McKeen,	Sinclair,
David,	Howard,	Michener,	Taylor,
Davies,	Howden,	Molloy,	Turgeon,
Dessureault,	Hurtubise,	Moraud,	Vaillancourt,
Duff,	Hushion,	Murdock,	Veniot,
Duffus,	Johnston,	Nicol,	Vien,
Dupuis,	Jones,		White,
DuTremblay,	King,		Wilson.
	Lacasse,		

PRIÈRES.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a reçu du Secrétaire du Gouverneur général la communication suivante:

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

OTTAWA

Le 16 janvier 1947.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous faire savoir que Son Excellence le Gouverneur général arrivera à l'entrée principale de l'édifice du Parlement à trois heures de l'après-midi, le jeudi 30 janvier 1947, et que, lorsqu'on l'aura avisé que tout est prêt, il se rendra à la Chambre du Sénat pour ouvrir la troisième session du Vingtième Parlement du Canada.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Président,

Votre humble serviteur,

H. F. G. LETSON,

Secrétaire du Gouverneur général.

L'Honorable

Président du Sénat,
Ottawa.

Ordonné: Que ladite communication soit déposée sur la Table.

L'honorable Président informe le Sénat que le Greffier a reçu du Secrétaire d'Etat du Canada des certificats attestant que:—

Paul Henri Bouffard, écuyer,
James Gray Turgeon, écuyer, et
Stanley Stuart McKeen, écuyer,

respectivement, ont été appelés au Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que des sénateurs attendent d'être présentés.

L'honorable Paul Henri Bouffard est présenté, accompagné par l'honorable sénateur Robertson et par l'honorable sénateur Fafard, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

ALEXANDER OF TUNIS

(Sceau)

CANADA

GEORGE SIX, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Notre fidèle et bien-aimé Paul-Henri Bouffard, de la cité de Québec dans la province de Québec, écuyer, un de nos conseillers versés dans la connaissance du droit,

SALUT:—

Sachez que, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et votre assistance en toutes affaires

importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notre dit Dominion, et Nous vous nommons pour la division électorale de Grandville de Notre province de Québec, et Nous vous commandons, que mettant de côté toutes les difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites, dans le Sénat de Notre dit Dominion, en tous les temps et en tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notre dit Dominion, et vous ne devez aucunement y manquer.

En foi de quoi Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Cousin, Harold Rupert Leofric George, Vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de Notre Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, maréchal dans Notre Armée, un de Nos aides-de-camp généraux, Gouverneur général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement en Notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce vingt-septième jour de décembre en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent quarante-six et de Notre Règne la onzième.

Par ordre,

COLIN GIBSON,
Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur Bouffard s'approche de la Table, prête le serment prescrit par la loi, entre les mains du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur Bouffard a fait et signé la Déclaration de qualification à lui prescrite par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé pour recevoir et attester cette déclaration.

L'honorable sénateur JAMES GRAY TURGEON est présenté, accompagné par l'honorable sénateur Robertson, et par l'honorable sénateur Veniot, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est alors lu par le Greffier, comme suit:

ALEXANDER OF TUNIS
(Sceau)

CANADA

GEORGE SIX, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A notre fidèle et bien-aimé JAMES GRAY TURGEON, de la cité de Vancouver, dans la province de la Colombie-Britannique, écuyer,

SALUT:—

SACHEZ que, tant pour la confiance particulière que Nous avons repecée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et votre assistance en toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre

Dominion du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notre dit Dominion, et Nous vous commandons que, mettant de côté toutes les difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissez pour les fins susdites, dans le Sénat de Notre dit Dominion, en tous les temps et en tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notre dit Dominion, et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Cousin, Harold Rupert Leofric George, Vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de Notre Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, maréchal dans Notre Armée, un de Nos aides-de-camp généraux, Gouverneur général et commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement en Notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce vingt-septième jour de janvier en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent quarante-sept et de Notre Règne la onzième.

Par ordre,

COLIN GIBSON,
Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur Turgeon s'approche de la table, prête le serment prescrit par la loi, entre les mains du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur Turgeon a fait et signé la Déclaration de qualification à lui prescrite par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé pour recevoir et attester cette déclaration.

L'honorable STANLEY STEWART McKEEN est présenté, accompagné par l'honorable sénateur Robertson et par l'honorable sénateur Lambert, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est alors lu par le Greffier, comme suit:

ALEXANDER OF TUNIS

(Sceau)

CANADA

GEORGE SIX, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Notre fidèle et bien-aimé STANLEY STEWART McKEEN, de la cité de Vancouver, dans la province de la Colombie-Britannique, écuyer, Officier de Notre ORDRE TRÈS EXCELLENT DE L'EMPIRE BRITANNIQUE.

SALUT:—

Sachez que, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et votre assistance en toutes affaires

importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notre dit Dominion, et Nous vous commandons que, mettant de côté toutes les difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissez pour les fins susdites, dans le Sénat de Notre dit Dominion, en tous les temps et en tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notre dit Dominion, et vous ne devez aucunement y manquer.

En foi de quoi Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN:

Notre très fidèle et bien-aimé Cousin, Harold Rupert Leofric George, Vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de Notre Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, maréchal dans Notre Armée, un de Nos aides-de-camp généraux, Gouverneur général et commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement en Notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce vingt-septième jour de janvier en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent quarante-sept, et de Notre Règne la onzième.

Par ordre,

COLIN GIBSON,
Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inserit au Journal.

L'honorable sénateur McKeen s'approche de la Table, prête le serment prescrit par la loi, entre les mains du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur McKeen a fait et signé la Déclaration de qualification à lui prescrite par l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé pour recevoir et attester cette déclaration.

Sur motion, il est

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera, restera ajourné jusqu'à deux heures et demie cet après-midi.

Le Sénat s'ajourne.

DEUXIÈME SÉANCE

Deux heures et demie.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Quelque temps après, Son Excellence le Gouverneur général étant venu et ayant pris place au Trône,—

L'honorable Président ordonne au Gentilhomme huissier de la Verge Noire de se rendre à la Chambre des Communes et d'informer cette Chambre que c'est le plaisir de Son Excellence le Gouverneur général que les Communes se rendent immédiatement auprès de Lui dans la salle du Sénat.

La Chambre des Communes étant venue,

Il plaît à Son Excellence le Gouverneur général d'ouvrir la session par le gracieux discours suivant aux deux Chambres:

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

Depuis mon arrivée au Canada, j'ai visité les neuf provinces. Je vous rencontre aujourd'hui pour la première fois, à l'ouverture d'une session parlementaire. Je tiens à vous dire dès l'abord combien je prise ces nouvelles relations. Je les apprécie d'autant plus qu'elles me permettent de continuer en temps de paix les rapports mémorables que j'ai eus en temps de guerre avec les troupes du Canada.

La nouvelle année est heureusement marquée par une détente dans les relations internationales. Malgré maintes déceptions, un progrès notable vers le relèvement du monde s'est produit en 1946. Le Canada a assumé toutes ses responsabilités dans l'élaboration de la paix et dans les tâches qu'impose la restauration de l'univers. Nul pays n'occupe aujourd'hui une place supérieure dans l'estime des autres nations.

L'établissement d'une paix durable reste la préoccupation primordiale des peuples. C'est là la pierre angulaire de notre politique extérieure.

L'instabilité de la situation du monde, conséquence inévitable de la guerre, a rendu extrêmement difficile l'instauration de la paix. Il y a toutefois eu progrès. Après des conférences prolongées, l'accord s'est fait sur les traités de paix, qui seront bientôt signés, avec l'Italie, la Finlande, la Roumanie, la Hongrie et la Bulgarie. Vous serez invités à approuver les traités dont le Canada devient signataire.

Les Nations Alliées sont maintenant en voie de déterminer l'avenir de l'Allemagne et de l'Autriche. Le Canada a récemment fait connaître l'attitude positive qu'il entend adopter à l'égard de ces règlements.

En ce qui concerne les mesures d'ordre international prises pour soulager les infortunés et relever les pays ravagés par la guerre, le Canada a joué un rôle de premier plan. Nous avons lieu de nous réjouir de ce que notre pays ait pu participer comme il l'a fait à l'allègement des souffrances humaines, à la distribution de vivres aux affamés et à la restauration des pays dévastés. De concert avec d'autres nations, le Canada cherche à résoudre le problème troublant des personnes déplacées, et à accroître la collaboration internationale en divers domaines.

C'est la politique du Gouvernement d'assurer aux Nations Unies l'appui chaleureux du Canada. Il accorde une attention particulière aux débats relatifs à l'énergie atomique, de même qu'à la réglementation et à la réduction des armements. Mes Ministres suivent aussi avec intérêt l'activité des Nations Unies concernant la question des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que les méthodes à employer pour assurer le respect intégral des obligations acceptées par tous les membres des Nations Unies à cet égard. Le Gouvernement a l'intention de proposer la création d'un comité spécial composé de membres des deux Chambres qui sera chargé d'étudier ces questions et de faire rapport à leur sujet.

L'Assemblée générale des Nations Unies a terminé, le mois dernier à New-York, sa première session qui avait débuté à Londres il y a un an. La délégation du Canada, aussi bien à Londres qu'à New-York, représentait le Gouvernement et l'Opposition, ainsi que les deux Chambres du Parlement. La délégation canadienne a participé activement et de façon pratique aux travaux de l'Assemblée, du Conseil économique et social, de la Commission de l'énergie atomique et d'autres organismes internationaux. Vous serez invités à examiner des mesures législatives destinées à permettre au Canada de remplir les obligations qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies, et à approuver d'autres ententes découlant de l'extension que prend la structure de l'organisation internationale.

Le Canada a accueilli avec faveur la décision prise par les Nations Unies de convoquer une Conférence internationale du commerce et de l'emploi. On espère que, de cette conférence, sortira une charte internationale qui, abolissant ou réduisant les restrictions, assurera l'essor continu du commerce international. Au cours de l'automne, des entretiens préliminaires sur le commerce ont eu lieu à Londres entre les nations du Commonwealth. Les discussions se poursuivent avec d'autres membres des Nations Unies. La délégation canadienne à cette conférence recevra instructions de favoriser le plus possible cet effort concerté des Nations Unies en vue de supprimer les entraves au commerce et d'aider ainsi à maintenir l'emploi à un niveau élevé.

Dans notre propre pays, le passage de la guerre à la paix s'est effectué rapidement. Le rapatriement et la démobilisation des troupes sont à peu près terminés. Presque tous les ayants droit d'anciens combattants sont rendus au Canada. Les trois services armés ont été réunis sous la juridiction d'un seul ministre de la couronne. Les armées de mer, de terre et de l'air font présentement l'objet d'une réorganisation conforme aux nécessités d'après-guerre.

L'industrie est presque entièrement réadaptée, des fins de guerre, à la production du temps de paix. Plus d'un million de personnes sont passées de l'armée et des industries de guerre à des emplois civils ordinaires. Jamais l'embauchage ne s'est élevé à un si haut niveau. Il dépasse de 30 p. 100 celui de 1939. Au cours de 1946, le commerce extérieur du Canada a atteint des sommets inconnus jusqu'ici en temps de paix. Jamais, en temps de paix, le revenu national n'a pris de telles proportions. Les perspectives du commerce et de l'emploi, en 1947, sont des plus favorables.

Malgré l'ample rendement de toutes les industries primaires, la demande de produits naturels de la ferme, des pêcheries, des mines et des forêts continue de dépasser la production. Grâce à des accords relatifs à l'organisation des marchés, le Gouvernement cherche à assurer la sécurité et la stabilité constante du revenu des producteurs primaires.

Bon nombre de régies et de restrictions, en vigueur durant et immédiatement après le conflit, n'existent plus. D'autres ont fait l'objet d'un relâchement considérable. On a supprimé la régie des salaires et des traitements, de même que celle d'une foule de prix et de denrées. La suppression d'autres régies se poursuit d'une façon ordonnée.

Le Gouvernement a adopté pour ligne de conduite de ne maintenir, à l'égard des prix et des denrées, que les régies jugées nécessaires pour protéger les consommateurs contre une hausse subite et marquée du coût de la vie, et pour assurer une distribution équitable des denrées et des services essentiels dont il y a pénurie. Vous serez invités à étudier les mesures qui pourront s'imposer pour maintenir l'application de ce programme, une fois expirée la loi sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales. A l'égard des domaines où il paraîtrait bon de maintenir ces mesures transitoires ou d'autres de cette nature, les projets de loi nécessaires seront soumis à votre approbation dans le plus bref délai possible.

Quant aux mesures édictées sous l'empire des pouvoirs de guerre dont le besoin existera pendant une période prolongée, les projets de loi propres à donner à leurs dispositions une forme statutaire seront déposés sans retard. Par suite de cette façon de procéder, vous serez saisis d'un certain nombre de mesures concernant, entre autres questions, les relations ouvrières, l'agriculture, l'organisation des marchés, l'immigration, la défense, les finances et le commerce d'exportation.

La pénurie des matériaux de construction accuse une réduction progressive, de sorte que s'accroît la construction de nouveaux logements. En dépit de tous les obstacles, le nombre des unités d'habitation terminées en 1946 a pratiquement atteint l'objectif fixé par le Gouvernement. La collaboration des autorités provinciales et municipales a notablement aidé à l'aménagement de logements d'urgence.

Depuis la dernière session du Parlement, des négociations tendant à la conclusion d'accords fiscaux se sont poursuivies avec certaines provinces. Au cours de ces entretiens, les propositions fédérales ont fait l'objet de modifications destinées à résoudre les problèmes particuliers à chaque province et à procurer à toutes un traitement paritaire.

Des accords fiscaux avec plusieurs provinces ont été convenus. Le Gouvernement est prêt à passer des ententes analogues avec les autres provinces. Vous serez invités à approuver les accords fiscaux qui seraient conclus.

Mes Ministres se sont engagés, une fois établies des relations financières acceptables avec les provinces, à tâcher, dans une conférence générale ou autrement, d'élaborer avec elles des ententes satisfaisantes sur les mesures relatives aux placements publics et à la sécurité sociale.

Il sera proposé, au cours de la présente session, des modifications à la loi des pensions de vieillesse.

Vous serez invités à étudier une mesure destinée à rectifier la représentation à la Chambre des communes en conformité de l'amendement récemment apporté à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Des amendements à la loi des élections fédérales seront également soumis à votre examen.

Il vous sera en outre demandé, au cours de la session, d'approuver certaines autres mesures législatives.

Membres de la Chambre des communes,

Les comptes publics de la dernière année financière et les crédits de l'année prochaine vous seront présentés. Les crédits révéleront des réductions appréciables et encourageantes des dépenses publiques.

Vous serez invités à prendre des dispositions financières en vue d'assurer tous les services essentiels.

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

Puisse la divine Providence bénir vos délibérations et guider les nations dans les efforts qu'elles tentent pour instaurer une paix juste et durable.

La Chambre des communes se retire.

Il plaît à Son Excellence le Gouverneur général de se retirer.

Le Sénat reprend sa séance.

L'honorable sénateur Sinclair, pour l'honorable sénateur Robertson, présente au Sénat un Bill, intitulé: "Loi concernant les Chemins de fer".

Ledit Bill est lu la première fois.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a en main une copie du discours de Son Excellence le Gouverneur général.

L'honorable Président en donne lecture.

Sur motion, il est

Ordonné: Que le discours de Son Excellence le Gouverneur général soit pris en considération mardi prochain.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Sinclair, pour l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que tous les sénateurs présents pendant cette session forment un comité pour prendre en considération les us et coutumes du Sénat, et les privilèges du Parlement, et qu'il soit permis audit comité de s'assembler dans la Chambre du Sénat, selon qu'il le jugera nécessaire.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Sinclair, pour l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que, conformément à la Règle 77, les sénateurs dont les noms suivent forment un comité de Sélection chargé de désigner les sénateurs devant composer les divers comités permanents de la présente session, à savoir: les honorables sénateurs Ballantyne, Beaubien (*Montarville*), Buchanan, Copp, Haig, Howard, Sinclair, White et l'auteur de la motion; ledit comité devant faire rapport, avec toute la diligence possible, des noms des sénateurs ainsi désignés.

L'honorable Président présente au Sénat le rapport des Bibliothécaires du Parlement.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:—

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT
RAPPORT DES BIBLIOTHÉCAIRES.
3ème session, 20ième Parlement—1947

A l'honorable Président du Sénat,

Les Bibliothécaires conjoints ont l'honneur de vous soumettre le rapport de la bibliothèque pour l'année 1946.

Le Supplément au Catalogue de la bibliothèque qui contient la liste des livres achetés, reçus en don et déposés en vertu de la Loi du droit d'auteur au cours de l'année 1946, est actuellement sous presse; la distribution s'en fera d'ici quelques semaines.

On a rétabli le crédit affecté à l'achat des livres et qui avait été fort réduit en 1942, mais, l'an dernier, le prix des livres et le coût des services essentiels

ont subi une hausse considérable. Tout de même, la bibliothèque s'est enrichie, croyons-nous, de la plupart des ouvrages de valeur susceptibles de répondre aux exigences du Parlement.

A la récente session des Nations Unies, l'honorable Paul Martin, alors Secrétaire d'Etat, s'est entendu avec M. Trygve Lie, Secrétaire permanent de ladite organisation, pour que tous les documents publiés par cette dernière, en anglais et en français, fussent distribués gratuitement à la bibliothèque du Parlement. Nos sincères remerciements à ces messieurs.

Lors de son assemblée tenue le 22 mai 1946, le Comité mixte de la bibliothèque du Parlement a fait les recommandations suivantes:

1. Que les mesures nécessaires soient prises pour repeindre l'intérieur de la bibliothèque et pour remplacer par un système de chauffage à l'eau chaude le chauffage à vapeur actuellement installé dans la partie centrale de la bibliothèque.

2. Que, pour atténuer l'encombrement dans la bibliothèque, le gouvernement envisage la nécessité de faire entreposer ailleurs tous les volumes et documents que les bibliothécaires jugent actuellement inutiles aux besoins de la bibliothèque du Parlement. Ces volumes et documents pourront plus tard servir de noyau à une Bibliothèque nationale qui, de l'avis de votre Comité, devrait être située à Ottawa, et dont la nécessité se fait depuis longtemps sentir.

3. Que l'on adopte un système de microfilmage des journaux reliés, au moyen d'une machine à lire les microfilms, et par l'acquisition des éditions microfilmiques courantes d'un certain nombre de journaux.

4. Que soit complétée, le plus tôt possible, l'installation du nouveau système d'éclairage commencée l'an dernier.

5. Qu'il soit procédé à la reclassification du personnel de la bibliothèque par la Commission du Service civil, et que soient retenus à titre temporaire, les services d'un catalogueur expérimenté et d'un dactylo-classeur spécialisé, en vue d'entreprendre le nouveau cataloguement partiel des livres de la bibliothèque, selon les méthodes de la bibliothèque du Congrès, et que soit engagé un apprenti qui se formera auprès des relieurs expérimentés actuels.

Le rapport du Comité a été adopté par le Sénat le 30 mai, et par la Chambre des communes, le 19 juin 1946.

D'après les renseignements fournis par le ministère des Travaux publics, on doit terminer bientôt l'installation du nouveau système d'éclairage fluorescent et du système à l'eau chaude qui doit remplacer le chauffage à vapeur, et l'on commencera aussi à repeindre l'intérieur de la bibliothèque.

Les bibliothécaires se sont vainement évertués à obtenir plus d'espace afin d'être en mesure non seulement de parer à l'encombrement actuel, mais aussi de loger les milliers de volumes qui s'accroissent chaque année sur les rayons de la bibliothèque. Toute la place étant littéralement envahie par les livres, le personnel ne dispose pratiquement d'aucun endroit où travailler, si ce n'est les alcôves et les bureaux réservés d'ordinaire aux membres des deux Chambres du Parlement.

On s'est abonné aux éditions microfilmiques d'une douzaine des principaux journaux, et l'on a ordonné l'achat d'une machine à lire les microfilms, espérant, par là, sauver de l'espace pour l'avenir.

Nous avons eu la chance d'accroître notre personnel temporaire d'un catalogueur expérimenté et d'un dactylo-classeur spécialisé, et l'on procède actuellement à un nouveau cataloguement des livres selon les méthodes de la bibliothèque du Congrès.

La Commission du Service civil opère en ce moment certains changements dans la classification du personnel.

Respectueusement soumis,

FELIX DESROCHERS,

F. A. HARDY,

Bibliothécaires conjoints.

Bibliothèque du Parlement,
Ottawa, ce 30 janvier 1947.

Avec la permission du Sénat, et—

Sur motion de l'honorable sénateur Sinclair, pour l'honorable sénateur Robertson, il est—

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, restera ajourné jusqu'à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, le 4 février 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, 4 février 1947

30 janvier—Prise en considération du Discours du Trône prononcé par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la troisième session du vingtième Parlement du Canada.—(L'honorable sénateur Robertson.)

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
262	Sélections..... <i>Le mercredi 5 février</i>	10.30 a.m.

OTTAWA—EDMOND CLOUTIER, C.M.G., B.A., L.Ph., Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1947.

No 2

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 4 février 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duffus,	King,	Paquet,
Beaubien,	Dupuis,	Lacasse,	Paterson,
(Montarville),	Du Tremblay,	Lambert,	Pirie,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Fafard,	Léger,	Quinn,
Beauregard,	Fallis,	Lesage,	Raymond,
Bench,	Ferland,	Macdonald	Robertson,
Bishop,	Foster,	(Cardigan),	Robicheau,
Bouffard,	Gouin,	MacLennan,	Robinson,
Bourque,	Haig,	Marcotte,	Roebuck,
Burchill,	Harmer,	McDonald	St-Père,
Calder,	Hayden,	(Shediac),	Sinclair,
Copp,	Horner,	McDonald	Taylor,
David,	Howard,	(Kings),	Turgeon,
Davies,	Howden,	McIntyre,	Vaillancourt,
Dennis,	Hugessen,	McKeen,	Veniot,
Dessureault,	Hurtubise,	Molloy,	Vien,
Donnelly,	Hushion,	Moraud,	White,
Duff,	Johnston,	Murdock,	Wilson.
	Jones,		

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées,

Par l'honorable sénateur Bench:

De "*La Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company*", demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un certain contrat de fiducie, en date du premier jour de novembre 1946, passé entre la Compagnie et la "*Royal Trust Company*", et ratifiant et confirmant l'émission et la vente par la Compagnie d'une somme principale de billets de deux millions de dollars stipulées dans ledit contrat de fiducie.

Par l'honorable sénateur Johnston:

De Jacob J. Thiessen, de Saskatoon, Saskatchewan, pasteur, et d'autres personnes d'autres lieux; demandant d'être incorporés sous le nom de "La Conférence des Mennonites au Canada".

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales. (Copies en anglais et en français couvrant les mois d'août à décembre 1946, inclusivement. Copies en anglais du premier au 25 janvier 1947, et copies en français pour le mois de juillet 1946.)

Copies des rapports de la Conférence fédérale-provinciale 1945.—Mémoires du Dominion et des provinces et délibérations de la conférence plénière. (Versions anglaise et française.)

Copies de la correspondance échangée entre le Gouvernement fédéral et les Gouvernements de diverses provinces depuis le discours budgétaire de 1946, concernant des accords fiscaux avec les provinces. (Versions anglaise et française.)

Echange de notes entre le Canada et la France visant la mainlevée du contrôle du gouvernement sur certains biens privés. Datées à Ottawa les 12 février, 22, 23 et 27 mars et 3 avril 1946. (Recueil des traités, 1946, No 16.) (Versions française et anglaise.)

Protocole entre le Canada et d'autres puissances prorogeant la durée de la convention sanitaire internationale de 1944 portant modification de la convention sanitaire internationale de 1926. Signé à Washington le 23 avril 1946. (Recueil des traités, 1946, No 23.) (Versions française et anglaise.)

Protocole entre le Canada et d'autres puissances prorogeant la durée de la convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne de 1944 portant modification de la convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne du 12 avril 1933. Signé à Washington le 23 avril 1946. (Recueil des traités, 1946, No 24.) (Versions française et anglaise.)

Accord financier entre le Canada et la Belgique, avec un échange de notes. Signé à Ottawa le 25 octobre 1945. (Recueil des traités, 1945, No 22.)

Accord financier entre le Canada et la Tchécoslovaquie. Signé à Ottawa le 1er mars 1945. (Recueil des traités, 1945, No 25.)

Accord financier entre le Canada et la Norvège, avec un échange de notes. Signé à Ottawa le 25 juin 1945. (Recueil des traités, 1945, No 27.)

Accord financier entre le Canada et les Pays-Bas, avec un échange de notes. Signé à Ottawa le 1er mai 1945. (Recueil des traités, 1945, No 28.)

Accord entre le Canada et la Tchécoslovaquie modifiant l'Accord financier conclu entre les deux pays le 1er mars 1945. Signé à Ottawa le 26 juin 1945. (Recueil des traités, 1945, No 29.)

Accord entre le Canada, le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Union sud-africaine et l'Inde et l'Union soviétique, concernant les prisonniers de guerre et les civils libérés par les armées alliées. Signé en Crimée le 11 février 1945. (Recueil des traités, 1945, No 30.)

Accord financier entre le Canada et les Indes néerlandaises, avec un échange de notes. Signé à Ottawa le 9 octobre 1945. (Recueil des traités, 1945, No 31.)

Echange de notes entre le Canada et Terre-Neuve constituant un Accord relatif à la formation, au Canada, de l'ancien personnel militaire de Terre-Neuve. Signées à Saint-Jean, Terre-Neuve, les 14 et 27 février 1946. (Recueil des traités, 1946, No 11.)

Accord financier entre le Canada et les Pays-Bas, avec un échange de notes. Signé à Ottawa le 5 février 1946. (Recueil des traités, 1946, No 19.)

Accord financier entre le Canada et la Chine, avec un échange de notes. Signé à Ottawa le 7 février 1946. (Recueil des traités, 1946, No 20.)

Accord financier entre le Canada et la Belgique, avec un échange de notes. Signé à Ottawa le 2 mai 1946. (Recueil des traités, 1946, No 21.)

Accord entre le Canada et l'Australie relatif aux services aériens entre les deux pays. Signé à Ottawa le 11 juin 1946. (Recueil des traités, 1946, No 22.)

Echange de notes entre le Canada et l'Union sud-africaine modifiant, pour la période du 1er mai au 31 décembre 1946, l'Accord commercial du 20 août 1932 entre les deux pays concernant la laine importée au Canada. Signées à Cape Town les 16 avril et 14 mai 1946. (Recueil des traités, 1946, No 25.)

Echange de notes entre le Canada et Terre-Neuve prorogeant l'Accord relatif au service commercial des Lignes aériennes Trans-Canada à Terre-Neuve conclu à la suite d'un échange de notes en février 1942. Signées à Saint-Jean, Terre-Neuve, les 18 mars et 12 avril 1946. (Recueil des traités, 1946, No 26.)

Echange de notes entre le Canada et l'Union sud-africaine prorogeant, pour la période du 1er juin au 31 décembre 1946, l'Accord commercial du 20 août 1932 entre les deux pays concernant la laine effilochée utilisée dans les feutres servant aux fabricants de papier importée au Canada. Signées à Cape Town le 12 juin 1946. (Recueil des traités, 1946, No 27.)

Protocole supplémentaire, entre le Canada et d'autres puissances, à l'Accord international sur les règlements de la pêche de la baleine du 8 juin 1937 prorogeant au delà du 24 mars 1946 la saison de la pêche de la baleine pour 1945-1946. Sujet à signature à Londres le 15 mars 1946. (Recueil des traités, 1946, No 29.)

Echange de notes entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique concernant la disposition du matériel de guerre de surplus et touchant les questions connexes. Signées à Ottawa les 11 et 15 juillet 1946. (Recueil des traités, 1946, No 31.)

Echange de notes entre le Canada et la Belgique constituant un Accord sur le règlement des réclamations de guerre. Signé à Bruxelles les 21 mai et 13 juillet 1946. (Recueil des traités, 1946, No 33.)

Echange de notes entre le Canada et le Vénézuéla, renouvelant le *modus vivendi* commercial du 26 mars 1941. Signées à Caracas le 9 avril 1946. (Recueil des traités, 1946, No 35.)

Echange de notes entre le Canada et l'Union sud-africaine, modifiant, pour la période du 1er août au 31 décembre 1946, l'Accord commercial du 20 août 1932 entre les deux pays, concernant le tarif sur les oranges importées au Canada. Signées à Pretoria le 31 juillet 1946. (Recueil des traités, 1946, No 36.)

Echange de notes entre le Canada et la Chine, constituant un *modus vivendi* commercial entre les deux pays. Signé à Nanking le 26 septembre 1946. (Recueil des traités, 1946, No 37.)

Echange de notes entre le Canada et l'Union sud-africaine modifiant, pour la période du 1er septembre 1946 au 31 mars 1947, l'Accord commercial au 20 août 1932 entre les deux pays concernant l'importation de la laine à tapis au Canada. Signées à Pretoria le 22 octobre 1946. (Recueil des traités, 1946, No 39.)

Echange de notes entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique relativement à l'application et à l'interprétation de l'Accord (Rush-Bagot) de 1817 concernant les forces navales sur les Grands Lacs. Signées à Washington les 18 novembre et 5 décembre 1946. (Recueil des traités, 1946, No 40.)

Echange de notes entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique enregistrant un Accord sur l'abandon des réclamations provenant de collisions maritimes impliquant les navires des deux pays. Signées à Washington les 28 septembre et 13 et 15 novembre 1946. (Recueil des traités, 1946, No 42.)

Accord commercial entre le Canada et Nicaragua. Signé à Managua le 19 décembre 1946. (Recueil des traités, 1946, No 43.)

Accord entre le Canada et le Royaume-Uni sur le nolisement des navires. Signé à Ottawa le 31 décembre 1946. (Recueil des traités, 1946, No 44.)

Copie des règlements adoptés et approuvés en vertu des dispositions de la Loi de l'assurance-chômage de 1940, pour la période qui s'étend du 13 juin 1946 au 28 janvier 1947, tels qu'ils figurent aux arrêtés en conseil C.P. 4012 et 4013, du 26 septembre 1946. (Versions française et anglaise.)

Copie du cinquième rapport annuel de la Commission d'assurance-chômage pour l'année financière terminée le 31 mars 1946. (Version française.)

Rapport du directeur de la formation professionnelle pour l'année financière 1945-46. (Version française.)

Copies d'arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des remaniements et transfert de fonctions dans le service public, chapitre 165, S.R.C., 1927, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 123, approuvé le 9 janvier 1947: transférant les pouvoirs, responsabilités et fonctions relativement à l'administration de l'Office du film sous l'empire de la Loi de l'Office national du film, 1939, de l'honorable Brooke Claxton à l'honorable J. J. McCann.

Arrêté en conseil C.P. 134, approuvé le 14 janvier 1947: transférant la division des secours de guerre et la division de l'aide volontaire en temps de guerre du ministère des Services nationaux en temps de guerre au ministère de la Santé nationale et du bien-être social.

Arrêté en conseil C.P. 211, approuvé le 21 janvier 1947: transférant le travail relatif à la publicité faite pour les parcs nationaux du ministère des Mines et ressources à la Commission des expositions du ministère du Commerce.

Arrêté en conseil C.P. 256, approuvé le 23 janvier 1947: transférant le travail du ministère des Mines et ressources au sujet de la production des pellicules cinématographiques et des photographies annonçant les parcs nationaux à l'Office national du film.

Rapport du ministère de la Défense nationale, pour l'année terminée le 31 mars 1946, y compris les rapports relatifs aux services naval, militaire et aérien du Canada.

Copie des ordres généraux promulgués pour l'armée canadienne du 8 janvier 1946 au 18 décembre 1946. (Version anglaise.) (Version française du 8 janvier au 16 novembre 1946.)

Règlements relatifs à la solde et aux allocations de l'armée canadienne pour 1946.

Copie des ordres généraux émis pour le Corps d'aviation royal canadien depuis le dernier rapport (du 5 avril 1946 au 17 janvier 1947).

Copie des règlements relatifs à la solde et aux allocations du Corps d'aviation royal canadien, 1946.

Amendements aux règlements royaux pour la gouverne du service naval de Sa Majesté au Canada, en vertu des dispositions de l'article 40 de la Loi du service naval, 1944.

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 24, approuvé le 3 janvier 1947: modifiant les règlements des allocations familiales.

Rapport annuel des permis émis du 1er janvier au 31 décembre 1946, tel qu'exigé par le paragraphe 2 de l'article 4 de la Loi d'immigration.

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 3761, approuvé le 10 septembre 1946: modifiant les dispositions de la Loi sur la convention au sujet des oiseaux migrateurs.

Copie des ordonnances adoptées en vertu des dispositions de la Loi des territoires du Nord-Ouest.

Arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des terres fédérales, chapitre 113, articles 75 et 79, S.R.C., 1927.

Etat des permis pour la vente de liqueurs alcooliques, du 1er janvier au 31 décembre 1946, en vertu des dispositions de la Loi des territoires du Nord-Ouest.

Etat relatif aux grains de semence et aux dettes de secours en vertu des dispositions de l'article 2, chapitre 51, 17 Georges V, intitulé: "Loi concernant certaines dettes dues à la Couronne".

Etat des ventes de terres et des baux annulés en vertu des dispositions de la Loi des Indiens, article 64, chapitre 98, S.R.C., 1927, depuis le dernier rapport au Parlement.

Liste des avances de secours consenties à des Indiens, en vertu des dispositions de l'article 94-B de la Loi des Indiens, chapitre 98, S.R.C., 1927, depuis le dernier rapport au Parlement.

Rapport annuel du ministère du Revenu national, avec des états relatifs aux droits de douane et d'accise, et autres impôts aux ports d'entrée ou de sortie; l'accise et le revenu du Dominion du Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1946. (Versions anglaise et française.)

Rapport annuel de la Société Radio-Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1946. (Versions anglaise et française.)

Rapport du Secrétaire d'Etat du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1946.

Rapport du département des Archives publiques, pour l'année 1946. (Versions anglaise et française.)

Rapport du Commissaire des brevets pour l'année terminée le 31 mars 1946. (Versions anglaise et française.)

Rapport de la Commission du service civil, pour l'année civile 1945. (Version française.)

Copie des règlements adoptés en vertu de la Loi sur la citoyenneté canadienne, tel qu'exigé par l'article 39, chapitre 15, Statuts de 1946.

Rapport annuel du ministère des anciens combattants, y compris les rapports du Directeur des établissements des soldats et des terres destinées aux anciens combattants, du président de la Commission canadienne des pensions, et du président de la Commission des allocations aux anciens combattants, au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1946.

Copie des règlements adoptés en vertu des dispositions de la Loi du ministère des Affaires des anciens combattants. (Versions anglaise et française.)

Copie des règlements adoptés en vertu des dispositions de la Loi d'établissement de soldats. (Versions anglaise et française.)

Copie des règlements adoptés en vertu des dispositions de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. (Versions anglaise et française.)

Rapport du ministère de l'Agriculture pour l'année financière terminée le 31 mars 1946.

Règlements adoptés en vertu des dispositions de la Loi sur les insectes nuisibles et autres fléaux. (Versions anglaise et française.)

Rapport sur les accords conclus en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles, 1939, telle que modifiée, pour l'année financière terminée le 31 mars 1946. (Versions anglaise et française.)

Copie d'un ordre ministériel modifiant les règlements relatifs à la production et à la vente des pommes de terre de semence. (Versions anglaise et française.)

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 7097, approuvé le 27 novembre 1945: annulant les règlements adoptés par l'arrêté en conseil C.P. 589, en date du 18 mars 1939, sous l'empire de la Loi sur les entrepôts frigorifiques, et leur substituant d'autres règlements. (Versions anglaise et française.)

Rapport annuel de la Commission sur le soutien des prix agricoles pour l'année financière 1945-46.

L'honorable sénateur McKeen propose, appuyé par l'honorable sénateur Bouffard:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, le 5 février 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, 5 février 1947

No 1.

4 février—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McKeen, appuyé par l'honorable sénateur Bouffard:—Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général pour le gracieux discours qu'il a adressé aux deux Chambres du Parlement.—(L'honorable sénateur Haig).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
262	Sélections.....	10.30 a.m.

OTTAWA—EDMOND CLOUTIER, C.M.G., B.A., L.Ph., Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi. 1947.

No 3

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 5 février 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Donnelly,	Johnston,	Moraud,
Aylesworth	Duff,	Jones,	Murdock,
(Sir Allen),	Duffus,	King,	Paquet,
Ballantyne,	Dupuis,	Kinley,	Paterson,
Beaubien	DuTremblay,	Lacasse,	Pirie,
(Montarville),	Euler,	Lambert,	Quinn,
Beaubien (St-Jean-	Fafard,	Léger,	Raymond,
Baptiste),	Fallis,	Lesage,	Robertson,
Beauregard,	Ferland,	Macdonald	Robicheau,
Bench,	Foster,	(Cardigan),	Robinson,
Bishop	Gershaw,	MacLennan,	Roebuck,
Bouffard,	Gouin,	Marcotte,	St-Père,
Bourque,	Haig,	McDonald	Sinclair,
Buchanan	Harmer,	(Kings),	Stevenson,
Burchill,	Hayden,	McGuire,	Taylor,
Calder,	Horner,	McIntyre,	Turgeon,
Copp,	Howard,	McKeen,	Vaillancourt,
David,	Howden,	McLean,	Veniot,
Davies,	Hugessen,	Michener,	White,
Dennis,	Hurtubise,	Molloy,	Wilson,
Dessureault,	Hushion,		

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Copp, Président du comité de Sélection chargé de désigner les sénateurs devant composer les divers comités permanents pour la présente session, soumet le rapport de ce comité.

Ledit rapport est lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 5 février 1947.

Le comité de Sélection, chargé de désigner des sénateurs pour faire partie des divers comités permanents de la présente session, a l'honneur de soumettre la liste suivante des sénateurs qui ont été désignés pour composer les divers comités permanents ci-après mentionnés, à savoir:

Comité mixte de la Bibliothèque

L'honorable Président, les honorables sénateurs Aseltine, Aylesworth (Sir Allen), Beaubien (*Montarville*), Bench, Blais, David, Fallis, Gershaw, Gouin, Jones, Lambert, Léger, MacLennan, McDonald (*Kings*), Vien et Wilson.—(17).

Comité mixte des Travaux d'impression

Les honorables sénateurs Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Blais, Bouffard, Davies, Dennis, Donnelly, Euler, Fallis, Foster, Harmer, Lacasse, Macdonald (*Cardigan*), McDonald (*Shediac*), Moraud, Mullins, Nicol, St-Père, Sinclair, Stevenson, Turgeon et White.—(21).

Comité mixte du Restaurant

L'honorable Président, les honorables sénateurs Beaubien (*Montarville*), Fallis, Haig, Hardy, Howard et Johnston.—(7).

Comité des Ordres permanents

Les honorables sénateurs Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Bishop, Bouchard, Buchanan, Duff, DuTremblay, Hayden, Horner, Howden, Hurtubise, Jones, Macdonald (*Cardigan*), McLean, St-Père et White.—(15).

Comité des Banques et du commerce

Les honorables sénateurs Aseltine, Aylesworth (Sir Allen), Ballantyne, Beaubien (*Montarville*), Beauregard, Bench, Buchanan, Burchill, Campbell, Copp, Crerar, Daigle, David, Dessureault, Donnelly, Duff, DuTremblay, Euler, Fallis, Farris, Foster, Gershaw, Gouin, Haig, Hardy, Hayden, Howard, Hugessen, Jones, Kinley, Lambert, Léger, Macdonald (*Cardigan*), Marcotte, McGuire, Michener, Molloy, Moraud, Murdock, Nicol, Paterson, Quinn, Raymond, Riley, Robertson, Sinclair, Vien, White et Wilson.—(49).

Comité du Transport et des communications

Les honorables sénateurs Ballantyne, Beaubien (*Montarville*), Bench, Bishop, Blais, Bourque, Calder, Copp, Daigle, Dennis, Dessureault, Duff, Duffus, Fafard, Farris, Gouin, Haig, Hardy, Harmer, Hayden, Horner, Hugessen, Hushion, Johnston, Jones, Kinley, Lacasse, Lambert, Léger, Lesage, MacLennan, Marcotte, McDonald (*Shediac*), McGeer, McGuire, McKeen, Michener, Molloy, Moraud, Murdock, Paterson, Quinn, Raymond, Robertson, Robicheau, Sinclair, Stevenson, Sutherland et Veniot.—(49).

Comité des Bills privés

Les honorables sénateurs Aylesworth (Sir Allen), Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Beuregard, Bouffard, David, Duff, Duffus, Dupuis, Euler, Fafard, Fallis, Farris, Ferland, Harmer, Hayden, Horner, Howard, Howden, Hugessen, Hushion, Lambert, Léger, MacLennan, McDonald (*Kings*), McDonald (*Shediac*), McGeer, McIntyre, Mullins, Nicol, Paquet, Quinn, Robinson, Roebuck et Taylor.—(34).

Comité de la Régie interne et des dépenses imprévues

Les honorables sénateurs Aseltine, Ballantyne, Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Campbell, Copp, Fafard, Fallis, Foster, Gouin, Haig, Hayden, Horner, Howard, King (Président), Lambert, MacLennan, Marcotte, Michener, Moraud, Murdock, Quinn, Robertson, Vien, White et Wilson.—(25).

Comité des Relations extérieures

Les honorables sénateurs Aylesworth (Sir Allen), Beaubien (*Montarville*), Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Bench, Buchanan, Calder, Copp, Crerar, David, Dennis, Donnelly, Fafard, Farris, Gouin, Haig, Hardy, Hayden, Howard, Hugessen, Johnston, Lambert, Léger, Marcotte, McGuire, McIntyre, McLean, Nicol, Robertson, Taylor, Turgeon, Vaillancourt, Veniot, Vien et White.—(34).

Comité des Finances

Les honorables sénateurs Aseltine, Ballantyne, Beaubien (*Montarville*), Beuregard, Bench, Bouchard, Buchanan, Burchill, Calder, Campbell, Copp, Crerar, Davies, Duff, DuTremblay, Fafard, Farris, Ferland, Foster, Haig, Hayden, Howard, Howden, Hugessen, Hurtubise, Hushion, Johnston, Lacasse, Lambert, Léger, Lesage, McDonald (*Kings*), McGeer, McIntyre, McLean, Michener, Moraud, Paterson, Pirie, Robertson, Robichaud, Roebuck, Sinclair, Taylor, Turgeon, Vaillancourt, Veniot, Vien et White.—(49).

Comité du Tourisme

Les honorables sénateurs Bishop, Bouchard, Buchanan, Crerar, Daigle, Davies, Dennis, Donnelly, Duffus, Dupuis, DuTremblay, Foster, Gershaw, Horner, McDonald (*Kings*), McGeer, McKeen, McLean, Murdock, Paquet, Pirie, Robinson, Roebuck et St-Père.—(24).

Comité des Débats et des comptes rendus

Les honorables sénateurs Aseltine, Beuregard, Bishop, DuTremblay, Fallis, Ferland, Lacasse et St-Père.—(8).

Comité des Divorces

Les honorables sénateurs Aseltine, Copp, Euler, Gershaw, Haig, Howard, Howden, Kinley, Robinson, Sinclair, Stevenson et Taylor.—(12).

Comité des Ressources naturelles

Les honorables sénateurs Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Bouffard, Burchill, Crerar, Davies, Dessureault, Donnelly, Duffus, Dupuis, Ferland, Hayden, Horner, Hurtubise, Johnston, Jones, Kinley, Lesage, McDonald (*Kings*), McGeer, McIntyre, McLean, Michener, Nicol, Paterson, Pirie, Raymond, Riley, Robicheau, Sinclair, Stevenson, Sutherland, Taylor, Turgeon, Vaillancourt et White.—(35).

Comité de l'Immigration et du travail

Les honorables sénateurs Aseltine, Blais, Bouchard, Bourque, Buchanan, Burchill, Calder, Campbell, Crerar, Daigle, David, Donnelly, Dupuis, Euler, Ferland, Haig, Hardy, Horner, Hushion, Lesage, Macdonald (*Cardigan*), McDonald (*Shediac*), McGeer, Molloy, Murdock, Pirie, Robertson, Robinson, Roebuck, Taylor, Vaillancourt, Veniot et Wilson.—(33).

Comité des Relations commerciales du Canada

Les honorables sénateurs Ballantyne, Beaubien (*Montarville*), Bishop, Blais, Buchanan, Burchill, Calder, Campbell, Daigle, Davies, Dennis, Dessureault, Duffus, Euler, Gouin, Haig, Howard, Hushion, Jones, Kinley, Macdonald (*Cardigan*), MacLennan, McKeen, Moraud, Nicol, Paterson, Pirie, Riley, Robertson, Robicheau, Vaillancourt et White.—(32).

Comité de la Santé et du bien-être social

Les honorables sénateurs Blais, Bouchard, Bouffard, Bourque, Burchill, David, Donnelly, Dupuis, Fallis, Farris, Ferland, Gershaw, Haig, Howden, Hurtubise, Johnston, Jones, Lacasse, Léger, Lesage, McGuire, McIntyre, McKeen, Molloy, Paquet, Robertson, Robinson, Roebuck, Veniot et Wilson.—(30).

Comité d'Administration du service civil

Les honorables sénateurs Bishop, Bouchard, Calder, Copp, Davies, Dupuis, Fafard, Gouin, Hurtubise, Kinley, Marcotte, McGeer, Pirie, Quinn, Robinson, Roebuck, Taylor, Turgeon et Wilson.—(19).

Comité des Edifices et des terrains publics

Les honorables sénateurs Dessureault, Fallis, Haig, Harmer, Lambert, Lesage, McGuire, Molloy, Paterson, Quinn, Robertson, Sinclair et Wilson.—(13).

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que les sénateurs désignés dans le rapport du comité de Sélection pour former les divers comités permanents au cours de la présente session, soient et sont, par la présente motion, nommés pour former et constituer les divers comités où leurs noms respectifs figurent dans ledit rapport, pour faire enquête et rapport sur les diverses questions qui peuvent de temps à autre leur être soumises; et que le comité des Ordres permanents soit autorisé à assigner des personnes et à faire produire des pièces et documents, lorsque requis; et que le comité de Régie interne et des dépenses imprévues ait le pouvoir, sans mandat spécial du Sénat, de prendre en considération toute question concernant la régie interne du Sénat, et que ce comité fasse rapport au Sénat du résultat de ses délibérations, pour qu'il y soit donné suite.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes, par un des greffiers à la Table, pour l'informer que l'honorable Président et les honorables sénateurs Beaubien (*Montarville*), Fallis, Haig, Hardy, Howard et Johnston ont été constitués en un comité chargé d'aider l'honorable Président dans l'administration du Restaurant du Parlement, en ce qui concerne les intérêts du Sénat et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet dudit Restaurant.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes, par un des greffiers à la Table, pour l'informer que l'honorable Président et les honorables sénateurs Aseltine, Aylesworth (Sir Allen), Beaubien (*Montarville*), Bench, Blais, David, Fallis, Gershaw, Gouin, Jones, Lambert, Léger, MacLennan, McDonald (*Kings*), Vien et Wilson ont été constitués en un comité chargé d'aider l'honorable Président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, en tant que les intérêts du Sénat sont concernés, et pour agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet de ladite Bibliothèque.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes, par un des greffiers à la Table, pour l'informer que les honorables sénateurs Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Blais, Bouffard, Davies, Dennis, Donnelly, Euler, Fallis, Foster, Harmer, Lacasse, Macdonald (*Cardigan*), McDonald (*Shediac*), Moraud, Mullins, Nicol, St-Père, Sinclair, Stevenson, Turgeon et White ont été constitués en un comité chargé de surveiller les travaux d'impression du Sénat, pendant la présente session, et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet desdits travaux d'impression du Parlement.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur McKeen, appuyée par l'honorable sénateur Bouffard, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE :

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné : Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, le 6 février 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, 6 février 1947

No 1.

5 février—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McKeen, appuyé par l'honorable sénateur Bouffard:—Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général pour le gracieux discours qu'il a adressé aux deux Chambres du Parlement.—(L'honorable sénateur Fallis).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le jeudi 6 février</i>		
262	Organisation des comités.....	10.30 a.m.
148	Divorces.....	11.00 a.m.

No 3

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 5 février 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Donnelly,	Johnston,	Moraud,
Aylesworth	Duff,	Jones,	Murdock,
(Sir Allen),	Duffus,	King,	Paquet,
Ballantyne,	Dupuis,	Kinley,	Paterson,
Beaubien	DuTremblay,	Lacasse,	Pirie,
(Montarville),	Euler,	Lambert,	Quinn,
Beaubien (St-Jean-	Fafard,	Léger,	Raymond,
Baptiste),	Fallis,	Lesage,	Robertson,
Beauregard,	Ferland,	Macdonald	Robicheau,
Bench,	Foster,	(Cardigan),	Robinson,
Bishop	Gershaw,	MacLennan,	Roebuck,
Bouffard,	Gouin,	Marcotte,	St-Père,
Bourque,	Haig,	McDonald	Sinclair,
Buchanan	Harmer,	(Kings),	Stevenson,
Burchill,	Hayden,	McGuire,	Taylor,
Calder,	Horner,	McIntyre,	Turgeon,
Copp,	Howard,	McKeen,	Vaillancourt,
David,	Howden,	McLean,	Veniot,
Davies,	Hugessen,	Michener,	White,
Dennis,	Hurtubise,	Molloy,	Wilson,
Dessureault,	Hushion,		

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Copp, Président du comité de Sélection chargé de désigner les sénateurs devant composer les divers comités permanents pour la présente session, soumet le rapport de ce comité.

Ledit rapport est lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 5 février 1947.

Le comité de Sélection, chargé de désigner des sénateurs pour faire partie des divers comités permanents de la présente session, a l'honneur de soumettre la liste suivante des sénateurs qui ont été désignés pour composer les divers comités permanents ci-après mentionnés, à savoir:

Comité mixte de la Bibliothèque

L'honorable Président, les honorables sénateurs Aseltine, Aylesworth (Sir Allen), Beaubien (*Montarville*), Bench, Blais, David, Fallis, Gershaw, Gouin, Jones, Lambert, Léger, MacLennan, McDonald (*Kings*), Vien et Wilson.—(17).

Comité mixte des Travaux d'impression

Les honorables sénateurs Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Blais, Bouffard, Davies, Dennis, Donnelly, Euler, Fallis, Foster, Harmer, Lacasse, Macdonald (*Cardigan*), McDonald (*Shediac*), Moraud, Mullins, Nicol, St-Père, Sinclair, Stevenson, Turgeon et White.—(21).

Comité mixte du Restaurant

L'honorable Président, les honorables sénateurs Beaubien (*Montarville*), Fallis, Haig, Hardy, Howard et Johnston.—(7).

Comité des Ordres permanents

Les honorables sénateurs Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Bishop, Bouchard, Buchanan, Duff, DuTremblay, Hayden, Horner, Howden, Hurtubise, Jones, Macdonald (*Cardigan*), McLean, St-Père et White.—(15).

Comité des Banques et du commerce

Les honorables sénateurs Aseltine, Aylesworth (Sir Allen), Ballantyne, Beaubien (*Montarville*), Beauregard, Bench, Buchanan, Burchill, Campbell, Copp, Crerar, Daigle, David, Dessureault, Donnelly, Duff, DuTremblay, Euler, Fallis, Farris, Foster, Gershaw, Gouin, Haig, Hardy, Hayden, Howard, Hugessen, Jones, Kinley, Lambert, Léger, Macdonald (*Cardigan*), Marcotte, McGuire, Michener, Molloy, Moraud, Murdock, Nicol, Paterson, Quinn, Raymond, Riley, Robertson, Sinclair, Vien, White et Wilson.—(49).

Comité du Transport et des communications

Les honorables sénateurs Ballantyne, Beaubien (*Montarville*), Bench, Bishop, Blais, Bourqué, Calder, Copp, Daigle, Dennis, Dessureault, Duff, Duffus, Fafard, Farris, Gouin, Haig, Hardy, Harmer, Hayden, Horner, Hugessen, Hushion, Johnston, Jones, Kinley, Lacasse, Lambert, Léger, Lesage, MacLennan, Marcotte, McDonald (*Shediac*), McGeer, McGuire, McKeen, Michener, Molloy, Moraud, Murdock, Paterson, Quinn, Raymond, Robertson, Robicheau, Sinclair, Stevenson, Sutherland et Veniot.—(49).

Comité des Bills privés

Les honorables sénateurs Aylesworth (Sir Allen), Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Beauregard, Bouffard, David, Duff, Duffus, Dupuis, Euler, Fafard, Fallis, Farris, Ferland, Harmer, Hayden, Horner, Howard, Howden, Hugessen, Hushion, Lambert, Léger, MacLennan, McDonald (*Kings*), McDonald (*Shediac*), McGeer, McIntyre, Mullins, Nicol, Paquet, Quinn, Robinson, Roebuck et Taylor.—(34).

Comité de la Régie interne et des dépenses imprévues

Les honorables sénateurs Aseltine, Ballantyne, Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Campbell, Copp, Fafard, Fallis, Foster, Gouin, Haig, Hayden, Horner, Howard, King (Président), Lambert, MacLennan, Marcotte, Michener, Moraud, Murdock, Quinn, Robertson, Vien, White et Wilson.—(25).

Comité des Relations extérieures

Les honorables sénateurs Aylesworth (Sir Allen), Beaubien (*Montarville*), Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Bench, Buchanan, Calder, Copp, Crerar, David, Dennis, Donnelly, Fafard, Farris, Gouin, Haig, Hardy, Hayden, Howard, Hugessen, Johnston, Lambert, Léger, Marcotte, McGuire, McIntyre, McLean, Nicol, Robertson, Taylor, Turgeon, Vaillancourt, Veniot, Vien et White.—(34).

Comité des Finances

Les honorables sénateurs Aseltine, Ballantyne, Beaubien (*Montarville*), Beauregard, Bench, Bouchard, Buchanan, Burchill, Calder, Campbell, Copp, Crerar, Davies, Duff, DuTremblay, Fafard, Farris, Ferland, Foster, Haig, Hayden, Howard, Howden, Hugessen, Hurtubise, Hushion, Johnston, Lacasse, Lambert, Léger, Lesage, McDonald (*Kings*), McGeer, McIntyre, McLean, Michener, Moraud, Paterson, Pirie, Robertson, Robichaud, Roebuck, Sinclair, Taylor, Turgeon, Vaillancourt, Veniot, Vien et White.—(49).

Comité du Tourisme

Les honorables sénateurs Bishop, Bouchard, Buchanan, Crerar, Daigle, Davies, Dennis, Donnelly, Duffus, Dupuis, DuTremblay, Foster, Gershaw, Horner, McDonald (*Kings*), McGeer, McKeen, McLean, Murdock, Paquet, Pirie, Robinson, Roebuck et St-Père.—(24).

Comité des Débats et des comptes rendus

Les honorables sénateurs Aseltine, Beauregard, Bishop, DuTremblay, Fallis, Ferland, Lacasse et St-Père.—(8).

Comité des Divorces

Les honorables sénateurs Aseltine, Copp, Euler, Gershaw, Haig, Howard, Howden, Kinley, Robinson, Sinclair, Stevenson et Taylor.—(12).

Comité des Ressources naturelles

Les honorables sénateurs Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Bouffard, Burchill, Crerar, Davies, Dessureault, Donnelly, Duffus, Dupuis, Ferland, Hayden, Horner, Hurtubise, Johnston, Jones, Kinley, Lesage, McDonald (*Kings*), McGeer, McIntyre, McLean, Michener, Nicol, Paterson, Pirie, Raymond, Riley, Robicheau, Sinclair, Stevenson, Sutherland, Taylor, Turgeon, Vaillancourt et White.—(35).

Comité de l'Immigration et du travail

Les honorables sénateurs Aseltine, Blais, Bouchard, Bourque, Buchanan, Burchill, Calder, Campbell, Crerar, Daigle, David, Donnelly, Dupuis, Euler, Ferland, Haig, Hardy, Horner, Hushion, Lesage, Macdonald (*Cardigan*), McDonald (*Shediac*), McGeer, Molloy, Murdock, Pirie, Robertson, Robinson, Roebuck, Taylor, Vaillancourt, Veniot et Wilson.—(33).

Comité des Relations commerciales du Canada

Les honorables sénateurs Ballantyne, Beaubien (*Montarville*), Bishop, Blais, Buchanan, Burchill, Calder, Campbell, Daigle, Davies, Dennis, Dessureault, Duffus, Euler, Gouin, Haig, Howard, Hushion, Jones, Kinley, Macdonald (*Cardigan*), MacLennan, McKeen, Moraud, Nicol, Paterson, Pirie, Riley, Robertson, Robicheau, Vaillancourt et White.—(32).

Comité de la Santé et du bien-être social

Les honorables sénateurs Blais, Bouchard, Bouffard, Bourque, Burchill, David, Donnelly, Dupuis, Fallis, Farris, Ferland, Gershaw, Haig, Howden, Hürtubise, Johnston, Jones, Lacasse, Léger, Lesage, McGuire, McIntyre, McKeen, Molloy, Paquet, Robertson, Robinson, Roebuck, Veniot et Wilson.—(30).

Comité d'Administration du service civil

Les honorables sénateurs Bishop, Bouchard, Calder, Copp, Davies, Dupuis, Fafard, Gouin, Hurtubise, Kinley, Marcotte, McGeer, Pirie, Quinn, Robinson, Roebuck, Taylor, Turgeon et Wilson.—(19).

Comité des Edifices et des terrains publics

Les honorables sénateurs Dessureault, Fallis, Haig, Harmer, Lambert, Lesage, McGuire, Molloy, Paterson, Quinn, Robertson, Sinclair et Wilson.—(13).

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que les sénateurs désignés dans le rapport du comité de Sélection pour former les divers comités permanents au cours de la présente session, soient et sont, par la présente motion, nommés pour former et constituer les divers comités où leurs noms respectifs figurent dans ledit rapport, pour faire enquête et rapport sur les diverses questions qui peuvent de temps à autre leur être soumises; et que le comité des Ordres permanents soit autorisé à assigner des personnes et à faire produire des pièces et documents, lorsque requis; et que le comité de Régie interne et des dépenses imprévues ait le pouvoir, sans mandat spécial du Sénat, de prendre en considération toute question concernant la régie interne du Sénat, et que ce comité fasse rapport au Sénat du résultat de ses délibérations, pour qu'il y soit donné suite.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes, par un des greffiers à la Table, pour l'informer que l'honorable Président et les honorables sénateurs Beaubien (*Montarville*), Fallis, Haig, Hardy, Howard et Johnston ont été constitués en un comité chargé d'aider l'honorable Président dans l'administration du Restaurant du Parlement, en ce qui concerne les intérêts du Sénat et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet dudit Restaurant.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes, par un des greffiers à la Table, pour l'informer que l'honorable Président et les honorables sénateurs Aseltine, Aylesworth (Sir Allen), Beaubien (*Montarville*), Bench, Blais, David, Fallis, Gershaw, Gouin, Jones, Lambert, Léger, MacLennan, McDonald (*Kings*), Vien et Wilson ont été constitués en un comité chargé d'aider l'honorable Président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, en tant que les intérêts du Sénat sont concernés, et pour agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet de ladite Bibliothèque.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes, par un des greffiers à la Table, pour l'informer que les honorables sénateurs Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Blais, Bouffard, Davies, Dennis, Donnelly, Euler, Fallis, Foster, Harmer, Lacasse, Macdonald (*Cardigan*), McDonald (*Shediac*), Moraud, Mullins, Nicol, St-Père, Sinclair, Stevenson, Turgeon et White ont été constitués en un comité chargé de surveiller les travaux d'impression du Sénat, pendant la présente session, et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet desdits travaux d'impression du Parlement.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur McKeen, appuyée par l'honorable sénateur Bouffard, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE :

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, le 6 février 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, 6 février 1947

No 1.

5 février—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McKeen, appuyé par l'honorable sénateur Bouffard:—Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général pour le gracieux discours qu'il a adressé aux deux Chambres du Parlement.—(L'honorable sénateur Fallis).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le jeudi 6 février</i>		
262	Organisation des comités.....	10.30 a.m.
148	Divorces.....	11.00 a.m.

No 4

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Jeudi 6 février 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Davies,	Hurtubise,	McLean,
Aylesworth	Dennis,	Hushion,	Michener,
(Sir Allen),	Dessureault,	Johnston,	Molloy,
Ballantyne,	Donnelly,	Jones,	Moraud,
Beaubien	Duff,	King,	Murdock,
(Montarville),	Duffus,	Kinley,	Paquet,
Beaubien (St-Jean-Euler,	Fafard,	Lacasse,	Paterson,
Baptiste),	Fallis,	Lambert,	Pirie,
Beauregard,	Ferland,	Léger,	Quinn,
Bishop,	Foster,	Lesage,	Robertson,
Blais,	Gershaw,	Macdonald	Robicheau,
Bouchard,	Gouin,	(Cardigan),	Robinson,
Bouffard,	Haig,	MacLennan,	Roebuck,
Bourque,	Harmer,	Marcotte,	St-Père,
Buchanan,	Hayden,	McDonald	Sinclair,
Burchill,	Horner,	(Shediac),	Stevenson,
Calder,	Howard,	McDonald	Taylor,
Copp,	Howden,	(Kings),	Vaillancourt,
Crerar,	Hugessen,	McGuire,	Veniot,
David,		McIntyre,	White.

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément,

Par l'honorable Président du comité permanent des Divorces:

De Peter Samuel Rosen, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Florence Mavis Ship Rosen.

De Jessie Alberta Allan Derby, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arthur Robert Derby.

De Harry Powell, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Muriel Mabel Goodall Powell.

De Mary Josephine Jessop Croker, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert William Croker.

De James Edward O'Neill, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Caroline Evelyn Thurlburt O'Neill.

De Marjorie E. Puley, de Halifax, Nouvelle-Ecosse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George H. Puley, de Bourlamaque, Québec.

De Eugenia Drake Armstrong Newell, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas Arthur Newell, d'Outremont, Québec.

De Evangeline May Connelly Stervinou, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alexandre Louis Stervinou.

De William John Edgar McVetty, du canton d'Eaton, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Verna Grace Hood McVetty, de Windsor Mills, Québec.

De Joseph Stopka, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Loretta Leroux Stopka.

De William MacDonald Hallowell Brown, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Nina Lee Franklin Brown, de Westmount, Québec.

De Robert Thomas Jackson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ruth Laurie Bender Jackson.

De Jessie MacFarlane Boyle Smith, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Howard Adam Smith, autrement connu sous le nom de Howard Thomas Smith.

De Charles Augustus Dolling, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Norma Margaret Young Dolling.

De Mary Ann Clorenda Archer Richardson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Douglas Arthur Richardson.

De William Stanley Ewens, d'Eastman, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Léa Laplante Ewens.

De Margaret Hazel Reid Koppel, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sidney Robert Koppel, de Westmount, Québec.

De Joseph Alexander Oswald Mercier, de Woodlands, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Rita Anna Ferguson Mercier, de Montréal, Québec.

De Muriel Aileen MacKeage Fewtrell, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Frank Albert Fewtrell, de Pointe-Claire, Québec.

De Florence Alice Mapston Calcutt Doak, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edwin Stanley Doak, de Montréal, Québec.

De Jean Gainfort Grossman, de Toronto, Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Ralph Grossman, de Montréal, Québec.

De Melville Mae Swinburne, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Francis William Swinburne, d'Outremont, Québec.

De Ruby Weldrick Hunt, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Cecil Victor Hunt.

De Norma Mary Marzitelli Rudzik, de l'Abord-à-Plouffe, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Stanley Rudzik, de Montréal, Québec.

De Harold Robinson, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Helen Robinson Robinson.

De Irene Elizabeth Burke Robinson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Herbert Thomas Robinson.

De Isabella Hodgson McRae Edwards, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec George Harold Edwards.

De Kenneth Wright Williamson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Esther Catherine Tiberi Williamson.

De Eveline Hache Groulx, d'Ottawa, Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Lucien Groulx, de Verdun, Québec.

De Jessie Gertrude Noel Magee, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Francis John Magee.

De Marian Susan Willson Roberts, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec William Goodridge Roberts.

De Bea Helen Taffert Levine, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Emmanuel Jack Levine.

De Elizabeth McIntosh Barber, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec John Walter Barber.

De Selden Grant Stoddard, de Sherbrooke, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Blanch Ardell Sharon Stoddard.

De Thomas Gordon Williams, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Jennie Louise Sheals Williams.

De Edwin Theophilus Phillips, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Rachel Clotilda Weeks Phillips.

De Aimé Jacques, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Régina Morin Jacques.

De Muriel Alice Goddard Perkins, de Waterloo, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Alden Morse Perkins.

De Proctor Clifford Neil, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Frederica Ivy Ibbotson Neil.

De Rhondda Blanche Peace Hurford Smith, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec George Kitchener Smith.

De William Walter Woodall, de Sainte-Rose, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Patricia Dorothy Vore Woodall.

De Marie-Rose-Alba-Bernadette Lapointe Ricard, de Val Morin, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Omer Ricard.

De Victor Reid Murray, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Margaret Isabel Hillrich Murray.

De Percy Coleman Stuart, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Annie Elizabeth Walker Stuart.

De John Bernth Jones, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Annie May Garnett Jones.

De Douglas Wilson Bradshaw, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Margaret Stewart Weir Hogg Bradshaw.

De Ethel Mary McKenzie Cramp, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Ralph George Albert Cramp.

De Henry Eaton, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Alfreda Joyce Verrinder Eaton.

De Florence Gertrude Asson Pashley, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Norman Pashley.

De Marjorie Aileen Copping Ladouceur, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Lionel-Félix Ladouceur.

De Claude Garcin Coffin, de Pointe-Claire, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Ruth Eleanor Whitney Coffin.

De Janet Carr Cox, d'Ottawa, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Earl Cox, de Wright, Québec.

De Henry Thomas Matthews, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Georgina Lund McCallum Matthews.

De Robert-Rosaire Loïselle, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Marie-Jeanne-Agnès Lapointe Loïselle.

De Bernard Stanley Bailey, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Muriel Aileen Davies Bailey.

De Hilda Mary Charlotte Kelly Smith, de Pointe-Claire, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Raymond Frank Smith.

De Elsie King Moorhouse, de Halifax, Nouvelle-Ecosse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Arthur Moorhouse, de Montréal, Québec.

De Mildred Merica Ruth Goudreau Snyder, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Samuel Snyder.

De Clinton Leslie Dobson, de New Carlisle, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Freda Jean Gallant Dobson.

De Charles Alfred Michel Kelly, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Marie Irene May Reed Kelly.

De Edward Frank Fulton, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Rita Bourque Fulton.

De Pearl Summers Slater, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Arthur George Slater.

De Herménégilde Bruneau, de Ville Saint-Pierre, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Delia Lambert Bruneau.

D'Emilien Guilbault, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Gilberte Gagnon Guilbault.

De Samuel John Revelle, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Anna Kaleininkas (Keller) Revelle.

De Lloyd George Corbett, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Joan Gertrude Fox Corbett, de Londres, Angleterre.

De Olive Viola Olsson Ferguson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Stanley Duncan Ferguson.

De Bernadette Mayford Roy, de Hull, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Joseph-Ernest Roy.

De William John Fields, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Florence Beatrice Kiernan Fields.

De Francesco Saverio Cacchione, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Assunta Moschetti Cacchione.

De Mary Winifred Joyce Dick Dunford, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Errington Parrish Dunford.

De Ida Berman Zatz, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Solomon Zatz.

De Conrad Provost, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Hermelina Savoie Provost.

D'Eloi Paquette, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Thérèse Michel Paquette.

De Rose Klein Levin, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Louis Levin.

De Alfred John Holton, de Sherbrooke, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Laurina Labrecque Holton.

De Mary Alice Berrigan Hamelin, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Joseph-Onésime Hamelin.

De Evelyn Deltoff Moore, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Walter Moore.

De Katie Rhoda Brick McGrath, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Donald King McGrath.

De John Luchuck, de Lachine, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Alice Medinsky Luchuck, de Hamilton, Ontario.

De Dan Alonzo Dwight Wright, de Saint-Jean, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Lois Winter Wright, de Lucan, Ontario.

De Clinton Escott Vipond, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Alice May Phillips Vipond.

De Annie Mildred Parnell Smellie, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec James MacNair Smellie.

De Winnifred Doris Cleaver Wooley, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Edwin Austin Wooley.

De Eileen Millar de Levi, de Greenfield Park, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Pierre Liwentaal de Levi.

De Norma Mary Sharp Chapman, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Herbert Chapman.

De Marjorie Winnifred Bearman Smeall, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Howard Malcolm Smeall.

De Grace Evelyn Smith Copeland, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Morris Copeland.

De Naomi Evelyn Masterangelo Rosenstein, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Lewis Rosenstein.

De Paul Jaeggin, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Doris Mae Harvey Johnston Jaeggin.

De Muriel Brighten Burdon, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Robert Burdon.

De Helen Lilian Jaques Bowen, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Brice Bowen.

De Doreen Jeannette Sibley Tirbutt, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Arthur Melville Tirbutt.

De John William Sydney Jordan, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Lillian Lacroix Jordan.

De Pearl Vesta Fields Hollenbeck, de Magog, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Harold Henry Walter Hollenbeck.

De Florence Nancy Maria Haworth Stewart, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Thomas Arthur Munroe Stewart.

De Muriel Agnes Martin Adams, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Frederick George Adams.

De Sarah Rafferty Jackson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Lawrence Jackson.

De Samuel Kupchik, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Freda Baumholtz Kupchik.

De Elerick Montgomery Barton, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Beatrice Mary Fraser Barton.

De Louise Guiol Chetler, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harry Chetler.

De Gladys Kathleen Wilkins Todd, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Richard James Todd.

De Anne Fishman Minsk, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Louis Minsk.

De Rose Lazar Nadigel, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Nathan Nadigel.

De Habib Nassif, de Chambly Canton, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gwendolyn Marion Mizener Nassif.

De Harry Nelson Hitchlock, de Sherbrooke, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Amy Maria Boosamra Hitchlock.

De Ethel Ornstein Pfeffer, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alex Pfeffer.

De Doris Shapiro Kolman, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Volodia Kolman, autrement connu sous le nom de Willie Colman.

De Rose Housefield Blumstein, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Peter Blumstein.

De Bruce Montgomery Cooper, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Margaret Hill Robinson Cooper.

De Henrietta Elizabeth Forde Norrie, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harold Ruthledge Norrie.

De Gustave-Lucien Verhelle, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Bernice Thomson Verhelle.

De Robert Lussier, de Saint-Joseph, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Laure-Armande Chicoine Lussier.

De Louis-Marcel Frigon, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Eileen Frances Dodge Frigon.

De Constance May Ponman Newman, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Vivian Seymour Newman.

De Fennie Nettie Adelstein Waldman, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jacob Herbert Waldman.

De Frances Clare Lynch Layton, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Irving Peter Layton.

De Gertrude Loiseau Gaulin, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Roger Gaulin.

De Otto Hemlein, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Julianna Wundele Hemlein.

De Margaret Patricia Fairhurst Richards, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edward Joseph Richards.

De Jean Isabel Dalton Ryan, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sydney Roderick Ryan.

D'Aimé Bibeau, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Paulette Lavallée Bibeau.

De Evelyn Mildred Cook Stone, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harry William Stone.

De Audrey Frances Stokes Lambert, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Victor Todd Joseph Lambert.

De Ernest Edward Lippiatt, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Verna Ethel Banning Lippiatt.

De Ida Norma Thompson Thornton, de Montréal-Est, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas Anderson Thornton.

D'Omer Montpetit, fils, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Simonne Lamothe Montpetit.

De Albert Sephton, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Béatrice Leclair Sephton.

De Theresa Sherpitis Morganti, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mieczystaw Morganti.

De Nancy Catherine Harrison Moore, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edward William Moore.

De Agnes Jane Irwin Everitt Dixon, de Lachine, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henry Dixon.

De Patricia Ellen Burt Williams, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Allan John Williams.

De Rose Elkin Steinman, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Samuel Steinman.

De Elsie Marlyn Garayt Johnston, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Daniel Johnston.

De Hilda Irene Gordon Lazarus, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lester Benjamin Lazarus.

De Bessie Letovsky Silverman, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lewis Silverman.

De Netta Cheyne Lee, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harold Michael Lee.

De Mary Nellie McGurk Stone, de Riverside, Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas Edison Stone, de Montréal, Québec.

De Veronica Dennelly Hope Johnstone Shelley, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Gavin Shelley.

De James Alexander King, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edith Anne Halbert King.

De Hugh Cyril Harvey, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mary Elizabeth Wynne Drysdale Harvey.

De Jack Wallis, de Brosseau-Station, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Winifred Elizabeth Moore Wallis.

De Mary Margaret Rider Brown, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Scott Alexander Walter Brown.

De Ernest Edward Joslin, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jennie Elizabeth Holding Joslin.

De Marion Naomi Gomery McGee, de Montréal-Ouest, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Leonard Davidson McGee.

De Una Kathleen Balmfirth Little, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Howard Demar Little.

De Evelyn Marie Elliott McGrath, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Anthony McGrath.

De Joseph-Arthur Neveu, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Estelle Messier Neveu.

De Léone Rhéa Leduc Metcalf, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Charles Harvey Metcalf.

De Ellen Irene Gertrude Preston Hastie, d'Ormstown, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Alexander Leslie Hastie.

De Eileen Louise Thomas Bleakney, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Frank Brookes Bleakney.

De Gaston Cartier, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Marguerite Saint-Amour Cartier.

De Isabel Lindsay Mackay Dietz, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Henry Irvin Holger Dietz.

De Pamela Mackay Alderdice Johnstone, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec George Murray Gordon Johnstone.

De Eugénie Béatrice Smith Ricketts, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Wilfred Herbert Ricketts.

De Muriel Amelia Dufty Rochet, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Eugène-Joseph Rochet.

De Richard Andrew Frame, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Eva Sherman Frame.

De Annie Lucy Laporte Hurteau, de Gatineau-Mills, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec William Hurteau.

De Pauline Joan Hyde Murphy, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Nelson James Peter Murphy.

De Alice Hamilton Peck Stevenson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Alan Gagy Stevenson.

De Goldie Slovinsky Tkatch, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Harry Tkatch.

De Glenna May Shapter Williams, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Thomas Williams.

De Thelma Genender Lefkowitz, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Bernard Lefkowitz.

De Ginette Ingrid Reiskind Leopold, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Munroe Paul Léopold.

De Ralph Wighton, d'Outremont, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Annie Olga Stinehour Wighton.

De Evlyn Florence Esson Pugh, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec George James Pugh.

De Margaret Lillian McCorkell Baldwin, d'Outremont, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Elmer Raymond Baldwin.

De Gloria Avon Roland, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Joseph Gordon Roland.

De Dorothy May Duff Hisey, de Gravenhurst, Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Lloyd George McKay Hisey, de Montréal, Québec.

De Ernest Wright, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Lillian Ethel Triggs Wright.

De Lorne Earl Barth, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Agnes Keen Lyall Barth.

De Esther Lancit Weiss, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Ernest Weiss.

De Edith Dean Michaels, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Samuel Michaels.

De Juliette-Adrienne Labrosse Renaud, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Joseph-Adolphe-Ernest Renaud.

De Curtis William Johnson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Mary Geraldine Parsons Johnson.

De Sarah Goldberg Cohen, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Benjamin Cohen.

De Eileen Maude Gardner Richards, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Joseph Alexander Richards.

De Alison McKinnon Palmer, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Charles Wilfred Palmer.

De Charles Gordon Nelson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Agnes Patricia Hughes Nelson.

De Mary Joyce Joly Clark, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec William Thomas Hall Clark.

De Doris Victoria Bellisle Page, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec James Sutherland McKay Page.

De Sydney Beaver, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Marie Stella Splourde Beaver.

De Elizabeth Butler Roberts Lambton, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec James Douglas Lambton.

De Libby Margolese Smith, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Jack Smith.

De Evelyn Ethel Reich Macdonell, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Angus Ronald Macdonell.

De Robert Alfred Nall, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Joyce Hazel Watson Nall.

De Archie William Young, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Edna Bridget Ellement Young.

De Esther Mary Harding Breeze, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Robert Richard Breeze.

De Jessie Leonard Simpson Clunie, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Robert Clunie.

De Gladys Elizabeth Thompson Dorrance, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Frank Sinton Dorrance.

De Margaret Cote Truax, de Knowlton, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Jacob Winslow Truax.

De Emilienne Grinsell Daoust, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Rémi Daoust.

De Irja Aline Agnes Vaisanen Shanahan, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Patrick John Shanahan.

De Lilly Evans Auty, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Bertson Brownridge Auty.

De Elly Maria Charlotte Alden McBride, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Donald Chester McBride.

De Rose Waselevsky Balakirsky, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Ovido Balakirsky, autrement connu sous le nom de Ovido Black.

De Maurice Michael, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Rachel Elias Michael.

De Lillian May Alsop Mackenzie, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec John Mackenzie.

De Violet Olive Magdalene Allechin Clark, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Thomas Clark.

De Gilberto (Albert) Belmonte, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Florida Charbonneau Belmonte.

De Gertrude Helen Cayford Collins, de Saint-Lambert, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec William Harcourt Collins.

De Francis George Fellows, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Matilda Depratto Fellows.

De George Wilson Dyce, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Mildred Elinor Getzler Dyce.

De Alysae Mae Lissemore Lawrence, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Edward William Lawrence.

De Jean Elizabeth Hancock Thompson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Charles Thompson, fils.

De Michael Maturjiw, autrement connu sous le nom de Michal Matwijow, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Justyna Kowalska, autrement connue sous le nom de Tina Kowalska Matwijow.

De Evelyn Alice Lancaster Chenoweth, de Reading, Massachusetts, États-Unis d'Amérique, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec David MacPherson Chenoweth, de Montréal, Québec.

De Elisa Jamoul Hull, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Norman Granville Hull.

De Eileen Ardis Locke Thompson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Frank Noble Thompson.

De Edith Norma Isaac Davidson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Charles Davidson.

De Sophie Radwolsky Closner, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Joseph Closner.

De Robert Crawford Kirk, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Winnifred May Kirk.

De Frances Eileen Scribner Mackay, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec George Gordon Mackay.

De Elizabeth Ann Eden Lindsay, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Jeffrey Burland Lindsay.

De Eileen Edna Paget Bray Dundas, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Douglas Albert Dundas.

De Marcel Simonon, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Jeanne Castiau Simonon.

De Muriel Emma Wood Durrell, de Granby, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Clarence Edwin Durrell.

De Anna Lovannah Théoret Wilson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Walter Henry Brian Wilson.

De Blanche Pinel Bariteau, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Jacques Bariteau.

De Woolf (Robert) Cook, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Yetta Helman Cook.

De Cipoire Segall Wurmbrand, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Hersh Wurmbrand.

De Adele Kuznetz Lesser, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Myer Lesser.

De Lillian Elizabeth Harris Cunningham, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Roy Cunningham.

De Hilda Katz Delnick, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Louis Delnick.

De Sophie Wener Finestone, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Benny Finestone.

De Hilda Constance Caroline Mosley Dwyer, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Charles Norman Dwyer.

De Margaret Hamilton Wilson Bergeron, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Rodolphe Maurice Bergeron.

De Hilda Wylie Bannister, de Montréal-Sud, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Reginald Samuel Bannister.

De Mabel Grace Mattinson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Arthur Steel Mattinson.

De William Page, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Marcelle Olivier Page.

De Elsie McCormick Albers, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Louis André Albers.

De Maltilda Jane Cumming, de Toronto, Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Melville Erskine Cumming, de Montréal, Québec.

De Rofothy Hawkins Myers, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Eric Myers.

De James Arthur Ablett, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Irene Margaret Palmer Ablett.

De Patricia Violet Puttock Bromby, de Cowansville, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec John McEwen Bromby.

De Dorothy Mary Boyca Jackson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Charles Henry Jackson.

De Harold Fassett Staniforth, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Marion Helen Hart Staniforth.

De Stewart Davidson Myles, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Nora Claire Hall Myles.

De Gladys May Kay Oliver, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Ronald Oliver.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues séparément:

De Jacob J. Thiessen, de Saskatoon, Saskatchewan, pasteur, et d'autres personnes d'autres lieux; demandant d'être constituées en corporation sous le nom de "La Conférence des Mennonites au Canada".

De la "*Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company*"; demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un certain contrat de fiducie, en date du premier jour de novembre 1946, passé entre la Compagnie et la "*Royal Trust Company*", et ratifiant et confirmant l'émission et la vente par la Compagnie d'une somme principale de billets de deux millions de dollars stipulées dans ledit contrat de fiducie.

L'honorable sénateur Buchanan, du comité permanent du Tourisme, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 6 février 1947.

Le comité permanent du Tourisme demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

W. A. BUCHANAN,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Sinclair, du comité permanent des Finances, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 6 février 1947.

Le comité permanent des Finances demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf (9) membres.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN E. SINCLAIR,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent du Transport et des communications, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 6 février 1947.

Le comité permanent du Transport et des communications demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf (9) membres.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 6 février 1947.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Murdock, du comité permanent de l'Immigration et du travail, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 6 février 1947.

Le comité permanent de l'Immigration et du travail demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

JAMES MURDOCK,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Euler, du comité permanent des Relations commerciales du Canada, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 6 février 1947.

Le comité permanent des Relations commerciales du Canada demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

W. D. EULER,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 6 février 1947.

Le comité permanent des Bills d'intérêt privé demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

A. K. HUGESSEN,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Lambert, du comité permanent des Relations extérieures, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 6 février 1947.

Le comité permanent des Relations extérieures demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

N. P. LAMBERT,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur J. J. Donnelly, du comité permanent des Ressources naturelles, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 6 février 1947.

Le comité permanent des Ressources naturelles demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf (9) membres.

Le tout respectueusement soumis.

J. J. DONNELLY,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Marcotte, du comité permanent de l'Administration du service civil, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 6 février 1947.

Le comité permanent de l'Administration du service civil demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

ARTHUR MARCOTTE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Bourque, du comité permanent de la Santé et du bien-être social, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 6 février 1947.

Le comité permanent de la Santé et du bien-être social demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

T.-J. BOURQUE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Aseltine, du comité permanent des Divorces, présente au Sénat le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 6 février 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son premier rapport, comme suit:

1. Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres à toutes fins, y compris la réception des dépositions sous serment relativement aux faits énoncés dans les pétitions en obtention de bills de Divorces.

2. Votre comité recommande aussi que permission lui soit accordée de siéger durant tous les ajournements du Sénat, ainsi que durant les séances du Sénat.

3. Votre comité recommande aussi que, outre le Président qu'il élit, il soit autorisé à élire, en tout temps, un Vice-Président, lequel sera revêtu de tous les pouvoirs du Président.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 6 février 1947.

Le comité permanent des Banques et du commerce demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf (9) membres.

Le tout respectueusement soumis.

ÉLIE BEAUREGARD,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Euler présente au Sénat un Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur McKeen, appuyée par l'honorable sénateur Bouffard, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarrettière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et—

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est—

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, restera ajourné jusqu'à mardi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, le 11 février 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, 11 février 1947

No 1.

6 février—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McKeen, appuyé par l'honorable sénateur Bouffard:—Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général pour le gracieux discours qu'il a adressé aux deux Chambres du Parlement.—(L'honorable sénateur Fallis).

No 2.

6 février—Deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".—(L'honorable sénateur Euler).

No 5

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Mardi 11 février 1947

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Donnelly,	King,	Murdock,
Ballantyne,	Duff,	Kinley,	Paquet,
Beaubien	Duffus,	Lacasse,	Paterson,
(Montarville),	Fafard,	Lambert,	Quinn,
Beaubien (St-Jean-	Fallis,	Léger,	Raymond,
Baptiste),	Ferland,	Lesage,	Robertson,
Beauregard,	Foster,	Macdonald	Robicheau,
Bench,	Gershaw,	(Cardigan),	Robinson,
Bishop,	Gouin,	MacLennan,	Roebuck,
Blais,	Haig,	Marcotte,	St-Père,
Bouchard,	Harmer,	McDonald	Sinclair,
Bourque,	Hayden,	(Shediac),	Stevenson,
Buchanan,	Horne,	McDonald	Taylor,
Burchill,	Howard,	(Kings),	Turgeon,
Calder,	Howden,	McIntyre,	Vaillancourt,
Copp,	Hugessen,	McKeen,	Veniot,
Crerar,	Hurtubise,	McLean,	Vien,
David,	Hushion,	Molloy,	White,
Davies,	Johnston,	Moraud,	Wilson.
Dessureault,	Jones,		

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le premier rapport de l'Examineur des Pétitions pour Bills d'intérêt privé, qui se lit comme suit:

Le MARDI 11 février 1947.

Conformément à la Règle 111, article 2, l'Examineur des Pétitions pour Bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre Examineur a dûment étudié la pétition suivante et constate que les prescriptions de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, savoir:

De Jacob J. Thiessen, de Saskatoon, Saskatchewan, pasteur, et d'autres personnes d'autres lieux; demandant d'être constituées en corporation sous le nom de "La Conférence des Mennonites au Canada".

De la "*Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company*", demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un certain contrat de fiducie, en date du premier jour de novembre 1946, passé entre la Compagnie et la "*Royal Trust Company*", et ratifiant et confirmant l'émission et la vente par la Compagnie d'une somme principale de billets de deux millions de dollars stipulées dans ledit contrat de fiducie.

Respectueusement soumis.

A. H. HINDS,

Examineur des Pétitions pour Bills d'intérêt privé.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un Bill (6), intitulé: "Loi modifiant la Loi des douanes", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un Bill (7), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les aliments du bétail, 1937", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un Bill (8), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'inspection et la vente, 1938", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Johnston présente au Sénat un Bill (C), intitulé: "Loi constituant en corporation la Conférence des Mennonites au Canada".

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros deux à six.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 6 février 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Florence Gertrude Asson Pashley, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Norman Pashley.

2. Permission ayant été demandée de retirer la pétition, le comité recommande que cette permission soit accordée en conséquence, et que les taxes parlementaires versées en vertu de la règle 140 soient remboursées à la pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis,

W. M. ASELTINE,
Président.

Le JEUDI 6 février 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Rose Klein Levin, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Louis Levin.

2. Permission ayant été demandée de retirer la pétition, le comité recommande que cette permission soit accordée en conséquence, et que les taxes parlementaires versées en vertu de la règle 140 soient remboursées à la pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis,

W. M. ASELTINE,
Président.

Le JEUDI 6 février 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Albert Sephton, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Beatrice Leclair Sephton.

2. Permission ayant été demandée de retirer la pétition, le comité recommande que cette permission soit accordée en conséquence, et que les taxes parlementaires versées en vertu de la règle 140 soient remboursées au pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis,

W. M. ASELTINE,
Président.

Le JEUDI 6 février 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lloyd George Corbett, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joan Gertrude Fox Corbett.

2. Permission ayant été demandée de retirer la pétition, le comité recommande que cette permission soit accordée en conséquence, et que les taxes parlementaires versées en vertu de la règle 140 soient remboursées au pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis,

W. M. ASELTINE,
Président.

Le JEUDI 6 février 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Habib Nassif, de la ville de Chambly Canton, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gwendolyn Marion Mizener Nassif.

2. Permission ayant été demandée de retirer la pétition, le comité recommande que cette permission soit accordée en conséquence, et que les taxes parlementaires versées en vertu de la règle 140 soient remboursées au pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis,

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission, du Sénat,

Les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux à six, les deux inclusivement, sont agréés.

L'honorable sénateur Wilson, du comité permanent des Edifices et des terrains publics, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 6 février 1947.

Le comité permanent des Edifices et des terrains publics demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

CAIRINE R. WILSON,
Présidente.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Duff, du comité permanent des Ordres permanents, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 6 février 1947.

Le comité permanent des Ordres permanents demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres.

Le tout respectueusement soumis.

WILLIAM DUFF,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table—

Rapport du ministère du Travail pour l'année financière finissant le 31 mars 1946.

L'honorable sénateur Bench présente au Sénat un Bill (D), intitulé: "Loi concernant la *Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company*".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (E), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la publication des lois".

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (F), intitulé: "Loi concernant l'article quarante et un de la Charte des Nations Unies".

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur McKeen, appuyée par l'honorable sénateur Bouffard, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très

distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, le 12 février 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour vendredi, le 14 février 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Roebuck:

11 février—Que le Comité permanent de l'Immigration et du Travail soit autorisé et chargé d'étudier la *Loi de l'Immigration* (S.R.C. Chapitre 93, ainsi que ses amendements), son application et son mode d'administration, ainsi que les circonstances et les conditions qui s'y rapportent, y compris:

- a) l'opportunité d'admettre des immigrants au Canada,
- b) le genre d'immigrants qu'il faudrait préférer, ainsi que l'origine, la formation et les autres qualités de ces immigrants,
- c) le nombre d'immigrants susceptibles de venir au Canada,
- d) les moyens, les ressources et les aptitudes du Canada relativement à l'absorption, à l'emploi et au soutien de ces immigrants, et
- e) les termes et conditions convenables sous lesquels ces immigrants doivent être admis;

Et que ledit Comité fasse rapport de ses conclusions à cette Chambre;

Et que ledit Comité soit autorisé à convoquer des témoins, ainsi qu'à produire des documents et des dossiers.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, 12 février 1947

No 1.

6 février—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McKeen, appuyé par l'honorable sénateur Bouffard:—Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général pour le gracieux discours qu'il a adressé aux deux Chambres du Parlement.—(L'honorable sénateur Horner.)

No 2.

6 février—Deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".—(L'honorable sénateur Euler).

No 3.

11 février—Deuxième lecture du Bill (6), intitulé: "Loi modifiant la Loi des douanes".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.

11 février—Deuxième lecture du Bill (7), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les aliments du bétail, 1937".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 5.

11 février—Deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'inspection et la vente, 1938".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 6.

11 février—Deuxième lecture du Bill (C), intitulé: "Loi constituant en corporation la Conférence des Mennonites au Canada".—(L'honorable sénateur Johnston).

No 7.

11 février—Deuxième lecture du Bill (E), intitulé: "Loi modifiant la Loi de publication des lois".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 8.

11 février.—Deuxième lecture du Bill (F), intitulé: "Loi concernant l'article quarante et un de la Charte des Nations Unies".—(L'honorable sénateur Robertson).

Pour jeudi, le 13 février 1947

No 1.

11 février—Deuxième lecture du Bill (D), intitulé: "Loi concernant la compagnie dite 'The Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company'".—(L'honorable sénateur Bench).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le mercredi 12 février</i>		
262	Régie interne et dépenses imprévues.....	10.30 a.m.

STANDARD OF WEIGHTS

UNIT	WEIGHT
GRAIN	0.0648
POUND	7000
TON	22400

No 6

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 12 février 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Donnelly,	Jones,	Murdock,
Ballantyne,	Duff,	King,	Paquet,
Beaubien	Duffus,	Kinley,	Paterson,
(Montarville),	Dupuis,	Lacasse,	Quinn,
Beaubien (St-Jean-	Fafard,	Lambert,	Raymond,
Baptiste),	Fallis,	Léger,	Robertson,
Beauregard,	Foster,	Macdonald	Robicheau,
Bench,	Gershaw,	(Cardigan),	Robinson,
Bishop,	Gouin,	MacLennan,	Roebuck,
Blais,	Haig,	Marcotte,	St-Père,
Bouchard,	Harmer,	McDonald	Sinclair,
Bourque,	Hayden,	(Shediac),	Stevenson,
Buchanan,	Horner,	McDonald	Taylor,
Burehill,	Howard,	(Kings),	Turgeon,
Calder,	Howden,	McIntyre,	Vaillancourt,
Copp,	Hugessen,	McKeen,	Veniot,
Crerar,	Hurtubise,	McLean,	Vien,
David,	Hushion,	Michener,	White,
Davies,	Johnston,	Molloy,	Wilson.
Dessureault,			

PRIÈRES.

La pétition suivante est présentée,

Par l'honorable sénateur McKeen:

De la *British Columbia Telephone Company*; demandant l'adoption d'une loi lui conférant le pouvoir d'augmenter son capital social de onze millions de dollars à vingt-cinq millions de dollars, et pour d'autres fins.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur McKeen, appuyée par l'honorable sénateur Bouffard, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (6), intitulé: "Loi modifiant la Loi des douanes", est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (7), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les aliments du bétail, 1937", est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (8), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'inspection et la vente, 1938", est lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (C), intitulé: "Loi constituant en corporation la Conférence des Mennonites au Canada", est lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (E), intitulé: "Loi modifiant la Loi de publication des lois", est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

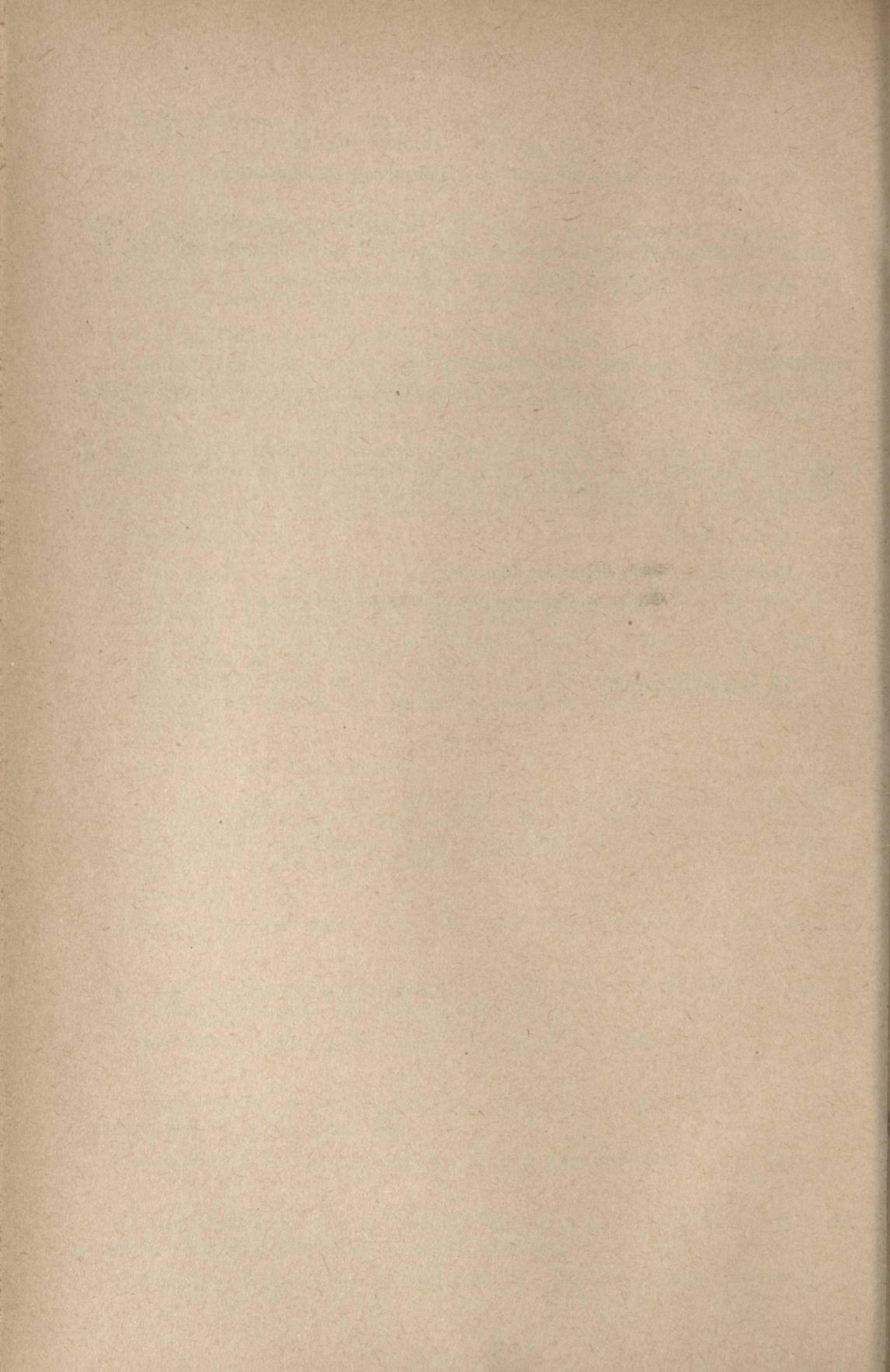
Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (F), intitulé: "Loi concernant l'article quarante et un de la Charte des Nations Unies", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent des Relations extérieures.

Le Sénat s'ajourne.



AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, le 13 février 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour vendredi, le 14 février 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Ballantyne:

Qu'il demandera au gouvernement quel a été le montant total des subsides versés par la Corporation de la Stabilisation des Prix des Denrées Ltée ou par toute autre agence pour maintenir le plafonnement des prix sur les articles sous contrôle durant la période s'étendant du 1er avril 1945 au 31 mars 1946, et du 1er avril 1946 jusqu'à date.

MOTION

Pour vendredi, le 14 février 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Roebuck:

11 février—Que le Comité permanent de l'Immigration et du Travail soit autorisé et chargé d'étudier la *Loi de l'Immigration* (S.R.C. Chapitre 93, ainsi que ses amendements), son application et son mode d'administration, ainsi que les circonstances et les conditions qui s'y rapportent, y compris:

- a) l'opportunité d'admettre des immigrants au Canada,
- b) le genre d'immigrants qu'il faudrait préférer, ainsi que l'origine, la formation et les autres qualités de ces immigrants,
- c) le nombre d'immigrants susceptibles de venir au Canada,
- d) les moyens, les ressources et les aptitudes du Canada relativement à l'absorption, à l'emploi et au soutien de ces immigrants, et
- e) les termes et conditions convenables sous lesquels ces immigrants doivent être admis;

Et que ledit Comité fasse rapport de ses conclusions à cette Chambre;

Et que ledit Comité soit autorisé à convoquer des témoins, ainsi qu'à produire des documents et des dossiers.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 13 février 1947

No 1.

12 février—Troisième lecture du Bill (6), intitulé: "Loi modifiant la Loi des douanes".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 2.

12 février—Troisième lecture du Bill (7), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les aliments du bétail, 1937".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.

12 février—Troisième lecture du Bill (E), intitulé: "Loi modifiant la Loi de publication des lois".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.

6 février—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McKeen, appuyé par l'honorable sénateur Bouffard:—Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général pour le gracieux discours qu'il a adressé aux deux Chambres du Parlement.—(L'honorable sénateur Howard).

No 5.

6 février—Deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".—(L'honorable sénateur Euler).

No 6.

11 février—Deuxième lecture du Bill (D), intitulé: "Loi concernant la compagnie dite '*The Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company*'".—(L'honorable sénateur Bench).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le jeudi 13 février</i>		
262	Régie interne et dépenses imprévues.....	11.00 a.m.

OTTAWA—EDMOND CLOUTIER, C.M.G., B.A., L.Ph., Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1947.

No 7

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Jeudi 13 février 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Davies,	Hurtubise,	Murdock,
Ballantyne,	Dessureault,	Johnston,	Paquet,
Beaubien	Donnelly,	Jones,	Paterson,
(Montarville),	Duff,	King,	Quinn,
Beaubien (St-Jean-	Duffus,	Kinley,	Robertson,
Baptiste),	Dupuis,	Lacasse,	Robicheau,
Beauregard,	Fafard,	Lambert,	Robinson,
Bench.	Fallis,	Léger,	Roebuck,
Bishop,	Foster,	MacLennan,	St-Père,
Blais,	Gershaw,	Marcotte,	Sinclair,
Bouchard,	Gouin,	McDonald	Stevenson,
Bourque,	Haig,	(Shediac),	Taylor,
Buchanan,	Harmer,	McDonald	Turgeon,
Burchill,	Hayden,	(Kings),	Vaillancourt,
Calder,	Horner,	McIntyre,	Veniot,
Copp,	Howard,	McKeen,	Vien,
Crerar,	Howden,	McLean,	White,
David,	Hugessen,	Molloy,	Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un Bill (5), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de la milice", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un Bill (9), intitulé: "Loi modifiant la Loi des engrais chimiques", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément,

Par l'honorable Président du comité permanent des Divorces:

De Norma Elizabeth Jane Murray Hanco, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Anton Hanco.

De Ronald John Park, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mary Florence MacKenzie Park.

De Beatrice Dorothy Pountney Alker, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas Alker.

De Claire Morgan Lockner Hope, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Clark Middleton Hope.

De Agnes Mary Dowd Brown, de Knowlton, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ormonde Wellington Brown.

De William John Carmichael, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mary Irene de Repentigny Carmichael.

De Margaret Lana Bertha Dasen Scheffer, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Otto Scheffer.

De Guido Verdoni, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marguerite Zappa Verdoni.

De Violet Eileen Lepine Tickner, de Winona, Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arthur Bertie Tickner, de Rawdon, Québec.

De Alderic Gemme, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Simone Plouffe Gemme.

De Mary Margaret Tibbins Gogo, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Francis Gogo.

De Pierre Warren, de St-Colomb de Sillery, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Madeleine Mercier Warren.

De Jeanne Crete Benoit, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Leopold Benoit.

De Amédée-Albert Cousineau, de Laval des Rapides, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lillian Pearl Storey Cousineau.

De Margaret Joan Anstey Steven Hyslop, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henry Irving Hyslop.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 13 février 1947.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande la permission de présenter son deuxième rapport, comme suit:

Le comité recommande:

Que soit approuvé le transfert de M. P. H. Shelton, du personnel des Rapporteurs parlementaires de la Chambre des communes à la division des Rapporteurs parlementaires du Sénat, à compter du 1er janvier 1947.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 13 février 1947.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande la permission de présenter son troisième rapport comme suit:

Le comité recommande que le Sénat approuve les recommandations du Conseil du Trésor suivantes:

1. "Le Conseil recommande que la rétribution pour la classe,

SECOND ADJOINT DU GREFFIER ET TRADUCTEUR EN CHEF,

actuellement établie à:

Par année: \$4,200 4,380 4,560 4,740

soit révisée pour s'établir comme suit:

Par année: \$4,200 4,380 4,560 4,740 4,800.

(Ne s'applique qu'au titulaire actuel.)"

2. "Le Conseil recommande l'adoption de la nouvelle classification suivante, à compter du 1er octobre 1946:

GARDIEN DE LA SALLE DE LECTURE, SÉNAT

Compensation annuelle: \$1,800 1,860 1,920 1,980 2,040 2,100".

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 13 février 1947.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande la permission de présenter son quatrième rapport, comme suit:

1. Le comité recommande que le Sénat approuve la nouvelle échelle de rétribution suivante, à compter du 1er septembre 1946:

CHEF DU SERVICE DE PROTECTION

Compensation annuelle: \$2,280 2,400 2,520 2,580.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 13 février 1947.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande la permission de présenter son cinquième rapport, comme suit:

Le comité recommande la mise à la retraite des membres du personnel du Sénat suivants:

1. M. Fred Berryman, Rapporteur parlementaire. M. Berryman est âgé de 72 ans et a 28 années de service. Un congé de six mois est recommandé, à partir du 23 septembre 1946.

2. M. Charles-H. Larose, Adjoint du Gentilhomme Huissier de la Verge Noire. M. Larose est âgé de 69 ans. Il a 45 années de service. Un congé de six mois est recommandé, à compter du premier janvier 1947.

3. M. J.-O.-A. Roy, Adjoint du Greffier en chef des comités. M. Roy est âgé de 60 ans et d'une santé défailante. Il a 41 années de service. Un congé de six mois est recommandé, à compter du premier janvier 1947.

4. M. William D. Perkins, Maître de poste. M. Perkins est âgé de 63 ans et dans un état de santé précaire. Il a 39 ans de service. Un congé de six mois est recommandé, à compter du premier janvier 1947.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport de la première réunion de la Commission préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'embauchage, Londres, octobre 1946.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (6), intitulé: "Loi modifiant la Loi des douanes", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la troisième lecture du Bill (7), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les aliments du bétail, 1937",

Après débat, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit rayé et que ce bill soit renvoyé au comité permanent des Ressources naturelles.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (E), intitulé: "Loi modifiant la Loi de publication des lois", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur McKeen, appuyée par l'honorable sénateur Bouffard, demandant:-

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (D), intitulé: "Loi concernant la compagnie *The Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company*", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Transports et des communications.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Vendredi, le 14 février 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour vendredi, le 14 février 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Ballantyne:

Qu'il demandera au gouvernement quel a été le montant total des subsides versés par la Corporation de la Stabilisation des Prix des Denrées Ltée ou par toute autre agence pour maintenir le plafonnement des prix sur les articles sous contrôle durant la période s'étendant du 1er avril 1945 au 31 mars 1946, et du 1er avril 1946 jusqu'à date.

MOTION

Pour vendredi, le 14 février 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Roebuck:

11 février—Que le Comité permanent de l'Immigration et du Travail soit autorisé et chargé d'étudier la *Loi de l'Immigration* (S.R.C. Chapitre 93, ainsi que ses amendements), son application et son mode d'administration, ainsi que les circonstances et les conditions qui s'y rapportent, y compris:

- a) l'opportunité d'admettre des immigrants au Canada,
- b) le genre d'immigrants qu'il faudrait préférer, ainsi que l'origine, la formation et les autres qualités de ces immigrants,
- c) le nombre d'immigrants susceptibles de venir au Canada,
- d) les moyens, les ressources et les aptitudes du Canada relativement à l'absorption, à l'emploi et au soutien de ces immigrants, et
- e) les termes et conditions convenables sous lesquels ces immigrants doivent être admis;

Et que ledit Comité fasse rapport de ses conclusions à cette Chambre;

Et que ledit Comité soit autorisé à convoquer des témoins, ainsi qu'à produire des documents et des dossiers.

ORDRE DU JOUR

Pour vendredi, le 14 février 1947

No 1.

6 février—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McKeen, appuyé par l'honorable sénateur Bouffard:—Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général pour le gracieux discours qu'il a adressé aux deux Chambres du Parlement.—(L'honorable sénateur Beaubien (*St-Jean-Baptiste*)).

No 2.

6 février—Deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".—(L'honorable sénateur Euler).

No 3.

13 février—Deuxième lecture du Bill (5), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de la milice".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.

13 février—Deuxième lecture du Bill (9), intitulé: "Loi modifiant la Loi des engrais chimiques".—(L'honorable sénateur Robertson).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
262	<i>Le vendredi 14 février</i> Banques et commerce	10.30 a.m.

OTTAWA—EDMOND CLOUTIER, C.M.G., B.A., L.Ph., Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1947.

No 8

PROCÈS VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Vendredi 14 février 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Donnelly,	King,	Paterson,
Ballantyne,	Duff,	Kinley,	Quinn,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Duffus,	Lacasse,	Robertson,
Beauregard,	Fafard,	Lambert,	Robicheau,
Bishop,	Fallis,	Léger,	Robinson,
Blais,	Foster,	MacLennan,	St-Père,
Bouchard,	Gershaw,	Marcotte,	Sinclair,
Bourque,	Haig,	McDonald	Stevenson,
Buchanan,	Harmer,	(Kings),	Taylor,
Burchill,	Horner,	McIntyre,	Turgeon,
Calder,	Howard,	McKeen,	Vaillancourt,
Copp,	Howden,	McLean,	Veniot,
Crerar,	Hugessen,	Molloy,	Vien,
David,	Hurtubise,	Murdock,	White,
Davies,	Johnston,	Paquet,	Wilson.

PRIÈRES.

La pétition suivante est présentée,

Par l'honorable sénateur Hugessen:

De Jules Robert Timmins, et d'une autre personne de Montréal et d'une autre d'ailleurs; demandant leur constitution en corporation sous le nom de la "Compagnie de chemin de fer du Littoral nord de Québec et du Labrador".

La pétition suivante est lue et reçue:

De la "*British Columbia Telephone Company*"; demandant l'adoption d'une loi lui conférant le pouvoir d'augmenter son capital social de onze millions de dollars à vingt-cinq millions de dollars, et pour d'autres fins.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (8), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'inspection et la vente, 1938", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, lignes 8 et 9 inclusivement.*—Supprimer l'alinéa a) de la clause 12A, et relettrier les alinéas subséquents.

2. *Page 1, ligne 10.*—Aux mots "tout produit", substituer "le produit écangué".

3. *Page 2, ligne 2.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française du bill.

4. *Page 2, lignes 6 et 7.*—Supprimer les mots "et sans autre preuve en l'espèce".

5. *Page 2, lignes 16 et 17.*—Supprimer les mots "et d'au moins cinquante dollars".

6. *Page 2, lignes 18 et 19.*—Aux mots "cette amende et cet emprisonnement", substituer "l'amende et de l'emprisonnement".

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message ainsi conçu:

Le JEUDI 13 février 1947.

Qu'un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes soit institué afin de poursuivre et de compléter l'examen et l'étude de la Loi des Indiens, chapitre 98 des Statuts révisés du Canada, 1927, et de ses amendements, déjà entrepris par un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes, sous l'empire d'une résolution adoptée par la Chambre le 13 mai 1946, et continués par une commission, sous l'empire de la Loi sur les enquêtes, nommée par l'arrêté en conseil C.P. 3797, en date du 11 octobre 1946, et de proposer les modifications qu'il jugera utiles et que ce comité soit autorisé à faire enquête et rapport sur l'administration des Affaires indiennes en général et, en particulier, sur les questions suivantes:

1. Les droits et obligations découlant de traités;
2. La qualité de membre de la bande;

3. L'obligation des Indiens à payer les taxes;
4. L'émancipation, libre ou obligatoire, des Indiens;
5. L'aptitude des Indiens à voter aux élections fédérales;
6. L'empiètement des blancs sur les réserves indiennes;
7. Le fonctionnement des externats et des internats à l'usage des Indiens; et
8. Toute autre question ou tout autre sujet concernant le statut social et économique des Indiens et leur avancement, qui, de l'avis de ce comité, devrait être incorporé dans la Loi révisée.

Que les membres suivants soient nommés pour représenter la Chambre des communes au sein de ce comité mixte, savoir: Messieurs Arsenault, Blackmore, Brown, Brunelle, Bryce, Case, Castleden, Charlton, Church, Farquhar, Gariépy, Gibson (*Comox-Alberni*), Glen, Harkness, Little, MacNicol, MacLean, Matthews (*Brandon*), Raymond (*Wright*), Reid, Richard (*Gloucester*), Stanfield.

Qu'un message soit envoyé au Sénat pour inviter Leurs Honneurs à nommer les Sénateurs qui doivent les représenter au sein de ce comité mixte spécial.

Que les archives, pièces justificatives et témoignages reçus et gardés par le comité mixte au cours de la dernière session du Parlement et par la commission ci-haut mentionnée, soient mis à la disposition dudit comité mixte et fassent partie de ses archives.

Que ce comité soit autorisé à instituer, avec les membres qui le composent, les sous-comités qu'il jugera utiles ou nécessaires pour traiter d'aspects déterminés des problèmes susmentionnés; que ce comité et ces sous-comités aient l'autorisation d'assigner des personnes, de faire produire des documents et des dossiers, de faire l'examen de témoins ayant prêté serment et de faire imprimer, au jour le jour, ce que le comité décidera pour l'usage du comité et des membres de la Chambre des communes et du Sénat.

Que ce comité fasse rapport de temps à autre et que les dispositions de l'article 65 du Règlement limitant le nombre des membres des comités spéciaux soient suspendues à cet effet et qu'un message soit envoyé au Sénat pour en informer Leurs Honneurs.

Attesté.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre des communes.

Avec la permission du Sénat,
Le Sénat passe à la considération dudit message.

Avec la permission du Sénat,
L'honorable sénateur Robertson propose:

Qu'un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes soit institué afin de poursuivre et de compléter l'examen et l'étude de la Loi des Indiens, chapitre 98 des Statuts révisés du Canada, 1927, et de ses amendements, déjà entrepris par un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes, sous l'empire d'une résolution adoptée par la Chambre le 13 mai 1946, et continués par une commission, sous l'empire de la Loi sur les enquêtes, nommée par l'arrêté en conseil C.P. 3797, en date du 11 octobre 1946, et de proposer les modifications qu'il jugera utiles et que ce comité soit autorisé à faire enquête et rapport sur l'administration des Affaires indiennes en général et, en particulier, sur les questions suivantes:

1. Les droits et obligations découlant de traités;
2. La qualité de membre de la bande;

3. L'obligation des Indiens à payer les taxes;
4. L'émancipation, libre ou obligatoire, des Indiens;
5. L'aptitude des Indiens à voter aux élections fédérales;
6. L'empiètement des blancs sur les réserves indiennes;
7. Le fonctionnement des externats et des internats à l'usage des Indiens; et
8. Toute autre question ou tout autre sujet concernant le statut social et économique des Indiens et leur avancement, qui, de l'avis de ce comité, devrait être incorporé dans la Loi révisée.

Que les honorables sénateurs Blais, Dupuis, Fallis, Horner, Johnston, MacDonald (*Cardigan*), MacLennan, Nicol, Paterson, Robicheau, Stevenson et Taylor soient nommés pour agir au nom du Sénat comme membres dudit comité mixte.

Que les archives, pièces justificatives et témoignages reçus et gardés par le comité mixte au cours de la dernière session du Parlement et par la commission ci-haut mentionnée, soient mis à la disposition dudit comité mixte et fassent partie de ses archives.

Que ce comité soit autorisé à instituer, avec les membres qui le composent, les sous-comités qu'il jugera utiles ou nécessaires pour traiter d'aspects déterminés des problèmes susmentionnés; que ce comité et ces sous-comités soient autorisés à assigner des personnes, de faire produire des documents et des dossiers, de faire l'examen de témoins ayant prêté serment et de faire imprimer, au jour le jour, ce que le comité décidera pour son usage et pour celui des membres du Sénat et de la Chambre des communes.

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer en conséquence.

Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est résolue par l'affirmative.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur McKeen, appuyée par l'honorable sénateur Bouffard, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (5), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de la milice", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (9), intitulé: "Loi modifiant la Loi des engrais chimiques", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'au mercredi, 5 mars, à trois heures de l'après-midi.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, le 5 mars 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour mercredi, le 5 mars 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Ballantyne:

Qu'il demandera au gouvernement quel a été le montant total des subsides versés par la Corporation de la Stabilisation des Prix des Denrées Ltée ou par toute autre agence pour maintenir le plafonnement des prix sur les articles sous contrôle durant la période s'étendant du 1er avril 1945 au 31 mars 1946, et du 1er avril 1946 jusqu'à date.

MOTION

Pour mercredi, le 5 mars 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Roebuck:

11 février—Que le Comité permanent de l'Immigration et du Travail soit autorisé et chargé d'étudier la *Loi de l'Immigration* (S.R.C. Chapitre 93, ainsi que ses amendements), son application et son mode d'administration, ainsi que les circonstances et les conditions qui s'y rapportent, y compris:

- a) l'opportunité d'admettre des immigrants au Canada,
- b) le genre d'immigrants qu'il faudrait préférer, ainsi que l'origine, la formation et les autres qualités de ces immigrants,
- c) le nombre d'immigrants susceptibles de venir au Canada,
- d) les moyens, les ressources et les aptitudes du Canada relativement à l'absorption, à l'emploi et au soutien de ces immigrants, et
- e) les termes et conditions convenables sous lesquels ces immigrants doivent être admis;

Et que ledit Comité fasse rapport de ses conclusions à cette Chambre;

Et que ledit Comité soit autorisé à convoquer des témoins, ainsi qu'à produire des documents et des dossiers.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 5 mars 1947

No 1.

6 février—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McKeen, appuyé par l'honorable sénateur Bouffard:—Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général pour le gracieux discours qu'il a adressé aux deux Chambres du Parlement.—(L'honorable sénateur Beaubien (*St-Jean-Baptiste*)).

No 2.

6 février—Deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".—(L'honorable sénateur Euler).

No 3.

13 février—Deuxième lecture du Bill (5), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de la milice".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.

13 février—Deuxième lecture du Bill (9), intitulé: "Loi modifiant la Loi des engrais chimiques".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 5.

14 février—Prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Banques et du commerce au Bill (8), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'inspection et la vente, 1938".—(L'honorable sénateur Beaugard).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le jeudi 6 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le vendredi 7 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le samedi 8 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.

No 9

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

Mercredi, 5 mars 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Davies,	Johnston,	Nicol,
Ballantyne,	Duffus,	Jones,	Paquet,
Beaubien	Dupuis,	King,	Paterson,
(Montarville),	Euler,	Lambert,	Quinn,
Beauregard,	Fafard,	Léger,	Riley,
Bishop,	Fallis,	Lesage,	Robertson,
Blais,	Ferland,	Marcotte,	Robinson,
Bouchard,	Foster,	McDonald	Roebuck,
Bouffard,	Gershaw,	(Shediac),	St-Père,
Bourque,	Harmer,	McDonald	Sinclair,
Buchanan,	Horner,	(Kings),	Stevenson,
Calder,	Howard,	McGuire,	Turgeon,
Copp,	Howden,	McKeen,	Vaillancourt,
Crerar,	Hugessen,	Michener,	Veniot,
Daigle,	Hurtubise,	Moraud,	Vien,
David,	Hushion,	Murdock,	White.

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le deuxième rapport de l'Examineur des Pétitions pour Bills d'intérêt privé, se lisant comme suit:

Le MERCREDI 5 mars 1947.

Conformément à la Règle 111, article 2, l'Examineur des Pétitions pour Bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son deuxième rapport, comme suit:

Votre Examineur a dûment étudié la pétition suivante et constate que les prescriptions de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, savoir:

De la "*British Columbia Telephone Company*"; demandant l'adoption d'une loi lui conférant le pouvoir d'augmenter son capital social de onze millions de dollars à vingt-cinq millions de dollars, et pour d'autres fins.

Respectueusement soumis.

A. H. HINDS,
*Examineur des Pétitions pour Bills
d'intérêt privé.*

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message ainsi conçu:

VENDREDI, le 14 février 1947.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre a nommé Son Honneur M. l'Orateur ainsi que messieurs Black (*Yukon*), Bradshaw, Breithaupt, Côté (*Matapédia-Matane*), Cournoyer, Coyle, Gagnon, Gariépy, Gladstone, Harkness, Jutras, Kirk, Laurendeau, Léger, Lennard, Lesage, Marshall, Mayhew, McGregor, McIvor, Richard (*Ottawa-Est*), Strum (Mme) et Wright pour aider à Son Honneur M. l'Orateur à diriger les affaires du restaurant, en tant qu'il s'agit des intérêts de la Chambre des communes, et pour agir comme membres du comité mixte des deux Chambres pour les questions qui affectent le Restaurant.

Ordonné,—Que le Greffier de la Chambre porte ledit message au Sénat.

ATTESTÉ.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre des communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message ainsi conçu:

VENDREDI, le 14 février 1947.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre se joindra à eux pour constituer un comité mixte des Impressions et que les membres du comité des Impressions, savoir: Messieurs Adamson, Arsenault, Aylesworth, Baker, Beaudry, Bertrand (*Prescott*), Bertrand (*Terrebonne*), Boivin, Bradette, Bradshaw, Brunelle, Campbell, Castleden, Church, Clark, Côté (*St-Jean-Iberville-Napierville*), Dubois, Emmerson, Fontaine, Fraser, Gauthier (*Nipissing*), Gibson (*Hamilton-Ouest*), Golding, Hallé, Hansell, Healy, Henderson, Hlynka, Kidd, Kuhl, Lacombe, Lalonde, Lapalme, Lapointe, Lennard,

MacLean, MacNaught, Maloney, McCuaig, McCullough (*Assiniboia*), McDonald (*Parry-Sound*), McGregor, McLure, McMaster, Nicholson, Robinson (*Simcoe-Est*), Ross (*St. Paul's*), Sinclair (*Vancouver-Nord*), Sinnott, Madame Strum, Messieurs Tustin, Viau, White (*Hastings-Peterborough*), et Winters agiront de la part de la Chambre comme membres dudit comité mixte.

Ordonné,—Que le Greffier de la Chambre porte ledit message au Sénat.

ATTESTÉ.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre des communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message ainsi conçu:

MERCREDI, le 26 février 1947.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre a nommé l'Honorable Orateur et Messieurs Adamson, Aylesworth, Black (*Châteauguay-Huntingdon*), Bowerman, Cardiff, Castleden, Cloutier, Dion, Eudes, Fournier (*Maisonneuve-Rosemont*), Gauthier (*Nipissing*), Gingues, Gladstone, Gourd, Grant, Henderson, Herridge, Howe, Jackman, Jaques, Kidd, Knight, Lapalme, Léger, MacLean, Marier, Marshall, Matthews (*Brandon*), McGarry, McIlraith, McKay, Menary, Mullins, Nixon, Pearkes, Reid, Richard (*Ottawa-Est*), Ross (*St. Paul's*), Skey, Smith (*York-Nord*), Stephenson, White (*Middlesex-Est*), Winkler et Zaplitny pour composer un comité chargé d'aider Son Honneur l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement en tant qu'il s'agit des intérêts de la Chambre des communes, et pour agir au nom de la Chambre des communes comme membres d'un comité mixte de la bibliothèque.

Ordonné,—Que le Greffier de la Chambre porte ledit message au Sénat.

ATTESTÉ.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre des communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un Bill (4), intitulé: "Loi modifiant la Loi des grains du Canada", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un Bill (14), intitulé: "Loi modifiant la Loi de milice", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un Bill (19), intitulé: "Loi modifiant la Loi du ministère de la Défense nationale", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table—

Modifications aux Règlements du Roi pour la gouverne du Service de la Marine canadienne de Sa Majesté.

Rapport du Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures pour l'année se terminant le 31 décembre 1946.

Texte authentique des accords et des recommandations adoptés lors de la vingt-huitième session (maritime) de la Conférence internationale du travail, tenue à Seattle, Etats-Unis, au cours du mois de juin 1946; avec le texte de l'arrêté en conseil C.P. 4760, approuvé le 26 novembre 1946, relativement à la compétence respective du Parlement et des législatures provinciales sur les sujets qui font la matière de ces accords et de ces recommandations.

Texte authentique des accords et des recommandations adoptés lors de la vingt-neuvième session de la Conférence internationale du travail tenue à Montréal, en septembre et octobre derniers; avec le texte de l'arrêté en conseil C.P. 647, approuvé le 25 février 1947, relativement à la compétence respective du Parlement et des législatures provinciales sur les sujets qui forment la matière de ces accords et de ces recommandations.

Rapport du délégué du gouvernement canadien à la vingt-huitième session (maritime) de la Conférence internationale du travail, tenue à Seattle, Etats-Unis, du 6 au 29 juin 1946. (Version française).

• Rapport de la première session de la Commission préparatoire de la Conférence du commerce et de l'emploi de l'organisation des Nations Unies, tenue à Londres, en octobre et novembre 1946. (Texte français).

L'honorable sénateur McKeen présente au Sénat un Bill (G), intitulé: "Loi concernant la *British Columbia Telephone Company*".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture vendredi prochain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur McKeen, appuyée par l'honorable sénateur Bouffard, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après plus ample débat, et

La question d'agrément étant posée sur ladite motion, elle est résolue par l'affirmative, et

Ordonné: Que ladite Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général par ceux des membres de cette Chambre qui sont membres de l'honorable Conseil privé.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (5), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de la milice", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (9), intitulé: "Loi modifiant la Loi des engrais chimiques", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Banques et du commerce au Bill (8), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'inspection et la vente, 1938", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit rayé et que ce bill soit à nouveau renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce pour plus ample étude.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, le 6 mars 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour jeudi, le 6 mars 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Ballantyne:

Qu'il demandera au gouvernement quel a été le montant total des subsides versés par la Corporation de la Stabilisation des Prix des Denrées Ltée ou par toute autre agence pour maintenir le plafonnement des prix sur les articles sous contrôle durant la période s'étendant du 1er avril 1945 au 31 mars 1946, et du 1er avril 1946 jusqu'à date.

MOTION

Pour jeudi, le 6 mars 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Roebuck:

11 février—Que le Comité permanent de l'Immigration et du Travail soit autorisé et chargé d'étudier la *Loi de l'Immigration* (S.R.C. Chapitre 93, ainsi que ses amendements), son application et son mode d'administration, ainsi que les circonstances et les conditions qui s'y rapportent, y compris:

- a) l'opportunité d'admettre des immigrants au Canada,
- b) le genre d'immigrants qu'il faudrait préférer, ainsi que l'origine, la formation et les autres qualités de ces immigrants,
- c) le nombre d'immigrants susceptibles de venir au Canada,
- d) les moyens, les ressources et les aptitudes du Canada relativement à l'absorption, à l'emploi et au soutien de ces immigrants, et
- e) les termes et conditions convenables sous lesquels ces immigrants doivent être admis;

Et que ledit Comité fasse rapport de ses conclusions à cette Chambre;

Et que ledit Comité soit autorisé à convoquer des témoins, ainsi qu'à produire des documents et des dossiers.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 6 mars 1947

No 1.

6 février—Deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".—(L'honorable sénateur Euler).

No 2.

13 février—Deuxième lecture du Bill (5), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de la milice".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.

13 février—Deuxième lecture du Bill (9), intitulé: "Loi modifiant la Loi des engrais chimiques".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.

5 mars—Deuxième lecture du Bill (4), intitulé: "Loi modifiant la Loi des grains du Canada".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 5.

5 mars—Deuxième lecture du Bill (14), intitulé: "Loi modifiant la Loi de milice".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 6.

5 mars—Deuxième lecture du Bill (19), intitulé: "Loi modifiant la Loi du ministère de la Défense nationale".—(L'honorable sénateur Robertson).

Pour vendredi, le 7 mars 1947

No 1.

5 mars—Deuxième lecture du Bill (G), intitulé: "Loi concernant la *British Columbia Telephone Company*".—(L'honorable sénateur McKeen).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le jeudi 6 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
268	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le vendredi 7 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le samedi 8 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.

No 10

PROCÈS VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Jeudi 6 mars 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dupuis,	King,	Nicol,
Ballantyne,	Euler,	Kinley,	Paquet,
Beaubien	Fafard,	Lambert,	Paterson,
(Montarville),	Fallis,	Léger,	Quinn,
Beauregard,	Ferland,	Lesage,	Riley,
Bishop,	Foster,	Macdonald	Robicheau,
Blais,	Gershaw,	(Cardigan),	Robinson,
Bouchard,	Gouin,	MacLennan,	Roebuck,
Bouffard,	Haig,	Marcotte,	St-Père,
Bourque,	Harmer,	McDonald	Sinclair,
Buchanan,	Horner,	(Shediae),	Stevenson,
Calder,	Howard,	McDonald	Taylor,
Copp,	Howden,	(Kings),	Turgeon,
Crerar,	Hugessen,	McGuire,	Vaillancourt,
Daigle,	Hurtubise,	McIntyre,	Veniot,
David,	Hushion,	McKeen,	Vien,
Davies,	Johnston,	Moraud,	White.
Duffus,	Jones,	Murdock,	

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément,

Par l'honorable Président du comité permanent des Divorces:

De Ursula Catherine Tétreau Black, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Charles Sommerville Black.

De Elly Zahn Kaminsky, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Carli Kaminsky.

De Ernest Stanley Rundell, de Lennoxville, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Nitha Belle Rundell.

De Rosamond Edith Bean Crease, de Sherbrooke, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Christopher William Crease.

De Gertie Rabin Bard, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harry Bard.

De Aline Théoret Larose, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Larose.

De Margaret Jean Duff Dorval, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec René Dorval.

De George Somerville Blackie Begg, de Ville St-Pierre, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lorna Ada Hineson Begg.

De Mona Leah Vineberg Fisher, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Herbert Julian Fisher.

De Madeleine Agnes Joly de Lotbinière Doucet, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Lyell Bruyères Doucet.

De Ellen Heathcote Taschereau, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henri Taschereau.

De Clair Reginald McLaughlin, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Beryl Orpha Skeates McLaughlin.

De Naomi Williamson Cantlie, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Stephan Forbes Cantlie.

De Alma Mary Hanway Eccles, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Eccles.

De Rita Johnson Cherrier, de Lachine, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Clodomir Adrian Cherrier.

De Harold Swann, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Virginia Frances Carney Swann.

De Evelyn May McNaught Grandison, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Oliver Richard Grandison.

De Dorothy Bradford Hurley, de Lachine, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Howard Densimore Hurley.

De Fern Catherine Kerr Ekins, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Frederick Harold Ekins.

De Rose Nemerofsky Silverstein, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec (Abraham) Isidore Silverstein.

De Lillian Guerasio Galardo, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Daménico Galardo, autrement connu sous le nom de Dominique Galardo.

De Celia Yaffe Dubinsky, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Issy (Isidore) Dubinsky.

De Lilly Elizabeth Ingborg Lindfors Crowhurst, de Mont-Royal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Goodbody Crowhurst.

De Laura Zazel Perkins Reid, de Sherbrooke, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec James Albert Reid.

De John Mackie, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Marie Louise Ethier Mackie.

De Marie Madeleine Mercier Warren, de Québec, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Pierre Ben Danais Warren.

De Jean Lawrence Ritchie, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec John Allan Ritchie.

De Roméo Richard, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Emelia Bourque Richard.

De Betty Gertrude Bernstein Schreiber, d'Outremont, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec George Gordon Schreiber.

De Ruby Campbell Matts, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec John Peter Matts.

De Dallas Sara Barnes Millington, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Carl Peter Millington.

De Eleanor Edith McKechnie Martineau, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Raymond Davies Martineau.

De Saul Jack Costin, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Marguerite Diane Westwell Costin.

De Molly Marcovitch Schwartz, de Egg Harbour, Etat de New Jersey, Etats-Unis d'Amérique, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Isaac Schwartz, Montréal, Québec.

De Adele Brown Kerkofsky, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Jack Kerkofsky.

De Laura Krause Suffrin, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Emil Suffrin.

De Olive Eva LaBeau Carlson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec William Lawrence Carlson.

De Ann Bogdanof Millichamp, de Saint-Lambert-Annexe, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec John Millichamp.

De Marie-Irène Joly Martineau, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Joseph-Charles-Auguste Martineau.

De James Albert Carruthers, autrement connu sous le nom de James Albert Fell, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Elizabeth-Adelaïde Desmarchais Carruthers.

De Margaret Betty Rollings Burman, de Valois, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Melvin Lionel Hamer.

De Bertha Bercovici Hamer, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Melvin Lionel Hamer.

De Charles McDowall, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Yvonne Tutill McDowall.

De Evelyn Margaret Morrison Cryer, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Edward Howarth Cryer.

De Eva Greenblatt Thow, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Lewis Thow.

De Irène Laflamme Kattas, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Michel Kattas.

De Esther Cole Zeesman, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Philip Zeesman.

De Eva Booth Morrison McCormick, de Trois-Rivières, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec James McCormick, fils.

De Livio Quintino Fantacci, de Piedmont, district de Terrebonne, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Anita Barretta Fantacci.

De Edith McLachlan Ward, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Gilbert Francis Ward.

De Mary Hrab Navrotzki, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec John Navrotzki.

De Isabel Mercer Lebœuf, de Greenfield Park, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Roméo-Joseph Lebœuf.

De Olive Frances Harper Morrison, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Richard Douglas Morrison.

De Robert Charles Delafosse, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Edna Evelyn Catherine Fennell Delafosse.

De Mike Kristo Yoja, autrement connu sous le nom de Stanley Vadie, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Clemence Elizabeth Cote Yoja.

De Frances Willey Johnston, de Sherbrooke, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Lloyd Milford Johnston.

De Pierre Behocaray, de Sherbrooke, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Catherine Behocaray.

De Louis Gertsman, d'Outremont, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Sylvia (Sheila) Gold Gertsman.

De Pamela Mary Gottschalk Muckell, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec James William Muckell.

De Grace Emily Dawes Matheson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Robert Alexander Matheson.

De Philip Berger, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Miriam Meek Berger.

De Alberta Dorothy Olson Colby, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Joseph Rutherford Colby.

De Margaret Turner Shaw Ward, de Lachine, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Eric Pentney Ward.

De Olive Lever Sanborn Lead, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Harry Dickinson Lead.

De Ronald Edwin George, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Isabel Sharpe Reid George.

De Mary Magee Glasheen, de Lakeside, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Vincent William Glasheen.

De Gabrielle-Gilberte Desmarais Creelman, d'Outremont, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec John Ashmore Creelman.

De Elmon Parker Law, de Sawyerville, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Viola Fern Marlin Law.

La pétition suivante est lue et reçue :

De Jules Robert Timmins, et d'autres personnes de Montréal et d'une autre d'ailleurs; demandant leur constitution en corporation sous le nom de "Compagnie de chemin de fer du Littoral nord de Québec et du Labrador".

L'honorable sénateur Taylor, du comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes institué pour faire l'examen et l'étude de la Loi des Indiens (Chapitre 98, S.R.C. 1927), et de toute autre question qui lui serait soumise, demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande:

1. Que le quorum du comité s'établisse à neuf (9) membres.
2. Qu'autorisation soit accordée à la section du Sénat de ce comité mixte de siéger durant les séances et les ajournements du Sénat.

Le tout respectueusement soumis.

W. H. TAYLOR,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat le septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 6 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Harry Nelson Hitchlock, de la cité de Sherbrooke, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Amy Marie Boosamra Hitchlock.

2. Permission ayant été demandée de retirer la pétition, le comité recommande qu'elle soit accordée en conséquence et que les taxes parlementaires versées en vertu de la Règle 140 soient remboursées au pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Copp dépose sur la Table:

Rapport de la Commission du service civil sur les positions exclues de la Loi du service civil durant l'année 1946, sous l'autorité de l'article 59 de ladite loi, chapitre 22, S.R.C., 1927.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (5), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de la milice", est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (9), intitulé: "Loi modifiant la Loi des engrais chimiques", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois et
Renvoyé au comité des Ressources naturelles.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (4), intitulé: "Loi modifiant la Loi des grains du Canada", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (14), intitulé: "Loi modifiant la Loi de milice", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois et
Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (19), intitulé: "Loi modifiant la Loi du ministère de la Défense nationale", est lu la deuxième fois et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Avec la permission du Sénat,

Sur motion de l'honorable sénateur Copp, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, le 11 mars 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour mardi, le 11 mars 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Ballantyne:

Qu'il demandera au gouvernement quel a été le montant total des subsides versés par la Corporation de la Stabilisation des Prix des Denrées Ltée ou par toute autre agence pour maintenir le plafonnement des prix sur les articles sous contrôle durant la période s'étendant du 1er avril 1945 au 31 mars 1946, et du 1er avril 1946 jusqu'à date.

MOTION

Pour mardi, le 11 mars 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Roebuck:

11 février—Que le Comité permanent de l'Immigration et du Travail soit autorisé et chargé d'étudier la *Loi de l'Immigration* (S.R.C. Chapitre 93, ainsi que ses amendements), son application et son mode d'administration, ainsi que les circonstances et les conditions qui s'y rapportent, y compris:

- a) l'opportunité d'admettre des immigrants au Canada,
- b) le genre d'immigrants qu'il faudrait préférer, ainsi que l'origine, la formation et les autres qualités de ces immigrants,
- c) le nombre d'immigrants susceptibles de venir au Canada,
- d) les moyens, les ressources et les aptitudes du Canada relativement à l'absorption, à l'emploi et au soutien de ces immigrants, et
- e) les termes et conditions convenables sous lesquels ces immigrants doivent être admis;

Et que ledit Comité fasse rapport de ses conclusions à cette Chambre;

Et que ledit Comité soit autorisé à convoquer des témoins, ainsi qu'à produire des documents et des dossiers.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, le 11 mars 1947

No 1.

6 février—Deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".—(L'honorable sénateur Euler).

No 2.

5 mars—Deuxième lecture du Bill (4), intitulé: "Loi modifiant la Loi des grains du Canada".—(L'honorable sénateur Copp).

No 3.

5 mars—Deuxième lecture du Bill (G), intitulé: "Loi concernant la *British Columbia Telephone Company*".—(L'honorable sénateur McKeen).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	<i>Le vendredi 7 mars</i>	
148	Divorces.....	10.30 a.m.
	<i>Le samedi 8 mars</i>	
148	Divorces.....	10.30 a.m.
	<i>Le lundi 10 mars</i>	
148	Divorces.....	10.30 a.m.
	<i>Le mardi 11 mars</i>	
148	Divorces.....	10.30 a.m.
	<i>Le vendredi 14 mars</i>	
148	Divorces.....	10.30 a.m.
	<i>Le samedi 15 mars</i>	
148	Divorces.....	10.30 a.m.

No 11

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

Mardi 11 mars 1947

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Donnelly,	Hushion,	McLean,
Beaubien	Duff,	Johnston,	Molloy,
(Montarville),	Duffus,	Jones,	Morand,
Beaubien (St-Jean-	Dupuis,	King,	Mullins,
Baptiste),	Euler,	Kinley,	Murdock,
Beauregard,	Fafard,	Lambert,	Paquet,
Bench,	Fallis,	Léger,	Paterson,
Bishop,	Ferland,	Lesage,	Quinn,
Blais,	Foster,	Macdonald	Riley,
Bouchard,	Gershaw,	(Cardigan),	Robicheau,
Bouffard,	Gouin,	MacLennan,	Robinson,
Bourque,	Haig,	Marcotte,	Roebuck,
Buchanan,	Harmer,	McDonald	Sinclair,
Burchill,	Hayden,	(Shediac),	Stevenson,
Calder,	Horner,	McDonald	Taylor,
Copp,	Howard,	(Kings),	Turgeon,
Daigle,	Howden,	McGuire,	Veniot,
David,	Hugessen,	McIntyre,	White,
Davies,	Hurtubise,	McKeen,	Wilson.

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le troisième Rapport de l'Examineur des Pétitions des Bills Privés, comme suit:

MARDI, le 11 mars 1947.

Conformément à la Règle 111, article 2, l'Examineur des Pétitions des Bills Privés a l'honneur de présenter son troisième rapport comme suit:

Votre Examineur a étudié la pétition suivante et constate que les exigences de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, savoir:

De Jules Robert Timmins et autres de Montréal, Québec, et d'un autre endroit; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "*Quebec North Shore and Labrador Railway Company*".

Le tout respectueusement soumis.

A. H. HINDS,

Examineur des Pétitions des Bills Privés.

Les pétitions suivantes sont présentées:

Par l'honorable sénateur Hayden:

De "*Toronto Type Foundry Company Limited*", demandant l'adoption d'une loi prolongeant l'existence des brevets portant les numéros 266,582, 283,101, 323,334, 343,638, 328,639, 332,292, et 292,206, concernant une certaine profession relative à l'imprimerie.

Par l'honorable sénateur Paterson:

De Rae Chittick, infirmière enregistrée, de Calgary, et d'autres, d'autres lieux, demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "*Canadian Nurses' Association*", Association des infirmières canadiennes.

De "*The Ottawa Electric Railway Company*", demandant l'adoption d'une loi autorisant ladite compagnie à subdiviser son capital social et à d'autres fins.

Par l'honorable sénateur Roebuck:

De David Goldman et autres, de Toronto, Ontario, et d'autres personnes d'autres lieux, demandant d'être constitués en une corporation sous le nom de "*Workmen's Circle of Canada*".

Par l'honorable sénateur Lambert:

De "*The Women's Auxiliary to the Missionary Society of the Church of England in Canada*", demandant l'adoption d'une loi qui change son nom en celui de "*The Woman's Auxiliary of the Church of England in Canada*".

Par l'honorable sénateur Bench:

De *Guaranty Trust Company of Canada*, demandant l'adoption d'une loi augmentant le capital social de la compagnie de cinq cent mille dollars à un million de dollars, et changeant le siège social de la compagnie de la cité de Windsor à la cité de Toronto, Ontario.

L'honorable président du comité permanent des Divorces présente les rapports portant les numéros huit à trente-huit dudit comité.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier comme suit:

JEUDI, le 6 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Charles Gordon Nelson, de la cité de Montréal, province de Québec, agent d'affaires, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Agnes Patricia Hughes Nelson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

JEUDI, le 6 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Pamela Mackay Alderdice Johnstone, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Murray Gordon Johnstone, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

JEUDI, le 6 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son dixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lilly Evans Auty, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Bertson Brownridge Auty, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

JEUDI, le 6 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son onzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Esther Lancit Weiss, de la cité de Montréal, province de Québec, teneuse de livres, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ernest Weiss, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

JEUDI, le 6 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son douzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Bruce Montgomery Cooper, de la cité de Montréal, province de Québec, médecin, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Margaret Hill Robinson Cooper, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

JEUDI, le 6 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son treizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marion Naomi Gomery McGee, de la ville de Montréal-Ouest, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Leonard Davidson McGee, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

JEUDI, le 6 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatorzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Hazel Reid Koppel, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi

qui dissolvent son mariage avec Sidney Robert Koppel, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage. Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

JEUDI, le 6 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quinzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de James Alexander King, de la cité de Verdun, province de Québec, infirmier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Edith Anne Halbert King, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage. Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

JEUDI, le 6 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son seizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Proctor Clifford Neil, de la cité de Montréal, province de Québec, étudiant, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Frederica Ivy Ibbotson Neil, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$50.00, et qu'un excédent de paiement de \$50.00 soit remboursé au pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

JEUDI, le 6 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son dix-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elizabeth Anne Eden Lindsay, de la cité de Westmount, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Jeffrey Burland Lindsay, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

JEUDI, le 6 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son dix-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ernest Edward Joslin, de la cité de Verdun, province de Québec, machiniste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jennie Elizabeth Holding Joslin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 7 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son dix-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jessie Alberta Allan Derby, de Rosemère, province de Québec, directrice-exécutive, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arthur Robert Derby, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 7 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingtième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dorothy May Duff Hisey, de la cité de North Bay, province d'Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lloyd George McKay Hisey, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 7 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elizabeth McIntosh Barber, de la cité de Verdun, province de Québec, fille de table, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec John Walter Barber, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 7 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Muriel Lucy Brighten Burdon, de la cité de Verdun, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Robert Potts Burdon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 7 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Constance Mae Ponman Newman, de la cité de Toronto, province d'Ontario, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec John Vivian Seymour Newman, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 7 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Florence Alice Mapston Calcutt Doak, de la cité de Verdun, province de Québec, aide dentaire, demandant l'adoption

d'une loi qui dissolvent son mariage avec Edwin Stanley Doak, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 7 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Rose Housefield Blumstein, de la cité de Montréal, province de Québec, finisseuse de fourrure, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Peter Blumstein, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 7 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gertrude Loiseau Gaulin, de la cité de Montréal, province de Québec, ouvrière en cuirs, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Roger Gaulin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 7 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie-Rose-Bernadette Lapointe dite Robin Ricard, de la ville de Val Morin, province de Québec, couturière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Omer Ricard, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 7 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Thelma Genender Lefkowitz, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Bernard Lefkowitz, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 8 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Joyce Joly Clark, de la cité de Westmount, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec William Thomas Hall Clark, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 8 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trentième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gertrude Helen Cayford Collins, de la cité de Saint-Lambert, province de Québec, commise de bureau, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec William Harcourt Collins, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 8 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Francis George Isaac Fellows, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeur, demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Jeanne Annie Mathilda Da Prato Fellows, autrement connue sous le nom de Matilda Depratto Fellows, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 8 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elly Maria Charlotte Alden McBride, de la cité de Montréal, province de Québec, gérante de bureau, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Donald Chester McBride, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 8 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gladys Elizabeth Thompson Dorrance, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Frank Sinton Dorrance, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 8 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Una Kathleen Balmfirth Little, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Howard Demar Little, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 8 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de William Walter Woodall, de Sainte-Rose, province de Québec, machiniste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Patricia Dorothy Vore Woodall, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 8 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Helen Lilian Jaques Bowen, de la cité de Montréal, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Osborn Brice Bowen, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 8 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Doreen Jeanette Sibley Tirtbutt, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arthur Melville Tirtbutt, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 8 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ida Norma Thompson Thorton, de la ville de Montréal-Est, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas Anderson Thorton, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,

Président adjoint.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports portant les numéros huit à trente-huit du comité permanent des Divorces soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Copp dépose sur la Table:

Rapport de la Commission des Transports du Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1946.

Rapport sur les opérations exécutées en vertu de la *Loi de 1939 sur l'assistance à l'agriculture des Prairies* pour les années de récolte 1945-1946.

Rapport sur les opérations exécutées en vertu de la *Loi sur le rétablissement agricole des Prairies* pour l'année financière terminée au 31 mars 1946.

Copies des Ordres en conseil adoptés sous l'autorité de la *Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales*, du 28 au 31 janvier 1947, et pour le mois de février 1947, (version anglaise).

Copies des Ordres en conseil adoptés sous l'autorité de la *Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales*, pour le mois de janvier 1947, (version française).

L'honorable sénateur Hugessen présente au Sénat un Bill (H), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer du Littoral nord de Québec et du Labrador".

Ledit bill est alors lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture jeudi prochain.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Copp, il est

Ordonné: Que le nom de l'honorable sénateur McLean soit ajouté à la liste des Sénateurs faisant partie du comité permanent des Relations commerciales du Canada.

Que le nom de l'honorable sénateur McKeen soit substitué à celui de l'honorable sénateur Nicol sur la section du Sénat du comité mixte nommé aux fins d'examiner et d'étudier la Loi des Indiens.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Copp, il est

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le nom de l'honorable sénateur McKeen a été substitué à celui de l'honorable sénateur Nicol sur la section du Sénat du comité mixte des deux Chambres nommé aux fins d'examiner et d'étudier la Loi des Indiens.

L'honorable sénateur Roebuck, appuyé par l'honorable sénateur Wilson, propose:—Que le comité permanent de l'Immigration et du Travail soit autorisé et chargé d'étudier la *Loi de l'Immigration* (S.R.C. Chapitre 93, ainsi que ses amendements), son application et son mode d'administration, ainsi que les circonstances et les conditions qui s'y rapportent, y compris:

- a) l'opportunité d'admettre des immigrants au Canada,
- b) le genre d'immigrants qu'il faudrait préférer, ainsi que l'origine, la formation et les autres qualités de ces immigrants,
- c) le nombre d'immigrants susceptibles de venir au Canada,
- d) les moyens, les ressources et les aptitudes du Canada relativement à l'absorption, à l'emploi et au soutien de ces immigrants, et
- e) les termes et conditions convenables sous lesquels ces immigrants doivent être admis;

Et que ledit Comité fasse rapport de ses conclusions à cette Chambre;

Et que ledit Comité soit autorisé à convoquer des témoins, ainsi qu'à produire des documents et des dossiers.

Après débat, il est

Ordonné: Que le débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit renvoyé à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (4), intitulé: "Loi modifiant la Loi des grains du Canada", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat, ledit bill est alors lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Ressources naturelles.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (G), intitulé: "Loi concernant la *British Columbia Telephone Company*", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Transports et des communications.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, le 12 mars 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 12 mars 1947

No 1.

6 février—Deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".—(L'honorable sénateur Euler).

No 2.

11 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Roebuck que le comité permanent de l'Immigration et du travail soit autorisé et chargé d'étudier la Loi de l'immigration (S.R.C., chapitre 93, ainsi que ses amendements), son application et son mode d'administration, ainsi que les circonstances et les conditions qui s'y rapportent.—(L'honorable sénateur Wilson).

No 3.

11 mars—Prise en considération des rapports suivants du comité permanent des Divorces:

- Rapport No 8,—re pétition de Charles Gordon Nelson;
- Rapport No 9,—re pétition de Pamela Mackay Alderdice Johnstone;
- Rapport No 10,—re pétition de Lilly Evans Auty;
- Rapport No 11,—re pétition de Esther Lancit Weiss;
- Rapport No 12,—re pétition de Bruce Montgomery Cooper;
- Rapport No 13,—re pétition de Marion Naomi Gomery McGee;
- Rapport No 14,—re pétition de Margaret Hazel Reid Koppel;
- Rapport No 15,—re pétition de James Alexander King;
- Rapport No 16,—re pétition de Proctor Clifford Neil;
- Rapport No 17,—re pétition de Elizabeth Anne Eden Lindsay;
- Rapport No 18,—re pétition de Ernest Edward Joslin;
- Rapport No 19,—re pétition de Jessie Alberta Allan Derby;
- Rapport No 20,—re pétition de Dorothy May Duff Hisey;
- Rapport No 21,—re pétition de Elizabeth McIntosh Barber;
- Rapport No 22,—re pétition de Muriel Lucy Brighten Burdon;

- Rapport No 23,—re pétition de Constance Mae Ponman Newman;
Rapport No 24,—re pétition de Florence Alice Mapston Calcutt Doak;
Rapport No 25,—re pétition de Rose Husefield Blumstein;
Rapport No 26,—re pétition de Gertrude Loiseau Gaulin;
Rapport No 27,—re pétition de Marie-Rose-Alba-Bernadette Lapointe dit
Robin Ricard;
Rapport No 28,—re pétition de Thelma Genender Lefkowitz;
Rapport No 29,—re pétition de Mary Joyce Joly Clark;
Rapport No 30,—re pétition de Gertrude Helen Cayford Collins;
Rapport No 31,—re pétition de Francis George Isaac Fellows;
Rapport No 32,—re pétition de Elly Maria Charlotty Alden McBride;
Rapport No 33,—re pétition de Gladys Elizabeth Thompson Dorrance;
Rapport No 34,—re pétition de Una Kathleen Balmfirth Little;
Rapport No 35,—re pétition de William Walter Woodall;
Rapport No 36,—re pétition de Helen Lilian Jaques Bowen;
Rapport No 37,—re pétition de Doreen Jeanette Sibley Tirbutt;
Rapport No 38,—re pétition de Ida Norma Thompson Thornton.
(L'honorable sénateur Aseltine).

Pour jeudi, le 13 mars 1947

No 1.

11 mars—Deuxième lecture du Bill (H), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer du Littoral nord de Québec et du Labrador".—(L'honorable sénateur Hugessen).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le mercredi 12 mars</i>		
262	Banques et commerce.....	10.30 a.m.
<i>Le jeudi 13 mars</i>		
262	Relations extérieures.....	11.00 a.m.
<i>Le vendredi 14 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
262	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le samedi 15 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.

No 12

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 12 mars 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dessureault,	Hurtubise,	Molloy,
Beaubien	Donnelly,	Hushion,	Moraud,
(Montarville),	Duff,	Johnston,	Mullins,
Beaubien (St-Jean-	Duffus,	King,	Murdock,
Baptiste),	Dupuis,	Kinley,	Paquet,
Beauregard,	Euler,	Lambert,	Paterson,
Bench,	Fafard,	Lesage,	Quinn,
Bishop,	Fallis,	Macdonald	Riley,
Blais,	Ferland,	(Cardigan),	Robicheau,
Bouchard,	Foster,	MacLennan,	Robinson,
Bouffard,	Gershaw,	Marcotte,	Roebuck,
Bourque,	Gouin,	McDonald	Sinclair,
Buchanan,	Haig,	(Shediac),	Stevenson,
Burchill,	Harmer,	McDonald	Taylor,
Calder,	Hayden,	(Kings),	Turgeon,
Copp,	Horner,	McGuire,	Vaillancourt,
Daigle,	Howard,	McIntyre,	Veniot,
David,	Howden,	McKeen,	Vien,
Davies,	Hugessen,	McLean,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (8), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'inspection et la vente, 1938", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, ligne 10.* Aux mots "tout produit" substituer "le produit écangué".
2. *Page 2, ligne 2.* Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française du bill.
3. *Page 2, lignes 6 et 7.* Retrancher "et sans autre preuve en l'espèce".
4. *Page 2, lignes 16 et 17.* Retrancher "et d'au moins cinquante dollars".
5. *Page 2, lignes 18 et 19.* Aux mots "cette amende et cet emprisonnement" substituer "l'amende et l'emprisonnement".

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (19), intitulé: "Loi modifiant la Loi du ministère de la Défense nationale", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec un amendement, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de le recevoir.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier, comme suit:

Page 1, ligne 28. Après le mot "ou" insérer "d'anciens membres".

Ordonné: Que ledit amendement soit pris en considération demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Euler propose que le Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat, il est—

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Roebuck que le comité permanent de l'Immigration et du travail soit autorisé et chargé d'étudier la Loi de l'Immigration (S.R.C., chapitre 93, ainsi que ses amendements), son application et son mode d'administration, et en outre les circonstances et les conditions qui s'y rapportent, il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros huit à trente-huit, ces deux derniers inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, le 13 mars 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 13 mars 1947

No 1.

6 février—Deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".—(L'honorable sénateur Vaillancourt).

No 2.

11 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Roebuck que le comité permanent de l'Immigration et du travail soit autorisé et chargé d'étudier la Loi de l'immigration (S.R.C., chapitre 93, ainsi que ses amendements), son application et son mode d'administration, ainsi que les circonstances et les conditions qui s'y rapportent.—(L'honorable sénateur Wilson).

No 3.

11 mars—Deuxième lecture du Bill (H), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer du Littoral nord de Québec et du Labrador".—(L'honorable sénateur Hugessen).

No 4.

12 mars—Prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Banques et du commerce au Bill (8), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'inspection et la vente, 1938".—(L'honorable sénateur Beaugard).

No 5.

12 mars—Prise en considération l'amendement apporté par le comité permanent des Banques et du commerce au Bill (19), intitulé: "Loi modifiant la Loi du ministère de la Défense nationale".—(L'honorable sénateur Beaugard).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	<i>Le jeudi 13 mars</i>	
262	Relations extérieures.....	11.00 a.m.
	<i>Le vendredi 14 mars</i>	
148	Divorces.....	10.30 a.m.
262	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
	<i>Le samedi 15 mars</i>	
148	Divorces.....	10.30 a.m.
	<i>Le lundi 17 mars</i>	
148	Divorces.....	10.30 a.m.
	<i>Le mardi 18 mars</i>	
148	Divorces.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
	<i>Le mercredi 19 mars</i>	
262	Ressources naturelles.....	10.30 a.m.
	<i>Le jeudi 20 mars</i>	
262	Bills privés.....	10.30 a.m.
262	Transport et des communications.....	11.00 a.m.
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
	<i>Le vendredi 21 mars</i>	
148	Divorces.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
	<i>Le samedi 22 mars</i>	
148	Divorces.....	10.30 a.m.

No 13

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Jeudi 13 mars 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dessureault,	Hushion,	Molloy,
Beaubien	Donnelly,	Johnston,	Mullins,
(Montarville),	Duff,	Jones,	Murdock,
Beaubien (St-Jean-	Duffus,	King,	Paquet,
Baptiste),	Dupuis,	Kinley,	Paterson,
Beauregard,	Euler,	Lacasse,	Quinn,
Bench,	Fafard,	Lambert,	Riley,
Bishop,	Fallis,	Léger,	Robicheau,
Blais,	Ferland,	Lesage,	Robinson,
Bouchard,	Foster,	Macdonald	Roebuck,
Bouffard,	Gershaw,	(Cardigan),	Sinclair,
Bourque,	Gouin,	MacLennan,	Stevenson,
Buchanan,	Haig,	Marcotte,	Taylor,
Burchill,	Harmer,	McDonald	Turgeon,
Calder,	Hayden,	(Kings),	Vaillancourt,
Copp,	Howard,	McGuire,	Veniot,
Daigle,	Howden,	McIntyre,	Vien,
David,	Hugessen,	McKeen,	White,
Davies,	Hurtubise,	McLean,	Wilson.

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément,

Par l'honorable Président du comité permanent des Divorces.

De Margaret Sophie Bolenski Dubeau, de Barrington, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Nelson Enoch Dubeau.

De Eugene Klein, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Claire Leduc Klein.

De Evelyn Alice Howard Smart, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Onesime Albert Smart.

De Maud Mary Rose Denton, d'Ottawa, Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Denton, de Hull, Québec.

De Frances Audrey Gray Lacaille, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Charles Wilson Lacaille.

De James Dewey, junior, du canton de Stanstead, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Margaret Agnes Patterson Dewey.

De Anthony Wavroch, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Muriel Bertha O'Neill Wavroch.

De Vivian June Pomeroy Walker, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Steward Walker.

De Hazel Mair Grant Rubin, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Allan Rubin.

De Margaret Blane Bowen Adair, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert Milroy Adair.

De Jessie Goodis Markis, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harold Markis.

De Mary Shore Bernstein, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Moses Jacob Bernstein.

De Mildred Lillian Flude, de Toronto, Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Albert Edward Flude, de Montréal, Québec.

De Dorothy Kathleen Morrison Germain, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph-Jules-André-Alexis Germain.

De Thomas Walter John Moon, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Inger Maria Barentson Moon.

De Mary Margaret Bernice Walker Kennedy, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert John Kennedy.

De Rose Jacobson Greenberg, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sam Greenberg.

De Arthur Haigh MacGill, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Margaret McAffer MacGill.

De Mary Kalichman Pulver, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ansel Pulver.

De Evelyn Clara Woods Cross, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Cross.

De Roger Lebeau, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Annette Chouinard Lebeau.

De Pauline Bertha Marwick Dallison, de Montréal-Ouest, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Eric Dallison.

De Ruth Morrison Henderson Sidders, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George William Sidders, junior.

De Edward Charles Barron, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Mary Hepburn Barron.

De Daniel Hudson, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Gladys Ina Flossie Tozer Hudson.

De Guido Corbo, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Filomena D'Attilio Corbo.

De Claire Black Wolfe, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Louis Wolfe.

De Donat St-Jean, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Alice-Emilienne Lapointe St-Jean.

De Zena Schwartz Berman, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Solomon Berman.

De Norma Lorraine Desrosiers, de Peterborough, Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Roger Walter Desrosiers, de Montréal, Québec.

De Joseph-Rosealphée-Oderic Dussault, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Hélène Bérard Dussault.

De Peter Morris (Moroz), de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Mary Didych Morris.

De Minnie Braimaster Frischman Kazarensky, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Aron Kazarensky.

De Harold Ashton Hugh Roberts, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Mary Comrie McLearnie Roberts.

De Ivy Stapleton Brown, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Sidney Brown.

De Clifford Gilbert Adams, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Elsie Doreen Thomas Driscoll Adams.

De Weasily Zaes, autrement connu sous le nom de William Zaes, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Mary Kulik Zaes.

De Jean-Louis-Roméo St-Jacques, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Clara-Rachel Renaud St-Jacques.

De Peggy Alicia Stilwell Kneeland, de Morin Heights, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Ellward Winslow Kneeland.

De Charles James Langevin, de Lac-Beauport, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Elizabeth Ann Kelly Langevin.

De Julia Luelia Audrey Cleroux Babbage, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Travers Whitmore Babbage.

De Olivier-Pierre-Bernard Lagueux, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Mary Bridgit Smith Lagueux.

De Minnie Black Herman, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Marcus Herman.

De Gabriel Burszan, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Ida Sebe Burszan.

De Robert Ralph Tripp, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Lois Isobel Cunningham Tripp.

De Judith Bychowsky Sanders, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Theodore Herzl Sanders.

De Marion Mapes Harvey Allinson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Robert Allinson.

De Ida Lottie Stubina Pollack, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Joseph Pollack.

De Margaret Isabelle Curry, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Malcolm Curry.

De Sam Pronman, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Gershman Pronman.

De Doris Phoebe Potter Potts, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec John Henry Potts.

De Ethel Florence Barr Shiells, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Alexander James Shiells.

De Mildred Schnauffer Case, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Donald Courtland Case.

De Lodie Kadei Nakel, de Trois-Rivières, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec George Nakel.

De Gaston-Dorval Lachance, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Evelyn McCaffrey Lachance.

De Thomas Wynn Hayes, junior, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Jessie Miller Anderson Hayes.

De Mandeline Florence Ivy Doggett Tassé, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Joseph-Alfred-Victor Tassé.

De Sheila Marcus Issenman, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Arnold Issenman.

De Beatrice Elman Perlman, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Joseph Perlman.

De Sheila Sydney Doner Gordon, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Harry Gordon.

De Eileen Francis Murphy Kerson, de Mont-Royal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Murray S. Kerson.

De Alexandre Hébert, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Yvonne Emond Hébert.

De Phyllis Joyce Bradfield Ainsworth, de Bishopton, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Horace Ainsworth.

De Joseph-Edmond-Gérard Santoière, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Maria-Reina-Florida Beaupré Santoière.

De Doris Louise Dickson McMurray, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec William Gurnett McMurray.

De May (Maria) Harper Bragger, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec George Thomas Bragger.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues séparément:

De "*The Ottawa Electric Railway Company*", demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à subdiviser son capital social, et à d'autres fins.

De David Goldman et autres, de Toronto, Ontario, et autres personnes d'autres lieux, demandant d'être constitués en une corporation sous le nom de "*Workmen's Circle of Canada*".

De Rae Chittick, infirmière enregistrée, de Calgary, Alberta, et d'autres personnes d'autres lieux, demandant d'être constituées en corporation sous le nom de "*Canadian Nurses Association*", Association des infirmières canadiennes.

De "*Toronto Type Foundry Company Limited*", demandant l'adoption d'une loi prolongeant l'existence des brevets portant les numéros 266,582, 283,101, 323,334, 343,638, 328,639, 332,292, et 292,206, concernant un certain procédé relatif à l'imprimerie.

De "*The Women's Auxiliary to the Missionary Society of the Church of England in Canada*", demandant l'adoption d'une loi qui change son nom en celui de "*The Woman's Auxiliary of the Church of England in Canada*".

De "*Guaranty Trust Company of Canada*", demandant l'adoption d'une loi augmentant son capital social de cinq mille dollars à un million de dollars, et changeant le siège social de ladite compagnie de la cité de Windsor à la cité de Toronto, Ontario.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les rapports de ce comité portant les numéros trente-neuf à cinquante, ces deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le LUNDI 10 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Evangeline May Connelly Stervinou, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alexandre Louis Stervinou, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 10 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarantième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Olive Viola Olsson Ferguson, de la cité de Montréal, province de Québec, hôtesse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Stanley Duncan Ferguson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 10 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-et-unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Evelyn Ethel May Reich Macdonnell, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Angus Ronald Macdonnell, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 10 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ernest Edward Lippiatt, de la cité de Montréal, province de Québec, expéditeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Verna Ethel Banning Lippiatt, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 10 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elizabeth Butler Roberts Lambton, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec James Douglas Lambton, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 10 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Libby Margolese Smith, de la cité de Montréal, province de Québec, teneuse de livres, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Jack Smith, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 10 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jean Elizabeth Hancock Thompson, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi

qui dissolvait son mariage avec Charles Thompson, junior, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 10 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Isabella Hodgson McRae Edwards, de la cité de Montréal, province de Québec, dactylographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec George Harold Edwards, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 10 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marjorie Aileen Copping Ladouceur, institutrice, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Lionel-Félix Ladouceur, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 10 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Annie Mildred Parnell Smellie, de la cité de Verdun, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec James MacNair Smellie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 10 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Veronica Donnelly Hope Johnstone Shelley, de la cité de Montréal, province de Québec, teneuse de livres, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec William Gavin Shelley, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 10 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquantième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Irja Alina Agnes Vaisanen Shanahan, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Patrick John Shanahan, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros trente-neuf à cinquante, les deux précités inclusivement, soient pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (I), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Gordon Nelson".

Bill (J), intitulé: "Loi pour faire droit à Pamela Mackay Alderdice Johnstone".

Bill (K), intitulé: "Loi pour faire droit à Lilly Evans Auty".

Bill (L), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Lancit Weiss".

Bill (M), intitulé: "Loi pour faire droit à Bruce Montgomery Cooper".

Bill (N), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Naomi Gomery McGee".

Bill (O), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Hazel Reid Koppel".

Bill (P), intitulé: "Loi pour faire droit à James Alexander King".

Bill (Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Proctor Clifford Neil".

Bill (R), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Eden Lindsay".

Bill (S), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Edward Joslin".

Bill (T), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Alberta Allan Derby".

- Bill (U), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy May Duff Hisey".
 Bill (V), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth McIntosh Barber".
 Bill (W), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Lucy Brighten Burdon".
 Bill (X), intitulé: "Loi pour faire droit à Constance Mae Ponman Newman".
 Bill (Y), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Alice Mapston Calcutt Doak".
 Bill (Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Housefield Blumstein".
 Bill (A-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Loiseau Gaulin".
 Bill (B-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Rose-Alba-Bernadette Lapointe dit Robin Ricard".
 Bill (C-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Genender Lefkowitz".
 Bill (D-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Joyce Joly Clark".
 Bill (E-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Helen Cayford Collins".
 Bill (F-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis George Isaac Fellows".
 Bill (G-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Elly Maria Charlotte Alden McBride".
 Bill (H-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Elizabeth Thompson Dorrance".
 Bill (I-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Una Kathleen Balmfirth Little".
 Bill (J-1), intitulé: "Loi pour faire droit à William Walter Woodall".
 Bill (K-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Lilian Jaques Bowen".
 Bill (L-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Doreen Jeanette Sibley Tirbutt".
 Bill (M-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Norma Thompson Thornton".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Copp dépose sur la Table:

Rapport du ministère des Transports pour l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Roebuck, appuyé par l'honorable sénatrice Wilson—

Que le comité permanent de l'Immigration et du Travail soit autorisé et chargé d'étudier la *Loi de l'Immigration* (S.R.C. Chapitre 93, ainsi que ses amendements), son application et son mode d'administration, ainsi que les circonstances et les conditions qui s'y rapportent, y compris:

- a) l'opportunité d'admettre des immigrants au Canada,
- b) le genre d'immigrants qu'il faudrait préférer, ainsi que l'origine, la formation et les autres qualités de ces immigrants,

- c) le nombre d'immigrants susceptibles de venir au Canada,
- d) les moyens, les ressources et les aptitudes du Canada relativement à l'absorption, à l'emploi et au soutien de ces immigrants, et
- e) les termes et conditions convenables sous lesquels ces immigrants doivent être admis;

Et que ledit comité fasse rapport de ses conclusions à cette Chambre;

Et que ledit comité soit autorisé à convoquer des témoins, ainsi qu'à produire des documents et des dossiers.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion, elle est

Résolue par l'affirmative, et

Ordonné en conséquence.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Hugessen propose que le Bill (H), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer du littoral nord de Québec et du Labrador", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, il est—

Ordonné: Que le débat sur ladite motion soit ajourné à mercredi prochain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Banques et du commerce au Bill (8), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'inspection et la vente, 1938".

L'honorable sénateur Sinclair, au nom de l'honorable sénateur Beaugard, propose que lesdits amendements soient maintenant adoptés.

En amendement, l'honorable sénateur Murdock propose que lesdits amendements ne soient pas maintenant adoptés, mais que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des Banques et du commerce aux fins de modifier la clause 12A en vue de définir la signification de l'exportation entre les provinces relativement au "transport", à "l'expédition" ou au "transfer", et d'ainsi assurer la signification bien connue du mot "exportation".

Etant posée la question sur la motion en amendement, elle est Rejetée.

Ordonné: Que ledit bill, tel que modifié, soit inscrit à l'Ordre du jour pour une troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Banques et du commerce au Bill (19), intitulé: "Loi modifiant la Loi du ministère de la Défense nationale".

L'honorable sénateur Copp, au nom de l'honorable sénateur Beaugard, propose que ledit amendement soit maintenant adopté,

Etant posée la question sur ladite motion, elle est

Résolue par l'affirmative.

Ledit bill, tel que modifié, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel que modifié, doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

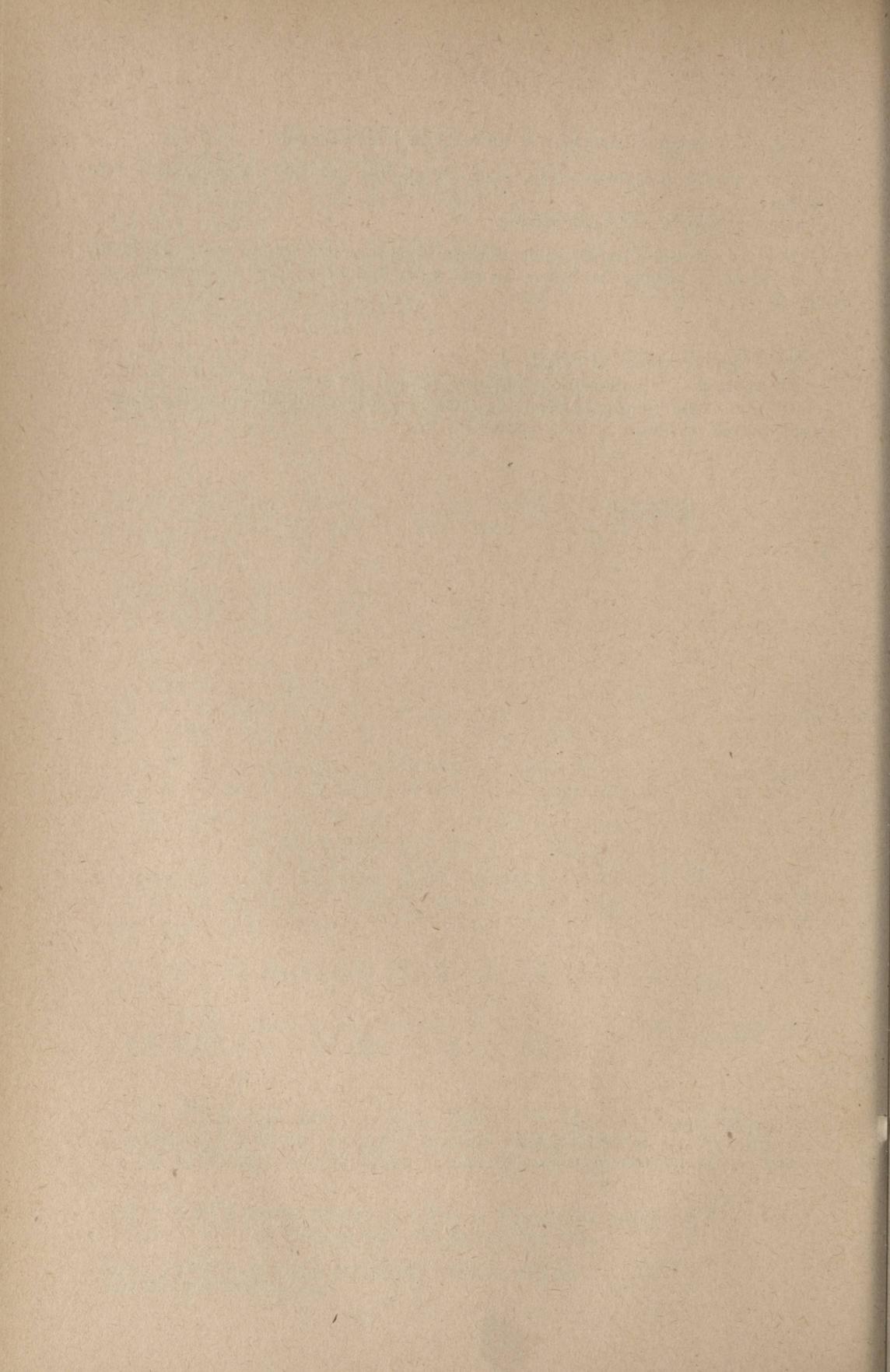
Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill avec un amendement auquel il demande son concours.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Copp, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.



AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, le 18 mars 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, le 18 mars 1947

No 1.

13 mars—Troisième lecture du Bill (8), tel que modifié, intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'inspection et la vente, 1938".—(L'honorable sénateur Copp).

No 2.

13 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".—(L'honorable sénateur Vaillancourt).

No 3.

13 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (H), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer du Littoral nord de Québec et du Labrador".—(L'honorable sénateur Dupuis).

No 4.

13 mars—Deuxième lecture des bills de divorce suivants:

Bill (I), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Gordon Nelson".

Bill (J), intitulé: "Loi pour faire droit à Pamela Mackay Alderdice Johnstone".

Bill (K), intitulé: "Loi pour faire droit à Lilly Evans Auty".

Bill (L), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Lancit Weiss".

Bill (M), intitulé: "Loi pour faire droit à Bruce Montgomery Cooper".

Bill (N), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Naomi Gomery McGee".

Bill (O), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Hazel Reid Koppel".

Bill (P), intitulé: "Loi pour faire droit à James Alexander King".

Bill (Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Proctor Clifford Neil".

Bill (R), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Eden Lindsay".

Bill (S), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Edward Joslin".

Bill (T), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Alberta Allan Derby".

- Bill (U), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy May Duff Hisey".
 Bill (V), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth McIntosh Barber".
 Bill (W), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Lucy Brighten Burdon".
 Bill (X), intitulé: "Loi pour faire droit à Constance Mae Ponman Newman".
 Bill (Y), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Alice Mapston Calcutt Doak".
 Bill (Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Housefield Blumstein".
 Bill (A-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Loiseau Gaulin".
 Bill (B-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Rose-Alba-Bernadette Lapointe dit Robin Ricard".
 Bill (C-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Genender Lefkowitz".
 Bill (D-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Joyce Joly Clark".
 Bill (E-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Helen Cayford Collins".
 Bill (F-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis George Isaac Fellows".
 Bill (G-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Elly Maria Charlotte Alden McBride".
 Bill (H-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Elizabeth Thompson Dorrance".
 Bill (I-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Una Kathleen Balmfirth Little".
 Bill (J-1), intitulé: "Loi pour faire droit à William Walter Woodall".
 Bill (K-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Lilian Jaques Bowen".
 Bill (L-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Doreen Jeanette Sibley Tirbutt".
 Bill (M-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Norma Thompson Thornton".

(L'honorable sénateur Aseltine)

No 5.

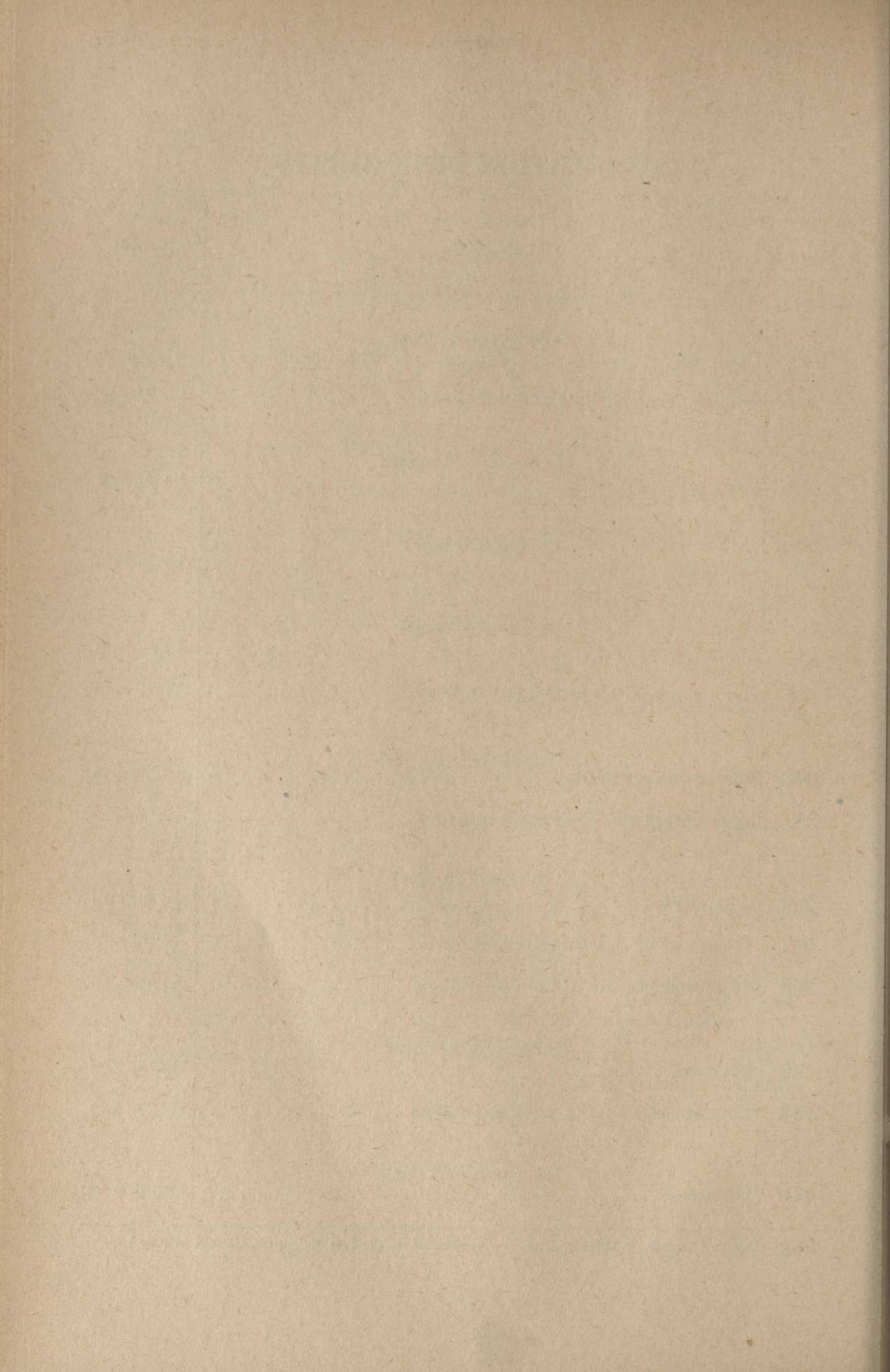
13 mars—Prise en considération des rapports suivants du comité permanent des Divorcés:

- Rapport No 39,—re pétition de Evangeline May Connelly Stervinou;
 Rapport No 40,—re pétition de Olive Viola Olsson Ferguson;
 Rapport No 41,—re pétition de Evelyn Ethel May Reich Macdonell;
 Rapport No 42,—re pétition de Ernest Edward Lippiatt;
 Rapport No 43,—re pétition de Elizabeth Butler Roberts Lambton;
 Rapport No 44,—re pétition de Libby Margolese Smith;
 Rapport No 45,—re pétition de Jean Elizabeth Hancock Thompson;
 Rapport No 46,—re pétition de Isabella Hodgson McRae Edwards;
 Rapport No 47,—re pétition de Marjorie Aileen Copping Ladouceur;
 Rapport No 48,—re pétition de Annie Mildred Parnell Smellie;
 Rapport No 49,—re pétition de Veronica Donnelly Hope Johnstone Shelley;
 Rapport No 50,—re pétition de Irja Alina Agnes Vaisanen Shanahan.

(L'honorable sénateur Aseltine)

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le vendredi 14 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
262	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le samedi 15 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le lundi 17 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le mardi 18 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le mercredi 19 mars</i>		
262	Ressources naturelles.....	10.30 a.m.
368	Régie interne et dépenses imprévues.....	12.00 midi
<i>Le jeudi 20 mars</i>		
262	Bills privés.....	10.30 a.m.
262	Transport et des communications.....	11.00 a.m.
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le vendredi 21 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le samedi 22 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.



No 14

PROCÈS VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Mardi 18 mars 1947

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Donnelly,	King,	Moraud,
Beaubien	Duff,	Kinley,	Mullins,
(Montarville),	Duffus,	Lacasse,	Murdock,
Beaubien (St-Jean-	Euler,	Lambert,	Paquet,
Baptiste),	Fafard,	Léger,	Quinn,
Beauregard,	Fallis,	Lesage,	Riley,
Bench,	Ferland,	Macdonald	Robicheau,
Bishop,	Foster,	(Cardigan),	Robinson,
Blais,	Gershaw,	MacLennan,	Roebuck,
Bouchard,	Haig,	McDonald	St-Père,
Bourque,	Harmer,	(Shediac),	Sinclair,
Buchanan,	Howard,	McDonald	Stevenson,
Burchill,	Howden,	(Kings),	Taylor,
Calder,	Hugessen,	McGuire,	Turgeon,
Campbell,	Hurtubise,	McIntyre,	Vaillancourt,
Copp,	Hushion,	McKeen,	Veniot,
Daigle,	Johnston,	McLean,	Vien,
David,	Jones,	Molloy,	White,
Dessureault,			Wilson,

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le quatrième Rapport de l'Examineur des Pétitions de Bills d'intérêt privé, comme suit:

Le MARDI 18 mars 1947.

Conformément à la Règle 111, article 2, l'Examineur des Pétitions de Bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son quatrième rapport comme suit:

Votre Examineur a étudié les pétitions suivantes et constate que les exigences de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, savoir:

De "*Toronto Type Foundry Company Limited*", demandant l'adoption d'une loi prolongeant l'existence des brevets portant les numéros 266,582, 283,101, 323,334, 343,638, 376,688, 328,639, 332,292, et 292,206, concernant un certain procédé relatif à l'imprimerie.

De "*Guarantee Trust Company of Canada*", demandant l'adoption d'une loi augmentant son capital social de cinq cent mille dollars à un million de dollars, et changeant le siège social de ladite compagnie de la cité de Windsor à la cité de Toronto, Ontario.

De Rae Chittick, infirmière enregistrée, de Calgary, Alberta, et d'autres personnes d'autres lieux, demandant d'être constituées en corporation sous le nom de "*Canadian Nurses Association*", Association des infirmières canadiennes.

De David Goldman et autres de Toronto, Ontario, et autres personnes d'autres lieux, demandant d'être constituées en une corporation sous le nom de "*Workmen's Circle of Canada*".

Le tout respectueusement soumis.

A. H. HINDS,
*Examineur des Pétitions de
Bills d'intérêt privé.*

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (19), intitulé: "Loi modifiant la Loi du ministère de la Défense nationale",

Et pour informer le Sénat qu'elle a agréé, sans le modifier, l'amendement qu'il a apporté audit bill.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (17), intitulé: "Loi concernant les paiements supplémentaires applicables à certains contrats de transport postal", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros cinquante-et-un à quatre-vingt-un, ces deux derniers inclusivement:

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

MARDI, le 11 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Isabel Lindsay Mackay Dietz, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henry Irvin Holger Dietz, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 11 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edith Dean Michaels, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Samuel Michaels, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 11 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Maurice Michael, de la cité de Montréal, province de Québec, manufacturier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Rachel Elias Michael, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 11 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Otto Hemlein, de la cité de Montréal, province de Québec, tailleur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Julianna Wundele Hemlein, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 11 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Josephine Jessop Croker, de la cité de Montréal, province de Québec, teneuse de livres, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert William Croker, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

MARDI, le 11 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Rose Lazar Nadigel, de la cité de Montréal, province de Québec, finisseuse de fourrure, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Nathan Nadigel, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 11 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Frances Clare Lynch Layton, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi

qui dissolvent son mariage avec Irving Layton, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

MARDI, le 11 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Robert Alfred Nall, de la cité de Montréal, province de Québec, gérant adjoint, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Joyce Hazel Watson Nall, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

MARDI, le 11 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Juliette-Adrienne Labrosse Renaud, de la cité de Montréal, province de Québec, logeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Joseph-Adolphe-Ernest Renaud, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

MARDI, le 11 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixantième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jean Isabel Dalton Ryan, de la cité de Westmount, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Sydney Roderick Ryan, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

MARDI, le 11 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Rose Elkin Steinman, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Samuel Steinman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 14 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie-Blanche-Ida Pinel Bariteau, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Jean-Jacques-Joachim-Maurice Bariteau, de ladite cité.

2. Demande ayant été faite aux fins d'obtenir la permission de retirer la pétition, le comité recommande que cette permission soit accordée en conséquence.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 14 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Clinton Escott Vipond, de la cité de Montréal, province de Québec, dessinateur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Alice May Phillips Vipond, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 14 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alison McKinnon Palmer, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son

mariage avec Charles Wilfrid Palmer, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 14 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ralph Wighton, de la cité d'Outremont, province de Québec, mécanicien, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Annie Olga Stinehour Wighton, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$50.00, ainsi que le remboursement d'un excédent de paiement de \$50.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 14 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Claude Garcin Coffin, de la ville de Pointe-Claire, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Ruth Eleanor Whitney Coffin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 14 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Bea Helen Taffert Levin, de la cité de Montréal, province de Québec, magasinier, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Emmanuel Jack Levin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 14 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elsie King Moorhouse, de la cité de Halifax, province de la Nouvelle-Ecosse, auxiliaire de la Croix-Rouge, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Arthur Moorhouse, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 14 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de William John Edgar McVetty, du canton de Eaton, province de Québec, cultivateur, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Verna Grace Hood McVetty, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 14 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-dixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alfred John Holton, de la cité de Sherbrooke, province de Québec, machiniste, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Laurina Labrecque Holton, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 14 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-onzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de William Howell MacDonald Brown, de la cité de Montréal, province de Québec, manufacturier, demandant l'adoption

d'une loi qui dissolvent son mariage avec Nina Lee Franklin Brown, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 14 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-douzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Henrietta Elizabeth Forde Norrie, de la cité de Montréal, province de Québec, journaliste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Harold Rutledge Norrie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 15 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-treizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gaston Cartier, de la cité de Montréal, province de Québec, gérant, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Marguerite St-Amour Cartier, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 15 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-quatorzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Lillian McCorkell Baldwin, de la cité d'Outremont, province de Québec, opératrice de machine à calculer, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Elmer Raymond Baldwin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 15 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-quinzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Hilda Wylie Bannister, de la ville de Montréal-Sud, province de Québec, caissière, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Samuel Reginald Bannister, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 15 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-seizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Sarah Goldberg Cohen, de la cité de Montréal, province de Québec, teneuse de livres, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Benjamin Cohen, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 15 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-dix-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Esther Mary Harding Breeze, de la Côte Saint-Paul, district de Montréal, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Robert Richard Breeze, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 15 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-dix-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jessie MacFarlane Boyle Smith, de la cité de Montréal, province de Québec, téléphoniste, demandant l'adoption d'une

loi qui dissolve son mariage avec Howard Adam Smith, autrement connu sous le nom de Howard Thomas Smith, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 15 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-dix-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Paul Jaeggin, de la cité de Montréal, province de Québec, gérant, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Doris Mae Harvey Johnston Jaeggin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 15 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingtième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Muriel Agnes Martin Adams, de la cité de Westmount, province de Québec, confiseuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Frederick George Adams, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 15 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edwin Theophilus Phillips, de la cité de Montréal, province de Québec, cordonnier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Rachel Clotilda Weekes Phillips, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Sur motion, il est—

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cinquante-et-un à quatre-vingt-un, ces deux derniers inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Sinclair, pour l'honorable sénateur Paterson, présente au Sénat un Bill (Z-1), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association des infirmières canadiennes".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Copp dépose sur la Table: Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur les remaniements et transferts de fonctions dans le service public, chapitre 165, S.R.C., 1927, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 883, approuvé le 13 mars 1947: stipulant que les pouvoirs, fonctions et responsabilités de la Commission fédérale du commerce et de l'industrie, sous l'empire du paragraphe 2 de l'article 15 et des articles 16, 17 et 17A de la Loi sur la Commission fédérale du commerce et de l'industrie, 1935 (telle que modifiée par le chapitre 17, George VI), soient transférés au ministre du Commerce.

L'honorable sénateur Copp présente au Sénat un Bill (A-2), intitulé: "Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer nationaux".

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Copp présente au Sénat un Bill (B-2), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la preuve en Canada".

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Copp présente au Sénat un Bill (C-2), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Corporation commerciale canadienne".

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Copp, appuyé par l'honorable sénateur Foster, propose qu'il soit

Résolu,—Que considérant que le premier paragraphe de l'article six de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales, chapitre vingt-cinq du Statut de 1945, édicté par le chapitre soixante du Statut de 1946, stipule que "sous réserve des dispositions ci-après, la présente loi expirera le trente et un décembre mil neuf cent quarante-six, si le Parlement se réunit en novembre ou décembre mil neuf cent quarante-six, mais, s'il ne se réunit pas ainsi, elle expirera le soixantième jour après la réunion du Parlement en l'année mil neuf cent quarante-sept, ou le trente et un mars mil neuf cent quarante-sept, en prenant celle des deux dates qui est antérieure à l'autre. Toutefois, si le Sénat et la Chambre des communes, au cours de la durée

d'application de la présente loi, communiquent respectivement des adresses au Gouverneur général, demandant que la présente loi soit maintenue en vigueur pour une période supplémentaire, ne dépassant un an dans aucun cas, à compter du jour où elle expirerait autrement, et si le gouverneur en conseil l'ordonne, la présente loi demeurera en vigueur pendant la période supplémentaire en question".

Et considérant qu'on estime qu'il importe que ladite Loi soit maintenue en vigueur jusqu'au quinze mai mil neuf cent quarante-sept;

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, approchons respectueusement Votre Excellence, Lui demandant que la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales soit maintenue en vigueur jusqu'au quinze mai mil neuf cent quarante-sept.

Ordonné: Que ladite motion soit prise en considération demain.

A l'appel de l'Ordre du jour,

Avec permission,

Le Sénat passe à la considération des numéros quatre et cinq y apparaissant.

Suivant l'Ordre du jour les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (I), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Gordon Nelson".

Bill (J), intitulé: "Loi pour faire droit à Pamela Mackay Alderdice Johnstone".

Bill (K), intitulé: "Loi pour faire droit à Lilly Evans Auty".

Bill (L), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Lancit Weiss".

Bill (M), intitulé: "Loi pour faire droit à Bruce Montgomery Cooper".

Bill (N), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Naomi Gomery McGee".

Bill (O), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Hazel Reid Koppel".

Bill (P), intitulé: "Loi pour faire droit à James Alexander King".

Bill (Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Proctor Clifford Neil".

Bill (R), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Eden Lindsay".

Bill (S), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Edward Joslin".

Bill (T), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Alberta Allan Derby".

Bill (U), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy May Duff Hisey".

Bill (V), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth McIntosh Barber".

Bill (W), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Lucy Brighten Burdon".

Bill (X), intitulé: "Loi pour faire droit à Constance Mae Ponman Newman".

Bill (Y), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Alice Mapston Calcutt Doak".

Bill (Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Housefield Blumstein".

Bill (A-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Loiseau Gaulin".

Bill (B-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Rose-Alba-Bernadette Lapointe dit Robin Ricard".

Bill (C-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Genender Lefkowitz".

Bill (D-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Joyce Joly Clark".

Bill (E-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Helen Cayford Collins".

Bill (F-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis George Isaac Fellows".

Bill (G-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Elly Maria Charlotte Alden McBride".

Bill (H-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Elizabeth Thompson Dorrance".

Bill (I-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Una Kathleen Balmfirth Little".

Bill (J-1), intitulé: "Loi pour faire droit à William Walter Woodall".

Bill (K-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Lilian Jaques Bowen".

Bill (L-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Doreen Jeanette Sibley Tirbutt".

Bill (M-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Norma Thompson Thornton".

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont, sur division, lus séparément la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés, Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros trente-neuf à cinquante, ces deux derniers inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (N-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Evangeline May Connelly Stervinou".

Bill (O-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Viola Olsson Ferguson".

Bill (P-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Ethel May Reich Macdonell".

Bill (Q-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Edward Lippiatt".

Bill (R-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Butler Roberts Lambton".

Bill (S-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Libby Margolese Smith".

Bill (T-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Elizabeth Hancock Thompson".

Bill (U-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Isabella Hodgson McRae Edwards".

Bill (V-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Marjorie Aileen Copping Ladouceur".

Bill (W-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Mildred Parnell Smellie".

Bill (X-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Veronica Donnelly Hope Johnstone Shelley".

Bill (Y-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Irja Alina Agnes Vaisanen Shanahan".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Le Sénat se reporte à l'Item No 1 de l'Ordre du jour.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'inspection et la vente, 1938", tel qu'amendé, il est

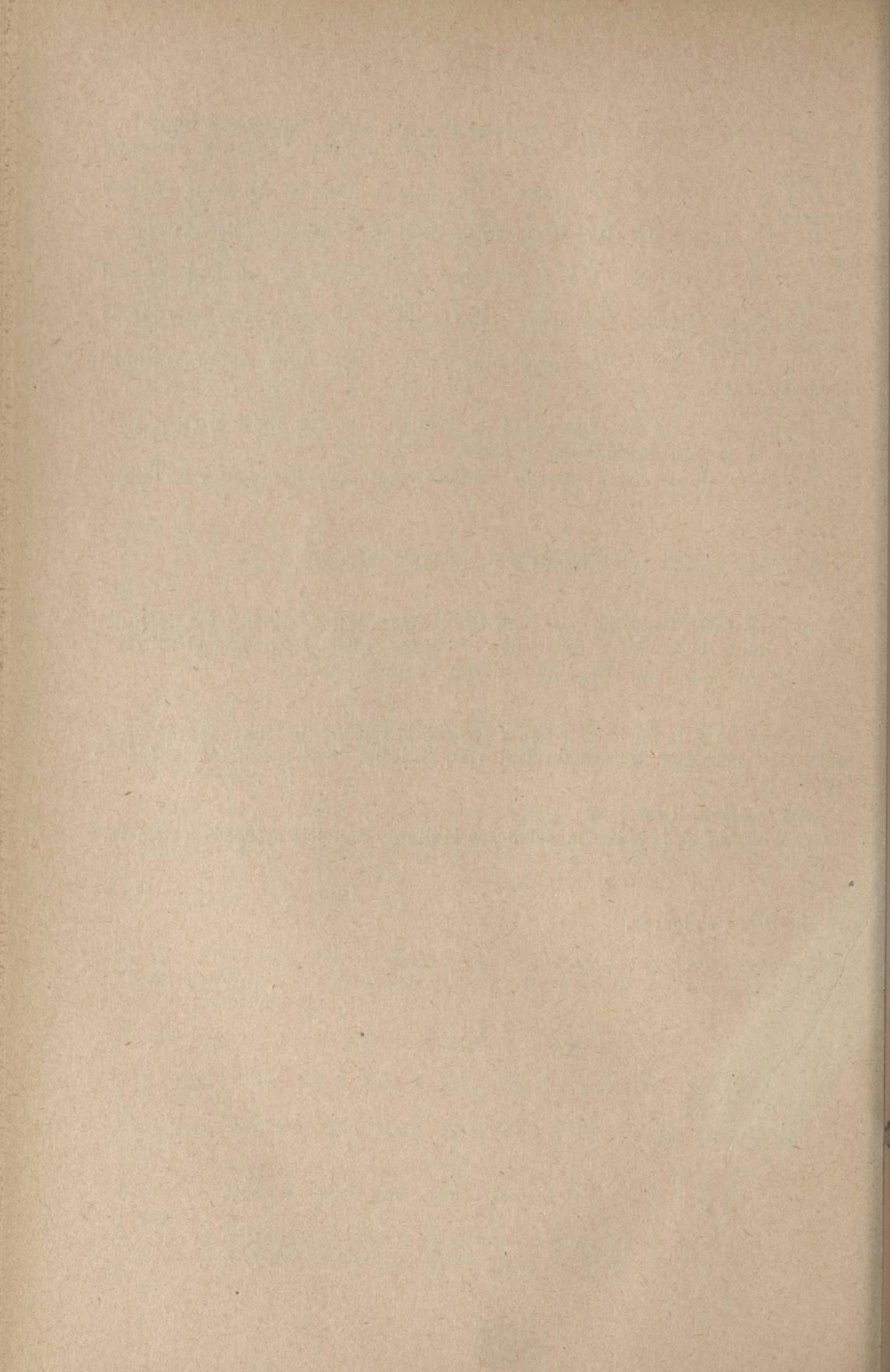
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Le Sénat s'ajourne.



AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, le 19 mars 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mercredi, le 19 mars 1947

Par l'honorable sénateur Copp—

18 mars—Considérant que le premier paragraphe de l'article six de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales, chapitre vingt-cinq du Statut de 1945, édicté par le chapitre soixante du Statut de 1946, stipule que "sous réserve des dispositions ci-après, la présente loi expirera le trente et un décembre mil neuf cent quarante-six, si le Parlement se réunit en novembre ou décembre mil neuf cent quarante-six, mais, s'il ne se réunit pas ainsi, elle expirera le soixantième jour après la réunion du Parlement en l'année mil neuf cent quarante-sept, ou le trente et un mars mil neuf cent quarante-sept, en prenant celle des deux dates qui est antérieure à l'autre. Toutefois, si le Sénat et la Chambre des communes, au cours de la durée d'application de la présente loi, communiquent respectivement des adresses au gouverneur général, demandant que la présente loi soit maintenue en vigueur pour une période supplémentaire, ne dépassant un an dans aucun cas, à compter du jour où elle expirerait autrement, et si le gouverneur en conseil l'ordonne, la présente loi demeurera en vigueur pendant la période supplémentaire en question".

Et considérant qu'on estime qu'il importe que ladite Loi soit maintenue en vigueur jusqu'au quinze mai mil neuf cent quarante-sept;

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblé en Parlement, approchons respectueusement Votre Excellence, Lui demandant que la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales soit maintenue en vigueur jusqu'au quinze mai mil neuf cent quarante-sept.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 19 mars 1947

No 1.

13 mars—Troisième lecture du Bill (8), tel que modifié, intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'inspection et la vente, 1938".—(L'honorable sénateur Copp).

No 2.

13 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".—(L'honorable sénateur Sinclair).

No 3.

13 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (H), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer du Littoral nord de Québec et du Labrador".—(L'honorable sénateur Dupuis).

No 4.

18 mars—Deuxième lecture du Bill (A-2), intitulé: "Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les chemins de fer nationaux".—(L'honorable sénateur Copp).

No 5.

18 mars—Deuxième lecture du Bill (B-2), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la preuve en Canada".—(L'honorable sénateur Copp).

No 6.

18 mars—Deuxième lecture du Bill (C-2), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Corporation commerciale canadienne".—(L'honorable sénateur Copp).

No 7.

18 mars—Deuxième lecture du Bill (17), intitulé: "Loi concernant les paiements supplémentaires applicables à certains contrats de transport postal".—(L'honorable sénateur Copp).

No 8.

18 mars—Deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935".—(L'honorable sénateur Copp).

No 9.

18 mars—Deuxième lecture des bills de divorce suivants:

Bill (N-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Evangeline May Connelly Stervinou".

Bill (O-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Viola Olsson Ferguson".

Bill (P-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Ethel May Reich Macdonell".

Bill (Q-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Edward Lippiatt".

Bill (R-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Butler Roberts Lambton".

Bill (S-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Libby Margolese Smith".

Bill (T-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Elizabeth Hancock Thompson".

Bill (U-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Isabella Hodgson McRae Edwards".

Bill (V-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Marjorie Aileen Copping Ladouceur".

Bill (W-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Mildred Parnell Smellie".

Bill (X-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Veronica Donnelly Hope Johnstone Shelley".

Bill (Y-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Irja Alina Agnes Vaisanen Shanahan".

(L'honorable sénateur Aseltine)

No 10.

18 mars—Prise en considération des rapports suivants du comité permanent des Divorcés:

- Rapport No 51,—re pétition de Isabel Lindsay Mackay Dietz;
- Rapport No 52,—re pétition de Edith Dean Michaels;
- Rapport No 53,—re pétition de Maurice Michael;
- Rapport No 54,—re pétition de Otto Hemlein;
- Rapport No 55,—re pétition de Mary Josephine Jessop Croker;
- Rapport No 56,—re pétition de Rose Lazar Nadigel;
- Rapport No 57,—re pétition de Frances Clare Lynch Layton;
- Rapport No 58,—re pétition de Robert Alfred Nall;
- Rapport No 59,—re pétition de Juliette-Adrienne Labrosse Renaud;
- Rapport No 60,—re pétition de Jean Isabel Dalton Ryan;
- Rapport No 61,—re pétition de Rose Elkin Steinman;
- Rapport No 62,—re pétition de Marie-Blanche-Ida Pinel Bariteau;
- Rapport No 63,—re pétition de Clinton Escott Vipond;
- Rapport No 64,—re pétition de Alison McKinnon Palmer;
- Rapport No 65,—re pétition de Ralph Wighton;
- Rapport No 66,—re pétition de Claude Garcin Coffin;
- Rapport No 67,—re pétition de Bea Helen Taffert Levin;
- Rapport No 68,—re pétition de Elsie King Moorhouse;
- Rapport No 69,—re pétition de William John Edgar McVetty;
- Rapport No 70,—re pétition de Alfred John Holton;
- Rapport No 71,—re pétition de William Howell MacDonald Brown;
- Rapport No 72,—re pétition de Henrietta Elizabeth Forde Norrie;
- Rapport No 73,—re pétition de Gaston Cartier;
- Rapport No 74,—re pétition de Margaret Lillian McCorkell Baldwin;
- Rapport No 75,—re pétition de Hilda Wylie Bannister;
- Rapport No 76,—re pétition de Sarah Goldberg Cohen;
- Rapport No 77,—re pétition de Esther Mary Harding Breeze;
- Rapport No 78,—re pétition de Jessie MacFarlane Boyle Smith;
- Rapport No 79,—re pétition de Paul Jaeggin;
- Rapport No 80,—re pétition de Muriel Agnes Martin Adams;
- Rapport No 81,—re pétition de Edwin Theophilus Phillips.

(L'honorable sénateur Aseltine)

Pour jeudi, le 20 mars 1947

No 1.

18 mars—Deuxième lecture du Bill (Z-1), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association des infirmières canadiennes".—(L'honorable sénateur Paterson.)

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le mercredi 19 mars</i>		
262	Ressources naturelles	10.30 a.m. à l'ajourne- ment du Sénat
368	Régie interne et dépenses imprévues.....	
<i>Le jeudi 20 mars</i>		
262	Bills privés	10.30 a.m.
262	Transport et des communications.....	11.00 a.m.
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le vendredi 21 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le samedi 22 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.

No 15

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 19 mars 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Donnelly,	Kinley,	Murdock,
Beaubien	Duff,	Lacasse,	Paquet,
(Montarville),	Duffus,	Lambert,	Paterson,
Beaubien (St-Jean-	Euler,	Léger,	Pirie,
Baptiste),	Fafard,	Lesage,	Quinn,
Beauregard,	Fallis,	Macdonald	Riley,
Bench,	Ferland,	(Cardigan),	Robicheau,
Bishop,	Foster,	MacLennan,	Robinson,
Blais,	Gershaw,	Marcotte,	Roebuck,
Bouchard,	Haig,	McDonald	St-Père,
Bouffard,	Harmer,	(Shediac),	Sinclair,
Bourque,	Hayden,	McDonald	Stevenson,
Buchanan,	Howard,	(Kings),	Taylor,
Burchill,	Howden,	McGuire,	Turgeon,
Calder,	Hugessen,	McIntyre,	Vaillancourt,
Campbell,	Hurtubise,	McKeen,	Veniot,
Copp,	Hushion,	McLean,	Vien,
Daigle,	Johnston,	Molloy,	White,
David,	Jones,	Moraud,	Wilson.
Dessureault,	King,	Mullins,	

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Donnelly, du comité permanent des Ressources naturelles, auquel a été renvoyé le Bill (7), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les aliments du bétail, 1937", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Donnelly, du comité permanent des Ressources naturelles, auquel a été renvoyé le Bill (9), intitulé: "Loi modifiant la Loi des engrais chimiques", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Donnelly, du comité permanent des Ressources naturelles, auquel a été renvoyé le Bill (4), intitulé: "Loi modifiant la Loi des grains du Canada", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Hayden présente au Sénat un Bill (D-2), intitulé: "Loi relative à certains brevets appartenant à *Toronto Type Foundry Company Limited*".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture vendredi prochain.

L'honorable sénateur Bench présente au Sénat un Bill (E-2), intitulé: "Loi concernant la *Guaranty Trust Company of Canada*".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture vendredi prochain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération de la motion de l'honorable sénateur Copp, appuyé par l'honorable sénateur Foster, qu'il soit

Résolu.—Que considérant que le premier paragraphe de l'article six de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales, chapitre vingt-cinq du Statut de 1945, édicté par le chapitre soixante du Statut de 1946, stipule que "sous réserve des dispositions ci-après, la présente loi expirera le trente et un décembre mil neuf cent quarante-six, si le Parlement se réunit en novembre ou décembre mil neuf cent quarante-six, mais, s'il ne se réunit pas ainsi, elle expirera le soixantième jour après la réunion du Parlement en l'année mil neuf cent quarante-sept, ou le trente et un mars mil neuf cent quarante-sept, en prenant celle des deux dates qui est antérieure à l'autre. Toutefois, si le Sénat et la Chambre des communes, au cours de la durée d'application de la présente loi, communiquent respectivement des adresses au gouverneur général, demandant que la présente loi soit maintenue en vigueur pour une période supplémentaire, ne dépassant un an dans aucun cas, à compter du jour où elle expirerait autrement, et si le gouverneur en conseil l'ordonne, la présente loi demeurera en vigueur pendant la période supplémentaire en question".

Et considérant qu'on estime qu'il importe que ladite Loi soit maintenue en vigueur jusqu'au quinze mai mil neuf cent quarante-sept;

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblé en Parlement, approchons respectueusement Votre Excellence, Lui demandant que la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales soit maintenue en vigueur jusqu'au quinze mai mil neuf cent quarante-sept.

Après débat et

Etant posée la question sur ladite motion,

Elle est résolue par l'affirmative et

Ordonné en conséquence.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (8), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'inspection et la vente, 1938", tel que modifié, soit maintenant lu une troisième fois.

En amendement, l'honorable sénateur Murdock propose que ledit bill ne soit pas maintenant lu une troisième fois, mais qu'il soit à nouveau renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce, pour plus ample étude.

Après débat et

Etant posée la question sur ladite motion,

Elle est résolue par l'affirmative et

Ordonné en conséquence.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (H), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer du Littoral nord de Québec et du Labrador".

Ledit bill est lu la deuxième fois et

Renvoyé au comité permanent des Transports et des communications.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (A-2), intitulé: "Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer nationaux", est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit immédiatement renvoyé à un comité plénier.

En conséquence, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité plénier pour étudier ledit bill.

(En comité)

Le titre est lu et l'étude en est remise.

Le préambule est lu et l'étude en est remise.

La clause 1 est lue et amendée:

Page 1, ligne 12.—Un amendement apporté à la version anglaise ne s'applique pas à la version française.

Ladite clause, telle qu'amendée, est lue et agréée.

Le préambule est lu de nouveau et agréé.

Le titre est lu de nouveau et agréé.

Subséquemment, le Sénat reprend sa séance et

L'honorable sénateur Sinclair, dudit comité, rapporte que le comité, ayant étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec un amendement, qu'il est prêt à lui soumettre dès qu'il lui plaira de le recevoir.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier.

Ledit amendement est agréé, et

Avec la permission du Sénat, ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté, Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (B-2), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la preuve en Canada", est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (C-2), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Corporation commerciale canadienne", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (17), intitulé: "Loi concernant les paiements supplémentaires applicables à certains contrats de transport postal", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (N-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Evangeline May Connelly Stervinou".

Bill (O-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Viola Olsson Ferguson".

Bill (P-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Ethel May Reich Macdonell".

Bill (Q-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Edward Lippiatt".

Bill (R-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Butler Roberts Lambton".

Bill (S-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Libby Margolese Smith".

Bill (T-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Elizabeth Hancock Thompson".

Bill (U-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Isabella Hodgson McRae Edwards".

Bill (V-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Marjorie Aileen Copping Ladouceur".

Bill (W-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Mildred Parnell Smellie".

Bill (X-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Veronica Donnelly Hope Johnstone Shelley".

Bill (Y-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Irja Alina Agnes Vaisanen Shanahan".

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont, sur division, lus séparément la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cinquante et un à quatre-vingt-un, ces deux derniers inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, le 20 mars 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 20 mars 1947

No 1.

19 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".—(L'honorable sénateur Hugessen).

No 2.

18 mars—Deuxième lecture du Bill (C-2), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Corporation commerciale canadienne".—(L'honorable sénateur Copp).

No 3.

18 mars—Deuxième lecture du Bill (17), intitulé: "Loi concernant les paiements supplémentaires applicables à certains contrats de transport postal".—(L'honorable sénateur Copp).

No 4.

18 mars—Deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935".—(L'honorable sénateur Copp).

No 5.

18 mars—Deuxième lecture du Bill (Z-1), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association des infirmières canadiennes".—(L'honorable sénateur Paterson.)

Pour vendredi, le 21 mars 1947

No 1.

19 mars—Deuxième lecture du Bill (D-2), intitulé: "Loi relative à certains brevets appartenant à *Toronto Type Foundry Company Limited*".—(L'honorable sénateur Hayden).

No 2.

19 mars—Deuxième lecture du Bill (E-2), intitulé: "Loi concernant la *Guaranty Trust Company of Canada*".—(L'honorable sénateur Bench).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le jeudi 20 mars</i>		
262	Bills privés	10.30 a.m.
262	Transport et des communications.....	11.00 a.m.
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le vendredi 21 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le samedi 22 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le lundi 24 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le mardi 25 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le mercredi 26 mars</i>		
368	Relations extérieures.....	10.30 a.m.
262	Immigration et Travail.....	11.00 a.m.
<i>Le jeudi 27 mars</i>		
268	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
368	Comité du Tourisme.....	10.30 a.m.
<i>Le vendredi 28 mars</i>		
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.

No 16

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Jeudi 20 mars 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Donnelly,	King,	Mullins,
Beaubien	Duff,	Kinley,	Murdock,
(Montarville),	Duffus,	Lacasse,	Paquet,
Beaubien (St-Jean-	Euler,	Lambert,	Paterson,
Baptiste),	Fafard,	Léger,	Pirie,
Beauregard,	Fallis,	Lesage,	Quinn,
Bench,	Ferland,	Macdonald	Riley,
Bishop,	Foster,	(Cardigan),	Robicheau,
Blais,	Gershaw,	MacLennan,	Robinson,
Bouchard,	Haig,	Marcotte,	Roebuck,
Bouffard,	Harmer,	McDonald	St-Père,
Bourque,	Hayden,	(Shediac),	Sinclair,
Buchanan,	Horner,	McDonald	Stevenson,
Burchill,	Howard,	(Kings),	Taylor,
Calder,	Howden,	McGuire,	Taylor,
Campbell,	Hugessen,	McIntyre,	Vaillancourt,
Copp,	Hurtubise,	McKeen,	Veniot,
Daigle,	Hushion,	McLean,	Vien,
David,	Johnston,	Molloy,	White,
Dessureault,	Jones,	Moraud,	Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent des Transports et des communications, auquel a été renvoyé le Bill (D), intitulé: "Loi concernant la compagnie dite *The Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company*", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent des Transports et des communications, auquel a été renvoyé le Bill (G), intitulé: "Loi concernant la *British Columbia Telephone Company*", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Le dit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les rapports de ce comité portant les numéros quatre-vingt-deux à cent quatre, ces deux derniers inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le LUNDI 17 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lillian May Alsop Mackenzie, de la cité de Montréal, province de Québec, relieur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Macammon Mackenzie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise au pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 17 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Robert Crawford Kirk, de la cité de Verdun, province de Québec, plombier, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Winifred May Kirk, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 17 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Robert Homas Jackson, de la cité de Westmount, province de Québec, gérant, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Ruth Laurie Bender Jackson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 17 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ernest Wright, de la cité de Montréal, province de Québec, gérant, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Lillian Ethel Triggs Wright, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 17 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Theresa Sherpitis Morganti, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout

son mariage avec Mieczystaw Morganti, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 17 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Omer Montpetit, junior, de la cité de Montréal, province de Québec, boucher, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Simone Lamothe Montpetit, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 17 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Harold Robinson, de la cité de Westmount, province de Québec, mécanicien, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Helen Robinson Robinson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 17 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Cote Truax, du village de Dunkin, province de Québec, fille de table, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jacob Winslow Truax, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 17 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-dixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Netta Cheyne Lee, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harold Michael Lee, le comité a constaté que les prescriptions des Règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise au pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 17 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-onzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Bessie Letovsky Silverman, de la cité de Montréal, province de Québec, teneuse de livres, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lewis Silverman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 17 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-douzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Percy Coleman Stuart, de la cité de Montréal, province de Québec, garçon de table, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Annie Elizabeth Walker Stuart, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 18 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-treizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Pearl Vesta Fields Hollenbeck, de la ville de Magog, province de Québec, pantographe, demandant l'adoption d'une loi

qui dissolvent son mariage avec Harold Henry Walter Hollenbeck, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage. Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 18 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-quatorzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Adele Kuznetz Lesser, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Myer Lesser, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage. Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 18 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-quinzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph Alexander Oswald Mercier, de Woodsland, province de Québec, télégraphiste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Rita Anna Ferguson Mercier, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage. Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 18 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-seizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Michael Maturjiw, autrement connu sous le nom de Michal Matwijow, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Justyna Kowalska Maturjiw, autrement connue sous le nom de Tina Kowalska Maturjiw, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage. Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 18 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-dix-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eugenie Beatrice Smith Ricketts, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Wilfred Herbert Ricketts, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 18 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-dix-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Hilda Mary Charlotte Kelly Smith, de la ville de Pointe-Claire, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Raymond Frank Smith, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 18 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-dix-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eileen Louise Thomas Bleakney, de la cité de Verdun, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Frank Brookes Bleakney, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 18 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son centième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eugenia Drake Armstrong Newell, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Thomas Arthur Newell, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 18 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Muriel Aileen MacKeage Fewtrell, de la cité de Montréal, province de Québec, opératrice de machine à calculer, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Frank Albert Fewtrell, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 18 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Evelyn Marie Elliott McGrath, de la cité de Montréal, province de Québec, opératrice, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Anthony McGrath, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 18 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Nellie McGurk Stone, de la ville de Riverside, province d'Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas Edison Stone, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 18 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Cipoire Segall Wurmbrand, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Hersh Wurmbrand, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros quatre-vingt-deux à cent-quatre, ces deux derniers inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été renvoyé le Bill (C), intitulé: "Loi constituant en corporation la Conférence des Mennonites au Canada", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Isabel Lindsay Mackey Dietz".

Bill (G-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Dean Michaels".

Bill (H-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Maurice Michael".

Bill (I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Otto Hemlein".

Bill (J-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Josephine Jessop Croker".

Bill (K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Lazar Nadigel".

Bill (L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Clare Lynch Layton".

Bill (M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Alfred Nall".

Bill (N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Juliette-Adrienne Labrosse Renaud".

Bill (O-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Isabel Dalton Ryan".

Bill (P-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Elkin Steinman".

Bill (Q-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Clinton Escott Vipond".
 Bill (R-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Alison McKinnon Palmer".
 Bill (S-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ralph Wighton".
 Bill (T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Claude Garcin Coffin".
 Bill (U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Bea Helen Taffert Levin".
 Bill (V-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie King Moorhouse".
 Bill (W-2), intitulé: "Loi pour faire droit à William John Edgar McVetty".
 Bill (X-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred John Holton".
 Bill (Y-2), intitulé: "Loi pour faire droit à William Howell MacDonald

Brown".

Bill (Z-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Henrietta Elizabeth Forde Norrie".

Bill (A-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Gaston Cartier".

Bill (B-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Lillian McCorkell Baldwin".

Bill (C-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Wylie Bannister".

Bill (D-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Goldberg Cohen".

Bill (E-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Mary Harding Breeze".

Bill (F-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie MacFarlane Boyle Smith".

Bill (G-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul Jaeggin".

Bill (H-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Agnes Martin Adams".

Bill (I-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Edwin Theophilus Phillips".

Lesdits bills sont lus la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (C-2), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Corporation commerciale canadienne", est lu la deuxième fois, et Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (17), intitulé: "Loi concernant les paiements supplémentaires applicables à certains contrats de transport postal", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

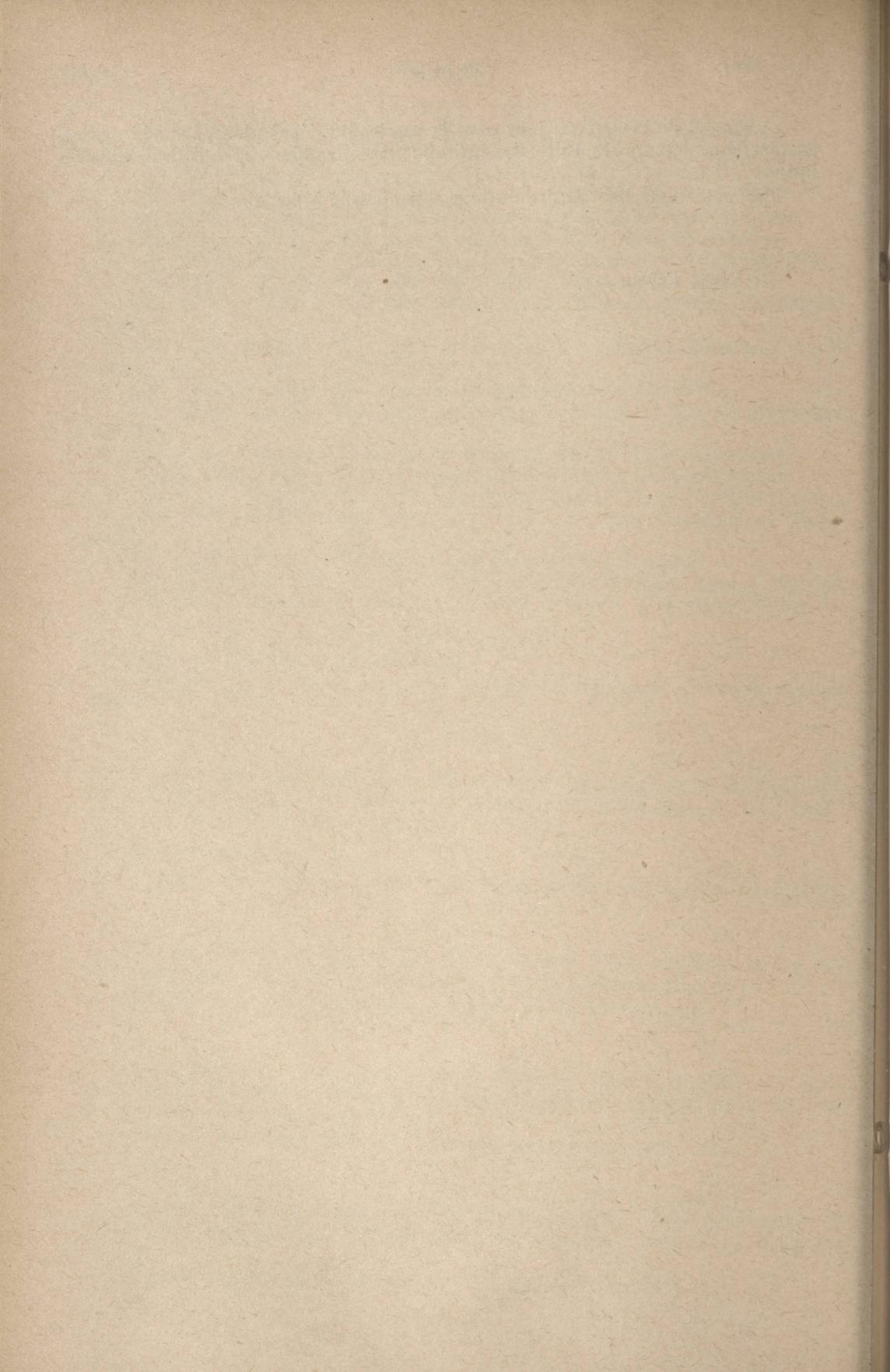
Suivant l'Ordre du jour, le Bill (Z-1), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association des infirmières canadiennes", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.



AFFAIRES DE ROUTINE

Vendredi, le 21 mars 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour vendredi, le 21 mars 1947

No 1.

19 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".—(L'honorable sénateur Hugessen.)

No 2.

18 mars—Deuxième lecture du Bill (17), intitulé: "Loi concernant les paiements supplémentaires applicables à certains contrats de transport postal".—(L'honorable sénateur Copp.)

No 3.

20 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935".—(L'honorable sénateur Lambert.)

No 4.

19 mars—Deuxième lecture du Bill (D-2), intitulé: "Loi relative à certains brevets appartenant à *Toronto Type Foundry Company Limited*".—(L'honorable sénateur Hayden.)

No 5.

19 mars—Deuxième lecture du Bill (E-2), intitulé: "Loi concernant la *Guaranty Trust Company of Canada*".—(L'honorable sénateur Bench.)

No 6.

20 mars—Deuxième lecture des bills de divorce suivants:

Bill (F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Isabel Lindsay Mackey Dietz".

Bill (G-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Dean Michaels".

Bill (H-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Maurice Michael".

Bill (I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Otto Hemlein".

- Bill (J-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Josephine Jessop Croker".
- Bill (K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Lazar Nadigel".
- Bill (L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Clare Lynch Layton".
- Bill (M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Alfred Nall".
- Bill (N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Juliette-Adrienne Labrosse Renaud".
- Bill (O-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Isabel Dalton Ryan".
- Bill (P-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Elkin Steinman".
- Bill (Q-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Clinton Escott Vipond".
- Bill (R-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Alison McKinnon Palmer".
- Bill (S-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ralph Wighton".
- Bill (T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Claude Garcin Coffin".
- Bill (U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Bea Helen Taffert Levin".
- Bill (V-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie King Moorhouse".
- Bill (W-2), intitulé: "Loi pour faire droit à William John Edgar McVetty".
- Bill (X-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred John Holton".
- Bill (Y-2), intitulé: "Loi pour faire droit à William Howell MacDonald Brown".
- Bill (Z-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Henrietta Elizabeth Forde Norrie".
- Bill (A-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Gaston Cartier".
- Bill (B-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Lillian McCorkell Baldwin".
- Bill (C-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Wylie Bannister".
- Bill (D-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Goldberg Cohen".
- Bill (E-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Mary Harding Breeze".
- Bill (F-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie MacFarlane Boyle Smith".
- Bill (G-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul Jaeggin".
- Bill (H-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Agnes Martin Adams".
- Bill (I-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Edwin Theophilus Phillips".

(L'honorable sénateur Aseltine)

No 7.

20 mars—Prise en considération des rapports suivants du comité permanent des Divorcés:

- Rapport No 82,—*re* pétition de Lillian May Alsop Mackenzie;
- Rapport No 83,—*re* pétition de Robert Crawford Kirk;
- Rapport No 84,—*re* pétition de Robert Thomas Jackson;
- Rapport No 85,—*re* pétition de Ernest Wright;
- Rapport No 86,—*re* pétition de Theresa Sherpitis Morganti;
- Rapport No 87,—*re* pétition de Omer Montpetit, junior;
- Rapport No 88,—*re* pétition de Harold Robinson;
- Rapport No 89,—*re* pétition de Margaret Cote Truax;
- Rapport No 90,—*re* pétition de Netta Cheyne Lee;
- Rapport No 91,—*re* pétition de Bessie Letovsky Silverman;
- Rapport No 92,—*re* pétition de Percy Coleman Stuart;
- Rapport No 93,—*re* pétition de Pearl Vesta Fields Hollenbeck;
- Rapport No 94,—*re* pétition de Adele Kuznetz Lesser;
- Rapport No 95,—*re* pétition de Joseph Alexander Oswald Mercier;

Rapport No 96,—*re* pétition de Michael Maturjiw, autrement connu sous Michal Matwijow;

Rapport No 97,—*re* pétition de Eugenie Beatrice Smith Ricketts;

Rapport No 98,—*re* pétition de Hilda Mary Charlotte Kelly Smith;

Rapport No 99,—*re* pétition de Eileen Louise Thomas Bleakney;

Rapport No 100,—*re* pétition de Eugenie Drake Armstrong Newell;

Rapport No 101,—*re* pétition de Muriel Aileen MacKeage Fewtrell;

Rapport No 102,—*re* pétition de Evelyn Marie Elliott McGrath;

Rapport No 103,—*re* pétition de Mary Nellie McGurk Stone;

Rapport No 104,—*re* pétition de Cipoire Segall Wurmbrand.

(L'honorable sénateur Aseltine.)

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le vendredi 21 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
262	Banques et commerce.....	10.30 a.m.
<i>Le samedi 22 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le lundi 24 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le mardi 25 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le mercredi 26 mars</i>		
368	Relations extérieures.....	10.30 a.m.
262	Immigration et Travail.....	11.00 a.m.
<i>Le jeudi 27 mars</i>		
268	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
368	Comité du Tourisme.....	10.30 a.m.
262	Transport et des communications.....	11.00 a.m.
<i>Le vendredi 28 mars</i>		
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.

No 17

PROCÈS VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Vendredi 21 mars 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Foster,	Léger,	Murdock,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Gershaw,	Macdonald (Cardigan),	Paquet,
Bench,	Haig,	MacLennan,	Paterson,
Bishop,	Harmer,	Marcotte,	Pirie,
Blais,	Horner,	McDonald	Quinn,
Buchanan,	Howard,	(Shediac),	Riley,
Burchill,	Howden,	McDonald	Robicheau,
Calder,	Hushion,	(Kings),	Robinson,
Copp,	Johnston,	McGuire,	Roebuck,
Donnelly,	Jones,	McIntyre,	St-Père,
Duff,	King,	McKeen,	Sinclair,
Duffus,	Kinley,	McLean,	Stevenson,
Fafard,	Lacasse,	Molloy,	Taylor,
Fallis,	Lambert,		White,
			Wilson.

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le quatrième rapport de l'Examineur des Pétitions de Bills d'intérêt privé, comme suit:

Le VENDREDI 21 mars 1947.

Conformément à la Règle 111, article 2, l'Examineur des Pétitions de Bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son cinquième rapport, comme suit:

Votre Examineur a étudié la pétition suivante et constate que les exigences de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, savoir:

De "*The Woman's Auxiliary to the Missionary Society of the Church of England in Canada*", demandant l'adoption d'une loi qui change son nom en celui de "*The Woman's Auxiliary of the Church of England in Canada*".

Le tout respectueusement soumis.

A. H. HINDS,
Examineur des Pétitions
de Bills d'intérêt privé.

L'honorable sénateur Lambert présente au Sénat un Bill (J-3), intitulé: "*Woman's Auxiliary to the Missionary Society of the Church of England in Canada*".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Sinclair, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (14), intitulé: "Loi modifiant la Loi de milice", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec deux amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. Page 6, lignes 11 à 15 inclusivement. Substituer ce qui suit:

"46. Il est interdit à tout sous-officier breveté et à tout homme d'une unité, autre qu'un sous-officier ou homme d'une unité de l'armée active, de paraître, en quelque moment que ce soit, en uniforme ou avec ses armes ou son fourniment, sauf lorsqu'il est:"

2. Page 10, lignes 41 à 45 inclusivement, et page 11 lignes 1 et 2. Supprimer la clause trente-deux et substituer la suivante:

"32. Est modifié l'article cent trente-neuf de ladite loi par l'adjonction de la réserve suivante:

Toutefois, le Gouverneur en conseil peut autoriser le Ministre à établir des règlements à l'égard de toute chose relative à l'organisation, la discipline et l'efficacité de l'Armée canadienne, lorsque des dispositions spécifiques à cet égard n'ont pas été établies ailleurs dans la présente loi."

Avec la permission du Sénat,
Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être amendé,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec deux amendements, auxquels il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Sinclair, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (8), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'inspection et la vente, 1938", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, lignes 8 et 9.* Retrancher l'alinéa a) de la nouvelle clause 12A.

2. *Page 1, ligne 10.* Aux mots "tout produit", substituer "le produit écangué".

3. *Page 1, lignes 15 à 18 inclusivement.* Supprimer la clause 12B et substituer la suivante:

"12B. Nul ne doit

a) exporter du Canada; ou

b) envoyer, expédier, prendre, emporter ou transporter, ou faire envoyer, expédier, prendre, emporter ou transporter d'une province à une autre; de la filasse de lin, à moins qu'elle ne soit inspectée, classée, marquée ou désignée, et étiquetée en conformité des règlements établis sous l'autorité de la présente Partie.

4. *Page 2, ligne 2.* Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française du bill.

5. *Page 2, lignes 6 et 7.* Supprimer les mots "et sans autre preuve en l'espèce".

6. *Page 2, lignes 16 et 17.* Supprimer les mots "et d'au moins cinquante dollars".

7. *Page 2, ligne 18.* Aux mots "cette amende et cet emprisonnement", substituer "l'amende et l'emprisonnement".

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Sinclair propose que lesdits amendements soient agréés.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 19 mars 1947.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande la permission de présenter son sixième rapport, comme suit:

Votre comité recommande que le salaire annuel du Greffier du Sénat soit augmenté à dix mille dollars (\$10,000), à compter du premier avril prochain.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 19 mars 1947.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande la permission de présenter son septième rapport, comme suit:

Votre comité recommande que le salaire annuel du Greffier en loi et Conseiller parlementaire soit augmenté à huit mille dollars (\$8,000), à compter du premier avril prochain.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Copp, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi prochain, à huit heures du soir.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (17), intitulé: "Loi concernant les paiements supplémentaires applicables à certains contrats de transport postal", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et

Etant posé la question sur ladite motion,

Elle est, sur division, résolue par l'affirmative.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est lu la troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus la deuxième fois séparément, sur division:

Bill (F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Isabel Lindsay Mackey Dietz".

Bill (G-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Dean Michaels".

Bill (H-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Maurice Michael".

Bill (I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Otto Hemlein".

Bill (J-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Josephine Jessop Croker".

Bill (K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Lazar Nadigel".

Bill (L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Clare Lynch Layton".

Bill (M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Alfred Nall".

Bill (N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Juliette-Adrienne Labrosse Renaud".

Bill (O-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Isabel Dalton Ryan".

Bill (P-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Elkin Steinman".

Bill (Q-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Clinton Escott Vipond".

Bill (R-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Alison McKinnon Palmer".

Bill (S-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ralph Wighton".

Bill (T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Claude Garcin Coffin".

Bill (U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Bea Helen Taffert Levin".

Bill (V-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie King Moorhouse".

Bill (W-2), intitulé: "Loi pour faire droit à William John Edgar McVetty".

Bill (X-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred John Holton".

Bill (Y-2), intitulé: "Loi pour faire droit à William Howell MacDonald Brown".

Bill (Z-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Henrietta Elizabeth Forde Norrie".

Bill (A-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Gaston Cartier".

Bill (B-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Lillian McCorkell Baldwin".

Bill (C-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Wylie Bannister".

Bill (D-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Goldberg Cohen".

Bill (E-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Mary Harding Breeze".

Bill (F-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie MacFarlane Boyle Smith".

Bill (G-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul Jaeggin".

Bill (H-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Agnes Martin Adams".

Bill (I-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Edwin Theophilus Phillips".

Avec la permission du Sénat,
Lesdits bills sont lus séparément la troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros quatre-vingt-deux à cent-quatre, ces deux derniers inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935".

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (D-2), intitulé: "Loi relative à certains brevets appartenant à *Toronto Type Foundry Company Limited*", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (E-2), intitulé: "Loi concernant la *Guaranty Trust Company of Canada*", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

Le Sénat s'ajourne à mardi prochain, à huit heures du soir.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, le 25 mars 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mardi, le 25 mars 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Johnston—

21 mars—Que les taxes parlementaires payables à l'égard du Bill (C), intitulé: "Loi constituant en corporation la Conférence des Mennonites au Canada", soient remboursées au Révérend John G. Rempel, de Rosthern, Saskatchewan, l'un des pétitionnaires, moins les frais d'impression et de traduction.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, le 25 mars 1947

No 1.

19 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".—(L'honorable sénateur Hugessen.)

No 2.

20 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935".—(L'honorable sénateur McLean).

No 3.

19 mars—Deuxième lecture du Bill (D-2), intitulé: "Loi relative à certains brevets appartenant à *Toronto Type Foundry Company Limited*".—(L'honorable sénateur Hayden.)

No 4.

21 mars—Prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Banques et du commerce au Bill (8), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'inspection et la vente, 1938".—(L'honorable sénateur Sinclair).

No 5.

21 mars—Deuxième lecture du Bill (J-3), intitulé: "Loi concernant la *Woman's Auxiliary to the Missionary Society of the Church of England in Canada*".—(L'honorable sénateur Lambert).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le samedi 22 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le lundi 24 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le mardi 25 mars</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le mercredi 26 mars</i>		
368	Relations extérieures.....	10.30 a.m.
262	Immigration et Travail.....	11.00 a.m.
262	Edifices et terrains publics.....	2.15 p.m.
<i>Le jeudi 27 mars</i>		
268	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
368	Comité du Tourisme.....	10.30 a.m.
262	Transport et des communications.....	11.00 a.m.
<i>Le vendredi 28 mars</i>		
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.

No 18

PROCÈS VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 25 mars 1947

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Euler,	Kinley,	Moraud,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Fafard,	Lacasse,	Murdock,
Beauregard,	Fallis,	Lambert,	Paquet,
Bishop,	Ferland,	Léger,	Paterson,
Blais,	Foster,	Lesage,	Quinn,
Bouchard,	Gershaw,	Macdonald	Riley,
Buchanan,	Gouin,	(Cardigan),	Robicheau,
Burchill,	Haig,	MacLennan,	Robinson,
Calder,	Hayden,	Marcotte,	Roebuck,
Campbell,	Howard,	McDonald	Sinclair,
Copp,	Howden,	(Shediac),	Stevenson,
Daigle,	Hugessen,	McDonald	Taylor,
Davies,	Hurtubise,	(Kings),	Turgeon,
Dessureault,	Hushion,	McGuire,	Vaillancourt,
Donnelly,	Johnston,	McIntyre,	Veniot,
Duffus,	Jones,	McLean,	Vien,
Dupuis,	King,	Molloy,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président informe le Sénat que le Greffier a reçu une communication du Secrétaire du Gouverneur général.

Ladite communication est alors lue par l'honorable Président, comme suit:

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

OTTAWA, le 25 mars 1947.

Cher Monsieur,

Son Excellence le Gouverneur général me charge de vous informer que le 25 mars 1947, Son Excellence a reçu du Président du Sénat une adresse du Sénat demandant que la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales soit maintenue en vigueur jusqu'au quinzième jour de mai 1947.

Une copie certifiée de cette adresse a été envoyée aujourd'hui au Greffier du Conseil privé.

Bien à vous,

H. F. G. LETSON,
Major-général,
Secrétaire du Gouverneur général.

AU GREFFIER DU SÉNAT,
OTTAWA.

Ordonné: Que ladite communication soit déposée sur la Table.

L'honorable sénateur Copp dépose sur la Table:

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1112, en date du 25 mars 1947, maintenant en vigueur les Pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales jusqu'au 15 mai 1947.

La Chambre des communes transmet par son Greffier un message avec un Bill (25), intitulé: "Loi pourvoyant à la vente et à l'exportation de produits agricoles", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les rapports de ce comité portant les numéros cent cinq à cent quinze, ces deux derniers inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

VENDREDI, le 21 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Violet Olive Magdalene Allchin Clark, de la cité de Montréal, province de Québec, télétypiste, demandant l'adoption d'une

loi qui dissolve son mariage avec Thomas Pacey Clark, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 21 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Victor Reid Murray, de la cité de Montréal, province de Québec, machiniste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Margaret Isabel Hillrich Murray, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$75.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de \$25.00 au pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 21 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Agnes Jane Irwin Everitt Dixon, de la cité de Lachine, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henry Dixon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$50.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de \$50.00 au pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 21 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Peter Samuel Rosen, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Florence Mavis Ship Rosen, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 21 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Rose Waselevsky Balakirsky, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Oyido Balakirsky, autrement connu sous le nom de Ovido Black, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 21 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-dixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Sophie Wener Finestone, de la cité de Montréal, province de Québec, teneuse de livres, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Benny Finestone, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$150.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 21 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-onzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Norma Mary Sharp Chapman, de la cité de Montréal, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Herbert Chapman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise au pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 21 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-douzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Douglas Wilson Bradshaw, de la cité de Montréal, province de Québec, peintre, demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Margaret Stewart Weir Hogg Bradshaw, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 21 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-treizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Muriel Amelia Dufty Rochet, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Eugène-Joseph Rochet, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 21 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-quatorzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ethel Ornstein Pfeffer, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alex Pfeffer, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00,

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 21 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-quinzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Hilda Katz Delnick, de la cité de Montréal, province de Québec, commise aux ventes, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Louis Delnick, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00,

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent-cinq à cent-quinze, ces deux derniers inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-seizième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 21 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-seizième rapport, comme suit:

1. Le comité recommande que les délais prescrits par la Règle 138 relativement à la déposition des pétitions de bills de divorces, lesquels expiraient le 12 mars 1947, soient prolongés jusqu'au mardi 25 mars 1947.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Lacasse, du comité permanent des Débats et des comptes rendus, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 6 février 1947.

Le comité permanent des Débats et des comptes rendus demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres.

Le tout respectueusement soumis.

GUSTAVE LACASSE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président du Sénat présente au Sénat les bills suivants:

Bill (K-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian May Alsop Mackenzie".

Bill (L-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Crawford Kirk".

Bill (M-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Thomas Jackson".

Bill (N-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Wright".

Bill (O-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Theresa Sherpitis Morganti".

Bill (P-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Omer Montpetit, junior".
 Bill (Q-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Robinson".
 Bill (R-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Cote Truax".
 Bill (S-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Netta Cheyne Lee".
 Bill (T-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Letovsky Silverman".
 Bill (U-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Percy Coleman Stuart".
 Bill (V-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Pearl Vesta Fields Hollenbeck".
 Bill (W-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Adele Kuznetz Lesser".
 Bill (X-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Alexander Oswald

Mercier".

Bill (Y-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Maturjiw, autrement connu comme Michal Matwijow".

Bill (Z-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Eugenie Beatrice Smith Ricketts".

Bill (A-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Mary Charlotte Kelly Smith".

Bill (B-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Louise Thomas Bleakney".

Bill (C-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Eugenia Drake Armstrong Newell".

Bill (D-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Aileen MacKeage Fewtrell".

Bill (E-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Marie Elliott McGrath".

Bill (F-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Nellie McGurk Stone".

Bill (G-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Cipoire Segall Wurmbrand".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Sur motion de l'honorable sénateur Johnston, il est

Ordonné: Que les taxes parlementaires à l'égard du Bill (C), intitulé: "Loi constituant en corporation la Conférence des Mennonites au Canada", soient remboursées au Révérend John G. Rempel, de Rosthern, Saskatchewan, l'un des pétitionnaires, moins les frais d'impression et de traduction.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935".

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (D-2), intitulé: "Loi relative à certains brevets appartenant à *Toronto Type Foundry Company Limited*", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion visant à l'agrément des amendements apportés par le comité permanent des Banques et du commerce au Bill (8), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'inspection et la vente, 1938".

Après plus ample débat,
Lesdits amendements sont agréés, et
Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté.
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec plusieurs amendements, pour lesquels il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (J-3), intitulé: "Loi concernant la *Woman's Auxiliary to the Missionary Society of the Church of England in Canada*", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, le 26 mars 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour jeudi, le 27 mars 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Murdock—

25 mars—Que le Sénat donne instructions au comité des Ressources naturelles de vérifier, au moyen d'une enquête officielle, combien de cultivateurs producteurs de lait au Canada obtiennent moins de cinq cents la pinte pour leur production de lait, et de s'enquérir aussi combien de ramasseurs et distributeurs de lait au Canada obtiennent plus de dix cents la pinte pour le lait qu'ils ramassent et distribuent.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 26 mars 1947

No 1.

19 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".—(L'honorable sénateur Hugessen.)

No 2.

25 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935".—(L'honorable sénateur Campbell.)

No 3.

25 mars—Deuxième lecture du Bill (25), intitulé: "Loi pourvoyant à la vente et à l'exportation de produits agricoles".—(L'honorable sénateur Copp.)

No 4.

25 mars—Deuxième lecture des bills de divorce suivants:

Bill (K-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian May Alsop Mackenzie".

Bill (L-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Crawford Kirk".

Bill (M-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Thomas Jackson".

Bill (N-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Wright".

Bill (O-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Theresa Sherpitis Morganti".

Bill (P-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Omer Montpetit, junior".

Bill (Q-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Robinson".

Bill (R-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Cote Truax".

Bill (S-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Netta Cheyne Lee".

Bill (T-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Letovsky Silverman".

Bill (U-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Percy Coleman Stuart".

Bill (V-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Pearl Vesta Fields Hollenbeck".

Bill (W-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Adele Kuznetz Lesser".

Bill (X-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Alexander Oswald Mercier".

Bill (Y-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Maturjiw, autrement connu comme Michal Matwijow".

Bill (Z-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Eugenie Beatrice Smith Ricketts".

Bill (A-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Mary Charlotte Kelly Smith".

Bill (B-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Louise Thomas Bleakney".

Bill (C-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Eugenia Drake Armstrong Newell".

Bill (D-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Aileen MacKeage Fewtrell".

Bill (E-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Marie Elliott McGrath".

Bill (F-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Nellie McGurk Stone".

Bill (G-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Cipoire Segall Wurmbrand".

(L'honorable sénateur Aseltine)

No 5.

25 mars—Prise en considération des rapports suivants du comité permanent des Divorces:

Rapport No 105,—*re* pétition de Violet Olive Magdalene Allchin Clark;

Rapport No 106,—*re* pétition de Victor Reid Murray;

Rapport No 107,—*re* pétition de Agnes Jane Irwin Everitt Dixon;

Rapport No 108,—*re* pétition de Peter Samuel Rosen;

Rapport No 109,—*re* pétition de Rose Waselevsky Balakirsky;

Rapport No 110,—*re* pétition de Sophie Wener Finestone;

Rapport No 111,—*re* pétition de Norma Mary Sharp Chapman;

Rapport No 112,—*re* pétition de Douglas Wilson Bradshaw;

Rapport No 113,—*re* pétition de Muriel Amelia Dufty Rochet;

Rapport No 114,—*re* pétition de Ethel Ornstein Pfeffer;

Rapport No 115,—*re* pétition de Hilda Katz Delnick.

(L'honorable sénateur Aseltine)

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le mercredi 26 mars</i>		
368	Relations extérieures.....	10.30 a.m.
262	Immigration et Travail.....	11.00 a.m.
262	Edifices et terrains publics.....	2.15 p.m.
<i>Le jeudi 27 mars</i>		
268	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
368	Comité du Tourisme.....	10.30 a.m.
262	Transport et des communications.....	11.00 a.m.
<i>Le vendredi 28 mars</i>		
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le lundi 31 mars</i>		
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le mardi 1 avril</i>		
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.

No 19

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 26 mars 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les-membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dupuis,	Jones,	Molloy,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Euler,	King,	Moraud,
Bench,	Fafard,	Kinley,	Murdock,
Bishop,	Fallis,	Lacasse,	Paquet,
Blais,	Ferland,	Lambert,	Paterson,
Bouchard,	Foster,	Léger,	Quinn,
Bouffard,	Gershaw,	Lesage,	Riley,
Buchanan,	Gouin,	Macdonald	Robicheau,
Burchill,	Haig,	(Cardigan),	Robinson,
Calder,	Harmer,	MacLennan,	Roebuck,
Campbell,	Hayden,	Marcotte,	Sinclair,
Copp,	Horner,	McDonald	Stevenson,
Daigle,	Howard,	(Shediac),	Taylor,
Davies,	Howden,	McDonald	Turgeon,
Dessureault,	Hugessen,	(Kings),	Vaillancourt,
Donnelly,	Hurtubise,	McGuire,	Veniot,
Duff,	Hushion,	McIntyre,	Vien,
Duffus,	Johnston,	McLean,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président présente au Sénat le message suivant de Son Excellence le Gouverneur général:

HÔTEL DU GOUVERNEMENT

OTTAWA

le 25 mars 1947

Aux honorables Membres du Sénat,

J'ai reçu avec grand plaisir l'Adresse que vous avez votée en réponse à mon discours à l'ouverture de la session du Parlement, et je vous en remercie sincèrement.

ALEXANDER DE TUNIS.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément,

Par l'honorable Président du comité permanent des Divorces:

De Thelma Lillian Dalton Hilger, autrement connue sous le nom de Thelma Lillian Dalton Goernert, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henry Gustave Hilger, autrement connu sous le nom de Henry Gustave Goernert.

De Ethel Florence Rhodes Pompetti, autrement connue sous le nom de Ethel Florence Crowdy Pompetti, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gabriele Pompetti, autrement connu sous le nom de Gabriele Basto.

De Joyce Kathleen Reynolds Swards, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Max Hellman Swards.

De Sarah Ann Older Verrier, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jean-Baptiste Verrier.

De Marie-Antoinette Aubit Charron, autrement connue sous le nom de Marie-Antoinette Cimon Charron, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph-Émile-Octave-Roger Charron.

De Elizabeth Frances Mary Liddle McClelland, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Kay McClelland.

De Edith Oberfeld Mintz, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec David Mintz.

De Gardner Hinkley Prescott, de Chambly Canton, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Isabel Macdonald Prescott.

De Georges-Charles-Joseph Forget, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui annule son mariage avec Geneviève Bougie Forget.

De Zenobia Perrow Broadbent Emond, d'Aylmer, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Victor-Joseph Emond.

De Alfred Nelson Nickle, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Margaret Josephine Gardner Nickle.

L'honorable sénateur Lambert, du comité permanent des Relations extérieures, auquel a été renvoyé le Bill (F), intitulé: "Loi concernant l'article quarante et un de la Charte des Nations Unies", rapporte que ce comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Supprimer les clauses 3 et 4, et substituer les suivantes:

"3. (1) Le gouverneur en conseil peut imposer une amende n'excédant pas cinq mille dollars ou une période d'emprisonnement d'au plus cinq ans, ou à la fois une amende et un emprisonnement, comme peine pour violation d'une ordonnance ou d'un règlement établi sous l'autorité de la présente loi; il peut aussi prescrire si la peine sera infligée après déclaration sommaire de culpabilité, ou sur acte d'accusation, ou suivant l'une ou l'autre de ces procédures; mais, dans le cas de déclaration sommaire de culpabilité, l'amende imposée ne devra pas excéder deux cents dollars et la période d'emprisonnement ne sera pas de plus de trois mois.

(2) Tous produits, marchandises ou articles traités contrairement à une ordonnance ou règlement établi sous l'autorité de la présente loi peuvent être saisis et gardés et sont sujets à confiscation à l'instance du ministre de la Justice, à la suite de poursuites exercées devant la Cour de l'Echiquier du Canada ou devant une Cour Supérieure, et toute pareille Cour peut établir des règles déterminant la procédure à suivre dans une poursuite exercée devant cette Cour ou devant l'un de ses juges sous l'autorité du présent article.

4. Toute ordonnance et règlement établi sous l'autorité de la présente loi doit être déposé devant le Parlement dans un délai de quinze jours après que l'ordonnance ou le règlement a été établi, si le Parlement est alors en session; sinon, dans les quinze premiers jours de la session suivante; et si le Sénat et la Chambre des communes, dans un délai de quarante jours à compter de la date où pareille ordonnance ou règlement a été déposé au Parlement, déduction faite des jours couvrant la dissolution ou prorogation du Parlement ou couvrant un ajournement simultané de plus de quatre jours du Sénat et de la Chambre des communes, résolvent qu'il soit annulé, il cessera d'être efficace, sans toutefois préjudicier à son opération antérieure, ni à ce qui aura été régulièrement fait ou subi sous son autorité, ni à une violation commise, ni à une amende ou peine encourue."

Avec la permission du Sénat,
Lesdits amendements sont agréés.

Ordonné: Que ledit bill, tel qu'amendé, soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

L'honorable sénateur Taylor, du Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes institué afin de poursuivre et de compléter l'examen et l'étude de la Loi des Indiens (Chapitre 98, S.R.C., 1927) etc., présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 26 mars 1947.

Le Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes institué afin de poursuivre et de compléter l'examen et l'étude de la Loi des Indiens (Chapitre 98, S.R.C., 1927), ainsi que des autres questions déferées audit comité, a l'honneur de présenter son deuxième rapport, comme suit:

1. Votre comité sollicite l'autorisation de retenir les services d'un avocat-conseil.

Le tout respectueusement soumis.

W. H. TAYLOR,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Murdock, du comité permanent de l'Immigration et du travail, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 26 mars 1947.

Le comité permanent de l'Immigration et du travail demande la permission de présenter son deuxième rapport, comme suit:

Relativement à l'Ordre de renvoi en date du 13 mars 1947 chargeant le comité d'étudier la Loi de l'Immigration (S.R.C., 1927, chapitre 93, ainsi que ses amendements), son application et son mode d'administration, etc., le comité recommande qu'il soit autorisé à faire imprimer 1,000 exemplaires en anglais et 200 exemplaires en français de ses délibérations, au fur et à mesure, et que la Règle 100 soit suspendue en tant qu'elle concerne ladite impression.

Le tout respectueusement soumis.

JAMES MURDOCK,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros cent dix-sept à cent vingt-quatre, ces deux derniers inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le SAMEDI 22 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent dix-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Emilienne Grinsell Daoust, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Remi Daoust, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 22 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent dix-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alice Hamilton Peck Stevenson, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Alan Gagy Stevenson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 22 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent dix-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Doris Victoria Bellisle Page, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec James Sutherland McKay Page, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 22 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingtième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Sydney Beaver, de la cité de Montréal, province de Québec, mécanicien, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Marie Stella Splourde Beaver, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 22 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingt et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gladys Kathleen Wilkins Todd, de la cité de Montréal, province de Québec, commise aux ventes, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Richard James Todd, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 22 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingt-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Norma Elizabeth Jane Murray Hanko, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Anton Hanko, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 22 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingt-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Bernadette Mayford Roy, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Ernest Roy, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 22 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingt-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ellen Irene Gertrude Preston Hastie, du village de Ormstown, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Alexander Leslie Hastie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$50.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de \$50.00 au pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent dix-sept à cent vingt-quatre, ces deux derniers inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Copp dépose sur la Table:

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 651, en date du 20 février 1947, modifiant les Règlements sur l'aviation, 1938.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935".

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat soit ajournée à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (25), intitulé: "Loi pourvoyant à la vente et à l'exportation de produits agricoles", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (K-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian May Alsop Mackenzie".

Bill (L-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Crawford Kirk".

Bill (M-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Thomas Jackson".

Bill (N-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Wright".

Bill (O-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Theresa Sherpitis Morganti".

Bill (P-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Omer Montpetit, junior".

Bill (Q-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Robinson".

Bill (R-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Cote Truax".

Bill (S-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Netta Cheyne Lee".

Bill (T-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Letovsky Silverman".

Bill (U-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Percy Coleman Stuart".

Bill (V-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Pearl Vesta Fields Hollenbeck".

Bill (W-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Adele Kuznetz Lesser".

Bill (X-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Alexander Oswald

Mercier".

Bill (Y-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Maturjiw, autrement connu comme Michal Matwijow".

Bill (Z-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Eugenie Beatrice Smith Ricketts".

Bill (A-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Mary Charlotte Kelly Smith".

Bill (B-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Louise Thomas Bleakney".

Bill (C-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Eugenia Drake Armstrong Newell".

Bill (D-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Aileen MacKeage Fewtrell".

Bill (E-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Marie Elliott McGrath".

Bill (F-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Nellie McGurk Stone".

Bill (G-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Cipoire Segall Wurmbrand".

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont lus séparément la troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent cinq à cent quinze, ces deux derniers inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, le 27 mars 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour jeudi, le 27 mars 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Murdock—

25 mars—Que le Sénat donne instructions au comité des Ressources naturelles de vérifier, au moyen d'une enquête officielle, combien de cultivateurs producteurs de lait au Canada obtiennent moins de cinq cents la pinte pour leur production de lait, et de s'enquérir aussi combien de ramasseurs et distributeurs de lait au Canada obtiennent plus de dix cents la pinte pour le lait qu'ils ramassent et distribuent.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 27 mars 1947

No 1.

26 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".—(L'honorable sénateur Lacasse).

No 2.

26 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935".—(L'honorable sénateur Turgeon).

No 3.

25 mars—Deuxième lecture du Bill (25), intitulé: "Loi pourvoyant à la vente et à l'exportation de produits agricoles".—(L'honorable sénateur Copp).

No 4.

26 mars—Prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Relations extérieures au Bill (F), intitulé: "Loi concernant l'article quarante et un de la Charte des Nations Unies".—(L'honorable sénateur Lambert).

No 5.

26 mars—Prise en considération des rapports suivants du comité permanent des Divorcés:

Rapport No 117,—re pétition de Emilienne Grinsell Daoust;

Rapport No 118,—re pétition de Alice Hamilton Peck Stevenson;

Rapport No 119,—re pétition de Doris Victoria Bellisle Page;

Rapport No 120,—re pétition de Sydney Beaver;

Rapport No 121,—re pétition de Gladys Kathleen Wilkins Todd;

Rapport No 122,—re pétition de Norma Elizabeth Jane Murray Hanko;

Rapport No 123,—re pétition de Bernadette Mayford Roy;

Rapport No 124,—re pétition de Ellen Irene Gertrude Preston Hastie.

(L'honorable sénateur Aseltine)

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le jeudi 27 mars</i>		
268	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
368	Comité du Tourisme.....	10.30 a.m.
262	Transport et des communications.....	11.00 a.m.
262	Comité des banques et commerce.....	} à l'ajourne- ment du Sénat
<i>Le vendredi 28 mars</i>		
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
262	Edifices et terrains publics.....	10.30 a.m.
<i>Le lundi 31 mars</i>		
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le mardi 1 avril</i>		
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le mercredi 23 avril</i>		
368	Immigration et Travail.....	10.30 a.m.
262	Bills privés.....	10.30 a.m.

No 20

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Jeudi 27 mars 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duffus,	Johnston,	Molloy,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Dupuis,	Jones,	Moraud,
Beauregard,	Euler,	King,	Murdock,
Bench,	Fafard,	Kinley,	Paquet,
Bishop,	Fallis,	Lambert,	Paterson,
Blais,	Ferland,	Léger,	Quinn,
Bouchard,	Foster,	Lesage,	Riley,
Bouffard,	Gershaw,	Macdonald	Robicheau,
Buchanan,	Gouin,	(Cardigan),	Robinson,
Burchill,	Haig,	MacLennan,	Roebuck,
Calder,	Harmer,	Marcotte,	St-Père,
Campbell,	Hayden,	McDonald	Sinclair,
Copp,	Horner,	(Shediac),	Stevenson,
Daigle,	Howard,	McDonald	Taylor,
Davies,	Howden,	(Kings),	Turgeon,
Dessureault,	Hugessen,	McGuire,	Vaillancourt,
Donnelly,	Hurtubise,	McIntyre,	Veniot,
Duff,	Hushion,	McLean,	White,
			Wilson,

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Buchanan, du comité permanent du Tourisme, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 27 mars 1947.

Le comité permanent du Tourisme demande la permission de présenter son deuxième rapport, ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande qu'il soit autorisé à faire enquête et rapport sur les opérations des diverses agences intéressées au développement du tourisme au Canada; et que le comité soit aussi autorisé à assigner des témoins et à produire des documents.

Le tout respectueusement soumis.

W. A. BUCHANAN,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent du Transport et des communications, auquel a été renvoyé le Bill (H), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer du Littoral nord de Québec et du Labrador", rapporte que ce comité, ayant étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (H-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Olive Magdalene Allchin Clark".

Bill (I-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Victor Reid Murray".

Bill (J-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Jane Irwin Everitt Dixon".

Bill (K-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Peter Samuel Rosen".

Bill (L-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Waselevsky Balakirsky".

Bill (M-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Sophie Wener Finestone".

Bill (N-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Mary Sharp Chapman".

Bill (O-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Douglas Wilson Bradshaw".

Bill (P-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Amelia Dufty Rochet".

Bill (Q-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Ornstein Pfeffer".

Bill (R-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Katz Delnick".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division, et
Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Copp présente au Sénat un Bill (S-4), intitulé: "Loi concernant la *Beauharnois Light, Heat and Power Company*".

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".

Après plus ample débat,

L'honorable sénateur Hayden propose que ce bill ne soit pas lu une deuxième fois, mais que le sujet en soit déferé au comité permanent des Banques et du commerce, pour étude et rapport.

Ladite motion est déclarée hors d'ordre.

Après plus ample débat, et

Etant posée la question sur la motion en deuxième lecture de ce bill,

Elle est mise aux voix, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

POUR:

Les honorables sénateurs

Bench,	Euler,	McLean,	Roebuck,
Bishop,	Harmer,	Molloy,	Veniot,
Buchanan,	Hayden,	Murdock,	White,
Campbell,	Hugessen,	Paterson,	Wilson—22.
Davies,	Hushion,	Quinn,	
Donnelly,	Lambert,	Riley,	

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dupuis,	Johnston,	Moraud,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Fafard,	Jones,	Paquet,
Beauregard,	Fallis,	Kinley,	Robicheau,
Bouffard,	Ferland,	Léger,	Robinson,
Calder,	Foster,	Lesage,	Sinclair,
Copp,	Gershaw,	Macdonald (Cardigan),	Stevenson,
Daigle,	Gouin,	Marcotte,	Taylor,
Desureault,	Haig,	McDonald (Kings),	Turgeon,
Duffus,	Howard,	McGuire,	Vaillancourt—38.
	Hurtubise,	McIntyre,	

En conséquence, elle est résolue par la négative.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935".

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (25), intitulé: "Loi pourvoyant à la vente et à l'exportation de produits agricoles", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (F), intitulé: "Loi concernant l'article quarante et un de la Charte des Nations Unies", est lu la troisième fois, tel qu'amendé.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté, Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent dix-sept à cent vingt-quatre, ces deux derniers inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Vendredi, le 28 mars 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour vendredi, le 28 mars 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Murdock—

25 mars—Que le Sénat donne instructions au comité des Ressources naturelles de vérifier, au moyen d'une enquête officielle, combien de cultivateurs producteurs de lait au Canada obtiennent moins de cinq cents la pinte pour leur production de lait, et de s'enquérir aussi combien de ramasseurs et distributeurs de lait au Canada obtiennent plus de dix cents la pinte pour le lait qu'ils ramassent et distribuent.

ORDRE DU JOUR

Pour vendredi, le 28 mars 1947

No 1.

27 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935".—(L'honorable sénateur Paterson).

No 2.

27 mars—Deuxième lecture du Bill (25), intitulé: "Loi pourvoyant à la vente et à l'exportation de produits agricoles".—(L'honorable sénateur Léger).

No 3.

27 mars—Deuxième lecture du Bill (S-4), intitulé: "Loi concernant la *Beauharnois Light, Heat and Power Company*".—(L'honorable sénateur Copp).

No 4.

27 mars—Deuxième lecture des bills de divorce suivants:

Bill (H-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Olive Magdalene Allchin Clark".

Bill (I-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Victor Reid Murray".

Bill (J-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Jane Irwin Everitt Dixon".

Bill (K-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Peter Samuel Rosen".

Bill (L-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Waselevsky Balakirsky".

Bill (M-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Sophie Wener Finestone".

Bill (N-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Mary Sharp Chapman".

Bill (O-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Douglas Wilson Bradshaw".

Bill (P-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Amelia Dufty Rochet".

Bill (Q-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Ornstein Pfeffer".

Bill (R-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Katz Delnick".

(L'honorable sénateur Aseltine)

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le vendredi 28 mars</i>		
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
262	Edifices et terrains publics.....	10.30 a.m.
262	Comité des banques et commerce.....	11.00 a.m.
<i>Le mercredi 23 avril</i>		
262	Bills privés.....	10.30 a.m.
368	Immigration et Travail.....	10.30 a.m.
<i>Le jeudi 24 avril</i>		
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.

No 21

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Vendredi 28 mars 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Ferland,	Léger,	Paterson,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Foster,	Lesage,	Quinn,
Beauregard,	Haig,	Macdonald	Riley,
Bishop,	Harmer,	(Cardigan),	Robicheau,
Buchanan,	Horner,	MacLennan,	Robinson,
Calder,	Howard,	Marcotte,	Roebuck,
Copp,	Hugessen,	McDonald	St-Père,
Davies,	Hurtubise,	(Kings),	Sinclair,
Donnelly,	Hushion,	McGuire,	Stevenson,
Duffus,	Johnston,	McIntyre,	Taylor,
Euler,	Jones,	Molloy,	Turgeon,
Fafard,	King,	Moraud,	Vaillancourt,
Fallis,	Lacasse,	Murdock,	Veniot,
	Lambert,	Paquet,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les rapports de ce comité portant les numéros cent vingt-cinq à cent quarante, ces deux derniers inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le LUNDI 24 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingt-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marjorie Winnifred Bearman Smeall, de la cité de Montréal, province de Québec, comptable, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Howard Malcolm Smeall, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président ad joint.

Le LUNDI 24 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingt-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Winifred Joyce Dick Dunford, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Errington Parrish Dunford, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 24 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingt-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eileen Ardis Locke Thompson, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Frank Noble Thompson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 24 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingt-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Hamilton Wilson Bergeron, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Rodolphe-Maurice Bergeron, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise au pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 24 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingt-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Norma Marzitelli Rudzik, de Abord-à-Plouffe, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Stanley Rudzik, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 24 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trentième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eileen Millar De Levi, de Greenfield Park, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Pierre Liwentaal De Levi, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise au pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 25 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trente et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Hilda Constance Caroline Mosley Dwyer, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Charles Norman Dwyer, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$50.00, ainsi que la remise au pétitionnaire d'un excédent de paiement de \$50.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 25 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trente-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Louis-Marcel Frigon, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Eileen Frances Dodge Frigon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 25 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trente-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Florence Nancy Maria Haworth Stewart, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Thomas Arthur Munroe Stewart, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 25 mars 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent trente-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de John Bernth Jones, autrement connu sous le nom de John Berth Jones, de la cité de Montréal, province de Québec, fabricant de bouilloires, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Annie May Garnett Jones, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$150.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 25 mars 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent trente-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Patricia Violet Puttock Bromby, de la ville de Cowansville, province de Québec, artiste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John McEwan Bromby, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise au pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 25 mars 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent trente-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dorothy Hawkins Myers, de la cité de Westmount, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Eric Myers, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 25 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trente-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Evelyn Deltoff Moore, de la cité de Montréal, province de Québec, fille de table, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Walter Moore, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$50.00, ainsi que la remise au pétitionnaire d'un excédent de paiement de \$50.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 25 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trente-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eveline Hache Groulx, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, vendeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Lucien Groulx, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 25 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trente-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Annie Lucy Hurteau, du village de Gatineau Mills, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec William Hurteau, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$50.00, ainsi que la remise au pétitionnaire d'un excédent de paiement de \$50.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 25 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarantième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Evelyn Lancaster Chenoweth, de la ville de Reading, Etat du Massachusetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique, exécutif adjoint, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec David MacPherson Chenoweth, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,

Les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent vingt-cinq à cent quarante, ces deux derniers inclusivement, sont adoptés séparément, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (T-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Emilienne Grinsell Daoust".

Bill (U-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Hamilton Peck Stevenson".

Bill (V-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Victoria Bellisle Page".

Bill (W-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Sydney Beaver".

Bill (X-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Kathleen Wilkins Todd".

Bill (Y-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Elizabeth Jane Murray Hanko".

Bill (Z-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernadette Mayford Roy".

Bill (A-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Irene Gertrude Preston Hastie".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont lus séparément les deuxième et troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (C-2), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Corporation commerciale canadienne", rapporte que ce comité, ayant étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec deux amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier comme suit:

1. *Page 1, ligne 10.*—Après le mot "approvisionnements", insérer "pour le département de la Défense nationale".

2. *Page 1, lignes 11 et 12.*—Aux mots "le ministère de la Défense nationale", substituer "ce département".

Avec la permission du Sénat,
Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Copp dépose sur la Table:

Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année financière se terminant le 31 mars 1946. (Version française).

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la première séance du Sénat après la vacance de Pâques.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (25), intitulé: "Loi pourvoyant à la vente et à l'exportation de produits agricoles", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la première séance du Sénat après la vacance de Pâques.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (S-4), intitulé: "Loi concernant la *Beauharnois Light, Heat & Power Company*", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat soit ajournée à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (H-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Olive Magdalene Allchin Clark".

Bill (I-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Victor Reid Murray".

Bill (J-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Jane Irwin Everitt Dixon".

Bill (K-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Peter Samuel Rosen".

Bill (L-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Waselevsky Balakirsky".

Bill (M-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Sophie Wener Finestone".

Bill (N-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Mary Sharp Chapman".

Bill (O-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Douglas Wilson Bradshaw".

Bill (P-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Amelia Dufty Rochet".

Bill (Q-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Ornstein Pfeffer".

Bill (R-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Katz Delnick".

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont lus séparément la troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorcés, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Le Sénat reprend sa séance.

L'honorable sénateur Copp dépose sur la Table:

Copie des amendements aux *King's Regulations* pour la gouverne du Service naval canadien.

Comme il est six heures, l'honorable Président quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures.

Huit heures du soir.

Le Sénat reprend sa séance.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

L'honorable Président lit alors ladite communication comme suit:

HÔTEL DU GOUVERNEMENT

OTTAWA

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

28 mars 1947.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, Juge puîné de la Cour suprême du Canada, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat ce jour, à huit heures et demie p.m., afin de donner sanction royale à quelques bills.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

F. L. C. PEREIRA,

Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

A l'honorable

PRÉSIDENT du Sénat,
Ottawa.

Ordonné: Que ladite communication soit déposée sur la Table.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (107), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1948".

Ledit bill est lu la première fois.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est lu les deuxième et troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (108), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1947".

Ledit bill est lu la première fois.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu les deuxième et troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Copp, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi le 22 avril prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Quelque temps après, l'honorable Patrick Kerwin, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, étant venu et étant assis au pied du Trône.

L'honorable Président ordonne au Gentilhomme huissier de la Verge noire de se rendre à la Chambre des communes et d'informer cette Chambre que

"C'est le désir de l'honorable Député du Gouverneur général que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat."

La Chambre des communes étant venue.

L'honorable Président du Sénat dit:

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

J'ai l'honneur de vous informer qu'il a plu à Son Excellence le Gouverneur général de faire émettre des lettres patentes, sous son seing manuel et son sceau d'armes, nommant l'honorable Patrick Kerwin, Juge puîné de la Cour suprême du Canada, pour être son député, et remplir au nom de Son Excellence tous les devoirs qui lui incombent durant le bon plaisir de Son Excellence.

Lesdites lettres patentes sont alors lues par le Greffier comme suit:

CANADA

ALEXANDER DE TUNIS

(Sceau)

PAR LE MARÉCHAL SON EXCELLENCE le Très honorable Vicomte Alexander de Tunis, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, un des Aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

A l'honorable PATRICK KERWIN, Juge puîné de la Cour suprême du Canada,

SALUT

Sachez que, étant assuré de votre loyauté, fidélité et habileté, Je, maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Gouverneur général du Dominion du Canada, en vertu et en conformité des pouvoirs et autorité qui m'ont été

conférés par la commission sous le seing manuel royal et le sceau de Sa Majesté le Roi, me constituant et me nommant Gouverneur général de Sa Majesté dans et sur le Dominion du Canada, et par l'Acte de l'“*Amérique britannique du Nord, 1867*”, vous nomme, constitue et désigne, dit PATRICK KERWIN, pour être mon Député dans le Dominion du Canada, et pour, en cette qualité, exercer, subordonnement à toute restriction ou direction exprimée ou donnée de temps à autre par Sa Majesté, tous les pouvoirs, autorité et attributions qui me sont conférés et que je puis exercer de droit en ma qualité de Gouverneur général, sauf et excepté le pouvoir de dissoudre le Parlement du Canada.

Vous, PATRICK KERWIN, aurez la possession, l'exercice et la jouissance de ladite charge de Député de moi-même, Gouverneur général du Canada, comme susdit, ainsi que de tous les pouvoirs, autorités et attributions appartenant à ladite charge, et ce durant mon bon plaisir.

Pourvu toutefois que la nomination du mondit Député ne préjudice pas à l'exercice de ces pouvoirs, autorité ou attributions par moi, dit maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, en personne.

Et pourvu toutefois que vous, dit PATRICK KERWIN, obéissez, pendant toute la durée de ladite charge, à tous les ordres et instructions que vous recevrez de temps en temps de moi.

Donné sous mon seing et sceau d'armes, ce douzième jour d'avril, en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent quarante-six et la dixième du règne de Sa Majesté.

Par ordre,

E. H. COLEMAN,

Sous-secrétaire d'Etat.

Ordonné: Que lesdites lettres patentes soient inscrites aux journaux du Sénat.

Le Greffier lit comme suit les titres des bills à sanctionner:

Loi modifiant la Loi des douanes.

Loi modifiant la Loi des pensions de la milice.

Loi modifiant la Loi du ministère de la Défense nationale.

Loi modifiant la Loi des grains du Canada.

Loi modifiant la Loi sur les aliments du bétail, 1937.

Loi modifiant la Loi des engrais chimiques.

Loi concernant les paiements supplémentaires applicables à des contrats de poste rurale et de transport postal par voie de terre.

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ces bills ont reçu la sanction royale:

“Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député du Gouverneur général sanctionne ces bills”.

L'honorable Président de la Chambre des communes alors adresse la parole à l'honorable Député du Gouverneur général comme suit:

“QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:

“Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

“Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur les bills suivants:

Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1948.

Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1947.

“Je demande humblement à Votre Honneur de bien vouloir sanctionner ces bills.”

Le Greffier ayant donné lecture du titre de ces bills.

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ces bills ont reçu la sanction royale:

“Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ces bills.”

Après quoi il a plu à l'honorable Député du Gouverneur général de se retirer.

Les Communes se retirent.

Le Sénat reprend sa séance.

Le Sénat s'ajourne jusqu'à mardi le vingt-deux avril prochain, à huit heures du soir.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, le 22 avril 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mardi, le 22 avril 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Murdock—

25 mars—Que le Sénat donne instructions au comité des Ressources naturelles de vérifier, au moyen d'une enquête officielle, combien de cultivateurs producteurs de lait au Canada obtiennent moins de cinq cents la pinte pour leur production de lait, et de s'enquérir aussi combien de ramasseurs et distributeurs de lait au Canada obtiennent plus de dix cents la pinte pour le lait qu'ils ramassent et distribuent.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, le 22 avril 1947

No 1.

27 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935".—(L'honorable sénateur Paterson).

No 2.

27 mars—Deuxième lecture du Bill (25), intitulé: "Loi pourvoyant à la vente et à l'exportation de produits agricoles".—(L'honorable sénateur Léger).

No 3.

27 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (S-4), intitulé: "Loi concernant la *Beauharnois Light, Heat and Power Company*".—(L'honorable sénateur Haig).

No 4.

28 mars—Prise en considération des rapports suivants du comité permanent des Divorces:

- Rapport No 125,—re pétition de Marjorie Winnifred Bearman Smeall;
- Rapport No 126,—re pétition de Mary Winifred Joyce Dick Dunford;
- Rapport No 127,—re pétition de Eileen Ardis Locke Thompson;
- Rapport No 128,—re pétition de Margaret Hamilton Wilson Bergeron;
- Rapport No 129,—re pétition de Norma Marzitelli Rudzik;
- Rapport No 130,—re pétition de Eileen Millar De Levi;
- Rapport No 131,—re pétition de Hilda Constance Caroline Mosley Dwyer;
- Rapport No 132,—re pétition de Louis-Marcel Frigon;
- Rapport No 133,—re pétition de Florence Nancy Maria Haworth Stewart;
- Rapport No 134,—re pétition de John Bernth Jones, autrement connu comme John Berth Jones;
- Rapport No 135,—re pétition de Patricia Violet Puttock Bromby;
- Rapport No 136,—re pétition de Dorothy Hawkins Myers;
- Rapport No 137,—re pétition de Evelyn Deltoff Moore;
- Rapport No 138,—re pétition de Eveline Hache Groulx;
- Rapport No 139,—re pétition de Annie Lucy Hurteau;
- Rapport No 140,—re pétition de Evelyn Alice Lancaster Chenoweth.

(L'honorable sénateur Aseltine.)

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le mercredi 23 avril</i>		
262	Bills privés	10.30 a.m.
368	Immigration et Travail.....	10.30 a.m.
<i>Le jeudi 24 avril</i>		
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
<i>Le vendredi 25 avril</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le samedi 26 avril</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.

No 22

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 22 avril 1947

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Dessureault,	Jones,	Paquet,
(sir Allen),	Donnelly,	King,	Paterson,
Beaubien	Duffus,	Kinley,	Quinn,
(Montarville),	Dupuis,	Lacasse,	Riley,
Beauregard,	DuTremblay,	Léger,	Robinson,
Bench,	Euler,	Lesage,	Roebuck,
Bishop,	Fafard,	Macdonald	St-Père,
Bouchard,	Ferland,	(Cardigan),	Sinclair,
Bourque,	Gershaw,	MacLennan,	Stevenson,
Buchanan,	Gouin,	Marcotte,	Taylor,
Burchill,	Hardy,	McDonald	Turgeon,
Calder,	Harmer,	(Kings),	Vaillancourt,
Campbell,	Hayden,	McGuire,	Veniot,
Copp,	Hugessen,	McIntyre,	Vien,
Crerar,	Hurtubise,	Molloy,	White,
Daigle,	Hushion,	Moraud,	Wilson.
David,	Johnston,	Murdock,	

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le sixième rapport de l'Examineur des Pétitions de Bills d'intérêt privé, comme suit:

Le MARDI 22 avril 1947.

Conformément à la Règle 111, article 2, l'Examineur des Pétitions de Bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son sixième rapport, comme suit:

Votre Examineur a étudié la pétition suivante et constate que les exigences de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, savoir:

De "La Compagnie du chemin de fer électrique d'Ottawa", demandant l'adoption d'une loi qui l'autorise à subdiviser le capital social actuel de la Compagnie, ainsi qu'à d'autres fins.

Le tout respectueusement soumis.

A. H. HINDS,
*Examineur des Pétitions de Bills
d'intérêt privé.*

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (C), intitulé: "Loi constituant en corporation la Conférence des Mennonites au Canada",

Et pour informer le Sénat qu'elle a agréé ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (8), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'inspection et la vente, 1938",

Et pour informer le Sénat qu'elle a agréé, sans les modifier, les amendements qu'il a apportés audit bill.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (14), intitulé: "Loi modifiant la Loi de milice",

Et pour informer le Sénat qu'elle a agréé, sans les modifier, les amendements qu'il a apportés audit bill.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (2), intitulé: "Loi concernant la semaine de la conservation de la faune", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (11), intitulé: "Loi concernant les permis d'exportation et d'importation", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (16), intitulé: "Loi ayant pour objet de modifier la Loi de 1935 sur les brevets", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (105), intitulé: "Loi concernant l'indemnisation des employés de l'Etat", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Copp dépose sur la Table:

Rapport du ministère de la Santé publique et du bien-être social pour l'année se terminant le 31 mars 1946. (Version française.)

Rapport sur la Deuxième partie de la Première session de l'Assemblée générale des Nations Unies, tenue à New-York du 23 octobre au 15 décembre 1946.

Copie de l'arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la loi des remaniements et transferts de fonctions dans le service public, S.R.C. 1927, Chapitre 165, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1113, approuvé le 27 mars 1947; transférant le contrôle et l'administration de cette partie du service public actuellement employé dans la division des recherches et de l'expansion du ministère de la Reconstruction et des approvisionnements au Conseil national des recherches.

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1166, approuvé le 31 mars 1947: révoquant toutes les ordonnances et tous les règlements établis par le Gouverneur en conseil et encore en vigueur le 31 mars 1947 en vertu des dispositions de la loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales, avec les exceptions suivantes:

- a) Les ordonnances et les règlements du Gouverneur en conseil énumérés aux annexes A et B de cet arrêté en conseil;
- b) Les ordonnances et les règlements du Gouverneur en conseil relatif à la nomination ou à la rémunération de toute personne engagée pour l'administration de ces ordonnances ou règlements qui figurent aux annexes A et B de cet arrêté en conseil.

Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu de la loi sur les remaniements et les transferts de fonctions dans le service public, chapitre 165, S.R.C., 1927, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1293, approuvé le 3 avril 1947: transférant les pouvoirs, devoirs et fonctions attribués au ministre des Finances par la loi des faillites, et qui avaient été jusqu'à présent transférés au secrétariat d'Etat, au ministre de la Justice.

Copie des règlements établis et approuvés sous l'empire de la Loi de l'assurance-chômage, 1940, pour la période du 28 janvier 1947 au 11 avril 1947, et qui constituent les règlements du service national d'emploi, 1947, arrêté en conseil C.P. 1118, approuvé le 28 mars 1947.

Liste des affranchissements d'Indiens, sous l'empire de la Loi des Indiens, au cours de l'année financière qui s'est terminée le 31 mars 1947, indiquant en même temps la somme versée à chaque Indien ainsi affranchi, S.R.C., 1927, chapitre 98, article 113.

Copie des Règlements relatifs au ministère des Affaires des anciens combattants adoptés en vertu de l'arrêté en conseil C.P. 1362, en date du 11 avril 1947. (Versions anglaise et française.)

Rapport annuel des Chemins de fer Nationaux du Canada pour l'année civile 1946. (Versions anglaise et française.)

Rapport annuel des Chemins de fer Nationaux du Canada—Fonds de garantie en fidéicommis pour l'année civile 1946. (Versions anglaise et française.)

Rapport annuel de Canadian National (West Indies) Steamships Limited pour l'année civile 1946. (Versions anglaise et française.)

Rapport du département de l'Imprimerie et de la papeterie publiques pour l'année financière se terminant le 31 mars 1946. (Versions anglaise et française.)

Copie des Règlements adoptés sous l'autorité de la Loi des terres des anciens combattants, 1942, par arrêté en conseil 1091, en date du 31 mars 1947.

Rapport du Secrétaire d'Etat du Canada pour l'année financière se terminant le 31 mars 1946. (Versions anglaise et française.)

Modifications aux Règlements du Roi promulgués pour la gouverne du Service naval canadien de Sa Majesté, en date du 29 mars 1947.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (B-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marjorie Winnifred Bearman Smeall".

Bill (C-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Winifred Joyce Dick Dunford".

Bill (D-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Ardis Locke Thompson".

Bill (E-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Hamilton Wilson Bergeron".

Bill (F-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Marzitelli Rudzik".

Bill (G-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Millar De Levi".

Bill (H-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Constance Caroline Mosley Dwyer".

Bill (I-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Louis-Marcel Frigon".

Bill (J-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Nancy Maria Haworth Stewart".

Bill (K-5), intitulé: "Loi pour faire droit à John Bernth Jones, autrement connu sous le nom de John Berth Jones".

Bill (L-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Patricia Violet Puttock Bromby".

Bill (M-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Hawkins Myers".

Bill (N-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Deltoff Moore".

Bill (O-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eveline Hache Groulx".

Bill (P-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Lucy Hurteau".

Bill (Q-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Alice Lancaster Chenoweth".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division, et—
Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Roebuck présente au Sénat un Bill (R-5), intitulé: "Loi constituant en corporation le Cercle des Travailleurs du Canada".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

L'honorable sénateur Copp présente au Sénat un Bill (S-5), intitulé: "Loi constituant en corporation les Commissaires du havre de Port Alberni".

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Bishop présente au Sénat un Bill (T-5), intitulé: "Loi concernant la Compagnie de chemin de fer électrique d'Ottawa".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

L'honorable sénateur Copp présente au Sénat un Bill (U-5), intitulé: "Loi modifiant la convention sur les ressources naturelles de la Saskatchewan".

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Copp présente au Sénate un Bill (V-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la preuve en Canada".

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935", il est—

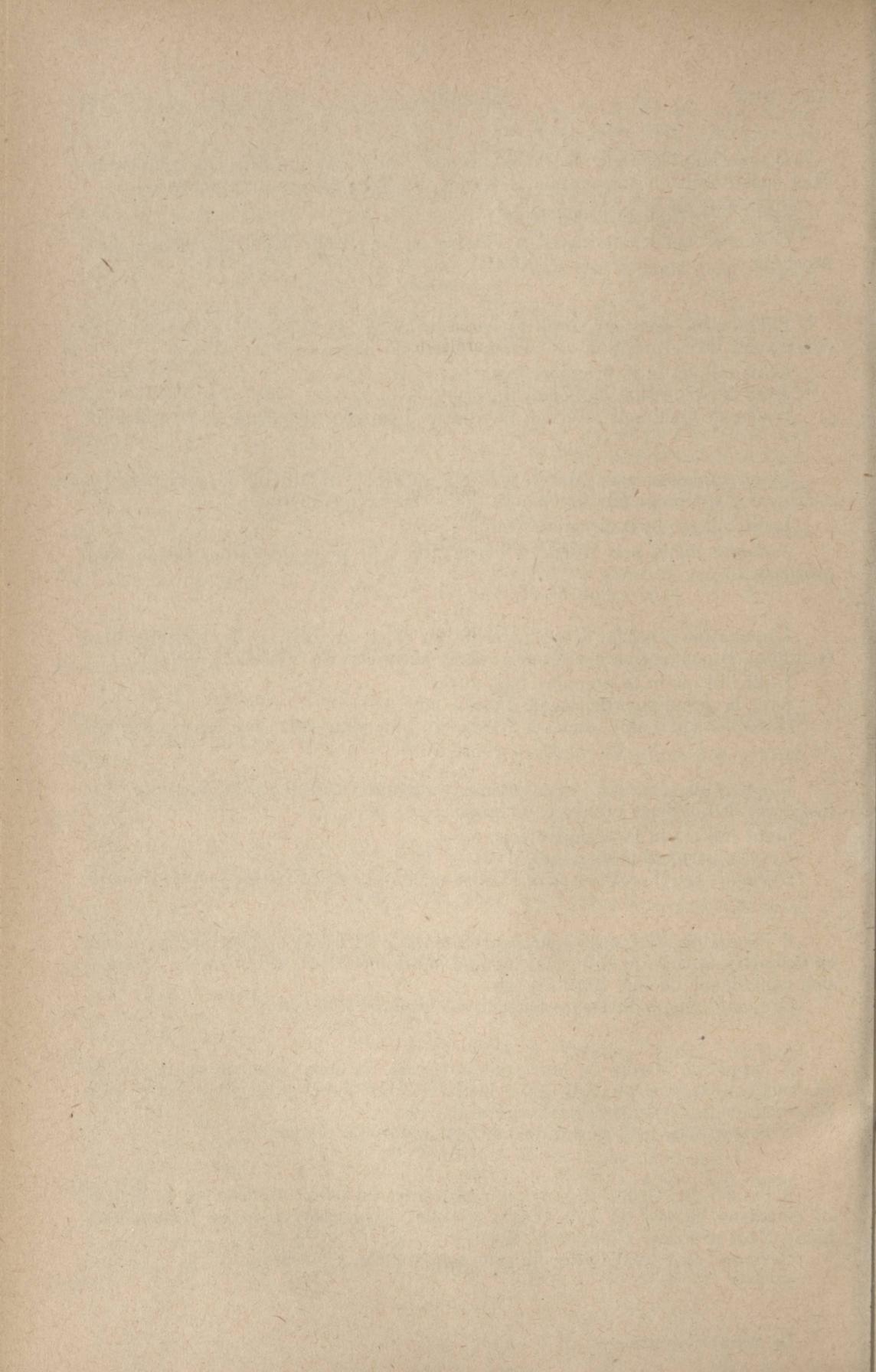
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (25), intitulé: "Loi pourvoyant à la vente et à l'exportation de produits agricoles", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (S-4), intitulé: "Loi concernant la *Beauharnois Light, Heat & Power Company*", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.



AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, le 23 avril 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mercredi, le 23 avril 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Murdock—

25 mars—Que le Sénat donne instructions au comité des Ressources naturelles de vérifier, au moyen d'une enquête officielle, combien de cultivateurs producteurs de lait au Canada obtiennent moins de cinq cents la pinte pour leur production de lait, et de s'enquérir aussi combien de ramasseurs et distributeurs de lait au Canada obtiennent plus de dix cents la pinte pour le lait qu'ils ramassent et distribuent.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 23 avril 1947

No 1.

27 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935".—(L'honorable sénateur Paterson).

No 2.

27 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (25), intitulé: "Loi pourvoyant à la vente et à l'exportation de produits agricoles".—(L'honorable sénateur Léger).

No 3.

27 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (S-4), intitulé: "Loi concernant la *Beauharnois Light, Heat and Power Company*".—(L'honorable sénateur Haig).

No 4.

22 avril—Deuxième lecture du Bill (S-5), intitulé: "Loi constituant en corporation les Commissaires du havre de Port Alberni".—(L'honorable sénateur Copp).

No 5.

22 avril—Deuxième lecture du Bill (U-5), intitulé: "Loi modifiant la convention sur les ressources naturelles de la Saskatchewan".—(L'honorable sénateur Copp).

No 6.

22 avril—Deuxième lecture du Bill (V-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la preuve en Canada."—(L'honorable sénateur Copp).

No 7.

22 avril—Deuxième lecture du Bill (2), intitulé: "Loi concernant la semaine de la conservation de la faune".—(L'honorable sénateur Copp).

No 8.

22 avril—Deuxième lecture du Bill (105), intitulé: "Loi concernant l'indemnisation des employés de l'Etat".—(L'honorable sénateur Copp).

No 9.

22 avril—Deuxième lecture des bills de divorce suivants:

Bill (B-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marjorie Winnifred Bearman Smeall".

Bill (C-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Winifred Joyce Dick Dunford".

Bill (D-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Ardis Locke Thompson".

Bill (E-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Hamilton Wilson Bergeron".

Bill (F-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Marzitelli Rudzik".

Bill (G-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Millar De Levi".

Bill (H-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Constance Caroline Mosley Dwyer".

Bill (I-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Louis-Marcel Frigon".

Bill (J-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Nancy Maria Haworth Stewart".

Bill (K-5), intitulé: "Loi pour faire droit à John Bernth Jones, autrement connu sous le nom de John Berth Jones".

Bill (L-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Patricia Violet Puttock Bromby".

Bill (M-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Hawkins Myers".

Bill (N-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Deltoff Moore".

Bill (O-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eveline Hache Groulx".

Bill (P-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Lucy Hurteau".

Bill (Q-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Alice Lancaster Chenoweth".

(L'honorable sénateur Aseltine).

Pour jeudi, le 24 avril 1947

No 1.

22 avril—Deuxième lecture du Bill (11), intitulé: "Loi concernant les permis d'exportation et d'importation".—(L'honorable sénateur Copp).

No 2.

22 avril—Deuxième lecture du Bill (16), intitulé: "Loi ayant pour objet de modifier la Loi de 1935 sur les brevets".—(L'honorable sénateur Copp).

No 3.

22 avril—Deuxième lecture du Bill (R-5), intitulé: "Loi constituant en corporation le Cercle des Travailleurs du Canada".—(L'honorable sénateur Roebuck).

No 4.

22 avril—Deuxième lecture du Bill (T-5), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer électrique d'Ottawa".—(L'honorable sénateur Bishop).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le mercredi 23 avril</i>		
262	Bills privés.....	10.30 a.m.
368	Immigration et Travail.....	10.30 a.m.
<i>Le jeudi 24 avril</i>		
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
277	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le vendredi 25 avril</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
277	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le samedi 26 avril</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.

No 23

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 23 avril 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),	Donnelly,	Jones,	Murdock,
Beaubien	Duffus,	King,	Nicol,
(Montarville),	Dupuis,	Kinley,	Paquet,
Bench,	DuTremblay,	Lacasse,	Paterson,
Bishop,	Euler,	Léger,	Quinn,
Bouchard,	Fafard,	Lesage,	Riley,
Bourque,	Ferland,	Macdonald	Robinson,
Buchanan,	Gershaw,	(Cardigan),	Roebuck,
Burchill,	Gouin,	MacLennan,	St-Père,
Calder,	Haig,	Marcotte,	Sinclair,
Campbell,	Hardy,	McDonald	Stevenson,
Copp,	Harmer,	(Kings),	Taylor,
Crerar,	Hayden,	McGuire,	Turgeon,
Daigle,	Hugessen,	McIntyre,	Vaillancourt,
David,	Hurtubise,	McKeen,	Veniot,
Dessureault,	Hushion,	Molloy,	Vien,
	Johnston,	Moraud,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Léger, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été renvoyé le Bill (Z-1), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association des infirmières canadiennes", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec deux amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. Page 4, ligne 25.—Après le mot "l'Association", insérer "non constituée en corporation".

2. Page 4, ligne 33.—Aux mots "de l'Association", substituer "établies sous l'autorité de l'Article VI des règlements de l'Association non constituée en corporation".

Avec la permission du Sénat,
Lesdits amendements sont agréés, et
Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été renvoyé le Bill (E-2), intitulé: "Loi concernant la *Guaranty Trust Company of Canada*", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté.

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été renvoyé le Bill (J-3), intitulé: "Loi concernant la *Woman's Auxiliary to the Missionary Society of the Church of England in Canada*", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été renvoyé le Bill (D-2), intitulé: "Loi relative à certains brevets appartenant à *"Toronto Type Foundry Company Limited"*", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

L'honorable sénateur Copp dépose sur la Table:

Modifications aux Règlements du Roi pour la gouverne du service naval canadien de Sa Majesté.

Avec la permission du Sénat,

Cette Chambre passe à l'item de l'Ordre du jour portant le numéro neuf.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (B-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marjorie Winnifred Bearman Smeall".

Bill (C-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Winifred Joyce Dick Dunford".

Bill (D-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Ardis Locke Thompson".

Bill (E-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Hamilton Wilson Bergeron".

Bill (F-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Marzittelli Rudzik".

Bill (G-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Millar De Levi".

Bill (H-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Constance Caroline Mosley Dwyer".

Bill (I-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Louis-Marcel Frigon".

Bill (J-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Nancy Maria Haworth Stewart".

Bill (K-5), intitulé: "Loi pour faire droit à John Bernth Jones, autrement connu sous le nom de John Berth Jones".

Bill (L-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Patricia Violet Puttock Bromby".

Bill (M-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Hawkins Myers".

Bill (N-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Deltoff Moore".

Bill (O-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eveline Hache Groulx".

Bill (P-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Lucy Hurteau".

Bill (Q-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Alice Lancaster Chenoweth".

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont lus séparément la troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés, Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935".

Après plus ample débat, et
 Etant posée la question sur ladite motion,
 Elle est, sur division, résolue par l'affirmative.
 Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et
 Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (25), intitulé: "Loi pourvoyant à la vente et à l'exportation de produits agricoles".

Après plus ample débat, et
 Etant posée la question sur ladite motion,
 Elle est, sur division, résolue par l'affirmative.
 Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et
 Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (S-4), intitulé: "Loi concernant la *Beauharnois Light, Heat and Power Company*", il est
 Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (S-5), intitulé: "Loi constituant en corporation les Commissaires du havre de Port Alberni", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (U-5), intitulé: "Loi modifiant la convention sur les ressources naturelles de la Saskatchewan", est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,
 Ledit bill est alors lu la troisième fois.
 Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
 Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (V-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la preuve en Canada", est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (2), intitulé: "Loi concernant la semaine de la conservation de la faune", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (105), intitulé: "Loi concernant l'indemnisation des employés de l'Etat", est lu la deuxième fois, et
Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, le 24 avril 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour jeudi, le 24 avril 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Murdock—

25 mars—Que le Sénat donne instructions au comité des Ressources naturelles de vérifier, au moyen d'une enquête officielle, combien de cultivateurs producteurs de lait au Canada obtiennent moins de cinq cents la pinte pour leur production de lait, et de s'enquérir aussi combien de ramasseurs et distributeurs de lait au Canada obtiennent plus de dix cents la pinte pour le lait qu'ils ramassent et distribuent.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 24 avril 1947

No 1.

23 avril—Troisième lecture des bills de divorce suivants:

Bill (B-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marjorie Winnifred Bearman Smeall".

Bill (C-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Winifred Joyce Dick Dunford".

Bill (D-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Ardis Locke Thompson".

Bill (E-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Hamilton Wilson Bergeron".

Bill (F-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Marzitelli Rudzik".

Bill (G-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Millar De Levi".

Bill (H-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Constance Caroline Mosley Dwyer".

Bill (I-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Louis-Marcel Frigon".

Bill (J-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Nancy Maria Haworth Stewart".

Bill (K-5), intitulé: "Loi pour faire droit à John Bernth Jones, autrement connu sous le nom de John Berth Jones".

Bill (L-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Patricia Violet Puttock Bromby".

Bill (M-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Hawkins Myers".

Bill (N-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Deltoff Moore".

Bill (O-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eveline Hache Groulx".

Bill (P-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Lucy Hurteau".

Bill (Q-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Alice Lancaster Chenoweth".

(L'honorable sénateur Haig).

No 2.

23 avril—Troisième lecture du Bill (D-2), intitulé: "Loi relative à certains brevets appartenant à *Toronto Type Foundry Company Limited*".—(L'honorable sénateur Hayden).

No 3.

23 avril—Troisième lecture du Bill (V-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la preuve en Canada."—(L'honorable sénateur Copp).

No 4.

27 mars—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (S-4), intitulé: "Loi concernant la *Beauharnois Light, Heat and Power Company*".—(L'honorable sénateur Haig).

No 5.

22 avril—Deuxième lecture du Bill (S-5), intitulé: "Loi constituant en corporation les Commissaires du havre de Port Alberni".—(L'honorable sénateur Copp).

No 6.

22 avril—Deuxième lecture du Bill (2), intitulé: "Loi concernant la semaine de la conservation de la faune".—(L'honorable sénateur Copp).

No 7.

22 avril—Deuxième lecture du Bill (11), intitulé: "Loi concernant les permis d'exportation et d'importation".—(L'honorable sénateur Copp).

No 8.

22 avril—Deuxième lecture du Bill (16), intitulé: "Loi ayant pour objet de modifier la Loi de 1935 sur les brevets".—(L'honorable sénateur Copp).

No 9.

22 avril—Deuxième lecture du Bill (R-5), intitulé: "Loi constituant en corporation le Cercle des Travailleurs du Canada".—(L'honorable sénateur Roebuck).

No 10.

22 avril—Deuxième lecture du Bill (T-5), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer électrique d'Ottawa".—(L'honorable sénateur Bishop).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le jeudi 24 avril</i>		
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
277	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le vendredi 25 avril</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
277	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le samedi 26 avril</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.

No 24

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Jeudi 24 avril 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth	Donnelly,	Jones,	Murdock,
(sir Allen),	Duffus,	King,	Nicol,
Beauregard,	Dupuis,	Kinley,	Paquet,
Bench,	Euler,	Lacasse,	Paterson,
Bishop,	Fafard,	Léger,	Quinn,
Blais,	Ferland,	Lesage,	Riley,
Bouchard,	Gershaw,	Macdonald	Robinson,
Bourque,	Gouin,	(Cardigan),	Roebuck,
Buchanan,	Haig,	MacLennan,	St-Père,
Burchill,	Hardy,	Marcotte,	Sinclair,
Calder,	Harmer,	McDonald	Stevenson,
Campbell,	Hayden,	(Kings),	Taylor,
Copp,	Howden,	McGuire,	Turgeon,
Crerar,	Hugessen,	McIntyre,	Vaillancourt,
Daigle,	Hurtubise,	McKeen,	Veniot,
David,	Hushion,	Molloy,	Vien,
Dessureault,	Johnston,	Moraud,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Copp dépose sur la Table:

Copies en langues anglaise et française d'arrêtés en conseil comprenant les procès-verbaux du Conseil et les procès-verbaux du Conseil du Trésor adoptés sous l'autorité de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales pour le mois de mars 1947, ainsi que copies en langue française pour le mois de février 1947.

Ordonnances générales du Corps de l'Aviation royale canadienne, ministère de la Défense nationale.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (B-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marjorie Winnifred Bearman Smeall".

Bill (C-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Winifred Joyce Dick Dunford".

Bill (D-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Ardis Locke Thompson".

Bill (E-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Hamilton Wilson Bergeron".

Bill (F-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Marzitelli Rudzik".

Bill (G-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Millar De Levi".

Bill (H-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Constance Caroline Mosley Dwyer".

Bill (I-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Louis-Marcel Frigon".

Bill (J-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Nancy Maria Haworth Stewart".

Bill (K-5), intitulé: "Loi pour faire droit à John Bernth Jones, autrement connu sous le nom de John Berth Jones".

Bill (L-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Patricia Violet Puttock Bromby".

Bill (M-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Hawkins Myers".

Bill (N-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Deltoff Moore".

Bill (O-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eveline Hache Groulx".

Bill (P-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Lucy Hurteau".

Bill (Q-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Alice Lancaster Chenoweth".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Hayden propose que le Bill (D-2), intitulé: "Loi relative à certains brevets appartenant à *Toronto Type Foundry Company Limited*", soit maintenant lu la troisième fois.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (V-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la preuve en Canada", est maintenant lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (S-4), intitulé: "Loi concernant la *Beauharnois Light, Heat and Power Company*".

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (S-5), intitulé: "Loi constituant en corporation les Commissaires du havre de Port Alberni", est lu la deuxième fois, et
Renvoyé au comité permanent du Transport et des communications.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Crerar propose que le Bill (2), intitulé: "Loi concernant la semaine de la conservation de la faune", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (11), intitulé: "Loi concernant les permis d'exportation et d'importation", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (16), intitulé: "Loi ayant pour objet de modifier la Loi de 1945 sur les brevets", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Renvoyé au comité des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (R-5), intitulé: "Loi constituant en corporation le Cercle des Travailleurs du Canada", est lu la deuxième fois, et
Renvoyé au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (T-5), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer électrique d'Ottawa", est lu la deuxième fois, et
Renvoyé au comité permanent du Transport et des communications.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Copp, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, le 29 avril 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour mardi, le 29 avril 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Murdock—

25 mars—Que le Sénat donne instructions au comité des Ressources naturelles de vérifier, au moyen d'une enquête officielle, combien de cultivateurs producteurs de lait au Canada obtiennent moins de cinq cents la pinte pour leur production de lait, et de s'enquérir aussi combien de ramasseurs et distributeurs de lait au Canada obtiennent plus de dix cents la pinte pour le lait qu'ils ramassent et distribuent.

No 2.

Par l'honorable sénateur Paterson—

24 avril—Que les taxes versées à l'égard du Bill (Z-1), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association des infirmières canadiennes", soient remboursées à messieurs MacDougall, Scott et compagnie, de Montréal, P.Q., procureurs des pétitionnaires, moins les frais d'impression et de traduction.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, le 29 avril 1947

No 1.

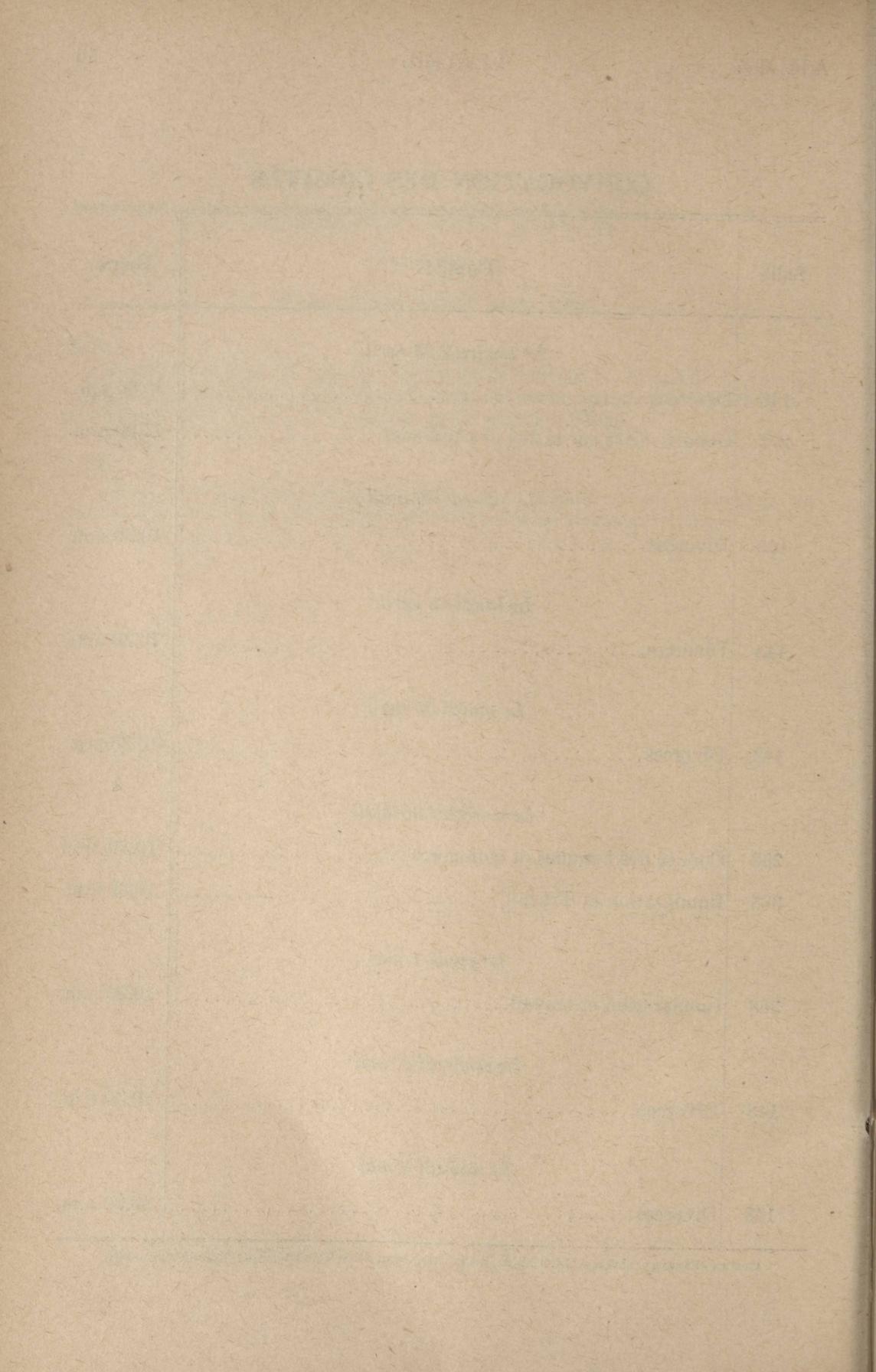
24 avril—Reprise du débat ajourné sur la motion en troisième lecture du Bill (D-2), intitulé: "Loi relative à certains brevets appartenant à *Toronto Type Foundry Company Limited*".—(L'honorable sénateur Haig).

No 2.

22 avril—Deuxième lecture du Bill (11), intitulé: "Loi concernant les permis d'exportation et d'importation".—(L'honorable sénateur Copp).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le vendredi 25 avril</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
277	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le samedi 26 avril</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le lundi 28 avril</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le mardi 29 avril</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le mercredi 30 avril</i>		
262	Comité des banques et commerce.....	10.30 a.m.
368	Immigration et Travail.....	10.30 a.m.
<i>Le jeudi 1 mai</i>		
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
<i>Le vendredi 2 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le samedi 3 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.



No 25

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mardi 29 avril 1947

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duffus,	Jones,	McLean,
Ballantyne,	Dupuis,	King,	Molloy,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Euler,	Kinley,	Moraud,
Bench,	Fafard,	Lambert,	Murdock,
Bishop,	Fallis,	Léger,	Paterson,
Blais,	Farris,	Lesage,	Quinn,
Bouchard,	Ferland,	Macdonald	Riley,
Bourque,	Foster,	(Cardigan),	Robinson,
Buchanan,	Gershaw,	MacLennan,	St-Père,
Burchill,	Gouin,	Marcotte,	Sinclair,
Calder,	Haig,	McDonald	Stevenson,
Campbell,	Hayden,	(Shediac),	Taylor,
Copp,	Howard,	McDonald	Turgeon,
Crerar,	Howden,	(Kings),	Vaillancourt,
David,	Hugessen,	McGuire,	Veniot,
Duff,	Hurtubise,	McIntyre,	Vien,
	Johnston,	McKeen,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle renvoie le Bill (D), intitulé: "Loi concernant la compagnie dite *The Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company*,

Et pour informer le Sénat qu'elle a agréé ledit bill, sans amendement.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent quarante-unième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

LUNDI, le 24 mars 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarante-unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Robert Lussier, du village de Saint-Joseph, district de Saint-Hyacinthe, province de Québec, technicien de la radio, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Laure-Armande Chicoine Lussier, cuisinière, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent quarante-deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

VENDREDI, le 25 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarante-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ginette Ingrid Reiskind Leopold, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Munroe Paul Leopold.

2. Demande ayant été faite aux fins d'obtenir la permission de retirer la pétition, le comité recommande que cette permission soit accordée en conséquence, et que les taxes parlementaires versées en vertu de la règle 140 soient remboursées à la pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,

Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Haig, du comité permanent des Divorces, présente le cent quarante-troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

VENDREDI, le 25 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarante-troisième rapport comme suit:

1. Le comité recommande que les délais prescrits en vertu de la règle 138, relativement à la déposition de pétitions de bills de divorces, soient prolongés jusqu'au mercredi, 30 avril 1947.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Copp présente au Sénat un Bill (W-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des marins marchands".

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Copp dépose sur la Table:

Rapport de George A. Touche et Cie, vérificateurs du réseau des Chemins de fer nationaux du Canada; du fonds de garantie des Chemins de fer nationaux du Canada; de la *Canadian National (West Indies) Steamships Limited*; des lignes aériennes Trans-Canada, pour l'année terminée le 31 décembre 1946.

Amendements aux Règlements et ordonnances du Roi pour l'Armée canadienne; aussi aux Règlements financiers et aux Instructions pour l'Armée canadienne en service actif (Canada), conformément à l'article 141, Ch. 132, S.R.C.

Rapport annuel des Lignes aériennes Trans-Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1946 (versions anglaise et française).

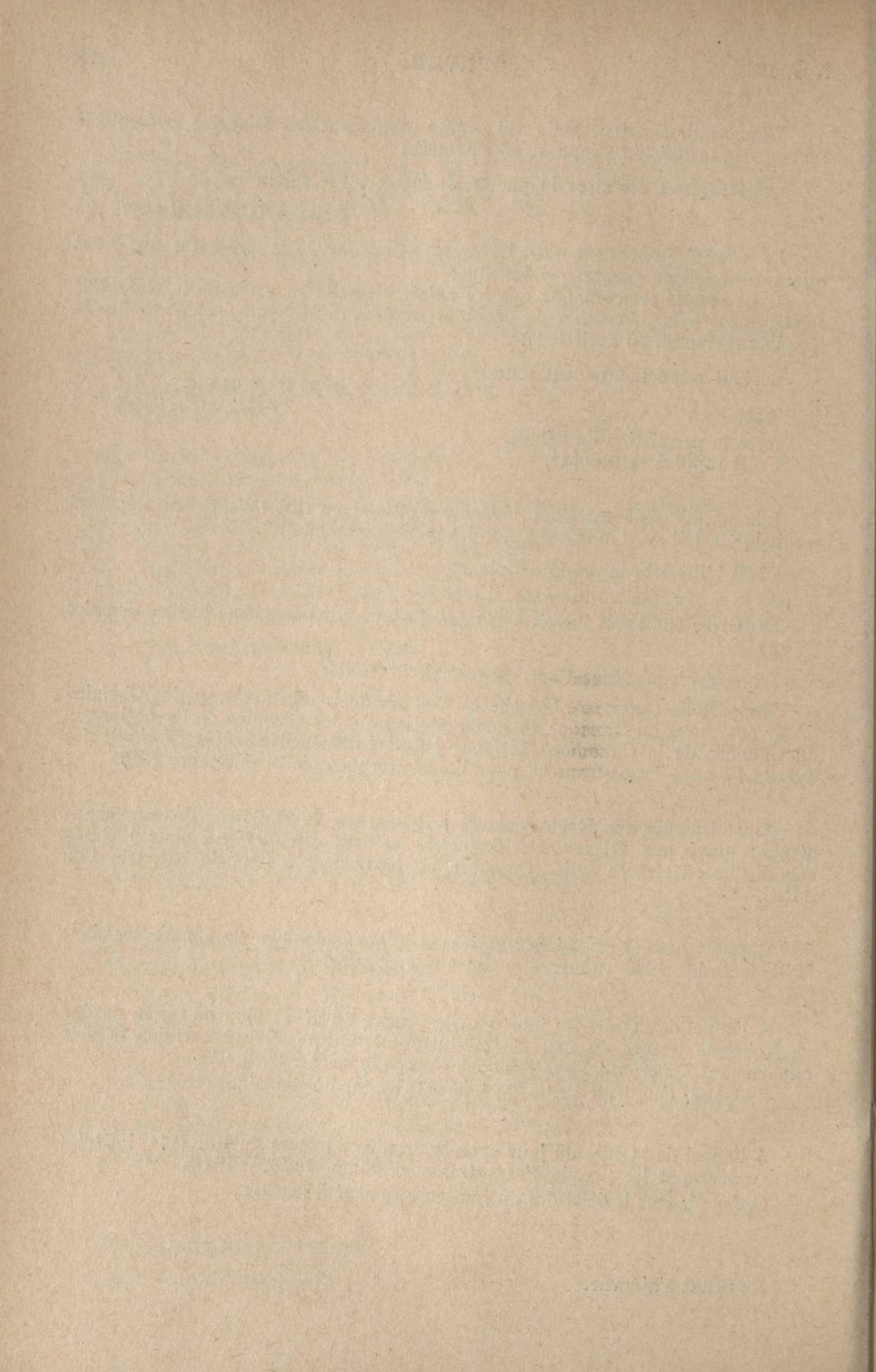
A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en troisième lecture du Bill (D-2), intitulé: "Loi relative à certains brevets appartenant à *Toronto Type Foundry Company Limited*", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (11), intitulé: "Loi concernant les permis d'exportation et d'importation", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.



AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, le 30 avril 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour mercredi, le 30 avril 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Murdock—

25 mars—Que le Sénat donne instructions au comité des Ressources naturelles de vérifier, au moyen d'une enquête officielle, combien de cultivateurs producteurs de lait au Canada obtiennent moins de cinq cents la pinte pour leur production de lait, et de s'enquérir aussi combien de ramasseurs et distributeurs de lait au Canada obtiennent plus de dix cents la pinte pour le lait qu'ils ramassent et distribuent.

No 2.

Par l'honorable sénateur Paterson—

24 avril—Que les taxes versées à l'égard du Bill (Z-1), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association des infirmières canadiennes", soient remboursées à messieurs MacDougall, Scott et compagnie, de Montréal, P.Q., procureurs des pétitionnaires, moins les frais d'impression et de traduction.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 30 avril 1947

No 1.

24 avril—Reprise du débat ajourné sur la motion en troisième lecture du Bill (D-2), intitulé: "Loi relative à certains brevets appartenant à *Toronto Type Foundry Company Limited*".—(L'honorable sénateur Haig).

No 2.

22 avril—Deuxième lecture du Bill (11), intitulé: "Loi concernant les permis d'exportation et d'importation".—(L'honorable sénateur Copp).

No 3.

29 avril—Deuxième lecture du Bill (W-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des marins marchands".—(L'honorable sénateur Copp).

No 4.

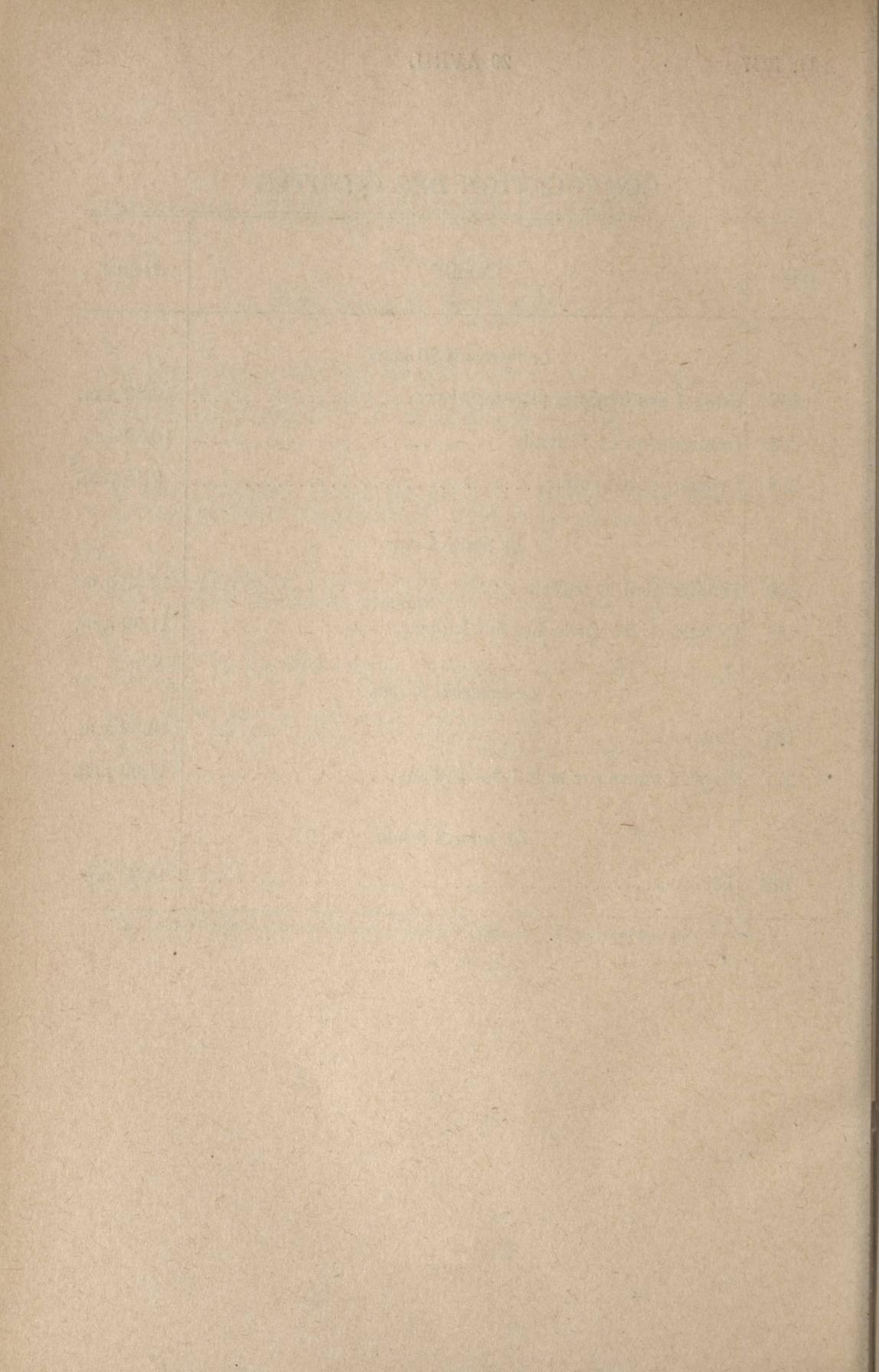
29 avril—Pris en considération du rapport suivant du comité permanent des Divorces:

Rapport No 141,—*re* pétition de Robert Lussier.

(L'honorable sénateur Aseltine)

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le mercredi 30 avril</i>		
262	Comité des banques et commerce	10.30 a.m.
368	Immigration et Travail.....	10.30 a.m.
258	Ordres permanents.....	2.45 p.m.
<i>Le jeudi 1 mai</i>		
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
268	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le vendredi 2 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
277	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le samedi 3 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.



No 26

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 30 avril 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duffus,	Jones,	Michener,
Ballantyne,	Dupuis,	King,	Molloy,
Beaubien	Euler,	Kinley,	Moraud,
(Montarville),	Fafard,	Lacasse,	Murdock,
Beaubien (St-Jean-	Fallis,	Lambert,	Paquet,
Baptiste),	Farris,	Léger,	Paterson,
Bench,	Ferland,	Lesage,	Quinn,
Bishop,	Foster,	Macdonald	Riley,
Blais,	Gershaw,	(Cardigan),	Robinson,
Bouchard,	Gouin,	MacLennan,	Roebuck,
Bourque,	Haig,	Marcotte,	St-Père,
Burchill,	Harmer,	McDonald	Sinclair,
Calder,	Hayden,	(Shediac),	Stevenson,
Campbell,	Howard,	McDonald	Taylor,
Copp,	Howden,	(Kings),	Turgeon,
Crerar,	Hugessen,	McGuire,	Vaillancourt,
Daigle,	Hurtubise,	McIntyre,	Veniot,
David,	Hushion,	McKeen,	Vien,
Dessureault,	Johnston,	McLean,	White,
Duff,			Wilson.

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément:

Par l'honorable Président du comité permanent des Divorces—

De Beatrice Doris Haggerty Goodier, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Alvin Herbert Goodier, fils.
De Christos C. Koukouvelis, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Georgia J. Mastrahas Koukouvelis.

De Adeline-Charlotte-Simone Desjardins Teakle, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Charles Doddridge Teakle.

De Alexander Monteith, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Vera Irene Price Monteith.

De Sarah Cummings Menzies Carlin, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec John Chalmers Carlin.

De Winifred Anthony Leith, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec William Leith.

De Sonnie Levitt Shereck, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Harold Shereck.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (105), intitulé: "Loi concernant l'indemnisation des employés de l'Etat", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (S-4), intitulé: "Loi concernant la *Beauharnois Light, Heat and Power Company*", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier comme suit:

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros cent quarante-quatre à cent soixante-quatre, ces deux derniers inclusivement.

Le VENDREDI 25 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarante-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Robert-Rosaire Loïselle, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Marie-Jeanne-Agnès Lapointe Loïselle, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 25 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarante-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marjorie Evelyn MacPherson Puley, de Ste-Anne de Bellevue, province de Québec, étudiante, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Herbert Puley, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le VENDREDI 25 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarante-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Sarah Rafferty Jackson, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lawrence Jackson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 25 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarante-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ida Berman Zatz, de la cité de Montréal, province de Québec, aide dentaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Solomon Datz, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 25 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarante-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Patricia Ellen Burt Williams, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Allan John Williams, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 25 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarante-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Charles Alfred Michel Kelly, de la cité de Montréal, province de Québec, chauffeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Marie Irène May Reed Kelly, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le VENDREDI 25 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquantième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Pearl Summers Slater, de la cité de Verdun, province de Québec, dactylographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Arthur George Slater, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 25 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Aimé Jacques, de la cité de Montréal, province de Québec, chauffeur d'autobus, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Regina Morin Jacques, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le VENDREDI 25 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Grace Evelyn Smith Copeland, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Morris Copeland, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 25 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jessie Gertrude Noel Magee, de la cité de Verdun, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Francis John Magee, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 26 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de John Luchuck, de la cité de Lachine, province de Québec, soldat, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alice Medinsky Luchuck, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le SAMEDI 26 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Rhondda Blanche Peace Hurford Smith, de la cité de Verdun, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une

loi qui dissolvait son mariage avec George Kitchener Smith, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise au pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 26 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mabel Grace Mattinson, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Arthur Steel Mattinson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le SAMEDI 26 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marcel Simonon, de la cité de Montréal, province de Québec, chauffeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Jeanne Castiau Simonon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 26 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marian Susan Willson Roberts, de la cité de Montréal, province de Québec, aide-bibliothécaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec William Goodridge Roberts, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le SAMEDI 26 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jean Gainfort Grossman, de la cité de Toronto, province d'Ontario, photographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ralph Grossman, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 26 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixantième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Evelyn Mildred Cook Stone, de la cité de Verdun, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harry Walter Stone, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le SAMEDI 26 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lily Elizabeth Harris Cunningham, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Roy Cunningham, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$50.00 et qu'un excédent de paiement de \$50.00 soit remboursé au pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 26 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mildred Merica Ruth Goodreau Snyder, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Samuel Snyder, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le SAMEDI 26 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Harry Powell, de la cité de Montréal, province de Québec, graveur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Muriel Mabel Goodall Powell, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 26 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Patricia Fairhurst Richards, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Edward Joseph Richards, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent quarante-quatre à cent soixante-quatre, ces deux derniers inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Duff, du comité permanent des Ordres permanents, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 30 avril 1947.

Le comité permanent des Ordres permanents a l'honneur de présenter son deuxième rapport, comme suit:

Votre comité recommande que le délai fixé pour la réception des pétitions pour bills d'intérêt privé, dont l'expiration eut lieu le 12 mars 1947, soit prolongé au samedi le 10 mai 1947.

Le tout respectueusement soumis.

WILLIAM DUFF,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

La pétition suivante est présentée,

Par l'honorable sénateur Gouin:

De Jacques de Beauvais, de Paris, dans la République de France, et autres personnes de Montréal, Québec, demandant leur constitution en corporation sous le nom de "*Federation Insurance Company of Canada*", et, en français, "La Fédération, Compagnie d'Assurance du Canada".

L'honorable sénateur Copp dépose sur la Table:

Constitution de l'Organisation internationale pour les réfugiés (comprenant un Accord relatif aux dispositions provisoires devant être prises à l'égard des réfugiés et personnes déplacées), signée à Flushing Meadow, New-York, le 15 décembre 1946 (Recueil des Traités 1946/47) (versions anglaise et française).

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Copp, il est

Ordonné: Que le nom de l'honorable sénateur Johnston soit ajouté à la liste des sénateurs faisant partie du comité permanent des Banques et du commerce.

Sur motion de l'honorable sénateur Paterson, il est

Ordonné: Que les taxes versées à l'égard du Bill (Z-1), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association des infirmières canadiennes", soient remboursées à MM. MacDougall, Scott et Compagnie, de Montréal, P. Q., procureurs des pétitionnaires, moins les frais d'impression et de traduction.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en troisième lecture du Bill (D-2), intitulé: "Loi relative à certains brevets appartenant à *Toronto Type Foundry Company Limited*", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (11), intitulé: "Loi concernant les permis d'exportation et d'importation", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (W-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des marins marchands", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du rapport du comité permanent des Divorces portant le numéro cent quarante et unième.

Ledit rapport est adopté, sur division.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, le 1 mai 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour jeudi, le 1er mai 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Murdock—

25 mars—Que le Sénat donne instructions au comité des Ressources naturelles de vérifier, au moyen d'une enquête officielle, combien de cultivateurs producteurs de lait au Canada obtiennent moins de cinq cents la pinte pour leur production de lait, et de s'enquérir aussi combien de ramasseurs et distributeurs de lait au Canada obtiennent plus de dix cents la pinte pour le lait qu'ils ramassent et distribuent.

No 2.

Par l'honorable sénateur Lambert—

30 avril—Que les taxes parlementaires versées à l'égard du Bill J-3, intitulé: "Loi concernant la *Woman's Auxiliary to the Missionary Society of the Church of England in Canada*", soient remboursées à la *Woman's Auxiliary to the Missionary Society of the Church of England in Canada*, moins les frais d'impression et de traduction.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 1er mai 1947

No 1.

30 avril—Prise en considération des rapports suivants du comité permanent des Divorcées:

- Rapport No 144,—*re* pétition de Robert-Rosaire Loiselle;
- Rapport No 145,—*re* pétition de Marjorie Evelyn MacPherson Puley;
- Rapport No 146,—*re* pétition de Sarah Rafferty Jackson;
- Rapport No 147,—*re* pétition de Ida Berman Zatz;
- Rapport No 148,—*re* pétition de Patricia Ellen Burt Williams;
- Rapport No 149,—*re* pétition de Charles Alfred Michel Kelly;
- Rapport No 150,—*re* pétition de Pearl Summers Slater;
- Rapport No 151,—*re* pétition de Aimé Jacques;
- Rapport No 152,—*re* pétition de Grace Evelyn Smith Copeland;
- Rapport No 153,—*re* pétition de Jessie Gertrude Noel Magee;
- Rapport No 154,—*re* pétition de John Luchuk;
- Rapport No 155,—*re* pétition de Rhondda Blanche Peace Hurford Smith;
- Rapport No 156,—*re* pétition de Mabel Grace Mattinson;
- Rapport No 157,—*re* pétition de Marcel Simonon;
- Rapport No 158,—*re* pétition de Marian Susan Willson Roberts;
- Rapport No 159,—*re* pétition de Jean Gainfort Grossman;
- Rapport No 160,—*re* pétition de Evelyn Mildred Cook Stone;
- Rapport No 161,—*re* pétition de Lily Elizabeth Harris Cunningham;
- Rapport No 162,—*re* pétition de Mildred Merica Ruth Goodreau Snyder;
- Rapport No 163,—*re* pétition de Harry Powell;
- Rapport No 164,—*re* pétition de Margaret Patricia Fairhurst Richards.

(L'honorable sénateur Aseltine)

No 2.

30 avril—Troisième lecture du Bill (105), intitulé: "Loi concernant l'indemnisation des employés de l'Etat".—(L'honorable sénateur Copp).

No 3.

30 avril—Troisième lecture du Bill (S-4), intitulé: "Loi concernant la *Beauharnois Light, Heat and Power Company*".—(L'honorable sénateur Copp).

No 4.

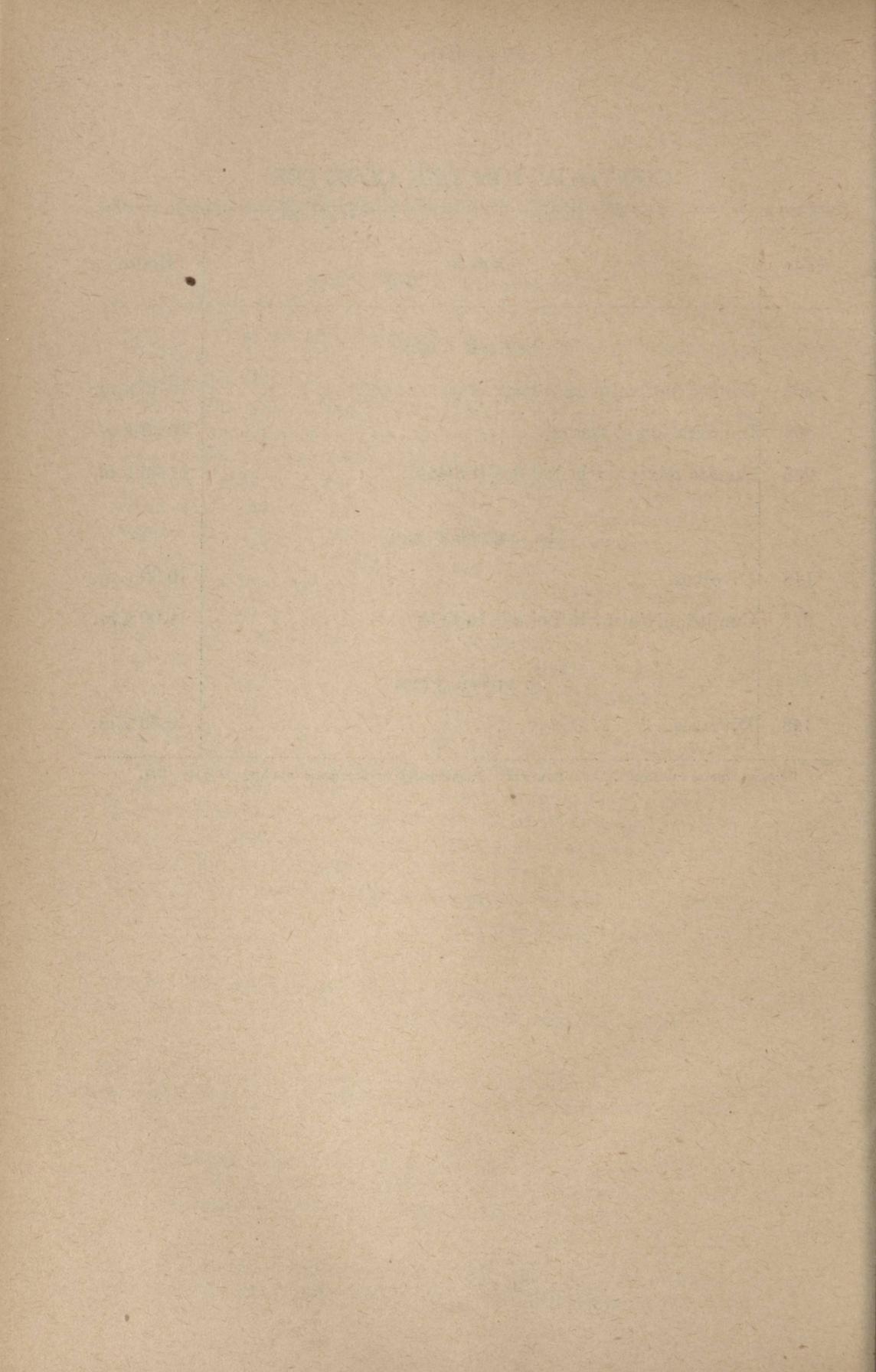
24 avril—Reprise du débat ajourné sur la motion en troisième lecture du Bill (D-2), intitulé: "Loi relative à certains brevets appartenant à *Toronto Type Foundry Company Limited*".—(L'honorable sénateur Haig).

No 5.

29 avril—Deuxième lecture du Bill (W-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des marins marchands".—(L'honorable sénateur Copp).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le jeudi 1 mai</i>		
262	Comité des banques et commerce	10.30 a.m.
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
268	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le vendredi 2 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
277	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le samedi 3 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.



No 27

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Jeudi 1er mai 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duff,	Jones,	Moraud,
Ballantyne,	Duffus,	King,	Murdock,
Beaubien	Dupuis,	Kinley,	Paquet,
(Montarville),	Euler,	Lacasse,	Paterson,
Beaubien (St-Jean-	Fafard,	Lambert,	Quinn,
Baptiste),	Fallis,	Léger,	Riley,
Beauregard,	Farris,	Lesage,	Robertson,
Bishop,	Ferland,	Macdonald	Robinson,
Blais,	Foster,	(Cardigan),	Roebuck,
Bouchard,	Gershaw,	MacLennan,	St-Père,
Bourque,	Gouin,	Marcotte,	Sinclair,
Burchill,	Haig,	McDonald	Stevenson,
Calder,	Harmer,	(Shediac),	Taylor,
Campbell,	Hayden,	McDonald	Turgeon,
Copp,	Howard,	(Kings),	Vaillancourt,
Crerar,	Howden,	McGuire,	Veniot,
Daigle,	Hugessen,	McIntyre,	Vien,
David,	Hurtubise,	McKeen,	White,
Davies,	Hushion,	McLean,	Wilson.
Dessureault,	Johnston,	Molloy,	

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées,

Par l'honorable sénateur Wilson—

Du Conseil canadien de la *Girl Guides Association*, demandant l'adoption d'une loi qui modifie sa loi constitutive de façon à lui permettre de posséder des immeubles jusqu'à concurrence d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars.

Par l'honorable sénateur Paterson—

De Lionel D. M. Baxter et autres personnes de Winnipeg, Manitoba, demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "*Commonwealth Insurance Company*".

Sur motion de l'honorable sénateur Lambert, il est

Ordonné: Que les taxes parlementaires versées à l'égard du Bill (J-3), intitulé: "*Loi concernant la Woman's Auxiliary to the Missionary Society of the Church of England in Canada*", soient remboursées à la *Woman's Auxiliary to the Missionary Society of the Church of England in Canada*, moins les frais d'impression et de traduction.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent quarante-quatre à cent soixante-quatre, ces deux derniers inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (105), intitulé: "*Loi concernant l'indemnisation des employés de l'Etat*", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (S-4), intitulé: "*Loi concernant la Beauharnois Light, Heat and Power Company*", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion en troisième lecture du Bill (D-2), intitulé: "*Loi relative à certains brevets appartenant à Toronto Type Foundry Company Limited*".

Après plus ample débat, et
 Etant posée la question sur ladite motion,
 Elle est mise aux voix, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme
 suit:

ONT VOTÉ POUR:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Davies,	Hayden,	Moraud,
Ballantyne,	Dessureault,	Howden,	Paterson,
Beaubien	Duff,	Hurtubise,	Quinn,
(Montarville),	Dupuis,	Johnston,	Robinson,
Beaubien (St-Jean-	Euler,	Jones,	Turgeon,
Baptiste),	Fallis,	Kinley,	Vaillancourt,
Bishop,	Farris,	Lacasse,	Veniot,
Bouchard,	Foster,	Léger,	White,
Bourque,	Gouin,	Macdonald (Cardigan),	Wilson—40.
Burchill,	Haig,	Marcotte,	
Calder,	Harmer,	McIntyre,	

ONT VOTÉ CONTRE:

Les honorables sénateurs

Beauregard,	Fafard,	McDonald (Kings),	Robertson,
Campbell,	Gershaw,	McGuire,	Roebuck,
Copp,	Howard,	McKeen,	Sinclair,
Crerar,	Hugessen,	McLean,	Taylor—25.
Daigle,	Hushion,	Molloy,	
David,	Lambert,	Murdock,	
Duffus,	MacLennan,	Riley,	

En conséquence, elle est résolue par l'affirmative.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
 Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe
 que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le
 Bill (W-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des marins
 marchands", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

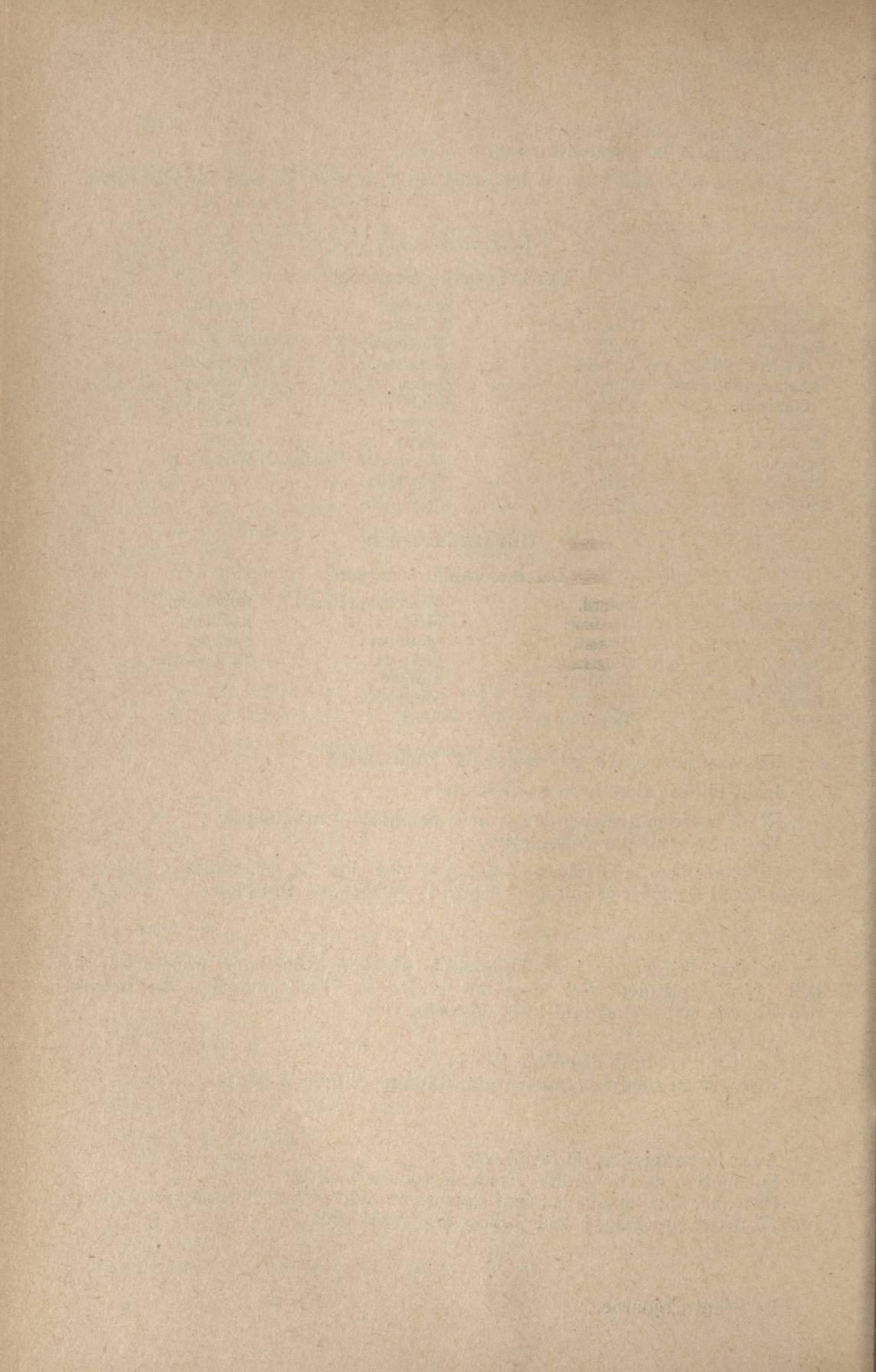
Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné
 jusqu'à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Le Sénat s'ajourne.



AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, le 6 mai 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mardi, le 6 mai 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Murdock—

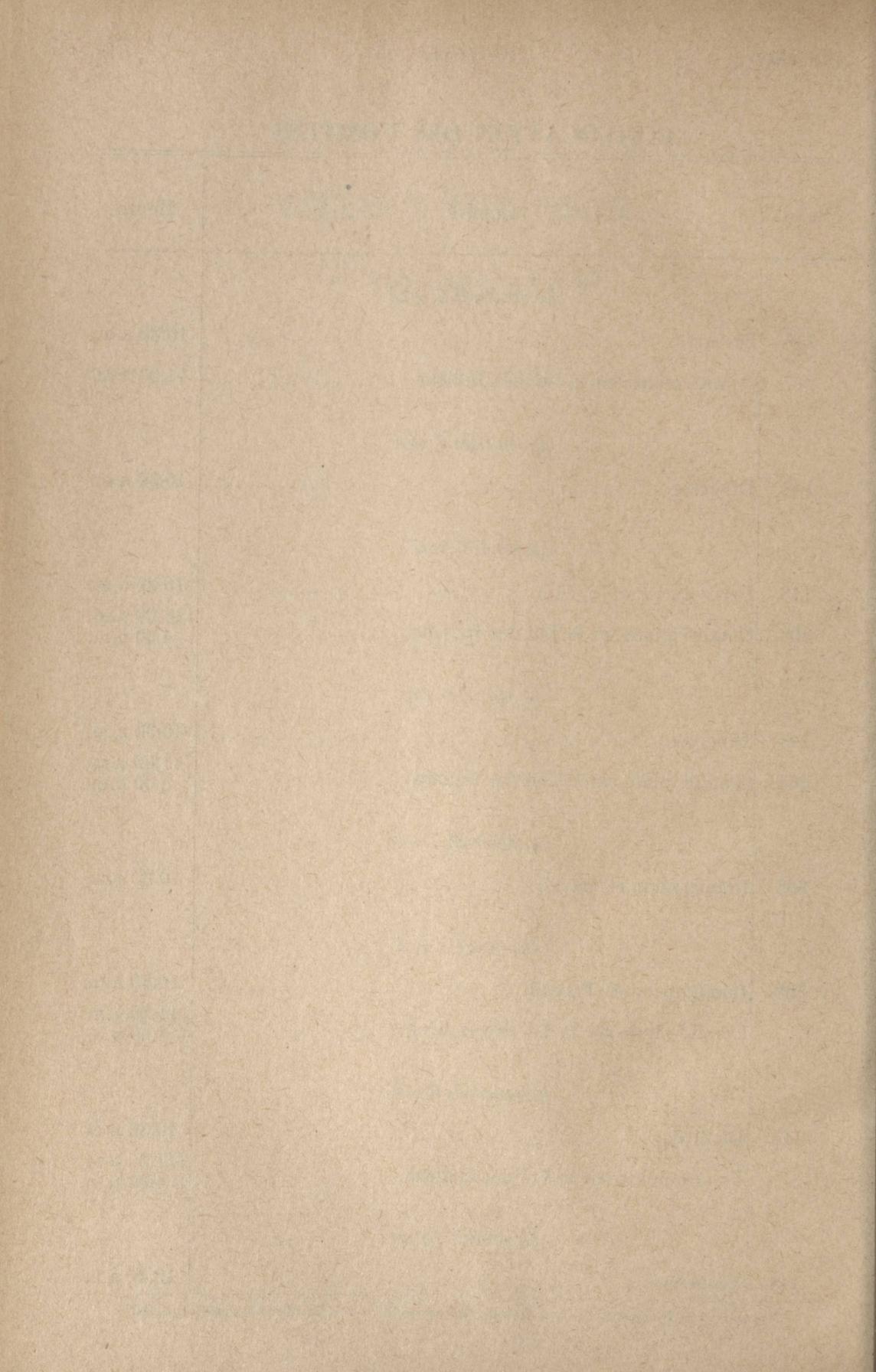
25 mars—Que le Sénat donne instructions au comité des Ressources naturelles de vérifier, au moyen d'une enquête officielle, combien de cultivateurs producteurs de lait au Canada obtiennent moins de cinq cents la pinte pour leur production de lait, et de s'enquérir aussi combien de ramasseurs et distributeurs de lait au Canada obtiennent plus de dix cents la pinte pour le lait qu'ils ramassent et distribuent.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, le 6 mai 1947

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le vendredi 2 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
277	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le samedi 3 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le lundi 5 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	{ 11.00 a.m. 4.00 p.m.
<i>Le mardi 6 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	{ 11.00 a.m. 4.00 p.m.
<i>Le mercredi 7 mai</i>		
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
<i>Le jeudi 8 mai</i>		
368	Immigration et Travail.....	10.30 a.m.
...	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	{ 11.00 a.m. 4.00 p.m.
<i>Le vendredi 9 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
...	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	{ 11.00 a.m. 4.00 p.m.
<i>Le samedi 10 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.



No 28

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

Mardi 6 mai 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	David,	Johnston,	Moraud,
Aylesworth	Dessureault,	Jones,	Mullins,
(sir Allen),	Donnelly,	King,	Murdock,
Ballantyne,	Duff,	Kinley,	Paterson,
Beaubien	Duffus,	Lacasse,	Quinn,
(Montarville),	Euler,	Lambert,	Raymond,
Beaubien (St-Jean-	Fafard,	Léger,	Riley,
Baptiste),	Fallis,	Lesage,	Robertson,
Beauregard,	Farris,	Macdonald	Robicheau,
Bench,	Ferland,	(Cardigan),	Robinson,
Bishop,	Foster,	MacLennan,	Roebuck,
Blais,	Gershaw,	Marcotte,	St-Père,
Bouchard,	Gouin,	McDonald	Sinclair,
Bouffard,	Haig,	(Shediac),	Stevenson,
Bourque,	Hardy,	McDonald	Taylor,
Buchanan,	Harmer,	(Kings),	Turgeon,
Burchill,	Hayden,	McGuire,	Vaillancourt,
Calder,	Horner,	McIntyre,	Veniot,
Campbell,	Howard,	McKeen,	Vien,
Copp,	Howden,	McLean,	White,
Crerar,	Hugessen,	Michener,	Wilson.
Daigle,	Hurtubise,	Molloy,	

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (G), intitulé: "Loi concernant la *British Columbia Telephone Company*",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (A-2), intitulé: "Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer nationaux",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (B-2), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la preuve en Canada",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (104), intitulé: "Loi prévoyant le maintien temporaire de certains arrêtés et règlements du gouverneur en conseil dans la situation critique nationale née de la guerre", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La pétition suivante est lue et reçue:

De Jacques de Beauvais, de Paris, République Française, ainsi que d'autres personnes de Montréal, province de Québec, demandant d'être constitués en une corporation sous le nom de "La Fédération, compagnie d'Assurance du Canada", et en anglais *Federation Insurance Company of Canada*.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports dudit comité portant les numéros cent soixante-cinq à cent quatre-vingt-sept, inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier comme suit:

LUNDI, le 28 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Evelyn Florence Esson Pugh, de la cité de Verdun, province de Québec, opératrice, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George James Pugh, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

LUNDI, le 28 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Katie Rhoda Brick McGrath, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Donald King McGrath, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

LUNDI, le 28 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Louise Guiol Ghetler, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harry Ghetler, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

LUNDI, le 28 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de George William Curtis Johnson, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mary Elizabeth Geraldine Parsons Johnson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

LUNDI, le 28 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Melville Mae Rundle Swinburne, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Francis William Swinburne, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

LUNDI, le 28 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-dixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ruby Weldrick Hunt, de la cité de Montréal, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Cecil Victor Hunt, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

LUNDI, le 28 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante et onzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Doris Shapiro Kolman, de la cité de Montréal, province de Québec, manucure, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Volodia Kolman, autrement connu sous le nom de Willie Colman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

LUNDI, le 28 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-douzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Margaret Rider Brown, de la cité de Montréal, province de Québec, infirmière enregistrée, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Scott Alexander Walter Brown, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$150.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

LUNDI, le 28 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-treizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Fennie Nettie Adelstein Waldman, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jacob Herbert Waldman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

LUNDI, le 28 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-quatorzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gustave-Lucien Verhelle, de la cité de Montréal, province de Québec, mouleur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Bernice Thomson Verhelle, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

LUNDI, le 28 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-quinzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ruby Campbell Matts, de la cité de Verdun, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec John Peter Matts, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

LUNDI, le 28 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-seizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dorothy Kathleen Morrison Germain, de la cité de Montréal, province de Québec, teneuse de livres, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Joseph-Jules-André-Alexis Germain, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

MARDI, le 29 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-dix-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Sophie Radwolsky Closner, de la cité de Montréal, province de Québec, teneuse de livres, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Joseph Closner, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 29 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-dix-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Muriel Emma Wood Durrell, de la cité de Granby, province de Québec, ménagère, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Clarence Edwin Durrell, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

MARDI, le 29 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-dix-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de William John Carmichael, de la cité de Montréal, province de Québec, machiniste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Mary Irene de Repentigny Carmichael, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

MARDI, le 29 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingtième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Guido Verdoni, de la cité de Montréal, province de Québec, cordonnier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Marguerite Zappa Verdoni, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 29 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ronald John Park, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Mary Florence MacKenzie Park, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$150.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

MARDI, le 29 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gloria Avon Roland, de la cité de Verdun, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Joseph Gordon Roland, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

MARDI, le 29 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gilberto (Albert) Belmonte, de la cité de Montréal, province de Québec, chauffeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Florida Charbonneau Belmonte, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 29 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mildred Lillian Flude, de la cité de Toronto, province d'Ontario, fille de table, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Albert Edward Flude, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.
3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

MARDI, le 29 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Pauline Joan Hyde Murphy, de la cité de Montréal, province de Québec, étudiante, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Nelson James Peter Murphy, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$75.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 29 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alsye Mae Lissimore Lawrence, de la cité de Montréal, province de Québec, fille de table, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edward William Lawrence, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 29 avril 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jessie Leonard Simpson Clunie, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert Clunie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$50.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de \$50.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent soixante-cinq à cent quatre-vingt-sept, ces deux derniers inclusive-ment, soient pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (X-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Lussier".

Bill (Y-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert-Rosaire Loiselle".

Bill (Z-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marjorie Evelyn MacPherson Puley".

- Bill (A-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Rafferty Jackson".
 Bill (B-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Berman Zatz".
 Bill (C-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Patricia Ellen Burt Williams".
 Bill (D-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Alfred Michel Kelly".
 Bill (E-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Pearl Summers Slater".
 Bill (F-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Aimé Jacques".
 Bill (G-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Evelyn Smith Copeland".
 Bill (H-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Gertrude Noel Magee".
 Bill (I-6), intitulé: "Loi pour faire droit à John Luchuck".
 Bill (J-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Rhondda Blanche Peace Hurford Smith".
 Bill (K-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Grace Mattinson".
 Bill (L-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Marcel Simonon".
 Bill (M-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Marian Susan Willson Roberts".
 Bill (N-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Gainfort Grossman".
 Bill (O-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Mildred Cook Stone".
 Bill (P-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Elizabeth Harris Cunningham".
 Bill (Q-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Merica Ruth Goodreau Snyder".
 Bill (R-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Powell".
 Bill (S-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Patricia Fairhurst Richards".

Lesdits bills sont, sur division, lus séparément la première fois, et
 Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (T-6), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre".

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Traité de paix avec l'Italie, signé à Paris le 10 février 1947.—Série des Traités 1947/4 (bilingue).

Traité de paix avec la Hongrie, signé à Paris le 10 février 1947.—Série des Traités 1947/5 (bilingue).

Traité de paix avec la Roumanie, signé à Paris le 10 février 1947.—Série des Traités 1947/6 (bilingue).

Traité de paix avec la Finlande, signé à Paris le 10 février 1947.—Série des Traités 1947/7 (bilingue).

Copie de l'arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi des enquêtes sur les coalitions, S.R.C., 1927, chapitre 26, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1291, approuvé le 3 avril 1947: règlements sous l'empire de la Loi des enquêtes sur les coalitions, préparées par un sous-commissaire.

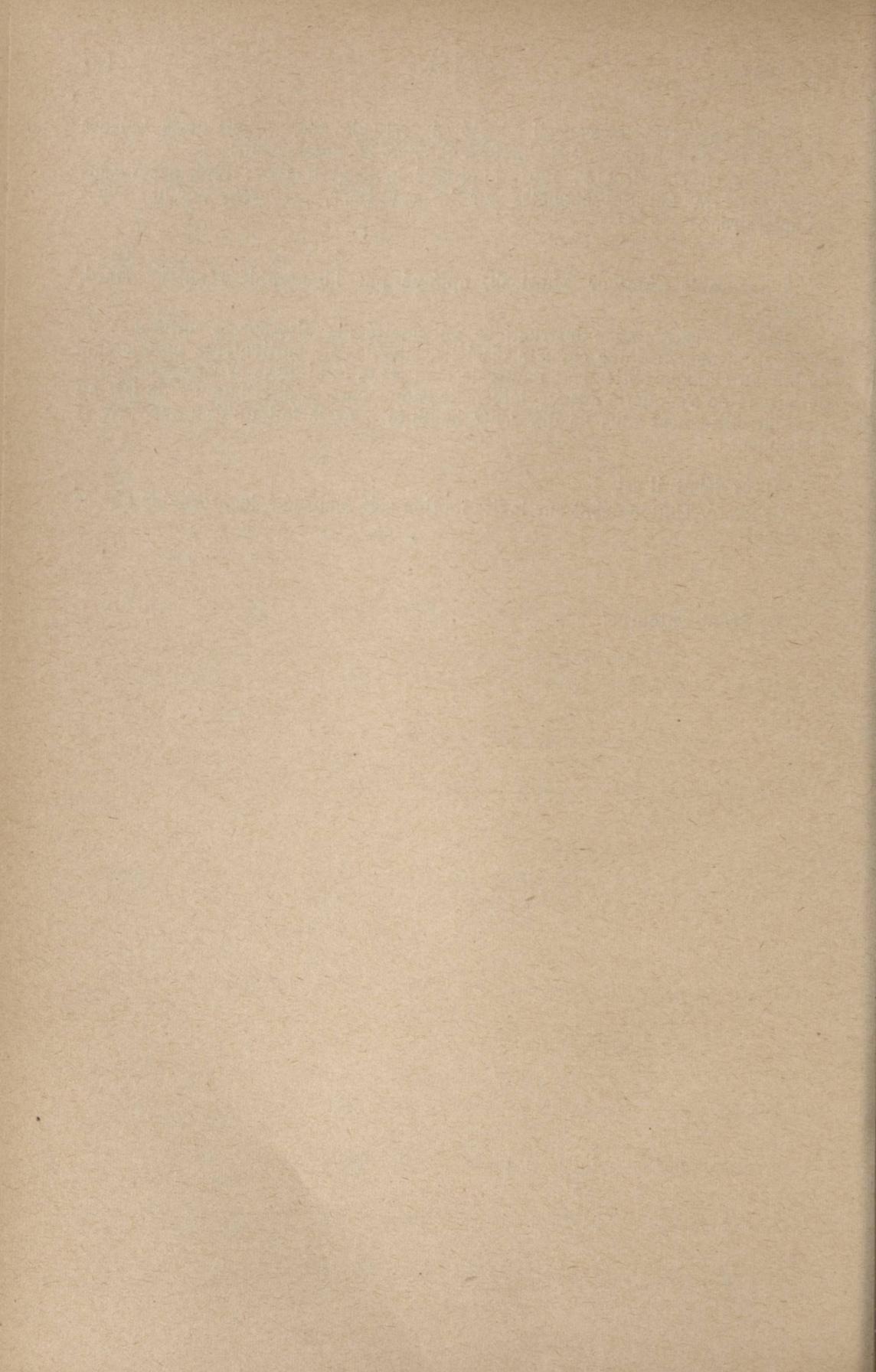
L'honorable sénateur Murdock, appuyé par l'honorable sénateur Hard, propose:

Que le Sénat donne instructions au comité des Ressources naturelles de vérifier, au moyen d'une enquête officielle, combien de cultivateurs producteurs de lait au Canada obtiennent moins de cinq cents la pinte pour leur production de lait, et de s'enquérir aussi combien de ramasseurs et distributeurs de lait au Canada obtiennent plus de dix cents la pinte pour le lait qu'ils ramassent et distribuent.

Après débat, il est

Ordonné: Que le débat sur ladite motion soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Le Sénat s'ajourne.



AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, le 7 mai 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 7 mai 1947

No 1.

6 mai—Deuxième lecture des bills de divorce suivants:

Bill (X-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Lussier".

Bill (Y-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert-Rosaire Loiselle".

Bill (Z-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marjorie Evelyn MacPherson Puley".

Bill (A-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Rafferty Jackson".

Bill (B-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Berman Zatz".

Bill (C-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Patricia Ellen Burt Williams".

Bill (D-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Alfred Michel Kelly".

Bill (E-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Pearl Summers Slater".

Bill (F-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Aimé Jacques".

Bill (G-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Evelyn Smith Copeland".

Bill (H-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Gertrude Noel Magee".

Bill (I-6), intitulé: "Loi pour faire droit à John Luchuck".

Bill (J-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Rhondda Blanche Peace Hurford Smith".

Bill (K-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Grace Mattinson".

Bill (L-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Marcel Simonon".

Bill (M-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Marian Susan Willson Roberts".

Bill (N-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Gainfort Grossman".

Bill (O-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Mildred Cook Stone".

Bill (P-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Elizabeth Harris Cunningham".

Bill (Q-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Merica Ruth Goodreau Snyder".

Bill (R-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Powell".

Bill (S-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Patricia Fairhurst Richards".

(L'honorable sénateur Aseltine)

No 2.

6 mai—Prise en considération des rapports suivants du comité permanent des Divorces:

Rapport No 165,—re pétition de Evelyn Florence Esson Pugh;

Rapport No 166,—re pétition de Katie Rhoda Brick McGrath;

Rapport No 167,—re pétition de Louise Guiol Ghetler;

Rapport No 168,—re pétition de George William Curtis Johnson;

Rapport No 169,—re pétition de Melville Mae Rundle Swinburne;

Rapport No 170,—re pétition de Ruby Weldrick Hunt;

Rapport No 171,—re pétition de Doris Shapiro Kolman;

Rapport No 172,—re pétition de Mary Margaret Rider Brown;

Rapport No 173,—re pétition de Fennie Nettie Adelstein Waldman;

Rapport No 174,—re pétition de Gustave-Lucien Verhelle;

Rapport No 175,—re pétition de Ruby Campbell Matts;
Rapport No 176,—re pétition de Dorothy Kathleen Morrison Germain;
Rapport No 177,—re pétition de Sophie Radwolsky Closner;
Rapport No 178,—re pétition de Muriel Emma Wood Durrell;
Rapport No 179,—re pétition de William John Carmichael;
Rapport No 180,—re pétition de Guido Verdoni;
Rapport No 181,—re pétition de Ronald John Park;
Rapport No 182,—re pétition de Gloria Avon Roland;
Rapport No 183,—re pétition de Gilberto (Albert) Belmonte;
Rapport No 184,—re pétition de Mildred Lillian Flude;
Rapport No 185,—re pétition de Pauline Joan Hyde Murphy;
Rapport No 186,—re pétition de Alsyé Mae Lissemore Lawrence;
Rapport No 187,—re pétition de Jessie Leonard Simpson Clunie.

(L'honorable sénateur Aseltine)

No 3.

6 mai—Deuxième lecture du Bill (104), intitulé: "Loi prévoyant le maintien temporaire de certains arrêtés et règlements du gouverneur en conseil dans la situation critique nationale née de la guerre".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.

6 mai—Deuxième lecture du Bill (T-6), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 5.

6 mai—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Murdock, appuyé par l'honorable sénateur Hardy:—Que le Sénat donne instructions au comité des Ressources naturelles de vérifier, au moyen d'une enquête officielle, combien de cultivateurs producteurs de lait au Canada obtiennent moins de cinq cents la pinte pour leur production de lait, et de s'enquérir aussi combien de ramasseurs et distributeurs de lait au Canada obtiennent plus de dix cents la pinte pour le lait qu'ils ramassent et distribuent.—(L'honorable sénateur Sinclair).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le mercredi 7 mai</i>		
262	Banques et commerce.....	10.30 a.m.
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
368	Bills privés.....	} à l'ajourne- ment du Sénat
<i>Le jeudi 8 mai</i>		
262	Transport et des communications.....	10.30 a.m.
368	Immigration et Travail.....	10.30 a.m.
148	Divorces.....	2.00 p.m.
277	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	} 11.00 a.m. 4.00 p.m.
<i>Le vendredi 9 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
...	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	} 11.00 a.m. 4.00 p.m.
<i>Le samedi 10 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le lundi 12 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le mardi 13 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.

No 29

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 7 mai 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Daigle,	Hugessen,	McLean,
Aylesworth	David,	Hurtubise,	Molloy,
(sir Allen),	Dessureault,	Hushion,	Morand,
Ballantyne,	Donnelly,	Johnston,	Mullins,
Beaubien	Duff,	Jones,	Murdock,
(Montarville),	Duffus,	King,	Paquet,
Beaubien (St-Jean-	Euler,	Kinley,	Paterson,
Baptiste),	Fafard,	Lambert,	Quinn,
Beauregard,	Fallis,	Léger,	Raymond,
Bench,	Farris,	Lesage,	Riley,
Bishop,	Ferland,	Macdonald	Robertson,
Blais,	Foster,	(Cardigan),	Robicheau,
Bouchard,	Gershaw,	MacLennan,	Robinson,
Bouffard,	Gouin,	Marcotte,	Roebuck,
Bourque,	Haig,	McDonald	Sinclair,
Buchanan,	Hardy,	(Shediac),	Stevenson,
Burchill,	Harmer,	McDonald	Taylor,
Calder,	Hayden,	(Kings),	Turgeon,
Campbell,	Horner,	McGuire,	Veniot,
Copp,	Howard,	McIntyre,	White,
Crerar,	Howden,	McKeen,	Wilson.

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le septième rapport de l'Examineur des pétitions de Bills d'intérêt privé, comme suit:

Le MERCREDI 7 mai 1947.

Conformément à la Règle 111, article 2, l'Examineur des pétitions de Bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son septième rapport, comme suit:

Votre Examineur a étudié la pétition suivante et constate que les exigences de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, savoir:

De Jacques de Beauvais, de Paris, République Française, ainsi que d'autres personnes de Montréal, province de Québec, demandant d'être constitués en une corporation sous le nom de "La Fédération, compagnie d'Assurance du Canada", et en anglais, *Federation Insurance Company of Canada*.

Le tout respectueusement soumis.

A. H. HINDS,
*Examineur des Pétitions de
Bills d'intérêt privé.*

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle renvoie le Bill (V-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la preuve en Canada",

Et pour informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un Bill (10), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'immigration et abrogeant la Loi de l'immigration chinoise", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Les pétitions suivantes sont lues séparément et reçues:

De Lionel D. M. Baxter et autres personnes de Winnipeg, Manitoba, demandant leur constitution en corporation sous le nom de *Commonwealth Insurance Company*.

Du Conseil canadien de la *Girl Guides Association*, demandant l'adoption d'une loi qui modifie sa loi constitutive de façon à lui permettre de posséder des immeubles jusqu'à concurrence d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros cent quatre-vingt-huit à cent quatre-vingt-dix-sept, ces deux derniers inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le VENDREDI 2 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Fern Catherine Kerr Ekins, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Frederick Harold Ekins, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 2 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lilly Elizabeth Ingbord Lindfors Crowhurst, de la ville de Mont-Royal, province de Québec, caissière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec George Goodbody Crowhurst, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 2 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-dixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Roméo Richard, de la ville de Montréal, province de Québec, restaurateur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Emelia Bourque Richard, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 2 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-onzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Charles Augustus Dolling, de la cité de Montréal, province de Québec, ajusteur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Nora Margaret Young Dolling, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 2 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-douzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Charles Frederick McDowall, de la cité de Westmount, province de Québec, ingénieur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Yvonne Elizabeth Amelia Tutill McDowall, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 2 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-treizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Woolf (Robert) Cook, de la cité de Montréal, province de Québec, barbier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Yetta Helman Cook, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 2 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-quatorzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Adele Brown Kerkofsky, de la cité de Montréal, province de Québec, manicuriste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Jack Kerkofsky, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$150.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 2 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-quinzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ellen Heathcote Taschereau, de la cité de Montréal, province de Québec, garde-malade, demandant l'adoption d'une loi

qui dissolvent son mariage avec Henri Taschereau, autrement connu sous le nom de Harry Taschereau, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 2 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-seizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Molly Marcovitch Schwartz, de la cité de Montréal, province de Québec, retraitée, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Isaac Schwartz, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 2 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-dix-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Betty Gertrude Bernstein Schreiber, de la cité d'Outremont, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec George Gordon Schreiber, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent quatre-vingt-huit à cent quatre-vingt-dix-sept soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935", rapporte que ce comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Page 10, ligne 39.—Immédiatement à la suite de l'article 19, insérer la nouvelle clause 19A comme suit:

"19A. Les dispositions de la présente Partie seront tenues pour abrogées à compter du premier jour d'août mil neuf cent cinquante."

Page 15, ligne 33.—Aux mots "de sa", substituer "d'une".

Page 15, ligne 35.—Après le mot "grain", ajouter "conformément aux usages habituelles de la banque".

Page 14, ligne 30.—Un amendement, apporté à la version anglaise, ne concerne pas la version française du bill.

Page 16, ligne 2.—Aux mots "frais et allocations qu'autorise la Commission", substituer "droits, allocations et frais auxquels pourvoit un tel accord".

Page 16, ligne 4.—Après le mot "constitue", insérer "dans cette mesure".

Page 16, ligne 11.—Aux mots "de sa", substituer "d'une".

Page 15, ligne 5.—Un amendement, apporté à la version anglaise, ne concerne pas la version française du bill.

Page 16, ligne 27.—Supprimer les mots "prescrit par la Commission".

Avec la permission du Sénat,
Lesdits amendements sont agréés.

Ordonné: Que ledit bill, tel qu'amendé, soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

L'honorable sénateur Gouin présente au Sénat un Bill (U-6), intitulé: "Loi constituant en corporation La Fédération, compagnie d'Assurance du Canada (*Federation Insurance Company of Canada*)".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture vendredi prochain.

L'honorable sénateur Taylor, du comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes institué afin de poursuivre et de compléter l'examen et l'étude de la Loi des Indiens (chapitre 98, S.R.C., 1927), etc., présente le troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 7 mai 1947.

Le comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes institué afin de poursuivre et de compléter l'examen et l'étude de la Loi des Indiens (chapitre 98, S.R.C., 1927), ainsi que des autres questions déferées audit comité, demande la permission de présenter son troisième rapport, comme suit:

Votre comité recommande à l'unanimité que le gouvernement étudie immédiatement l'opportunité d'accorder une pension de vieillesse aux Indiens du Canada.

Le tout respectueusement soumis.

W. H. TAYLOR,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (X-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Lussier".

Bill (Y-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert-Rosaire Loiselle".

Bill (Z-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marjorie Evelyn MacPherson Puley".

Bill (A-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Rafferty Jackson".

Bill (B-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Berman Zatz".

Bill (C-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Patricia Ellen Burt Williams".

Bill (D-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Alfred Michel Kelly".

Bill (E-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Pearl Summers Slater".

Bill (F-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Aimé Jacques".

Bill (G-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Evelyn Smith Copeland".

Bill (H-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Gertrude Noel Magee".

Bill (I-6), intitulé: "Loi pour faire droit à John Luchuck".

Bill (J-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Rhondda Blanche Peace Hurford Smith".

Bill (K-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Grace Mattinson".

Bill (L-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Marcel Simonon".

Bill (M-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Marian Susan Willson Roberts".

Bill (N-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Gainfort Grossman".

Bill (O-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Mildred Cook Stone".

Bill (P-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Elizabeth Harris Cunningham".

Bill (Q-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Merica Ruth Goodreau Snyder".

Bill (R-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Powell".

Bill (S-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Patricia Fairhurst Richards".

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont lus séparément, sur division, la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent soixante-cinq à cent quatre-vingt-sept, ces deux derniers inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (104), intitulé: "Loi prévoyant le maintien temporaire de certains arrêtés et règlements du gouverneur en conseil dans la situation critique nationale née de la guerre", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (T-6), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Murdock, appuyé par l'honorable sénateur Hardy:—

Que le Sénat donne instructions au comité permanent des Ressources naturelles, de vérifier, au moyen d'une enquête officielle, combien de cultivateurs producteurs de lait au Canada obtiennent moins de cinq cents la pinte pour leur production de lait, et de s'enquérir aussi combien de ramasseurs et distributeurs de lait au Canada obtiennent plus de dix cents la pinte pour le lait qu'ils ramassent et distribuent,

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à jeudi le quinzième jour de mai courant.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, le 8 mai 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 8 mai 1947

No 1.

7 mai—Prise en considération des rapports suivants du comité permanent des Divorcés:

Rapport No 188,—*re* pétition de Fern Catherine Kerr Ekings;
Rapport No 189,—*re* pétition de Lilly Elizabeth Ingborg Lindfors
Crowhurst;

Rapport No 190,—*re* pétition de Roméo Richard;

Rapport No 191,—*re* pétition de Charles Augustus Dolling;

Rapport No 192,—*re* pétition de Charles Frederick McDowall;

Rapport No 193,—*re* pétition de Woolf (Robert) Cook;

Rapport No 194,—*re* pétition de Adele Brown Kerkofsky;

Rapport No 195,—*re* pétition de Ellen Heathcote Taschereau;

Rapport No 196,—*re* pétition de Molly Marcovitch Schwartz;

Rapport No 197,—*re* pétition de Betty Gertrude Bernstein Schreiber.

(L'honorable sénateur Aseltine)

No 2.

7 mai—Troisième lecture du Bill (23), tel que modifié, intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.

7 mai—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (104), intitulé: "Loi prévoyant le maintien temporaire de certains arrêtés et règlements du gouverneur en conseil dans la situation critique nationale née de la guerre".—(L'honorable sénateur White).

No 4.

6 mai—Deuxième lecture du Bill (T-6), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 5.

7 mai—Deuxième lecture du Bill (10), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'immigration et abrogeant la Loi de l'immigration chinoise".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 6.

7 mai—Deuxième lecture du Bill (U-6), intitulé: "Loi constituant en corporation la Fédération, Compagnie d'Assurances du Canada".—(L'honorable sénateur Gouin).

Pour jeudi, le 15 mai 1947**No 1.**

6 mai—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Murdock, appuyé par l'honorable sénateur Hardy:—Que le Sénat donne instructions au comité des Ressources naturelles de vérifier, au moyen d'une enquête officielle, combien de cultivateurs producteurs de lait au Canada obtiennent moins de cinq cents la pinte pour leur production de lait, et de s'enquérir aussi combien de ramasseurs et distributeurs de lait au Canada obtiennent plus de dix cents la pinte pour le lait qu'ils ramassent et distribuent.—(L'honorable sénateur Sinclair).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le jeudi 8 mai</i>		
262	Banques et commerce.....	10.30 a.m.
368	Immigration et Travail.....	10.30 a.m.
148	Divorces.....	2.00 p.m.
277	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	{ 11.00 a.m. 4.00 p.m.
<i>Le vendredi 9 mai</i>		
262	Banques et commerce.....	10.30 a.m.
148	Divorces.....	10.30 a.m.
...	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	{ 11.00 a.m. 4.00 p.m.
<i>Le samedi 10 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le lundi 12 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le mardi 13 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.

No 30

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Jeudi 8 mai 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Crerar,	Howden,	Michener,
Aylesworth	Daigle,	Hurtubise,	Molloy,
(sir Allen),	David,	Hushion,	Moraud,
Ballantyne,	Dessureault,	Johnston,	Mullins,
Beaubien	Duff,	Jones,	Murdock,
(Montarville),	Duffus,	King,	Paquet,
Beaubien (St-Jean-	Dupuis,	Kinley,	Paterson,
Baptiste),	Euler,	Lambert,	Quinn,
Beauregard,	Fafard,	Léger,	Riley,
Bench,	Fallis,	Lesage,	Robertson,
Bishop,	Farris,	Macdonald	Robicheau,
Blais,	Ferland,	(Cardigan),	Robinson,
Bouchard,	Foster,	MacLennan,	Roebuck,
Bouffard,	Gershaw,	Marcotte,	St-Père,
Bourque,	Gouin,	McDonald	Sinclair,
Buchanan,	Haig,	(Shediac),	Taylor,
Burchill,	Hardy,	McGuire,	Turgeon,
Calder,	Harmer,	McIntyre,	Veniot,
Campbell,	Horner,	McKeen,	Vien,
Copp,	Howard,	McLean,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le huitième rapport de l'Examineur des pétitions de Bills d'intérêt privé, qui se lit comme suit:

Le JEUDI 8 mai 1947.

Conformément à la Règle 111, article 2, l'Examineur des pétitions de Bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son huitième rapport, comme suit:

Votre Examineur a étudié la pétition suivante et constate que les exigences de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, savoir:

Du Conseil canadien de la *Girl Guides Association*, demandant l'adoption d'une loi qui modifie sa loi constitutive de façon à lui permettre de posséder des immeubles jusqu'à concurrence d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars.

Le tout respectueusement soumis.

A. H. HINDS,
Examineur des Pétitions
de Bills d'intérêt privé.

L'honorable Président informe le Sénat que, conformément à la Règle 103, le Greffier a déposé sur la Table les comptes et pièces justificatives du Sénat pour l'année financière terminée le 31 mars 1947.

Ordonné: Que lesdits comptes et pièces justificatives soient transmis au comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues du Sénat.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (16), intitulé: "Loi ayant pour objet de modifier la Loi de 1935 sur les brevets", rapporte que ce comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 2, lignes 20 et 21.* Aux mots "constituant une émanation", substituer "qui est un agent ou serviteur".
2. *Page 2, ligne 32.* Au mot "émane", substituer "est un agent ou serviteur".
3. *Page 6, ligne 16.* Aux mots "trente septembre", substituer "quinze novembre".
4. *Page 6, ligne 25.* Aux mots "trente septembre", substituer "quinze novembre".
5. *Page 6, lignes 26 et 27.* Aux mots "trente et un mars", substituer "quinze mai".
6. *Page 6, ligne 50.* Aux mots "le trente et un mars mil neuf cent quarante-sept", substituer "l'entrée en vigueur du présent article".
7. *Page 7, ligne 1.* Après le mot "avait", insérer ", au Canada,".
8. *Page 13, ligne 33.* Aux mots "premier mai", substituer "quinzième jour de juin".

Avec la permission du Sénat,
Lesdits amendements sont agréés, et
Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec plusieurs amendements, auxquels il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Beaugard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (11), intitulé: "Loi concernant les permis d'exportation et d'importation", rapporte que ce comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

L'honorable sénateur Beaugard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (W-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des marins marchands", rapporte que ce comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Léger, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été déféré le Bill (R-5), intitulé: "Loi constituant en corporation le Cercle des Travailleurs du Canada", rapporte que ce comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (V-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Florence Esson Pugh".
Bill (W-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Katie Rhoda Brick McGrath".
Bill (X-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Louise Guiol Ghetler".

Bill (Y-6), intitulé: "Loi pour faire droit à George William Curtis Johnson".

Bill (Z-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Melville Mae Rundle Swinburne".

Bill (A-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruby Weldrick Hunt".

Bill (B-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Shapiro Kolman".

Bill (C-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Margaret Rider Brown".

Bill (D-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Fennie Nettie Adelstein Waldman".

Bill (E-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Gustave-Lucien Verhelle".

Bill (F-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruby Campbell Matts".

Bill (G-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Kathleen Morrison Germain".

Bill (H-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Sophie Radwolsky Closner".

Bill (I-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Emma Wood Durrell".

Bill (J-7), intitulé: "Loi pour faire droit à William John Carmichael".

Bill (K-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Guido Verdoni".

Bill (L-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ronald John Park".

Bill (M-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Gloria Avon Roland".

Bill (N-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Gilberto (Albert) Belmonte".

Bill (O-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Lillian Flude".

Bill (P-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Joan Hyde Murphy".

Bill (Q-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Alsye Mae Lissemore Lawrence".

Bill (R-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Leonard Simpson Clunie".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division, et Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont lus séparément la deuxième fois, sur division.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent quatre-vingt-huit à cent quatre-vingt-dix-sept, ces deux derniers inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la troisième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935", tel que modifié, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (104), intitulé: "Loi prévoyant le maintien temporaire de certains arrêtés et règlements du gouverneur en conseil dans la situation critique nationale née de la guerre".

Après plus ample débat, et

Étant posée la question sur ladite motion,

Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que ledit bill soit déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (T-6), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (10), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'immigration et abrogeant la Loi de l'immigration chinoise", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Vendredi, le 9 mai 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour vendredi, le 9 mai 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Roebuck:

8 mai—Qu'il demandera au Gouvernement—Des traités de paix ont-ils été conclus entre le Canada et quelques-uns des pays ennemis du Canada pendant la récente guerre, de sorte que les nationaux de ces pays ne sont plus des étrangers ennemis pour les objets de l'Immigration canadienne; et, dans l'affirmative, quels sont ces pays?

ORDRE DU JOUR

Pour vendredi, le 9 mai 1947

No 1.

8 mai—Troisième lecture des bills de divorce suivants:

Bill (V-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Florence Esson Pugh".

Bill (W-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Katie Rhoda Brick McGrath".

Bill (X-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Louise Guiol Ghetler".

Bill (Y-6), intitulé: "Loi pour faire droit à George William Curtis Johnson".

Bill (Z-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Melville Mae Rundle Swinburne".

Bill (A-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruby Weldrick Hunt".

Bill (B-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Shapiro Kolman".

Bill (C-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Margaret Rider Brown".

Bill (D-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Fennie Nettie Adelstein Waldman".

Bill (E-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Gustave-Lucien Verhelle".

Bill (F-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruby Campbell Matts".

Bill (G-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Kathleen Morrison Germain".

Bill (H-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Sophie Radwolsky Closner".

Bill (I-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Emma Wood Durrell".

Bill (J-7), intitulé: "Loi pour faire droit à William John Carmichael".

Bill (K-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Guido Verdoni".

Bill (L-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ronald John Park".

Bill (M-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Gloria Avon Roland".

Bill (N-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Gilberto (Albert) Belmonte".

Bill (O-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Lillian Flude".

Bill (P-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Joan Hyde Murphy".

Bill (Q-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Alsyae Mae Lissemore Lawrence".

Bill (R-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Leonard Simpson Clunie".

(L'honorable sénateur Aseltine)

No 2.

7 mai—Troisième lecture du Bill (23), tel que modifié, intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.

8 mai—Troisième lecture du Bill (11), intitulé: "Loi concernant les permis d'exportation et d'importation".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.

6 mai—Deuxième lecture du Bill (T-6), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 5.

7 mai—Deuxième lecture du Bill (10), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'immigration et abrogeant la Loi de l'immigration chinoise".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 6.

7 mai—Deuxième lecture du Bill (U-6), intitulé: "Loi constituant en corporation la Fédération, Compagnie d'Assurances du Canada".—(L'honorable sénateur Gouin).

Pour jeudi, le 15 mai 1947**No 1.**

6 mai—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Murdock, appuyé par l'honorable sénateur Hardy:—Que le Sénat donne instructions au comité des Ressources naturelles de vérifier, au moyen d'une enquête officielle, combien de cultivateurs producteurs de lait au Canada obtiennent moins de cinq cents la pinte pour leur production de lait, et de s'enquérir aussi combien de ramasseurs et distributeurs de lait au Canada obtiennent plus de dix cents la pinte pour le lait qu'ils ramassent et distribuent.—(L'honorable sénateur Sinclair).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le vendredi 9 mai</i>		
262	Banques et commerce.....	10.30 a.m.
148	Divorces.....	10.30 a.m.
277	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	{ 11.00 a.m. 4.00 p.m.
<i>Le samedi 10 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le lundi 12 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	{ 11.00 a.m. 4.00 p.m.
<i>Le mardi 13 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	{ 11.00 a.m. 4.00 p.m.

No 31

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Vendredi 9 mai 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duff,	Johnston,	Molloy,
Aylesworth	Duffus,	King,	Mullins,
(sir Allen),	Dupuis,	Lacasse,	Murdock,
Beaubien (St-Jean-	Fafard,	Lambert,	Paquet,
Baptiste),	Fallis,	Léger,	Paterson,
Beauregard,	Farris,	Lesage,	Quinn,
Bishop,	Foster,	Macdonald	Riley,
Blais,	Gershaw,	(Cardigan),	Robicheau,
Bouchard,	Gouin,	MacLennan,	Robinson,
Bouffard,	Haig,	Marcotte,	Roebuck,
Bourque,	Hardy,	McDonald	St-Père,
Buchanan,	Harmer,	(Shediac),	Sinclair,
Calder,	Horner,	McGuire,	Taylor,
Copp,	Howard,	McKeen,	Turgeon,
Crerar,	Howden,	McLean,	Veniot,
Daigle,	Hushion,	Michener,	Vien,
David,			Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (25), intitulé: "Loi pourvoyant à la vente et à l'exportation de produits agricoles", rapporte que ce comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec deux amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Page 4, lignes 11 et 12. Aux mots "cette amende et cet emprisonnement", substituer "l'amende et l'emprisonnement".

Page 4, lignes 17 et 18. Aux mots "cette amende et cet emprisonnement", substituer "l'amende et l'emprisonnement".

Lesdits amendements sont agréés, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec deux amendements, auxquels il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (104), intitulé: "Loi prévoyant le maintien temporaire de certains arrêtés et règlements du gouverneur en conseil dans la situation critique nationale née de la guerre", rapporte que ce comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (S-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Fern Catherine Kerr Ekins".

Bill (T-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Lilly Elizabeth Ingbord Lindfors Crowhurst".

Bill (U-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Roméo Richard".

Bill (V-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Augustus Dolling".

Bill (W-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Frederick McDowall".

Bill (X-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Woolf (Robert) Cook".

Bill (Y-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Adele Brown Kerkofsky".

Bill (Z-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Heathcote Taschereau".

Bill (A-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Molloy Marcovitch Schwartz".

Bill (B-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Betty Gertrude Bernstein Schreiber".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division, et
Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont lus séparément la deuxième fois, sur division.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Wilson présente au Sénat un Bill (C-8), intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation *The Canadian Council of The Girl Guides Association*".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture mardi prochain.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois sur division:

Bill (V-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Florence Esson Pugh".

Bill (W-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Katie Rhoda Brick McGrath".

Bill (X-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Louise Guiol Ghetler".

Bill (Y-6), intitulé: "Loi pour faire droit à George William Curtis Johnson".

Bill (Z-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Melville Mae Rundle Swinburne".

Bill (A-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruby Weldrick Hunt".

Bill (B-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Shapiro Kolman".

Bill (C-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Margaret Rider Brown".

Bill (D-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Fennie Nettie Adelstein Waldman".

Bill (E-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Gustave-Lucien Verhelle".

Bill (F-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruby Campbell Matts".

Bill (G-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Kathleen Morrison Germain".

Bill (H-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Sophie Radwolsky Closner".

Bill (I-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Emma Wood Durrell".

Bill (J-7), intitulé: "Loi pour faire droit à William John Carmichael".

Bill (K-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Guido Verdoni".

Bill (L-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ronald John Park".

Bill (M-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Gloria Avon Roland".

Bill (N-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Gilberto (Albert) Belmonte".

Bill (O-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Lillian Flude".

Bill (P-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Joan Hyde Murphy".

Bill (Q-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Alysae Mae Lissemore Lawrence".

Bill (R-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Leonard Simpson Clunie".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935", tel que modifié, soit maintenant lu la troisième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la troisième fois, tel que modifié.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel que modifié, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec des amendements, auxquels il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (11), intitulé: "Loi concernant les permis d'exportation et d'importation", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (T-6), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (10), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'immigration et abrogeant la Loi de l'immigration chinoise", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, sur division.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (U-6), intitulé: "Loi constituant en corporation la Fédération, Compagnie d'Assurance du Canada", est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Le Sénat s'ajourne à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

AFFAIRES DE ROUTINE

Lundi, le 12 mai 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour lundi, le 12 mai 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Roebuck:

8 mai—Qu'il demandera au Gouvernement—Des traités de paix ont-ils été conclus entre le Canada et quelques-uns des pays ennemis du Canada pendant la récente guerre, de sorte que les nationaux de ces pays ne sont plus des étrangers ennemis pour les objets de l'Immigration canadienne; et, dans l'affirmative, quels sont ces pays?

ORDRE DU JOUR

Pour lundi, le 12 mai 1947

No 1.

9 mai—Troisième lecture des bills de divorce suivants:

Bill (S-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Fern Catherine Kerr Ekins".

Bill (T-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Lilly Elizabeth Ingbord Lindfors Crowhurst".

Bill (U-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Roméo Richard".

Bill (V-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Augustus Dolling".

Bill (W-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Frederick McDowall".

Bill (X-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Woolf (Robert) Cook".

Bill (Y-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Adele Brown Kerkofsky".

Bill (Z-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Heathcote Taschereau".

Bill (A-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Molloy Marcovitch Schwartz".

Bill (B-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Betty Gertrude Bernstein Schreiber".

(L'honorable sénateur Aseltine)

No 2.

9 mai—Troisième lecture du Bill (104), intitulé: "Loi prévoyant le maintien temporaire de certains arrêtés et règlements du gouverneur en conseil dans la situation critique nationale née de la guerre".—(L'honorable sénateur Copp).

No 3.

8 mai—Deuxième lecture du Bill (T-6), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre".—(L'honorable sénateur Robertson).

Pour mardi, le 13 mai 1947

No 1.

9 mai—Deuxième lecture du Bill (C-8), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation *The Canadian Council of the Girl Guides Association*".—(L'honorable sénateur Wilson).

Pour jeudi, le 15 mai 1947**No 1.**

6 mai—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Murdock, appuyé par l'honorable sénateur Hardy:—Que le Sénat donne instructions au comité des Ressources naturelles de vérifier, au moyen d'une enquête officielle, combien de cultivateurs producteurs de lait au Canada obtiennent moins de cinq cents la pinte pour leur production de lait, et de s'enquérir aussi combien de ramasseurs et distributeurs de lait au Canada obtiennent plus de dix cents la pinte pour le lait qu'ils ramassent et distribuent.—(L'honorable sénateur Sinclair).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le samedi 10 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le lundi 12 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	{ 11.00 a.m. 4.00 p.m.
<i>Le mardi 13 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	{ 11.00 a.m. 4.00 p.m.
<i>Le mercredi 14 mai</i>		
368	Immigration et Travail.....	10.30 a.m.
<i>Le jeudi 15 mai</i>		
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.

No 32

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

Lundi 12 mai 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Daigle,	Lambert,	Mullins,
Beaubien	David,	Léger,	Murdock,
(Montarville),	Duff,	Lesage,	Paquet,
Beaubien (St-Jean-	Fallis,	Macdonald	Quinn,
Baptiste),	Foster,	(Cardigan),	Riley,
Beauregard,	Gershaw,	MacLennan,	Robertson,
Bishop,	Haig,	Marcotte,	Robicheau,
Blais,	Harmer,	McDonald	Robinson,
Bouchard,	Hayden,	(Shediac),	St-Père,
Bourque,	Horner,	McKeen,	Sinclair,
Buchanan,	Howden,	McLean,	Turgeon,
Calder,	Johnston,	Molloy,	Vaillancourt,
Copp,	King,	Moraud,	Veniot,
Crerar,			White.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (16), intitulé: "Loi ayant pour objet de modifier la Loi de 1935 sur les brevets",

Et pour informer le Sénat qu'elle a agréé, sans amendement, les amendements qu'il a apportés audit bill.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (23), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935",

Et pour informer le Sénat qu'elle a agréé, sans amendement, les amendements qu'il a apportés audit bill.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (25), intitulé: "Loi pourvoyant à la vente et à l'exportation de produits agricoles",

Et pour informer le Sénat qu'elle a agréé, sans amendement, les amendements qu'il a apportés audit bill.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (22), intitulé: "Loi ayant pour objet de maintenir les règlements révisés sur le commerce avec l'ennemi (1943)", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture plus tard au cours de la séance.

L'honorable président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports portant les numéros cent quatre-vingt dix-huit à deux cent huit inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier comme suit:

SAMEDI, le 3 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-dix-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Joan Anstey Steven Hyslop, de la cité de Montréal, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henry Irving Hyslop, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 3 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-dix-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elly Zahn Kaminsky, de la cité de Montréal, province de Québec, imprimeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Carli Kaminsky, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 3 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux centième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Naomi Joan Williamson Cantlie, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Stephen Forbes Cantlie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 3 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Matilda Jane Cumming, de la cité de Toronto, province d'Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Melville Erskine Cumming, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 3 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Agnes Dowd Brown, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ormonde Wellington Brown, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 3 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ursula Catherine Tetreau Black, de la cité de Montréal, province de Québec, réceptionniste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Charles Somerville Black, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 3 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eleanor Edith McKechnie Martineau, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Raymond Davies Martineau, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 3 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jack Wallis, de Brosseau-Station, province de Québec, cultivateur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Winifred Elizabeth Moore Wallis, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.
3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 3 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Evelyn Margaret Morrison Cryer, de la cité de Montréal, province de Québec, surveillante adjointe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Edward Howarth Cryer, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 3 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Frances Eileen Scribner Mackay, de la cité de Montréal, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec George Gordon Mackay, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 3 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Irene Laflamme Kattas, de la cité de Montréal, province de Québec, couturière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Michel Kattas, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$75.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de \$25.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports portant les numéros cent quatre-vingt-dix-huit à deux cent huit, inclusivement, du comité permanent des Divorces, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Règlements édictés sous l'autorité de la Loi sur le rétablissement des anciens combattants, modifiant les règlements concernant le rétablissement des anciens combattants (ordre en conseil C.P. 1668, en date du 9 mai 1947).

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (D-8), intitulé: "Loi modifiant la Loi des jeunes délinquants, 1929".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont, sur division, lus séparément la troisième fois:

Bill (S-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Fern Catherine Kerr Ekins".

Bill (T-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Lilly Elizabeth Ingbord Lindfors Crowhurst".

Bill (U-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Roméo Richard".

Bill (V-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Augustus Dolling".

Bill (W-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Frederick McDowall".

Bill (X-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Woolf (Robert) Cook".

Bill (Y-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Adele Brown Kerkofsky".

Bill (Z-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Heathcote Taschereau".

Bill (A-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Molloy Marcovitch Schwartz".

Bill (B-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Betty Gertrude Bernstein Schreiber".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés, Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorcés, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (104), intitulé: "Loi prévoyant le maintien temporaire de certains arrêtés et règlements du gouverneur en conseil dans la situation critique nationale née de la guerre", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté, Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ledit bill sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (T-6), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (22), intitulé: "Loi ayant pour objet de maintenir les règlements révisés sur le commerce avec l'ennemi (1943)", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une troisième lecture demain.

Le Sénat s'ajourne.

1870
MAY 10

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, le 13 mai 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour mardi, le 13 mai 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Roebuck:

8 mai—Qu'il demandera au Gouvernement—Des traités de paix ont-ils été conclus entre le Canada et quelques-uns des pays ennemis du Canada pendant la récente guerre, de sorte que les nationaux de ces pays ne sont plus des étrangers ennemis pour les objets de l'Immigration canadienne; et, dans l'affirmative, quels sont ces pays?

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, le 13 mai 1947

No 1.

12 mai—Prise en considération des rapports suivants du comité permanent des Divorcés:

- Rapport No 198,—*re* pétition de Margaret Joan Anstey Steven Hyslop;
- Rapport No 199,—*re* pétition de Elly Zahn Kaminsky;
- Rapport No 200,—*re* pétition de Naomi Joan Williamson Cantlie;
- Rapport No 201,—*re* pétition de Matilda Jane Cumming;
- Rapport No 202,—*re* pétition de Agnes Dowd Brown;
- Rapport No 203,—*re* pétition de Ursula Catherine Tetreau Black;
- Rapport No 204,—*re* pétition de Eleanor Edith McKechnie Martineau;
- Rapport No 205,—*re* pétition de Jack Wallis;
- Rapport No 206,—*re* pétition de Evelyn Margaret Morrison Cryer;
- Rapport No 207,—*re* pétition de Frances Eileen Scribner Mackay;
- Rapport No 208,—*re* pétition de Irene Laflamme Kattas.

(L'honorable sénateur Aseltine)

No 2.

12 mai—Troisième lecture du Bill (22), intitulé: "Loi ayant pour objet de maintenir les règlements révisés sur le commerce avec l'ennemi (1943)".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.

8 mai—Deuxième lecture du Bill (T-6), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.

9 mai—Deuxième lecture du Bill (C-8), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation *The Canadian Council of the Girl Guides Association*".—(L'honorable sénateur Wilson).

No 5.

12 mai—Deuxième lecture du Bill (D-8), intitulé: "Loi modifiant la Loi des jeunes délinquants, 1929".—(L'honorable sénateur Robertson).

Pour jeudi, le 15 mai 1947**No 1.**

6 mai—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Murdock, appuyé par l'honorable sénateur Hardy:—Que le Sénat donne instructions au comité des Ressources naturelles de vérifier, au moyen d'une enquête officielle, combien de cultivateurs producteurs de lait au Canada obtiennent moins de cinq cents la pinte pour leur production de lait, et de s'enquérir aussi combien de ramasseurs et distributeurs de lait au Canada obtiennent plus de dix cents la pinte pour le lait qu'ils ramassent et distribuent.—(L'honorable sénateur Sinclair).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le mardi 13 mai</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	{ 11.00 a.m. 4.00 p.m.
262	Régie interne.....	
<i>Le mercredi 14 mai</i>		
368	Immigration et Travail.....	10.30 a.m.
262	Transport et des communications.....	10.30 a.m.
<i>Le jeudi 15 mai</i>		
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.

No 33

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mardi 13 mai 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	David,	Hushion,	Mullins,
Ballantyne,	Dessureault,	Johnston,	Murdock,
Beaubien	Duff,	King,	Quinn,
(Montarville),	Dupuis,	Lacasse,	Raymond,
Beaubien (St-Jean-	Euler,	Lambert,	Riley,
Baptiste),	Fafard,	Lesage,	Robertson,
Beauregard,	Fallis,	Macdonald	Robicheau,
Bench,	Farris,	(Cardigan),	Robinson,
Bishop,	Ferland,	MacLennan,	Roebuck,
Blais,	Foster,	Marcotte,	St-Père,
Bouchard,	Gershaw,	McDonald	Sinclair,
Bouffard,	Gouin,	(Shediac),	Taylor,
Bourque,	Haig,	McGuire,	Turgeon,
Buchanan,	Harmer,	McKeen,	Vaillancourt,
Calder,	Hayden,	McLean,	Veniot,
Copp,	Horner,	Molloy,	Vien,
Crerar,	Howden,	Moraud,	White,
Daigle,			Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 13 mai 1947.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande la permission de présenter son huitième rapport, comme suit:

Le comité recommande:

1. Que le traitement de M. Charles Roch Lamoureux, nommé à la position de Gentilhomme Huissier de la Verge Noire par l'arrêté en conseil C.P. 180, le 14 janvier 1947, soit établi à \$4,140.00, plus \$600.00 à titre d'allocation de subsistance, prenant effet le 1er avril 1947.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports portant les numéros deux cent neuf à deux cent dix-neuf, ces deux derniers inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le LUNDI 5 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eileen Maude Gardner Richards, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Alexander Trotwood Richards, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise à la pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 5 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent dixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Frances Audrey Gray Lacaille, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Charles Wilson Lacaille, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise à la pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$150.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 5 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent onzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Aline Theoret Larose, de Ste-Dorothée, province de Québec, ménagère, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Joseph Larose, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$75.00, ainsi que la remise à la pétitionnaire d'un excédent de paiement de \$25.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 5 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent douzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Betty Rollings Burman, de la ville de Valois, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Harold Charles Burman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 5 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent treizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Beatrice Dorothy Pountney Alker, de la cité de Montréal, province de Québec, garde-malade, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Thomas Alker, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$50.00, ainsi que la remise à la pétitionnaire d'un excédent de paiement de \$50.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 5 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatorzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Jean Duff Dorval, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec René Dorval, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 5 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quinzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de George Somerville Blackie Begg, de la Ville St-Pierre, province de Québec, pressier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lorna Ada Hineson Begg, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 5 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent seizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lillian Guerasio Galardo, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Dominique Galardo, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 5 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent dix-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Stewart Davidson Myles, de la cité de Montréal, province de Québec, étudiant, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Nora Claire Hall Myles, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 5 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent dix-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dorothy Bradford Hurley, de la cité de Lachine, province de Québec, dactylographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Howard Densimore Hurley, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 6 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent dix-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eva Booth Morrison McCormick, de la cité de Trois-Rivières, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec James McCormick, fils.

2. Demande ayant été faite aux fins d'obtenir la permission de retirer la pétition, le comité recommande que cette permission soit accordée en conséquence, et que les taxes parlementaires versées en vertu de la Règle 140 soient remboursées à la pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent neuf à deux cent dix-neuf, ces deux derniers inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport annuel du ministère des Transports pour l'année financière terminée le 31 mars 1946 (version française).

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorcés portant les numéros cent quatre-vingt-dix-huit à deux cent huit, ces deux derniers inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (22), intitulé: "Loi ayant pour objet de maintenir les règlements révisés sur le commerce avec l'ennemi (1943)", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Turgeon propose que le Bill (T-6), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Turgeon, il est

Ordonné: Que ce bill soit immédiatement étudié en comité plénier.

En conséquence, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité plénier pour étudier ce bill.

(En comité)

Le titre est lu et l'étude en est remise.

Le préambule est lu et l'étude en est remise.

La clause 1 est lue et amendée comme suit:

Page 1, lignes 3 et 4.—Retrancher les mots "A la date et après la date de l'entrée en vigueur de la présente loi".

Le préambule est lu de nouveau et agréé.

Le titre est lu de nouveau et agréé.

Subséquentement, le Sénat reprend sa séance et l'honorable sénateur Sinclair, dudit comité, rapporte que le comité, ayant examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec un amendement, qu'il est prêt à soumettre dès qu'il plaira au Sénat de le recevoir.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier.

Ledit amendement est agréé, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (C-8), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation *The Canadian Council of the Girl Guides Association*", est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

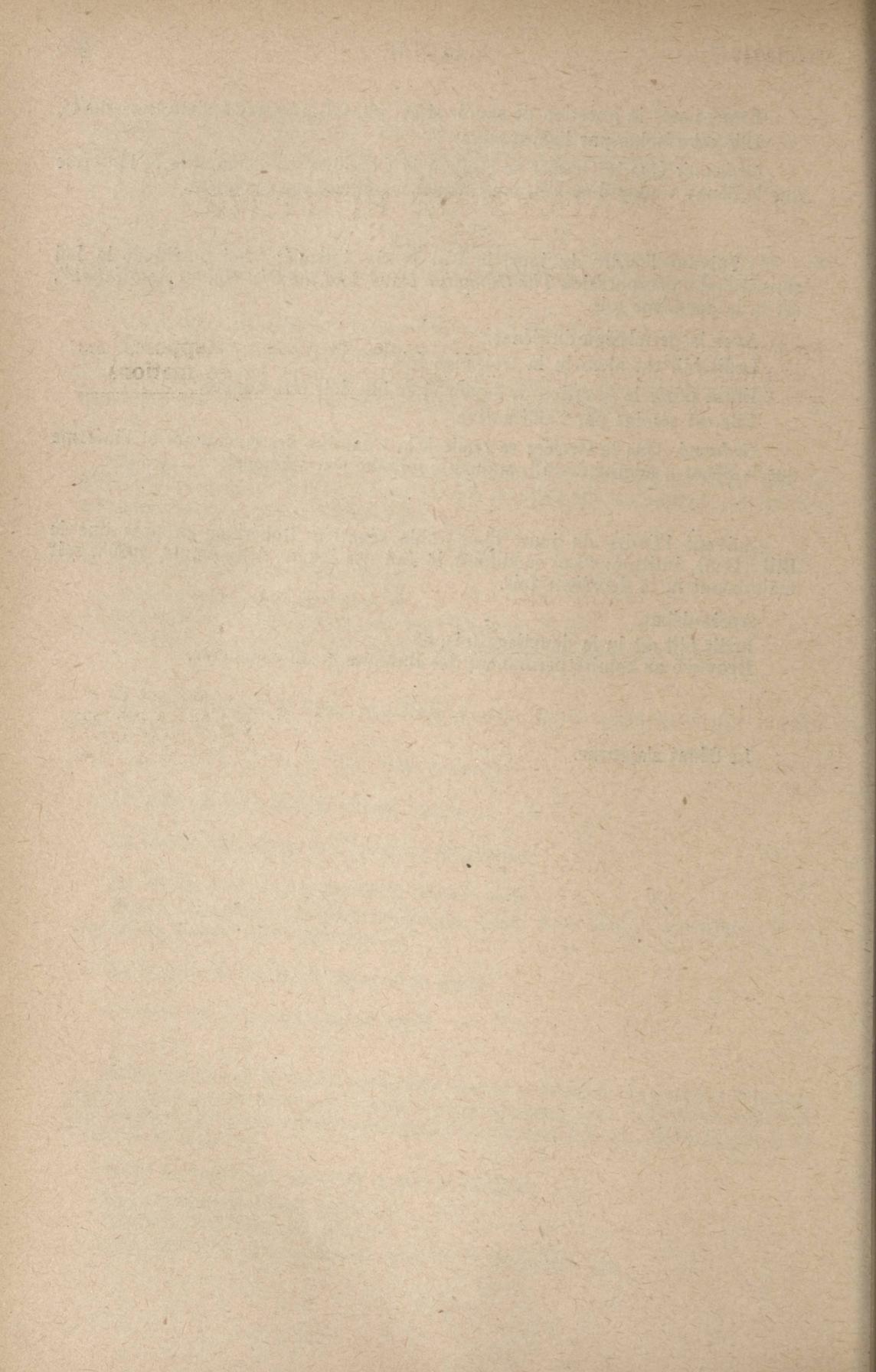
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (D-8), intitulé: "Loi modifiant la Loi des jeunes délinquants, 1929", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Le Sénat s'ajourne.



AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, le 14 mai 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour mercredi, le 14 mai 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Roebuck:

8 mai—Qu'il demandera au Gouvernement—Des traités de paix ont-ils été conclus entre le Canada et quelques-uns des pays ennemis du Canada pendant la récente guerre, de sorte que les nationaux de ces pays ne sont plus des étrangers ennemis pour les objets de l'Immigration canadienne; et, dans l'affirmative, quels sont ces pays?

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 14 mai 1947

No 1.

13 mai—Prise en considération des rapports suivants du comité permanent des Divorces:

- Rapport No 209,—*re* pétition de Eileen Maude Gardner Richards;
- Rapport No 210,—*re* pétition de Frances Audrey Gray Lacaille;
- Rapport No 211,—*re* pétition de Aline Theoret Larose;
- Rapport No 212,—*re* pétition de Margaret Betty Rollings Burman;
- Rapport No 213,—*re* pétition de Beatrice Dorothy Pountney Alker;
- Rapport No 214,—*re* pétition de Margaret Jean Duff Dorval;
- Rapport No 215,—*re* pétition de George Somerville Blackie Begg;
- Rapport No 216,—*re* pétition de Lillian Guerasio Galardo;
- Rapport No 217,—*re* pétition de Stewart Davidson Myles;
- Rapport No 218,—*re* pétition de Dorothy Bradford Hurley;
- Rapport No 219,—*re* pétition de Eva Booth Morrison McCormick.

(L'honorable sénateur Aseltine)

No 2.

13 mai—Prise en considération du huitième rapport du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues.—(L'honorable sénateur White).

Pour jeudi, le 15 mai 1947

No 1.

6 mai—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Murdock, appuyé par l'honorable sénateur Hardy:—Que le Sénat donne instructions au comité des Ressources naturelles de vérifier, au moyen d'une enquête officielle, combien de cultivateurs producteurs de lait au Canada obtiennent moins de cinq cents la pinte pour leur production de lait, et de s'enquérir aussi combien de ramasseurs et distributeurs de lait au Canada obtiennent plus de dix cents la pinte pour le lait qu'ils ramassent et distribuent.—(L'honorable sénateur Sinclair).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le mercredi 14 mai</i>		
368	Immigration et Travail.....	10.30 a.m.
262	Transport et des communications.....	10.30 a.m.
<i>Le jeudi 15 mai</i>		
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le mercredi 4 juin</i>		
368	Immigration et travail.....	11.00 a.m.
<i>Le jeudi 5 juin</i>		
368	Immigration et travail.....	11.00 a.m.

COMPTON RING-BINDING COMPANY

Hour	Count	Rate
11:00 AM	100	1000
11:15 AM	105	1050
11:30 AM	110	1100
11:45 AM	115	1150
12:00 PM	120	1200
12:15 PM	125	1250
12:30 PM	130	1300
12:45 PM	135	1350
1:00 PM	140	1400
1:15 PM	145	1450
1:30 PM	150	1500
1:45 PM	155	1550
2:00 PM	160	1600
2:15 PM	165	1650
2:30 PM	170	1700
2:45 PM	175	1750
3:00 PM	180	1800
3:15 PM	185	1850
3:30 PM	190	1900
3:45 PM	195	1950
4:00 PM	200	2000
4:15 PM	205	2050
4:30 PM	210	2100
4:45 PM	215	2150
5:00 PM	220	2200
5:15 PM	225	2250
5:30 PM	230	2300
5:45 PM	235	2350
6:00 PM	240	2400
6:15 PM	245	2450
6:30 PM	250	2500
6:45 PM	255	2550
7:00 PM	260	2600
7:15 PM	265	2650
7:30 PM	270	2700
7:45 PM	275	2750
8:00 PM	280	2800
8:15 PM	285	2850
8:30 PM	290	2900
8:45 PM	295	2950
9:00 PM	300	3000
9:15 PM	305	3050
9:30 PM	310	3100
9:45 PM	315	3150
10:00 PM	320	3200
10:15 PM	325	3250
10:30 PM	330	3300
10:45 PM	335	3350
11:00 PM	340	3400
11:15 PM	345	3450
11:30 PM	350	3500
11:45 PM	355	3550
12:00 AM	360	3600

No 34

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 14 mai 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Daigle,	Hushion,	Quinn,
Ballantyne,	David,	Johnston,	Raymond,
Beaubien	Dessureault,	King,	Riley,
(Montarville),	Duff,	Lacasse,	Robertson,
Beaubien (St-Jean-	Dupuis,	Lambert,	Robicheau,
Baptiste),	Euler,	Lesage,	Robinson,
Beauregard,	Fafard,	Macdonald	Roebuck,
Bench,	Fallis,	(Cardigan),	St-Père,
Bishop,	Farris,	Marcotte,	Sinclair,
Blais,	Ferland,	McGuire,	Taylor,
Bouchard,	Foster,	McKeen,	Turgeon,
Bouffard,	Gouin,	Michener,	Vaillancourt,
Bourque,	Haig,	Molloy,	Veniot,
Buchanan,	Harmer,	Moraud,	Vien,
Calder,	Hayden,	Mullins,	White,
Copp,	Horner,	Murdock,	Wilson.
Crerar,	Howden,	Paquet,	

PRIÈRES.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

L'honorable Président lit alors ladite communication, comme suit:

HÔTEL DU GOUVERNEMENT

OTTAWA

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Le 13 mai 1947.

MONSIEUR—J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat, le mercredi 14 mai, à six heures moins quinze, afin de donner la sanction royale à quelques bills.

Veillez agréer,

Monsieur l'Orateur,

l'assurance de ma haute considération,

F. L. C. PEREIRA,

Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

L'honorable

L'Orateur du Sénat,
Ottawa.

Ordonné: Que ladite communication soit déposée sur la Table.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle renvoie le Bill (E-2), intitulé: "Loi concernant la *Guaranty Trust Company of Canada*",

Et pour informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle renvoie le Bill (H), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer du Littoral nord de Québec et du Labrador",

Et pour informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, avec plusieurs amendements, auxquels elle sollicite son agrément.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 3, lignes 10, 11, 12, 13, 14 et 15.*—Retrancher tous les mots qui suivent les mots "ou de l'énergie électrique et autre".

2. *Page 3, ligne 40.*—A la fin de l'article quatorze, remplacer les mots "la municipalité peut consentir" par les mots la municipalité et/ou le département des Affaires municipales de la province de Québec peuvent consentir.

3. *Page 4, ligne 1.*—Retrancher les mots qui suivent "pour ces services", dans l'article quinze, et y substituer ce qui suit:

Toutefois, l'exercice des pouvoirs conférés à la Compagnie par le présent article est assujéti à toutes dispositions provinciales et municipales et aux règlements provinciaux s'appliquant généralement aux grandes

routes, à la réglementation de la circulation, des taxes et des redevances relatives aux grandes routes, ainsi qu'à la mise en service de véhicules à moteur sur ces grandes routes.

4. Page 4, lignes 6 à 32.—Remplacer l'article seize par ce qui suit:

16. La Compagnie peut tracer, construire, installer, entretenir, aménager et mettre en service une pipe-line ou des pipe-lines aux fins de transporter ou de transmettre de l'huile, du gaz naturel, du pétrole ou autres produits minéraux entre les têtes de ligne de son chemin de fer; et elle peut construire, alimenter et mettre en service des réservoirs, entrepôts et tels bâtiments, outillage, commodités, usines et aménagements qui peuvent être nécessaires pour l'emmagasinage et le transport de l'huile, gaz naturel, pétrole et autres produits minéraux; et les dispositions de la Loi des chemins de fer, sauf les dispositions de ladite loi qui concernent le trafic, les taxes ou les tarifs, doivent, en tant que raisonnablement applicables, s'étendre et s'appliquer aux ouvrages et à l'entreprise de la Compagnie que le présent article autorise; et partout où les mots "chemin de fer" se rencontrent dans ladite loi, ils doivent, dans cette application et aux fins de cette dernière, couvrir et comprendre ladite pipe-line ou lesdites pipe-lines ainsi que les ouvrages qui s'y rapportent.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Beauregard,
Lesdits amendements sont agréés.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a agréé les amendements qu'elle a apportés à ce bill, sans y en effectuer d'autre.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (204), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1948", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu les deuxième et troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent du Transport et des communications, auquel a été déféré le Bill (T-5), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer électrique d'Ottawa", rapporte que ce comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent du Transport et des communications, auquel a été déféré le Bill (S-5), intitulé: "Loi constituant en corporation les Commissaires du havre de Port-Alberni", rapporte que ce comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros deux cent vingt à deux cent trente, ces deux derniers inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 6 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingtième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elsie McCormick Albers, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Louis Andre Albers, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 6 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de George Wilson Dyce, de la cité de Montréal, province de Québec, commis-voyageur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mildred Elinor Getzler Dyce, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise au pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 6 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent vingt-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Rita Johnson Cherrier, de la cité de Lachine, province de Québec, emballleur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph-Clodomir-Adrien Cherrier, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise à la pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 6 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent vingt-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Esther Cole Zeesman, de la cité de Montréal, province de Québec, commis de bureau, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Philips Zeesman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 6 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent vingt-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Celia Yaffe Dubinsky, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Issy (Isidore) Dubinsky, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 6 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elsie Marlyn Garayt Johnston, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec William Daniel Johnston, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 6 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Leone Rhea Leduc Metcalf, de la cité de Montréal, province de Québec, ménagère, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec James Charles Harvey Metcalf, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$50.00, et la remise à la pétitionnaire d'un excédent de paiement de \$50.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 6 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de James Arthur Ablett, de la cité de Montréal, province de Québec, étudiant, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Irene Margaret Palmer Ablett, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 6 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Goldie Slovinsky Tkatch, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Irving Harry Tkatch, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 6 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Harold Fassett Staniforth, de la cité de Westmount, province de Québec, ingénieur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Marion Helen Hart Staniforth, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 6 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trentième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Claire Morgan Lockner Middleton-Hope, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Clark Middleton-Hope, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Avec la permission du Sénat,

Les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent vingt à deux cent trente, ces deux derniers inclusivement, sont adoptés séparément, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (E-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Joan Anstey Stleven Hyslop".

Bill (F-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Elly Zahn Kaminsky".

Bill (G-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Naomi Joan Williamson Cantlie".

Bill (H-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Matilda Jane Cumming".

Bill (I-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Dowd Brown".

Bill (J-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Ursula Catherine Tetreau Black".

Bill (K-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Eleanor Edith McKechnie Martineau".

Bill (L-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Jack Wallis".

Bill (M-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Margaret Morrison Cryer".

Bill (N-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Eileen Scribner Mackay".

Bill (O-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Laflamme Kattas".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat, lesdits bills sont alors lus séparément les deuxième et troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés, Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Haig, propose:

Qu'il y a lieu de nommer un comité mixte des deux Chambres du Parlement pour l'étude de la question des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de la meilleure façon de remplir ces obligations qu'on acceptées tous les membres de l'Organisation des Nations Unies;

Et, en particulier, étant donné les dispositions de la Charte des Nations Unies et l'établissement, par le Conseil économique et social de l'Organisation, d'une commission des droits de l'homme, pour l'étude de l'état juridique et constitutionnel desdits droits au Canada, et le cas échéant, des mesures à prendre ou à recommander, pour le maintien au Canada du respect et de l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

Que les honorables sénateurs Ballantyne, Bouffard, Burchill, Crerar, Fallis, Gouin, Horner, Léger, McDonald (*Kings*), Roebuck, Turgeon et Wilson soient nommés pour représenter le Sénat comme membres dudit comité.

Etant posée la question sur ladite motion, elle est Résolue par l'affirmative.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent neuf à deux cent dix-neuf, ces deux derniers inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du huitième rapport du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues.

Après débat,

Ledit rapport est adopté.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'au mardi, le 3 juin prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Le Sénat reprend sa séance.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Quelque temps après, l'honorable Thibaudeau Rinfret, juge en chef de la Cour suprême du Canada, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, étant venu et étant assis au pied du Trône,

L'honorable Président ordonne au Gentilhomme huissier de la Verge noire de se rendre à la Chambre des communes et d'informer cette Chambre que "C'est le désir de l'honorable Député du Gouverneur général que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat".

La Chambre des communes étant venue,

Le Greffier lit les titres des bills à sanctionner, comme suit:

Loi constituant en corporation la Conférence des Mennonites au Canada.

Loi modifiant la Loi sur l'inspection et la vente, 1938.

Loi modifiant la Loi de milice.

Loi concernant la semaine de la conservation de la faune.

Loi concernant la compagnie dite "*The Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company*".

Loi concernant l'indemnisation des employés de l'Etat.

Loi concernant la "*British Columbia Telephone Company*".

Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer nationaux.

Loi modifiant la Loi de la preuve en Canada.

Loi modifiant la Loi de la preuve en Canada.

Loi concernant les permis d'exportation et d'importation.

Loi modifiant la Loi de l'immigration et abrogeant la Loi de l'immigration chinoise.

Loi pourvoyant à la vente et à l'exportation de produits agricoles.

Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935.

Loi ayant pour objet de modifier la Loi de 1935 sur les brevets.

Loi prévoyant le maintien temporaire de certains arrêtés et règlements du gouverneur en conseil dans la situation critique nationale née de la guerre.

Loi ayant pour objet de maintenir les règlements révisés sur le commerce avec l'ennemi (1943).

Loi concernant la *Guaranty Trust Company of Canada*.

Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer du Littoral nord de Québec et du Labrador.

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ces bills ont reçu la sanction royale:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député du Gouverneur général sanctionne ces bills".

L'honorable Président de la Chambre des communes alors adresse la parole à l'honorable Député du Gouverneur général comme suit:

"QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:

"Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

"Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1948.

"Je demande humblement à Votre Honneur de bien vouloir sanctionner ce bill."

Le Greffier ayant donné lecture du titre de ce bill,

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ce bill a reçu la sanction royale:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

Après quoi il a plu à l'honorable Député du Gouverneur général de se retirer.

Les Communes se retirent.

Le Sénat reprend sa séance.

Le Sénat s'ajourne à mardi, le troisième jour de juin prochain, à huit heures du soir.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, le 3 juin 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour mardi, le 3 juin 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Roebuck:

8 mai—Qu'il demandera au Gouvernement—Des traités de paix ont-ils été conclus entre le Canada et quelques-uns des pays ennemis du Canada pendant la récente guerre, de sorte que les nationaux de ces pays ne sont plus des étrangers ennemis pour les objets de l'Immigration canadienne; et, dans l'affirmative, quels sont ces pays?

ORDRE DU JOUR

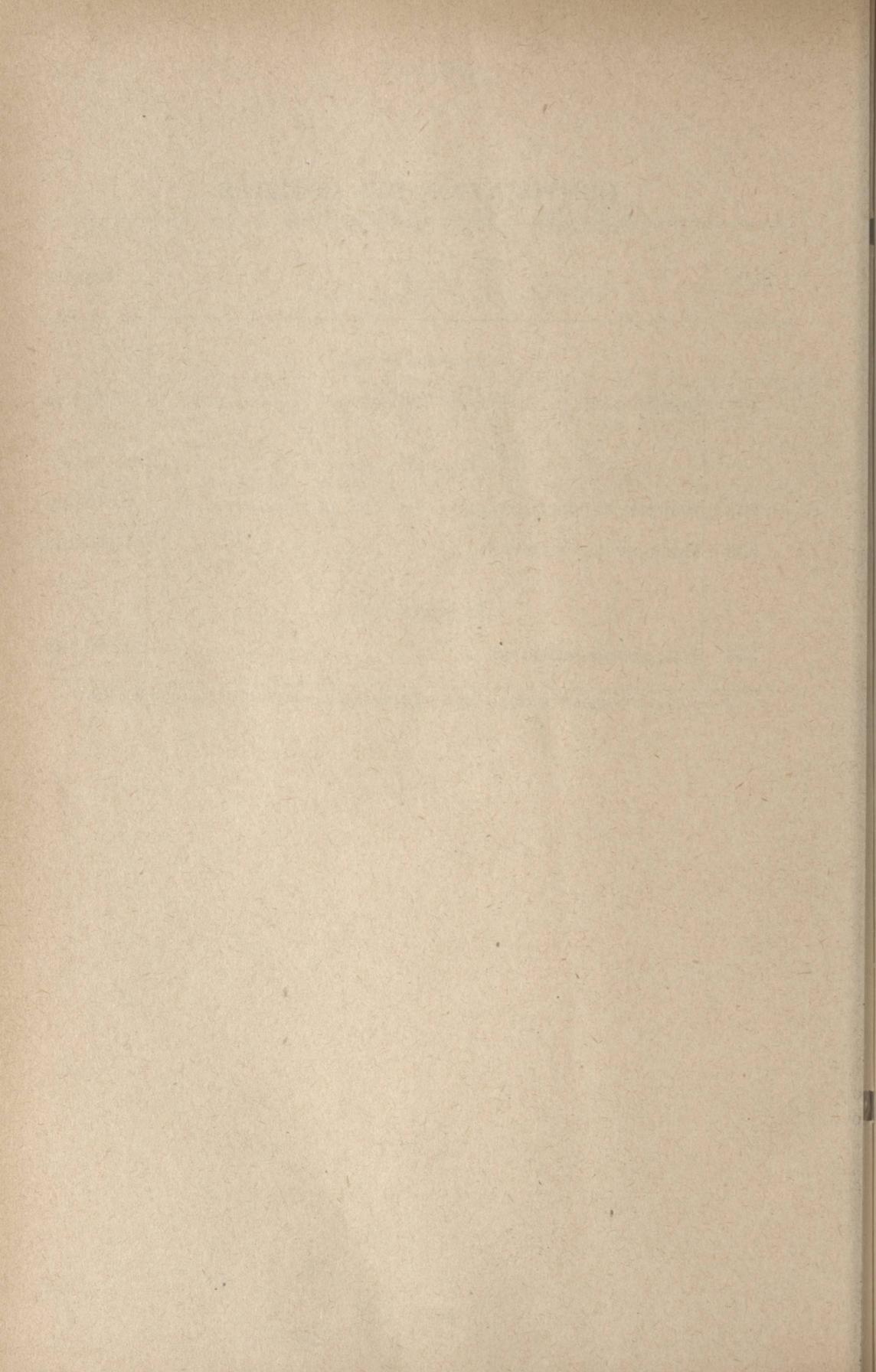
Pour mardi, le 3 juin 1947

No 1.

6 mai—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Murdock, appuyé par l'honorable sénateur Hardy:—Que le Sénat donne instructions au comité des Ressources naturelles de vérifier, au moyen d'une enquête officielle, combien de cultivateurs producteurs de lait au Canada obtiennent moins de cinq cents la pinte pour leur production de lait, et de s'enquérir aussi combien de ramasseurs et distributeurs de lait au Canada obtiennent plus de dix cents la pinte pour le lait qu'ils ramassent et distribuent.—(L'honorable sénateur Sinclair).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le jeudi 15 mai</i>		
368	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le mercredi 4 juin</i>		
262	Banques et commerce.....	10.30 a.m.
368	Immigration et travail.....	11.00 a.m.
<i>Le jeudi 5 juin</i>		
368	Immigration et travail.....	11.00 a.m.



No 35

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

Mardi 3 juin 1947

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	David,	Hushion,	Moraud,
Ballantyne,	Davies,	Johnston,	Murdock,
Beaubien	Dessureault,	Jones,	Nicol,
(Montarville),	Donnelly,	King,	Paquet,
Beauregard,	Duffus,	Kinley,	Robicheau,
Bishop,	Dupuis,	Lacasse,	Robinson,
Blais,	Farris,	Lambert,	Roebuck,
Bouchard,	Foster,	Léger,	Sinclair,
Bouffard,	Gershaw,	Lesage,	Stevenson,
Buchanan,	Gouin,	Marcotte,	Taylor,
Burchill,	Hayden,	McDonald	Turgeon,
Calder,	Horner,	(Shediac),	Vaillancourt,
Campbell,	Howard,	McGeer,	Veniot,
Copp,	Howden,	McGuire,	White,
Crerar,	Hugessen,	McIntyre,	Wilson.
Daigle,	Hurtubise,	Molloy,	

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la table le neuvième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, tel que suit:

MARDI, le 3 juin 1947.

Conformément à la Règle III, article 2, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter ce qui suit comme son neuvième rapport:

Votre examineur a dûment étudié la pétition suivante et constate que les exigences de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, savoir:

De Lionel D. M. Baxter et d'autres personnes de Winnipeg, Manitoba, demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "*Commonwealth Insurance Company*".

Respectueusement soumis,

A. H. HINDS,

Examineur des pétitions pour bills privés.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (E), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la publication des lois",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (R-5), intitulé: "Loi constituant en corporation le Cercle des Travailleurs du Canada",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (C-8), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation *The Canadian Council of the Girl Guides Association*".

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (Z-1), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association des infirmières canadiennes",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill avec un amendement auquel elle demande le concours du Sénat.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier comme suit:

Page 3, ligne 2.—Après le mot "nomination", insérer ce qui suit: ", au comité exécutif,".

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a agréé sans amendement les amendements apportés par la Chambre des communes audit bill.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (176), intitulé: "Loi modifiant la Loi nationale de 1944 sur l'habitation", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est alors lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message ainsi conçu:

LUNDI, le 26 mai 1947.

Résolu: Qu'il y a lieu de nommer un comité mixte des deux Chambres du Parlement, dont feraient partie, en ce qui la concerne, MM. Benidickson, Breithaupt, Croll, Sinclair (*Ontario*), Belzile, Beaudoin, Pinard, Lesage, Marier, Rinfret, Whitman, Ilsley, Isnor, Michaud, Maybank, Mayhew, Diefenbaker, Fulton, Hackett, Harkness, Hazen, Macdonnell (*Muskoka-Ontario*), Massey, Miller, Irvine, Jaenicke, Stewart (*Winnipeg-Nord*), Hansell, Herridge, pour l'étude de la question des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de la meilleure façon de remplir ces obligations qu'ont acceptées tous les membres de l'Organisation des Nations Unies;

Et, en particulier, étant donné les dispositions de la Charte des Nations Unies et l'établissement, par le Conseil économique et social de l'Organisation, d'une Commission des droits de l'homme, pour l'étude de l'état juridique et constitutionnel desdits droits au Canada, et le cas échéant, des mesures à prendre ou à recommander, pour le maintien au Canada du respect et de l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

Et qu'il y a lieu d'adresser un message au Sénat pour le prier de se joindre à cette Chambre pour les fins mentionnées, en désignant, s'il le juge bon, quelques-uns de ses membres pour le représenter dans le comité mixte proposé.

Ordonné: Que le Greffier de la Chambre porte ledit message au Sénat.

Attesté.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre des Communes.

Avec la permission du Sénat,

Le Sénat passe à la prise en considération dudit message.

Sur motion de l'honorable sénateur Copp, appuyé par l'honorable sénateur Foster, il est

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des Communes pour l'informer que le Sénat se joint à cette Chambre pour nommer un comité mixte des deux Chambres chargé d'étudier la question des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que la meilleure façon de remplir ces obligations qu'ont acceptées tous les membres de l'Organisation des Nations Unies;

Et, en particulier, étant donné les dispositions de la Charte des Nations Unies et l'établissement, par le Conseil économique et social de l'Organisation, d'une commission des droits de l'homme, pour l'étude de l'état juridique et constitutionnel desdits droits au Canada, et le cas échéant, des mesures à prendre ou à recommander, pour le maintien au Canada du respect et de l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Que les sénateurs suivants ont été nommés pour agir au nom du Sénat sur ledit comité mixte, savoir: les honorables sénateurs Ballantyne, Bouffard, Burchill, Crerar, Fallis, Gouin, Horner, Léger, McDonald (*Kings*), Roebuck, Turgeon et Wilson.

Les pétitions suivantes sont présentées:

Par l'honorable sénateur Bouffard—

D'Anselme Samoïsette, d'Outremont, Québec, et d'autres personnes d'autres lieux, demandant d'être constitués en une corporation portant nom "La Progressive, Compagnie d'Assurance du Canada".

Par l'honorable sénateur Campbell—

De *The Canada Permanent Trust Company* demandant l'adoption d'une loi qui l'autorise à augmenter son capital social de un million de dollars à cinq millions de dollars.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports dudit comité portant les numéros deux cent trente et un à deux cent quarante-deux et deux cent quarante-quatre à deux cent soixante-douze.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier comme suit:

JEUDI, le 8 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Rose Nemerofsky Silverstein, de la cité de Montréal, province de Québec, cigarière, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec (Abraham) Isidore Silverstein, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 9 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de James Albert Carruthers, autrement connu sous le nom de James Albert Fell, de la cité de Montréal, province de Québec, aviateur, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Elizabeth Adelaïde Desmarchais Carruthers, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 9 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ronald Edwin George, de la cité de Westmount, province de Québec, ingénieur résident, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Isabel Sharpe Reid George, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 9 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Lena Bertha Dasen Scheffer, de la cité d'Outremont, province de Québec, opératrice de machine, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Otto Scheffer, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 9 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ethel Mary McKenzie Cramp, de la cité de Montréal, province de Québec, fille de table, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ralph George Albert Cramp, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 9 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Evelyn Alice Howard Smart, de la cité de Montréal, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Onésime Albert Smart, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 9 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Margaret Tibbins Gogo, de la cité de Montréal, province de Québec, couturière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Francis Gogo, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 9 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition d'Alfred Nelson Nickle, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Margaret Josephine Gardner Nickle, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 9 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent trente-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Arthur Haigh MacGill, de la cité de Montréal, province de Québec, pompier, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Margaret McAffer MacGill, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$150.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 9 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent quarantième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Clinton Leslie Dobson, de la ville de New Carlisle, province de Québec, journalier, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Freda Jean Gallant Dobson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 9 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent quarante-unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Bernard Stanley Bailey, de la ville de Waterville, province de Québec, électricien, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Muriel Aileen Davies Bailey, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de \$50.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 9 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent quarante-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Archie William Young, de la cité de Montréal, province de Québec, journalier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edna Bridget Ellement Young, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de \$50.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 10 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent quarante-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Olive Lever Sanborn Lead, de la cité de Montréal, province de Québec, institutrice, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harry Dickinson Lead, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 10 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent quarante-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de John Mackie, de la cité de Montréal, province de Québec, magasinier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mary Louise Ethier Mackie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 10 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent quarante-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Isabel Mercer Lebœuf, de la cité de Verdun, province de Québec, préposée de magasin, demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Roméo-Joseph Lebœuf, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 10 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarante-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Hilda Irene Gordon Lazarus, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lester Benjamin Lazarus, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 10 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarante-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Margaret Bernice Walker Kennedy, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert John Kennedy, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 10 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarante-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gertie Rabin Bard, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harry Bard, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

LUNDI, le 12 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquantième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ruth Morrison Henderson Sidders, de la cité de Verdun, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George William Sidders fils, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

LUNDI, le 12 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Philip Berger, de la cité de Montréal, province de Québec, préposé à l'entretien de réfrigérateurs, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Miriam Meek Berger. le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

LUNDI, le 12 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Harold Swann, de la cité de Montréal, province de Québec, dessinateur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Virginia Frances Carney Swann, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

LUNDI, le 12 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Isabelle Curry, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Rufus Malcolm Curry, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

LUNDI, le 12 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Rosamond Edith Bean Crease, de la cité de Sherbrooke, province de Québec, fille de table, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Christopher William Crease, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

LUNDI, le 12 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alma Mary Hanway Eccles, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec William Eccles, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

LUNDI, le 12 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alberta Dorothy Olson Colby, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Joseph Rutherford Colby, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

LUNDI, le 12 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Clair Reginald McLaughlin, de la cité de Verdun, province de Québec, marchand de meubles, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Beryl Orpha Skeates McLaughlin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

LUNDI, le 12 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eugene Klein, de la cité de Montréal, province de Québec, expéditeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Claire Leduc Klein, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$150.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

LUNDI, le 12 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Daniel Hudson, de la cité de Montréal, province de Québec, employé de gare, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gladys Ina Flossie Tozer Hudson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 13 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixantième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eileen Edna Paget Bray Dundas, de la cité de Montréal, province de Québec, coiffeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Douglas Albert Dundas, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

MARDI, le 13 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jessie Goodis Markis, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harold Markis, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

J. SINCLAIR,
Président suppléant.

MARDI, le 13 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Julia Luella Audrey Cléroux Babbage, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Travers Whitmore Babbage, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

J. SINCLAIR,
Président suppléant.

MARDI, le 13 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mile Kristo Yoja, autrement connu sous le nom de Stanley Vadic, de la cité de Montréal, province de Québec, coiffeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Clémence-Elizabeth Côté Yoja, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

J. SINCLAIR,
Président suppléant.

MARDI, le 13 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent soixante-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Anthony Wavroch, de la cité de Montréal, province de Québec, menuisier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Muriel Bertha O'Neil Wavroch, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

MARDI, le 13 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent soixante-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Magee Glasheen, du village de Lakeside, district de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Vincent William Glasheen, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 13 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent soixante-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Ann Clorenda Archer Richardson, de la cité de Montréal, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Douglas Arthur Richardson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$75.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de \$25.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 13 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gladys May Kay Oliver, de la cité de Montréal, province de Québec, commise de bureau, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Ronald Oliver, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$75.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de \$25.00.

Le tout respectueusement soumis:

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 13 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Henry Thomas Matthews, de la cité de Montréal, province de Québec, agent de publicité, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Georgina Lund McCallum Matthews, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 13 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ivy Stapleton Brown, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Sidney Brown, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$75.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de \$25.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 13 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent soixante-dixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de John William Sydney Jordan, de la cité de Verdun, province de Québec, garçon d'ascenseur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lillian Lacroix Jordan, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$75.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de \$25.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 13 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent soixante et onzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Pamela Mary Gottschalk Muckell, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James William Muckell, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 6 mai 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent soixante-douzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Winnifred Doris Cleaver Wooley, de la cité de Montréal, province de Québec, teneuse de livres, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edwin Austin Wooley, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$150.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité des Divorcés portant les numéros deux cent trente et un à deux cent quarante-deux et deux cent quarante-quatre à deux cent soixante-douze soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Hayden, au nom de l'honorable sénateur Paterson, présente au Sénat un Bill (K-9), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Commonwealth Insurance Company*".

Ledit bill est alors lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture jeudi prochain.

L'honorable président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (P-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Maude Gardner Richards".

Bill (Q-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Audrey Gray Lacaille".

Bill (R-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Aline Théoret Larose".

Bill (S-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Betty Rollings Burman".

Bill (T-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Dorothy Pountney Alker".

Bill (U-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Jean Duff Dorval".

Bill (V-8), intitulé: "Loi pour faire droit à George Somerville Blackie Begg".

Bill (W-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Guerasio Galardo".

Bill (X-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Stewart Davidson Myles".

Bill (Y-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Bradford Hurley".

Bill (Z-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie McCormick Albers".

Bill (A-9), intitulé: "Loi pour faire droit à George Wilson Dyce".

Bill (B-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Johnson Cherrier".

Bill (C-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Cole Zeeman".

Bill (D-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Celia Yaffe Dubinsky".

Bill (E-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Marlyn Garayt Johnston".

Bill (F-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Léone-Rhéal Leduc Metcalf".

Bill (G-9), intitulé: "Loi pour faire droit à James Arthur Ablett".

Bill (H-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Goldie Slovinsky Tkatch".

Bill (I-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Fassett Staniforth".

Bill (J-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Morgan Lockner Middleton-Hope".

Lesdits bills sont, sur division, lus séparément la première fois, et Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Copp dépose sur la Table:

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1732, approuvé le 1er mai 1947: pour substituer "Les règlements concernant les pensions de vieillesse" en remplace-

ment des règlements adoptés en vertu des dispositions de ladite loi et mis en vigueur par l'arrêté en conseil C.P. 1/3050, approuvé le 9 décembre 1937 (versions anglaise et française).

Copie des modifications aux Règlements du Roi relatifs au service naval canadien du gouvernement de Sa Majesté, en vertu des dispositions de l'article 40 de la Loi de 1944 sur le service naval, en date du 10 mai 1947.—Appendice VI, examens professionnels pour les promotions.

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1822, approuvé le 13 mai 1947: transférant l'administration et la distribution des successions de service des anciens membres des forces navales, militaires ou aériennes du Canada qui meurent ou sont décédés alors qu'ils recevaient des traitements dans des hôpitaux ou des maisons de santé, du ministre de la Défense nationale au ministre des Affaires des anciens combattants.

Copie de notes échangées entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique comportant un accord pour l'échange réciproque de droits et brevets se rapportant au RDX et autres explosifs, signées à Ottawa les 3 et 27 septembre, 1946. Recueil des traités 1946-51 (versions anglaise et française).

Copie de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail adoptée à Montréal, le 9 octobre 1946 (Recueil des traités 1946-48) (versions anglaise et française).

Rapport des délégués du gouvernement canadien qui ont assisté à la vingt-neuvième session de la Conférence internationale du Travail tenue à Montréal, du 19 septembre au 9 octobre 1946 (versions anglaise et française).

Copie de la Convention (N° 80) pour la revision partielle des conventions adoptées par la conférence générale de l'Organisation internationale du Travail au cours de ses vingt-huit premières sessions, adoptée à Montréal, le 9 octobre 1946 (Recueil des traités 1946-52) (versions anglaise et française).

L'honorable sénateur Copp présente au Sénat un Bill (L-9), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Réunion de courses)".

Ledit bill est alors lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Copp présente au Sénat un Bill (M-9), intitulé: "Loi concernant certains parcs nationaux et modifiant la Loi des parcs nationaux".

Ledit bill est alors lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Murdock, appuyé par l'honorable sénateur Hardy—

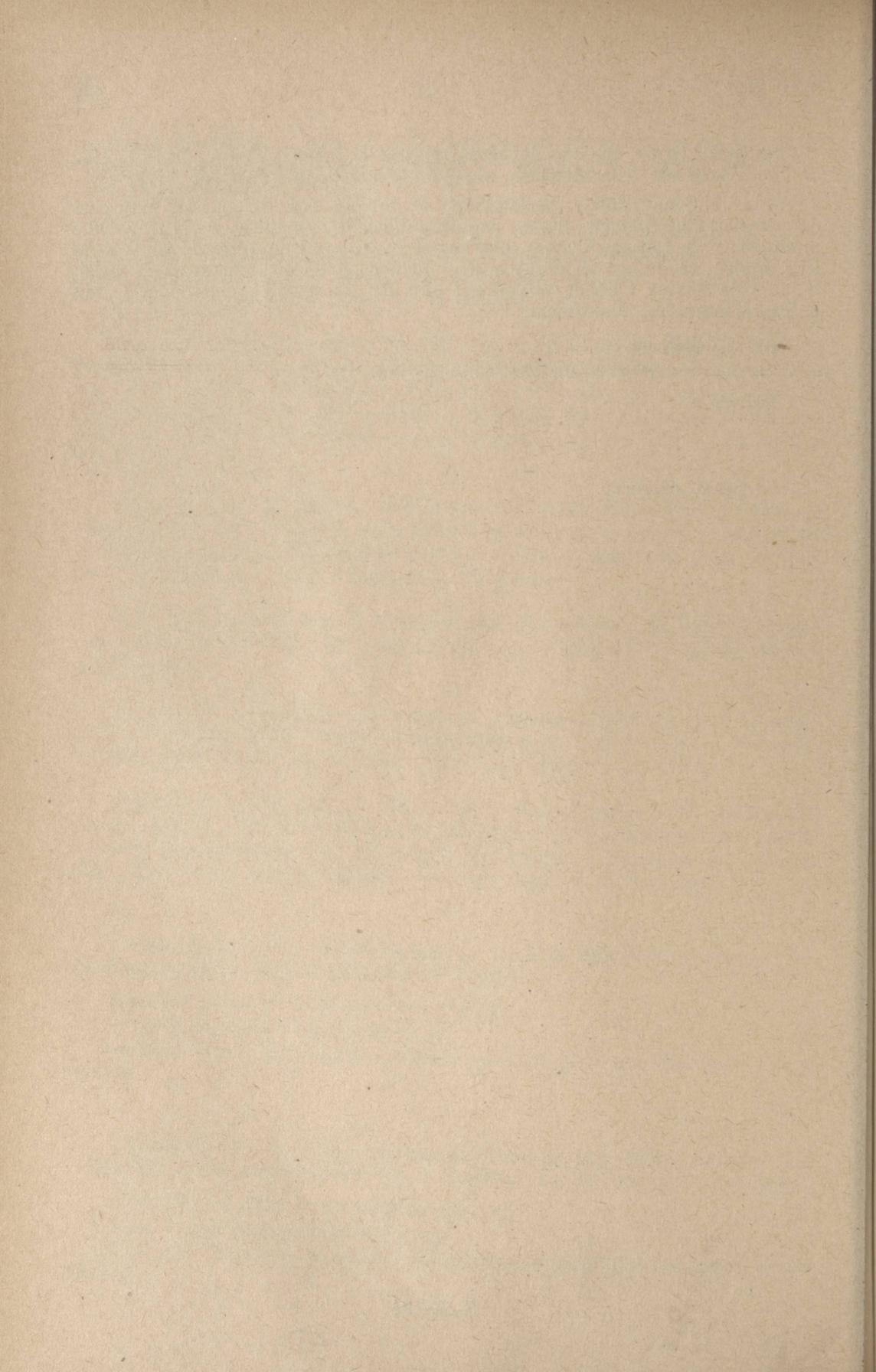
Que le Sénat donne instructions au comité des Ressources naturelles de vérifier, au moyen d'une enquête officielle, combien de cultivateurs producteurs de lait au Canada obtiennent moins de cinq cents la pinte pour leur production de lait, et de s'enquérir aussi combien de ramasseurs et distributeurs de lait au Canada obtiennent plus de dix cents la pinte pour le lait qu'ils ramassent et distribuent.

Après débat, et

La question étant posée sur ladite motion, elle est

Rejetée.

Le Sénat s'ajourne.



AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, le 4 juin 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mercredi, le 4 juin 1947

Par l'honorable sénateur Wilson:

3 juin—Que remise soit faite des taxes exigibles à l'égard du Bill (C-8), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation *The Canadian Council of The Girl Guides Association*", moins le coût de l'impression et de la traduction.

INTERPELLATIONS

Pour jeudi, le 5 juin 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer:

3 juin—qu'il demandera au Gouvernement—

(1) Lors de la Conférence fédérale-provinciale du rétablissement, le Gouvernement du Dominion a-t-il déclaré, à la page 24 du Livre vert intitulé "Propositions du Gouvernement du Canada", en date du mois d'août 1945;

En outre, le gouvernement fédéral est prêt à accepter la responsabilité du programme d'aéroports et de moyens connexes de navigation aérienne nécessaire pour fournir tous les aéroports voulus pour les services internationaux et les principaux réseaux du Canada.

(2) Quels aéroports présentement en service au Canada sont classifiés comme aéroports "voulus pour les services internationaux et les principaux réseaux du Canada"?

(3) Où sont situés lesdits aéroports?

(4) De qui relève la propriété de chacun desdits aéroports?

(5) Qui met en service et gère chacun desdits aéroports, respectivement?

(6) Les contribuables de Halifax, de Moncton et de Montréal ont-ils des placements ou des obligations dans les aéroports qui desservent leur ville respective?

(7) Quelle somme les contribuables de la cité de Toronto ont-ils placée dans l'Aéroport de Malton?

(8) Les représentants de la Corporation de la cité de Toronto ont-ils refusé une proposition soumise par le ministère des Transports (Air) à l'effet que la cité de Toronto acquière la propriété et se charge de la gestion dudit aéroport aux termes dudit accord projeté?

(9) Quelle somme le gouvernement du Canada a-t-il placée dans ledit aéroport?

(10) Quels sont les termes de l'accord que le ministère des Transports a proposé à la cité de Toronto?

(11) Quelle somme la cité de Windsor a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert cette cité?

(12) Quel est le placement du Dominion du Canada dans ledit aéroport?

(13) Qui met en service et gère ledit aéroport de Windsor?

(14) Quel est le placement de la cité de Winnipeg dans l'aéroport qui dessert cette cité?

(15) Quel est le placement du Dominion du Canada dans ledit aéroport?

(16) Qui met en service et gère ledit aéroport de Winnipeg?

(17) Quels sont les termes de l'accord en vertu duquel ledit aéroport est géré?

(18) Quel est le placement de la cité de Lethbridge dans l'aéroport qui dessert cette cité?

(19) Quelle somme d'argent la corporation de Lethbridge a-t-elle placée dans ledit aéroport?

(20) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?

(21) Qui gère ledit aéroport?

(22) S'il est géré en vertu d'un accord avec la cité de Lethbridge, quels sont les termes dudit accord?

(23) Quelle somme d'argent la cité d'Edmonton a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert la cité d'Edmonton?

(24) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans tous les aéroports qui avoisinent Edmonton?

(25) Sous quelle autorité les Lignes aériennes Trans-Canada utilisent-elles l'aéroport d'Edmonton, et qui exploite et gère cet aéroport?

(26) Quels sont les termes dudit accord?

(27) Quelle somme d'argent la cité de Vancouver a-t-elle placée dans la base aérienne de Sea Island qu'utilisent les Lignes aériennes Trans-Canada et qui dessert la cité de Vancouver?

(28) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?

(29) Qui gère et exploite ledit aéroport?

(30) Le ministère des Transports a-t-il proposé à la cité de Vancouver un accord relativement à la gestion et à l'exploitation dudit aéroport?

(31) Quels sont les termes dudit accord?

(32) Quelle somme la cité de Victoria a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert cette cité?

(33) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?

(34) Qui gère et exploite ledit aéroport?

(35) Pourquoi le ministère des Transports impose-t-il aux contribuables des cités de Toronto, Windsor, Winnipeg, Edmonton et Vancouver, des obligations qui ne sont pas imposées aux cités de Montréal, Halifax, Moncton et autres cités de la province de Québec et des Provinces maritimes?

No 2.

Par l'honorable sénateur McGeer:

3 juin—qu'il demandera au Gouvernement—

(1) Quels ports et havres au Canada sont présentement gérés, exploités et contrôlés par le Conseil des ports nationaux?

(2) Quels ports et havres au Canada ne sont pas exploités par le Conseil des ports nationaux?

(3) Le Conseil des ports nationaux a-t-il apporté quelque changement à la politique financière ou aux accords financiers qui se sont appliqués à des ports et havres mentionnés aux questions 1 et 2?

(4) De quelles sommes les dettes respectives desdits ports mentionnés aux questions 1 et 2 ont-elles été diminuées en ce qui concerne l'intérêt ou le principal, ou les deux? Quel est le nom de chaque port et le montant dont la dette a ainsi été réduite.

(5) Quel est le total des dépenses encourues dans chacun desdits ports depuis l'institution du Conseil des ports nationaux?

(6) Quelles sont les recettes de chacun desdits ports, avec indication au complet et en détail des taxes, redevances et autres frais imposés par les autorités du port à l'égard des navires, cargaisons, location des lais de mer et des terrains, ainsi que toutes autres taxes, redevances, frais ou recettes perçus dans chacun desdits ports et havres?

(7) Quelle est la dette totale de chacun desdits ports?

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 4 juin 1947

No 1.

3 juin—Prise en considération des rapports suivants du comité permanent des Divorces:

- Rapport No 231,—*re* pétition de Rose Nemerofsky Silverstein;
- Rapport No 232,—*re* pétition de James Albert Carruthers, autrement connu comme James Albert Fell;
- Rapport No 233,—*re* pétition de Ronald Edwin George;
- Rapport No 234,—*re* pétition de Margaret Lena Bertha Dasen Scheffer;
- Rapport No 235,—*re* pétition de Ethel Mary McKenzie Cramp;
- Rapport No 236,—*re* pétition de Evelyn Alice Howard Smart;
- Rapport No 237,—*re* pétition de Mary Margaret Tibbins Cogo;
- Rapport No 238,—*re* pétition de Alfred Nelson Nickle;
- Rapport No 239,—*re* pétition de Arthur Haigh MacGill;
- Rapport No 240,—*re* pétition de Clinton Leslie Dobson;
- Rapport No 241,—*re* pétition de Bernard Stanley Bailey;
- Rapport No 242,—*re* pétition de Archie William Young;
- Rapport No 244,—*re* pétition de Olive Lever Sanborn Lead;
- Rapport No 245,—*re* pétition de John Mackie;
- Rapport No 246,—*re* pétition de Isabel Mercer Lebœuf;
- Rapport No 247,—*re* pétition de Hilda Irene Gordon Lazarus;
- Rapport No 248,—*re* pétition de Mary Margaret Bernice Walker Kennedy;
- Rapport No 249,—*re* pétition de Gertie Rabin Bard;
- Rapport No 250,—*re* pétition de Ruth Morrison Henderson Sidders;
- Rapport No 251,—*re* pétition de Philip Berger;
- Rapport No 252,—*re* pétition de Harold Swann;
- Rapport No 253,—*re* pétition de Margaret Isabelle Curry;
- Rapport No 254,—*re* pétition de Rosamond Edith Been Crease;
- Rapport No 255,—*re* pétition de Alma Mary Hanway Eccles;
- Rapport No 256,—*re* pétition de Alberta Dorothy Olson Colby;
- Rapport No 257,—*re* pétition de Clair Reginald McLaughlin;
- Rapport No 258,—*re* pétition de Eugene Klein;
- Rapport No 259,—*re* pétition de Daniel Hudson;
- Rapport No 260,—*re* pétition de Eileen Edna Paget Bray Dundas;
- Rapport No 261,—*re* pétition de Jessie Goodis Markis;

- Rapport No 262,—re pétition de Julia Luella Audrey Cleroux Babbage;
 Rapport No 263,—re pétition de Mile Kristo Yoja, autrement connu
 comme Stanley Vadie;
 Rapport No 264,—re pétition de Anthony Wavroch;
 Rapport No 265,—re pétition de Mary Magee Glasheen;
 Rapport No 266,—re pétition de Mary Ann Clorenda Archer Richardson;
 Rapport No 267,—re pétition de Gladys May Kay Oliver;
 Rapport No 268,—re pétition de Henry Thomas Matthews;
 Rapport No 269,—re pétition de Ivy Stapleton Brown;
 Rapport No 270,—re pétition de John William Sydney Jordan;
 Rapport No 271,—re pétition de Pamela Mary Gottschalk Muckell;
 Rapport No 272,—re pétition de Winnifred Doris Cleaver Wooley;

(L'honorable sénateur Aseltine)

No 2.

3 juin 1947—Deuxième lecture des bills de divorce suivants:

Bill (P-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Maude Gardner Richards".

Bill (Q-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Audrey Gray Lacaille".

Bill (R-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Aline Théoret Larose".

Bill (S-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Betty Rollings Burman".

Bill (T-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Dorothy Pountney Alker".

Bill (U-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Jean Duff Dorval".

Bill (V-8), intitulé: "Loi pour faire droit à George Somerville Blackie Begg".

Bill (W-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Guerasio Galardo".

Bill (X-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Stewart Davidson Myles".

Bill (Y-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Bradford Hurley".

Bill (Z-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie McCormick Albers".

Bill (A-9), intitulé: "Loi pour faire droit à George Wilson Dyce".

Bill (B-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Johnson Cherrier".

Bill (C-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Cole Zeesman".

Bill (D-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Celia Yaffe Dubinsky".

Bill (E-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Marlyn Garayt Johnston".

Bill (F-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Léone-Rhéal Leduc Metcalf".

Bill (G-9), intitulé: "Loi pour faire droit à James Arthur Ablett".

Bill (H-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Goldie Slovinsky Tkatch".

Bill (I-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Fassett Staniforth".

Bill (J-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Morgan Lockner Middleton-Hope".

(L'honorable sénateur Aseltine)

No 3.

3 juin—Deuxième lecture du Bill (176), intitulé: "Loi modifiant la Loi nationale de 1944 sur l'habitation".—(L'honorable sénateur Copp).

No 4.

3 juin—Deuxième lecture du Bill (L-9), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Réunions de courses)".—(L'honorable sénateur Copp).

No 5.

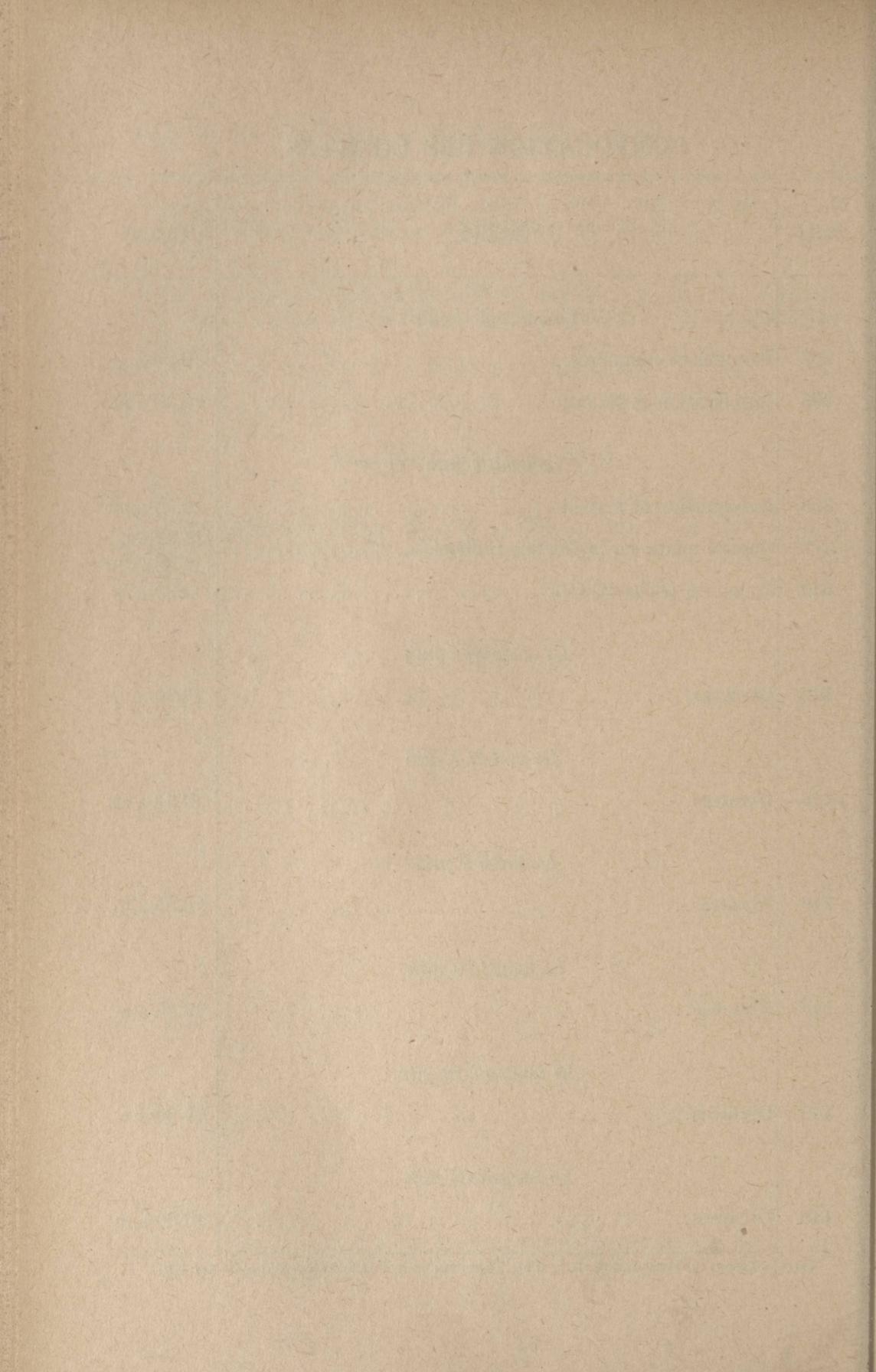
3 juin—Deuxième lecture du Bill (M-9), intitulé: "Loi concernant certains parcs nationaux et modifiant la Loi des parcs nationaux".—(L'honorable sénateur Copp).

Pour jeudi, le 5 juin, 1947**No 1.**

3 juin—Deuxième lecture du Bill (K-9), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Commonwealth Insurance Company*".—(L'honorable sénateur Paterson).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le mercredi 4 juin</i>		
262	Banques et commerce.....	10.30 a.m.
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
<i>Le jeudi 5 juin</i>		
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
277	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	{ 11.00 a.m. 4.00 p.m.
530	Papeterie (<i>Sous-comité</i>).....	2.30 p.m.
<i>Le vendredi 6 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le samedi 7 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le lundi 9 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le mardi 10 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le vendredi 13 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le samedi 14 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.



No 36

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 4 juin 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	David,	Hurtubise,	Morand,
Aylesworth	Davies,	Hushion,	Murdock,
(sir Allen),	Dessureault,	Johnston,	Nicol,
Ballantyne,	Donnelly,	Jones,	Paquet,
Beaubien	Duffus,	King,	Riley,
(Montarville),	Dupuis,	Kinley,	Robicheau,
Beauregard,	Farris,	Lacasse,	Robinson,
Bishop,	Ferland,	Lambert,	Roebuck,
Blais,	Foster,	Léger,	St-Père,
Bouchard,	Gershaw,	Lesage,	Sinclair,
Bouffard,	Gouin,	Marcotte,	Stevenson,
Buchanan,	Haig,	McDonald	Taylor,
Burchill,	Harmer,	(Shediac),	Turgeon,
Calder,	Hayden,	McGeer,	Vaillancourt,
Campbell,	Horner,	McGuire,	Veniot,
Copp,	Howard,	McIntyre,	White,
Crerar,	Howden,	Michener,	Wilson.
Daigle,	Hugessen,	Molloy,	

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Beuregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (D-8), intitulé: "Loi modifiant la Loi des jeunes délinquants, 1929", rapporte que ce comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Beuregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (U-6), intitulé: "Loi constituant en corporation La Fédération, Compagnie d'Assurances du Canada", rapporte que ce comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 2, ligne 33.*—Au mot "trois", substituer "deux".
2. *Page 2, ligne 33.*—Après le mot "dollars", ajouter "en même temps qu'une contribution à l'excédent de cent mille dollars".
3. Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.

Lesdits amendements sont agréés, et
Avec la permission du Sénat,

Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent trente et un à deux cent quarante-deux, aussi de deux cent quarante-quatre à deux cent soixante-douze, inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés, séparément, sur division.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (P-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Maude Gardner Richards".

Bill (Q-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Audrey Gray Lacaille".

- Bill (R-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Aline Théoret Larose".
 Bill (S-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Betty Rollings Burman".
 Bill (T-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Dorothy Pountney Alker".
 Bill (U-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Jean Duff Dorval".
 Bill (V-8), intitulé: "Loi pour faire droit à George Somerville Blackie Begg".
 Bill (W-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Guerasio Galardo".
 Bill (X-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Stewart Davidson Myles".
 Bill (Y-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Bradford Hurley".
 Bill (Z-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie McCormick Albers".
 Bill (A-9), intitulé: "Loi pour faire droit à George Wilson Dyce".
 Bill (B-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Johnson Cherrier".
 Bill (C-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Cole Zeeman".
 Bill (D-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Celia Yaffe Dubinsky".
 Bill (E-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Marlyn Garayt Johnston".
 Bill (F-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Léone-Rhéal Leduc Metcalf".
 Bill (G-9), intitulé: "Loi pour faire droit à James Arthur Ablett".
 Bill (H-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Goldie Slovinsky Tkatch".
 Bill (I-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Fassett Staniforth".
 Bill (J-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Morgan Lockner Middleton-Hope".

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont lus séparément la troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (176), intitulé: "Loi modifiant la Loi nationale de 1944 sur l'habitation", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (L-9), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Réunions de courses)", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (M-9), intitulé: "Loi concernant certains parcs nationaux et modifiant la Loi des parcs nationaux", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, le 5 juin 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour jeudi, le 5 juin 1947

Par l'honorable sénateur Wilson:

3 juin—Que remise soit faite des taxes exigibles à l'égard du Bill (C-8), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation *The Canadian Council of The Girl Guides Association*", moins le coût de l'impression et de la traduction.

INTERPELLATIONS

Pour jeudi, le 5 juin 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer:

3 juin—qu'il demandera au Gouvernement—

(1) Lors de la Conférence fédérale-provinciale du rétablissement, le Gouvernement du Dominion a-t-il déclaré, à la page 24 du Livre vert intitulé "Propositions du Gouvernement du Canada", en date du mois d'août 1945;

En outre, le gouvernement fédéral est prêt à accepter la responsabilité du programme d'aéroports et de moyens connexes de navigation aérienne nécessaire pour fournir tous les aéroports voulus pour les services internationaux et les principaux réseaux du Canada.

(2) Quels aéroports présentement en service au Canada sont classifiés comme aéroports "voulus pour les services internationaux et les principaux réseaux du Canada"?

(3) Où sont situés lesdits aéroports?

(4) De qui relève la propriété de chacun desdits aéroports?

(5) Qui met en service et gère chacun desdits aéroports, respectivement?

(6) Les contribuables de Halifax, de Moncton et de Montréal ont-ils des placements ou des obligations dans les aéroports qui desservent leur ville respective?

(7) Quelle somme les contribuables de la cité de Toronto ont-ils placée dans l'Aéroport de Malton?

(8) Les représentants de la Corporation de la cité de Toronto ont-ils refusé une proposition soumise par le ministère des Transports (Air) à l'effet que la cité de Toronto acquière la propriété et se charge de la gestion dudit aéroport aux termes dudit accord projeté?

(9) Quelle somme le gouvernement du Canada a-t-il placée dans ledit aéroport?

(10) Quels sont les termes de l'accord que le ministère des Transports a proposé à la cité de Toronto?

(11) Quelle somme la cité de Windsor a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert cette cité?

(12) Quel est le placement du Dominion du Canada dans ledit aéroport?

(13) Qui met en service et gère ledit aéroport de Windsor?

(14) Quel est le placement de la cité de Winnipeg dans l'aéroport qui dessert cette cité?

(15) Quel est le placement du Dominion du Canada dans ledit aéroport?

(16) Qui met en service et gère ledit aéroport de Winnipeg?

(17) Quels sont les termes de l'accord en vertu duquel ledit aéroport est géré?

(18) Quel est le placement de la cité de Lethbridge dans l'aéroport qui dessert cette cité?

(19) Quelle somme d'argent la corporation de Lethbridge a-t-elle placée dans ledit aéroport?

(20) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?

(21) Qui gère ledit aéroport?

(22) S'il est géré en vertu d'un accord avec la cité de Lethbridge, quels sont les termes dudit accord?

(23) Quelle somme d'argent la cité d'Edmonton a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert la cité d'Edmonton?

(24) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans tous les aéroports qui avoisinent Edmonton?

(25) Sous quelle autorité les Lignes aériennes Trans-Canada utilisent-elles l'aéroport d'Edmonton, et qui exploite et gère cet aéroport?

(26) Quels sont les termes dudit accord?

(27) Quelle somme d'argent la cité de Vancouver a-t-elle placée dans la base aérienne de Sea Island qu'utilisent les Lignes aériennes Trans-Canada et qui dessert la cité de Vancouver?

(28) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?

(29) Qui gère et exploite ledit aéroport?

(30) Le ministère des Transports a-t-il proposé à la cité de Vancouver un accord relativement à la gestion et à l'exploitation dudit aéroport?

(31) Quels sont les termes dudit accord?

(32) Quelle somme la cité de Victoria a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert cette cité?

(33) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?

(34) Qui gère et exploite ledit aéroport?

(35) Pourquoi le ministère des Transports impose-t-il aux contribuables des cités de Toronto, Windsor, Winnipeg, Edmonton et Vancouver, des obligations qui ne sont pas imposées aux cités de Montréal, Halifax, Moncton et autres cités de la province de Québec et des Provinces maritimes?

No 2.

Par l'honorable sénateur McGeer:

3 juin—qu'il demandera au Gouvernement—

(1) Quels ports et havres au Canada sont présentement gérés, exploités et contrôlés par le Conseil des ports nationaux?

(2) Quels ports et havres au Canada ne sont pas exploités par le Conseil des ports nationaux?

(3) Le Conseil des ports nationaux a-t-il apporté quelque changement à la politique financière ou aux accords financiers qui se sont appliqués à des ports et havres mentionnés aux questions 1 et 2?

(4) De quelles sommes les dettes respectives desdits ports mentionnés aux questions 1 et 2 ont-elles été diminuées en ce qui concerne l'intérêt ou le principal, ou les deux? Quel est le nom de chaque port et le montant dont la dette a ainsi été réduite.

(5) Quel est le total des dépenses encourues dans chacun desdits ports depuis l'institution du Conseil des ports nationaux?

(6) Quelles sont les recettes de chacun desdits ports, avec indication au complet et en détail des taxes, redevances et autres frais imposés par les autorités du port à l'égard des navires, cargaisons, location des lais de mer et des terrains, ainsi que toutes autres taxes, redevances, frais ou recettes perçus dans chacun desdits ports et havres?

(7) Quelle est la dette totale de chacun desdits ports?

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 5 juin 1947

No 1.

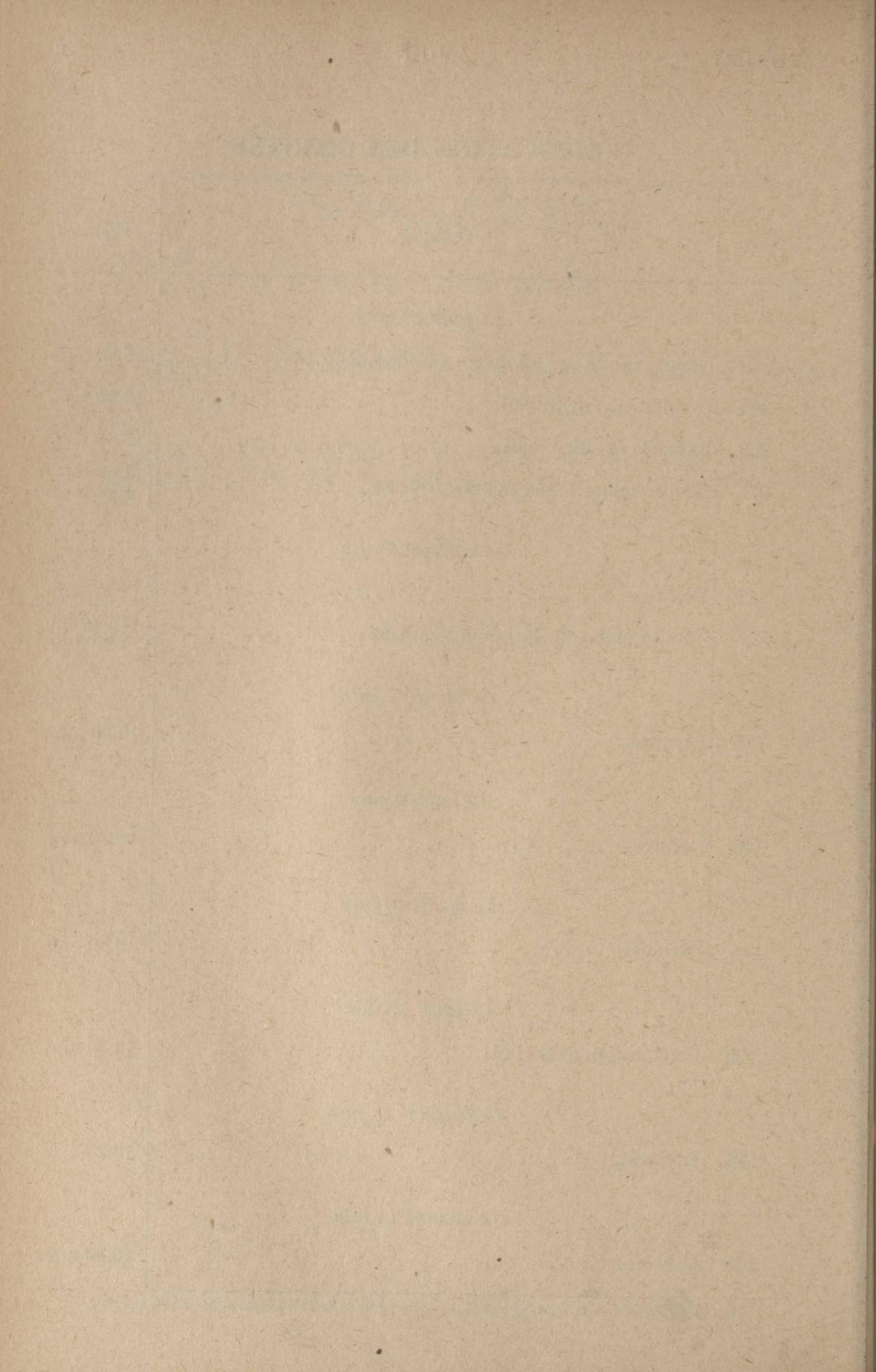
3 juin—Deuxième lecture du Bill (M-9), intitulé: "Loi concernant certains parcs nationaux et modifiant la Loi des parcs nationaux".—(L'honorable sénateur Copp).

No 2.

3 juin—Deuxième lecture du Bill (K-9), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Commonwealth Insurance Company*".—(L'honorable sénateur Paterson).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le jeudi 5 juin</i>		
262	Comité mixte sur les droits de l'homme.....	10.30 a.m.
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
262	Banques et commerce.....	11.30 a.m.
277	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	{ 11.00 a.m. 4.00 p.m.
<i>Le vendredi 6 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
277	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	{ 11.00 a.m. 4.00 p.m.
<i>Le samedi 7 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le lundi 9 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le mardi 10 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le jeudi 12 juin</i>		
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
<i>Le vendredi 13 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le samedi 14 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.



No 37

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Jeudi 5 juin 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Davies,	Hushion,	Moraud,
Aylesworth	Dessureault,	Johnston,	Murdock,
(sir Allen),	Donnelly,	Jones,	Nicol,
Ballantyne,	Duffus,	King,	Paquet,
Beaubien	Farris,	Kinley,	Riley,
(Montarville),	Ferland,	Lacasse,	Robicheau,
Beauregard,	Foster,	Lambert,	Robinson,
Bishop,	Gershaw,	Léger,	Roebuck,
Blais,	Gouin,	Lesage,	St-Père,
Bouchard,	Haig,	Macdonald	Sinclair,
Bouffard,	Hardy,	(Cardigan),	Stevenson,
Buchanan,	Harmer,	MacLennan,	Taylor,
Burchill,	Hayden,	Marcotte,	Turgeon,
Campbell,	Horner,	McDonald	Vaillancourt,
Copp,	Howard,	(Shediac),	Veniot,
Crerar,	Howden,	McGuire,	Vien,
Daigle,	Hugessen,	McIntyre,	Wilson.
David,	Hurtubise,	Molloy,	

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (177), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

La pétition suivante est lue et reçue:

D'Anselme Samoisette, d'Outremont, Québec, et d'autres personnes d'autres lieux, demandant d'être constitués en une corporation portant nom "La Progressive, Compagnie d'Assurance du Canada".

L'honorable sénateur Beaugard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (176), intitulé: "Loi modifiant la Loi nationale de 1944 sur l'habitation", rapporte que ce comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beaugard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (L-9), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Réunions de courses)", rapporte que ce comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (N-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Nemerofsky Silverstein".

Bill (O-9), intitulé: "Loi pour faire droit à James Albert Carruthers, autrement connu sous le nom de James Albert Fell".

Bill (P-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Ronald Edwin George".

Bill (Q-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Lena Bertha Dasen Scheffer".

- Bill (R-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Mary McKenzie Cramp".
- Bill (S-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Alice Howard Smart".
- Bill (T-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Margaret Tibbins Gogo".
- Bill (U-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Nelson Nickle".
- Bill (V-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Haigh MacGill".
- Bill (W-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Clinton Leslie Dobson".
- Bill (X-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernard Stanley Bailey".
- Bill (Y-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Archie William Young".
- Bill (Z-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Lever Sanbord Lead".
- Bill (A-10), intitulé: "Loi pour faire droit à John Mackie".
- Bill (B-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Isabel Mercer Leboeuf".
- Bill (C-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Irene Gordon Lazarus".
- Bill (D-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Margaret Bernice Walker Kennedy".
- Bill (E-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertie Rabin Bard".
- Bill (F-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Morrison Henderson Sidders".
- Bill (G-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Philip Berger".
- Bill (H-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Swann".
- Bill (I-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Isabelle Curry".
- Bill (J-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Rosamond Edith Bean Crease".
- Bill (K-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Mary Hanway Eccles".
- Bill (L-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Alberta Dorothy Olson Colby".
- Bill (M-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Clair Reginald McLaughlin".
- Bill (N-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Eugene Klein".
- Bill (O-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Daniel Hudson".
- Bill (P-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Edna Paget Bray Dundas".
- Bill (Q-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Goodis Markis".
- Bill (R-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Julia Luella Audrey Cleroux Babbage".
- Bill (S-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mile Kristo Yoja, autrement connu sous le nom de Stanley Vadic".
- Bill (T-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Anthony Wavroch".
- Bill (U-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Magee Glasheen".
- Bill (V-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Ann Clorenda Archer Richardson".
- Bill (W-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys May Kay Oliver".
- Bill (X-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry Thomas Matthews".
- Bill (Y-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Ivy Stapleton Brown".
- Bill (Z-10), intitulé: "Loi pour faire droit à John William Sydney Jordan".
- Bill (A-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Pamela Mary Gottschalk Muckell".

Bill (B-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Doris Cleaver Wooley".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont lus séparément la deuxième fois, sur division.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Sur motion de l'honorable sénateur Wilson, il est

Ordonné: Que remise soit faite des taxes parlementaires exigibles à l'égard du Bill (C-8), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation *The Canadian Council of the Girl Guides Association*", moins le coût de l'impression et de la traduction.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (M-9), intitulé: "Loi concernant certains parcs nationaux et modifiant la Loi des parcs nationaux", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Ressources naturelles.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (K-9), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Commonwealth Insurance Company*", est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Copp, il est

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, demeurera ajourné jusqu'à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, le 10 juin 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATIONS

Pour mardi, le 10 juin 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer:

3 juin—qu'il demandera au Gouvernement—

(1) Lors de la Conférence fédérale-provinciale du rétablissement, le Gouvernement du Dominion a-t-il déclaré, à la page 24 du Livre vert intitulé "Propositions du Gouvernement du Canada", en date du mois d'août 1945;

En outre, le gouvernement fédéral est prêt à accepter la responsabilité du programme d'aéroports et de moyens connexes de navigation aérienne nécessaire pour fournir tous les aéroports voulus pour les services internationaux et les principaux réseaux du Canada.

(2) Quels aéroports présentement en service au Canada sont classifiés comme aéroports "voulus pour les services internationaux et les principaux réseaux du Canada"?

(3) Où sont situés lesdits aéroports?

(4) De qui relève la propriété de chacun desdits aéroports?

(5) Qui met en service et gère chacun desdits aéroports, respectivement?

(6) Les contribuables de Halifax, de Moncton et de Montréal ont-ils des placements ou des obligations dans les aéroports qui desservent leur ville respective?

(7) Quelle somme les contribuables de la cité de Toronto ont-ils placée dans l'Aéroport de Malton?

(8) Les représentants de la Corporation de la cité de Toronto ont-ils refusé une proposition soumise par le ministère des Transports (Air) à l'effet que la cité de Toronto acquière la propriété et se charge de la gestion dudit aéroport aux termes dudit accord projeté?

(9) Quelle somme le gouvernement du Canada a-t-il placée dans ledit aéroport?

(10) Quels sont les termes de l'accord que le ministère des Transports a proposé à la cité de Toronto?

- (11) Quelle somme la cité de Windsor a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert cette cité?
- (12) Quel est le placement du Dominion du Canada dans ledit aéroport?
- (13) Qui met en service et gère ledit aéroport de Windsor?
- (14) Quel est le placement de la cité de Winnipeg dans l'aéroport qui dessert cette cité?
- (15) Quel est le placement du Dominion du Canada dans ledit aéroport?
- (16) Qui met en service et gère ledit aéroport de Winnipeg?
- (17) Quels sont les termes de l'accord en vertu duquel ledit aéroport est géré?
- (18) Quel est le placement de la cité de Lethbridge dans l'aéroport qui dessert cette cité?
- (19) Quelle somme d'argent la corporation de Lethbridge a-t-elle placée dans ledit aéroport?
- (20) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?
- (21) Qui gère ledit aéroport?
- (22) S'il est géré en vertu d'un accord avec la cité de Lethbridge, quels sont les termes dudit accord?
- (23) Quelle somme d'argent la cité d'Edmonton a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert la cité d'Edmonton?
- (24) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans tous les aéroports qui avoisinent Edmonton?
- (25) Sous quelle autorité les Lignes aériennes Trans-Canada utilisent-elles l'aéroport d'Edmonton, et qui exploite et gère cet aéroport?
- (26) Quels sont les termes dudit accord?
- (27) Quelle somme d'argent la cité de Vancouver a-t-elle placée dans la base aérienne de Sea Island qu'utilisent les Lignes aériennes Trans-Canada et qui dessert la cité de Vancouver?
- (28) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?
- (29) Qui gère et exploite ledit aéroport?
- (30) Le ministère des Transports a-t-il proposé à la cité de Vancouver un accord relativement à la gestion et à l'exploitation dudit aéroport?
- (31) Quels sont les termes dudit accord?
- (32) Quelle somme la cité de Victoria a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert cette cité?
- (33) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?
- (34) Qui gère et exploite ledit aéroport?
- (35) Pourquoi le ministère des Transports impose-t-il aux contribuables des cités de Toronto, Windsor, Winnipeg, Edmonton et Vancouver, des obligations qui ne sont pas imposées aux cités de Montréal, Halifax, Moncton et autres cités de la province de Québec et des Provinces maritimes?

No 2.

Par l'honorable sénateur McGeer:

3 juin—qu'il demandera au Gouvernement—

(1) Quels ports et havres au Canada sont présentement gérés, exploités et contrôlés par le Conseil des ports nationaux?

(2) Quels ports et havres au Canada ne sont pas exploités par le Conseil des ports nationaux?

(3) Le Conseil des ports nationaux a-t-il apporté quelque changement à la politique financière ou aux accords financiers qui se sont appliqués à des ports et havres mentionnés aux questions 1 et 2?

(4) De quelles sommes les dettes respectives desdits ports mentionnés aux questions 1 et 2 ont-elles été diminuées en ce qui concerne l'intérêt ou le principal, ou les deux? Quel est le nom de chaque port et le montant dont la dette a ainsi été réduite.

(5) Quel est le total des dépenses encourues dans chacun desdits ports depuis l'institution du Conseil des ports nationaux?

(6) Quelles sont les recettes de chacun desdits ports, avec indication au complet et en détail des taxes, redevances et autres frais imposés par les autorités du port à l'égard des navires, cargaisons, location des lais de mer et des terrains, ainsi que toutes autres taxes, redevances, frais ou recettes perçus dans chacun desdits ports et havres?

(7) Quelle est la dette totale de chacun desdits ports?

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, le 10 juin 1947

No 1.

5 juin—Troisième lecture des bills de divorce suivants:

Bill (N-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Nemerofsky Silverstein".

Bill (O-9), intitulé: "Loi pour faire droit à James Albert Carruthers, autrement connu sous le nom de James Albert Fell".

Bill (P-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Ronald Edwin George".

Bill (Q-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Lena Bertha Dasen Scheffer".

Bill (R-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Mary McKenzie Cramp".

Bill (S-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Alice Howard Smart".

Bill (T-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Margaret Tibbins Gogo".

Bill (U-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Nelson Nickle".

Bill (V-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Haigh MacGill".

Bill (W-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Clinton Leslie Dobson".

Bill (X-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernard Stanley Bailey".

Bill (Y-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Archie William Young".

Bill (Z-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Lever Sanbord Lead".

Bill (A-10), intitulé: "Loi pour faire droit à John Mackie".

Bill (B-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Isabel Mercer Lebœuf".

Bill (C-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Irène Gordon Lazarus".

Bill (D-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Margaret Bernice Walker Kennedy".

Bill (E-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertie Rabin Bard".

Bill (F-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Morrison Henderson Sidders".

Bill (G-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Philip Berger".

Bill (H-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Swann".

Bill (I-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Isabelle Curry".

Bill (J-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Rosamond Edith Bean Crease".

Bill (K-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Mary Hanway Eccles".

Bill (L-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Alberta Dorothy Olson Colby".

Bill (M-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Clair Reginald McLaughlin".

Bill (N-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Eugene Klein".

Bill (O-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Daniel Hudson".

Bill (P-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Edna Paget Bray Dundas".

Bill (Q-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Goodis Markis".

Bill (R-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Julia Luella Audrey Cleroux Babbage".

Bill (S-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mile Kristo Yoja, autrement connu sous le nom de Stanley Vadic".

Bill (T-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Anthony Wavroch".

Bill (U-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Magee Glasheen".

Bill (V-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Ann Clorenda Archer Richardson".

Bill (W-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys May Kay Oliver".

Bill (X-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry Thomas Matthews".

Bill (Y-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Ivy Stapleton Brown".

Bill (Z-10), intitulé: "Loi pour faire droit à John William Sydney Jordan".

Bill (A-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Pamela Mary Gottschalk Muckell".

Bill (B-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Doris Cleaver Wooley".

(L'honorable sénateur Aseltine)

No 2.

5 juin—Deuxième lecture du Bill (177), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers".—(L'honorable sénateur Copp).

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le dixième rapport de l'Examineur des pétitions pour bills privés, comme suit:

MARDI, le 10 juin 1947.

Conformément à la règle 111, article 2, l'Examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter ce qui suit comme son dixième rapport:

Votre Examineur a dûment étudié la pétition suivante et constate que les exigences de la règle 107 ont été appliquées à tous importants égards, savoir:

D'Anselme Samoisette, d'Outremont, Québec, et d'autres personnes d'autres lieux, demandant d'être constitués en une corporation portant nom "La Progressive, Compagnie d'assurances du Canada", et en anglais, "*Progressive Insurance Company of Canada*".

Respectueusement soumis,

A. H. HINDS,

Examineur des pétitions pour bills privés.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (253), intitulé: "Loi concernant les forces des Etats-Unis d'Amérique qui visitent le Canada, ainsi que l'exercice de la discipline et l'administration intérieure desdites forces", auquel elle demande le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (265), intitulé: "Loi sur les chemins de fer nationaux du Canada, en vue du remboursement d'obligations financières échues, arrivant à échéance et rachetables par anticipation", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (T-6), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill avec un amendement auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier comme suit:

Page 1, ligne 5.—Retrancher le mot "établie" et insérer "inscrite".

Ordonné: Que ledit amendement soit pris en considération demain.

La pétition suivante est présentée:

Par l'honorable sénateur Bouffard—

De George Henry Bridge et autres personnes de la cité de Québec, province de Québec, et d'une autre personne d'un autre lieu, demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "*The Limitholders' Mutual Insurance Company*".

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports dudit comité portant les numéros deux cent soixante-treize à deux cent quatre-vingt-trois, inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier comme suit:

VENDREDI, le 6 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-treizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eileen Francis Murphy Kerson, de la ville de Mont-Royal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Murray S. Kerson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 6 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-quatorzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joyce Kathleen Reynolds Swards, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Max Hellman Swards, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 6 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-quinzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Anne Fishman Minsk, de la cité de Montréal, province de Québec, téléphoniste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Louis Minsk, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.
3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$150.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 6 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-seizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Muriel Alice Goddard Perkins, de la ville de Waterloo, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Alden Morse Perkins, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 6 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-dix-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Irene Elizabeth Burke Robinson, de la cité de Montréal, province de Québec, teneuse de livres, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Herbert Thomas Robinson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 6 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-dix-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gardiner Hinkley Prescott, du village de Chambly-Canton, province de Québec, manufacturier, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Isabel Macdonald Prescott, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 6 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante dix-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph-Amédée-Alexis Cousineau, du village de Laval-des-Rapides, province de Québec, vendeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lillian Pearly Storey Cousineau, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 7 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingtième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mildred Verna Ruth Schnauffer Case, de la cité de Verdun, province de Québec, mannequin, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Donald Cortlandt Case, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 7 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Robert Ralph Tripp, de la cité de Montréal, province de Québec, artiste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lois Isobel Cunningham Tripp, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 7 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Charles James Langevin, du Lac Beauport, province de Québec, journalier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son

mariage avec Elizabeth Ann Kelly Langevin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

SAMEDI, le 7 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edward Frank Fulton, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Rita Bourque Fulton, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du Comité des divorces portant les numéros deux cent soixante-treize à deux cent quatre-vingt-trois, inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Exemplaires anglais et français des Ordres en conseil adoptés sous l'autorité de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales au cours des mois d'avril et de mai 1947.

Amendements apportés aux Règlements du Roi pour le gouvernement des Forces navales canadiennes de Sa Majesté.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Haig, il est

Résolu: Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté le Roi dans les termes suivants:

A Sa Très Excellente Majesté le Roi,

Très Gracieux Souverain,

Nous, les membres du Sénat du Canada, en Parlement assemblés, désirons respectueusement présenter à Votre Majesté, en ce jour consacré à la célébration au Canada de l'anniversaire de naissance de Votre Majesté, nos loyaux hommages et nos vœux bien sincères.

Nous prions la Divine Providence de continuer à guider et à protéger Votre Majesté et de vous donner l'énergie voulue pour supporter à l'avenir, comme vous l'avez fait dans le passé, les lourdes responsabilités attachées à vos hautes fonctions.

L'honorable sénateur Bouffard présente au Sénat un Bill (C-11), intitulé: "Loi constituant en corporation La Progressive, Compagnie d'Assurances du Canada".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture jeudi prochain.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont, sur division, lus séparément la troisième fois:

Bill (N-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Nemerofsky Silverstein".

Bill (O-9), intitulé: "Loi pour faire droit à James Albert Carruthers, autrement connu sous le nom de James Albert Fell".

Bill (P-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Ronald Edwin George".

Bill (Q-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Lena Bertha Dasen Scheffer".

Bill (R-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Mary McKenzie Cramp".

Bill (S-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Alice Howard Smart".

Bill (T-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Margaret Tibbins Gogo".

Bill (U-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Nelson Nickle".

Bill (V-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Haigh MacGill".

Bill (W-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Clinton Leslie Dobson".

Bill (X-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernard Stanley Bailey".

Bill (Y-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Archie William Young".

Bill (Z-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Lever Sanbord Lead".

Bill (A-10), intitulé: "Loi pour faire droit à John Mackie".

Bill (B-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Isabel Mercer Lebœuf".

Bill (C-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Irene Gordon Lazarus".

Bill (D-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Margaret Bernice Walker Kennedy".

Bill (E-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertie Rabin Bard".

Bill (F-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Morrison Henderson Sidders".

Bill (G-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Philip Berger".

Bill (H-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Swann".

Bill (I-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Isabelle Curry".

Bill (J-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Rosamond Edith Bean Crease".

Bill (K-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Mary Hanway Eccles".

Bill (L-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Alberta Dorothy Olson Colby".

Bill (M-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Clair Reginald McLaughlin".

Bill (N-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Eugene Klein".

Bill (O-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Daniel Hudson".

Bill (P-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Edna Paget Bray Dundas".

Bill (Q-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Goodis Markis".

Bill (R-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Julia Luella Audrey Cleroux Babbage".

Bill (S-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mile Kristo Yoja, autrement connu sous le nom de Stanley Vadic".

Bill (T-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Anthony Wavroch".

Bill (U-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Magee Glasheen".

Bill (V-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Ann Clorenda Archer Richardson".

Bill (W-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys May Kay Oliver".

Bill (X-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry Thomas Matthews".

Bill (Y-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Ivy Stapleton Brown".

Bill (Z-10), intitulé: "Loi pour faire droit à John William Sydney Jordan".

Bill (A-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Pamela Mary Gottschalk Muckell".

Bill (B-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Doris Cleaver Wooley".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (177), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent sur la Santé publique et le bien-être.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, le 11 juin 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATIONS

Pour mercredi, le 11 juin 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer:

3 juin—qu'il demandera au Gouvernement—

(1) Lors de la Conférence fédérale-provinciale du rétablissement, le Gouvernement du Dominion a-t-il déclaré, à la page 24 du Livre vert intitulé "Propositions du Gouvernement du Canada", en date du mois d'août 1945;

En outre, le gouvernement fédéral est prêt à accepter la responsabilité du programme d'aéroports et de moyens connexes de navigation aérienne nécessaire pour fournir tous les aéroports voulus pour les services internationaux et les principaux réseaux du Canada.

(2) Quels aéroports présentement en service au Canada sont classifiés comme aéroports "voulus pour les services internationaux et les principaux réseaux du Canada"?

(3) Où sont situés lesdits aéroports?

(4) De qui relève la propriété de chacun desdits aéroports?

(5) Qui met en service et gère chacun desdits aéroports, respectivement?

(6) Les contribuables de Halifax, de Moncton et de Montréal ont-ils des placements ou des obligations dans les aéroports qui desservent leur ville respective?

(7) Quelle somme les contribuables de la cité de Toronto ont-ils placée dans l'Aéroport de Malton?

(8) Les représentants de la Corporation de la cité de Toronto ont-ils refusé une proposition soumise par le ministère des Transports (Air) à l'effet que la cité de Toronto acquière la propriété et se charge de la gestion dudit aéroport aux termes dudit accord projeté?

(9) Quelle somme le gouvernement du Canada a-t-il placée dans ledit aéroport?

(10) Quels sont les termes de l'accord que le ministère des Transports a proposé à la cité de Toronto?

- (11) Quelle somme la cité de Windsor a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert cette cité?
- (12) Quel est le placement du Dominion du Canada dans ledit aéroport?
- (13) Qui met en service et gère ledit aéroport de Windsor?
- (14) Quel est le placement de la cité de Winnipeg dans l'aéroport qui dessert cette cité?
- (15) Quel est le placement du Dominion du Canada dans ledit aéroport?
- (16) Qui met en service et gère ledit aéroport de Winnipeg?
- (17) Quels sont les termes de l'accord en vertu duquel ledit aéroport est géré?
- (18) Quel est le placement de la cité de Lethbridge dans l'aéroport qui dessert cette cité?
- (19) Quelle somme d'argent la corporation de Lethbridge a-t-elle placée dans ledit aéroport?
- (20) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?
- (21) Qui gère ledit aéroport?
- (22) S'il est géré en vertu d'un accord avec la cité de Lethbridge, quels sont les termes dudit accord?
- (23) Quelle somme d'argent la cité d'Edmonton a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert la cité d'Edmonton?
- (24) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans tous les aéroports qui avoisinent Edmonton?
- (25) Sous quelle autorité les Lignes aériennes Trans-Canada utilisent-elles l'aéroport d'Edmonton, et qui exploite et gère cet aéroport?
- (26) Quels sont les termes dudit accord?
- (27) Quelle somme d'argent la cité de Vancouver a-t-elle placée dans la base aérienne de Sea Island qu'utilisent les Lignes aériennes Trans-Canada et qui dessert la cité de Vancouver?
- (28) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?
- (29) Qui gère et exploite ledit aéroport?
- (30) Le ministère des Transports a-t-il proposé à la cité de Vancouver un accord relativement à la gestion et à l'exploitation dudit aéroport?
- (31) Quels sont les termes dudit accord?
- (32) Quelle somme la cité de Victoria a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert cette cité?
- (33) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?
- (34) Qui gère et exploite ledit aéroport?
- (35) Pourquoi le ministère des Transports impose-t-il aux contribuables des cités de Toronto, Windsor, Winnipeg, Edmonton et Vancouver, des obligations qui ne sont pas imposées aux cités de Montréal, Halifax, Moncton et autres cités de la province de Québec et des Provinces maritimes?

No 2.

Par l'honorable sénateur McGeer:

3 juin—qu'il demandera au Gouvernement—

- (1) Quels ports et havres au Canada sont présentement gérés, exploités et contrôlés par le Conseil des ports nationaux?
- (2) Quels ports et havres au Canada ne sont pas exploités par le Conseil des ports nationaux?
- (3) Le Conseil des ports nationaux a-t-il apporté quelque changement à la politique financière ou aux accords financiers qui se sont appliqués à des ports et havres mentionnés aux questions 1 et 2?
- (4) De quelles sommes les dettes respectives desdits ports mentionnés aux questions 1 et 2 ont-elles été diminuées en ce qui concerne l'intérêt ou le principal, ou les deux? Quel est le nom de chaque port et le montant dont la dette a ainsi été réduite.
- (5) Quel est le total des dépenses encourues dans chacun desdits ports depuis l'institution du Conseil des ports nationaux?
- (6) Quelles sont les recettes de chacun desdits ports, avec indication au complet et en détail des taxes, redevances et autres frais imposés par les autorités du port à l'égard des navires, cargaisons, location des lais de mer et des terrains, ainsi que toutes autres taxes, redevances, frais ou recettes perçus dans chacun desdits ports et havres?
- (7) Quelle est la dette totale de chacun desdits ports?

MOTION

1947

Pour jeudi, le 12 juin 1947**No 1.**

Par l'honorable sénateur McDonald (Kings):

10 juin—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur les récentes découvertes de minéral de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans la province de Saskatchewan; et qu'il insistera pour que les autorités fédérales et provinciales compétentes soient priées de conférer entre elles en vue d'adopter de promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, afin de mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne nos besoins d'engrais chimiques.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 11 juin 1947

No 1.

10 juin—Prise en considération des rapoprts suivants du comité permanent des Divorcés:

- Rapport No 273,—re pétition de Eileen Francis Murphy Kerson;
- Rapport No 274,—re pétition de Joyce Kathleen Reynolds Swards;
- Rapport No 275,—re pétition de Anne Fishman Minsk;
- Rapport No 276,—re pétition de Muriel Alice Goddard Perkins;
- Rapport No 277,—re pétition de Irene Elizabeth Burke Robinson;
- Rapport No 278,—re pétition de Gardner Hinkley Prescott;
- Rapport No 279,—re pétition de Joseph-Amédée-Alexis Cousineau;
- Rapport No 280,—re pétition de Mildred Verna Ruth Schnaufer Case;
- Rapport No 281,—re pétition de Robert Ralph Tripp;
- Rapport No 282,—re pétition de Charles James Langevin;
- Rapport No 283,—re pétition de Edward Frank Fulton.

(L'honorable sénateur Aseltine)

No 2.

10 juin—Prise en considération de l'amendement apporté par la Chambre des communes au Bill (T-6), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.

10 juin—Deuxième lecture du Bill (265), intitulé: "Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada, en vue du remboursement d'obligations financières échues, arrivant à échéance et rachetables par anticipation".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.

10 juin—Deuxième lecture du Bill (253), intitulé: "Loi concernant les forces des Etats-Unis d'Amérique qui visitent le Canada, ainsi que l'exercice de la discipline et l'administration intérieure desdites forces".—(L'honorable sénateur Robertson).

Pour jeudi, le 12 juin 1947

No 1.

10 juin—Deuxième lecture du Bill (C-11) intitulé: "Loi constituant en corporation La Progressive, Compagnie d'Assurances du Canada".—(L'honorable sénateur Bouffard).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le jeudi 12 juin</i>		
262	Bills privés.....	10.30 a.m.
262	Ressources naturelles.....	10.45 a.m.
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
277	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	{ 11.00 a.m. 4.00 p.m.
258	Ordres permanents.....	
<i>Le vendredi 13 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
277	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	{ 11.00 a.m. 4.00 p.m.
368	Comité mixte sur les droits de l'homme.....	
<i>Le samedi 14 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.

No 39

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 11 juin 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Donnelly,	King,	Mullins,
Aylesworth	Duffus,	Kinley,	Murdock,
(sir Allen),	Dupuis,	Lacasse,	Nicol,
Ballantyne,	Euler,	Lambert,	Paquet,
Beaubien (St-Jean-	Fafard,	Léger,	Paterson,
Baptiste),	Fallis,	Lesage,	Quinn,
Beauregard,	Farris,	Macdonald	Raymond,
Bench,	Gershaw,	(Cardigan),	Riley,
Bishop,	Gouin,	MacLennan,	Robertson,
Blais,	Haig,	Marcotte,	Robicheau,
Bouchard,	Harmer,	McDonald	Robinson,
Bouffard,	Hayden,	(Shediac),	St-Père,
Bourque,	Horner,	McDonald	Sinclair,
Buchanan,	Howard,	(Kings),	Stevenson,
Burchill,	Howden,	McGuire,	Taylor,
Calder,	Hugessen,	McIntyre,	Turgeon,
Copp,	Hurtubise,	McKeen,	Vaillancourt,
Crerar,	Hushion,	McLean,	Veniot,
David,	Johnston,	Molloy,	Vien,
Davies,	Jones,	Moraud,	White,
Dessureault,			Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (270), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (271), intitulé: "Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre et remplaçant son titre par "Loi sur la taxe d'accise" ", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La pétition suivante est présentée:

Par l'honorable sénateur Dessureault—

De Son Excellence Mgr Lionel Scheffer, O.M.I., vicaire apostolique, catholique romain du vicariat apostolique du Labrador; demandant une constitution en corporation portant nom "*The Roman Catholic Episcopal Corporation of Labrador*", et, en français, "La Corporation épiscopale catholique romaine du Labrador".

L'honorable sénateur Gouin, du comité mixte spécial sur les Droits de l'homme et les libertés fondamentales, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 5 juin 1947.

Le comité mixte spécial sur les Droits de l'homme et les libertés fondamentales a l'honneur de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande:

1. Qu'il soit autorisé à faire imprimer, à l'occasion, 750 exemplaires anglais et 200 exemplaires français de ses témoignages et procès-verbaux, et que l'application de la Règle 100 soit suspendue en tant qu'elle se rapporte à ladite impression.

2. Qu'il soit autorisé à siéger durant les séances et les ajournements du Sénat.

3. Que son quorum soit fixé à dix.

Le tout respectueusement soumis.

L. M. GOUIN,
Président, section du Sénat.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que le discours prononcé par Harry S. Truman, Président des Etats-Unis d'Amérique, devant les deux Chambres du Parlement, ce jour même, le 11 juin 1947, et autres discours prononcés en cette occasion; ainsi que le compte rendu de la cérémonie du dévoilement des portraits de deux hommes d'Etat qui furent alternativement Premiers Ministres au cours de deux guerres, qui eut lieu le 10 juin 1947, soient imprimés comme appendices au rapport officiel des Débats du Sénat et forment partie intégrante des archives du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent soixante-treize à deux cent quatre-vingt-trois, inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération de l'amendement apporté par la Chambre des communes au Bill (T-6), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre".

Ledit amendement est agréé.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat agréé l'amendement qu'elle a apporté à ce bill, sans modification.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (265), intitulé: "Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada, en vue du remboursement d'obligations financières échues, arrivant à échéance et rachetables par anticipation", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois.

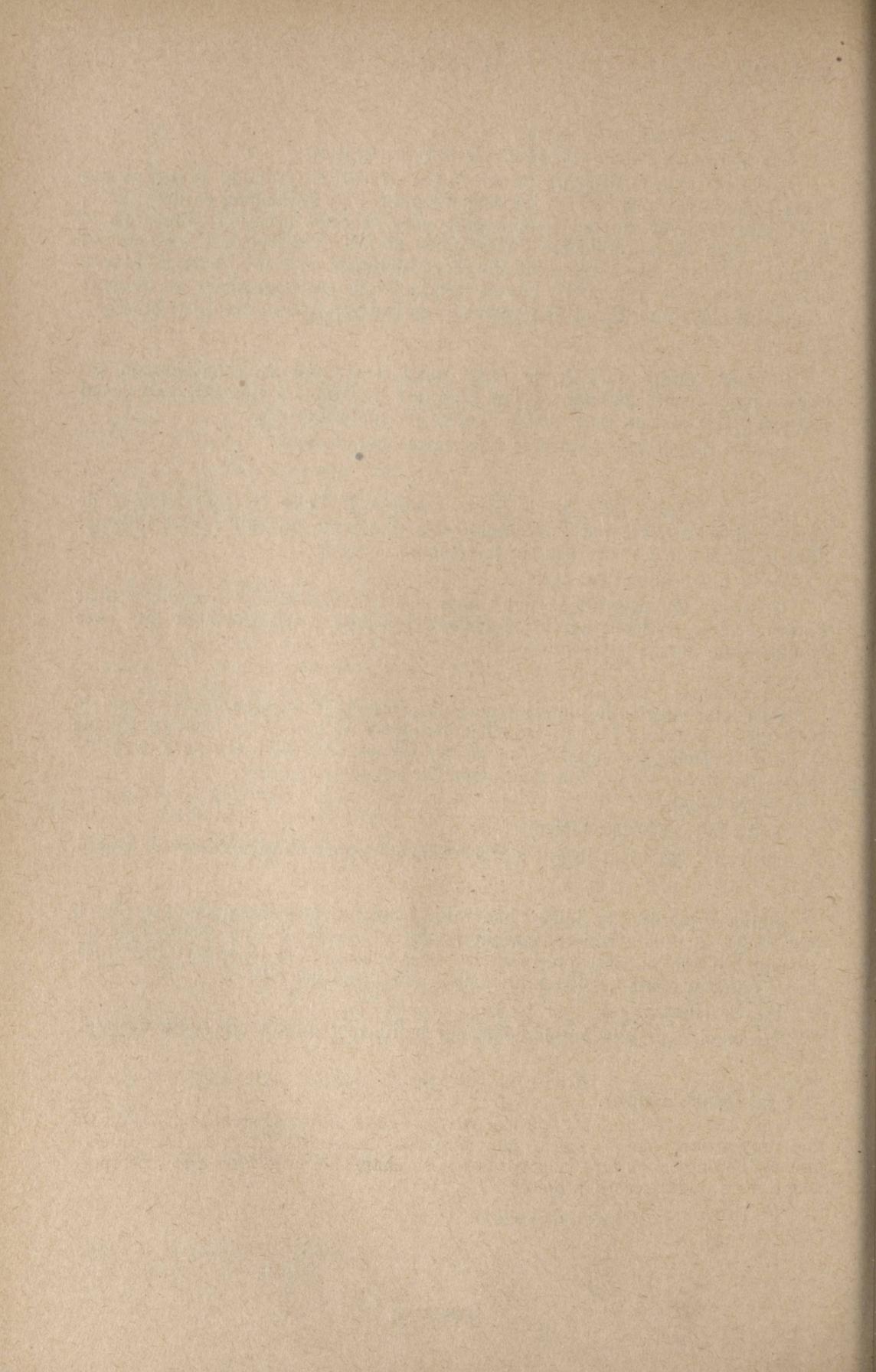
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (253), intitulé: "Loi concernant les forces des Etats-Unis d'Amérique qui visitent le Canada, ainsi que l'exercice de la discipline et l'administration intérieure desdites forces", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.



AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, le 12 juin 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATIONS

Pour jeudi, le 12 juin 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer:

3 juin—qu'il demandera au Gouvernement—

(1) Lors de la Conférence fédérale-provinciale du rétablissement, le Gouvernement du Dominion a-t-il déclaré, à la page 24 du Livre vert intitulé "Propositions du Gouvernement du Canada", en date du mois d'août 1945;

En outre, le gouvernement fédéral est prêt à accepter la responsabilité du programme d'aéroports et de moyens connexes de navigation aérienne nécessaire pour fournir tous les aéroports voulus pour les services internationaux et les principaux réseaux du Canada.

(2) Quels aéroports présentement en service au Canada sont classifiés comme aéroports "voulus pour les services internationaux et les principaux réseaux du Canada"?

(3) Où sont situés lesdits aéroports?

(4) De qui relève la propriété de chacun desdits aéroports?

(5) Qui met en service et gère chacun desdits aéroports, respectivement?

(6) Les contribuables de Halifax, de Moncton et de Montréal ont-ils des placements ou des obligations dans les aéroports qui desservent leur ville respective?

(7) Quelle somme les contribuables de la cité de Toronto ont-ils placée dans l'Aéroport de Malton?

(8) Les représentants de la Corporation de la cité de Toronto ont-ils refusé une proposition soumise par le ministère des Transports (Air) à l'effet que la cité de Toronto acquière la propriété et se charge de la gestion dudit aéroport aux termes dudit accord projeté?

(9) Quelle somme le gouvernement du Canada a-t-il placée dans ledit aéroport?

(10) Quels sont les termes de l'accord que le ministère des Transports a proposé à la cité de Toronto?

(11) Quelle somme la cité de Windsor a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert cette cité?

(12) Quel est le placement du Dominion du Canada dans ledit aéroport?

(13) Qui met en service et gère ledit aéroport de Windsor?

(14) Quel est le placement de la cité de Winnipeg dans l'aéroport qui dessert cette cité?

(15) Quel est le placement du Dominion du Canada dans ledit aéroport?

(16) Qui met en service et gère ledit aéroport de Winnipeg?

(17) Quels sont les termes de l'accord en vertu duquel ledit aéroport est géré?

(18) Quel est le placement de la cité de Lethbridge dans l'aéroport qui dessert cette cité?

(19) Quelle somme d'argent la corporation de Lethbridge a-t-elle placée dans ledit aéroport?

(20) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?

(21) Qui gère ledit aéroport?

(22) S'il est géré en vertu d'un accord avec la cité de Lethbridge, quels sont les termes dudit accord?

(23) Quelle somme d'argent la cité d'Edmonton a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert la cité d'Edmonton?

(24) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans tous les aéroports qui avoisinent Edmonton?

(25) Sous quelle autorité les Lignes aériennes Trans-Canada utilisent-elles l'aéroport d'Edmonton, et qui exploite et gère cet aéroport?

(26) Quels sont les termes dudit accord?

(27) Quelle somme d'argent la cité de Vancouver a-t-elle placée dans la base aérienne de Sea Island qu'utilisent les Lignes aériennes Trans-Canada et qui dessert la cité de Vancouver?

(28) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?

(29) Qui gère et exploite ledit aéroport?

(30) Le ministère des Transports a-t-il proposé à la cité de Vancouver un accord relativement à la gestion et à l'exploitation dudit aéroport?

(31) Quels sont les termes dudit accord?

(32) Quelle somme la cité de Victoria a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert cette cité?

(33) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?

(34) Qui gère et exploite ledit aéroport?

(35) Pourquoi le ministère des Transports impose-t-il aux contribuables des cités de Toronto, Windsor, Winnipeg, Edmonton et Vancouver, des obligations qui ne sont pas imposées aux cités de Montréal, Halifax, Moncton et autres cités de la province de Québec et des Provinces maritimes?

No 2.

Par l'honorable sénateur McGeer:

3 juin—qu'il demandera au Gouvernement—

(1) Quels ports et havres au Canada sont présentement gérés, exploités et contrôlés par le Conseil des ports nationaux?

(2) Quels ports et havres au Canada ne sont pas exploités par le Conseil des ports nationaux?

(3) Le Conseil des ports nationaux a-t-il apporté quelque changement à la politique financière ou aux accords financiers qui se sont appliqués à des ports et havres mentionnés aux questions 1 et 2?

(4) De quelles sommes les dettes respectives desdits ports mentionnés aux questions 1 et 2 ont-elles été diminuées en ce qui concerne l'intérêt ou le principal, ou les deux? Quel est le nom de chaque port et le montant dont la dette a ainsi été réduite.

(5) Quel est le total des dépenses encourues dans chacun desdits ports depuis l'institution du Conseil des ports nationaux?

(6) Quelles sont les recettes de chacun desdits ports, avec indication au complet et en détail des taxes, redevances et autres frais imposés par les autorités du port à l'égard des navires, cargaisons, location des lais de mer et des terrains, ainsi que toutes autres taxes, redevances, frais ou recettes perçus dans chacun desdits ports et havres?

(7) Quelle est la dette totale de chacun desdits ports?

MOTION

1947

Pour jeudi, le 12 juin 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur McDonald (Kings):

10 juin—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur les récentes découvertes de minéral de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans la province de Saskatchewan; et qu'il insistera pour que les autorités fédérales et provinciales compétentes soient priées de conférer entre elles en vue d'adopter de promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, afin de mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne nos besoins d'engrais chimiques.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 12 juin 1947

No 1.

11 juin—Troisième lecture du Bill (265), intitulé: "Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada, en vue du remboursement d'obligations financières échues, arrivant à échéance et rachetables par anticipation".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 2.

11 juin—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (253), intitulé: "Loi concernant les forces des Etats-Unis d'Amérique qui visitent le Canada, ainsi que l'exercice de la discipline et l'administration intérieure desdites forces".—(L'honorable sénateur Haig).

No 3.

11 juin—Deuxième lecture du Bill (270), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.

11 juin—Deuxième lecture du Bill (271), intitulé: "Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre et remplaçant son titre par "Loi sur la taxe d'accise" ".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 5.

11 juin—Deuxième lecture du Bill (C-11), intitulé: "Loi constituant en corporation La Progressive, Compagnie d'assurances du Canada".—(L'honorable sénateur Bouffard).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le jeudi 12 juin</i>		
262	Bills privés.....	10.30 a.m.
262	Ressources naturelles.....	10.45 a.m.
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
277	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	{ 11.00 a.m. 4.00 p.m.
258	Ordres permanents.....	
<i>Le vendredi 13 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
277	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	{ 11.00 a.m. 4.00 p.m.
368	Comité mixte sur les droits de l'homme.....	
<i>Le samedi 14 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.

No 40

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Jeudi 12 juin 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Donnelly,	Kinley,	Mullins,
Aylesworth	Duffus,	Lacasse,	Murdock,
(sir Allen),	Dupuis,	Lambert,	Nicol,
Beaubien (St-Jean-	Euler,	Léger,	Paquet,
Baptiste),	Fafard,	Lesage,	Paterson,
Bench,	Fallis,	Macdonald	Quinn,
Bishop,	Farris,	(Cardigan),	Riley,
Blais,	Gershaw,	MacLennan,	Robertson,
Bouchard,	Gouin,	Marcotte,	Robicheau,
Bouffard,	Haig,	McDonald	Robinson,
Bourque,	Horner,	(Shediac),	St-Père,
Buchanan,	Howard,	McDonald	Sinclair,
Burchill,	Howden,	(Kings),	Stevenson,
Calder,	Hugessen,	McGuire,	Taylor,
Copp,	Hurtubise,	McIntyre,	Turgeon,
Crerar,	Hushion,	McKeen,	Vaillancourt,
David,	Johnston,	McLean,	Veniot,
Davies,	Jones,	Molloy,	Vien,
Dessureault,	King,	Moraud,	White.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (256), intitulé: "Loi modifiant la Loi pour favoriser les améliorations municipales, 1938", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat,

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (257), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les prêts destinés aux améliorations agricoles", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (269), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Bishop, du comité permanent des Ordres permanents, présente le troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 12 juin 1947.

Le comité permanent des Ordres permanents demande la permission de présenter son troisième rapport, comme suit:

Votre comité recommande que le temps fixé pour la réception de pétitions pour bills d'intérêt privé soit prolongé jusqu'au samedi, le 28 juin 1947.

Le tout respectueusement soumis.

CHARLES L. BISHOP,
Président suppléant.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros deux cent quarante-trois et deux cent quatre-vingt-quatre à deux cent quatre-vingt-quinze, inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le VENDREDI 9 mai 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarante-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Georges Forget, de la cité de Montréal, province de Québec, chauffeur, demandant l'adoption d'une loi qui annule son

mariage avec Geneviève Bougie Forget, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande que la pétition ne soit pas accordée, mais que le pétitionnaire aura le droit de renouveler sa demande lors d'une session subséquente.

3. Le comité recommande que les taxes parlementaires versées en vertu de la Règle 140 soient remboursées au pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 9 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Pauline Bertha Marwick Dallison, de la cité de Montréal-Ouest, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Erick Dallison, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 9 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Evelyn May McNaught Grandison, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Oliver Richard Grandison, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 9 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Turner Shaw Ward, de la cité de Lachine, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Eric Pentney Ward, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$75.00, et qu'un excédent de paiement de \$25.00 soit remboursé au pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 9 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Olivier-Pierre-Bernard Lagueux, de la ville de Buckingham, province de Québec, ingénieur civil, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mary Bridgit Smith Lagueux, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 9 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Hazel Mair Grant Rubin, de la cité de Montréal, province de Québec, infirmière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Allan Rubin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 9 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de William Stanley Ewens, du village d'Eastman, province de Québec, manœuvre, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lea Laplante Ewens, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande que cette pétition en obtention de divorce ne soit pas accordée.

3. Le comité recommande la remise au pétitionnaire des taxes parlementaires versées en vertu de la Règle 140, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 10 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-dixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Doris Louise Dickson McMurray, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec William Gurnett McMurray, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 10 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-onzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ethel Florence Barr Shiells, de la cité de Montréal, province de Québec, téléphoniste, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Alexander James Shiells, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 10 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-douzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gabrielle Augustine Gilberte Desmarais Creelman, de la cité d'Outremont, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec John Ashmore Creelman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 10 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-treizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Christos C. Koukouvelis, de la cité de Montréal, province de Québec, marchand, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Georgia J. Mastrahas Koukouvelis, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 10 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-quatorzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eloi Paquette, de la cité de Montréal, province de Québec, pharmacien, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Thérèse Michel Paquette, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande que cette pétition en obtention de divorce ne soit pas accordée.

3. Le comité recommande la remise au pétitionnaire des taxes parlementaires versées en vertu de la Règle 140, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 10 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-quinzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Aimé Bibeau, de la cité de Montréal, province de Québec, pompier, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Paulette Lavallée Bibeau, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Avec la permission du Sénat,

Les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent quarante-trois, et deux cent quatre-vingt-quatre à deux cent quatre-vingt-quinze, sont adoptés séparément, sur division.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été déferé le Bill (K-9), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Commonwealth Insurance Company*", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (265), intitulé: "Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada, en vue du remboursement d'obligations financières échues, arrivant à échéance et rachetables par anticipation", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (253), intitulé: "Loi concernant les forces des Etats-Unis d'Amérique qui visitent le Canada, ainsi que l'exercice de la discipline et l'administration intérieure desdites forces".

Après plus ample débat, et

Etant posée la question sur ladite motion, elle est

Résolue par l'affirmative.

Ledit bill est alors lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (270), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfiques", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (271), intitulé: "Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre et remplaçant son titre par "Loi sur la taxe d'accise"', il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné jusqu'à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (C-11), intitulé: "Loi constituant en corporation La Progressive, Compagnie d'assurances du Canada", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, demeurera ajourné jusqu'à mardi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, le 17 juin 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATIONS

Pour mardi, le 17 juin 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer:

3 juin—qu'il demandera au Gouvernement—

(1) Lors de la Conférence fédérale-provinciale du rétablissement, le Gouvernement du Dominion a-t-il déclaré, à la page 24 du Livre vert intitulé "Propositions du Gouvernement du Canada", en date du mois d'août 1945;

En outre, le gouvernement fédéral est prêt à accepter la responsabilité du programme d'aéroports et de moyens connexes de navigation aérienne nécessaire pour fournir tous les aéroports voulus pour les services internationaux et les principaux réseaux du Canada.

(2) Quels aéroports présentement en service au Canada sont classifiés comme aéroports "voulus pour les services internationaux et les principaux réseaux du Canada"?

(3) Où sont situés lesdits aéroports?

(4) De qui relève la propriété de chacun desdits aéroports?

(5) Qui met en service et gère chacun desdits aéroports, respectivement?

(6) Les contribuables de Halifax, de Moncton et de Montréal ont-ils des placements ou des obligations dans les aéroports qui desservent leur ville respective?

(7) Quelle somme les contribuables de la cité de Toronto ont-ils placée dans l'Aéroport de Malton?

(8) Les représentants de la Corporation de la cité de Toronto ont-ils refusé une proposition soumise par le ministère des Transports (Air) à l'effet que la cité de Toronto acquière la propriété et se charge de la gestion dudit aéroport aux termes dudit accord projeté?

(9) Quelle somme le gouvernement du Canada a-t-il placée dans ledit aéroport?

(10) Quels sont les termes de l'accord que le ministère des Transports a proposé à la cité de Toronto?

- (11) Quelle somme la cité de Windsor a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert cette cité?
- (12) Quel est le placement du Dominion du Canada dans ledit aéroport?
- (13) Qui met en service et gère ledit aéroport de Windsor?
- (14) Quel est le placement de la cité de Winnipeg dans l'aéroport qui dessert cette cité?
- (15) Quel est le placement du Dominion du Canada dans ledit aéroport?
- (16) Qui met en service et gère ledit aéroport de Winnipeg?
- (17) Quels sont les termes de l'accord en vertu duquel ledit aéroport est géré?
- (18) Quel est le placement de la cité de Lethbridge dans l'aéroport qui dessert cette cité?
- (19) Quelle somme d'argent la corporation de Lethbridge a-t-elle placée dans ledit aéroport?
- (20) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?
- (21) Qui gère ledit aéroport?
- (22) S'il est géré en vertu d'un accord avec la cité de Lethbridge, quels sont les termes dudit accord?
- (23) Quelle somme d'argent la cité d'Edmonton a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert la cité d'Edmonton?
- (24) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans tous les aéroports qui avoisinent Edmonton?
- (25) Sous quelle autorité les Lignes aériennes Trans-Canada utilisent-elles l'aéroport d'Edmonton, et qui exploite et gère cet aéroport?
- (26) Quels sont les termes dudit accord?
- (27) Quelle somme d'argent la cité de Vancouver a-t-elle placée dans la base aérienne de Sea Island qu'utilisent les Lignes aériennes Trans-Canada et qui dessert la cité de Vancouver?
- (28) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?
- (29) Qui gère et exploite ledit aéroport?
- (30) Le ministère des Transports a-t-il proposé à la cité de Vancouver un accord relativement à la gestion et à l'exploitation dudit aéroport?
- (31) Quels sont les termes dudit accord?
- (32) Quelle somme la cité de Victoria a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert cette cité?
- (33) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?
- (34) Qui gère et exploite ledit aéroport?
- (35) Pourquoi le ministère des Transports impose-t-il aux contribuables des cités de Toronto, Windsor, Winnipeg, Edmonton et Vancouver, des obligations qui ne sont pas imposées aux cités de Montréal, Halifax, Moncton et autres cités de la province de Québec et des Provinces maritimes?

No 2.

Par l'honorable sénateur McGeer:

3 juin—qu'il demandera au Gouvernement—

(1) Quels ports et havres au Canada sont présentement gérés, exploités et contrôlés par le Conseil des ports nationaux?

(2) Quels ports et havres au Canada ne sont pas exploités par le Conseil des ports nationaux?

(3) Le Conseil des ports nationaux a-t-il apporté quelque changement à la politique financière ou aux accords financiers qui se sont appliqués à des ports et havres mentionnés aux questions 1 et 2?

(4) De quelles sommes les dettes respectives desdits ports mentionnés aux questions 1 et 2 ont-elles été diminuées en ce qui concerne l'intérêt ou le principal, ou les deux? Quel est le nom de chaque port et le montant dont la dette a ainsi été réduite.

(5) Quel est le total des dépenses encourues dans chacun desdits ports depuis l'institution du Conseil des ports nationaux?

(6) Quelles sont les recettes de chacun desdits ports, avec indication au complet et en détail des taxes, redevances et autres frais imposés par les autorités du port à l'égard des navires, cargaisons, location des lais de mer et des terrains, ainsi que toutes autres taxes, redevances, frais ou recettes perçus dans chacun desdits ports et havres?

(7) Quelle est la dette totale de chacun desdits ports?

MOTION

1947

Pour mardi, le 17 juin 1947**No 1.**

Par l'honorable sénateur McDonald (Kings):

10 juin—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur les récentes découvertes de minéral de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans la province de Saskatchewan; et qu'il insistera pour que les autorités fédérales et provinciales compétentes soient priées de conférer entre elles en vue d'adopter de promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, afin de mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne nos besoins d'engrais chimiques.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, le 17 juin 1947

No 1.

11 juin—Deuxième lecture du Bill (271), intitulé: "Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre et remplaçant son titre par "Loi sur la taxe d'accise" ".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 2.

11 juin—Deuxième lecture du Bill (C-11), intitulé: "Loi constituant en corporation La Progressive, Compagnie d'assurances du Canada".—(L'honorable sénateur Bouffard).

No 3.

12 juin—Deuxième lecture du Bill (256), intitulé: "Loi modifiant la Loi pour favoriser les améliorations municipales, 1938".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.

12 juin—Deuxième lecture du Bill (257), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les prêts destinés aux améliorations agricoles".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 5.

12 juin—Deuxième lecture du Bill (269), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu".—(L'honorable sénateur Robertson).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le vendredi 13 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
277	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	{ 11.00 a.m. 4.00 p.m.
368	Comité mixte sur les droits de l'homme.....	
<i>Le samedi 14 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le lundi 16 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le mardi 17 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le mercredi 18 juin</i>		
262	Santé publique et bien-être national.....	10.30 a.m.
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
<i>Le jeudi 19 juin</i>		
262	Ressources naturelles.....	10.30 a.m.
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
<i>Le vendredi 20 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le samedi 21 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.

No 41

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÈNAT DU CANADA

Mardi 17 juin 1947

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Donnelly,	King,	Paquet,
Beaubien	Duffus,	Kinley,	Paterson,
(Montarville),	Dupuis,	Lacasse,	Quinn,
Beaubien (St-Jean-	Euler,	Léger,	Riley,
Baptiste),	Fafard,	Lesage,	Robertson,
Beauregard,	Fallis,	Macdonald	Robicheau,
Bench,	Farris,	(Cardigan),	Robinson,
Bishop,	Gershaw,	MacLennan,	Roebuck,
Blais,	Gouin,	Marcotte,	St-Père,
Bouchard,	Haig,	McDonald	Sinclair,
Bouffard,	Harmer,	(Kings),	Stevenson,
Bourque,	Hayden,	McIntyre,	Taylor,
Buchanan,	Howard,	McKeen,	Turgeon,
Burchill,	Howden,	McLean,	Vaillancourt,
Calder,	Hurtubise,	Molloy,	Veniot,
Copp,	Hushion,	Moraud,	White,
Crerar,	Johnston,	Mullins,	Wilson.
Davies,	Jones,	Murdock,	

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (S-4), intitulé: "Loi concernant la *Beauharnois Light, Heat and Power Company*",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (S-5), intitulé: "Loi constituant en corporation les Commissaires du havre de Port-Alberni",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (W-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des marins marchands",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (254), intitulé: "Loi modifiant la Loi du National Canadien et du Pacifique Canadien, 1933" auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est alors lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (255), intitulé: "Loi modifiant la Loi des chemins de fer", auquel elle demande le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (258), intitulé: "Loi autorisant la prestation de fonds pour couvrir des dépenses d'établissement effectuées et des dettes de capital contractées par le réseau des chemins de fer nationaux du Canada pendant l'année civile 1947, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est alors lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

Les pétitions suivantes sont séparément lues et reçues:

De *The Canada Permanent Trust Company*, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à augmenter son capital social de un million à cinq millions de dollars.

De George Henry Bridge et d'autres personnes de la cité de Québec, province de Québec, et d'une autre personne d'un autre lieu, demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "*The Limitolders' Mutual Insurance Company*".

De Son Excellence Mgr Lionel Scheffer, O.M.I., vicaire catholique romain du vicariat apostolique du Labrador, demandant d'être constitué en corporation sous le nom de "*La Corporation Episcopale Catholique Romaine du Labrador*", et, en anglais, "*The Roman Catholic Episcopal Corporation of Labrador*".

L'honorable sénateur Gouin, du comité mixte spécial sur les Droits humains et les libertés fondamentales, a l'honneur de présenter son deuxième rapport, comme suit:

MARDI, le 17 juin 1947.

Le comité mixte spécial sur les droits humains et les libertés fondamentales a l'honneur de présenter son deuxième rapport, comme suit:

Votre comité recommande qu'il soit autorisé à convoquer des témoins et à faire produire des pièces et dossiers, et à faire rapport de temps à autre.

Le tout respectueusement soumis.

L.-M. GOUIN,
Président, Section du Sénat.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports dudit Comité portant les numéros deux cent quatre-vingt-seize à trois cent six, inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier comme suit:

VENDREDI, le 13 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-seizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Henry Eaton, matelot, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alfreda Joyce Verrinder Eaton, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 13 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-dix-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lodie Kadei Nakel, de la cité de Trois-Rivières, province de Québec, fille de table, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Nakel, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 13 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-dix-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Sophie Bolenski Dubeau, de la ville de Barrington, province de Québec, ménagère, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Nelson Enoch Dubeau, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 13 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-dix-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marion Mapes Harvey Allinson, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Robert Allinson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 13 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois centième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lorne Earl Barth, de la cité de Montréal, province de Québec, machiniste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Agnes Keen Lyall Barth, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 14 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Frances Alice Egg Johnston, autrement connue sous le nom de Frances Alice Egg Willey Johnston, de la cité de Sherbrooke, province de Québec, couturière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Lloyd Milford Johnston, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 14 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Selden Grant Stoddard, de la cité de Sherbrooke, province de Québec, électricien, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Blanch Ardell Sharon Stoddard, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 14 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elmon Parker Law, du village de Sawyer-ville, province de Québec, mécanicien, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Viola Fern Marlin Law, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 14 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de James Dewey fils, du canton de Stanstead, province de Québec, cultivateur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent

son mariage avec Margaret Agnes Patterson Dewey, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 14 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Peggy Alicia Stilwell Kneeland, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Ellward Winslow Kneeland, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 14 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alexander Monteith, de la cité de Montréal, province de Québec, chimiste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Vera Irene Price Monteith, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,

Les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent quatre-vingt-seize à trois cent six, inclusivement, sont, sur division, adoptés séparément.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (D-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Francis Murphy Kerson".

Bill (E-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Kathleen Reynolds Swards".

Bill (F-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Fishman Minsk".

Bill (G-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Alice Goddard Perkins".

Bill (H-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Elizabeth Burke Robinson".

Bill (I-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Gardner Hinkley Prescott".

Bill (J-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Amédée-Alexis Cousineau".

Bill (K-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Verna Ruth Schnauffer Case".

Bill (L-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Ralph Tripp".

Bill (M-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles James Langevin".

Bill (N-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Frank Fulton".

Bill (O-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Bertha Marwick Dallison".

Bill (P-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn May McNaught Grandison".

Bill (Q-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Turner Shaw Ward".

Bill (R-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Olivier-Pierre-Bernard Lagueux".

Bill (S-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Mair Grant Rubin".

Bill (T-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Louise Dickson McMurray".

Bill (U-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Florence Barr Shiells".

Bill (V-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Gabrielle-Augustine-Gilberte Desmarais Creelman".

Bill (W-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Christos C. Koukouvelis".

Bill (X-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Aimé Bibeau".

Lesdits bills sont, sur division, lus la première fois.

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont alors, sur division, lus la deuxième fois.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour une troisième lecture demain.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Qu'un Ordre du Sénat soit émis pour la production d'un rapport indiquant:

(1) Lors de la Conférence fédérale-provinciale du rétablissement, le Gouvernement du Dominion a-t-il déclaré, à la page 24 du Livre vert intitulé "Propositions du Gouvernement du Canada", en date du mois d'août 1945;

En outre, le gouvernement fédéral est prêt à accepter la responsabilité du programme d'aéroports et de moyens connexes de navigation aérienne nécessaire pour fournir tous les aéroports voulus pour les services internationaux et les principaux réseaux du Canada.

(2) Quels aéroports présentement en service au Canada sont classifiés comme aéroports "voulus pour les services internationaux et les principaux réseaux du Canada"?

(3) Où sont situés lesdits aéroports?

(4) De qui relève la propriété de chacun desdits aéroports?

(5) Qui met en service et gère chacun desdits aéroports, respectivement?

(6) Les contribuables de Halifax, de Moncton et de Montréal ont-ils des placements ou des obligations dans les aéroports qui desservent leur ville respective?

(7) Quelle somme les contribuables de la cité de Toronto ont-ils placée dans l'Aéroport de Malton?

(8) Les représentants de la Corporation de la cité de Toronto ont-ils refusé une proposition soumise par le ministère des Transports (Air) à l'effet que la cité de Toronto acquiesce la propriété et se charge de la gestion dudit aéroport aux termes dudit accord projeté?

(9) Quelle somme le gouvernement du Canada a-t-il placée dans ledit aéroport?

(10) Quels sont les termes de l'accord que le ministère des Transports a proposé à la cité de Toronto?

(11) Quelle somme la cité de Windsor a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert cette cité?

(12) Quel est le placement du Dominion du Canada dans ledit aéroport?

(13) Qui met en service et gère ledit aéroport de Windsor?

(14) Quel est le placement de la cité de Winnipeg dans l'aéroport qui dessert cette cité?

(15) Quel est le placement du Dominion du Canada dans ledit aéroport?

(16) Qui met en service et gère ledit aéroport de Winnipeg?

(17) Quels sont les termes de l'accord en vertu duquel ledit aéroport est géré?

(18) Quel est le placement de la cité de Lethbridge dans l'aéroport qui dessert cette cité?

(19) Quelle somme d'argent la corporation de Lethbridge a-t-elle placée dans ledit aéroport?

(20) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?

(21) Qui gère ledit aéroport?

(22) S'il est géré en vertu d'un accord avec la cité de Lethbridge, quels sont les termes dudit accord?

(23) Quelle somme d'argent la cité d'Edmonton a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert la cité d'Edmonton?

(24) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans tous les aéroports qui avoisinent Edmonton?

(25) Sous quelle autorité les Lignes aériennes Trans-Canada utilisent-elles l'aéroport d'Edmonton, et qui exploite et gère cet aéroport?

(26) Quels sont les termes dudit accord?

(27) Quelle somme d'argent la cité de Vancouver a-t-elle placée dans la base aérienne de Sea Island qu'utilisent les Lignes aériennes Trans-Canada et qui dessert la cité de Vancouver?

(28) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?

(29) Qui gère et exploite ledit aéroport?

(30) Le ministère des Transports a-t-il proposé à la cité de Vancouver un accord relativement à la gestion et à l'exploitation dudit aéroport?

(31) Quels sont les termes dudit accord?

(32) Quelle somme la cité de Victoria a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert cette cité?

(33) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?

(34) Qui gère et exploite ledit aéroport?

(35) Pourquoi le ministère des Transports impose-t-il aux contribuables des cités de Toronto, Windsor, Winnipeg, Edmonton et Vancouver, des obligations qui ne sont pas imposées aux cités de Montréal, Halifax, Moncton et autres cités de la province de Québec et des Provinces maritimes?

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Qu'un Ordre du Sénat soit émis pour la production d'un rapport indiquant:

(1) Quels ports et havres au Canada sont présentement gérés, exploités et contrôlés par le Conseil des ports nationaux?

(2) Quels ports et havres au Canada ne sont pas exploités par le Conseil des ports nationaux?

(3) Le Conseil des ports nationaux a-t-il apporté quelque changement à la politique financière ou aux accords financiers qui se sont appliqués à des ports et havres mentionnés aux questions 1 et 2?

(4) De quelles sommes les dettes respectives desdits ports mentionnés aux questions 1 et 2 ont-elles été diminuées en ce qui concerne l'intérêt ou le principal, ou les deux? Quel est le nom de chaque port et le montant dont la dette a ainsi été réduite?

(5) Quel est le total des dépenses encourues dans chacun desdits ports depuis l'institution du Conseil des ports nationaux?

(6) Quelles sont les recettes de chacun desdits ports, avec indication au complet et en détail des taxes, redevances et autres frais imposés par les autorités du port à l'égard des navires, cargaisons, location des lais de mer et des terrains, ainsi que toutes autres taxes, redevances, frais ou recettes perçus dans chacun desdits ports et havres?

(7) Quelle est la dette totale de chacun desdits ports?

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (271), intitulé: "Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre et remplaçant le titre par "Loi sur la taxe d'accise" ", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Finances.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (C-11), intitulé: "Loi constituant en corporation *The Progressive Insurance Company of Canada*", est lu la deuxième fois, et Renvoyé au comité permanent des Bills privés.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (256), intitulé: "Loi modifiant la Loi pour favoriser les améliorations municipales, 1938", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (257), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les prêts destinés aux améliorations agricoles", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu une deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (269), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, il est

Ordonné: Que le débat supplémentaire sur ladite motion soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, le 18 juin 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

1947

Pour mercredi, le 18 juin 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur McDonald (Kings):

10 juin—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur les récentes découvertes de minerai de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans la province de Saskatchewan; et qu'il insistera pour que les autorités fédérales et provinciales compétentes soient priées de conférer entre elles en vue d'adopter de promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, afin de mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne nos besoins d'engrais chimiques.

Pour jeudi, le 19 juin 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Robertson:

17 juin—Que le comité permanent des Finances soit autorisé à examiner les dépenses proposées par les estimés déposés devant le Parlement, et par autre législation qui a été ou peut être prise en considération au cours de la présente session du Parlement.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 18 juin 1947

No 1.

17 juin—Troisième lecture des bills de divorce suivants:

- Bill (D-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Francis Murphy Kerson".
- Bill (E-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Kathleen Reynolds Swords".
- Bill (F-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Fishman Minsk".
- Bill (G-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Alice Goddard Perkins".
- Bill (H-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Elizabeth Burke Robinson".
- Bill (I-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Gardner Hinkley Prescott".
- Bill (J-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Amédée-Alexis Cousineau".
- Bill (K-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Verna Ruth Schnauffer Case".
- Bill (L-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Ralph Tripp".
- Bill (M-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles James Langevin".
- Bill (N-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Frank Fulton".
- Bill (O-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Bertha Marwick Dallison".
- Bill (P-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn May McNaught Grandison".
- Bill (Q-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Turner Shaw Ward".
- Bill (R-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Olivier-Pierre-Bernard Lagueux".
- Bill (S-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Mair Grant Rubin".
- Bill (T-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Louise Dickson McMurray".
- Bill (U-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Florence Barr Shiells".
- Bill (V-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Gabrielle-Augustine-Gilberte Desmarais Creelman".
- Bill (W-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Christos C. Koukouvelis".
- Bill (X-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Aimé Bibeau".

(L'honorable sénateur Aseltine)

No 2.

17 juin—Prise en considération des rapports suivants du comité permanent des Divorcés:

- Rapport No 296,—re pétition de Henry Eaton;
- Rapport No 297,—re pétition de Lodie Kadei Nakel;
- Rapport No 298,—re pétition de Margaret Sophie Bolenski Dubeau;
- Rapport No 299,—re pétition de Marion Mapes Harvey Allinson;
- Rapport No 300,—re pétition de Lorne Earl Barth;
- Rapport No 301,—re pétition de Frances Alice Egg Johnston autrement connue comme Frances Alice Egg Willey Johnston;

Rapport No 302,—*re* pétition de Selden Grant Stoddard;
Rapport No 303,—*re* pétition de Elmon Parker Law;
Rapport No 304,—*re* pétition de James Dewey, junior;
Rapport No 305,—*re* pétition de Peggy Alicia Stilwell Kneeland;
Rapport No 306,—*re* pétition de Alexander Monteith.

(L'honorable sénateur Aseltine)

No 3.

17 juin—Troisième lecture du Bill (256), intitulé: "Loi modifiant la Loi pour favoriser les améliorations municipales, 1938".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.

17 juin—Troisième lecture du Bill (257), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les prêts destinés aux améliorations agricoles".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 5.

17 juin—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (269), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu".—(L'honorable sénateur Fallis).

No 6.

17 juin—Deuxième lecture du Bill (254), intitulé: "Loi modifiant la Loi du National-Canadien et du Pacifique-Canadien, 1933".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 7.

17 juin—Deuxième lecture du Bill (255), intitulé: "Loi modifiant la Loi des chemins de fer".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 8.

17 juin—Deuxième lecture du Bill (258), intitulé: "Loi autorisant la prestation de fonds pour couvrir des dépenses d'établissement effectuées et des dettes de capital contractées par le réseau des chemins de fer nationaux du Canada pendant l'année civile 1947, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada".—(L'honorable sénateur Robertson).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le mercredi 18 juin</i>		
262	Santé publique et bien-être national.....	10.30 a.m.
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
<i>Le jeudi 19 juin</i>		
262	Ressources naturelles.....	10.30 a.m.
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
<i>Le vendredi 20 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur les droits de l'homme.....	11.00 a.m.
<i>Le samedi 21 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.

No 42

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÈNAT DU CANADA

Mercredi 18 juin 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Donnelly,	Kinley,	Moraud,
Beaubien	Duffus,	Lacasse,	Mullins,
(Montarville),	Dupuis,	Lambert,	Murdock,
Beaubien (St-Jean-	Euler,	Léger,	Paquet,
Baptiste),	Fafard,	Lesage,	Paterson,
Beauregard,	Fallis,	Macdonald	Quinn,
Bench,	Farris,	(Cardigan),	Riley,
Bishop,	Gershaw,	MacLennan,	Robertson,
Blais,	Gouin,	Marcotte,	Robicheau,
Bouchard,	Haig,	McDonald	Robinson,
Bouffard,	Hayden,	(Shediac),	St-Père,
Bourque,	Howard,	McDonald	Sinclair,
Buchanan,	Howden,	(Kings),	Stevenson,
Burchill,	Hurtubise,	McGuire,	Taylor,
Calder,	Hushion,	McIntyre,	Turgeon,
Campbell,	Johnston,	McKeen,	Vaillancourt,
Copp,	Jones,	McLean,	Vien,
Davies,	King,	Molloy,	White,
Dessureault,			Wilson.

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le onzième rapport de l'Examineur des pétitions pour bills d'intérêt privé, comme suit:

Le MERCREDI 18 juin 1947.

Conformément à la Règle 111, article 2, l'Examineur des pétitions pour bills d'intérêt privé, a l'honneur de présenter ce qui suit comme son onzième rapport:

Votre Examineur a dûment étudié les pétitions suivantes et constate que les exigences de la Règle 107 ont été appliquées à tous importants égards, savoir:

De George Henry Bridge et d'autres personnes de la cité de Québec, province de Québec, et d'une autre personne d'autre lieu, demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "*The Limitholders Mutual Insurance Company*".

De *The Canada Permanent Trust Company*, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à augmenter son capital social d'un million à cinq millions de dollars.

Respectueusement soumis.

A. H. HINDS,

*Examineur des pétitions pour
bills d'intérêt privé.*

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (261), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur l'assistance à l'agriculture des Prairies", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La pétition suivante est présentée,

Par l'honorable sénateur Bench:

De Victor Davies Ingraham, et d'autres personnes de Yellowknife, dans les Territoires du Nord-Ouest, demandant leur constitution en corporation sous le nom de "*Yellowknife Telephone Company*".

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros trois cent sept à trois cent dix, inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le LUNDI 16 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Evelyn Clara Woods Cross, de la cité de Montréal, province de Québec, dévideuse de bobines, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Cross, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 16 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Conrad Provost, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Hermeline Savoie Provost.

2. Demande ayant été faite aux fins de retirer la pétition, le comité recommande qu'elle soit accordée en conséquence, et que les taxes parlementaires payées en vertu de la Règle 140 soient remboursées au pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 16 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Minnie Braimaster Kazarensky, de la cité de Montréal, province de Québec, couturière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Aron Kazarensky, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 16 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent dixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Peter Moroz, autrement connu sous le nom de Peter Morris, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mary Didych Moroz, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolue ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros trois cent sept à trois cent dix, les deux précités inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Bourque, du comité permanent de la Santé publique et du bien-être social, auquel a été déféré le Bill (177), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers", rapporte que ce comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (D-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Francis Murphy Kerson".

Bill (E-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Kathleen Reynolds Swards".

Bill (F-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Fishman Minsk".

Bill (G-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Alice Goddard Perkins".

Bill (H-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Elizabeth Burke Robinson".

Bill (I-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Gardner Hinkley Prescott".

Bill (J-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Amédée-Alexis Cousineau".

Bill (K-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Verna Ruth Schnauffer Case".

Bill (L-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Ralph Tripp".

Bill (M-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles James Langevin".

Bill (N-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Frank Fulton".

Bill (O-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Bertha Marwick Dallison".

Bill (P-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn May McNaught Grandison".

Bill (Q-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Turner Shaw Ward".

Bill (R-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Olivier-Pierre-Bernard Lagueux".

Bill (S-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Mair Grant Rubin".

Bill (T-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Louise Dickson McMurray".

Bill (U-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Florence Barr Shiells".

Bill (V-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Gabrielle-Augustine-Gilberte Desmarais Creelman".

Bill (W-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Christos C. Koukouvelis".

Bill (X-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Aimé Bibeau".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent quatre-vingt-seizième à trois cent sixième, les deux précitées inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (256), intitulé: "Loi modifiant la Loi pour favoriser les améliorations municipales, 1938", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (257), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les prêts destinés aux améliorations agricoles", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (269), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu".

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (254), intitulé: "Loi modifiant la Loi du National Canadien et du Pacifique Canadien, 1933", est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (255), intitulé: "Loi modifiant la Loi des chemins de fer", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Transports et communications.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (258), intitulé: "Loi autorisant la prestation de fonds pour couvrir des dépenses d'établissement effectuées et des dettes de capital contractées par le réseau des chemins de fer nationaux du Canada pendant l'année civile 1947, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Finances.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, le 19 juin 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

1947

Pour jeudi, le 19 juin 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur McDonald (Kings):

10 juin—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur les récentes découvertes de minerais de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans la province de Saskatchewan; et qu'il insistera pour que les autorités fédérales et provinciales compétentes soient priées de conférer entre elles en vue d'adopter de promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, afin de mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne nos besoins d'engrais chimiques.

No 2.

Par l'honorable sénateur Robertson:

17 juin—Que le comité permanent des Finances soit autorisé à examiner les dépenses proposées par les estimés déposés devant le Parlement, et par autre législation qui a été ou peut être prise en considération au cours de la présente session du Parlement.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 19 juin 1947

No 1.

18 juin—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (269), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu".—(L'honorable sénateur Haig).

No 2.

18 juin—Deuxième lecture du Bill (261), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur l'assistance à l'agriculture des Prairies".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.

18 juin—Prise en considération des rapports suivants du comité permanent des Divorces:

Rapport No 307,—*re* pétition de Evelyn Clara Woods Cross;

Rapport No 308,—*re* pétition de Conrad Provost;

Rapport No 309,—*re* pétition de Minnie Braimaster Kazarensky;

Rapport No 310,—*re* pétition de Peter Moroz, autrement connu comme Peter Morris.

(L'honorable sénateur Aseltine)

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le jeudi 19 juin</i>		
262	Ressources naturelles.....	10.30 a.m.
268	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	{ 11.00 a.m. 4.00 p.m.
258	Ordres permanents.....	
258	Terrains publics.....	2.45 p.m. à l'ajour- nement du Sénat
<i>Le vendredi 20 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur les droits de l'homme.....	11.00 a.m.
<i>Le samedi 21 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le lundi 23 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le mardi 24 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le mercredi 25 juin</i>		
262	Bills privés.....	10.30 a.m.
262	Finances.....	10.45 a.m.
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
<i>Le jeudi 26 juin</i>		
368	Tourisme.....	10.30 a.m.
<i>Le vendredi 27 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le samedi 28 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.

No 43

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Jeudi, 19 juin 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Donnelly,	Kinley,	Mullins,
Beaubien	Duffus,	Lacasse,	Murdock,
(Montarville),	Dupuis,	Lambert,	Paquet,
Beaubien (St-Jean-	Euler,	Léger,	Paterson,
Baptiste),	Fafard,	Lesage,	Quinn,
Beauregard,	Fallis,	Macdonald	Riley,
Bench,	Farris,	(Cardigan),	Robertson,
Bishop,	Gershaw,	MacLennan,	Robicheau,
Blais,	Gouin,	Marcotte,	Robinson,
Bouchard,	Haig,	McDonald	Roebuck,
Bouffard,	Harmer,	(Shediac),	St-Père,
Bourque,	Hayden,	McDonald	Sinclair,
Buchanan,	Howard,	(Kings),	Stevenson,
Burchill,	Howden,	McGuire,	Taylor,
Calder,	Hurtubise,	McIntyre,	Turgeon,
Campbell,	Hushion,	McKeen,	Vaillancourt,
Copp,	Johnston,	McLean,	Vien,
Davies,	Jones,	Molloy,	White,
Dessureault,	King,	Moraud,	Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (L-9), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Réunions de courses)",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Donnelly, du comité permanent des Ressources naturelles, auquel a été déferé le Bill (M-9), intitulé: "Loi concernant certains parcs nationaux et modifiant la Loi des parcs nationaux", rapporte que ce comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec deux amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 2, lignes 24 à 29 inclusivement.*—Supprimer l'alinéa *p)* de la clause 9.

Aux Annexes.

2. *Page 5.*—Supprimer l'Annexe "C" et lui substituer la suivante:

"ANNEXE "C"

(Addition au) Parc d'Elk-Island.

L'ensemble ou chaque partie d'une certaine parcelle ou étendue de terrain ou de certains lieux situés dans les Townships Cinquante-deux (52) et Cinquante-trois (53), Rang Vingt (20), à l'Ouest du Quatrième (4) Méridien, plus particulièrement décrit comme suit:

Commençant à l'intersection de la limite orientale de la réserve pour chemins vicinaux entre les Rangs Vingt (20) et Vingt et un (21) avec la limite septentrionale d'une chaussée arpentée dans ledit Township Cinquante-deux (52), Rang Vingt (20), à l'Ouest du Quatrième (4) Méridien, comme l'indique un levé de ladite chaussée déposé au Ministère des Travaux publics de la province de l'Alberta, à Edmonton, sous le No 867; de là, généralement vers l'Est, le long de ladite limite septentrionale de la chaussée arpentée jusqu'à son intersection avec la limite occidentale de la réserve pour chemins vicinaux entre les Rangs Dix-neuf (19) et Vingt (20); de là, vers le Nord, le long de la limite occidentale de ladite réserve pour chemins vicinaux jusqu'à l'angle Nord-Est de la Section Douze (12) dudit Township Cinquante-trois (53), Rang Vingt (20); de là, vers l'Ouest, le long de la limite septentrionale de ladite Section Douze (12) et de son prolongement à l'Ouest jusqu'à l'angle Nord-Est de la Section Onze (11) dudit Township Cinquante-trois (53), Rang Vingt (20); de là, vers le Nord, en droite ligne au travers de la réserve pour chemins vicinaux jusqu'à l'angle Sud-Ouest de la Section Quatorze (14) dans ledit Township Cinquante-trois (53), Rang Vingt (20); de là, vers le Nord, le long de la limite orientale de ladite Section Quatorze (14) jusqu'à son intersection avec la limite méridionale d'une grande route arpentée, comme l'indique le levé de ladite grande route déposé audit Ministère des Travaux publics comme plan No 12723; de là, vers l'Ouest, en suivant la limite méridionale de ladite grande route jusqu'à son intersection avec la limite septentrionale de la Section Sept (7) dudit Township Cinquante-trois (53), Rang Vingt (20); de là, vers l'Ouest, en suivant la limite septentrionale de ladite Section Sept (7) jusqu'à son intersection avec la limite orientale de ladite réserve pour chemins vicinaux entre les Rangs

Vingt (20) et Vingt et un (21); de là, vers le Sud, le long de la limite orientale de ladite réserve pour chemins vicinaux entre les Rangs Vingt (20) et Vingt et un (21) jusqu'au point de départ;

Excepté

Premièrement: Une bande de terrain ayant une largeur perpendiculaire de Trois (3) perches contiguë sur toute la limite méridionale de ladite grande route, ainsi que l'indique ledit plan No 12723, et les prolongements de ladite limite méridionale à travers les réserves statutaires pour chemins vicinaux; et

Deuxièmement: Les Trois (3) perches méridionales en largeur perpendiculaire de la moitié septentrionale de ladite Section Sept (7) s'étendant depuis la superficie à l'Est, et décrite en premier lieu ci-dessus, jusqu'à la limite occidentale de ladite Section Sept (7).

Le terrain décrit à la présente Annexe contenant, par mesurage, Vingt-quatre (24) milles carrés, plus ou moins."

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Bishop, du comité permanent des Ordres permanents, présente le quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 19 juin 1947.

Le comité permanent des Ordres permanents demande la permission de présenter son quatrième rapport, comme suit:

1. Votre comité a examiné la pétition suivante, savoir:

De George Henry Bridge et d'autres personnes de la cité de Québec, province de Québec, et d'une autre personne d'un autre lieu, demandant leur constitution en corporation sous le nom de "*The Limitolders' Mutual Insurance Company*".

2. Votre comité a de plus considéré le onzième rapport de l'Examineur des pétitions pour bills d'intérêt privé, présenté le 18 juin 1947, par lequel le Sénat était informé que les dispositions de la Règle 107 ont été partiellement observées.

3. Votre comité constate que l'avis comportant l'intention de formuler une demande auprès du Parlement a été publié dans la *Gazette du Canada* une fois par semaine, durant deux semaines consécutives, tandis que la Règle 107 exige une telle publication dans la *Gazette du Canada* une fois par semaine, mais durant quatre semaines consécutives.

4. Votre comité est persuadé qu'aucun intérêt ne sera lésé si on permet que ce bill suive son cours, et demande la permission de recommander que publication de l'avis susmentionné dans la *Gazette du Canada* une fois par semaine, durant deux semaines consécutives, soit jugée et acceptée comme constituant une observation suffisante des prescriptions de la Règle 107.

Le tout respectueusement soumis.

CHARLES L. BISHOP,
Président adjoint.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Bishop, du comité permanent des Ordres permanents, présente le cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 19 juin 1947.

Le comité permanent des Ordres permanents demande la permission de présenter son cinquième rapport, comme suit:

1. Votre comité a examiné la pétition suivante, savoir:

De *The Canada Permanent Trust Company*, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à augmenter son capital social de un million à cinq millions de dollars.

2. Votre comité a de plus considéré le onzième rapport de l'Examineur des pétitions pour bills d'intérêt privé, présenté le 18 juin 1947, par lequel le Sénat était informé que les dispositions de la Règle 107 ont été partiellement observées.

3. Votre comité constate que l'avis comportant l'intention de formuler une demande auprès du Parlement a été publié dans la *Gazette du Canada* une fois par semaine, durant deux semaines consécutives, tandis que la Règle 107 exige publication dans la *Gazette du Canada* une fois par semaine, mais durant quatre semaines consécutives.

4. Votre comité est persuadé qu'aucun intérêt ne sera lésé si on permet que ce bill suive son cours, et demande la permission de recommander que publication de l'avis sus-mentionné dans la *Gazette du Canada* une fois par semaine, durant deux semaines consécutives, soit jugée et acceptée comme constituant une observation suffisante des prescriptions de la Règle 107.

Le tout respectueusement soumis.

CHARLES L. BISHOP,
Président adjoint.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Campbell présente au Sénat un Bill (I-12), intitulé: "Loi concernant *The Canada Permanent Trust Company*".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture mardi prochain.

L'honorable sénateur Bouffard présente au Sénat un Bill (J-12), intitulé: "Loi constituant en corporation *The Limitholders' Mutual Insurance Company*".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture mardi prochain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (Y-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry Eaton".

Bill (Z-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Lodie Kadei Nakel".

Bill (A-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Sophie Bolenski Dubeau".

Bill (B-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Mapes Harvey Allinson".

Bill (C-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Alice Egg Johnston, autrement connue sous le nom de Willey Johnston".

Bill (D-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Selden Grant Stoddard".

Bill (E-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Elmon Parker Law".

Bill (F-12), intitulé: "Loi pour faire droit à James Dewey, fils".

Bill (G-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Peggy Alicia Stilwell Kneeland".

Bill (H-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander Monteith".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont alors lus la deuxième fois, sur division.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur McDonald (*Kings*), attire l'attention du Sénat sur les récentes découvertes de minerai de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans la province de Saskatchewan; et qu'il insistera pour que les autorités fédérales et provinciales compétentes soient priées de conférer entre elles en vue d'adopter de promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, afin de mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne nos besoins d'engrais chimiques.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que le comité permanent des Finances soit autorisé à examiner les dépenses proposées par les estimés déposés devant le Parlement, et par autre législation qui a été ou peut être prise en considération au cours de la présente session du Parlement.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (269), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu".

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (261), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur l'assistance à l'agriculture des Prairies", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros trois cent sept à trois cent dix, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est
Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, demeurera ajourné
jusqu'à mardi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, le 24 juin 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, le 24 juin 1947

No 1.

19 juin—Troisième lecture des bills de divorce suivants:

Bill (Y-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry Eaton".

Bill (Z-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Lodie Kadei Nakel".

Bill (A-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Sophie Bolenski Dubeau".

Bill (B-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Mapes Harvey Allinson".

Bill (C-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Alice Egg Johnston, autrement connue sous le nom de Willey Johnston".

Bill (D-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Selden Grant Stoddard".

Bill (E-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Elmon Parker Law".

Bill (F-12), intitulé: "Loi pour faire droit à James Dewey, fils".

Bill (G-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Peggy Alicia Stilwell Kneeland".

Bill (H-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander Monteith".

(L'honorable sénateur Aseltine)

No 2.

19 juin—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (269), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu".—(L'honorable sénateur Beaubien, *St-Jean-Baptiste*).

No 3.

18 juin—Deuxième lecture du Bill (261), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur l'assistance à l'agriculture des Prairies".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.

19 juin—Deuxième lecture du Bill (I-12), intitulé: "Loi concernant *The Canada Permanent Trust Company*".—(L'honorable sénateur Campbell).

No 5.

19 juin—Deuxième lecture du Bill (J-12), intitulé: "Loi constituant en corporation *The Limitholders' Mutual Insurance Company*".—(L'honorable sénateur Bouffard).

No 6.

19 juin—Prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Ressources naturelles au Bill (M-9), intitulé: "Loi concernant certains parcs nationaux et modifiant la Loi des parcs nationaux".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 7.

19 juin—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McDonald (*Kings*)—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur les récentes découvertes de minerai de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans la province de Saskatchewan; et qu'il insistera pour que les autorités fédérales et provinciales compétentes soient priées de conférer entre elles en vue d'adopter de promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, afin de mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne nos besoins d'engrais chimiques.--(L'honorable sénateur Vaillancourt).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le vendredi 20 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur les droits de l'homme.....	11.00 a.m.
277	Comité mixte sur la Loi des Indiens	11.00 a.m.
<i>Le samedi 21 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le lundi 23 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le mardi 24 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le mercredi 25 juin</i>		
262	Bills privés.....	10.30 a.m.
262	Finances.....	10.45 a.m.
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
<i>Le jeudi 26 juin</i>		
368	Tourisme	10.30 a.m.
<i>Le vendredi 27 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le samedi 28 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.

No 44

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 24 juin 1947

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Davies,	Hushion,	McLean,
Aylesworth	Dessureault,	Johnston,	Molloy,
(sir Allen),	Donnelly,	Jones,	Moraud,
Beaubien	Duff,	King,	Murdock,
(Montarville),	Duffus,	Kinley,	Nicol,
Beaubien (St-Jean-	Dupuis,	Léger,	Paquet,
Baptiste),	Euler,	Lesage,	Paterson,
Bench,	Fafard,	Macdonald	Quinn,
Bishop,	Fallis,	(Cardigan),	Riley,
Blais,	Farris,	MacLennan,	Robicheau,
Bouchard,	Ferland,	Marcotte,	Robinson,
Bouffard,	Gershaw,	McDonald	Roebuck,
Bourque,	Gouin,	(Shediac),	St-Père,
Buchanan,	Haig,	McDonald	Stevenson,
Calder,	Hayden,	(Kings),	Taylor,
Campbell,	Howard,	McGuire,	Turgeon,
Copp,	Howden,	McIntyre,	Veniot,
Crerar,	Hugessen,	McKeen,	White,
Daigle,			Wilson.

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le douzième rapport de l'examineur des pétitions pour bills d'intérêt privé, comme suit:

Le MARDI 24 juin 1947.

Conformément à la Règle 111, article 2, l'examineur des pétitions pour bills d'intérêt privé, a l'honneur de présenter ce qui suit comme son douzième rapport:

Votre examineur a dûment étudié la pétition suivante et constate que les exigences de la Règle 107 ont été appliquées à tous importants égards, savoir:

De Son Excellence Mgr Lionel Scheffer, O.M.I., vicaire catholique romain du vicariat apostolique du Labrador; demandant d'être constitué en corporation sous le nom de "La Corporation Episcopale Catholique Romaine du Labrador", et, en anglais, "*The Roman Catholic Episcopal Corporation of Labrador*".

Le tout respectueusement soumis.

A. H. HINDS,

*Examineur des pétitions pour
bills d'intérêt privé.*

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (U-5), intitulé: "Loi modifiant la convention sur les ressources naturelles de la Saskatchewan",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (259), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'identification des criminels", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (260), intitulé: "Loi modifiant la Loi d'interprétation", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (262), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1946 sur les juges", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (263), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la cour de l'Echiquier", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (336), intitulé: "Loi ayant pour objet d'établir la Commission maritime canadienne", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (337), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932, ainsi que la Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (340), intitulé: "Loi établissant l'Office fédéral du charbon", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La pétition suivante est lue et reçue:

De Victor Davies Ingraham, et d'autres personnes de Yellowknife, dans les Territoires du Nord-Ouest, demandant leur constitution en corporation sous le nom de "*Yelloknife Telephone Company*".

L'honorable sénateur Wilson, du comité permanent des Edifices et terrains publics, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le jeudi 19 juin 1947.

Le comité permanent des Edifices et terrains publics demande la permission de présenter son deuxième rapport, comme suit:

Votre Comité recommande que son quorum, actuellement fixé à sept (7) membres, soit maintenant réduit à cinq (5) membres.

Le tout respectueusement soumis.

CAIRINE R. WILSON,
Présidente.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros trois cent onze à trois cent vingt-huit, ces deux derniers inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le VENDREDI 20 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent onzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Thomas Wynn Hayes, fils, de la ville de Montréal, province de Québec, inspecteur de câbles, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jessie Miller Anderson Hayes, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 20 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent douzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Claire Black Wolfe, de la cité de Montréal, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Louis Wolfe, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 20 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent treizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Anna Lovannah Theoret Wilson, de la cité de Montréal, province de Québec, institutrice, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Walter Henry Brian Wilson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 20 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent quatorzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Norma Lorraine Desrosiers, de la cité de Peterborough, province d'Ontario, gérante de la circulation, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Roger Walter Desrosiers, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 20 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent quinzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Rose Jacobson Greenberg, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sam Greenberg, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 20 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent seizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Guido Corbo, de la cité de Montréal, province de Québec, épicier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Filomena D'Attilio Corbo, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise au pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$150.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 20 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent dix-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Harold Ashton Hugh Roberts, de la cité de Montréal, province de Québec, nettoyeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mary Comrie McLearnie Roberts, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00, et qu'un excédent de paiement de \$50.00 soit remboursé au pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 20 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent dix-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Kalichman Pulver, de la cité de Montréal, province de Québec, employée aux vêtements, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ansel Pulver, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 20 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent dix-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gaston Dorval Lachance, de la cité de Montréal, province de Québec, chauffeur de locomotive, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Evelyn McCaffrey Lachance, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 20 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent vingtième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Donat St-Jean, de la cité de Montréal, province de Québec, barbier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Alice-Emilienne Lapointe St-Jean, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 20 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent vingt et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Sheila Sydney Doner Gordon, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Harry Gordon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 20 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent vingt-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Thomas Walter John Moon, de la cité de Montréal, province de Québec, aviateur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Inger Maria Barentson Moon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 21 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent vingt-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edward Charles Barron, de la cité de Montréal, province de Québec, mécanicien, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Mary Hepburn Barron, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 21 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent vingt-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Violet Eileen Lepine Tickner, de la ville de Winona, province d'Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Arthur Bertie Tickner, de la ville de Rawdon, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 21 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent vingt-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jean Lawrence Ritchie, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec John Allan Ritchie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 21 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent vingt-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Livio Quintino Fantacci, de la ville de Piedmont, province de Québec, garçon de table, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Annita Barretta Fantacci, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 21 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent vingt-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Bertha Bercovici Hamer, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Melvin Lionel Hamer, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 21 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent vingt-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ann Bogdanof Millichamp, de la ville de St-Lambert Annexe, province de Québec, coiffeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Millichamp, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros trois cent onze à trois cent vingt-huit, ces deux derniers inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (K-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Clara Woods Cross".

Bill (L-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Minnie Braimaster Kazarensky".

Bill (M-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Peter Moroz, autrement connu sous le nom de Peter Morris".

Bill (N-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorne Earl Barth".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont alors lus la deuxième fois, sur division.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

L'honorable sénateur Copp dépose sur la Table:

Etat des recettes et dépenses en vertu de la Partie V de la Loi de la marine marchande du Canada (marins malades), pour l'année financière terminée le 31 mars 1947.

Etat annuel exigé par les dispositions de l'article 18 de la Loi d'assurance des anciens combattants.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (Y-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry Eaton".

Bill (Z-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Lodie Kadei Nakel".

Bill (A-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Sophie Bolenski Dubeau".

Bill (B-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Mapes Harvey Allinson".

Bill (C-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Alice Egg Johnston, autrement connue sous le nom de Willey Johnston".

Bill (D-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Selden Grant Stoddard".

Bill (E-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Elmon Parker Law".

Bill (F-12), intitulé: "Loi pour faire droit à James Dewey, fils".

Bill (G-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Peggy Alicia Stilwell Kneeland".

Bill (H-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander Monteith".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés, Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (269), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu".

Après plus ample débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Finances.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (261), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur l'assistance à l'agriculture des Prairies", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Ressources naturelles.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (I-12), intitulé: "Loi concernant *The Canada Permanent Trust Company*", est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (J-12), intitulé: "Loi constituant en corporations *The Limitholders' Mutual Insurance Company*", est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Farris, il est
Ordonné: Que la Règle 119 soit suspendue en tant qu'elle concerne le Bill (J-12), intitulé: "Loi constituant en corporation *The Limitholders' Mutual Insurance Company*".

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à l'étude des amendements apportés par le comité permanent des Ressources naturelles au Bill (M-9), intitulé: "Loi concernant certains pares nationaux et modifiant la Loi des pares nationaux".

Après débat,
Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur l'interpellation de l'honorable sénateur McDonald (*Kings*), attirant l'attention du Sénat sur les récentes découvertes de minerai de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans

la province de Saskatchewan; et insistant pour que les autorités fédérales et provinciales compétentes soient priées de conférer entre elles en vue d'adopter de promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, afin de mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne ses besoins d'engrais chimiques, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, le 25 juin 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 25 juin 1947

No 1.

24 juin—Troisième lecture des bills de divorce suivants:

Bill (K-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Clara Woods Cross".

Bill (L-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Minnie Braimaster Kazarensky".

Bill (M-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Peter Moroz, autrement connu sous le nom de Peter Morris".

Bill (N-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorne Earl Barth".

(L'honorable sénateur Aseltine)

No 2.

24 juin—Prise en considération des rapports suivants du comité permanent des Divorcés:

Rapport No 311,—*re* pétition de Thomas Wynn Hayes, fils;

Rapport No 312,—*re* pétition de Claire Black Wolfe;

Rapport No 313,—*re* pétition de Anna Lovannah Theoret Wilson;

Rapport No 314,—*re* pétition de Norma Lorraine Desrosiers;

Rapport No 315,—*re* pétition de Rose Jacobson Breenberg;

Rapport No 316,—*re* pétition de Guido Corbo;

Rapport No 317,—*re* pétition de Harold Ashton Hugh Roberts;

Rapport No 318,—*re* pétition de Mary Kalichman Pulver;

Rapport No 319,—*re* pétition de Gaston-Dorval Lachance;

Rapport No 320,—*re* pétition de Donat St-Jean;

Rapport No 321,—*re* pétition de Sheila Sydney Doner Gordon;

Rapport No 322,—*re* pétition de Thomas Walter John Moon;

Rapport No 323,—*re* pétition de Edward Charles Barron;

Rapport No 324,—*re* pétition de Violet Eileen Lepine Tickner;

Rapport No 325,—*re* pétition de Jean Lawrence Ritchie;

Rapport No 326,—*re* pétition de Livio Quintino Fantacci;

Rapport No 327,—*re* pétition de Bertha Bercovici Hamer;

Rapport No 328,—*re* pétition de Ann Bogdanof Millichamp.

(L'honorable sénateur Aseltine)

No 3.

24 juin—Deuxième lecture du Bill (259), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'identification des criminels".—(L'honorable sénateur Copp).

No 4.

24 juin—Deuxième lecture du Bill (260), intitulé: "Loi modifiant la Loi d'interprétation".—(L'honorable sénateur Copp).

No 5.

24 juin—Deuxième lecture du Bill (262), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1946 sur les juges".—(L'honorable sénateur Copp).

No 6.

24 juin—Deuxième lecture du Bill (263), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la cour de l'Echiquier".—(L'honorable sénateur Copp).

No 7.

24 juin—Deuxième lecture du Bill (336), intitulé: "Loi ayant pour objet d'établir la Commission maritime canadienne".—(L'honorable sénateur Copp).

No 8.

24 juin—Deuxième lecture du Bill (337), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932, ainsi que la Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932".—(L'honorable sénateur Copp).

No 9.

24 juin—Deuxième lecture du Bill (340), intitulé: "Loi établissant l'Office fédéral du charbon".—(L'honorable sénateur Copp).

No 10.

19 juin—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McDonald (*Kings*)—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur les récentes découvertes de minerai de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans la province de Saskatchewan; et qu'il insistera pour que les autorités fédérales et provinciales compétentes soient priées de conférer entre elles en vue d'adopter de promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, afin de mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne nos besoins d'engrais chimiques.—(L'honorable sénateur Vaillancourt).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le mercredi 25 juin</i>		
262	Bills privés	10.30 a.m.
262	Finances	10.45 a.m.
368	Immigration et travail	10.30 a.m.
262	Ordres permanents	2.45 p.m.
<i>Le jeudi 26 juin</i>		
368	Tourisme	10.30 a.m.
429	Comité mixte sur les droits de l'homme	11.00 a.m.
262	Transport et des communications	10.30 a.m.
<i>Le vendredi 27 juin</i>		
148	Divorces	10.30 a.m.
<i>Le samedi 28 juin</i>		
148	Divorces	10.30 a.m.

No 45

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 25 juin 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Donnelly,	Jones,	Morand,
Aylesworth	Duff,	King,	Murdock,
(sir Allen),	Duffus,	Kinley,	Nicol,
Beaubien	Dupuis,	Lacasse,	Paquet,
(Montarville),	Euler,	Lambert,	Paterson,
Beaubien (St-Jean-	Fafard,	Lesage,	Quinn,
Baptiste),	Fallis,	Macdonald	Riley,
Bench,	Farris,	(Cardigan),	Robicheau,
Bishop,	Ferland,	MacLennan,	Robinson,
Blais,	Gershaw,	Marcotte,	Roebuck,
Bouchard,	Haig,	McDonald	St-Père,
Bourque,	Harmer,	(Shediac),	Stevenson,
Buchanan,	Hayden,	McDonald	Taylor,
Calder,	Howard,	(Kings),	Turgeon,
Campbell,	Howden,	McGuire,	Vaillancourt,
Copp,	Hugessen,	McIntyre,	Veniot,
Crerar,	Hurtubise,	McKeen,	Vien,
Daigle,	Hushion,	McLean,	White,
Davies,	Johnston,	Molloy,	Wilson.
Dessureault,			

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (D-8), intitulé: "Loi modifiant la Loi des jeunes délinquants, 1929",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (F), intitulé: "Loi concernant l'article quarante et un de la Charte des Nations Unies",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, avec deux amendements, pour lesquels elle sollicite l'agrément du Sénat.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 2, lignes 5 et 6.*—Retrancher les mots "dans un délai de quinze jours" et y substituer "immédiatement".

2. *Page 2, ligne 8.*—Retrancher les mots "dans les quinze premiers jours" et y substituer les mots "immédiatement après l'ouverture".

Avec la permission du Sénat,

Lesdits amendements sont agréés.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a agréé les amendements qu'elle a apportés audit bill, sans modification.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Finances, auquel a été déferé le Bill (258), intitulé: "Loi autorisant la prestation de fonds pour couvrir des dépenses d'établissement effectuées et des dettes de capital contractées par le réseau des chemins de fer nationaux du Canada pendant l'année civile 1947, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Copp propose que ledit bill soit maintenant lu une troisième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Duff, du comité permanent des Ordres permanents présente le sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 25 juin 1947.

Le comité permanent des Ordres permanents demande la permission de présenter son sixième rapport, ainsi conçu:

1. Votre comité a examiné la pétition suivante, savoir:

De Son Excellence Mgr Lionel Scheffer, O.M.I., vicaire catholique romain du vicariat apostolique du Labrador, demandant d'être constitué en corporation sous le nom de "*The Roman Catholic Episcopal Corporation of Labrador*", et, en français, "La Corporation Episcopale Catholique Romaine du Labrador".

2. Votre comité a aussi considéré le douzième rapport de l'examineur des pétitions pour bills d'intérêt privé, présenté le 24 juin 1947, informant le Sénat que les dispositions de la Règle 107 ont été partiellement observées.

3. Votre comité constate que l'avis comportant l'intention de formuler une demande auprès du Parlement a été publié dans la *Gazette du Canada* une fois, en dépit de ce que la Règle 107 exige publication dans la *Gazette du Canada* une fois par semaine, durant quatre semaines consécutives.

4. Votre comité est persuadé qu'aucun intérêt ne sera lésé si on permet que ce bill suive son cours, et demande la permission de recommander que cette publication unique de l'avis sus-mentionné dans la *Gazette du Canada* soit jugée et acceptée comme constituant une observation suffisante des prescriptions de la Règle 107.

Le tout respectueusement soumis.

WILLIAM DUFF,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Finances, auquel a été déferé le Bill (271), intitulé: "Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre et remplaçant son titre par "Loi sur la taxe d'accise" ", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec un amendement, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de le recevoir.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier, comme suit:

1. *Page 6, lignes 34 à 36 inclusivement.*—Retrancher les mots "qui donne son assentiment ou acquiescement à la violation de quelque disposition de la présente Partie, ou".

Avec la permission du Sénat,
Ledit amendement est agréé.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté, Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec un amendement, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été déféré le Bill (C-11), intitulé: "Loi constituant en corporation la Progressive, Compagnie d'assurances du Canada", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Dessureault présente au Sénat un Bill (O-12), intitulé: "Loi constituant en corporation La Corporation Episcopale Catholique du Labrador".

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Campbell, il est

Ordonné: Que la Règle 109 soit suspendue en tant qu'elle concerne le Bill (I-12), intitulé: "Loi concernant *The Canada Permanent Trust Company*".

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros trois cent vingt-neuf à trois cent trente-cinq, ces deux derniers inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le LUNDI 23 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent vingt-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Beatrice Elman Perlman, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Perlman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 23 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent trentième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Grace Emily Dawes Matheson, de la cité de Montréal, province de Québec, infirmière, demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Robert Alexander Matheson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 23 juin 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son trois cent trente et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gabriel Burszan, de la cité de Montréal, province de Québec, boucher, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ida Sebe Burszan, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise au pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 23 juin 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son trois cent trente-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Doris Phoebe Potter Potts, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Henry Potts, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 24 juin 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son trois cent trente-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Richard Andrew Frame, de la cité de Verdun, province de Québec, contremaître, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Eva Sherman Frame, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 24 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent trente-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de William Page, de la cité de Montréal, province de Québec, masseur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Marcelle Olivier Page, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 24 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent trente-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Louis Gertsman, de la cité d'Outremont, province de Québec, huissier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Sylvia (Sheila) Gold Gertsman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,

Le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros trois cent vingt-neuf à trois cent trente-cinq, ces deux derniers inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (K-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Clara Woods Cross".

Bill (L-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Minnie Braimaster Kazarensky".

Bill (M-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Peter Moroz, autrement connu sous le nom de Peter Morris".

Bill (N-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorne Earl Barth".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés, Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels ils sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorcées portant les numéros trois cent onze à trois cent vingt-huit, ces deux derniers inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (259), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'identification des criminels", est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (260), intitulé: "Loi modifiant la Loi d'interprétation", est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Finances.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (262), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1946 sur les juges", est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (263), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la cour de l'Echiquier", est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (336), intitulé: "Loi ayant pour objet d'établir la Commission maritime canadienne", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Finances.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (337), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932, ainsi que la Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (340), intitulé: "Loi établissant l'Office fédéral du charbon", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur l'interpellation de l'honorable sénateur McDonald (*Kings*), attirant l'attention du Sénat sur les récentes découvertes de minerai de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans la province de Saskatchewan; et insistant pour que les autorités fédérales et provinciales compétentes soient priées de conférer entre elles en vue d'adopter de promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, afin de mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne ses besoins d'engrais chimiques, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, le 26 juin 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 26 juin 1947

No 1.

24 juin—Deuxième lecture du Bill (337), intitulé: “Loi modifiant la Loi des compagnies d’assurance canadiennes et britanniques, 1932, ainsi que la Loi des compagnies d’assurance étrangères, 1932”.—(L’honorable sénateur Copp).

No 2.

24 juin—Deuxième lecture du Bill (340), intitulé: “Loi établissant l’Office fédéral du charbon”.—(L’honorable sénateur Copp).

No 3.

19 juin—Reprise du débat ajourné sur la motion de l’honorable sénateur McDonald (*Kings*)—Qu’il attirera l’attention du Sénat sur les récentes découvertes de minerai de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans la province de Saskatchewan; et qu’il insistera pour que les autorités fédérales et provinciales compétentes soient priées de conférer entre elles en vue d’adopter de promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, afin de mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne nos besoins d’engrais chimiques.—(L’honorable sénateur Vaillancourt).

No 4.

25 juin—Deuxième lecture du Bill (O-12), intitulé: “Loi constituant en corporation la Corporation Episcopale Catholique du Labrador”.—(L’honorable sénateur Dessureault).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le jeudi 26 juin</i>		
368	Tourisme	10.30 a.m.
429	Comité mixte sur les droits de l'homme.....	11.00 a.m.
262	Transport et des communications.....	10.30 a.m.
262	Ressources naturelles.....	11.00 a.m.
262	Bills privés.....	2.30 p.m.
268	Comité mixte sur la Loi des Indiens.....	11.00 a.m.
<i>Le vendredi 27 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le samedi 28 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.

CONTINUATION OF THE LIST

Date	Description	Amount
1890
1891
1892
1893
1894
1895
1896
1897
1898
1899
1900
1901
1902
1903
1904
1905
1906
1907
1908
1909
1910
1911
1912
1913
1914
1915
1916
1917
1918
1919
1920
1921
1922
1923
1924
1925
1926
1927
1928
1929
1930
1931
1932
1933
1934
1935
1936
1937
1938
1939
1940
1941
1942
1943
1944
1945
1946
1947
1948
1949
1950
1951
1952
1953
1954
1955
1956
1957
1958
1959
1960
1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
1968
1969
1970
1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1980
1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990
1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000

Continuation of the List of the ...

No 46

PROCÈS VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Jeudi 26 juin 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dessureault,	Jones,	Molloy,
Aylesworth	Donnelly,	King,	Murdock,
(sir Allen),	Duff,	Kinley,	Nicol,
Beaubien	Duffus,	Lacasse,	Paquet,
(Montarville),	Dupuis,	Lambert,	Paterson,
Beaubien (St-Jean-	Euler,	Léger,	Quinn,
Baptiste),	Fafard,	Macdonald	Riley,
Bench,	Farris,	(Cardigan),	Robicheau,
Bishop,	Gershaw,	MacLennan,	Robinson,
Blais,	Haig,	Marcotte,	Roebuck,
Bouchard,	Harmer,	McDonald	St-Père,
Buchanan,	Hayden,	(Shediac),	Stevenson,
Calder,	Howard,	McDonald	Taylor,
Campbell,	Howden,	(Kings),	Turgeon,
Copp,	Hugessen,	McGuire,	Vaillancourt,
Crerar,	Hurtubise,	McIntyre,	Veniot,
Daigle,	Hushion,	McKeen,	Vien,
Davies,	Johnston,	McLean,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le treizième rapport de l'examineur des pétitions pour bills d'intérêt privé, comme suit:

Le JEUDI 26 juin 1947.

Conformément à la Règle 111, article 2, l'examineur des pétitions pour bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter ce qui suit comme son treizième rapport:

Votre examineur a dûment étudié la pétition suivante et constate que les exigences de la Règle 107 ont été appliquées à tous importants égards, savoir:

De Victor Davis Ingraham, et d'autres personnes de Yellowknife, dans les Territoires du Nord-Ouest, demandant leur constitution en corporation sous le nom de "Yellowknife Telephone Company".

Le tout respectueusement soumis.

A. H. HINDS,
*Examineur des pétitions pour
bills d'intérêt privé.*

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

L'honorable Président lit alors ladite communication, comme suit:

HÔTEL DU GOUVERNEMENT

OTTAWA

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Le 26 juin 1947.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat, le vendredi 27 juin, à six heures moins dix, afin de donner la sanction royale à quelques bills.

Veillez agréer,

Monsieur l'Orateur,

l'assurance de ma haute considération,

F. L. C. PEREIRA,

Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

L'honorable

L'Orateur du Sénat,
Ottawa.

Ordonné: Que ladite communication soit déposée sur la Table.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (363), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année expirant le 31 mars 1948", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Finances, auquel a été déféré le Bill (269), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, ligne 23.*—Après le mot "dividende", insérer le mot "déclaré".
2. *Page 5, ligne 9.*—Un amendement, apporté à la version anglaise, ne concerne pas la version française du bill.
3. *Page 7, ligne 31.*—Après le mot "rachète", insérer "n'importe quelle de".

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Copp propose que lesdits amendements soient maintenant agréés.

Après débat,

L'honorable sénateur Vien propose que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Après débat, et

Etant posée la question sur la motion portant ajournement du débat,

Ladite motion est retirée.

Etant posée la question sur la motion portant l'agrément desdits amendements,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que ce bill, tel qu'amendé, soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

L'honorable sénateur Donnelly, du comité permanent des Ressources naturelles, auquel a été déféré le Bill (261), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur l'assistance à l'agriculture des Prairies", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été déféré le Bill (J-12), intitulé: "Loi constituant en corporation *The Limitholders' Mutual Insurance Company*", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce Bill, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent des Transports et communications, auquel a été déféré le Bill (255), intitulé: "Loi modifiant la Loi des chemins de fer", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 2, ligne 12.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.
2. *Page 2, ligne 11.*—Au mot "ladite", substituer "la".
3. *Page 2, ligne 11.*—Au mot "ce", substituer "le".
4. *Page 2, ligne 15.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.
5. *Page 2, ligne 30.*—Au mot "ledit", substituer "le".
6. *Page 2, ligne 33.*—Au mot "dudit", substituer "du".
7. *Page 2, ligne 35.*—Au mot "ladite", substituer "la".
8. *Page 2, ligne 38.*—Aux mots "à ce", substituer "au".
9. *Page 2, ligne 38.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.
10. *Page 3, ligne 5.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.
11. *Page 3, ligne 6.*—Au mot "ladite", substituer "la".
12. *Page 3, ligne 6.*—Au mot "ce", substituer "le".
13. *Page 3, ligne 8.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.
14. *Page 3, ligne 19.*—Au mot "ledit", substituer "le".
15. *Page 3, ligne 22.*—Supprimer les mots "en question".
16. *Page 3, ligne 27.*—Aux mots "à ce", substituer "au".
17. *Page 3, ligne 27.*—Aux mots "ce dernier", substituer "le passage à niveau".

Avec la permission du Sénat,

Lesdits amendements sont agréés, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill, tel qu'amendé, est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec plusieurs amendements, auxquels il sollicite son agrément.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (P-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Wynn Hayes, fils".

Bill (Q-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Black Wolfe".

Bill (R-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Lovannah Theoret Wilson".

Bill (S-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Lorraine Desrosiers".
 Bill (T-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Jacobson Greenberg".
 Bill (U-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Guido Corbo".
 Bill (V-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Ashton Hugh Roberts".
 Bill (W-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Kalichman Pulver".
 Bill (X-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Gaston-Dorval Lachance".
 Bill (Y-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Donat St-Jean".
 Bill (Z-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Sheila Sydney Doner Gordon".
 Bill (A-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Walter John Moon".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division, et
 Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont alors lus séparément les deuxième et troisième fois, sur
 division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
 Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour
 l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et
 pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages
 rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorcés, ainsi que les
 pièces justificatives déposées devant ledit comité.

L'honorable sénateur Bench présente au Sénat un Bill (B-13), intitulé:
 "Loi constituant en corporation la *Yellowknife Telephone Company*".

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Copp présente au Sénat un Bill (C-13), intitulé: "Loi
 modifiant la Loi des compagnies fiduciaires".

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (337),
 intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et
 britanniques, 1932, ainsi que la Loi des compagnies d'assurance étrangères,
 1932", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Déferé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (340), intitulé: "Loi établissant l'Office du charbon", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Déferé au comité permanent des Ressources naturelles.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur l'interpellation de l'honorable sénateur McDonald (*Kings*), attirant l'attention du Sénat sur les récentes découvertes de minerai de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans la province de Saskatchewan; et insistant pour que les autorités fédérales et provinciales compétentes soient priées de conférer entre elles en vue d'adopter de promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, afin de mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne ses besoins d'engrais chimiques, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à mardi prochain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (O-12), intitulé: "Loi constituant en corporation la Corporation épiscopale catholique du Labrador", est lu la deuxième fois, et

Déferé au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Dessureault, il est

Ordonné: Que la Règle 119 soit suspendue en tant qu'elle concerne le Bill (O-12), intitulé: "Loi constituant en corporation la Corporation épiscopale catholique du Labrador".

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Vendredi, le 27 juin 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour mardi, 1er juillet 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Duff:

26 juin—Qu'il demandera au gouvernement—

Des Provinces maritimes me parvient de bonne source l'information que des navires de pêche des Etats-Unis, communément appelés et connus sous le nom de chalutiers à barrots, et qui opèrent sur les Grands Bancs de Terre-Neuve et sur d'autres bancs de l'Atlantique-Nord, retirent leurs chaluts et les remontent des fonds sur le navire une vingtaine de fois par jour et déversent sur leurs ponts le poisson qui s'y trouve, qu'ils y choisissent l'aiglefin et renvoient à la mer toute la morue prise dans ces filets. D'où il résulte que des centaines de tonnes de grosses et de moyennes morues comestibles, en sus du petit poisson de trop petit poids pour être mangé, sont rejetées, mortes, à l'eau et vont putréfier les fonds et y chasser le poisson, qui va se réfugier ailleurs.

Le gouvernement sait-il que des chalutiers étrangers de France, d'Espagne et d'ailleurs, capables de charger chacun trois millions de livres de poisson fendu et salé, pêchent sur les bancs et rejettent à la mer l'aiglefin mort, aussi bien les mâles que les femelles chargées d'œufs?

Le gouvernement sait-il aussi que des équipages de chalutiers canadiens rangent leurs navires sur les bancs et que, selon le rapport du capitaine, l'un de ces chalutiers, durant les derniers quinze jours, a retiré quelque sept cent mille livres de poisson et qu'il en a rejeté à la mer quelque quatre cent mille livres de poisson mort ou demi-mort, pour n'en apporter que trois cent mille livres au marché?

Le gouvernement sait-il aussi que, non seulement ces chalutiers à barrots venant de différents pays, mais que des navires que leurs propriétaires canadiens ont été encouragés à construire en recevant du Trésor fédéral un franc cadeau de \$165 par tonneau, et un prêt du Trésor provincial de la Nouvelle-Ecosse s'élevant à soixante-dix mille chacun, exploitent les fonds de pêche de

l'Atlantique-Nord, et retirent de leurs chaluts des milliers de femelles remplies d'œufs; et ce poisson, maigre et inacceptable sur le marché, est rejeté, mort, à la mer, et des tonnes de frai sont balayées par les dalots des ponts.

Le gouvernement a-t-il été mis au courant, par le Ministère des Pêcheries, de la destruction rapportée ci-dessus; et quelles mesures prend-il pour y remédier? Si des mesures draconiennes ne sont pas appliquées immédiatement, les grandes pêches de l'Atlantique-Nord ne seront bientôt plus qu'un souvenir.

ORDRE DU JOUR

Pour vendredi, le 27 juin 1947

No 1.

26 juin—Troisième lecture du Bill (269), tel que modifié, “Loi modifiant la Loi de l’impôt de guerre sur le revenu”.—(L’honorable sénateur Copp).

No 2.

26 juin—Deuxième lecture du Bill (363), intitulé: “Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d’argent pour le service public de l’année financière expirant le 31 mars 1948”.—(L’honorable sénateur Copp).

No 3.

26 juin—Deuxième lecture du Bill (B-13), intitulé: “Loi constituant en corporation la *Yellowknife Telephone Company*”.—(L’honorable sénateur Buchanan).

No 4.

26 juin—Deuxième lecture du Bill (C-13), intitulé: “Loi modifiant la Loi des compagnies fiduciaires”.—(L’honorable sénateur Copp).

Pour mardi, 1er juillet 1947

No 1.

19 juin—Reprise du débat ajourné sur la motion de l’honorable sénateur McDonald (*Kings*)—Qu’il attirera l’attention du Sénat sur les récentes découvertes de minéral de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans la province de Saskatchewan; et qu’il insistera pour que les autorités fédérales et provinciales compétentes soient priées de conférer entre elles en vue d’adopter de promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, afin de mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne nos besoins d’engrais chimiques.—(L’honorable sénateur Vaillancourt).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le vendredi 27 juin</i>		
368	Comité mixte sur les droits de l'homme.....	11.00 a.m.
148	Divorces.....	10.30 a.m.
262	Banques et commerce.....	10.30 a.m.
<i>Le samedi 28 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le mercredi 2 juillet</i>		
262	Bills privés.....	10.30 a.m.
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
262	Finances.....	10.45 a.m.
<i>Le jeudi 3 juillet</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
262	Ressources naturelles.....	10.30 a.m.
<i>Le vendredi 4 juillet</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le samedi 5 juillet</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.

No 47

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Vendredi 27 juin 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Donnelly,	King,	McIntyre,
Aylesworth	Duff,	Kinley,	McKeen,
(sir Allen),	Dupuis,	Lacasse,	Molloy,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Gershaw,	Lambert,	Murdock,
Bishop,	Gouin,	Léger,	Paterson,
Blais,	Haig,	Lesage,	Quinn,
Buchanan,	Harmer,	Macdonald	Riley,
Calder,	Hayden,	(Cardigan),	Robicheau,
Copp,	Howard,	MacLennan,	Robinson,
Crerar,	Howden,	Marcotte,	Roebuck,
Daigle,	Hurtubise,	McDonald	Stevenson,
Davies,	Hushion,	Kings),	Turgeon,
Dessureault,	Johnston,	McGuire,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Haig présente au Sénat les bills suivants:

Bill (D-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Charles Barron".

Bill (E-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Eileen Lepine Tickner".

Bill (F-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Lawrence Ritchie".

Bill (G-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Livio Quintino Fantacci".

Bill (H-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Bercovici Hamer".

Bill (I-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Bogdanof Millichamp".

Bill (J-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Elman Perlman".

Bill (K-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Emily Dawes Matheson".

Bill (L-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Gabriel Burszan".

Bill (M-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Phoebe Potter Potts".

Bill (N-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Richard Andrew Frame".

Bill (O-13), intitulé: "Loi pour faire droit à William Page".

Bill (P-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Louis Gertsman".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont alors lus les deuxième et troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorcés, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

L'honorable sénateur Donnelly, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (I-12), intitulé: "Loi concernant *The Canada Permanent Trust Company*", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Donnelly, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (337), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932, ainsi que la Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Buchanan, du comité permanent du Tourisme, présente au Sénat le troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 26 juin 1947.

Le comité permanent du Tourisme demande la permission de présenter son troisième rapport, comme suit:

Votre comité recommande l'autorisation de faire imprimer 600 exemplaires en anglais et 200 exemplaires en français de ses délibérations, et que la Règle 100 soit suspendue en tant qu'elle concerne ladite impression.

Le tout respectueusement soumis.

W. A. BUCHANAN,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération mardi prochain.

L'honorable sénateur Copp dépose sur la Table:

Règlements établis sous l'empire de la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre par l'arrêté en conseil C.P. 2416 du 17 juin 1947.

A L'appel de l'Ordre du jour pour la troisième lecture du Bill (269), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu", tel que modifié,

Sur motion, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (363), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1948", est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Buchanan propose que le Bill (B-13), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Yellowknife Telephone Company*", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Transports et communications.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Buchanan, il est

Ordonné: Que la Règle 119 soit suspendue en tant qu'elle concerne le Bill (B-13), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Yelloknife Telephone Company*".

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (C-13), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies fiduciaires", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Déferé au comité permanent des Finances.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Copp, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi prochain, à huit heures.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Le Sénat reprend sa séance.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Quelque temps après, l'honorable Thibaudeau Rinfret, juge en chef de la Cour suprême du Canada, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, étant venu et étant assis au pied du Trône,

L'honorable Président ordonne au Gentilhomme huissier de la Verge noire de se rendre à la Chambre des communes et d'informer cette Chambre que "C'est le désir de l'honorable Député du Gouverneur général que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat".

La Chambre des communes étant venue,

Le Greffier lit les titres des bills à sanctionner, comme suit:

Loi modifiant la Loi de la publication des lois.

Loi constituant en corporation l'Association des infirmières canadiennes.

Loi constituant en corporation le Cercle des travailleurs du Canada.

Loi modifiant la Loi constituant en corporation "*The Canadian Council of the Girl Guides Association*".

Loi modifiant la Loi nationale de 1944 sur l'habitation.

Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre.

Loi concernant les forces des Etats-Unis d'Amérique qui visitent le Canada, ainsi que l'exercice de la discipline et l'administration intérieure desdites forces.

Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada, en vue du remboursement d'obligations financières échues, arrivant à échéance et rachetables par anticipation.

Loi modifiant la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices.

Loi concernant la "*Beauharnois Light, Heat and Power Company*".

Loi constituant en corporation les Commissaires du havre de Port-Alberni.

Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des marins marchands.

Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers.

Loi modifiant la Loi pour favoriser les améliorations municipales, 1938.

Loi modifiant la Loi de 1944 sur les prêts destinés aux améliorations agricoles.

Loi modifiant la Loi du National Canadien et du Pacifique Canadien, 1933.

Loi modifiant le Code criminel (Réunions de courses).

Loi modifiant la convention sur les ressources naturelles de la Saskatchewan.

Loi modifiant la Loi des jeunes délinquants, 1929.

Loi concernant l'article quarante et un de la Charte des Nations Unies.

Loi autorisant la prestation de fonds pour couvrir des dépenses d'établissement effectuées et des dettes de capital contractées par le réseau des chemins de fer nationaux du Canada pendant l'année civile 1947, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada.

Loi modifiant la Loi de l'identification des criminels.

Loi modifiant la Loi de 1946 sur les juges.

Loi modifiant la Loi de la cour de l'Echiquier.

Loi modifiant la Loi de 1939 sur l'assistance à l'agriculture des Prairies.

Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932, ainsi que la Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932.

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ces bills ont reçu la sanction royale:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député du Gouverneur général sanctionne ces bills".

L'honorable Président de la Chambre des communes alors adresse la parole à l'honorable Député du Gouverneur général comme suit:

"QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:

"Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

"Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1948.

"Je demande humblement à Votre Honneur de bien vouloir sanctionner ce bill."

Le Greffier ayant donné lecture du titre de ce bill,

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ce bill a reçu la sanction royale:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

Après quoi il a plu à l'honorable Député du Gouverneur général de se retirer.

Les Communes se retirent.

Le Sénat reprend sa séance.

Le Sénat s'ajourne à mardi, le premier jour de juillet prochain, à huit heures du soir.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, le 1er juillet 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour mardi, 1er juillet 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Duff:

26 juin—Qu'il demandera au gouvernement—

Des Provinces maritimes me parvient de bonne source l'information que des navires de pêche des Etats-Unis, communément appelés et connus sous le nom de chalutiers à barrots, et qui opèrent sur les Grands Bancs de Terre-Neuve et sur d'autres bancs de l'Atlantique-Nord, retirent leurs chaluts et les remontent des fonds sur le navire une vingtaine de fois par jour et déversent sur leurs ponts le poisson qui s'y trouve, qu'ils y choisissent l'aiglefin et renvoient à la mer toute la morue prise dans ces filets. D'où il résulte que des centaines de tonnes de grosses et de moyennes morues comestibles, en sus du petit poisson de trop petit poids pour être mangé, sont rejetées, mortes, à l'eau et vont putréfier les fonds et y chasser le poisson, qui va se réfugier ailleurs.

Le gouvernement sait-il que des chalutiers étrangers de France, d'Espagne et d'ailleurs, capables de charger chacun trois millions de livres de poisson fendu et salé, pêchent sur les bancs et rejettent à la mer l'aiglefin mort, aussi bien les mâles que les femelles chargées d'œufs?

Le gouvernement sait-il aussi que des équipages de chalutiers canadiens rangent leurs navires sur les bancs et que, selon le rapport du capitaine, l'un de ces chalutiers, durant les derniers quinze jours, a retiré quelque sept cent mille livres de poisson et qu'il en a rejeté à la mer quelque quatre cent mille livres de poisson mort ou demi-mort, pour n'en apporter que trois cent mille livres au marché?

Le gouvernement sait-il aussi que, non seulement ces chalutiers à barrots venant de différents pays, mais que des navires que leurs propriétaires canadiens ont été encouragés à construire en recevant du Trésor fédéral un franc cadeau de \$165 par tonneau, et un prêt du Trésor provincial de la Nouvelle-Ecosse s'élevant à soixante-dix mille chacun, exploitent les fonds de pêche de

l'Atlantique-Nord, et retirent de leurs chaluts des milliers de femelles remplies d'œufs; et ce poisson, maigre et inacceptable sur le marché, est rejeté, mort, à la mer, et des tonnes de frai sont balayées par les dalots des ponts.

Le gouvernement a-t-il été mis au courant, par le Ministère des Pêcheries, de la destruction rapportée ci-dessus; et quelles mesures prend-il pour y remédier? Si des mesures draconiennes ne sont pas appliquées immédiatement, les grandes pêches de l'Atlantique-Nord ne seront bientôt plus qu'un souvenir.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, le 1er juillet 1947

No 1.

26 juin—Troisième lecture du Bill (269), tel que modifié, “Loi modifiant la Loi de l’impôt de guerre sur le revenu”.—(L’honorable sénateur Copp).

No 2.

19 juin—Reprise du débat ajourné sur la motion de l’honorable sénateur McDonald (*Kings*)—Qu’il attirera l’attention du Sénat sur les récentes découvertes de minerai de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans la province de Saskatchewan; et qu’il insistera pour que les autorités fédérales et provinciales compétentes soient priées de conférer entre elles en vue d’adopter de promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, afin de mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne nos besoins d’engrais chimiques.—(L’honorable sénateur Vaillancourt).

No 3.

27 juin—Prise en considération du troisième rapport du comité permanent du Tourisme.—(L’honorable sénateur Buchanan).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le samedi 28 juin</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le mercredi 2 juillet</i>		
262	Bills privés.....	10.30 a.m.
262	Finances.....	10.45 a.m.
<i>Le jeudi 3 juillet</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
262	Ressources naturelles.....	10.30 a.m.
<i>Le vendredi 4 juillet</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le samedi 5 juillet</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.

No 48

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 1^{er} juillet 1947

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beaubien	Duff,	Hushion,	Murdock,
(Montarville),	Duffus,	King,	Paquet,
Beaubien (St-Jean-	Dupuis,	Lacasse,	Paterson,
Baptiste),	Euler,	Lesage,	Quinn,
Bishop,	Fafard,	Macdonald	Riley,
Blais,	Foster,	(Cardigan),	Robertson,
Bouffard,	Gershaw,	MacLennan,	Robicheau,
Buchanan,	Gouin,	Marcotte,	Robinson,
Copp,	Haig,	McDonald	Stevenson,
Crerar,	Harmer,	(Kings),	Taylor,
Daigle,	Horner,	McKeen,	Turgeon,
David,	Howden,	McLean,	Vaillancourt,
Dessureault,	Hurtubise,	Moraud,	Veniot,
Donnelly,			White.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (271), intitulé: "Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre et remplaçant son titre par "Loi sur la taxe d'accise" ".

Et pour informer le Sénat qu'elle a agréé l'amendement qu'il a apporté audit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (264), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Conseil de recherches sur les pêcheries", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Haig, du comité permanent des Divorcés, a l'honneur de présenter les rapports dudit comité portant les numéros deux cent trente-six à deux cent soixante-deux.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier comme suit:

VENDREDI, le 27 juin 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son trois cent trente-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Maud Mary Rose Denton, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, fournisseur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Denton, de la cité de Hull, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$50.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de \$50.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 27 juin 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son trois cent trente-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Judith Bychowsky Sanders, de la cité de Montréal, province de Québec, gérante de bureau, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Theodore Herzl Sanders, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 27 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent trente-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie-Irène Joly Martineau, de la cité de Montréal, province de Québec, ménagère, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Joseph-Charles-Auguste Martineau, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 27 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent trente-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Sam Pronman, de la cité de Montréal, province de Québec, tailleur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Bernice Gershman Pronman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 27 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent quarantième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eva Greenblatt Thow, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Lewis Thow, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 27 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent quarante et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edith Norma Isaac Davidson, de la cité de Montréal, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Charles Davidson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 27 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent quarante-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ida Lottie Stubina Pollack, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Pollack, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 27 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent quarante-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Minnie Black Herman, de la cité de Montréal, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marcus Herman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$75.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de \$25.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 27 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent quarante-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Clifford Gilbert Adams, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Elsie Doreen Thomas Driscoll Adams, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 27 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent quarante-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dallas Sara Barnes Millington, de la cité de Montréal, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Carl Peter Millington, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 27 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent quarante-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Madeleine-Agnès Joly de Lotbinière Doucet, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Lyell Bruyères Doucet, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 27 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent quarante-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Adeline-Charlotte-Simone Desjardins Teakle, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Charles Doddridge Teakle, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 27 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent quarante-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Blane Bowen Adair, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert Milroy Adair, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 27 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent quarante-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Hrab Navrotski, de la cité de Montréal, province de Québec, employé d'usine, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Nevrotski, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 27 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent cinquantième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Saul Jack Costin, de la cité de Montréal, province de Québec, étudiant, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marguerite Diane Westwell Costin, le comité a constaté que les prescriptions des Règles du Sénat ont été adoptées à tous importants égards.

2. Le comité recommande que la pétition ne soit pas accordée.

3. Le comité recommande que les taxes parlementaires versées en vertu de la Règle 140 soient remboursées au pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 27 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent cinquante et unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie-Madeleine Mercier Warren, de la cité de Québec, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Pierre-Ben-Danais Warren, le comité a constaté que les prescriptions des Règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande que la pétition ne soit pas accordée.

3. Le comité recommande que les taxes parlementaires versées en vertu de la Règle 140 soient remboursées à la pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 17 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent cinquante-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Pierre-Ben-Danais Warren, de Saint-Colomb de Sillery, province de Québec, ingénieur civil, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Madeleine Mercier Warren, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 28 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent cinquante-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ethel Florence Rhodes Pompetti, autrement connue sous le nom de Ethel Florence Crowdy Pompetti, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gabriele Pompetti, autrement connu sous le nom de Gabriele Basto, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 28 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent cinquante-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elisa Jamoul Hull, de la cité de Montréal, province de Québec, modiste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Norman Granville Hull, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

SAMEDI, le 28 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent cinquante-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ernest Stanley Rundell, de la ville de Lennoxville, province de Québec, gardien de nuit, demandant l'adoption d'une

loi qui dissolvé son mariage avec Nitha Belle Campbell Rundell, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage. Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 28 juin 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son trois cent cinquante-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Thelma Lillian Dalton Hilger, autrement connue sous le nom de Thelma Lillian Dalton Goernert, de la cité de Montréal, province de Québec, fille de table, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Henry Gustav Hilger, autrement connu sous le nom de Henry Gustav Goernert, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$75.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de \$25.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 28 juin 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son trois cent cinquante-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Alice Berrigan Hamelin, de la cité de Montréal, province de Québec, employée d'usine, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Joseph-Onésime Hamelin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

SAMEDI, le 28 juin 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son trois cent cinquante-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dorothy Mary Boyce Jackson, de la cité de Montréal, province de Québec, fille de table, demandant l'adoption d'une loi

qui dissolvent son mariage avec Charles Henry Jackson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

SAMEDI, le 28 juin 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son trois cent cinquante-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edith Oberfeld Mintz, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec David Mintz, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de \$75.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de \$25.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 28 juin 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son trois cent soixantième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Roger Lebeau, de la cité de Montréal, province de Québec, commis en chef demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Annette Chouinard Lebeau, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

SAMEDI, le 28 juin 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son trois cent soixante et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Sheila Marcus Issenman, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Arnold Issenman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage. Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

SAMEDI, le 28 juin 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent soixante-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Zenobia Perrow Broadbent Emond, de la cité de Hull, province de Québec, téléphoniste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Victor-Joseph Emond, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des divorces portant les numéros trois cent trente-six à trois cent soixante-deux, inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie du sixième rapport de la Commission d'assurance-chômage pour l'année financière terminée le 31 mars 1947.

Rapport annuel de la division de l'aptitude physique du ministère de la Santé nationale et du bien-être social, pour l'année financière terminée le 31 mars 1947 (versions anglaise et française).

Relevé présenté par le Surintendant de l'assurance pour l'année financière terminée le 31 mars 1947, tel qu'exigé par l'article 19 de la Loi de l'assurance des anciens combattants.

Rapport annuel de la Commission de soutien des prix agricoles pour l'année 1946-47.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (272), intitulé: "Loi visant les immunités et privilèges relatifs aux Nations Unies et aux organisations internationales connexes", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (339), intitulé: "Loi modifiant la Loi de pension de vieillesse", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (396), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les prêts commerciaux et professionnels aux anciens combattants", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (269), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu", tel que modifié, soit maintenant lu une troisième fois.

Après débat,

Ledit bill tel que modifié est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel que modifié, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill avec deux amendements auxquels il désire son concours.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur l'interpellation de l'honorable sénateur McDonald (*Kings*), attirant l'attention du Sénat sur les récentes découvertes de minerais de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans la province de Saskatchewan; et insistant pour que les autorités fédérales et provinciales compétentes soient priées de conférer entre elles en vue d'adopter de promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, afin de mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne ses besoins d'engrais chimiques, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du troisième rapport du comité permanent sur le Tourisme.

Ledit rapport est adopté.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, le 2 juillet 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour mercredi, le 2 juillet 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Duff:

26 juin—Qu'il demandera au gouvernement—

Des Provinces maritimes me parvient de bonne source l'information que des navires de pêche des Etats-Unis, communément appelés et connus sous le nom de chalutiers à barrots, et qui opèrent sur les Grands Bancs de Terre-Neuve et sur d'autres bancs de l'Atlantique-Nord, retirent leurs chaluts et les remontent des fonds sur le navire une vingtaine de fois par jour et déversent sur leurs ponts le poisson qui s'y trouve, qu'ils y choisissent l'aiglefin et renvoient à la mer toute la morue prise dans ces filets. D'où il résulte que des centaines de tonnes de grosses et de moyennes morues comestibles, en sus du petit poisson de trop petit poids pour être mangé, sont rejetées, mortes, à l'eau et vont putréfier les fonds et y chasser le poisson, qui va se réfugier ailleurs.

Le gouvernement sait-il que des chalutiers étrangers de France, d'Espagne et d'ailleurs, capables de charger chacun trois millions de livres de poisson fendu et salé, pêchent sur les bancs et rejettent à la mer l'aiglefin mort, aussi bien les mâles que les femelles chargés d'œufs?

Le gouvernement sait-il aussi que des équipages de chalutiers canadiens rangent leurs navires sur les bancs et que, selon le rapport du capitaine, l'un de ces chalutiers, durant les derniers quinze jours, a retiré quelque sept cent mille livres de poisson et qu'il en a rejeté à la mer quelque quatre cent mille livres de poisson mort ou demi-mort, pour n'en apporter que trois cent mille livres au marché?

Le gouvernement sait-il aussi que, non seulement ces chalutiers à barrots venant de différents pays, mais que des navires que leurs propriétaires canadiens ont été encouragés à construire en recevant du Trésor fédéral un franc cadeau de \$165 par tonneau, et un prêt du Trésor provincial de la Nouvelle-Ecosse s'élevant à soixante-dix mille chacun, exploitent les fonds de pêche de

l'Atlantique-Nord, et retirent de leurs chaluts des milliers de femelles remplies d'œufs; et ce poisson, maigre et inacceptable sur le marché, est rejeté, mort, à la mer, et des tonnes de frai sont balayées par les dalots des ponts.

Le gouvernement a-t-il été mis au courant, par le Ministère des Pêcheries, de la destruction rapportée ci-dessus; et quelles mesures prend-il pour y remédier? Si des mesures draconiennes ne sont pas appliquées immédiatement, les grandes pêches de l'Atlantique-Nord ne seront bientôt plus qu'un souvenir.

MOTIONS

Pour mercredi, le 2 juillet 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Robertson:

1er juillet,—*Résolu*.—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent les traités de paix avec l'Italie, la Roumanie, la Hongrie et la Finlande, signés à Paris le 10 février 1947, et que la Chambre approuve ces traités.

No 2.

1er juillet,—*Résolu*.—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent la constitution de l'Organisation internationale pour les réfugiés, signée à Flushing Meadow, New-York, le 16 décembre 1946, et que la Chambre approuve cette constitution.

No 3.

1er juillet,—*Résolu*.—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Instrument pour l'amendement de la constitution de l'Organisation internationale du Travail, adopté à Montréal le 9 octobre 1946, et que la Chambre approuve cet Instrument.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 2 juillet 1947

No 1.

1er juillet—Prise en considération des rapports suivants du comité permanent des Divorcées:

- Rapport No 336,—*re* pétition de Maud Mary Rose Denton;
 Rapport No 337,—*re* pétition de Judith Bychowski Sanders;
 Rapport No 338,—*re* pétition de Marie-Irène Joly Martineau;
 Rapport No 339,—*re* pétition de Sam Pronman;
 Rapport No 340,—*re* pétition de Eva Greenblatt Thow;
 Rapport No 341,—*re* pétition de Edith Norma Isaac Davidson;
 Rapport No 342,—*re* pétition de Ida Lottie Stubina Pollack;
 Rapport No 343,—*re* pétition de Minnie Black Herman;
 Rapport No 344,—*re* pétition de Clifford Gilbert Adams;
 Rapport No 345,—*re* pétition de Dallas Sara Barnes Millington;
 Rapport No 346,—*re* pétition de Madeleine Agnès Joly de Lotbinière Doucet;
 Rapport No 347,—*re* pétition de Adeline Charlotte Simone Desjardins Teakle;
 Rapport No 348,—*re* pétition de Margaret Blane Bowen Adair;
 Rapport No 349,—*re* pétition de Mary Hrab Navrotzki;
 Rapport No 350,—*re* pétition de Saul Jack Costin;
 Rapport No 351,—*re* pétition de Marie Madeleine Mercier Warren;
 Rapport No 352,—*re* pétition de Pierre-Ben-Danais Warren;
 Rapport No 353,—*re* pétition de Ethel Florence Rhodes Pompetti, autrement connue sous le nom de Ethel Florence Crowdy Pompetti;
 Rapport No 354,—*re* pétition de Elisa Jamoul Hull;
 Rapport No 355,—*re* pétition de Ernest Stanley Rundell;
 Rapport No 356,—*re* pétition de Thelma Lillian Dalton Hilger, autrement connue sous le nom de Thelma Lillian Dalton Goernert;
 Rapport No 357,—*re* pétition de Mary Alice Berrigan Hamelin;
 Rapport No 358,—*re* pétition de Dorothy Mary Boyce Jackson;
 Rapport No 359,—*re* pétition de Edith Oberfeld Mintz;
 Rapport No 360,—*re* pétition de Roger Lebeau;
 Rapport No 361,—*re* pétition de Sheila Marcus Issenman;
 Rapport No 362,—*re* pétition de Zenobia Perrow Broadbent Emond.
 (L'honorable sénateur Aseltine)

No 2.

1er juillet—Deuxième lecture du Bill (264), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Conseil de recherches sur les pêcheries".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.

1er juillet—Deuxième lecture du Bill (272), intitulé: "Loi visant les immunités et privilèges relatifs aux Nations Unies et aux organisations internationales connexes".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.

1er juillet—Deuxième lecture du Bill (339), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 5.

1er juillet—Deuxième lecture du Bill (396), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les prêts commerciaux et professionnels aux anciens combattants".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 6.

19 juin—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McDonald (*Kings*)—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur les récentes découvertes de minerai de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans la province de Saskatchewan; et qu'il insistera pour que les autorités fédérales et provinciales compétentes soient priées de conférer entre elles en vue d'adopter de promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, afin de mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne nos besoins d'engrais chimiques.—(L'honorable sénateur Vaillancourt).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le mercredi 2 juillet</i>		
368	Transport et des communications.....	10.30 a.m.
262	Bills privés.....	10.30 a.m.
262	Finances.....	10.45 a.m.
268	Comité mixte sur la Loi des Indiens (<i>à huis clos</i>).....	11.00 a.m.
<i>Le jeudi 3 juillet</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
262	Ressources naturelles.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur les droits de l'homme.....	11.00 a.m.
<i>Le vendredi 4 juillet</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le samedi 5 juillet</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.

No 49

PROCÈS VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 2 juillet 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dessureault,	Hurtubise,	Murdock,
Beaubien	Donnelly,	Hushion,	Paquet,
(Montarville),	Duff,	King,	Paterson,
Beaubien (St-Jean-	Duffus,	Lacasse,	Quinn,
Baptiste),	Dupuis,	Lambert,	Riley,
Bishop,	Euler,	Léger,	Robertson,
Blais,	Fafard,	Lesage,	Robicheau,
Bouchard,	Fallis,	Macdonald	Robinson,
Bouffard,	Foster,	(Cardigan),	St-Père,
Buchanan,	Gershaw,	MacLennan,	Stevenson,
Calder,	Gouin,	Marcotte,	Taylor,
Copp,	Haig,	McDonald	Turgeon,
Crerar,	Harmer,	(Kings),	Vaillancourt,
Daigle,	Horner,	McLean,	Veniot,
David,	Howden,	Moraud,	White,
Davies,			Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (255), intitulé: "Loi modifiant la Loi des chemins de fer",

Et informe le Sénat qu'elle a agréé les amendements qu'il a apportés audit bill, sans modification.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent des Transports et communications, auquel a été déferé le Bill (B-13), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Yellowknife Telephone Company*", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 2, après la ligne 25.*—Ajouter ce qui suit comme sous-clauses (2) et (3) de la clause 5 du bill:

"(2) Les détenteurs d'actions privilégiées n'ont aucun droit de vote aux assemblées de la Compagnie, sauf le droit d'assister et de voter aux assemblées générales sur une question affectant directement l'un des droits ou privilèges attachés à pareilles actions; et il y aura alors un vote par action, mais aucun changement ne sera apporté aux droits ou privilèges à moins que les détenteurs de soixante-quinze pour cent des actions privilégiées n'y consentent; et la possession d'actions ordinaires, de priorité ou d'actions privilégiées rendra toute personne apte à devenir administrateur de la Compagnie.

"(3) Subordonné aux dispositions de la présente loi, la Compagnie peut émettre des actions privilégiées ou de priorité qui, à l'option de la Compagnie, peuvent être rachetées, et à l'égard de pareilles actions, les dispositions suivantes s'appliqueront:

- a) Dans la mesure où un rachat d'actions privilégiées ou de priorité est opéré autrement qu'à même les profits de la Compagnie ordinairement disponibles pour dividende, les dispositions de la *Loi des compagnies, 1934*, Partie 1, relatives à la réduction du capital-actions d'une compagnie, s'appliquent; et ce rachat sera effectué seulement après qu'auront été observées ces dispositions, et le Secrétaire d'Etat peut émettre un certificat confirmant la réduction, aux termes et conditions qu'il jugera convenables au lieu de lettres patentes supplémentaires auxquelles pourvoient lesdites dispositions;
- b) Aucune action privilégiée ou de priorité ne sera rachetée à moins qu'elle ait été entièrement acquittée, et aucune prime ne sera payable lors du rachat de telles actions, sauf à même les profits qui autrement auraient été disponibles comme dividende;
- c) Lorsque, en conformité du présent article, la Compagnie a racheté quelque action privilégiée ou de priorité, ou est sur le point de racheter une quantité quelconque de ces actions à même le produit d'une émission d'actions qui doit être faite pour les fins de ce rachat, elle a le pouvoir d'émettre des actions jusqu'à la valeur au pair des actions rachetées ou qui doivent être rachetées tel que susdit, comme si lesdites actions n'avaient jamais été émises.

2. *Page 2, ligne 37.*—Après le mot "capital" insérer "social".

3. Page 2, après la ligne 39.—Ajouter ce qui suit comme sous-clause (2) de la clause 6 du bill:

“(2) La Compagnie n’a pas le pouvoir d’émettre, vendre ou autrement aliéner son capital social ou quelque partie de ce capital sans avoir au préalable obtenu l’approbation, de la Commission des Transports du Canada, du montant, des termes ou conditions de pareille émission, vente ou autre aliénation de ce capital social.”

4. Page 3, ligne 32.—Après le mot “pouvoir”, ajouter la réserve suivante:

“Toutefois aucune pareille vente ou aliénation ne doit être effective avant qu’elle ait été soumise à la Commission des Transports du Canada et par elle approuvée.”

5. Page 4, ligne 14.—Au mot “dix”, substituer “vingt et un”

Avec la permission du Sénat,
Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu’amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu’amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l’affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l’informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L’honorable sénateur Copp, du comité permanent des Finances, auquel a été déféré le Bill (336), intitulé: “Loi ayant pour objet d’établir la Commission maritime canadienne”, rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l’a chargé d’en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l’Ordre du jour pour troisième lecture demain.

L’honorable sénateur Copp, du comité permanent des Finances, auquel a été déféré le Bill (260), intitulé: “Loi modifiant la Loi d’interprétation”, rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l’a chargé d’en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l’affirmative.

Ordonné: Qu’un message soit transmis à la Chambre des communes pour l’informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L’honorable sénateur Copp, du comité permanent des Finances, auquel a été déféré le Bill (C-13), intitulé: “Loi modifiant la Loi des compagnies fiduciaires”, rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l’a chargé d’en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu’il soumettra au Sénat dès qu’il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. Page 6, lignes 15 et 16.—Aux mots “de l’une des provinces”, substituer “d’une province”.

2. Page 6, ligne 23.—Aux mots “municipalité ou corporation”, substituer “corporation municipale ou”.

3. Page 6, ligne 23.—Un amendement apporté à la version anglaise du bill ne concerne pas la version française.

4. Page 7, ligne 5.—Au mot “alinéa”, substituer “sous-alinéa”.

5. Page 6, ligne 46.—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.

6. Page 8, ligne 37.—Retrancher les mots “du Canada”.

7. Page 9, lignes 2 et 3.—Retrancher les mots “du Canada”.

8. Page 8, ligne 38.—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.

9. Page 13, ligne 43.—Ajouter ce qui suit comme nouvelle clause 15:

15. Est abrogé le paragraphe trois de l'article soixante-neuf de ladite loi, tel qu'édicte à l'article premier du chapitre cinquante-sept des statuts de 1931, et le suivant lui est substitué:

Limitation du montant

“3. Le total des sommes d'argent empruntées et des deniers confiés à la Compagnie pour fins de placement, dont le remboursement est garanti par la compagnie, ne doit pas dépasser dix fois le montant du capital versé et intact et de la réserve de la compagnie.”

10. Page 13, ligne 44.—Renommer la clause 15 comme clause 16.

Avec la permission du Sénat,
Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur McDonald (*Kings*), du comité permanent des bills d'intérêt privé, auquel a été déféré le Bill (O-12), intitulé: “Loi constituant en corporation La Corporation épiscopale catholique du Labrador”, rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. Page 3, ligne 37.—Insérer ce qui suit comme alinéas *d*) et *e*) de la clause 10:

- d*) émettre des obligations, débentures ou autres valeurs de la corporation;
- e*) engager ou vendre ces obligations, débentures ou autres valeurs pour les sommes et aux prix qui pourront être jugés convenables;

2. Page 3, ligne 38.—Substituer la lettre *f*) à la lettre *d*).

3. Page 3, ligne 48.—Insérer ce qui suit comme nouvelle clause 11, et renuméroter en conséquence les clauses subséquentes:

“11. S'il est jugé opportun d'établir un conseil, un comité ou un autre corps en corporation pour quelque objet du Vicariat Apostolique, le Vicaire Apostolique pourra établir tel conseil, comité ou autre corps et le déclarer corporation; et, dès qu'aura été déposé le certificat ci-dessous mentionné, ce conseil, comité ou autre corps sera et deviendra une corporation possédant l'organisation, les pouvoirs, attributions et obligations, non contraires aux lois en général et non incompatibles avec la présente loi, que le Vicaire Apostolique pourra définir à l'occasion, y compris le droit d'acquérir, détenir, administrer et aliéner tous biens, réels ou personnels, pouvant être cédés, légués, accordés ou transportés à un tel conseil, comité ou corps, pour les objets du Vicariat Apostolique, ainsi que le droit d'emprunter l'argent que ce conseil, comité ou corps estimera nécessaire pour la réalisation de ses entreprises, et de mortgager, hypothéquer ou nantir la portion des biens réels ou personnels détenue par le conseil, comité ou corps, et qui sera nécessaire pour garantir tout montant ainsi emprunté. En chaque cas, le Vicaire Apostolique devra déposer chez le Secrétaire d'Etat du Canada une copie de l'acte d'autorisation ou d'établissement, certifiée sous son seing et sceau d'office. Un certificat portant le sceau officiel du Vicaire Apostolique constituera devant les tribunaux une preuve suffisante de l'établissement d'un pareil conseil, comité ou corps, de sa constitution et de ses pouvoirs”.

Avec la permission du Sénat,
Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Résolu: Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent les traités de paix avec l'Italie, la Roumanie, la Hongrie et la Finlande, signés à Paris le 10 février 1947, et que la Chambre approuve ces traités.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Résolu: Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Instrument pour l'amendement de la constitution de l'Organisation internationale du Travail, adopté à Montréal le 9 octobre 1946, et que la Chambre approuve cet Instrument.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros trois cent trente-six à trois cent soixante-deux, les deux inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (Q-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Maud Mary Rose Denton".

Bill (R-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Judith Bychowsky Sanders".

Bill (S-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Irène Joly Martineau".

Bill (T-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Sam Pronman".

Bill (U-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Eva Greenblatt Thow".

Bill (V-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Norma Isaac Davidson".

Bill (W-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Lottie Stubina Pollack".

Bill (X-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Minnie Black Herman".

Bill (Y-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Clifford Gilbert Adams".

Bill (Z-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Dallas Sara Barnes Millington".

Bill (A-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Madeleine-Agnès Joly de Lotbinière Doucet".

Bill (B-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Adeline-Charlotte-Simone Desjardins Teakle".

Bill (C-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Blane Bowen Adair".

Bill (D-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Hrab Navrotski".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont alors lus les deuxième et troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (264), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Conseil de recherches sur les pêcheries", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Déferé au comité permanent des Ressources naturelles.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (272), intitulé: "Loi visant les immunités et privilèges relatifs aux Nations Unies et aux organisations internationales connexes", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Déferé au comité permanent des Relations extérieures.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (339), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (396), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les prêts commerciaux et professionnels aux anciens combattants", est lu la deuxième fois, et

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur l'interpellation de l'honorable sénateur McDonald (*Kings*), attirant l'attention du Sénat sur les récentes découvertes de minerai de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans la province de Saskatchewan; et qu'il insistera pour que les autorités fédérales et provinciales compétentes soient priées de conférer entre elles en vue d'adopter de promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, afin de mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne nos besoins d'engrais chimiques.

Après plus ample débat, et

Sur motion, il est

Ordonné: Que le sujet qui fait la matière de ladite interpellation soit déferé au comité permanent des Ressources naturelles.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, le 3 juillet 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour jeudi, le 3 juillet 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur Duff:

26 juin—Qu'il demandera au gouvernement—

Des Provinces maritimes me parvient de bonne source l'information que des navires de pêche des Etats-Unis, communément appelés et connus sous le nom de chalutiers à barrots, et qui opèrent sur les Grands Bancs de Terre-Neuve et sur d'autres bancs de l'Atlantique-Nord, retirent leurs chaluts et les remontent des fonds sur le navire une vingtaine de fois par jour et déversent sur leurs ponts le poisson qui s'y trouve, qu'ils y choisissent l'aiglefin et renvoient à la mer toute la morue prise dans ces filets. D'où il résulte que des centaines de tonnes de grosses et de moyennes morues comestibles, en sus du petit poisson de trop petit poids pour être mangé, sont rejetées, mortes, à l'eau et vont putréfier les fonds et y chasser le poisson, qui va se réfugier ailleurs.

Le gouvernement sait-il que des chalutiers étrangers de France, d'Espagne et d'ailleurs, capables de charger chacun trois millions de livres de poisson fendu et salé, pêchent sur les bancs et rejettent à la mer l'aiglefin mort, aussi bien les mâles que les femelles chargées d'œufs?

Le gouvernement sait-il aussi que des équipages de chalutiers canadiens rangent leurs navires sur les bancs et que, selon le rapport du capitaine, l'un de ces chalutiers, durant les derniers quinze jours, a retiré quelque sept cent mille livres de poisson et qu'il en a rejeté à la mer quelque quatre cent mille livres de poisson mort ou demi-mort, pour n'en apporter que trois cent mille livres au marché?

Le gouvernement sait-il aussi que, non seulement ces chalutiers à barrots venant de différents pays, mais que des navires que leurs propriétaires canadiens ont été encouragés à construire en recevant du Trésor fédéral un franc cadeau de \$165 par tonneau, et un prêt du Trésor provincial de la Nouvelle-Ecosse s'élevant à soixante-dix mille chacun, exploitent les fonds de pêche de

l'Atlantique-Nord, et retirent de leurs chaluts des milliers de femelles remplies d'œufs; et ce poisson, maigre et inacceptable sur le marché, est rejeté, mort, à la mer, et des tonnes de frai sont balayées par les dalots des ponts.

Le gouvernement a-t-il été mis au courant, par le Ministère des Pêcheries, de la destruction rapportée ci-dessus; et quelles mesures prend-il pour y remédier? Si des mesures draconiennes ne sont pas appliquées immédiatement, les grandes pêches de l'Atlantique-Nord ne seront bientôt plus qu'un souvenir.

MOTION

Pour jeudi, le 3 juillet 1947

No 1.

1er juillet.—*Résolu*.—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent la constitution de l'Organisation internationale pour les réfugiés, signée à Flushing Meadow, New-York, le 16 décembre 1946, et que la Chambre approuve cette constitution.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 3 juillet 1947

No 1.

2 juillet—Troisième lecture du Bill (336), intitulé: "Loi ayant pour objet d'établir la Commission maritime canadienne".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 2.

2 juillet—Troisième lecture du Bill (396), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les prêts commerciaux et professionnels aux anciens combattants".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.

2 juillet—Deuxième lecture du Bill (339), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse".—(L'honorable sénateur Robertson).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le jeudi 3 juillet</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
262	Ressources naturelles.....	10.30 a.m.
<i>Le vendredi 4 juillet</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur les droits de l'homme.....	11.00 a.m.
<i>Le samedi 5 juillet</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le lundi 7 juillet</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le mardi 8 juillet</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
277	Relations extérieures.....	10.30 a.m.
<i>Le mercredi 9 juillet</i>		
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
<i>Le jeudi 10 juillet</i>		
368	Régie interne.....	10.30 a.m.

No 50

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Jeudi 3 juillet 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Davies,	King,	Paterson,
Beaubien	Dessureault,	Lacasse,	Quinn,
(Montarville),	Donnelly,	Lambert,	Riley,
Beaubien (St-Jean-	Duff,	Léger,	Robertson,
Baptiste),	Duffus,	Lesage,	Robicheau,
Beauregard,	Dupuis,	Macdonald	Robinson,
Bishop,	Euler,	(Cardigan),	Roebuck,
Blais,	Fafard,	MacLennan,	St-Père,
Bouchard,	Fallis,	Marcotte,	Stevenson,
Bouffard,	Foster,	McDonald	Taylor,
Buchanan,	Gershaw,	(Kings),	Turgeon,
Calder,	Gouin,	McKeen,	Vaillancourt,
Copp,	Haig,	McLean,	Veniot,
Crerar,	Horner,	Moraud,	Vien,
Daigle,	Howden,	Murdock,	White.
David,	Hurtubise,	Paquet,	

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle renvoie le Bill (C-2), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Corporation commerciale canadienne",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, avec plusieurs amendements, pour lesquels elle sollicite son agrément.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1.*—Insérer ce qui suit à titre d'article premier:

1. La Loi sur la Corporation commerciale canadienne, chapitre quarante du Statut de 1946, est modifiée par l'insertion de la rubrique suivante, immédiatement avant l'article trois:

"PARTIE I."

2. *Page 1.*—Retrancher les lignes trois, quatre et cinq et substituer ce qui suit:

2. Ladite loi est en outre modifiée par l'addition de la Partie suivante:

3. *Page 1.*—Insérer ce qui suit, à titre d'article trois:

3. Ladite loi est de plus modifiée en renumérotant l'article dix-sept comme article dix-neuf.

4. *Page 1, ligne 16.*—Remplacer "2." par "4."

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Donnelly, du comité permanent des Ressources naturelles, auquel a été déféré le Bill (264), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Conseil de recherches sur les pêcheries", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Donnelly, du comité permanent des Ressources naturelles, auquel a été déféré le Bill (340), intitulé: "Loi établissant l'Office fédéral du charbon", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec un amendement, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de le recevoir.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier, comme suit:

1. *Page 5, ligne 50.*—Au mot "ou" substituer "et".

Avec la permission du Sénat,
Ledit amendement est agréé.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, avec un amendement, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Copp, pour l'honorable Président du comité permanent des Divorces, présente au Sénat les bills suivants:

Bill (E-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierre Ben Danais Warren".

Bill (F-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Florence Rhodes Pompetti, autrement connue sous le nom de Ethel Florence Crowdy Pompetti".

Bill (G-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Elisa Jamoul Hull".

Bill (H-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Stanley Rundell".

Bill (I-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Lillian Dalton Hilger, autrement connue sous le nom de Thelma Lillian Dalton Goernert".

Bill (J-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Alice Berrigan Hamelin".

Bill (K-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Mary Boyce Jackson".

Bill (L-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Eberfeld Mintz".

Bill (M-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Roger Lebeau".

Bill (N-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Sheila Marcus Issenman".

Bill (O-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Zenobia Perrow Broadbent Emond".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat,
Lesdits bills sont alors lus les deuxième et troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Résolu: Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent la constitution de l'Organisation internationale pour les réfugiés, signée à Flushing Meadows, New-York, le 16 décembre 1946, et que la Chambre approuve cette constitution.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (269), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu",

Et informe le Sénat qu'elle a agréé les amendements qu'il a effectués audit bill, sans modification.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (336), intitulé: "Loi ayant pour objet d'établir la Commission maritime canadienne", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (396), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les prêts commerciaux et professionnels aux anciens combattants", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (339), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McDonald (*Kings*)—

Que, en vue des récentes découvertes de minerais de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans la province de Saskatchewan, les autorités fédérales et provinciales confèrent entre elles afin d'adopter de promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, et pour mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne nos besoins d'engrais chimiques.

Il est ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit différée à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Lundi, le 7 juillet 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour lundi, le 7 juillet 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur McDonald (*Kings*)—

3 juillet—Que, en vue des récentes découvertes de minerai de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans la province de Saskatchewan, les autorités fédérales et provinciales confèrent entre elles afin d'adopter de promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, et pour mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne nos besoins d'engrais chimiques.

ORDRE DU JOUR

Pour lundi, le 7 juillet 1947

No 1.

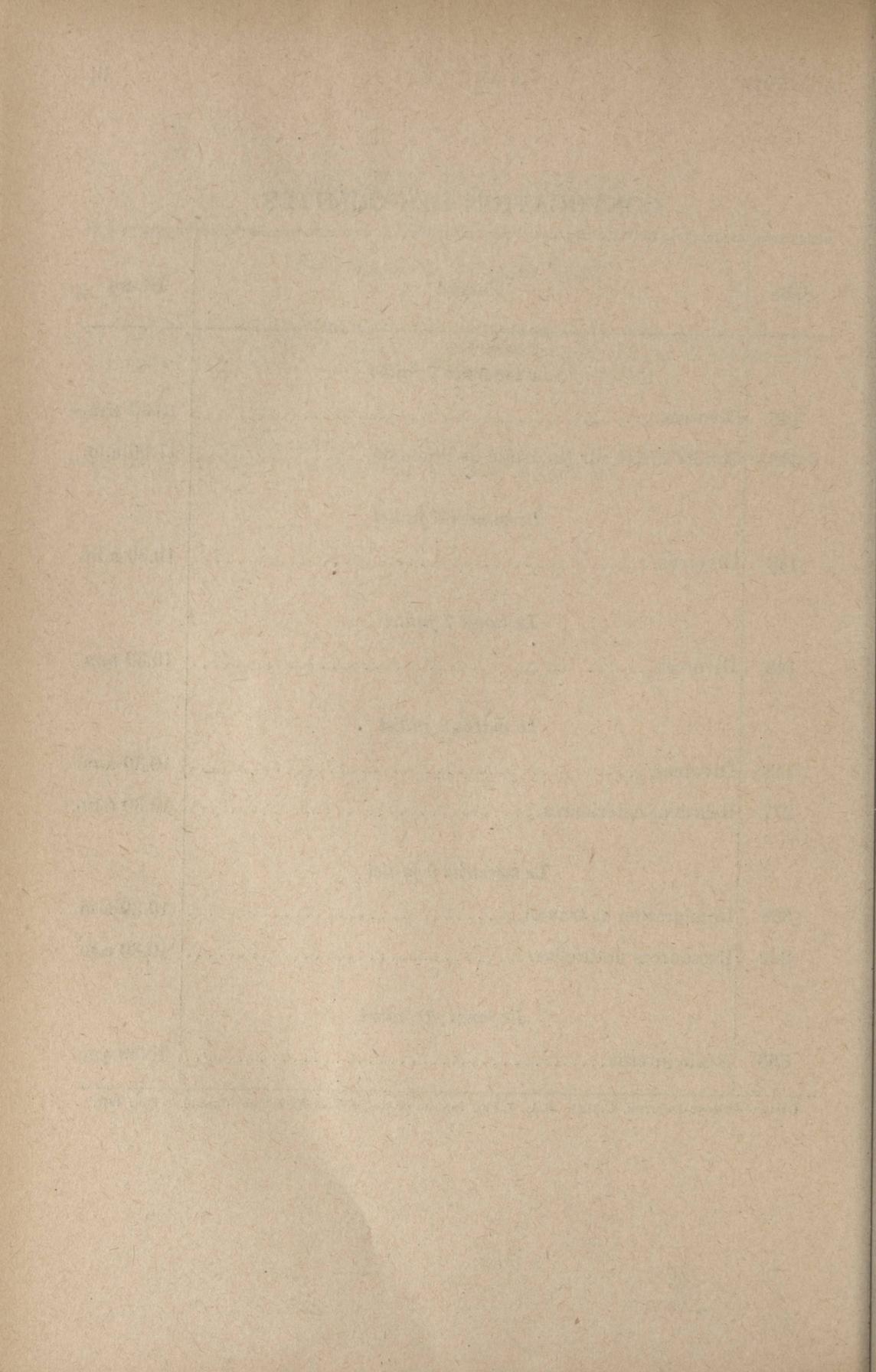
3 juillet—Prise en considération des amendements apportés par la Chambre des communes au Bill (C-2), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Corporation commerciale canadienne".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 2.

2 juillet—Deuxième lecture du Bill (339), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse".—(L'honorable sénateur Robertson).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le vendredi 4 juillet</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
368	Comité mixte sur les droits de l'homme.....	11.00 a.m.
<i>Le samedi 5 juillet</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le lundi 7 juillet</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
<i>Le mardi 8 juillet</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
277	Relations extérieures.....	10.30 a.m.
<i>Le mercredi 9 juillet</i>		
368	Immigration et travail.....	10.30 a.m.
262	Ressources naturelles.....	10.30 a.m.
<i>Le jeudi 10 juillet</i>		
368	Régie interne.....	10.30 a.m.



No 51

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Lundi 7 juillet 1947

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Crerar,	King,	Paquet,
Beaubien	Daigle,	Lacasse,	Paterson,
(Montarville),	Duff,	Lambert,	Quinn,
Beaubien (St-Jean-	Duffus,	Léger,	Riley,
Baptiste),	Dupuis,	Macdonald	Robertson,
Beauregard,	Fallis,	(Cardigan),	Roebuck,
Bishop,	Ferland,	MacLennan,	Stevenson,
Blais,	Foster,	Marcotte,	Vaillancourt,
Bouffard,	Gouin,	McKeen,	Veniot,
Buchanan,	Haig,	Moraud,	Vien,
Copp,	Horner,	Murdock,	White.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (340), intitulé: "Loi établissant l'Office fédéral du charbon",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a agréé l'amendement apporté par le Sénat à ce bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (T-5), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer électrique d'Ottawa",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (K-9), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Commonwealth Insurance Company*",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (C-11), intitulé: "Loi constituant en corporation La Progressive, Compagnie d'assurances du Canada",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (J-12), intitulé: "Loi constituant en corporation *The Limit-holders' Mutual Insurance Company*",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (U-6), intitulé: "Loi constituant en corporation La Fédération, Compagnie d'assurances du Canada",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill avec deux amendements auxquels elle désire le concours du Sénat.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier comme suit:

1. *Page 3, ligne 45.*—Après le mot "biens", insérer les mots "à l'intérieur du Canada".

2. *Page 3, lignes 45 et 46.*—Après le mot "engagements", insérer les mots "à l'intérieur du Canada".

Avec la permission du Sénat,

Lesdits amendements sont agréés.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a agréé les amendements qu'elle a apportés à ce bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (362), intitulé: "Loi concernant la protection et la conservation des forêts du versant oriental des Montagnes Rocheuses", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (364), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (377), intitulé: "Loi modifiant la Loi des prisons et des maisons de correction", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (410), intitulé: "Loi en vue d'établir un fonds de bienfaisance provenant de caisses de cantine de l'armée et d'autres caisses militaires", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

L'honorable président du comité permanent des Divorcés présente les rapports de ce comité portant les numéros trois cent soixante-trois à trois cent soixante-six, inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier comme suit:

JEUDEI, le 3 juillet 1947.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son trois cent soixante-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph-Edmond-Gérard Santoire, de la cité de Montréal, province de Québec, employé municipal, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Maria-Reina-Florida Beaupré Santoire, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 4 juillet 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent soixante-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Aldéric Gemme, de la cité de Montréal, province de Québec, propriétaire de restaurant, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Simone Plouffe Gemme, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

SAMEDI, le 5 juillet 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent soixante-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph-Rose-Alphée-Odéric Dussault, de la cité d'Outremont, province de Québec, entrepreneur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Hélène Bérard Dussault, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

LUNDI, le 7 juillet 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent soixante-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dan Alonzo Dwight Wright, de la cité de Saint-Jean, province de Québec, chef de pompiers, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Lois Winter Wright, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,

Les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros trois cent soixante-trois à trois cent soixante-six, inclusivement, sont, sur division, adoptés séparément.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

—Rapport du surintendant des assurances sur le fonctionnement de la Loi d'assurance des soldats de retour pour l'année terminée le 31 mairs 1947, en vertu des dispositions des Statuts du Canada, 1920, chapitre 54, article 19 (version française).

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des amendements apportés par la Chambre des communes au Bill (C-2), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Corporation commerciale canadienne".

Lesdits amendements sont agréés.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a agréé, sans amendement, les amendements qu'elle a apportés audit bill.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (339), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, il est

Ordonné: Que le débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, le 8 juillet 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mardi, le 8 juillet 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur McDonald (*Kings*)—

3 juillet—Que, en vue des récentes découvertes de minéral de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans la province de Saskatchewan, les autorités fédérales et provinciales confèrent entre elles afin d'adopter de promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, et pour mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne nos besoins d'engrais chimiques.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, le 8 juillet 1947

No 1.

7 juillet—Deuxième lecture du Bill (362), intitulé: "Loi concernant la protection et la conservation des forêts du versant oriental des Montagnes Rocheuses".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 2.

7 juillet—Deuxième lecture du Bill (364), intitulé: "Loi modifiant le Code Criminel".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.

7 juillet—Deuxième lecture du Bill (377), intitulé: "Loi modifiant la Loi des prisons et des maisons de correction".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.

7 juillet—Deuxième lecture du Bill (410), intitulé: "Loi en vue d'établir un fonds de bienfaisance provenant de caisses de cantine de l'armée et d'autres caisses militaires".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 5.

7 juillet—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (339), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse".—(L'honorable sénateur Haig).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le mardi 8 juillet</i>		
148	Divorces.....	10.30 a.m.
277	Relations extérieures(à huis clos)	10.30 a.m.
<i>Le mercredi 9 juillet</i>		
368	Immigration et travail(à huis clos)	10.30 a.m.
262	Ressources naturelles.....	10.30 a.m.
<i>Le jeudi 10 juillet</i>		
268	Comité mixte des Travaux d'impression.....	10.00 a.m.
368	Régie interne.....	10.30 a.m.
262	Relations extérieures	11.00 a.m.

No 52

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

Mardi 8 juillet 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Crerar,	Horner,	Mullins,
Aylesworth	Daigle,	Hurtubise,	Murdock,
(sir Allen),	David,	Jones,	Nicol,
Beaubien	Davies,	King,	Paquet,
(Montarville),	Donnelly,	Kinley,	Paterson,
Beaubien (St-Jean-	Duff,	Lacasse,	Quinn,
Baptiste),	Duffus,	Lambert,	Riley,
Beauregard,	Dupuis,	Léger,	Robertson,
Bench,	Euler,	Lesage,	Roebuck,
Bishop,	Fafard,	Macdonald	St-Père,
Blais,	Fallis,	(Cardigan),	Sinclair,
Bouchard,	Farris,	MacLennan,	Stevenson,
Bouffard,	Ferland,	Marcotte,	Taylor,
Buchanan,	Foster,	McGuire,	Turgeon,
Burchill,	Gouin,	McKeen,	Vaillancourt,
Campbell,	Haig,	McLean,	Veniot,
Copp,	Hayden,	Moraud,	Vien,
			White.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Haig, du comité permanent des Divorces, présente les rapports de ce comité portant les numéros trois cent soixante-sept et trois cent soixante-huit.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le LUNDI 7 juillet 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent soixante-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Wasily Zaes, autrement connu sous le nom de William Waes, de la cité de Montréal, province de Québec, barbier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Mary Kulik Zaes, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous égards.

2. Le comité recommande que la pétition ne soit pas accordée.

3. Le comité recommande qu'il soit attribué à la défenderesse, à l'égard de sa défense, une somme de \$50.00 provenant des taxes parlementaires payées en vertu de la Règle 140, et que le reliquat soit remboursé au pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 7 juillet 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent soixante-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Pierre Behocaray, de la ville de Sherbrooke, province de Québec, boulanger, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Catherine Behocaray, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,

Les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros trois cent soixante-sept et trois cent soixante-huit sont adoptés, sur division.

L'honorable sénateur Haig présente au Sénat les bills suivants:

Bill (P-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Edmond-Gérard Santoire".

Bill (Q-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Aldéric Gemme".

Bill (R-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierre Behocaray".

Bill (S-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Rosealphée-Oderic Dussault".

Bill (T-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Dan Alonzo Dwight Wright".
Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont alors lus les deuxième et troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorcés, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table—

Réponse apportée à un Ordre du Sénat émis en date du 17 juin 1947, montrant:

(1) Lors de la Conférence fédérale-provinciale du rétablissement, le Gouvernement du Dominion a-t-il déclaré, à la page 24 du Livre vert intitulé "Propositions du Gouvernement du Canada", en date du mois d'août 1945;

En outre, le gouvernement fédéral est prêt à accepter la responsabilité du programme d'aéroports et de moyens connexes de navigation aérienne nécessaire pour fournir tous les aéroports voulus pour les services internationaux et les principaux réseaux du Canada.

(2) Quels aéroports présentement en service au Canada sont classifiés comme aéroports "voulus pour les services internationaux et les principaux réseaux du Canada"?

(3) Où sont situés lesdits aéroports?

(4) De qui relève la propriété de chacun desdits aéroports?

(5) Qui met en service et gère chacun desdits aéroports, respectivement?

(6) Les contribuables de Halifax, de Moncton et de Montréal ont-ils des placements ou des obligations dans les aéroports qui desservent leur ville respective?

(7) Quelle somme les contribuables de la cité de Toronto ont-ils placée dans l'Aéroport de Malton?

(8) Les représentants de la Corporation de la cité de Toronto ont-ils refusé une proposition soumise par le ministère des Transports (Air) à l'effet que la cité de Toronto acquière la propriété et se charge de la gestion dudit aéroport aux termes dudit accord projeté?

(9) Quelle somme le gouvernement du Canada a-t-il placée dans ledit aéroport?

(10) Quels sont les termes de l'accord que le ministère des Transports a proposé à la cité de Toronto?

(11) Quelle somme la cité de Windsor a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert cette cité?

(12) Quel est le placement du Dominion du Canada dans ledit aéroport?

(13) Qui met en service et gère ledit aéroport de Windsor?

(14) Quel est le placement de la cité de Winnipeg dans l'aéroport qui dessert cette cité?

(15) Quel est le placement du Dominion du Canada dans ledit aéroport?

(16) Qui met en service et gère ledit aéroport de Winnipeg?

(17) Quels sont les termes de l'accord en vertu duquel ledit aéroport est géré?

(18) Quel est le placement de la cité de Lethbridge dans l'aéroport qui dessert cette cité?

(19) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?

(20) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?

(21) Qui gère ledit aéroport?

(22) S'il est géré en vertu d'un accord avec la cité de Lethbridge, quels sont les termes dudit accord?

(23) Quelle somme d'argent la cité d'Edmonton a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert la cité d'Edmonton?

(24) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans tous les aéroports qui avoisinent Edmonton?

(25) Sous quelle autorité les Lignes aériennes Trans-Canada utilisent-elles l'aéroport d'Edmonton, et qui exploite et gère cet aéroport?

(26) Quels sont les termes dudit accord?

(27) Quelle somme d'argent la cité de Vancouver a-t-elle placée dans la base aérienne de Sea Island qu'utilisent les Lignes aériennes Trans-Canada et qui dessert la cité de Vancouver?

(28) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?

(29) Qui gère et exploite ledit aéroport?

(30) Le ministère des Transports a-t-il proposé à la cité de Vancouver un accord relativement à la gestion et à l'exploitation dudit aéroport?

(31) Quels sont les termes dudit accord?

(32) Quelle somme la cité de Victoria a-t-elle placée dans l'aéroport qui dessert cette cité?

(33) Quelle somme d'argent le gouvernement du Dominion a-t-il placée dans ledit aéroport?

(34) Qui gère et exploite ledit aéroport?

(35) Pourquoi le ministère des Transports impose-t-il aux contribuables des cités de Toronto, Windsor, Winnipeg, Edmonton et Vancouver, des obligations qui ne sont pas imposées aux cités de Montréal, Halifax, Moncton et autres cités de la province de Québec et des Provinces maritimes?

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (362), intitulé: "Loi concernant la protection et la conservation des forêts du versant oriental des Montagnes Rocheuses", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (415), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la pension du service civil", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (412), intitulé: "Loi prévoyant des prestations de pensions pour les hauts fonctionnaires des Affaires extérieures en exercice hors du Canada", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Avec la permission du Sénat,

Le Sénat passe au cinquième item de l'Ordre du jour.

En conséquence, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion portant deuxième lecture du Bill (339), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse".

Après plus ample débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (364), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (377), intitulé: "Loi modifiant la Loi des prisons et des maisons de correction", est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (410), intitulé: "Loi en vue d'établir un fonds de bienfaisance provenant de caisses de cantine de l'armée et d'autres caisses militaires", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McDonald (*Kings*)—

Que, en vue des récentes découvertes de minerai de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans la province de Saskatchewan, les autorités fédérales et

provinciales confèrent entre elles afin d'adopter de promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, et pour mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne nos besoins d'engrais chimiques.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit différé à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, le 9 juillet 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mercredi, le 9 juillet 1947

No 1.

Par l'honorable sénateur McDonald (*Kings*)—

3 juillet—Que, en vue des récentes découvertes de minerai de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans la province de Saskatchewan, les autorités fédérales et provinciales confèrent entre elles afin d'adopter de promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, et pour mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne nos besoins d'engrais chimiques.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 9 juillet 1947

No 1.

8 juillet—Troisième lecture du Bill (362), intitulé: "Loi concernant la protection et la conservation des forêts du versant oriental des Montagnes Rocheuses".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 2.

8 juillet—Deuxième lecture du Bill (412), intitulé: "Loi prévoyant des prestations de pension pour les hauts fonctionnaires des Affaires extérieures en exercice hors du Canada".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.

8 juillet—Deuxième lecture du Bill (415), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la pension du service civil".—(L'honorable sénateur Robertson).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le mercredi 9 juillet</i>		
368	Immigration et travail (<i>à huis clos</i>)	10.30 a.m.
262	Ressources naturelles	10.30 a.m.
<i>Le jeudi 10 juillet</i>		
268	Comité mixte des Travaux d'impression.....	10.00 a.m.
368	Régie interne.....	10.30 a.m.
262	Relations extérieures	11.00 a.m.
<i>Le vendredi 11 juillet</i>		
368	Comité mixte sur les droits de l'homme.....	—

No 53

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 9 juillet 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	David,	Hurtubise,	Murdock,
Aylesworth	Davies,	Jones,	Nicol,
(sir Allen),	Dessureault,	King,	Paquet,
Beaubien	Donnelly,	Kinley,	Paterson,
(Montarville),	Duff,	Lacasse,	Quinn,
Beaubien (St-Jean-	Duffus,	Lambert,	Riley,
Baptiste),	Dupuis,	Léger,	Robertson,
Beauregard,	Euler,	Lesage,	Roebuck,
Bench,	Fafard,	Macdonald	St-Père,
Bishop,	Fallis,	(Cardigan),	Sinclair,
Bouchard,	Farris,	MacLennan,	Stevenson,
Bouffard,	Ferland,	Marcotte,	Taylor,
Burchill,	Foster,	McDonald	Turgeon,
Calder,	Gouin,	(Shediac),	Vaillancourt,
Campbell,	Haig,	McGuire,	Veniot,
Copp,	Hayden,	McKeen,	Vien,
Crerar,	Hornér,	McLean,	White.
Daigle,	Howard,	Mullins,	

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (413), intitulé: "Loi modifiant la Loi du service civil", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (M-9), intitulé: "Loi concernant certains parcs nationaux et modifiant la Loi des parcs nationaux",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ce bill, avec un amendement, auquel elle sollicite son agrément.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier, comme suit:

1. *Page 2, ligne 24.*—Insérer l'alinéa suivant entre les alinéas o) et q):

"p) La perception d'impôts des résidents d'un parc afin de défrayer les services de santé et de bien-être social fournis à ces résidents par une province, conformément à un accord conclu aux termes de l'alinéa o) du présent paragraphe, ou fournis à ces résidents par le gouvernement du Canada;"

Avec la permission du Sénat,

Ledit amendement est agréé.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté l'amendement apporté à ce bill, sans autre modification.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trois cent soixante-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 8 juillet 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent soixante-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elerick Montgomery Barton, de la cité de Montréal, province de Québec, garçon de wagon-lit, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Beatrice Mary Fraser Barton, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,

Président.

Avec la permission du Sénat,

Ledit rapport est adopté, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trois cent soixante-dixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 8 juillet 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent soixante-dixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph-Arthur Neveu, de la cité de Montréal, province de Québec, fabricant de modèles, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Estelle Messier Neveu, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande que cette pétition ne soit pas accordée.

3. Le comité recommande la remise au pétitionnaire des taxes parlementaires payées en vertu de la Règle 140, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,

Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trois cent soixante-onzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 9 juillet 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de soumettre son trois cent soixante-onzième et dernier rapport pour la session parlementaire de 1947, comme suit:

STATISTIQUES SUR LE DIVORCE

1947

Au cours de la présente session 406 pétitions pour bills de divorce ont été présentées au Sénat et examinées par le comité des Divorces, dont voici le détail:

Pétitions entendues et recommandées	350
Pétitions entendues et rejetées	7
Pétitions retirées	10
Pétitions qui ne sont pas prêtes pour la présente session	39
Total	406

Des pétitions recommandées durant la présente session, 112 ont été présentées par des maris et 238 par des épouses. Tous les pétitionnaires sont domiciliés dans la province de Québec.

Le comité a tenu 46 réunions. Durant 31 jours il a siégé en deux sections.

Dans 102 cas, le comité a recommandé une remise partielle des taxes parlementaires.

A supposer que tous les bills de divorce recommandés par le comité et actuellement à divers stades d'étude devant le Parlement reçoivent la sanction royale, les chiffres comparatifs de dissolutions de mariages accordées par le Parlement depuis dix ans s'établissent comme il suit:

1938	85
1939	50
1940	62
1941	49
1942	73
1943	92
1944	111
1945	179
1946	290
1947	350

Considérant que le nombre de demandes en divorces a augmenté par sauts et par bonds et est susceptible de s'accroître davantage, et que cette année de telles pétitions ont atteint un chiffre record, votre comité recommande que le Parlement s'emploie énergiquement à trouver immédiatement une solution au difficile problème que pose cette question de divorces dans la province de Québec, afin que ce dernier ne soit plus obligé de prendre action en la matière.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Aseltine, appuyé par l'honorable sénateur Haig, propose que ledit rapport soit maintenant agréé.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion,

Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Sinclair, il est

Ordonné: Que le sujet du dernier rapport du comité permanent des Divorces soit communiqué au Conseiller parlementaire du Sénat, afin qu'il l'étudie et en fasse rapport dès l'ouverture de la prochaine session du Parlement.

L'honorable sénateur J. J. Donnelly, du comité permanent des Ressources naturelles, auquel a été déferé le sujet qui forme la matière de la motion suivante proposée par l'honorable sénateur McDonald (*Kings*), présente au Sénat le rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 9 juillet 1947.

Le comité permanent des Ressources naturelles, après avoir étudié le sujet de la motion proposée par l'honorable sénateur McDonald (*Kings*), savoir:

Que, en vue des récentes découvertes de minerai de phosphate à haute teneur dans la région du Saguenay, province de Québec, ainsi que de potasse de bonne qualité dans la province de Saskatchewan, les autorités fédérales et provinciales confèrent entre elles afin d'adopter de

promptes mesures pour mettre les mines en exploitation, et pour mettre à la portée de nos cultivateurs, à des prix raisonnables, ces produits chimiques de grande valeur, qui sont nécessaires au rétablissement des sols épuisés et à la production de récoltes supérieures, de façon que le Canada puisse se suffire à lui-même en ce qui concerne nos engrais chimiques;

a l'honneur de présenter en la matière le rapport suivant:

1. Le comité a entendu et interrogé les témoins suivants:

W. B. Timm, directeur de la division des mines et de la géologie, ministère des Mines et ressources.

G. S. Peart, administrateur, Fertilisateurs et insecticides, ministère de l'Agriculture.

M. F. Goudge, division des ressources minérales, ministère des Mines et ressources.

L. H. Cole, division des ressources minérales, ministère des Mines et ressources.

2. Les membres du comité sont entièrement d'accord sur les termes de la motion et le comité a l'honneur de recommander que les autorités fédérales et provinciales se concertent en vue d'entreprendre une action commune pour la continuation d'une enquête visant au développement potentiel, sur une échelle commerciale, des découvertes déjà effectuées.

3. Une copie des témoignages rendus est ici produite en appendice.

4. Le comité recommande l'autorisation de faire imprimer 500 exemplaires du texte anglais et 200 exemplaires du texte français des délibérations du comité sur ledit sujet de la motion; et que la Règle 100 soit suspendue en tant qu'elle concerne ladite impression.

Le tout respectueusement soumis.

J. J. DONNELLY,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat un Bill (U-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Elerick Montgomery Barton"

Ledit bill est lu séparément la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu les deuxième et troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté.
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que les Règles du Sénat 23, 24 et 63 soient suspendues pour le reste de la présente session.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (362), intitulé: "Loi concernant la protection et la conservation des forêts du versant oriental des Montagnes Rocheuses", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (412), intitulé: "Loi prévoyant des prestations de pension pour les hauts fonctionnaires des Affaires extérieures en exercice hors du Canada", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu les deuxième et troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (415), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la pension du service civil", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent de l'Administration du service civil.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, le 10 juillet 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 10 juillet 1947

No 1.

9 juillet—Deuxième lecture du Bill (413), intitulé: "Loi modifiant la Loi du service civil".—(L'honorable sénateur Robertson).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le jeudi 10 juillet</i>		
268	Comité mixte des Travaux d'impression.....	10.00 a.m.
368	Régie interne.....	10.30 a.m.
262	Relations extérieures.....	11.00 a.m.
<i>Le vendredi 11 juillet</i>		
368	Comité mixte sur les droits de l'homme.....	—

No 54

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Jeudi 10 juillet 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Davies,	Hurtubise,	Murdock,
Aylesworth	Dessureault,	Jones,	Nicol,
(sir Allen),	Donnelly,	King,	Paquet,
Beaubien	Duff,	Kinley,	Paterson,
(Montarville),	Duffus,	Lacasse,	Quinn,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Dupuis,	Lambert,	Riley,
Beauregard,	Euler,	Léger,	Robertson,
Bench,	Fafard,	Lesage,	Roebuck,
Bishop,	Fallis,	Macdonald	St-Père,
Bouffard,	Farris,	(Cardigan),	Sinclair,
Burchill,	Ferland,	Marcotte,	Stevenson,
Calder,	Foster,	McDonald	Taylor,
Campbell,	Gouin,	(Shediac),	Turgeon,
Copp,	Haig,	McGuire,	Vaillancourt,
Crerar,	Hayden,	McKeen,	Veniot,
Daigle,	Horner,	McLean,	Vien,
David,	Howard,	Mullins,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, propose:

Que le Règlement du Sénat soit modifié par l'insertion de ce qui suit:

18A. Lorsqu'un bill ou une autre question se rapportant à un sujet qui relève de l'administration d'un département du gouvernement du Canada a pris naissance au Sénat ou en comité plénier et qu'il y est pris en considération, un ministre représentant le département, bien que n'étant pas membre du Sénat, peut pénétrer dans l'enceinte du Sénat et prendre part au débat, subordonnément aux Règlements, aux Ordonnances, aux Formalités de procédure et aux Usages du Sénat.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

L'honorable sénateur Lambert, du comité permanent des Relations extérieures, auquel a été déféré le Bill (272), intitulé: "Loi visant les immunités et privilèges relatifs aux Nations Unies et aux organisations internationales connexes", rapporte que ce comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Taylor, du comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes institué pour continuer et terminer l'étude de la Loi des Indiens (Chapitre 98, S.R.C. 1927), et de toutes les autres questions à lui déferées, a l'honneur de présenter le quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 9 juillet 1947.

Le comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes institué pour continuer et terminer l'étude de la Loi des Indiens (Chapitre 98, S.R.C. 1927), et de toutes les autres questions à lui déferées, a l'honneur de présenter son quatrième rapport, qui se lit comme suit:

En conformité des ordres de renvoi en date du 13 février 1947, votre comité a tenu 67 séances et a entendu 102 témoins, y compris des fonctionnaires, des dignitaires ecclésiastiques et des représentants des Indiens de toutes les provinces, sauf des Provinces maritimes, qu'une commission, nommée par l'arrêté en conseil C.P. 3797 du 11 octobre 1946 sous le régime de la Loi des enquêtes, a visitées l'automne dernier.

Incorporés aux témoignages et en appendices à ceux-ci se trouvent 153 mémoires écrits que votre comité a reçus de bandes ou organismes indiens et d'autres particuliers ou groupes canadiens intéressés au bien-être de nos indigènes d'ascendance indienne. Les témoignages comptent environ 2,500 pages.

Votre comité a reçu instruction de "continuer et terminer" l'étude de la Loi des Indiens. Néanmoins, le refonte réelle ou révision de cette loi qui se faisait attendre depuis longtemps, ne pouvait être entreprise sans que tous les intéressés aient eu toutes chances de faire des représentations à cet égard.

Votre comité reconnaît que le comité mixte des Affaires indiennes, institué en 1946, avait raison, ainsi qu'il l'a signalé au Parlement, d'adopter un programme envisageant la révision de la Loi des Indiens seulement au cours de la session parlementaire de 1948.

Le 15 août dernier, le comité mixte des Affaires indiennes de 1946 a aussi fait le rapport suivant:

...L'audition des fonctionnaires du ministère a révélé la nécessité de certaines améliorations administratives immédiates qui peuvent être effectuées sans reviser l'entière législation actuelle, améliorations qui, une fois effectuées, supprimeront certaines des causes qui ont suscité des griefs et des plaintes de la part de nombreux Indiens...

Votre comité actuel constate avec un extrême regret que la recommandation No 8 dudit rapport du 15 août 1946, auquel se sont ralliées les deux Chambres du Parlement, n'a pas encore été mise à exécution.

Voici cette recommandation:

...8. Qu'on emploie des méthodes plus directes pour la remise des redevances perçues au nom des bailleurs indiens.

En conséquence, votre comité recommande:

1. Que tous les fonctionnaires responsables prennent immédiatement des mesures en vue de faire disparaître ce grief de longue date à l'égard des loyers dus aux Indiens;

Et votre comité constate en outre et recommande:

2. Qu'une commission, de la nature d'une commission de revendications soit instituée pour faire enquête dans le plus bref délai possible sur les clauses de tous les traités conclus avec les Indiens, en vue de découvrir et déterminer les droits et les obligations qu'ils peuvent comporter, ou toute substitution subséquente à ceux-ci, et pour évaluer et régler de façon juste et équitable toutes revendications ou tous griefs qui en découlent;

3. Que les questions portant sur la qualité de membre de la bande soient réservées pour être définies et déterminées pendant la session de 1948, alors que sera entreprise l'étude de la Loi des Indiens;

4. Que dès que le Parlement se réunira de nouveau, il soit constitué un comité spécial mixte ayant des pouvoirs semblables à ceux accordés à votre comité le 13 février dernier;

5. Que la question de l'affranchissement des Indiens soit réservée pour être étudiée davantage lors de la révision de la Loi des Indiens;

6. Certaines bandes indiennes qui habitent des "terres réservées aux Indiens", surtout dans la province de Québec, sont tenues d'acquitter des impôts autres que ceux imposés par les lois fédérales. Il est donc recommandé que la question soit déferée au tribunal compétent, en vue de déterminer la légalité de toute taxe imposée aux Indiens.

7. Que l'empiètement de personnes autres que des Indiens sur des terres réservées aux Indiens n'est considéré favorablement ni par la bande indienne concernée ni par la Division des Affaires indiennes. Il est recommandé que la Division des Affaires indiennes prenne immédiatement les mesures nécessaires, conformément aux désirs des bandes indiennes intéressées, pour déloger des réserves indiennes toutes personnes, autres que les Indiens, qui y habitent ou qui y font des affaires;

8. Que toute la question de l'éducation des Indiens soit remise à plus tard afin d'être étudiée plus à fond. Toutefois, dans l'intervalle, il est recommandé que toutes les questions concernant l'éducation, y compris le choix et la nomination d'instituteurs pour les écoles indiennes, soient placées directement et uniquement sous le contrôle de la Division des Affaires indiennes;

9. Que l'administration de toutes les Affaires indiennes, de quelque nature qu'elles soient, relève d'un seul département.

10. Le directeur de la Division des Affaires indiennes devrait recevoir le statut, sinon le rang, de sous-ministre, afin qu'il puisse approcher directement les chefs de son département et d'autres ministères; ou bien il devrait être nommé commissaire ayant rang de sous-ministre, et avoir l'aide de deux commissaires adjoints, dont l'un devrait être un Canadien d'ascendance indienne;

11. Que les Indiens qui ont la compétence voulue pour remplir une position dans l'administration des Affaires indiennes, à quelque niveau que ce soit, jouissent de la préférence lors de la nomination à ladite position dans cette administration pour laquelle ils se sont qualifiés ou ont des aptitudes;

12. Que lorsque le directeur des Affaires indiennes se rend compte du fait qu'un agent des Indiens est sur le point de quitter le service, il doit, assez longtemps avant la mise à la retraite dudit agent, demander à la Commission du service civil de lui choisir un successeur, afin qu'il n'y ait pas d'interruption dans l'exécution des tâches confiées aux soins de l'agent des Indiens qui occupe une position si importante dans l'administration des Affaires indiennes;

13. Que le congé de retraite de tout agent ou fonctionnaire de l'administration des Affaires indiennes lui soit accordé en même temps qu'on lui remet en une seule somme ses paiements de congés, au lieu de le maintenir sur la liste de paie en attendant qu'il prenne effectivement sa retraite. Cette mesure est recommandée afin que sa position puisse être remplie sans délai par la personne choisie et nommée pour succéder à l'agent ou au fonctionnaire qui prend sa retraite;

14. Que chaque fois que la chose est possible, une position vacante d'agent des Indiens soit remplie par voie d'avancement d'un agent adjoint qui aura eu l'occasion de se former à toutes les tâches d'un agent des Indiens;

15. Qu'étant donné le fait que les réserves indiennes sont dispersées par tout le Canada, et étant donné la diversité des problèmes qui confrontent ceux qui sont chargés de l'administration des Affaires indiennes, la Division des Affaires indiennes soit décentralisée et que des directeurs régionaux soient nommés pour s'occuper des questions, qui, à proprement parler, relèvent de leur juridiction régionale particulière;

16. Que le personnel de la Division des Affaires indiennes soit augmenté en vue de permettre la nomination d'un nombre suffisant d'agents des Indiens et de fonctionnaires ayant pouvoir d'agents des Indiens, ce qui assurerait une saine et convenable administration des réserves indiennes.

17. Que, dans l'impossibilité d'accorder l'avancement à une position à un membre du personnel de l'agence, l'avancement soit accordé, si possible, à un fonctionnaire régional subalterne, aspirant à l'avancement et possédant l'aptitude et la compétence voulues pour remplir le poste supérieur;

18. Qu'advenant l'inopportunité d'accorder l'avancement à un membre du personnel d'une agence, le concours ouvert au grand public ait assez d'envergure pour assurer le choix et la nomination d'une personne pleinement compétente;

19. Que, si possible, les examens soient tenus par les bureaux régionaux de la Commission du service civil plutôt que par l'administration centrale de la Commission du service civil à Ottawa;

20. Que les agents des Indiens qui, aux yeux du Directeur des Affaires indiennes, ont subi avec succès une période de probation, soient nommés permanents à la fin de cette période;

21. Qu'un arrêté en conseil soustraie les nominations dans l'administration des Affaires indiennes aux dispositions du contingentement des permanents actuellement mises en vigueur par les règlements du Conseil du trésor;

22. Que la préférence accordée aux anciens combattants soit constamment appliquée à l'égard de toutes les nominations aux emplois de l'administration des Affaires indiennes;

23. Que les nominations futures de fonctionnaires chargés de l'administration des Affaires indiennes soient autant que possible restreintes aux aspirants qui ont déjà de l'expérience dans le service extérieur. Les fonctionnaires du service extérieur de ladite administration devraient être assignés, de temps à autres, à un bureau régional ou central de cette administration;

24. Que, dans l'intérêt de l'administration des Affaires indiennes, tout fonctionnaire de cette administration incompetent, invalide ou incapable de remplir ses fonctions pour une raison quelconque, soit mis à la retraite ou à la pension sans retard indû;

25. Que le projet de construction d'un hôpital central de l'Etat dans les agences indiennes septentrionales, ainsi que de postes de secours dans les districts reculés, soit mis immédiatement à exécution; et

26. Que les dispositions réglementaires voulues soient adoptées en ce qui concerne le soin des vieillards, des infirmes ou des aveugles indiens et que, dans l'intervalle, les rations distribuées aux Indiens soient suffisantes sous le rapport de la quantité et de la qualité.

Votre comité tient à exprimer sa gratitude à tous les particuliers et à toutes les associations qui ont apporté leur précieux concours à ses délibérations, mais il estime convenable de mentionner spécialement l'apport si utile de M. William Zimmerman, fils, Commissaire adjoint des Affaires indiennes, au ministère de l'Intérieur des Etats-Unis, venu au Canada pour renseigner le comité sur l'administration des Affaires indiennes dans lesdits Etats-Unis d'Amérique.

Un exemplaire des Procès-verbaux et Témoignages est déposé avec le présent rapport.

Le tout respectueusement soumis.

W. H. TAYLOR,
Président, section du Sénat.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

L'honorable sénateur Murdock, du comité permanent de l'Immigration et du travail, présente le rapport de ce comité conformément à l'Ordre de renvoi du jeudi 13 mars 1947.

Il est ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 10 juillet 1947.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues a l'honneur de présenter son neuvième rapport, comme suit:

Votre comité a vérifié les comptes et les pièces justificatives du Greffier du Sénat pour l'année financière 1946-1947, et il les a trouvés exacts.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le dixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 10 juillet 1947.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues a l'honneur de présenter son dixième rapport, comme suit:

Votre comité recommande que la provision ordinaire de papeterie, etc., choisie par votre comité du point de vue de l'utilité et de l'économie, pour l'usage des sénateurs dans leurs chambres ou à leurs pupitres dans la Chambre du Sénat, soit fournie suivant les listes approuvées par votre comité et remise au Commis de la papeterie pour être distribuée de la même manière qu'au cours de la présente session.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (377), intitulé: "Loi modifiant la Loi des prisons et des maisons de correction", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, ligne 30.*—Aux mots "Cet ordre", substituer "L'ordre".
2. *Page 1, ligne 30.*—Après le mot "ordre", insérer "du procureur général".
3. *Page 2, ligne 2.*—Au mot "ce", substituer "le".

Lesdits amendements sont agréés.

Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de avoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec plusieurs amendements, auxquels il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (410), intitulé: "Loi en vue d'établir un fonds de bienfaisance provenant de caisses de cantine de l'armée et d'autres caisses militaires", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Les dits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, ligne 26.*—Après "(C.P. 68/3910)", insérer: ", moins ce qui revient à la Marine royale canadienne et au Corps d'aviation royal canadien".

2. *Page 4, ligne 18.*—Retrancher le mot "fleuve".

3. *Page 5, ligne 28.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.

Les dits amendements sont agréés.

Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec plusieurs amendements, auxquels il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (364), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, ligne 24.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.

2. *Page 1, ligne 23.*—Après le mot "tapage", insérer "dans une autre maison qu'une maison d'habitation telle que définie à l'alinéa o) de l'article trois cent trente-cinq".

3. *Page 1, ligne 30.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.

4. *Page 1, ligne 31.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.

5. *Page 1, lignes 32 et 33.*—Aux mots "de cette amende et de cet emprisonnement", substituer "de l'amende et de l'emprisonnement".

6. *Page 2, lignes 3 à 5 inclusivement.*—Supprimer l'article 229.(1), et substituer le suivant:

229.(1) Quiconque tient une maison de jeu ou une maison de paris est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement d'un an.

7. *Page 2, ligne 14.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.

8. *Page 2, ligne 18.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.

9. *Page 2 lignes 22 à 26 inclusivement.*—Supprimer le paragraphe (4) du nouvel article 229, et substituer ce qui suit:

(4) Quiconque habite une maison de débauche est coupable d'un acte criminel et passible d'une amende d'au plus cent dollars et des frais et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement pendant au plus deux mois, ou d'un emprisonnement pendant au plus douze mois.

10. *Page 2, ligne 27.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.

11. *Page 2, ligne 29.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.

12. *Page 2, lignes 51 et 52.*—Aux mots "du *Code criminel*", substituer "de la présente loi".

13. *Page 3, ligne 8.*—Aux mots "cette amende", substituer "l'amende".

14. *Page 3, ligne 8.*—Aux mots "cet emprisonnement", substituer "l'emprisonnement".

15. *Page 3, lignes 28 à 32 inclusivement.*—Supprimer l'alinéa d) de la clause 7, et substituer le suivant:

d) s'il se sert d'une arme ou s'il a en sa possession une arme et qu'une mort se produise en conséquence de l'usage de cette arme.

16. *Page 3, ligne 36.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.

17. *Page 4, ligne 10.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.

18. *Page 4, ligne 37.*—Aux mots "un véhicule à moteur", substituer "une voiture automobile, une motocyclette."

19. *Page 4, ligne 31.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.

20. *Page 5, ligne 30.*—Supprimer les mots "et comprend".

21. *Page 5, lignes 36 à 45 inclusivement.*—Supprimer le paragraphe (1) du nouvel article 405c, et lui substituer le suivant.

405c. (1) Quiconque, dans le dessein d'obtenir un passeport canadien, ou un visa de ce passeport ou un endossement sur un tel passeport, soit pour lui-même, soit pour toute autre personne, alors qu'il est hors du Canada fait une déclaration écrite ou verbale à une personne autorisée à émettre des passeports canadiens hors du Canada, et qui à sa connaissance est fausse ou trompeuse, est coupable d'un acte criminel et passible d'une amende de cinq cents dollars ou d'un emprisonnement pendant deux ans, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement.

22. *Page 6, lignes 16 à 22 inclusivement.*—Supprimer le nouvel article 516B, et substituer le suivant:

516B. Quiconque volontairement endommage ou dérange un matériel ou dispositif de protection ou de sécurité contre l'incendie, de façon à le rendre inutilisable ou inefficace, est coupable d'un acte criminel et passible d'un an d'emprisonnement ou d'une amende d'au plus cinq cents dollars, ou à la fois de l'emprisonnement et de l'amende."

23. *Page 6, ligne 28.*—Supprimer les mots "et comprend".

24. *Page 6, ligne 33.*—Au mot "l'adoption", substituer "l'entrée en vigueur".

25. *Page 7, lignes 16 et 17.*—Au mot "l'adoption", substituer "l'entrée en vigueur".

26. *Page 7, ligne 37.*—Après le mot "consent", ajouter "et".

27. *Page 8, ligne 3.*—Aux mots “du *Code criminel*”, substituer “de la présente loi”.

28. *Page 8, ligne 7.*—Aux mots “l’adoption”, substituer “l’entrée en vigueur”.

29. *Page 14, ligne 1.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.

30. *Page 15, ligne 51.*—Supprimer le mot “et”.

31. *Page 16, ligne 16.*—Après le mot “condamnation;”, ajouter “et”.

32. *Page 16, ligne 33.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.

Lesdits amendements sont agréés.

Ledit bill, tel qu’amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu’amendé, doit être adopté, Elle est résolue par l’affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l’informe que le Sénat a adopté ce bill, avec plusieurs amendements, auxquels il sollicite son agrément.

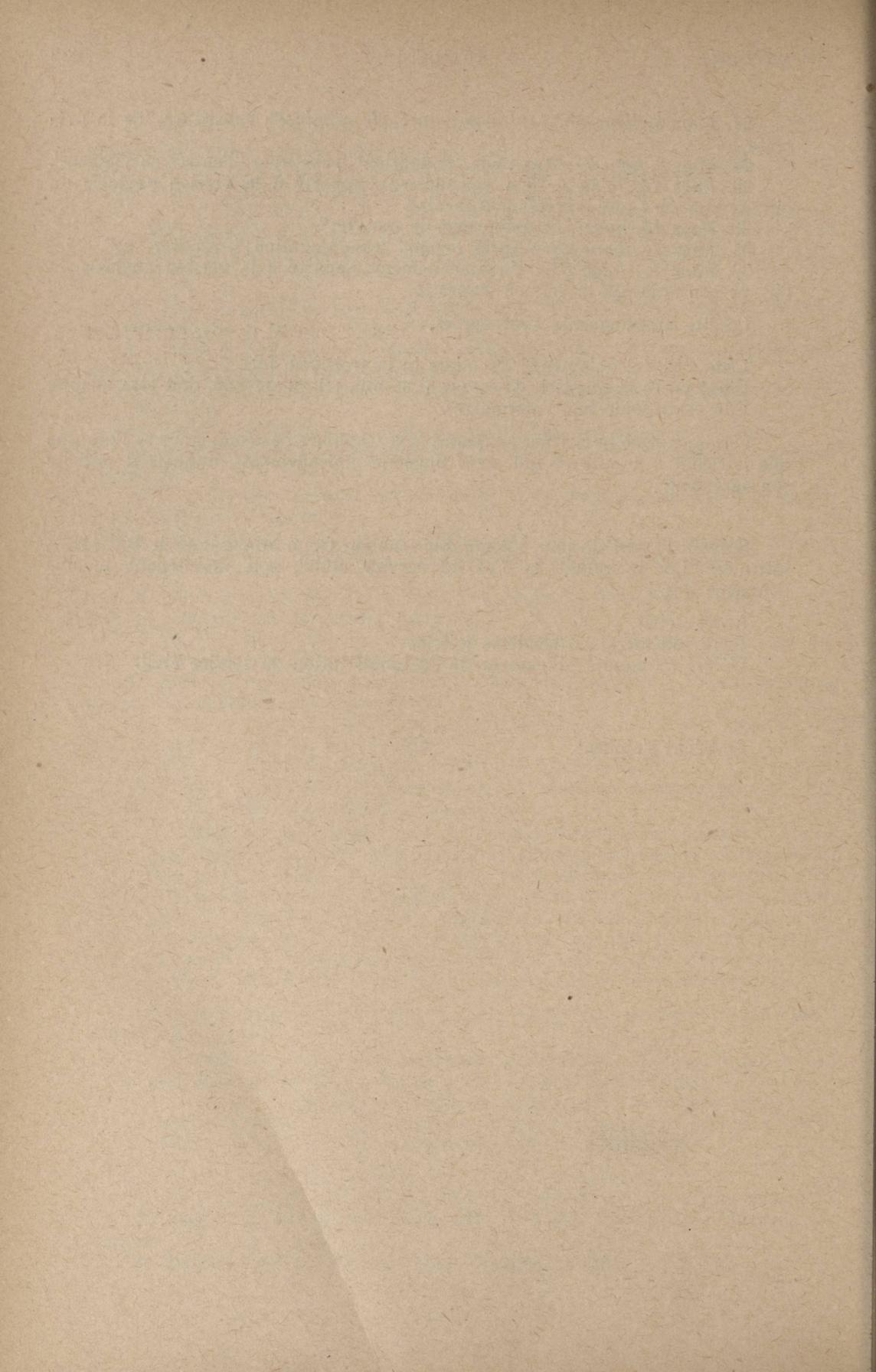
Suivant l’Ordre du jour, l’honorable sénateur Copp propose que le Bill (413), intitulé: “Loi modifiant la Loi du service civil”, soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent de l’Administration du service civil.

Le Sénat s’ajourne.



AFFAIRES DE ROUTINE

Vendredi, le 11 juillet 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour vendredi, le 11 juillet 1947

No 1.

10 juillet—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, aux fins de modifier le Règlement du Sénat en y ajoutant comme règle 18A, ce qui suit:

18A. Lorsqu'un bill ou une autre question se rapportant à un sujet qui relève de l'administration d'un département du gouvernement du Canada a pris naissance au Sénat ou en comité plénier et qu'il y est pris en considération, un ministre représentant le département, bien que n'étant pas membre du Sénat, peut pénétrer dans l'enceinte du Sénat et prendre part au débat, subordonné aux Règlements, aux Ordonnances, aux Formalités de procédure et aux Usages du Sénat.

(L'honorable sénateur Haig)

No 2.

10 juillet—Prise en considération du quatrième rapport du Comité mixte du Sénat et de la Chambre des Communes nommé aux fins de continuer et de compléter l'examen et l'étude de la *Loi des Indiens* (Chapitre 98, S.R.C., 1927), ainsi que toutes les autres questions qui ont été déferées audit comité.—(L'honorable sénateur Taylor).

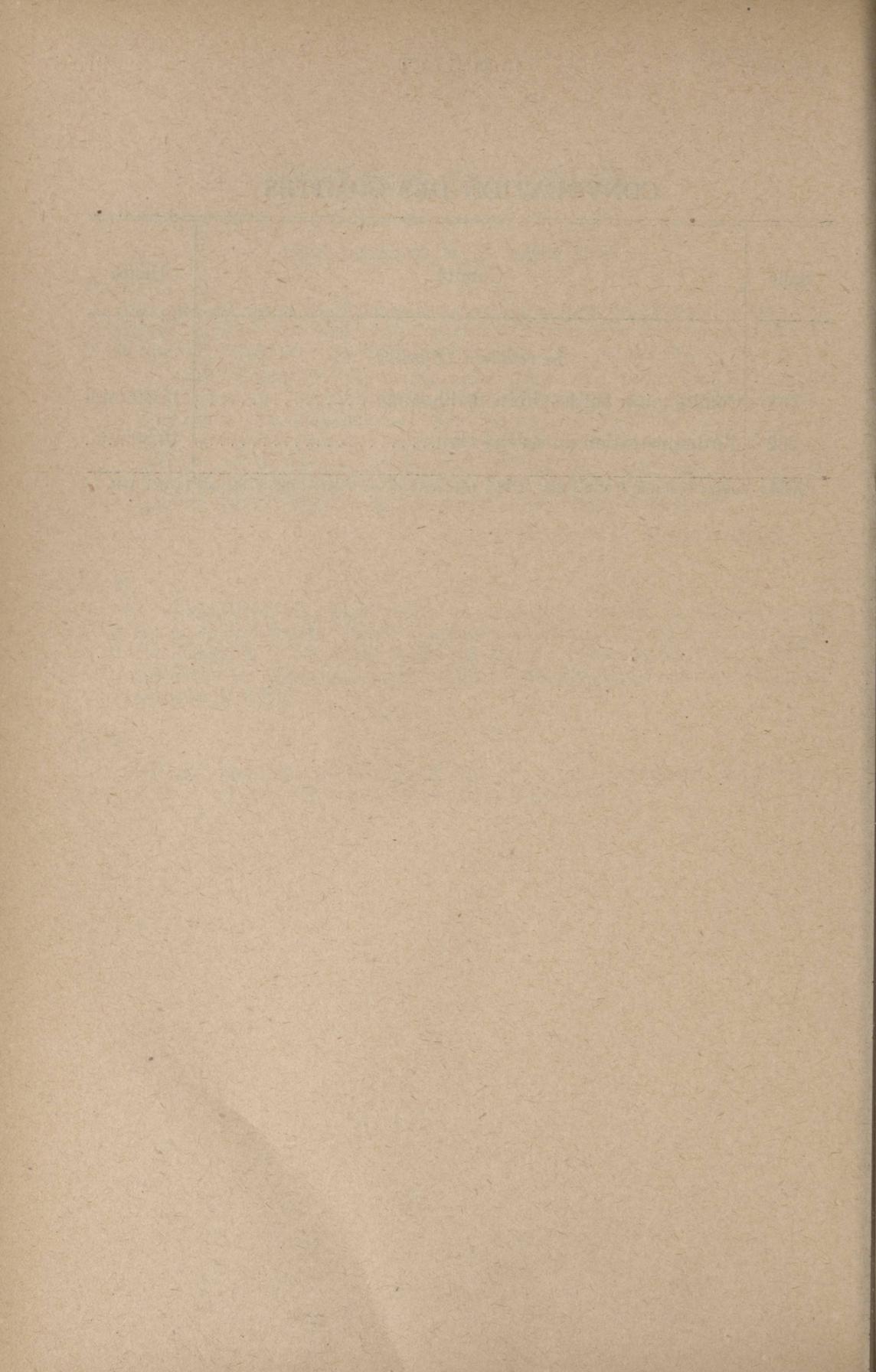
No 3.

Prise en considération du rapport final du comité permanent sur l'Immigration et le travail.—(L'honorable sénateur Murdock).

CONVOCAATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
<i>Le vendredi 11 juillet</i>		
368	Comité mixte sur les droits de l'homme.....	12.00 midi
262	d'Administration du service civil.....	10.30 a.m.

OTTAWA—EDMOND CLOUTIER, C.M.G., B.A., L.Ph., Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1947.



No 55

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

Vendredi 11 juillet 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beauregard,	Dupuis,	Lambert,	Paterson,
Bench,	Fallis,	Léger,	Riley,
Bishop,	Farris,	Lesage,	Robertson,
Bouffard,	Ferland,	Macdonad	Roebuck,
Burchill,	Foster,	(Cardigan),	St-Père,
Calder,	Gouin,	Marcotte,	Sinclair,
Copp,	Haig,	McKeen,	Stevenson,
Crerar,	Horner,	McLean,	Turgeon,
Daigle,	Jones,	Mullins,	Vaillancourt,
David,	King,	Murdock,	Veniot,
Dessureault,	Kinley,	Nicol,	Vien,
Duffus,	Lacasse,	Paquet,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (I-12), intitulé: "Loi concernant *The Canada Permanent Trust Company*",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (449), intitulé: "Loi pourvoyant au changement des titres royaux de Sa Majesté", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (411), intitulé: "Loi autorisant le gouvernement du Canada à conclure des conventions avec les gouvernements provinciaux, en retour d'une compensation, s'engageant à s'abstenir de lever certains impôts pour un temps limité", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

L'honorable sénateur Robertson propose que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat soit ajournée à la prochaine séance du Sénat.

La Chambre des communes, par son greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (377), intitulé: "Loi modifiant la Loi des prisons et des maisons de correction",

Et informe le Sénat qu'elle a agréé l'amendement qu'il a apporté audit bill, sans autre modification.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle retourne le Bill (410), intitulé: "Loi en vue d'établir un fonds de bienfaisance provenant de caisses de cantine de l'armée et d'autres caisses militaires",

Et informe le Sénat qu'elle a agréé les amendements qu'il a apportés audit bill, sans autre modification.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (443), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Sénat et de la Chambre des communes" auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

L'honorable sénateur Copp propose alors que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

L'honorable sénateur Marcotte propose que le débat sur la motion pour deuxième lecture du bill soit ajourné jusqu'à la prochaine séance du Sénat.

Etant posée la question sur la motion pour l'ajournement du débat, elle est Résolue par la négative.

Après débat, et

Etant posée la question sur la motion en deuxième lecture du bill, elle est Résolue par l'affirmative.

Ledit bill est alors lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un Bill (451), intitulé: "Loi sur le remboursement et l'ajustement de la dette des quatre provinces de l'Ouest envers le gouvernement du Canada, relative à certains prêts en cours pour des fins d'assistance et autres, et sur le règlement définitif des réclamations des provinces d'Alberta et de la Saskatchewan quant aux ressources naturelles", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est alors lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Marcotte, du comité permanent sur l'Administration du service civil, auquel a été renvoyé le Bill (413), intitulé: "Loi modifiant la Loi du service civil", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat avec un amendement qu'il est prêt à soumettre lorsque le Sénat voudra bien le recevoir.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier comme suit:

1. *Page 2.*—Insérer ce qui suit comme nouvel alinéa *v*):

"*v*) Etant un marin canadien, a servi pendant la seconde guerre mondiale comme membre de l'équipage d'un navire enregistré au Canada, en haute mer, et a été libéré honorablement"

et renuméroter en conséquence les alinéas subséquents.

Ordonné: Que ledit amendement soit pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Marcotte, du comité permanent sur l'Administration du service civil, auquel a été renvoyé le Bill (415), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la pension du service civil", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat avec plusieurs amendements qu'il est prêt à soumettre lorsque le Sénat voudra bien les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier comme suit:

1. *Page 3, ligne 30.*—Après le mot "loi" insérer " , si elle choisit de contribuer à l'égard du service civil,".

2. *Page 4.*—Immédiatement après la sous-clause (3), ajouter ce qui suit comme nouvelle sous-clause (4):

(4) Pour les fins de l'alinéa c) du paragraphe premier du présent article, un officier ou employé d'un office, d'une commission ou d'une corporation énumérés à l'Annexe A de la présente loi, qui est un agent ou un serviteur de Sa Majesté en son droit du Canada, est censé être au service public du Canada.

3. *Page 4, ligne 51.*—Après les mots "service civil," insérer "si elle choisit de contribuer à l'égard du service civil,".

A l'appel de l'ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp,

Que le Règlement du Sénat soit modifié par l'insertion de ce qui suit:

18A. Lorsqu'un bill ou une autre question se rapportant à un sujet qui relève de l'administration d'un département du gouvernement du Canada a pris naissance au Sénat ou en comité plénier et qu'il y est pris en considération, un ministre représentant le département, bien que n'étant pas membre du Sénat, peut pénétrer dans l'enceinte du Sénat et prendre part au débat, subordonnement aux Règlements, aux Ordonnances, aux Formalités de procédure et aux Usages du Sénat.

L'honorable sénateur Haig, appuyé par l'honorable sénateur Léger, propose que ledit ordre du jour soit ajourné à mardi prochain.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion, elle est—
Résolue par la négative.

En conséquence, le débat est repris.

Après débat, et

Etant posée la question sur la motion principale,

Le Sénat se divise, et le vote se prend comme suit:

ONT VOTÉ POUR:

Les honorables sénateurs

Bench,	Farris,	Murdock,
Bishop,	Foster,	Paterson,
Bouffard,	Gouin,	Robertson,
Burchill,	Lacasse,	St-Père,
Copp,	Lambert,	Sinclair,
Crerar,	Lesage,	Turgeon,
Daigle,	McKeen,	Wilson—23.
Dessureault,	McLean,	

ONT VOTÉ CONTRE:

Les honorables sénateurs

Fallis,	Léger,	Roebuck,
Haig,	Marcotte,	White—6.

Ainsi la motion est résolue par l'affirmative.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message comme suit:

Le VENDREDI 11 juillet 1947.

Résolu: Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que cette Chambre n'acquiesce pas à leur deuxième et quinzième amendements au Bill No 364 (Loi modifiant le Code criminel), pour les raisons suivantes:

Dans le premier cas, l'amendement que le Sénat veut apporter est exprimé dans des termes que la Chambre a déjà rejetés et, pour ce motif, la Chambre ne peut accepter;

Dans le second cas, leur quinzième amendement étend l'application de l'article 260 de la loi au delà de ce que la Chambre des communes avait en vue ou de ce qu'elle est prête à accepter.

Ordonné: Que le Greffier de la Chambre porte ledit message au Sénat.

Certifiée.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier des communes.

Ordonné: que ledit message soit pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'ordre du jour pour la prise en considération du quatrième rapport du comité mixte du Sénat et de la Chambre des Communes, nommé aux fins de continuer et de compléter l'examen et l'étude de la Loi des Indiens (Chapitre 98, R.S.C. 1927), etc.

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

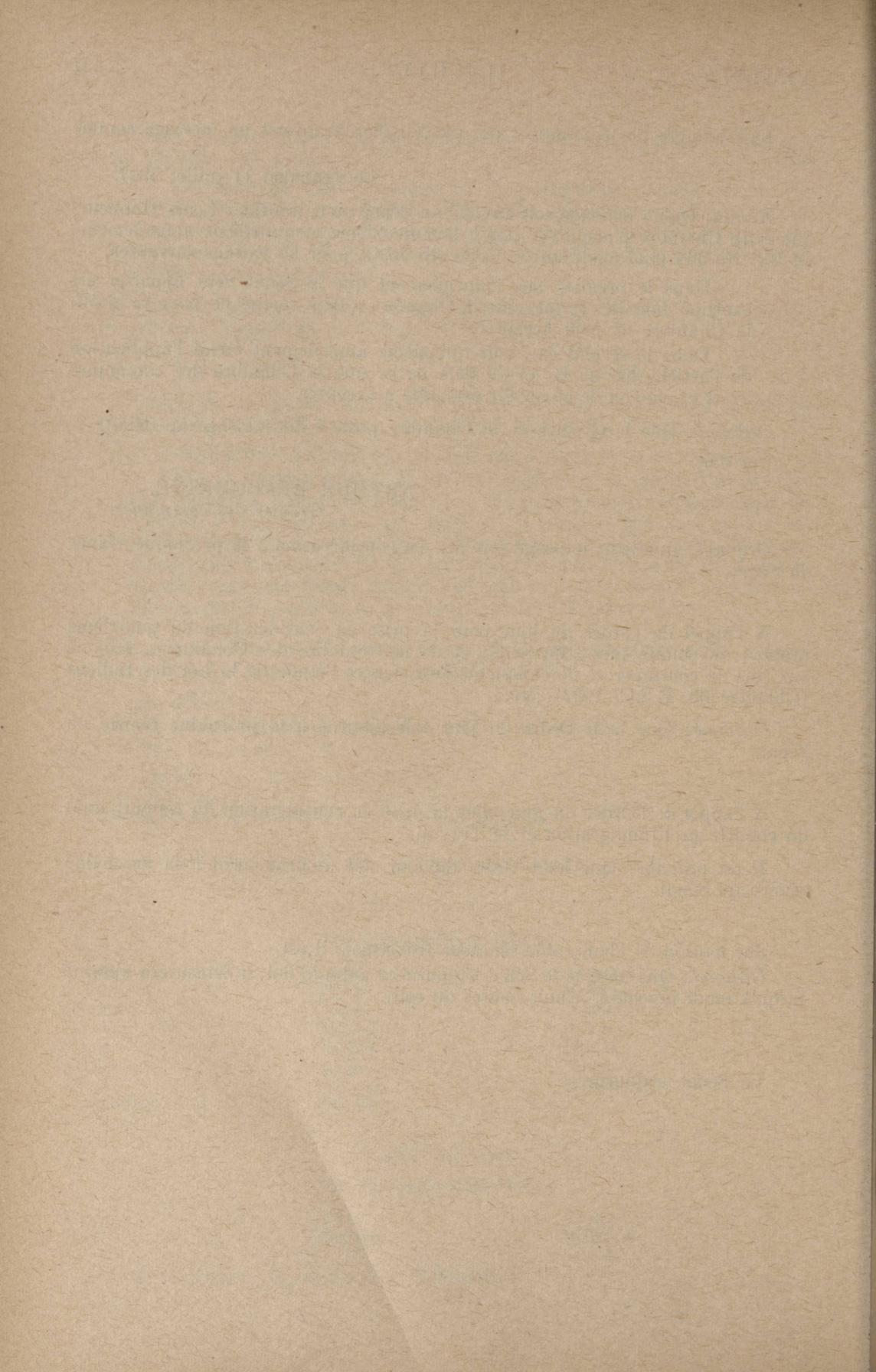
A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération du rapport final du comité sur l'Immigration et le Travail,

Il est *ordonné:* Que ledit Ordre du jour soit ajourné jusqu'à la prochaine séance du Sénat.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.



AFFAIRES DE ROUTINE

Lundi, le 14 juillet 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour lundi, le 14 juillet 1947

No 1.

11 juillet—Troisième lecture du Bill (443), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Sénat et de la Chambre des communes".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 2.

10 juillet—Prise en considération du quatrième rapport du Comité mixte du Sénat et de la Chambre des Communes nommé aux fins de continuer et de compléter l'examen et l'étude de la *Loi des Indiens* (Chapitre 98, S.R.C., 1927), ainsi que toutes les autres questions qui ont été déferées audit comité.—(L'honorable sénateur Taylor).

No 3.

Prise en considération du rapport final du comité permanent sur l'Immigration et le travail.—(L'honorable sénateur Murdock).

No 4.

11 juillet—Deuxième lecture du Bill (451), intitulé: "Loi sur le remboursement et l'ajustement de la dette des quatre provinces de l'Ouest envers le gouvernement du Canada, relative à certains prêts en cours pour des fins d'assistance et autres, et sur le règlement définitif des réclamations des provinces d'Alberta et de la Saskatchewan quant aux ressources naturelles".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 5.

11 juillet—Deuxième lecture du Bill (449), intitulé: "Loi pourvoyant au changement des titres royaux de Sa Majesté".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 6.

11 juillet—Reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (411), intitulé: "Loi autorisant le gouvernement du Canada à conclure des conventions avec les gouvernements provinciaux, aux termes desquelles les provinces, en retour d'une compensation, s'engagent à s'abstenir de lever certains impôts pour un temps limité".—(L'honorable sénateur Haig).

No 7.

11 juillet—Prise en considération des amendements apportés par le comité permanent d'Administration du service civil au Bill (413), intitulé: "Loi modifiant la Loi du service civil".—(L'honorable sénateur Marcotte).

No 8.

11 juillet—Prise en considération des amendements apportés par le comité permanent d'Administration du service civil au Bill (415), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la pension du service civil".—(L'honorable sénateur Marcotte).

No 9.

11 juillet—Prise en considération du message transmis de la Chambre des communes concernant les 2ème et 15ème amendements apportés par le Sénat au Bill (364), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 56

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

Lundi 14 juillet 1947

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beauregard,	Ferland,	Lambert,	Paterson,
Bishop,	Gouin,	Lesage,	Robertson,
Crerar,	Haig,	Marcotte,	Roebuck,
Davies,	Horner,	McGeer,	St-Père,
Dessureault,	Johnston,	McKeen,	Sinclair,
Duffus,	King,	McLean,	Turgeon,
Dupuis,	Kinley,	Murdock,	Vien,
Fallis,	Lacasse,	Paquet,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (C-13), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies fiduciaires",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (452), intitulé: "Loi concernant la *Hudson Bay Mining and Smelting Co., Limited*", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu les première, deuxième et troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (456), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de la milice (Pension d'invalidité)", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Gouin, du comité mixte des deux Chambres sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, présente le troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le SAMEDI 12 juillet 1947.

Le comité spécial mixte institué pour l'étude des droits de l'homme et des libertés fondamentales a l'honneur de présenter son

TROISIÈME RAPPORT

Afin d'avoir une idée plus claire de ses fonctions, votre comité a commencé son étude en divisant son ordre de renvoi du 26 mai en trois parties, savoir:

- (1) Etudier la question des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que la meilleure façon de remplir les obligations qu'ont acceptées tous les membres de l'Organisation des Nations Unies;

Et, en particulier, étant donné les dispositions de la Charte des Nations Unies et la création par le Conseil économique et social de ladite organisation, d'une Commission des droits de l'homme;

- (2) Quel est l'état juridique et constitutionnel desdits droits au Canada;
- (3) Et, le cas échéant, quelles sont les mesures qu'il convient de prendre ou de recommander pour le maintien au Canada du respect et de l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Le ministre de la Justice est venu nous entretenir de l'état juridique et constitutionnel des droits de l'homme au Canada, tandis qu'un fonctionnaire du ministère des Affaires extérieures a présenté un exposé sur les obligations contractées par le Canada en tant que membre des Nations Unies.

Le directeur de la Division des droits de l'homme, service des questions sociales, Nations Unies, a comparu devant votre comité et fourni des renseignements sur les travaux des Nations Unies en ce qui concerne les droits de l'homme.

Les procès-verbaux et témoignages de votre comité contiennent des documents relatifs au sujet de l'ordre de renvoi.

Dès le début, il a été apparent qu'au cours de la présente session il serait seulement possible de faire des préparatifs pour étudier plus tard en détail les droits de l'homme et les libertés fondamentales. En conséquence, votre comité a invité les procureurs généraux des provinces et les directeurs des écoles canadiennes de droit à fournir des vues et des opinions sur la question de savoir si le Parlement du Canada possède le pouvoir d'adopter une loi d'ensemble sur les droits de l'homme applicable à tout le Canada.

Il est recommandé d'instituer, dès le début de la prochaine session, un comité mixte chargé de reprendre l'étude de la question soumise à votre comité.

Ci-joint un exemplaire des procès-verbaux et témoignages.

Le tout respectueusement soumis.

Le président, section du Sénat,

L.-M. GOUIN.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

L'honorable sénateur Gouin, du comité mixte des deux Chambres sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, présente son quatrième et dernier rapport.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le SAMEDI 12 juillet 1947.

Le comité spécial mixte institué pour l'étude des droits de l'homme et des libertés fondamentales a l'honneur de présenter son

QUATRIÈME ET DERNIER RAPPORT

Le sujet du Bill 133, intitulé: Loi modifiant le Code criminel (Organisations illégales, a été transmis à votre comité pour étude. Une grande partie du temps de votre comité ayant été consacré à d'autres questions qui lui avaient été soumises par un ordre de renvoi précédent, il a paru évident que, pendant ces derniers jours de la session, il seroit alors impossible d'accorder au sujet du Bill 133 toute l'attention nécessaire.

Etant donné, toutefois, que votre comité a recommandé dans son Troisième Rapport, l'institution d'un comité du même genre au début de la prochaine session, il faut espérer qu'il sera possible d'étudier alors le sujet dudit bill.

Ci-joint un exemplaire des procès-verbaux et témoignages du comité—N^{os} 1, 6 et 7—se rapportant à la question.

Le tout respectueusement soumis.

Le président, section du Sénat,

L.-M. GOUIN.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

L'honorable sénateur Fallis, du comité mixte des deux Chambres sur les impressions du Parlement, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 14 juillet 1947.

Le comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur les impressions a l'honneur de présenter son

PREMIER RAPPORT

Votre comité a étudié la liste ci-jointe des documents déposés au Sénat et à la Chambre des communes au cours de la présente session et recommande que les item 145A et 145B en soient imprimés, et qu'aucun des autres item ne le soit.

Le président, section du Sénat.

Le tout respectueusement soumis.

IVA CAMPBELL FALLIS.

5a. Copie d'un ordre ministériel modifiant les règlements relatif à la production et à la vente des pommes de terre de semence.

5b. Rapport annuel de la commission sur le soutien des prix agricoles pour l'année financière 1945-1946.

5c. Règlements adoptés en vertu des dispositions de la loi sur les insectes nuisibles et autres fléaux, S.R.C., 1927, chapitre 47, pour restreindre le transport de l'orme et des produits de l'orme dans certaines régions de la province de Québec, à cause d'une maladie qui existe chez l'orme d'Europe (Hollande.)

6. Rapport sur les accords conclus en vertu de la loi sur la vente coopérative des produits agricoles, 1939, telle que modifiée, pour l'année financière terminée le 31 mars 1946.

6a. Liste des accords conclus entre le Canada et la Grande-Bretagne au sujet des denrées alimentaires, avec les arrêtés en conseil s'y rapportant.

7. Rapport du fonctionnement de la Loi sur l'assistance agricole aux Prairies durant l'année-récolte 1945-1946.

7a. Etat montrant:—Relativement à l'indemnité de sécheresse en Saskatchewan en 1946:

1. Quels sont les noms des surveillants embauchés sous le régime de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies?

2. Pendant combien de jours chacun a-t-il été embauché?

3. Combien chacun a-t-il reçu pour ses services?

4. Combien a-t-on versé à chacun pour ses dépenses?

5. Combien de ces surveillants étaient des anciens combattants?

7b. Etat montrant:—

1. Quel est le nombre des townships entiers, dans chaque province des Prairies, qui ont reçu des allocations d'assistance à l'agriculture des Prairies: a) sept fois, b) six fois, c) cinq fois, d) quatre fois, e) trois fois, f) deux fois, g) une fois?

2. Quelle a été la somme totale des allocations reçues par chaque township particulier et quel a été le nombre total des versements séparés aux agriculteurs effectués sous le paragraphe a) de la première question?

3. Quel était, en 1946, le nombre total d'acres en culture sur les fermes qui ont reçu des allocations d'assistance à l'agriculture des Prairies mentionnées au paragraphe a) de la première question?

8. Onzième rapport annuel du fonctionnement de la Loi de rétablissement agricole des Prairies, pour l'année financière terminée le 31 mars 1946.

8a. Etat montrant:—

1. Combien a-t-on construit de pâturages communaux, chaque année, dans chacune des provinces des Prairies, sous le régime de la loi sur le rétablissement agricole des Prairies?

2. Quelle était, pour chaque année, l'étendue moyenne, en acres, de ces pâturages communaux?

3. Lors de la construction des pâturages communaux, combien de cultivateurs ont été actuellement déplacés de ces endroits?

4. Quel a été le coût total du déplacement et du rétablissement de ces cultivateurs?

5. Combien d'acres de terres de culture, actuellement cultivées ont été converties en pâturage lors de la construction de ces pâturages communaux?

6. a) Quelle est, jusqu'à date, le coût de construction des pâturages communaux en vue de leur exploitation; b) Quelle en est l'étendue totale?

7. Au cours de 1946: a) Combien exploitait-on de pâturages communaux sous le régime de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies; b) Quelle en était l'étendue totale; c) Combien pouvait-on y loger de bétail; d) Combien (1) de bestiaux, (2) de chevaux utilisaient ces pâturages; e) Quel était le coût total de construction des pâturages communaux en état d'exploitation; f) Quel était le total des recettes et des dépenses; g) Quel était le prix moyen payé par animal par le cultivateur pour l'utilisation du pâturage; h) Combien de cultivateurs ou de propriétaires de ranch avaient des animaux dans les pâturages communaux; i) Combien utilise-t-on de taureaux appartenant au gouvernement fédéral dans les pâturages communaux?

9a. Etat montrant:—

1. Dans quels pays le Canada a-t-il établi a) des ambassades, b) des légations; c) des consulats, d) des hauts commissariats?

2. Quel est le nom de chaque a) ambassadeur, b) ministre, c) consul-général, d) haut commissaire?

3. Quel est a) le salaire total, b) l'allocation de subsistance ou autre versés à chacune de ces personnes?

4. Quelle a été, au cours de l'année 1946, la somme totale versée à chacune de ces personnes a) en frais de voyage, b) en dépenses de transfert?

5. Quel est le nombre total d'employés dans chacune de ces ambassades, légations, et chacun de ces consulats ou hauts commissariats?

6. Quelles ont été les dépenses totales effectuées au cours de 1946 à l'égard de chacune de ces ambassades et légations, de chacun de ces consulats et hauts commissariats?

9b. Etat montrant:—

1. Du 1er janvier 1940 au 1er janvier 1947, quel montant a été alloué a) pour l'ameublement de la maison, b) pour des fins de nouvelle décoration, c) pour des fournitures et des meubles, aux ambassadeurs, ministres, consuls-généraux, hauts commissaires et autres membres du ministère des Affaires extérieures?

2. Ces fournitures et meubles étaient-ils destinés à remplacer des fournitures et meubles qui avaient été vendus?

3. Dans l'affirmative, à quels endroits?

9c. Etat montrant:—Copie de tous les règlements du Secrétariat d'Etat pour les Affaires extérieures concernant l'émission des passeports.

9d. Etat montrant:—

1. Quels ambassadeurs ou autres représentants ont été nommés auprès de pays étrangers par le gouvernement du Canada, et à quels endroits?

2. Combien en a-t-il coûté au pays en 1946 et en 1947?

9e. Etat montrant:—

1. A-t-on récemment apporté des changements à la forme des passeports émis par le ministère des Affaires extérieures? Dans l'affirmative, quels sont-ils?

2. Quels sont les termes exacts et quel est le texte actuel employés dans les passeports et sur quel statut, usage ou coutume sont-ils fondés?

3. A-t-on reçu des objections à ce sujet et de la part de qui?

9f. Etat montrant:—

1. Quels sont les noms des ambassadeurs et des ministres du Canada auprès de gouvernements étrangers?

2. Dans les pays où nous n'avons pas de représentants diplomatiques, quels sont les noms des commissaires du commerce?

3. Quelle était l'instruction, la formation et l'expérience de ces divers représentants lors de leur nomination?

4. Quelle est la durée de leur service, dans les divers pays, depuis leur nomination?

11b. Copie du premier rapport de la Commission d'énergie atomique au Conseil de sécurité, en date du 30 décembre 1946.

11c. Copie d'une résolution adoptée par l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à sa soixante-neuvième réunion plénière tenue à Lake Success, N.-Y., Etats-Unis d'Amérique, le 15 mai 1947: pour constituer une commission spéciale chargée de préparer un rapport destiné à être soumis à la prochaine réunion plénière de l'Assemblée sur la question de la Palestine.

15. Rapports sur la classification des prêts et des dépôts au Canada dans les banques à charte du pays, à la date du 31 octobre 1946, en vertu des dispositions de l'article 118(3) de la loi des banques.

16. Listes des soldes non réclamés, etc., dans les banques à charte du Canada, jusqu'au 31 décembre 1946, en vertu des dispositions de l'article 118 (3), chapitre 30, Statuts du Canada, 1944.

17. Liste des actionnaires des banques à charte du Canada au 31 décembre 1946; Statuts du Canada, 1944, ch. 30, art. 118 (3).

18. Listes des soldes non réclamés, etc., dans les banques d'épargne de Québec, jusqu'au 31 décembre 1946, en vertu des dispositions de l'article 10, chapitre 39, Statuts du Canada, 1944.

19. Liste des actionnaires des banques d'épargne de Québec au 31 décembre 1946, en vertu de l'article 9, du chapitre 39 des Statuts du Canada, 1934.

20. Rapport sur le fonctionnement de la Loi sur les accords de Bretton Woods, 1945, Statuts du Canada, 1945, chapitre 11, article 7, y compris:

1. Première réunion annuelle du Bureau des Gouverneurs, tenue à Washington, D.C., du 27 septembre au 3 octobre 1946, de la banque internationale pour la reconstruction et le développement—Procès-verbaux et documents connexes.

2. Première réunion annuelle du Bureau des gouverneurs du Fonds monétaire international, tenue à Washington, D.C., du 27 septembre au 3 octobre 1946.—Rapport des directeurs de l'administration et compte rendu sommaire.

3. Statuts, règles et règlements du Fonds monétaire international, tels que modifiés à la date du 1er mars 1947.

23a. Etat montrant:—

1. Depuis le 1er juillet 1946, quels changements, le cas échéant, a-t-on apportés dans les nominations de hauts fonctionnaires et administrateurs de la Société centrale d'hypothèques et de logement?

2. Où résident, respectivement, tous les hauts fonctionnaires et administrateurs de la Société?

3. Quelle est la rémunération de chaque haut fonctionnaire et administrateur?

4. Combien de séances la Société a-t-elle tenues, à quelles dates et qui était présent à chacune de ces séances?

5. Combien de séances ont été tenues par le conseil d'administration, à quelles dates, et qui était présent à chaque séance?

6. Combien de séances ont été tenues par le comité exécutif, à quelles dates et qui était présent à chacune de ces séances?

7. Combien de personnes sont à l'emploi de la Société?

8. a) Combien de bureaux possède la Société; b) où sont-ils situés; c) combien y emploie-t-on de personnes dans chacun?

9. a) Quelle échelle de traitements et de salaires et de pensions ou d'allocations de retraite a-t-on établie pour le bénéfice des hauts fonctionnaires et des employés? b) Quel est le montant mensuel actuel des traitements? c) Le conseil d'administration songe-t-il à augmenter le personnel et les traitements?

10. Quelles dépenses la Société a-t-elle faites et à quelles fins?

11. Quelles mesures ont été adoptées et quelles dépenses ont été effectuées par la Société pour des recherches, et pour quels genres de recherches?

24. A) Etat des allocations accordées à des fonctionnaires en vertu de la Loi de la pension du service civil, 1924, durant l'année financière terminée le 31 mars 1946, S.R.C., chapitre 24, article 14.

B) Etat des allocations accordées aux personnes à charge de fonctionnaires en vertu de la Loi de la pension du service civil, 1924, durant l'année financière terminée le 31 mars 1946, S.R.C., chapitre 24, article 14.

C) Etat montrant le montant des avantages accordés en vertu de la Loi de la pension du service civil, 1924, durant l'année financière terminée le 31 mars 1946.

24a. Etat montrant:—

1. Combien de compagnies au Canada, jusqu'à la fin de 1946, ont établi des plans de retraite ou de rente au bénéfice de leurs employés?

2. A combien d'employés, hommes et femmes, s'appliquent ces plans?

3. Quel est le nombre total de fonctionnaires du gouvernement fédéral ayant actuellement droit à une pension?

4. Le gouvernement possède-t-il quelques renseignements concernant le nombre total actuel de salariés au Canada à qui s'appliquent des plans de retraite ou de rente?

5. Dans l'affirmative, quel en est le nombre?

25. Rapport du surintendant de l'assurance sur le fonctionnement de la loi de l'Assurance du service civil au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1946, en vertu des dispositions du chapitre 23, article 21, S.R.C., 1927.

29. Deuxième rapport annuel sur l'administration de la loi de 1943, sur les arrangements entre créanciers et agriculteurs, ainsi que sur son fonctionnement et son travail au cours de l'année terminée le 31 mars 1946.

30a. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 967, approuvé le 18 mars 1947: modifiant les règlements de la Commission du change étranger, statuts du Canada, 1946, chapitre 53, article 35 (3).

30c. Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur le contrôle du change étranger, à savoir:

Arrêté en conseil C.P. 1725, approuvé le 30 avril 1947: modifications aux règlements sur le contrôle du change étranger.

36. Neuvième rapport annuel sur le fonctionnement de la Loi pour favoriser les améliorations municipales, 1938, pour l'année terminée le 31 décembre 1946. Statuts du Canada, 1938, chapitre 33, article 10.

37. Etat des revenus et dépenses de la Commission des champs de bataille nationaux pour l'année qui s'est terminée le 31 mars 1946. Statuts du Canada, 1908, c. 57, art. 12.

38a. Etat montrant:—

1. Quels sont les noms des entrepreneurs et sous-entrepreneurs engagés à l'occasion pour la construction de maisons en temps de guerre et de logis sous la Loi des terres destinées aux anciens combattants dans Winnipeg et la région avoisinante?

2. Quel était le montant total versé par unité de logement?

3. Dans le cas des maisons vendues, quel était le prix total de l'unité?

4. Quels sont les noms des entrepreneurs et sous-entrepreneurs actuellement engagés pour l'entretien de ces unités de logement?

5. Quel est, par unité, le coût des réparations et de l'entretien?

6. Quelle est la nature des travaux de réparations et d'entretien qui y sont exécutés?

38b. Etat montrant:—

1. Jusqu'au 31 décembre 1946, combien de maisons la *Wartime Housing Limited* a-t-elle terminées, prêtes à être occupées?

2. a) Quelles dépenses ont été faites par la *Wartime Housing Limited* jusqu'au 31 décembre 1946; b) Une partie de ces dépenses a-t-elle été affectée à autre chose qu'à des maisons? Dans l'affirmative, quelle somme et à quel propos?

3. a) Combien de maisons la *Wartime Housing Limited* est-elle à construire, ou à faire construire pour son compte; b) dans quelles municipalités sont-elles situées?

4. a) Pour la construction de combien d'autres maisons la *Wartime Housing Limited* a-t-elle passé des contrats; b) dans quelles municipalités seront-elles situées?

5. Quand compte-t-on que toutes ces maisons seront terminées et prêtes à être occupées?

6. a) Des maisons terminées, combien ont des caves, et combien n'en ont pas; b) des maisons à terminer, combien auront des caves, et combien n'en auront pas?

7. De quelles quantités de matériaux de construction de toutes sortes la *Wartime Housing Limited* dispose-t-elle?

8. a) Combien de personnes la *Wartime Housing Limited* a-t-elle à son emploi? b) Qui, parmi ces personnes, reçoit un salaire de \$3.000 ou plus par année, et quelles sont-elles et quelles fonctions accomplissent-elles? c) Quel est le montant mensuel des traitements payés par la *Wartime Housing Limited*?

38c. Etat montrant:—Relativement à chacun des immeubles suivants: a) sur la rue Saint-Jean, dans la ville de Québec; b) sur la rue Burnbay, dans la ville de Vancouver; c) sur la quatorzième-rue-ouest, dans la ville de Vancouver, qui avaient été l'objet de contrats en vue de leur transformation en maisons de rapport suivant le plan de transformation des logements:

1. Avec quel propriétaire a été conclu le contrat relatif à la transformation de cet immeuble en maison de rapport?

2. Si le propriétaire était une corporation, quels en sont les administrateurs et directeurs, et où en est situé le siège social? Si le propriétaire était une association, quels en étaient les associés?

3. Quelle était l'estimation des frais et qui l'a préparée et quelle était la quote-part que le gouvernement et le propriétaire avaient convenu de payer respectivement?

4. Qui a fait la vérification de l'estimation pour le compte du gouvernement?

5. Quel était le coût réel de la transformation et quelle en a été la quote-part payée par le gouvernement et par le propriétaire?

6. Quels paiements a-t-on effectués en vertu de ce contrat et à quelles dates?

7. Quel rapport périodique a-t-on établi et présenté au gouvernement, lors de chacun de ces paiements, et quels inspecteurs du gouvernement ont établi ou fourni chacun de ces rapports? Tous ces inspecteurs sont-ils à l'emploi du gouvernement ou de la Société centrale d'hypothèques et de logements?

8. Quelle enquête a été faite par le gouvernement, ou pour son compte, sur ce contrat et sur l'estimation des frais et sur le coût réel de la transformation?

38d. Etat-montrant:—Des 60,000 maisons que l'on dit avoir été parachevées au Canada en 1946, quel en est le nombre dans chaque province, en indiquant les cités, villes et autres municipalités?

38e. Etat montrant:—Quels sont les contrats présentement en vigueur pour la construction de maisons destinées à être parachevées en 1947, et combien construira-t-on d'unités de logements en vertu de ces contrats, pour a) la *Wartime Housing Limited*, b) l'*Integrated Housing*, c) l'administration des terres destinées aux anciens combattants, d) la *Housing Enterprises Limited*?

38f. Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1095, approuvé le 25 mars 1947: pourvoyant à une dépréciation double du taux normalement autorisé à l'égard des entreprises de logements destinés à être loués ainsi qu'à l'égard des fournitures qui y ont été aménagées, s'ils ont été construits ou acquis durant une période spécifiée, et approuvés par la Société centrale d'hypothèques et de logement.

38g. Etat montrant:—

1. Combien d'unités de logement ont été construites et étaient terminées et prêtes à être occupées en 1946?

2. De ce nombre, combien ont été construits: a) sous le régime de la Partie I, b) de la Partie II, c) de la Partie III de la Loi nationale sur l'habitation; d) par le service administratif de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants; e) par la *Wartime Housing Limited*; f) par la *Housing Enterprises Limited*?

3. Jusqu'au 31 décembre 1946, sous le régime de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation:

a) Combien a-t-on passé de contrats sous le régime de la Partie I?

b) Quel est le nombre total de maisons pour lesquelles on a autorisé des prêts sous le régime de la Partie I?

c) De ces maisons, combien ont été terminées et sont maintenant occupées?

d) Quel est le montant total des prêts autorisés sous le régime de la Partie I?

e) Combien a-t-on passé de contrats sous le régime de la Partie II de la Loi?

f) Quel est le nombre total des projets d'habitations à louer autorisés sous le régime de la Partie II?

g) De ce nombre, combien sont des projets d'habitations à bas loyer?

k) De ces sociétés de logement à dividende limité, quelles sont celles qui sont maintenant occupées, et combien sont des projets d'habitations à bas loyers et où sont-ils situés?

i) Quel est le montant total des prêts autorisés sous le régime de la Partie II?

- j) Combien de sociétés de logement à dividende limité ont été reconnues comme pouvant recevoir des prêts aux termes de l'article 9 de la Loi? Quelles sont-elles, et à quels endroits les a-t-on autorisés à faire l'exploitation de projets d'habitations à loyer? Lesquelles sont des sociétés d'habitations instituées et lesquelles sont des compagnies détenrices instituées?
- k) De ces sociétés de logement à dividende limité, quelles sont celles qui ont reçu des prêts sous le régime de la Partie II?
- l) (1) A combien de municipalités a-t-on accordé des subventions aux termes de l'article 12? (2) Quels sont les montants particuliers de ces subventions et quelles municipalités respectives les ont reçues? (3) Quelles sont, le cas échéant, les autres conditions de ces subventions?
- m) (1) Combien de municipalités ont fait une demande de subventions aux termes de l'article 12? (2) combien de demandes ont été refusées? (3) Combien de ces demandes sont encore à l'étude?
- n) Combien a-t-on passé de contrats sous le régime de la Partie III?
- o) (1) Quel est le nombre total de maisons pour lesquelles des prêts ont été autorisés sous le régime de la Partie III? (2) De ces maisons, combien ont été terminées et sont maintenant occupées?
- p) Quel est le montant total des prêts autorisés sous le régime de la Partie III?
- q) Combien a-t-on passé de contrats avec des fabricants d'appareils de plomberie ou de chauffage ou d'autres parties constituantes de maisons aux termes de l'article 15?
- r) Combien a-t-on effectué de paiements sous le régime de la Partie IV, et quel en est le total?
- s) Quelles études, enquêtes et recherches et quels tracés de plans ont été entrepris sous le régime de la Partie V?
- t) Quelles dépenses ont été effectuées, sous le régime de la Partie V, à même les \$5,000,000.00 autorisés par le Parlement, en 1945, aux termes de l'article 27A?

38h. Etat montrant:—

1. Combien de maisons ont été construites au Canada, en 1946, sous les organismes suivants: a) *Wartime Housing Limited*; b) *Integrated Housing*; c) administration des terres destinées aux anciens combattants; d) *Housing Enterprises Limited*?

2. Combien de ces maisons, dans chaque catégorie, ont été actuellement louées à des locataires?

3. Y avait-il des unités de logement d'urgence comprises dans le total des 60,000 maisons mentionnées par le ministre et, dans l'affirmative, combien?

38i. Etat montrant:—

1. Combien de maisons d'anciens combattants a-t-on entrepris de construire dans l'île du Cap-Breton, en Nouvelle-Ecosse?

2. Combien sont en cours de construction?

3. Combien ont été parachevées et remises aux anciens combattants?

4. A-t-on assigné un terme, dans les contrats, pour le parachèvement des maisons?

5. Quelle est la moyenne du coût des maisons d'anciens combattants dans cette région, y compris le coût du terrain?

6. Quelles sommes d'argent a-t-on versées, jusqu'à date, pour la recherche des titres et la préparation des documents nécessaires?

7. Les procureurs qui exécutent ce travail sont-ils des anciens militaires? Dans l'affirmative, quels sont leurs noms?

38j. Etat montrant:—

1. Combien de contrats pour la construction de maisons d'anciens combattants ont été octroyés par la *Wartime Housing Limited* a) à Niagara-Falls et dans les cantons avoisinants, b) à Welland et dans les cantons avoisinants, c) à St. Catharines et dans les cantons avoisinants?

2. Quand a-t-on commencé les travaux de construction dans ces entreprises de logements?

3. Combien de ces maisons sont parachevées et occupées, ou prêtes à être occupées, a) à Niagara-Falls ou dans les cantons avoisinants, b) à Welland ou dans les cantons avoisinants, c) à St. Catharines ou dans les cantons avoisinants?

4. Quel est le numéro du terrain, de la rue ou du plan de chaque unité qui a été parachevée?

5. Quel est le coût de construction, seulement, de chaque unité parachevée jusqu'à date?

6. Quel est le coût total de chaque unité parachevée jusqu'à date, y compris le terrain, les améliorations, les services et l'embellissement?

7. A-t-on parachevé jusqu'à date des contrats de vente à des anciens combattants?

8. Dans l'affirmative, a) à qui, b) à quel prix, c) à quel endroit, en donnant le numéro du terrain ou de la rue?

38k. Etat montrant:—

1. Combien a-t-on rapporté de fosses de curage défectueuses depuis le parachèvement de l'entreprise de Valleyview?

2. Combien a-t-on rapporté de puisards intérieurs défectueux depuis le parachèvement de l'entreprise de Valleyview?

3. Combien a-t-on dû enlever de fournaies depuis le parachèvement de l'entreprise de Valleyview?

4. Dans combien de maisons a-t-on rapporté que les tuyaux avaient gelé, au cours de l'hiver, parce qu'ils avaient été installés trop près des murs extérieurs, dans cette entreprise?

5. Dans combien de cas est-il nécessaire de déplacer les tuyaux par suite de cette dernière défectuosité?

6. Quel est le coût total des changements provenant des causes ci-dessus et de toutes les autres défectuosités qui ont pu être découvertes, dans l'entreprise de Valleyview, et que le ministère a entrepris d'effectuer?

7. Qui paiera ces frais?

8. Quand commencera-t-on ces changements?

9. Quelle est la date prévue de leur parachèvement?

10. Les anciens combattants occupant ces maisons devront-ils signer un contrat les obligeant à les payer à leur prix d'achat, avant qu'on y ait terminé les réparations et les changements?

38l. Etat montrant:—

1. Dans quels districts, en Ontario, les constructeurs construisent-ils, en 1947, des maisons sous le régime du plan communal de logements?

2. Combien de constructeurs suivent ce plan dans chacun de ces districts?

3. Combien d'unités de logement est-on à construire sous ce plan dans chacun de ces districts?

38m. Etat montrant:—Depuis novembre 1946, la Société centrale d'hypothèques et de logement, ou tout autre ministère ou organisme du gouvernement, a-t-il fait une enquête sur l'habitation et les besoins de logements au Canada?

38n. Etat montrant:—Combien de maisons *a)* ont été construites, *b)* sont en construction, (*i*) au Canada, (*ii*) dans la Saskatchewan, sous le régime de la Loi nationale sur l'habitation?

39a. Etat montrant:—

1. Au cours de la dernière année pour laquelle on possède une statistique à ce sujet, combien de personnes, y compris les bénéficiaires des pensions de vieillesse, recevaient une pension fédérale annuelle: *a)* de plus de \$10,000, *b)* de \$5,000 à \$10,000, *c)* de \$2,000 à \$5,000, *d)* de \$500 à \$2,000, *e)* de moins de \$500?

2. Quelles étaient les sommes totales versées à l'égard de chacune des catégories ci-dessus?

39c. Etat montrant:—

1. Au cours de la dernière année pour laquelle on possède une statistique à ce sujet, combien de personnes, y compris les bénéficiaires des pensions de vieillesse, recevaient une pension fédérale annuelle: *a)* de plus de \$10,000, *b)* de \$5,000 à \$10,000, *c)* de \$2,000 à \$5,000, *d)* de \$500 à \$2,000, *e)* de moins de \$500?

2. Quelles étaient les sommes totales versées à l'égard de chacune des catégories ci-dessus?

40. Rapport du surintendant de l'assurance au sujet du fonctionnement de la Loi d'assurance des anciens combattants, au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1946, en vertu des dispositions des Statuts du Canada, 1920, chapitre 54, article 19.

42. Rapport sur les recettes et les dépenses de fonctionnement des banques à charte du Canada pour l'année financière 1946, et la moyenne pour les années financières de 1932 à 1946: Statuts du Canada, 1944, chapitre 30, article 53 (10).

44. Etat des dépenses imprévues du 9 avril 1946 au 28 janvier, 1947.

47a. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1994, approuvé le 20 mai 1947: révoquant l'arrêté en conseil C.P. 5356, du 30 décembre 1946, qui pourvoyait à la publication d'une proclamation mettant fin à la Loi de la conservation du change étranger, 1940, à dater du 30 juin 1947, et fixant le premier jour d'octobre 1947, comme date de l'expiration de la Loi de la conservation du change étranger, 1940.

49a. Etat montrant:—

1. Combien d'anciens combattants, vivant dans la ville et dans le comté de Saint-Jean (N.-B.), ont fait application comme inspecteurs de pêcheries au cours de 1946?

2. De ceux qui ont fait application, combien ont été avisés de se présenter à l'examen tenu en décembre dernier?

3. Quels sont les noms et les adresses des candidats qui ont été nommés inspecteurs?

4. Quels traitements touchent-ils?

49b. Etat montrant:—Quels sont les noms et adresses des hommes résidant dans le district électoral de Saint-Jean-Albert (N.-B.), qui ont demandé un poste d'inspecteur des pêcheries dans les Provinces maritimes en 1946?

52. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 3955, approuvé le 24 septembre, 1946: émettant des permis aux navires de pêche des Etats-Unis qui ont besoin d'acheter sur la côte de l'Atlantique de la boîte, de la glace, des seines, des lignes, et autres approvisionnements ou agrès.

54a. Copie de l'arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi des enquêtes sur les coalitions, S.R.C., 1927, chapitre 26, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1291, approuvé le 3 avril 1947, règlements sous l'empire de la Loi des enquêtes sur les coalitions, préparés par un sous-commissaire.

55a. Etat montrant:—Au cours des cinq dernières années, a) combien y a-t-il eu de décisions, par la Cour de l'Echiquier, contre la Couronne; b) quel fut, dans le cas, le délai entre le jugement final—de la Cour de l'Echiquier ou du tribunal d'appel, selon le cas—et l'exécution, par la Couronne, des ordonnances rendues?

56. Arrêté en conseil C.P. 3180, approuvé le 9 août 1946: abrogeant C.P. 3626, du 17 mai 1943, concernant les "hôpitaux publics réguliers".

Arrêté en conseil C.P. 3263, approuvé le 1er août 1946: décret instituant un système de paiement des blés fourragers, 1946-47.

Arrêté en conseil C.P. 3275, approuvé le 1er août 1946: exemptant les oranges du droit de douane, etc.

Arrêté en conseil C.P. 33/3290, approuvé le 2 août 1946: prolongeant le délai durant lequel certains fonctionnaires civils peuvent décider de contribuer sous le régime de la Loi de la pension du service civil, à l'égard de service temporaire.

Arrêté en conseil C.P. 107/3290, approuvé le 2 août 1946: autorisant l'importation d'aéronefs usagés par la *Canadian Pacific Air Lines*.

Arrêté en conseil C.P. 119/3290, approuvé le 2 août 1946: relatif à l'impôt sur le revenu payable par les membres des Forces armées stationnées aux îles aléoutiennes,

Arrêté en conseil C.P. 3317, approuvé le 6 août 1946: relatif au recouvrement des bénéfices résultant de l'exportation canadienne de l'huile de lin.

Arrêté en conseil C.P. 3352, approuvé le 14 août 1946: révoquant certains articles des Règlements de la défense du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 3353, approuvé le 9 août 1946: abrogeant C.P. 2798, du 10 avril 1942, subventionnant certains types de bateaux de pêche sur la côte du Pacifique, etc.

Arrêté en conseil C.P. 3374, approuvé le 9 août 1946: révoquant la "régie" des scieries et des usines de façonnage du bois en Colombie-Britannique.

Arrêté en conseil C.P. 3396, approuvé le 9 août 1946: règlements sur les allocations de chômage aux marins marchands.

Arrêté en conseil C.P. 3398, approuvé le 9 août 1946: règlements de 1946 sur les licences d'exportation.

Arrêté en conseil C.P. 3438, approuvé le 14 août 1946: révoquant certains arrêtés en conseil (Agriculture).

Arrêté en conseil C.P. 3442, approuvé le 14 août 1946: révoquant certains arrêtés en conseil (Finance).

Arrêté en conseil C.P. 3447, approuvé le 14 août 1946: révoquant certains arrêtés en conseil (Poste).

Arrêté en conseil C.P. 3456, approuvé le 14 août 1946: abrogeant les Règlements relatifs à la régie des véhicules automobiles.

Arrêté en conseil C.P. 3474, approuvé le 15 août 1946: abrogeant C.P. 4215, du 26 août 1940, concernant l'emmagasinage du blé.

Arrêté en conseil C.P. 3475, approuvé le 15 août 1946: révoquant certains arrêtés en conseil (Défense nationale pour l'Air).

Arrêté en conseil C.P. 3476, approuvé le 15 août 1946: supprimant la mention de la Loi des mesures de guerre dans l'arrêté en conseil C.P. 2677, du 14 septembre 1939, relatif à la création de la réserve spéciale du C.A.R.C., etc.

Arrêté en conseil C.P. 3477, approuvé le 15 août 1946: supprimant la mention de la Loi des mesures de guerre dans C.P. 1833, du 17 mars 1941, relatif aux conseils de guerre tenus au Canada à l'égard des membres de la R.A.F. du C.A.R.C., etc.

Arrêté en conseil C.P. 3494, approuvé le 20 août 1946: abrogeant certains arrêtés en conseil (Défense nationale).

Arrêté en conseil C.P. 3504, approuvé le 20 août 1946: abrogeant C.P. 2992, du 8 mai 1945, relatif à la comptabilité des montants payables pour les services civils accomplis par les membres des Forces navales.

Arrêté en conseil C.P. 30/3535, approuvé le 21 août 1946: portant sur la confiscation de la monnaie étrangère, au-dessus de certains montants, en possession des forces armées canadiennes qui ont servi dans le nord-ouest de l'Europe.

Arrêté en conseil C.P. 3539, approuvé le 22 août 1946: révoquant certains arrêtés en conseil édictés sous l'empire de la Loi des mesures de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 3563, approuvé le 22 août 1946: nommant C. E. Payne à titre de membre alternant du Conseil régional du travail en temps de guerre pour l'Alberta.

Arrêté en conseil C.P. 3572, approuvé le 22 août 1946: révoquant C.P. 634, du 27 janvier 1942, portant sur la vaccination, l'inoculation, etc., des membres des Forces armées.

Arrêté en conseil C.P. 3578, approuvé le 22 août 1946: prorogeant le délai durant lequel peuvent être présentées des réclamations pour dommages résultant de l'explosion au Bassin de Bedford.

Arrêté en conseil C.P. 3582, approuvé le 27 août 1946: approuvant les prix pour les classes de blé autres que le No 1 Manitoba du Nord.

Arrêté en conseil C.P. 3600, approuvé le 27 août 1946: révoquant certains arrêtés édictés sous l'empire de la Loi des mesures de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 3602, approuvé le 27 août 1946: relatif à la nomination d'un régisseur de l'acier, d'un directeur des priorités, etc.

Arrêté en conseil C.P. 3614, approuvé le 27 août 1946: révoquant C.P. 11538, du 22 décembre 1942, édicté en vertu de la Loi des mesures de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 3617, approuvé le 27 août 1946: concernant l'administration et la distribution des successions des armées de terre, de mer et de l'air.

Arrêté en conseil C.P. 3628, approuvé le 27 août 1946: nommant A. C. Macphail au poste de président suppléant du Conseil régional du travail en temps de guerre pour la Nouvelle-Ecosse, et du Conseil des Relations ouvrières en temps de guerre pour la Nouvelle-Ecosse.

Arrêté en conseil C.P. 3632, approuvé le 27 août 1946: révoquant C.P. 7872, du 3 septembre 1942, relatif à l'émission, par la Société de la Croix-Rouge, de certificats de compétence pour le soin des malades à domicile.

Arrêté en conseil C.P. 3633, approuvé le 27 août 1946: révoquant C.P. 3464, du 29 avril 1943, édicté en vertu de la Loi des mesures de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 35/3663, approuvé le 30 août 1946: prolongeant la période durant laquelle certains fonctionnaires civils peuvent décider de contribuer sous le régime de la Loi de la pension du service civil, à l'égard de service temporaire.

Arrêté en conseil C.P. 37/3663, approuvé le 30 août 1946: nommant V. W. Scully au poste de membre temporaire de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, en remplacement du Dr W. A. MacIntosh.

Arrêté en conseil C.P. 140/3663, approuvé le 30 août 1946: autorisant l'importation d'aéronefs usagés par la *Canadair Limited*, Montréal.

Arrêté en conseil C.P. 3664, approuvé le 29 août 1946: révoquant C.P. 1309, du 4 mars 1944, édicté en vertu de la Loi des mesures de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 3666, approuvé le 29 août: établissant un régime tarifaire pour les serviettes, tissus à touailles, etc.

Arrêté en conseil C.P. 3667, approuvé le 29 août 1946: exemptant les importations de homard frais des droits de douane durant la période comprise entre le 1er septembre 1946 et le 15 février 1947.

Arrêté en conseil C.P. 3676, approuvé le 29 août 1946: interdisant l'exportation des pieux en bois, sauf moyennant licence.

Arrêté en conseil C.P. 3689, approuvé le 30 août 1946: relatif à l'enregistrement d'un vote de grève, sous la surveillance du Gouvernement.

Arrêté en conseil C.P. 3723, approuvé le 4 septembre 1946: relatif au payement de prix rajusté à l'égard des approvisionnements en huile de lin aux mains des broyeurs de graine de lin le 31 juillet 1946.

Arrêté en conseil C.P. 3724, approuvé le 12 septembre 1946: modification des Règlements d'application de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en ce qui concerne l'agriculture intermittente.

Arrêté en conseil C.P. 19/3727, approuvé le 5 septembre 1946: élargissant la définition des mots "qui ont été en activité de service outre-mer dans les forces militaires".

Arrêté en conseil C.P. 21/3727, approuvé le 5 septembre 1946; autorisant l'institution de cours de formation en sténographie et dactylographie, ainsi que le versement d'allocations spéciales, etc.

Arrêté en conseil C.P. 38/3727, approuvé le 5 septembre 1946: prolongeant la période durant laquelle certains fonctionnaires civils peuvent décider de contribuer sous le régime de la Loi de la pension du service civil, à l'égard de service temporaire.

Arrêté en conseil C.P. 85/3727, approuvé le 5 septembre 1946, règlements sous continuation du Programme R. à la Grosse-Isle.

Arrêté en conseil C.P. 3748, approuvé le 10 septembre 1946: ordonnant à la Commission canadienne du blé de distribuer aux titulaires de certificats de producteurs le surplus résultant de ses opérations depuis 1943.

Arrêté en conseil C.P. 3764, approuvé le 10 septembre 1946: révoquant C.P. 4122, du 13 décembre 1939, relatif à l'abaissement de grade ou d'emploi des sous-officiers brevetés et des sous-officiers en activité de service.

Arrêté en conseil C.P. 22/3802, approuvé le 11 septembre: prolongeant la période durant laquelle certains fonctionnaires civils peuvent décider de contribuer sous le régime de la Loi de la pension du service civil, à l'égard de service temporaire.

Arrêté en conseil C.P. 3856, approuvé le 17 septembre 1946; ordonnant aux détenteurs de la graine de lin invendue le 31 juillet 1946 de payer un prix de rajustement à la Commission canadienne du blé.

Arrêté en conseil C.P. 3870, approuvé le 17 septembre 1946: retranchant le mot "suppléant" dans l'arrêté en conseil nommant le commandant d'escadre L. H. Phinney au poste de commissaire spécial suppléant des ouvrages de défense dans le Nord-Ouest du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 3922, approuvé le 19 septembre 1946: autorisant le payement de drawback aux minotiers pour l'année de récolte 1946-1947.

Arrêté en conseil C.P. 3940, approuvé le 19 septembre 1946: révoquant C.P. 10675, du 24 novembre 1942, réglementant l'acquisition de propriétés immobilières par Sa Majesté.

Arrêté en conseil C.P. 4002, approuvé le 24 septembre 1946: nommant M. René Gravel à titre de membre du Conseil des Relations ouvrières en temps de guerre pour la province de Québec.

Arrêté en conseil C.P. 165/4010, approuvé le 25 septembre 1946: modifiant les Règlements relatifs au congé accordé aux employés du Gouvernement pour service dans les Forces armées—Surveillants des organismes des services auxiliaires en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 4044, approuvé le 26 septembre 1946: règlements de 1946 sur le transport des personnes à charge.

Arrêté en conseil C.P. 4007, approuvé le 3 octobre 1946: relatif à la convention avec le *British Columbia Fruit Board* concernant la mise sur le marché des pommes récoltées en 1946.

Arrêté en conseil C.P. 4008, approuvé le 3 octobre 1946: réglementant les opérations du *British Columbia Fruit Board*.

Arrêté en conseil C.P. 4489, approuvé le 8 octobre 1946: règlements sur les fourrages.

Arrêté en conseil C.P. 22/420, approuvé le 9 octobre 1946: prolongeant la période durant laquelle certains fonctionnaires civils, peuvent décider de contribuer sous le régime de la Loi de la pension du service civil, à l'égard de leur service temporaire.

Arrêté en conseil C.P. 130/4202, approuvé le 9 octobre 1946: autorisant l'importation d'un aéronef usagé.

Arrêté en conseil C.P. 4216, approuvé le 11 octobre 1946 modifiant l'arrêté en conseil C.P. 858, du 9 février 1945, relatif au statut d'immigrants des personnes à la charge de membres des forces armées.

Arrêté en conseil C.P. 4235, approuvé le 11 octobre 1946: révoquant les règlements édictés en vertu de la Loi des mesures de guerre, en ce qui concerne l'insigne du service de guerre, catégorie "Service général".

Arrêté en conseil C.P. 4316, approuvé le 17 octobre 1946: instituant un organisme de recherches (section de défense) au sein du ministère de la Défense nationale.

Arrêté en conseil C.P. 43/4317, approuvé le 18 octobre 1946: prolongeant la période durant laquelle certains fonctionnaires civils peuvent décider de contribuer sous le régime de la Loi de la pension du service civil, à l'égard de leur service temporaire.

Arrêté en conseil C.P. 121/4317, approuvé le 18 octobre 1946: révoquant les règlements relatifs au remboursement des droits de douane et taxes payés sur les marchandises importées au Canada, à leur exportation du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 122/4317, approuvé le 18 octobre 1946 révoquant les règlements relatifs au paiement du drawback sur les matières employées dans la fabrication d'instruments aratoires, etc.

Arrêté en conseil C.P. 123/4317, approuvé le 18 octobre 1946: révoquant les règlements relatifs au paiement du drawback sur le thé exporté.

Arrêté en conseil C.P. 4318, approuvé le 17 octobre 1946: fixant les prix à payer pour le blé Durum ambre de l'Ouest canadien, sous le régime des Règlements de 1946-1947 sur les grains de l'Ouest.

Arrêté en conseil C.P. 4330, approuvé le 17 octobre 1946: modifiant les Règlements concernant le paiement de l'allocation de réadaptation.

Arrêté en conseil C.P. 4359, approuvé le 22 octobre 1946: relatif au paiement d'une prime aux commerçants de bois de chauffage.

Arrêté en conseil C.P. 4366, approuvé le 22 octobre 1946; nommant C. A. L. Murchison, C.R., au poste de président du Conseil national du travail en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 4410, approuvé le 24 octobre 1946: nommant L. B. Pearson à la Commission de contrôle du change étranger, en remplacement de M. N. A. Robertson.

Arrêté en conseil C.P. 4461, approuvé le 29 octobre 1946: concernant les versements par les broyeurs de graine de lin à la Corporation de la stabilisation des prix des denrées.

Arrêté en conseil C.P. 4463, approuvé le 29 octobre 1946: nommant M. Charles Tiberghien à titre de membre alternant du Conseil régional du travail en temps de guerre pour la province de Québec.

Arrêté en conseil C.P. 4466, approuvé le 29 octobre 1946: révoquant C.P. 3734, du 24 mai 1945 (Règlements d'application de la Loi sur la réduction des emblavures).

Arrêté en conseil C.P. 43/4516, approuvé le 30 octobre 1946: prolongeant la période durant laquelle certains fonctionnaires civils peuvent décider de contribuer sous le régime de la Loi de la pension du service civil, à l'égard de leur service temporaire.

Arrêté en conseil C.P. 4569, approuvé le 5 novembre 1946: interdisant l'exportation des produits glandulaires d'animaux, etc., sauf moyennant permis.

Arrêté en conseil C.P. 4591, approuvé le 5 novembre 1946: révoquant C.P. 4574, du 4 juin 1943, qui suspendait certains règlements concernant le dragage et l'extraction hydraulique quant aux travaux obligatoires.

Arrêté en conseil C.P. 75/4603, approuvé le 6 novembre 1946: prolongeant la période d'emploi de précepteurs et de chargés de cours civils à l'égard du programme scolaire de l'Armée.

Arrêté en conseil C.P. 4685, approuvé le 12 novembre 1946: révoquant C.P. 7483, du 28 décembre 1945, visant la marine royale canadienne (réserve).

Arrêté en conseil C.P. 22/5694, approuvé le 13 novembre 1946: prolongeant la période durant laquelle certains fonctionnaires civils peuvent décider de contribuer sous le régime de la Loi de la pension du service civil, à l'égard de service temporaire.

Arrêté en conseil C.P. 4711, approuvé le 14 novembre 1946: portant sur le contrôle des importations.

Arrêté en conseil C.P. 4726, approuvé le 14 novembre 1946: interdisant l'exportation, sauf moyennant licence, des papiers de revêtement et de construction, des produits d'amiante pour construction, etc.

Arrêté en conseil C.P. 4727, approuvé le 14 novembre 1946: supprimant les produits concentrés complets du lait, les fèves blanches et les fèves jaunes (*Yellow eye*), de la liste des produits désignés comme marchandises primées.

Arrêté en conseil C.P. 4728, approuvé le 14 novembre 1946: abrogeant C.P. 7891, du 12 septembre 1941, qui interdisait l'achat de caoutchouc de tout autre que la *Polymer Corporation*.

Arrêté en conseil C.P. 4779, approuvé le 19 novembre 1946: révoquant certains arrêtés en conseil édictés en vertu de la Loi des mesures de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 4794, approuvé le 19 novembre 1946: révoquant certains arrêtés édictés en vertu de la Loi des mesures de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 4829, approuvé le 21 novembre 1946: révoquant certains arrêtés en conseil rendus sous l'empire de la Loi des mesures de guerre, quant au droit de douane et aux taxes sur produits importés.

Arrêté en conseil C.P. 4869, approuvé le 26 novembre 1946: ordonnant le transfert de \$12,000,000.00 du compte de récolte de 1945 au compte de récolte de 1944 de la Commission canadienne du blé.

Arrêté en conseil C.P. 4876, approuvé le 26 novembre 1946: décret de 1947 concernant les Décrets, Ordonnances et Règlements Statutaires.

Arrêté en conseil C.P. 4878, approuvé le 26 novembre 1946: relativement aux avances pour achat de grain—Règlements sur les grains de l'Est et Règlements sur les grains de l'Ouest.

Arrêté en conseil C.P. 4904, approuvé le 28 novembre 1946: révoquant la Partie II de l'Ordonnance de 1943 régissant les salaires en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 4937, approuvé le 28 novembre 1946: révoquant le Décret concernant les traitements en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 4900, approuvé le 5 décembre 1946: révoquant certains arrêtés en conseil édictés sous l'empire de la Loi des mesures de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 4977, approuvé le 3 décembre 1946: révoquant C.P. 1523 du 9 mars 1943, qui autorisait le versement d'une subvention pour l'amélioration des conditions hygiéniques, à Halifax (N.-E.).

Arrêtés en conseil C.P. 58/4981, C.P. 69/4981, approuvés le 4 décembre 1946: prolongeant la période durant laquelle certains fonctionnaires civils peuvent décider de contribuer sous le régime de la Loi de la pension du service civil, à l'égard de service temporaire.

Arrêté en conseil C.P. 289/4981, approuvé le 4 décembre 1946 autorisant l'importation, par la *Canadair Limited*, d'aéronefs usagés.

Arrêté en conseil C.P. 4990, approuvé le 5 décembre 1946: nommant G. M. Jarvis à titre de régisseur des substances radio-actives.

Arrêté en conseil C.P. 5012, approuvé le 5 décembre 1946: révoquant la nomination du régisseur des opérations de firmes qui se livrent au transport de marchandises sur les Grands Lacs et le St-Laurent.

Arrêté en conseil C.P. 5037, approuvé le 10 décembre 1946: abrogeant certains arrêtés en conseil édictés sous l'empire de la Loi des mesures de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 26/5055, approuvé le 11 décembre 1946: prolongeant le délai durant lequel certains fonctionnaires peuvent décider de contribuer sous le régime de la Loi de la pension du service civil, à l'égard de service temporaire.

Arrêté en conseil C.P. 54/5055, approuvé le 11 décembre 1946: modifiant l'ordonnance relative à la Commission d'inspection du Canada, 1946.

Arrêté en conseil C.P. 133/5055, approuvé le 11 décembre 1946: autorisant l'importation d'un aéronef Noorduyn par *Barney Lamm*.

Arrêté en conseil C.P. 58/5100, approuvé le 13 décembre 1946: autorisant une indemnisation en cas de perte de colis postaux recommandés à destination des membres des Forces armées du Canada outre-mer.

Arrêté en conseil C.P. 5102, approuvé le 13 décembre 1946: révoquant C.P. 7473 du 23 septembre 1941, qui interdisait les importations du Japon, etc.

Arrêté en conseil C.P. 5103, approuvé le 12 décembre 1946: modifiant les Règlements de 1946 sur le transport des personnes à charge.

Arrêté en conseil C.P. 5178, approuvé le 17 décembre 1946: révoquant C.P. 6785 du 31 juillet 1942, qui établissait la Commission canadienne de la marine marchande.

Arrêté en conseil C.P. 5180, approuvé le 19 décembre 1946: révoquant l'institution du Comité interministériel du logement.

Arrêtés en conseil C.P. 22/5192 et C.P. 29/5192, approuvés le 18 décembre 1946: prolongeant le délai durant lequel certains fonctionnaires peuvent décider de contribuer sous le régime de la Loi de la pension du service civil, à l'égard de service temporaire.

Arrêté en conseil C.P. 204, approuvé le 19 décembre 1946: nommant W. E. Uren à titre de régisseur de l'acier, en remplacement de Martin A. Hoey, démissionnaire.

Arrêté en conseil C.P. 324, approuvé le 23 décembre 1946: modifiant les Règlements sur la tenure par bail en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 5235, approuvé le 19 décembre 1946: autorisant la dissolution de la *Canadian Wool Board, Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 5236, approuvé le 19 décembre 1946: abolissant la régie du charbon et du coke, nouvelles nominations à la Commission fédérale du combustible, etc.

Arrêté en conseil C.P. 5263, approuvé le 23 décembre 1946: autorisant l'émission de la Médaille du Souvenir aux veuves, aux mères, etc., des membres du Corps des pompiers.

Arrêté en conseil C.P. 5270, approuvé le 23 décembre 1946: révoquant certains décrets édictés en vertu de la Loi des mesures de guerre, relativement à la vente des explosifs.

Arrêté en conseil C.P. 5301, approuvé le 23 décembre 1946: relatif au contrôle des importations.

Arrêté en conseil C.P. 32/5303, approuvé le 24 décembre 1946: nommant J. E. Van Buskirk à titre de membre de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 35/5303, approuvé le 24 décembre 1946: prolongeant la période durant laquelle certains fonctionnaires civils peuvent décider de contribuer sous le régime de la Loi de la pension du service civil, à l'égard de service temporaire.

Arrêté en conseil C.P. 5324, approuvé le 27 décembre 1946: révoquant certains arrêtés en conseil édictés sous l'empire de la Loi des mesures de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 6, approuvé le 3 janvier 1947: révoquant certaines ordonnances au sujet des cours martiales.

Arrêté en conseil C.P. 25, approuvé le 3 janvier 1947: révoquant certaines ordonnances adoptées en vertu des dispositions de la Loi des mesures de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 37, approuvé le 7 janvier 1947: prorogeant jusqu'au 27 mars 1947, les dispositions de l'arrêté en conseil C.P. 1184, approuvé le 27 mars 1946, conférant certains pouvoirs aux autorités municipales au sujet des permis de construction.

Arrêté en conseil C.P. 55, approuvé le 7 janvier 1947: révoquant la nomination de Norman M. Scott comme régisseur de la compagnie *Bloctube Controls of Canada Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 60, approuvé le 7 janvier 1947: modifiant les règlements du contrôle des prix et du commerce en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 67, approuvé le 7 janvier 1947: révoquant les ordonnances relatives au bien-être et au soin des réfugiés.

Arrêté en conseil C.P. 77, approuvé le 9 janvier 1947: modifiant les règlements relatifs aux grains de l'ouest de façon à prohiber l'utilisation du blé propre à la consommation humaine pour la production de l'alcool.

Arrêté en conseil C.P. 105, approuvé le 9 janvier 1947: révoquant l'arrêté en conseil C.P. 6993 du 3 septembre 1943 adopté en vertu des dispositions de la Loi des mesures de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 125, approuvé le 9 janvier 1947: modifiant les règlements sur les relations entre patrons et ouvriers en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 156, approuvé le 14 janvier 1947: modifications aux règlements révisés au sujet du commerce avec l'ennemi (1943).

Arrêtés en conseil C.P. 80/202 et 87/202, approuvés le 17 janvier 1947: prorogeant le temps fixé à certains fonctionnaires pour opter en faveur d'une contribution sous l'empire de la loi des pensions de retraite du service civil durant la période de leur emploi temporaire.

Arrêté en conseil C.P. 204, approuvé le 16 janvier 1947: modifiant l'ordonnance relative au boni spécial versé aux membres de la marine marchande.

Arrêté en conseil C.P. 232, approuvé le 21 janvier 1947: modifiant l'ordonnance de 1943 sur le contrôle des salaires en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 244, approuvé le 21 janvier 1947: prohibant l'exportation de streptomycine sans permis.

Arrêté en conseil C.P. 268, approuvé le 23 janvier 1947: modifiant l'arrêté en conseil C.P. 7355 au sujet de la déportation des Japonais.

Arrêté en conseil C.P. 269, approuvé le 23 janvier 1947: révoquant plusieurs ordonnances au sujet des Japonais.

Arrêté en conseil C.P. 270, approuvé le 23 janvier 1947: modifiant l'arrêté en conseil C.P. 946, au sujet de la résidence, du contrôle, etc., des personnes de race japonaise.

Arrêté en conseil C.P. 271, approuvé le 23 janvier 1947: modifiant deux ordonnances au sujet des Japonais.

56a. Copie d'une refonte des arrêtés en conseil mentionnés à l'annexe d'un bill relatif à la prolongation de la Loi sur les pouvoirs transitoires, 1947.

56b. Arrêté en conseil C.P. 657, approuvé le 20 février 1947: pourvoyant à l'abolition des permis de sortie pour la main d'œuvre tels que requis par les règlements du service sélectif national (civils).

56c. Copie des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales; du 16 janvier au 28 février 1947, en anglais et en français pour la dernière partie de janvier, 1947, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 169, approuvé le 16 janvier 1947: révoquant les arrêtés en conseil édictés sous l'empire de la Loi des mesures de guerre à l'égard du change étranger.

Arrêté en conseil C.P. 50/301, approuvé le 28 janvier 1947: autorisant la *Canadair Limited* à importer des aéronefs.

Arrêté en conseil C.P. 305, approuvé le 28 janvier 1947: révoquant certains arrêtés relatifs aux certificats d'épargne de guerre et aux timbres d'épargne de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 309, approuvé le 30 janvier 1947: Conseil des relations ouvrières en temps de guerre pour la Nouvelle-Ecosse.

Arrêté en conseil C.P. 310, approuvé le 30 janvier 1947: Conseil des relations ouvrières en temps de guerre pour le Manitoba.

Arrêté en conseil C.P. 311, approuvé le 30 janvier 1947: Conseil des relations ouvrières en temps de guerre pour le Nouveau-Brunswick.

Arrêté en conseil C.P. 328, approuvé le 28 janvier 1947: transférant les fonctions, attributions, etc., de l'Administrateur du sucre à une compagnie de la Couronne, qui sera dénommée "Corporation canadienne de la stabilisation du sucre".

Arrêté en conseil C.P. 331, approuvé le 30 janvier 1947: étendant l'application de la Loi sur les prestations aux anciens combattants alliés aux personnes âgées de moins de 21 ans à l'époque de leur entrée dans les forces armées d'une nation alliée.

Arrêté en conseil C.P. 337, approuvé le 31 janvier 1947: modifiant les Règlements sur les matériaux de construction.

Arrêté en conseil C.P. 350, approuvé le 31 janvier 1947: révoquant les arrêtés en conseil relatifs à la Commission d'expansion technique de l'armée.

Arrêté en conseil C.P. 378, approuvé le 31 janvier 1947: interdisant l'exportation, sauf moyennant licence, des clous et crampons en aluminium.

Arrêté en conseil C.P. 389, approuvé le 31 janvier 1947: modifiant les Règlements concernant les logements d'urgence.

Arrêté en conseil C.P. 390, approuvé le 31 janvier 1947: modifiant les Règlements relatifs à la Corporation de la stabilisation des prix des denrées, Limitée.

Arrêté en conseil C.P. 391, approuvé le 31 janvier 1947: modifiant les Règlements sur la tenure par bail en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 392, approuvé le 31 janvier 1947: modifiant les Règlements sur les prix et le commerce en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 397, approuvé le 3 février 1947: révoquant l'arrêté en conseil C.P. 7499 du 28 décembre 1945, conférant à la Société centrale d'hypothèques et de logement les pouvoirs exercés par le ministre des Finances en vertu des ordonnances relatives aux transformations de logements.

Arrêté en conseil C.P. 405, approuvé le 3 février 1947: stipulant que l'Ordonnance relative aux liqueurs alcooliques en temps de guerre ne s'applique pas à la production d'alcool de grains ou de malt importés.

Arrêté en conseil C.P. 442, approuvé le 7 février 1947: révoquant l'arrêté en conseil établissant un conseil d'administration pour les hôtelleries destinées aux jeunes employées.

Arrêtés en conseil C.P. 53/ et 66/444, approuvés le 6 février 1947: prolongeant le délai durant lequel certains fonctionnaires civils temporaires peuvent décider de contribuer sous le régime de la Loi de la pension du service civil.

Arrêté en conseil C.P. 463, approuvé le 7 février 1947: révoquant l'arrêté en conseil établissant le comité consultatif du commerce extérieur.

Arrêté en conseil C.P. 467, approuvé le 7 février 1947: Loi d'assurance des anciens combattants—éligibilité des membres des forces permanentes ou intérimaires sous l'empire de cette loi.

Arrêté en conseil C.P. 468, approuvé le 7 février 1947: mettant fin à la nomination de B. W. Newsam comme administrateur des réclamations suscitées par l'explosion et les désordres à Halifax.

Arrêté en conseil C.P. 477, approuvé le 7 février 1947: modifiant les règlements de contrôle des industries en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 490, approuvé le 11 février 1947: révoquant l'arrêté en conseil C.P. 6358 du 2 octobre 1945, relatif aux octrois de rétablissement.

Arrêté en conseil C.P. 561, approuvé le 18 février 1947: nommant W. E. Uren, régisseur du bois de construction.

Arrêté en conseil C.P. 55/566, approuvé le 14 février 1947: prolongeant le délai durant lequel certains fonctionnaires temporaires peuvent décider de contribuer sous le régime de la Loi de la pension du service civil.

Arrêté en conseil C.P. 582, approuvé le 18 février 1947: nominations au Conseil des relations ouvrières en temps de guerre pour le Nouveau-Brunswick.

Arrêté en conseil C.P. 110/645, approuvé le 20 février 1947: autorisant la *World-Wide Aviation Agencies and Sales Inc.* à importer des aéronefs usagés.

Arrêté en conseil C.P. 656, approuvé le 20 février 1947: fixant le montant des réclamations à verser aux broyeurs et aux fabricants à l'égard des stocks invendus de graines de lin.

Arrêté en conseil C.P. 712, approuvé le 25 février 1947: prohibition de l'exportation des chairs de peaux, sauf sous l'octroi de permis.

Arrêté en conseil C.P. 721, approuvé le 27 février 1947: autorisation d'émettre des permis à trois navires pour la chasse aux phoques.

Arrêté en conseil C.P. 19/741, approuvé le 28 février 1947: prolongeant le délai durant lequel certains fonctionnaires temporaires peuvent décider de contribuer sous le régime de la Loi de la pension du service civil.

56d. Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales, 1945, telle que modifiée par le chapitre 60, 10 George VI, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1112, approuvé le 25 mars 1947: maintenant en vigueur jusqu'au 15 mai 1947, la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales.

56e. Etat montrant—Copie de tous télégrammes, lettres, mémoires et pétitions adressées au gouvernement par la Ligue des libertés civiles: a) protestant contre les poursuites intentées au lieutenant-colonel George Alexander Drew et à M. René Chalout pour des prétendues infractions aux Règlements

concernant la défense du Canada; b) demandant la mise en liberté de toute personne détenue sous l'empire de l'arrêté en conseil C.P. 6444 du 6 octobre 1945, ou de tout autre arrêté en conseil subséquent relatif à l'espionnage ou à toute infraction à la Loi sur les secrets officiels, et protestant contre ces arrêtés en conseil, et c) demandant d'accorder l'amnistie aux hommes appelés sous le régime de la Loi sur la mobilisation des ressources nationales, à compter du jour de la victoire en Europe en 1945.

56f. Copie de la liste des arrêtés en conseil visés par l'annexe de la Loi sur le maintien des mesures transitoires 1947.

56g. Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1166, approuvé le 31 mars 1947: révoquant toutes les ordonnances et tous les règlements établis par le Gouverneur en conseil et encore en vigueur le 31 mars 1947 en vertu des dispositions de la loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales, avec les exceptions suivantes:

a) Les ordonnances et les règlements du Gouverneur en conseil énumérés aux annexes A et B de cet arrêté en conseil;

b) Les ordonnances et les règlements du Gouverneur en conseil relatif à la nomination ou à la rémunération de toute personne engagée pour l'administration de ces ordonnances ou règlements qui figurent aux annexes A et B de cet arrêté en conseil.

56h. Copie des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales; du 20 février 1947 au 31 mars 1947, en anglais et en français pour des mois de février et mars 1947, comme suit:

Arrêté en conseil, C.P. 601, approuvé le 20 février 1947: portant révocation de la nomination de M. H. M. Martin à titre d'administrateur public du Territoire du Yukon.

Arrêté en conseil, C.P. 787, approuvé le 4 mars: autorisant l'importation d'un aéronef usagé.

Arrêté en conseil, C.P. 1005, approuvé le 21 mars 1947: révoquant l'arrêté en conseil C.P. 3317 du 6 août 1946, concernant le recouvrement des bénéfices résultant de l'exportation canadienne de l'huile de lin.

Arrêté en conseil, C.P. 49/1050, approuvé le 22 mars 1947: prolongeant le délai durant lequel certains fonctionnaires civils peuvent décider de contribuer sous le régime de la Loi de la pension du service civil, à l'égard de service temporaire.

Arrêté en conseil, C.P. 1061, approuvé le 21 mars 1947: modifiant les Règlements sur les grains de l'Ouest.

Arrêté en conseil, C.P. 70/1111, approuvé le 26 mars 1947: prolongeant le délai durant lequel certains fonctionnaires civils peuvent décider de contribuer sur le régime de la Loi de la pension du service civil, à l'égard de service temporaire.

Arrêté en conseil, C.P. 1120, approuvé le 27 mars 1947: portant nomination de M. K. W. Taylor au poste de président de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre.

Arrêté en conseil, C.P. 1121, approuvé le 27 mars 1947: portant nomination de M. W. T. Wilson au poste de vice-président de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre.

Arrêté en conseil, C.P. 1128, approuvé le 27 mars 1947: révoquant les Règlements sur le caoutchouc ainsi que la nomination du régisseur du caoutchouc et celle du sous-régisseur du caoutchouc.

Arrêté en conseil, C.P. 1169, approuvé le 31 mars 1947: autorisant l'importation d'aéronefs usagés.

Arrêté en conseil, C.P. 1205, approuvé le 31 mars 1947: interdisant l'exportation, sauf moyennant licence, de certains produits de gypse.

56i. Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales, comme suit:

Arrêté en conseil, C.P. 1711, approuvé le 29 avril 1947: modifiant les règlements concernant la Commission de stabilisation du prix des denrées telle qu'établie par l'arrêté en conseil C.P. 7475, approuvé le 26 août 1942: définition des subventions.

56j. Arrêté en conseil C.P. 1253, approuvé le 3 avril 1947: abolissant certains contrôles sur les permis d'importation.

Arrêté en conseil C.P. 1292, approuvé le 3 avril 1947: modification des Règlements sur les grains de l'Ouest.

Arrêté en conseil C.P. 1358, approuvé le 11 avril 1947: révoquant l'arrêté en conseil relatif au délai prescrit pour signaler les imperfections, etc., aux percepteurs de la douane et de l'accise.

Arrêté en conseil C.P. 1392, approuvé le 15 avril 1947: modifiant des Règlements concernant la défense du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 1441, approuvé le 15 avril 1947: révocation d'un arrêté en conseil édicté en vertu de la Loi sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales.

Arrêté en conseil C.P. 1435, approuvé le 15 avril 1947: révoquant certains arrêtés en conseil édictés en vertu de la Loi sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales.

Arrêté en conseil C.P. 1467, approuvé le 17 avril 1947: révocation de certains arrêtés en conseil concernant les engrais chimiques, les produits antiparasites et les fourrages.

Arrêté en conseil C.P. 1233, approuvé le 1er mai 1947; résiliation de l'entente relative à l'audition des appels, par le Conseil des relations ouvrières en temps de guerre, des décisions rendues par le Conseil ontarien des relations ouvrières.

Arrêté en conseil C.P. 1802, approuvé le 8 mai 1947: révocation de certains arrêtés en conseil édictés sous l'empire de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales.

Arrêté en conseil C.P. 1820, approuvé le 8 mai 1947: résiliation de C.P. 2911 du 8 mai 1947 relative à l'application, en Ontario, des Règlements des relations ouvrières en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 1890, approuvé le 13 mai 1947: modifiant des Règlements sur les grains de l'Ouest, en ce qui concerne les récépissés spéciaux de blé.

60a. Arrêté en conseil C.P. 302, approuvé le 30 janvier 1947: modifiant les règlements sur les relations industrielles en temps de guerre (C.P. 1003, 17-2-44). Contrats collectifs, etc.

60b. Arrêté en conseil C.P. 401, approuvé le 3 février 1947: abrogeant l'arrêté en conseil C.P. 2901, du 10 juillet 1946, au sujet du contrôle exercé sur l'*Algoma Steel Corporation, Limited*, la *Steel Company of Canada, Limited*, et la *Dominion Steel and Coal Corporation Limited*.

60c. Copie de toute correspondance, règlements et instructions en provenance du ministère du Travail ou du ministère des Affaires des anciens combattants relativement aux anciens combattants recevant des prestations de chômage ou d'assurance-chômage.

60d. Etat montrant:

1. Est-ce que la *Senior Citizen's Association of Canada* a fait des représentations au gouvernement relativement à la nomination d'une commission royale en vue de faire enquête sur les voies et les moyens de prévenir et de combattre l'inégalité de traitement à l'égard des personnes de plus de quarante ans qui recherchent de l'emploi?

2. A-t-on fait une étude de ces représentations depuis le 15 juillet 1946 et prend-on actuellement des dispositions à ce sujet?

60e. Copies d'une liste de noms de personnes et de groupes auxquels a été envoyée, sous pli confidentiel, une copie des propositions relatives à la législation projetée sur les relations industrielles et préparées par un comité du ministère du Travail.

60i. Etat montrant:

1. Quel est le nombre total des personnes sans emploi, par province ou district, à la date la plus récente où une telle statistique est disponible?

2. Combien de personnes, par province ou district, reçoivent des prestations d'assurance-chômage?

3. Combien de personnes, par province ou district, reçoivent des prestations du ministère des Affaires des anciens combattants ou de l'administration des terres destinées aux anciens combattants?

4. Combien suivent des cours dans les écoles, universités, écoles professionnelles, ou font l'apprentissage d'un métier, etc.?

5. Les personnes énumérées dans les réponses aux questions 2, 3 et 4 sont-elles comprises dans la réponse à la question 4?

60j. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1934, approuvé le 16 mai 1947: nommant les membres du personnel qui composent la délégation canadienne à la trentième session de la conférence générale des Etats membres de l'Organisation internationale du Travail qui doit avoir lieu à Genève, Suisse, et s'ouvrira le 19 juin 1947.

60k. Etat montrant: Depuis 1939, par province, combien a-t-on accordé, chaque année, de permis de sortie à destination des Etats-Unis d'Amérique, pour des fins d'adoption, à l'égard de bébés a) âgés de moins de six mois, b) âgés de six mois à un an?

61. Arrêté en conseil C.P. 408, approuvé le 3 février 1947: renouvelant un prêt au montant de \$5,710,000 consenti à la province de la Colombie-Britannique pour une période d'un an, à dater du 22 février 1947, et acceptant en garantie un bon du Trésor, de ladite province, portant intérêt au taux de 3 pour cent par année.

61a. Arrêté en conseil C.P. 501, approuvé le 11 février 1947: renouvelant un prêt de \$4,678,000 consenti à la province de l'Alberta pour un an à dater du 1er février 1947, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de 3 pour cent par année.

61b. Copie de l'arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi de 1940 sur l'assistance aux chômeurs et l'aide à l'agriculture, à savoir:

Arrêté en conseil C.P. 845, approuvé le 11 mars 1947: renouvelant un prêt au montant de \$2,698,721.43 à la province de la Colombie-Britannique pour une période d'un an à partir du 25 mars 1947, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de trois pour cent par année.

61c. Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur l'aide aux chômeurs et l'assistance à l'agriculture, 1940, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1023, approuvé le 21 mars 1947: renouvellement d'une garantie, pour une période d'un an, à dater du 1er mai 1947, d'un bon du trésor de la province du Manitoba représentant une somme de \$3,350,000.00 détenu par la Banque Royale du Canada.

61d. Copies d'arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi sur l'assistance aux chômeurs et l'aide à l'agriculture, 1940, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1445, approuvé le 15 avril 1947: renouvellement d'un prêt au montant de \$1,790,000.00 à la province d'Alberta pour un an à dater du 15 avril 1947, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de 3 pour cent par année.

Arrêté en conseil C.P. 1446, approuvé le 15 avril 1947: renouvellement d'un prêt au montant de \$1,938,881.59 à la province de la Colombie-Britannique pour un an à dater du 30 avril 1947, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province, portant intérêt au taux de 3 pour cent par année.

61e. Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur l'assistance aux chômeurs et l'aide à l'agriculture, 1940, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1952, approuvé le 20 mai 1947: renouvellement d'un prêt au montant de \$1,850,000.00 consenti à la province de la Colombie-Britannique pour une période d'un an à dater du 29 mai 1947, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de trois pour cent par année.

61f. Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur l'aide à l'agriculture et l'assistance aux chômeurs, 1940, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 2109, approuvé le 27 mai 1947: renouvellement d'un prêt au montant de \$2,448,000.00 consenti à la province de l'Alberta, pour une période d'un an, à dater du 1er juin 1947, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de 3 p.e. par année.

61g. Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur l'assistance aux chômeurs et l'aide à l'agriculture, 1940, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 2316, approuvé le 10 juin 1947: renouvellement d'un prêt au montant de \$935,000.00 consenti à la province de la Colombie-Britannique pour une période d'un an à dater du 22 juin 1947, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de 3 p.e. par année.

62a. Copie des règlements adoptés et approuvés en vertu des dispositions de la Loi de l'assurance-chômage de 1940, pour la période qui s'étend du 13 juin 1946 au 28 janvier 1947, tels qu'ils figurent aux arrêtés en conseil C.P. 4012 et 4013, du 26 septembre 1946.

62b. Etat montrant:—

1. Des sociétés de construction à Vancouver, Colombie-Britannique, ont-elles perçu des contributions d'assurance-chômage sans en rendre compte à la Commission d'assurance chômage.

2. Dans l'affirmative, quels sont les noms de ces sociétés?

3. A-t-on intenté des poursuites ou des procédures en recouvrement contre ces sociétés?

4. Quel est le statut des employés de ces sociétés à l'égard de la Commission de l'assurance-chômage en vue de réclamations éventuelles de prestations d'assurance-chômage?

62c. Copie des règlements établis et approuvés sous l'empire de la Loi de l'assurance-chômage, 1940, pour la période du 28 janvier 1947 au 11 avril 1947, et qui constituent les règlements du service national d'emploi, 1947, arrêté en conseil C.P. 1118, approuvé le 28 mars 1947.

62d. Etat montrant:—

1. Du 1er janvier au 31 mars 1947, combien d'employés ont été congédiés du Service national d'embauchage dans la région des Provinces maritimes?

2. De ce nombre, a) combien en a-t-on congédié dans chaque bureau: (i) des hommes, (ii) des femmes; b) combien avaient servi outre-mer?

3. Depuis lors, combien de ces personnes qui avaient été congédiées ont trouvé de l'emploi par l'entremise des bureaux du Service sélectif national?

4. Quel est le nombre de ceux qui ont été embauchés par l'entremise de chaque bureau, suivant l'ordre des catégories suivantes: hommes, femmes, personnes ayant servi outre-mer?

5. Du nombre total des personnes congédiées, combien occupaient des postes d'ordre administratif?

63a. Copie du rapport pour l'année se terminant le 31 mars 1947, sur le fonctionnement de la division de la formation professionnelle responsable de l'administration des divers projets de formation professionnelle connus sous le titre général de Formation professionnelle canadienne et autorisée par la Loi de 1942 sur la coordination de la formation professionnelle, y compris les ententes conclues entre le fédéral et les provinces au sujet de la formation de la jeunesse, de la formation professionnelle des surveillants et des apprentis dans toute industrie, de l'entente relative à la formation de réadaptation en vue de la formation ou de la rééducation des travailleurs civils et de la formation de rétablissement des démobilisés des forces armées, etc.

63b. Arrêté en conseil C.P. 2179, approuvé le 3 juin 1947; prolongeant le délai jusqu'au 31 mars 1949, permettant au gouvernement fédéral de verser des sommes pour aider à défrayer les dépenses capitales occasionnées par les nouvelles écoles de formation professionnelle, y compris les bâtisses et l'outillage.

65. Arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des terres fédérales, chapitre 113, article 75, S.R.C., 1927, depuis le dernier rapport au parlement.

67. Rapport annuel des permis émis du 1er janvier au 31 décembre 1946, tel qu'exigé par le paragraphe 2 de l'article 4 de la loi d'immigration.

67a. Etat montrant:—

1. En vertu de quelle loi, traité ou règlement a-t-on permis l'entrée au Canada des habitants connus sous le nom de Huttérites?

2. Quand est entré en vigueur pour la première fois cette loi ou ce traité ou règlement?

3. Combien est-il entré d'Huttérites au Canada au cours de chaque année depuis qu'on leur a permis de le faire pour la première fois?

4. Combien existe-t-il de colonies d'Huttérites dans chacune des provinces du Canada?

5. Quel est le nombre total des Huttérites au Canada?

6. Quel est le nombre total des Huttérites en Alberta?

7. Combien existe-t-il de colonies et quel est le nombre total des Huttérites au sud de High-River dans la province d'Alberta?

67b. Etat montrant:—

1. Combien en a-t-il coûté en tout pour amener les immigrants polonais au Canada, depuis janvier 1946, y compris le transport, la nourriture, les soins médicaux, l'hospitalisation, le placement et l'administration?
2. Quelle portion de ces dépenses a été payée par le Canada?
3. Combien d'immigrants britanniques sont entrés au Canada depuis janvier 1946?
4. Combien de ces immigrants britanniques ont reçu une aide financière du gouvernement canadien?
5. Quel était le montant total qu'ils ont reçu?

67c. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1193, approuvé le 1er avril 1947: admettant cent immigrés comme apprenties et employées de filature à la *Dionne Spinning Mill Company*, de St-Georges de Beauce (P.Q.), en vertu des règlements relatifs aux salaires et aux conditions de travail qui régissent les industries du textile dans la province de Québec.

67d. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1734, approuvé le 1er mai 1947: modifiant l'arrêté en conseil C.P. 695, approuvé le 21 mars 1931, qui prohibait, avec certaines exceptions, l'entrée au Canada d'immigrants de toutes les classes et de tous les métiers.

67e. Etat montrant:—

1. Depuis janvier 1946, combien de célibataires âgés de plus de vingt et un ans: a) des femmes, b) des hommes, ont immigré au Canada en provenance du Royaume-Uni?
2. Combien de ces immigrants britanniques ont reçu un secours financier du gouvernement canadien?
3. Quelle a été la somme totale d'un tel secours?

67f. Copie de toute correspondance que possède le gouvernement, et datée depuis le 1er janvier 1944, touchant le cas de M. Arthur Moen et sa demande d'immigration au Canada.

67g. Etat montrant:—

1. Quelle est l'échelle des salaires dominants payés à la main-d'œuvre féminine dans le textile dans la Beauce (P.Q.)?
2. Le cas échéant, quel logement offre-t-on aux cent ouvrières que l'on est actuellement à recruter en Europe pour la *Dionne Spinning Mill Company* en vertu de l'arrêté en conseil C.P. 1193?

67h. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1193, approuvé le 1er avril 1947: admettant cent immigrés comme apprenties et employées de filature à la *Dionne Spinning Mill Company*, de St-Georges de Beauce, P.Q., en vertu des règlements relatifs aux salaires et aux conditions de travail qui régissent les industries du textile dans la province de Québec; et autre correspondance à ce sujet.

67i. Copie d'un engagement, daté à Londres, Angleterre, le 14 avril 1947, proposé par la compagnie *Dionne Spinning Mills* au comité intergouvernemental sur les réfugiés au sujet de certaines femmes célibataires qui doivent être conduites au Canada.

67j. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1746, approuvé le 6 mai 1947, modifiant l'arrêté en conseil C.P. 3112, approuvé le 23 juillet 1946: pour augmenter à 4,500 le nombre des anciens combattants célibataires d'origine polonaise qui peuvent être admis au Canada.

67k. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 2180, approuvé le 6 juin 1947: autorisant l'admission immédiate au Canada de cinq mille individus en provenance des camps européens de personnes déplacées, et prenant les dispositions voulues pour le choix et le transport desdites personnes.

67l. Copie d'un contrat, en date du 14 avril 1947, conclu entre la compagnie *Dionne Spinning Mills* et le secrétaire du comité intergouvernemental des réfugiés, de Londres, Angleterre, concernant la venue au Canada, comme ouvrières de filature, de certaines femmes célibataires.

68. Etat des ventes de terres et des baux annulés en vertu des dispositions de la loi des Indiens, article 64, chapitre 98, S.R.C., 1927, depuis le dernier rapport au parlement.

68a. Etat montrant: Copie de toutes les recommandations reçues par le département des Affaires indiennes du ministère des Mines et des ressources, depuis le 1er janvier 1946, relativement à l'établissement d'une réserve indienne près du village de Nordegg dans la province de l'Alberta.

69. Liste des avances de secours consenties à des Indiens, en vertu des dispositions de l'article 94-B de la loi des Indiens, chapitre 98, S.R.C., 1927, depuis le dernier rapport au Parlement.

70. Liste des affranchissements d'Indiens, sous l'empire de la Loi des Indiens, au cours de l'année financière qui s'est terminée le 31 mars 1947, indiquant en même temps la somme versée à chaque Indien ainsi affranchi, S.R.C., 1927, chapitre 98, article 113.

71. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 3761, approuvé le 10 septembre 1946: modifiant les dispositions de la Loi sur la convention au sujet des oiseaux migrateurs, chapitre 16, Statuts du Canada 1932-33.

73. Etat des permis pour la vente de liqueurs alcooliques, du 1er janvier au 31 décembre 1946, en vertu des dispositions de la Loi des territoires du Nord-Ouest, chapitre 142, article 93, S.R.C., 1927.

74. Copie des ordonnances adoptées en vertu des dispositions de la Loi des territoires du Nord-Ouest, chapitre 142, S.R.C., 1927, relativement à l'abandon des créances; aux achats en masse; aux affaires, métiers, négoce et occupations; au commerce des fourrures; au contrôle de l'hygiène; au district jouissant d'administration locale, à l'évaluation pour fins scolaires.

76. Etat relatif aux grains de semence et aux dettes de secours en vertu des dispositions de l'article 2, chapitre 51, 17 Georges V, intitulé: "Loi concernant certaines dettes dues à la Couronne".

76a. Etat montrant:—

1. Quelle a été la somme totale dépensée par le gouvernement fédéral pour les grains de semence et les secours de 1914 à 1920 inclusivement?

2. Quelle somme, sur le principal, a) a été remboursée, b) a été annulée, c) est encore due à l'heure actuelle?

3. Quelle somme, sur les intérêts, a) a été remboursée, b) a été annulée, c) est encore due à l'heure actuelle?

4. Quand a-t-on adressé les dernières demandes officielles de remboursement aux bénéficiaires de ces grains de semence et de ces secours?

5. De ces premiers bénéficiaires, combien vivent encore sur des terres, en Saskatchewan, à l'égard desquelles ces secours avaient été demandés?

6. Quelles sont les régions principales, en Saskatchewan, à l'égard desquelles existent encore des dettes de secours?

7. Combien en coûte-t-il au Trésor fédéral pour le maintien de cet ancien compte des grains de semence et de secours: a) la somme totale, b) la somme annuelle depuis l'établissement de ce compte?

78c. Etat montrant:—

1. Combien de membres du C.A.R.C. ont reçu de l'aide de la Caisse des secours mutuels du C.A.R.C., avant le jour V.-E.?

2. Combien d'anciens membres du C.A.R.C. ont reçu des secours de cette Caisse depuis le jour V.-E.?

3. Quel a été le total des déboursés de cette Caisse, a) avant, b) après le jour V.-E.?

78d. Etat montrant:—

1. Quels sont les effectifs actuels du C.A.R.C., en ce qui concerne: a) les officiers, b) les sous-officiers, c) les soldats d'aviation?

2. Combien, parmi ces hommes, sont affectés: a) au service actuel de vol, b) à des travaux d'entretien, c) à des fonctions administratives?

82a. Copie de tous opuscules, brochures, placards, communiqués de presse ou autres objets de publicité publiés par le ministère de la Santé nationale et du bien-être social depuis son établissement, ainsi qu'un état indiquant le nombre total de chacun de ces documents publiés et le coût total d'impression et de distribution de chacun de ces documents.

82c. Etat montrant:—

1. Quel était le coût estimatif de l'hospitalisation au Canada pour chacune des cinq dernières années pour lesquelles on dispose de chiffres?

2. Quel était le coût estimatif de l'hospitalisation, par personnel, par province, pour les cinq dernières années pour lesquelles on dispose de chiffres?

3. Quelles offres, s'il en est, le gouvernement fédéral a-t-il faites aux provinces qui ont conclu des accords financiers avec Ottawa en vue de donner suite à une partie ou à l'ensemble du programme de santé nationale exposé lors de la conférence fédérale-provinciale en 1945?

4. Quelles dépenses ont été encourues chaque année par le gouvernement fédéral, depuis mars 1943, en rapport avec l'établissement et l'organisation d'un programme de santé nationale?

82d. Etat montrant:—Quelle aide, en plus des pensions, le gouvernement fédéral offre-t-il aux personnes aveugles en vertu des lois actuelles?

82e. Etat montrant:—

1. Depuis l'étude des crédits du ministère de la Santé nationale, lors de la dernière session, quelles dispositions le gouvernement a-t-il adoptées en vue de prendre des mesures de secours à l'égard des services de traitement et d'hospitalisation et des soins médicaux pour les Indiens, les Esquimaux et ceux qui habitent les districts éloignés du Canada, soit au nom du gouvernement fédéral, soit de concert avec les provinces ou les municipalités?

2. Quelles sommes a-t-on dépensées à cet effet depuis cette date?

3. Une délégation du clergé ou des médecins a-t-elle récemment rencontré le Cabinet et quelle réponse, le cas échéant, a-t-elle reçue du gouvernement?

84. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 24, approuvé le 3 janvier 1947: modifiant les règlements des allocations familiales.

84a. Etat montrant:—

1. Quel était, par province, le coût d'administration des allocations familiales au cours de l'année financière se terminant le 31 mars 1946?
2. Quelle est, par province, l'estimation du coût d'administration des allocations familiales pour l'année financière expirant le 31 mars 1947?
3. Quelle est, par province, l'estimation du coût d'administration des allocations familiales pour l'année financière expirant le 31 mars 1948?

84b. Etat montrant:—Combien coûte par année l'administration des allocations familiales?

87a. Etat montrant:—Quel était le chiffre annuel d'affaires de chacun des bureaux suivants de la douane, depuis leur récente ouverture, savoir: Cartierville, l'Epiphanie, Chandler, St-Pamphile?

91a. Etat montrant:—

1. La Société Radio-Canada a-t-elle refusé au gouvernement de la Saskatchewan l'octroi d'un permis en vue d'acheter le poste radio-télégraphique CHAB à Moose-Jaw? Dans l'affirmative, pour quelles raisons?
2. Y a-t-il des postes appartenant à un gouvernement provincial en opération au Manitoba ou en Alberta?
3. Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces postes?
4. La Société Radio-Canada a-t-elle pris des dispositions en vue d'effectuer un changement dans la propriété de ces postes?

91b. Etat montrant:—

1. Quel est le nom du commentateur responsable des déclarations sur la conférence entre le Dominion et les provinces ainsi que sur le budget de la province d'Ontario, contre lesquelles exception a été prise à la législature de l'Ontario?
2. Quand a-t-il été nommé et quels sont les autres postes qu'il occupe actuellement?
3. A quelles divisions du gouvernement a-t-il appartenu, quand, et quels ont été ou quels sont son salaire et autres dépenses?
4. Quelle mesure sera prise pour surveiller ces commentateurs de nouvelles ainsi que leurs textes?

92a. Etat montrant:—

1. Depuis le 1er janvier 1944, l'Office national du film a-t-il acheté des articles de personnes employées dans le Service civil?
2. Dans l'affirmative, quel était le montant de chacun de ces achats?
3. De qui a-t-on fait chacun de ces achats?
4. Qui a autorisé chacun de ces achats?
5. L'Auditeur-général a-t-il protesté contre ces achats?
6. Dans l'affirmative, quel a été le résultat de sa protestation?

92b. Etat montrant:—

1. Quels sont les noms des membres de l'Office national du film?
2. Quelle est la profession ordinaire de chacun de ces membres?
3. Quel est le total des allocations, ou de toute autre rémunération, versées à chaque membre de l'Office au cours de chacune des deux dernières années financières?

4. Quels sont les noms, fonctions et traitement de tous les fonctionnaires ou employés de l'Office, ou du Commissaire fédéral, qui reçoivent un salaire annuel de plus de \$1,200?

5. De quelle façon chacune de ces personnes a-t-elle été nommée au poste qu'elle occupe présentement?

92c. Etat montrant: —

1. Depuis le 1er janvier 1946, l'Office national du film a-t-il a) distribué, b) acheté des films produits aux Etats-Unis?

2. Dans l'affirmative, de quelles sociétés aux Etats-Unis a-t-on obtenu ces films, en indiquant le titre de chaque film acheté de chaque société?

3. Quel était le montant total versé à chaque société des Etats-Unis au cours de 1946?

92d. Etat montrant:—

1. L'Office national du film, ou quelque autre organisme du gouvernement, exploite-t-il un circuit de projection de films de 16mm.?

2. Dans l'affirmative, combien emploie-t-on de personnes à l'égard de cette entreprise?

3. Quels en sont les noms?

4. Quel est le traitement total versé à chacune de ces personnes?

5. Quel est le montant total versé en frais de voyage à chacune de ces personnes au cours de l'année écoulée?

6. Quelles étaient les connaissances pratiques antérieures de chacune de ces personnes?

7. Quel outillage a-t-on acheté en vue de cette entreprise?

8. Quel est le coût total de cet outillage?

9. Quel était le déboursé total pour le compte de cette entreprise au cours de l'année civile 1946?

10. Quelles ont été les dépenses totales pour le compte de cette entreprise depuis ses débuts jusqu'au 31 décembre 1946?

92e. Etat montrant:—

1. Quel était le montant total des crédits attribués par le Parlement aux travaux de l'Office national du film au cours de chaque année depuis l'établissement de l'Office?

2. Quel est le montant total affecté à l'Office national du film à même les subsides de guerre au cours de chaque année depuis son établissement?

3. Quel est le montant total affecté à l'Office national du film par suite de transferts de crédits attribués à d'autres départements du gouvernement au cours de chaque année depuis l'établissement de l'Office?

4. Quel est le total global des dépenses de l'Office national du film au cours de chaque année depuis son établissement?

92f. Etat montrant:—

1. Depuis le 1er janvier 1945, quelles pellicules cinématographiques ont été produites par l'Office national du film?

2. Quels sont les titres et quel est le coût total de chacune de ces pellicules cinématographiques?

3. Les réponses données aux questions 1 et 2 donnent-elles une liste complète de tous les films produits par le gouvernement du Canada, ou pour son compte, au cours de la période mentionnée?

4. Sinon, quels sont les titres et quel est le coût total de ces autres films, en indiquant les producteurs?

92g. Etat montrant:—

1. A quels journaux, revues, périodiques et brochures l'Office national du film s'est-il abonné pendant l'année 1946-1947?

2. Combien d'employés de l'Office national du film sont affectés, pendant l'année 1946-1947, à la lecture des journaux, revues, périodiques et brochures et au service des coupures de presse?

3. Quel usage l'Office national du film fait-il de ces coupures?

92h. Etat montrant:—

1. Quels frais de voyage et autres ont été versés par l'Office national du film au cours de chaque année, de 1940 à 1946 inclusivement, en donnant les détails relatifs aux personnes intéressées ainsi que les montants versés à chacun?

2. L'Office national du film a-t-il fait des dépenses, ou entrepris des travaux de prise de vues ou d'autres travaux, a) aux Etats-Unis d'Amérique, b) au Mexique et c) en Chine, au cours de chacune de ces années? Dans l'affirmative, pour quel montant et à qui a-t-on effectué des paiements?

3. Quelques-unes des dépenses mentionnées à la question précédente ont-elles été imputées à la contribution du Canada à l'UNRRA? Dans l'affirmative, quelles sommes pour chaque année?

92i. Etat montrant:—

1. Quels ministères du gouvernement ont conclu des arrangements relatifs à la production de films avec l'Office national du film, a) en 1946, b) au cours des quatre premiers mois de 1947?

2. Quels films ont été commandés par chaque ministère?

3. Quel a été le total des frais de production, de réalisation, etc., de chacun de ces films?

4. Certains de ces films ont-ils été produits par des compagnies particulières de cinéma?

5. Dans l'affirmative, par quelles compagnies et quel en a été le coût?

93a. Etat montrant:—Depuis que les crédits du ministre des Postes ont été étudiés par la Chambre, au mois d'août dernier, quelle mesure a été prise en vue de réduire le tarif postal a) de trois cents à un centin, dans les villes, b) de quatre cents à trois cents, pour les lettres destinées à être livrées au Canada, c) en vue d'étendre l'organisation postale à d'autres services de façon à comprendre toutes les fonctions ressortissant au système postal britannique actuel?

93b. Etat montrant:—Copie de toute correspondance, du 1er janvier 1940 jusqu'à date, échangée entre le ministère des Postes et tous groupes intéressés dans le transfert des stations postales, aériennes en Alberta.

93c. Etat montrant:—Copie de tous contrats avec le National Canadien, le Canadien Pacifique et toute autre compagnie de chemin de fer relativement au transfert du courrier de Sa Majesté au Canada.

93d. Déclaration au sujet de la poste rurale et autres contrats au sujet desquels des compensations ont été versées depuis l'avènement du régime des compensations.

93e. Etat montrant:—Copie de tous contrats ou autres accords avec les Lignes aériennes Trans-Canada pour le service postal aérien.

93f. Etat montrant:—

1. Combien de services de poste rurale sont en opération dans le comté de Chicoutimi?

2. Quel est le nom de chaque courrier?

3. Quel est le salaire de chacun?
4. Quelle distance chaque courrier doit-il parcourir pour s'acquitter de son travail?
5. A quelle date expire chacun des contrats?

93g. Etat montrant:—Copie de tous télégrammes, lettres, mémoires ou autres communications échangés, depuis le 1er janvier 1946, entre le ministère des Postes et tous particuliers ou groupements au sujet du bureau de poste à Garland, Manitoba.

93h. Etat montrant:—

Relativement aux contrats de transport postal aérien conclus avec les Lignes aériennes Trans-Canada ou avec d'autres compagnies de transport:

1. Quel est le tarif de transport demandé par chaque compagnie transportant le courrier?
2. Au cours de l'année 1946, quelle quantité totale de poste aérienne a été transportée par chaque compagnie à l'égard de chaque parcours autorisé?
3. Quel est le montant total payé en frais de transport à l'égard de chacun de ces parcours par le ministère des Postes ou pour son compte?
4. Quelles ont été les pertes nettes estimatives ou réelles réalisées par le ministère à l'égard de chacun de ces parcours en 1946?

93i. Etat montrant:—

1. Qui est actuellement maître de poste à Milltown, Nouveau-Brunswick?
2. Le titulaire actuel occupe-t-il ce poste à titre permanent ou temporaire?
3. A-t-on tenu un examen de concours, au cours de l'année écoulée, en vue de remplir cette position?
4. Dans l'affirmative, *a)* quand; *b)* quels sont les noms des candidats; *c)* quel est le candidat qui a obtenu les points les plus élevés?
5. Si le titulaire actuel est employé temporairement, quand fera-t-on une nomination permanente?

95. Quarante-septième rapport de la Commission du district fédéral et état des revenus et dépenses de ladite commission pour l'année terminée le 31 mars 1946; Statuts du Canada, 1926-27, ch. 55, articles 15 et 16.

95a. Rapport de la Commission du district fédéral pour la période du 1er avril 1946 au 31 décembre 1946.

95b. Etat montrant:—

1. Quelles sont les fonctions des comités ou offices suivants: *a)* commission du district fédéral, *b)* comité national d'embellissement de la Capitale, *c)* comité d'embellissement de la région fédérale, *d)* comité des transports?
2. Quelles sommes ont été versées par le gouvernement fédéral à chacun de ces comités au cours de chacune des cinq dernières années?
3. Quelle somme leur a-t-on versée jusqu'à date en 1947?
4. Quel est le personnel de chaque comité ou office?

95c. Etat montrant:—Quelles sommes ont été dépensées par le gouvernement fédéral, au cours des cinq dernières années, pour l'achat de propriétés immobilières pour les fins du district fédéral?

96. Etat montrant:—

Arrêté en conseil C.P. 123, approuvé le 9 janvier 1947, transférant les pouvoirs, responsabilités et fonctions relativement à l'administration de l'Office du film sous l'empire de la loi de l'Office national du film, 1939, de l'honorable Brooke Claxton à l'honorable J. J. McCann.

Arrêté en conseil C.P. 134, approuvé le 14 janvier 1947: transférant la division des secours de guerre et la division de l'aide volontaire en temps de guerre du ministère des services nationaux en temps de guerre au ministère de la santé nationale et du bien-être social.

Arrêté en conseil C.P. 211, approuvé le 21 janvier 1947: transférant le travail relatif à la publicité faite pour les parcs nationaux du ministère des Mines et Ressources à la Commission des Expositions du ministère du Commerce.

Arrêté en conseil C.P. 256, approuvé le 23 janvier 1947: transférant le travail du ministère des Mines et ressources au sujet de la production des pellicules cinématographiques et des photographies annonçant les parcs nationaux à l'Office national du Film.

96a. Arrêté en conseil C.P. 314, approuvé le 15 février 1947: spécifiant que les pouvoirs, responsabilités et fonctions confiés au ministre de la Reconstruction et des approvisionnements, en vertu des dispositions de la Loi du ministère de la Reconstruction et des approvisionnements, 1945, d'acheter et de produire des fournitures de guerre et de mettre à exécution les entreprises exigées par le ministère de la Défense nationale soient transférés au ministre du Commerce, à dater du 1er février 1947; et pourvoyant aussi à ce que le ministre du Commerce pour remplir cette fonction puisse utiliser les services du personnel de la Corporation canadienne du commerce.

96b. Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur les remaniements et transferts de fonctions dans le service public, chapitre 165, S.R.C., 1927, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 883, approuvé le 13 mars 1947: stipulant que les pouvoirs, fonctions et responsabilités de la Commission fédérale du commerce et de l'industrie, sous l'empire du paragraphe 2 de l'article 15 et des articles 16, 17 et 17A de la Loi sur la Commission fédérale du commerce et de l'industrie, 1935 (telle que modifiée par le chapitre 17, George VI), soient transférés au ministre du Commerce.

96c. Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la loi des remaniements et transferts de fonctions dans le service public, S.R.C., 1927, chapitre 165, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1113, approuvé le 27 mars 1947: transférant le contrôle et l'administration de cette partie du service public actuellement employé dans la division des recherches et de l'expansion du ministère de la Reconstruction et des approvisionnements au Conseil national des recherches.

96d. Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu de la loi sur les remaniements et les transferts de fonctions dans le service public, chapitre 165, S.R.C., 1927, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1293, approuvé le 3 avril 1947: transférant les pouvoirs, devoirs et fonctions attribués au ministre des Finances par la loi des faillites, et qui avaient été jusqu'à présent transférés au secrétaire d'Etat, au ministre de la Justice:

96e. Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi du ministère de la Défense nationale et de la Loi sur les remaniements et les transferts de fonctions dans le service public, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1822, approuvé le 13 mai 1947: transférant l'administration et la distribution des successions de service des anciens membres des forces navales, militaires ou aériennes du Canada qui meurent ou sont décédés alors qu'ils recevaient des traitements dans des hôpitaux ou des maisons de santé, du ministre de la Défense nationale au ministre des Affaires des anciens combattants.

97a. Etat montrant:—

1. Depuis le 1er septembre 1939, combien d'édifices ont été érigés par le gouvernement fédéral dans la ville d'Ottawa ou les municipalités immédiatement avoisinantes?
2. Où est situé chacun de ces immeubles?
3. Quel était le coût total de chacun de ces édifices?
4. A quelle fin sert chacun de ces immeubles?

97b. Etat montrant:—

1. Combien y a-t-il d'édifices fédéraux à Charlottetown, Ile du Prince-Edouard?
2. Quels ministères du service fédéral occupent ces édifices?
3. Combien de propriétés sont louées au gouvernement fédéral à Charlottetown?
4. Quels ministères occupent ces propriétés louées?
5. Quels en sont les loyers annuels ou mensuels?
6. Quels sont les propriétaires de ces édifices?

97c. Etat montrant:—

1. Depuis le 1er septembre 1939, combien d'édifices ont été érigés par le gouvernement fédéral dans la ville d'Ottawa ou les municipalités immédiatement avoisinantes?
2. Où est situé chacun de ces immeubles?
3. Quel était le coût total de chacun de ces édifices?
4. A quelle fin sert chacun de ces immeubles?

97d. Etat montrant:—

1. Combien de nouveaux bureaux de poste le gouvernement a-t-il construits depuis le 1er janvier 1945?
2. Où ont-ils été construits?
3. Quel a été le coût de chacun?
4. Quelle était la recette brute de chacun de ces bureaux de poste à la date où a commencé la construction du nouvel édifice?

99e. Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province de la Saskatchewan et le gouvernement fédéral, depuis le 1er janvier 1938 jusqu'au 30 avril 1947, relativement au projet de construction d'un pont sur la rivière South-Saskatchewan à ou près Saskatchewan-Landing, en Saskatchewan.

99f. Copie d'une lettre adressée par le très honorable C. D. Howe, ministre de la Reconstruction et de l'approvisionnement, à l'honorable J. T. Douglas, ministre de la Voirie et du Transport de la province de Saskatchewan, au sujet d'un projet de pont élevé sur la rivière South-Saskatchewan, à Saskatchewan-Landing.

100a. Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique, 1946, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1098, approuvé le 1er avril 1947: règlements relatifs à la Commission de contrôle de l'énergie atomique.

101a. Etat montrant:—

1. Combien de brevets le Conseil national de recherches a-t-il acquis a) à la suite de découvertes ou inventions, b) par achat, depuis son établissement?
2. Combien de brevets le Conseil national de recherches a-t-il vendus, cédés ou mis à la disposition du public depuis son établissement?

3. Relativement aux brevets vendus, cédés ou mis à la disposition du public: a) Quelle était la nature, le titre et le nom du brevet impliqué dans chaque vente ou aliénation? b) A quelles dates a-t-on ainsi disposé des brevets dans chaque cas? c) Quels étaient les acheteurs ou délégataires ou titulaires de ces brevets dans chaque cas? d) Quel était le prix ou la rémunération dans chaque cas? e) Lesquelles de ces aliénations, ventes ou cessions étaient des ventes à forfait?

102a. Etat montrant:—

1. Combien de personnes sont à l'emploi de compagnies de la Couronne à Ottawa à titre de fonctionnaires et d'employés?

2. Combien d'entre elles, dans chaque cas, jouissent de la permanence sous le régime de la Loi du service civil?

3. Combien ont été prêtées par l'industrie privée et combien d'entre elles retirent un traitement supérieur à \$3,000?

102b. Etat montrant:—

1. Combien de personnes sont à l'emploi de compagnies de la Couronne à Ottawa à titre de fonctionnaires et d'employés?

2. Combien d'entre elles, dans chaque cas, jouissent de la permanence sous le régime de la Loi du service civil?

3. Combien ont été prêtées par l'industrie privée et combien d'entre elles retirent un traitement supérieur à \$3,000?

102c. Etat montrant:—

1. Quelles corporations de la Couronne a-t-on établies depuis le 1er janvier 1940?

2. Quels sont les administrateurs et les fonctionnaires supérieurs de chacune de ces corporations?

3. Quels traitements, honoraires ou autres émoluments paie-t-on à chacun de ces administrateurs ou fonctionnaires?

4. Quel est le but ou l'objet de chacune de ces corporations?

5. Quelle est la capitalisation de chacune de ces corporations?

6. Quelles manufactures, usines ou autres propriétés physiques semblables possède chacune de ces corporations et où sont-elles situées?

102d. Etat montrant:—

1. A combien d'employés et à combien de fonctionnaires des compagnies de la Couronne a-t-on accordé des droits de pension semblables à ceux que confère aux fonctionnaires civils la Loi du service civil ou la Loi des pensions du service civil?

2. Est-ce que les personnes à l'emploi des compagnies de la Couronne, qui ont été auparavant fonctionnaires civils permanents sous le régime de la Loi du service civil, conservent leurs statut, droit et bénéfices sous le régime de la Loi du service civil pendant qu'elles sont à l'emploi des compagnies de la Couronne?

102e. Etat montrant:—

1. Les compagnies de la Couronne versent-elles à quelque municipalité l'impôt municipal ou quelque somme qui en tient lieu, ou un octroi, annuel ou autre, destiné à quelque fin que ce soit, ou quelque somme déterminée par le gouvernement ou ses représentants ou convenue entre le gouvernement ou ses représentants et cette municipalité?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ces municipalités et ces compagnies de la Couronne, et quelles étaient ces sommes ainsi versées chaque année, de 1940 à 1946 inclusivement?

104. Rapport annuel du surintendant des faillites pour l'année civile 1946.

105a. Etat montrant:—

1. Quel était le montant du premier tarif établi pour un certificat de citoyenneté canadienne?
2. Par quel organisme et sous quelle autorité ce tarif avait-il été établi?
3. Quelle était la raison de l'établissement de ce tarif à son taux initial?
4. Quand a-t-on changé le tarif?
5. Quel organisme a effectué ce changement?

105b. Etat montrant:—

1. Combien a-t-on signalé de cas, au gouvernement, de Canadiens qui, au cours d'une visite *a*) en Allemagne, *b*) en Italie, avant la seconde guerre mondiale, avaient été amenés, volontairement ou par contrainte, à renoncer à la nationalité canadienne (britannique)?
2. Sur ce nombre, combien d'anciens Canadiens ont demandé à reprendre la citoyenneté canadienne?
3. Sur ce nombre, combien ont vu leurs biens confisqués par le Séquestre des biens ennemis?
4. Sur ce nombre, combien *a*) sont revenus au Canada, *b*) ont manifesté le désir de revenir au Canada?

106a. Copie de tous arrêtés en conseil donnant suite à quelque partie du rapport de la Commission royale Gordon sur le service civil.

106b. Etat montrant:—Combien de fonctionnaires civils à Ottawa, prêtés d'un ministère du gouvernement à un autre ministère ou à une compagnie de la Couronne au cours des six dernières années, ne sont pas retournés à leur ancien ministère, parce que leurs anciennes positions avaient été abolies ou que leurs fonctions avaient été transférées à un autre ministère ou à un autre organisme du gouvernement?

106c. Etat montrant:—

1. Le 1er janvier 1947, combien y avait-il de personnes à l'emploi du gouvernement fédéral à titre de temporaires dans la ville d'Ottawa?
2. De ces personnes à l'emploi du gouvernement, combien jouissaient ou jouissent maintenant de la permanence sous le régime de la Loi du service civil?
3. Combien de fonctionnaires civils jouissant de la permanence sous le régime de la Loi du service civil et prêtés d'un ministère à un autre ne sont pas retournés au ministère où ils étaient employés lors de l'ouverture des hostilités en 1939?

106d. Etat montrant:—Quels sont les noms de tous les sous-ministres et de tous ceux qui, légalement, ont rang et position de sous-ministre?

106e. Etat montrant:—Quel est le nombre total de personnes employées dans le service civil du Canada, et les offices, commissions, agences ou corporations de la Couronne qui lui sont associés, aux dates suivantes (ou aussi près de cette date que les statistiques le permettent): *a*) le 23 octobre 1935; *b*) le 1er septembre 1939; *c*) le 16 mai 1945; *d*) le 18 août 1945 et *e*) le 1er janvier 1947?

106f. Etat montrant:—

1. Quel est, à la date du 31 décembre 1946, le nombre total des employés du gouvernement du Canada, y compris les employés des offices, commissions et corporations institués par l'autorité fédérale?

2. Quel est le montant total des traitements, salaires et allocations payés à ces employés au cours du mois de décembre 1946?

106g. Etat montrant:—

1. Combien y a-t-il de personnes dans les services du gouvernement du Canada qui détiennent a) le poste de sous-ministre ou un rang égal, b) celui de sous-ministre adjoint ou un rang égal, c) celui de directeur de division ou un rang égal?

2. Combien de ces personnes, dans chaque catégorie, ont démissionné en vue d'accepter un poste en dehors des services du gouvernement au cours de l'année civile 1946?

106h. Etat montrant:—Quels sont les noms, positions et traitements de tous les employés du gouvernement fédéral dans le comté de Lambton, à l'exception des employés des postes à Sarnia et des officiers de douane et d'immigration à Sarnia et à Point-Edward?

106i. Etat montrant:—

1. Combien de personnes sont à l'emploi du gouvernement fédéral dans la province de la Saskatchewan?

2. A l'emploi de quels ministères ou de quels départements du gouvernement fédéral sont ces personnes?

3. Le ministère de la Santé nationale et du bien-être social a-t-il des personnes à son emploi dans la province de la Saskatchewan?

4. Dans l'affirmative, quelle est la nature de leur travail?

106j. Etat montrant:—

1. Combien a-t-on nommé de fonctionnaires civils depuis le 1er janvier 1946?

2. De ce nombre, combien ont été nommés par la Commission du service civil ou par son intermédiaire?

106k. Etat montrant:—Quel est le nombre total de personnes employées dans le service civil du Canada, et les offices, commissions, agences ou corporations de la Couronne qui lui sont associés, aux dates suivantes (ou aussi près de cette date que les statistiques le permettent): a) le 23 octobre 1935; b) le 1er septembre 1939; c) le 16 mai 1945; d) le 18 août 1945 et e) le 1er janvier 1947?

106l. Etat montrant:—

1. Combien y avait-il de personnes à l'emploi du gouvernement a) le 1er septembre 1946, b) le 1er janvier 1947?

2. A chacune de ces dates, combien de ces personnes étaient des employés permanents?

3. A chaque date, combien de ces employés permanents étaient a) des hommes, b) des femmes?

4. A chaque date, combien des employés étaient temporaires?

5. A chacune de ces dates, combien des employés temporaires étaient a) des hommes, b) des femmes?

6. A chaque date, combien y avait-il d'employés a) permanents, b) temporaires à Ottawa?

7. A chaque date, combien de ceux qui étaient employés à Ottawa étaient a) permanents: (i) hommes, (ii) femmes; b) temporaires: (i) hommes, (ii) femmes?

8. A chaque date, combien de personnes étaient à l'emploi des offices, commissions, corporations et industries contrôlées relevant du gouvernement du Dominion?

9. A chaque date, quels étaient les noms de chaque office, commission, corporation et industrie contrôlée?

10. Les employés de ces offices, commissions, corporations et industries contrôlées appartiennent-ils au service civil?

11. Sinon, quels sont les noms des offices, commissions, corporations et industries contrôlées dont les employés n'appartiennent pas au service civil?

106m. Etat montrant:—

1. Combien de fonctionnaires civils a) permanents, b) temporaires reçoivent encore des indemnités supplémentaires de guerre?

2. Quels sont les noms des fonctionnaires civils a) permanents, b) temporaires qui reçoivent encore ces indemnités?

3. Dans quel ministère du gouvernement chacune de ces personnes est-elle employée?

4. Quelle est la somme de chaque indemnité supplémentaire de guerre versée à chacune de ces personnes?

5. Quel est, à l'exclusion de cette indemnité, le traitement de chacune de ces personnes?

107. Rapport présenté par la Commission du service civil sur les propositions exclues du fonctionnement de la Loi du service civil, au cours de l'année civile 1946, en vertu des dispositions de l'article 59 de ladite loi, chapitre 22, S.R.C., 1927.

109a. Copie de toutes représentations faites au gouvernement, depuis le 1er janvier 1944, relativement aux modifications à la Loi des brevets ou à la Loi sur la concurrence déloyale, par tout groupement public de solliciteurs de brevets, d'inventeurs ou manufacturiers, ou de représentants de ces groupements?

109b. Etat montrant:—

1. Combien d'avis le Commissaire des brevets a-t-il adressés aux titulaires de brevets ou à leurs représentants, aux termes de l'article 64 de la Loi sur les brevets, depuis l'entrée en vigueur de cet article?

2. Combien a-t-on remis de rapports à la suite de ces avis adressés par le Commissaire?

3. Depuis la mise en vigueur de l'article 65 de la Loi sur les brevets, combien de requêtes ont été présentées au Commissaire, aux termes de cet article, a) par le procureur général du Canada, b) par tout autre intéressé, et quelle était la nature de l'abus dont on se plaignait dans ces requêtes?

4. Combien de requêtes, présentées aux termes de l'article 65, ont été étudiées par le Commissaire?

5. A l'égard de combien de requêtes le Commissaire s'est-il rendu compte qu'un cas d'abus avait été établi et quelle était la nature des brevets en jeu ainsi que de l'abus dont on s'était plaint dans chaque cas?

6. A l'égard de combien de requêtes, le Commissaire s'est-il rendu compte qu'un cas d'abus n'avait pas été établi, et quelle était la nature des brevets en jeu ainsi que de l'abus dont on s'était plaint dans chaque cas?

7. Combien de requêtes, présentées aux termes de l'article 65 de la Loi sur les brevets, ont été retirées?

8. Y a-t-il actuellement des requêtes aux termes de l'article 65 de la Loi sur les brevets?

9. A l'égard des requêtes où le Commissaire s'est rendu compte qu'un cas d'abus avait été établi, aux termes de l'article 65 de la Loi sur les brevets, quels pouvoirs a-t-il exercés dans chaque cas?

10. A-t-on interjeté appel, auprès de la cour de l'Echiquier, de quelques ordonnances ou décisions rendues par le Commissaire sous l'empire des articles 65 à 70 de la Loi sur les brevets et, dans l'affirmative, quelle était la nature des brevets et des cas d'abus en jeu dans chaque cas où un tel appel a été permis ou bien a été rejeté?

111a. Etat montrant:—

1. Quel était le nombre des employés dans le département des Impressions et de la papeterie publiques a) le 1er septembre 1939, b) le 1er juin 1945, c) le 1er janvier 1947?

2. A chacune des dates précitées, combien y comptait-on d'employés a) d'ordre administratif ou de bureau, b) d'ordre technique?

3. Parmi les employés actuels combien sont des résidents a) d'Ottawa, b) de Hull, c) d'autres municipalités?

4. Quel était le déboursé total annuel en traitements a) en 1939, b) en 1945, c) en 1946?

5. Quelles étaient la quantité et la valeur totales des travaux exécutés pour le compte de l'Imprimeur du Roi a) en 1939, b) en 1945, c) en 1946, (i) au bureau de l'Imprimerie de l'Etat, (ii) en dehors du bureau de l'Imprimerie de l'Etat?

6. Du 1er septembre 1939 jusqu'à date, quelles étaient la quantité et la valeur totales des travaux exécutés par des imprimeurs de l'extérieur, en indiquant, par province, l'endroit des imprimeries extérieures?

111b. Etat montrant:—a) une copie de toutes les annonces de la Commission du service civil, depuis le 1er janvier 1944, demandant des ouvriers des corps de métier de l'imprimerie pour le bureau de l'Imprimerie fédérale à Ottawa; b) les noms de tous ceux qui ont fait une demande de position audit Bureau ou ont essayé les examens du Service civil à cette fin, depuis le 1er janvier 1944; c) le nombre et la date de ces examens tenus depuis le 1er janvier 1944, ainsi que les noms des candidats refusés et les noms de candidats embauchés par le Bureau à la suite de chaque examen, en donnant le taux du salaire hebdomadaire dans chaque cas; d) le nombre des vacances dans les métiers de l'imprimerie au Bureau et le nombre des candidats apparaissant sur les listes aux dates suivantes: 1er janvier et 1er juillet 1944, 1er janvier et 1er juillet 1945, 1er janvier, 1er avril, 1er juillet et 1er octobre 1946, 1er janvier 1947.

111c. Etat montrant:—

1. Qui fournit actuellement l'encre au gouvernement canadien?

2. L'encre est-elle fournie par contrat et, dans l'affirmative, quel est le montant de la soumission? Sinon, comment en fait-on l'achat?

3. Y a-t-il des sous-traitants? Dans l'affirmative, quels sont leurs noms et adresses?

4. Quelle quantité d'encre fournissent-ils et combien ont-ils reçu en paiement à cet égard au cours de l'année écoulée?

115a. Copie d'un avant-projet d'accord international sur le blé qui doit servir de programmes à la prochaine conférence internationale sur le blé qui doit avoir lieu à Londres, le 18 mars 1947.

115b. Etat montrant:—

1. Quelles quantités de blé a-t-on expédiées en Grande-Bretagne au cours de chaque mois de l'année civile 1946?

2. Du blé expédié en Grande-Bretagne, combien de boisseaux ont été expédiés par les divers ports du Canada?

3. Quel ministère du gouvernement a la responsabilité de l'acheminement des grains du Canada à destination de la Grande-Bretagne?

4. Quel ministère du gouvernement a la responsabilité de l'entreposage du blé dans les divers élévateurs de l'Etat?

5. Quelles quantités de blé ont été entreposées dans les divers élévateurs par la même autorité?

115c. Etat montrant:—

1. Au cours du présent mois, combien de navires, à Portland (Maine), seront chargés de céréales canadiennes destinées outre-mer?

2. Quels sont les noms de ces navires et quelle quantité de céréales chacun transportera-t-il?

3. Les wagons qui ont transporté le blé canadien destiné à ces navires, à Portland, appartenaient-ils tous aux chemins de fer nationaux du Canada, ou quelques-uns d'entre eux appartenaient-ils à des chemins de fer des Etats-Unis et, dans l'affirmative, combien?

115d. Etat montrant:—

1. Au cours de la période du 1er janvier 1941 au 1er mars 1947, quelles quantités de blé ont été fournies aux distillateurs canadiens?

2. A quel prix, le boisseau, a-t-on vendu ce blé?

3. Le gouvernement canadien a-t-il aidé à défrayer le prix d'achat par l'octroi de subvention?

4. Dans l'affirmative, quel était le montant de cette aide?

5. Pour quelle raison a-t-on accordé cette aide?

118. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 3973, approuvé le 24 septembre 1946, en vertu des dispositions de la loi sur l'aéronautique, modifiant les règlements de l'air, 1938, article 6, chapitre 28, Statuts de 1944.

119. Quarante-deuxième rapport de la Commission des Transports du Canada (anciennement la Commission des chemins de fer) pour l'année terminée le 31 décembre 1946.

119a. Etat montrant:—

1. Quelles sommes a-t-on versées chaque année, en frais de dépenses, à chaque membre de la Commission des Transports depuis sa nomination?

2. Les membres de la Commission des Transports jouissent-ils de l'usage d'un wagon privé?

120a. Etat montrant:—

1. Le gouvernement ou les chemins de fer Nationaux du Canada en sont-ils venus à une décision au sujet de l'élimination des courbes, l'amélioration des passages à niveau et l'installation de voies doubles sur la ligne des chemins de fer Nationaux entre Sydney (N.-E.) et Moncton (N.-B.)?

2. A-t-on fait des expertises et des estimations en vue d'une ligne directe, comme partie de ce réseau, entre Pictou et Moncton?

3. A-t-on préparé une estimation du coût de cette entreprise et, dans l'affirmative, quelle est-elle?

4. Quelle est l'économie estimative, annuelle et moyenne, sur les marchandises et tout autre transport, réalisée sur un tel réseau modernisé pouvant utiliser le pont ou la chaussée du détroit de Canso?

5. Le gouvernement ou les chemins de fer Nationaux du Canada songent-ils à procéder bientôt à l'amélioration de ce service?

120b. Etat montrant:—

1. Permet-on au National Canadien et au Pacifique Canadien d'établir des taux de transport de concurrence entre certains endroits au Canada?

2. La Commission des Transports exerce-t-elle une surveillance sur les horaires de circulation des trains du National Canadien et du Pacifique Canadien entre les endroits au Canada soumis à la concurrence?

3. Permet-on au National Canadien de tirer avantage, a) dans son horaire, b) dans ses taux de transport, de sa voie plus favorable entre Montréal et Vancouver?

4. Quel parcours et quelle ligne de chemin de fer suit le transport du courrier postal de Vancouver (C.-B.), à Jasper, en Alberta?

120c. Etat montrant:—

1. A-t-on terminé les sondages et les expertises techniques dans le détroit de Canso en vue de la construction d'un pont de chemin de fer ou d'une chaussée à cet endroit?

2. Quel est le rapport des ingénieurs sur la possibilité de l'entreprise?

3. Quel est le coût estimatif a) de la chaussée, b) du pont?

4. Le gouvernement a-t-il pris quelque décision en vue de déterminer ce qui était plus désirable et possible: du pont de chemin de fer ou de la chaussée?

5. Y a-t-il eu des pourparlers avec la province de la Nouvelle-Ecosse en vue d'utiliser ce pont ou cette chaussée pour la circulation routière?

6. Le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse a-t-il laissé entendre qu'il était prêt à partager une partie des frais, et jusqu'à quel montant?

7. Quand escompte-t-on commencer les premiers travaux de construction?

121. Rapport du réseau des chemins de fer Nationaux du Canada des travaux entrepris au cours de l'année civile 1946, et dépenses correspondantes, ainsi que le budget anticipé des dépenses pour l'année 1947, pour la construction d'une voie ferrée de Barraute aux chutes Kiask, dans la province de Québec.— (Chapitres 41 et 10, George VI, 1946.)

123. Budget des dépenses des chemins de fer Nationaux du Canada et de la *Canadian National (West Indies) Steamships, Limited*, pour l'année civile 1947.

125. Etat des terres vendues par la compagnie de chemin de fer du Canadien Pacifique au cours de l'année terminée le 30 septembre 1946.

127. Etat sommaire des recettes de quayage pour l'année financière terminée le 31 mars 1946.

130. Sommaire des droits de ports pour l'année financière terminée le 31 mars 1946.

131. Etat montrant:—Relevé des baux de quais, jetées et brise-lames pour l'année civile 1946, en conformité des dispositions de l'article 18 du chapitre 89, Loi concernant les ports et jetées du gouvernement.

132a. Copie des règlements adoptés en vertu des dispositions de la loi du ministère des affaires des anciens combattants.

132b. Copie de toute correspondance, règlements et instructions en provenance du ministère du Travail ou du ministère des Affaires des anciens combattants relativement aux anciens combattants recevant des prestations de chômage ou d'assurance-chômage.

132c. Etat montrant:—Copie de toute correspondance, règlements et instructions en provenance du ministère du Travail ou du ministère des Affaires des anciens combattants relativement aux anciens combattants recevant des prestations de chômage ou d'assurance-chômage.

132d. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1362, approuvé le 11 avril 1947: modifications des règlements relatifs aux traitements médicaux (versions anglaise et française).

132e. Arrêté en conseil C.P. 1668, approuvé le 9 mai 1947: relativement à l'exemption, pour fins d'impôt sur le revenu de la pension personnelle d'un ancien combattant ayant droit à une allocation de formation sous l'empire des dispositions de la Loi sur la réadaptation des anciens combattants.

132f. Etat montrant:—

1. Quels sont les antécédents militaires détaillés de M. J.-A. Gagnon, surveillant de l'orientation et de la formation professionnelle au ministère des Affaires des anciens combattants à Québec?

2. Quelle est a) son instruction, b) son expérience pour remplir cette position?

133. Copie des règlements adoptés en vertu des dispositions de la loi d'établissement de soldats.

133a. Etat montrant:—

1. A-t-on ouvert aux soldats-colons la réserve indienne située près de Fort St. John, en Colombie-Britannique?

2. Dans l'affirmative, combien d'anciens combattants ont actuellement acheté des terres et établi leur domicile dans ce district?

3. Combien d'anciens combattants ont fait une demande de bien-fonds dans ladite réserve?

4. Quel prix le ministère a-t-il établi à l'égard de ces terres?

133b. Etat montrant:—A la date du 31 décembre 1946, combien d'anciens combattants de la première guerre mondiale, détenant des contrats avec la Commission d'établissement de soldats, appartenaient aux catégories d'âge suivantes: de moins de 50 ans; de 50 à 55 ans; de 56 à 60 ans; de 61 à 65 ans; de 66 à 70 ans; de 71 à 75 ans; de 76 à 80 ans; de 81 à 100 ans?

133c. Etat montrant:—

1. Quel était le montant total des prêts octroyés par la Commission d'établissement de soldats aux anciens combattants de la première grande guerre de 1914-1918?

2. De ces créances, quelle somme a) a été remboursée à la commission, b) a été annulée, c) est encore due?

3. Des fonds placés par la Commission d'établissement de soldats, quelle somme a) a été remboursée, b) a été affectée aux frais d'administration et c) aux frais de perception?

4. A la fin de l'année financière 1945-1946 du gouvernement: a) Quel pourcentage et quel nombre des anciens combattants occupaient encore les terres que leur avait vendues la commission? b) De ceux-ci, combien avaient fait remise complète de leurs prêts? c) Combien étaient encore endettés envers la commission? d) Quel était le montant du solde de la créance? e) De ces colons, combien (i) possédaient une terre exceptionnellement bonne, (ii) n'avaient pas eu à souffrir de calamités, comme la grêle, la sécheresse, la gelée, etc.; (iii) avaient quelque autre source de revenus, comme un héritage?

135. Copie des règlements adoptés en vertu des dispositions de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

135a. Etat montrant:—

1. A quels architectes, au cours de chaque année, a-t-on confié la préparation des plans de maisons sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Sur quelle base s'est fait le choix de ces architectes?

3. Quels honoraires ont été versés à chacun au cours de chaque année?

4. Sur quelle base a-t-on calculé ces honoraires?

5. Qui est le propriétaire de ces plans depuis qu'on les a présentés?

135b. Etat montrant:—

1. Combien d'anciens combattants ont été, jusqu'à date, établis sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, dans le district électoral fédéral de Swift Current a) sur de petits biens-fonds, b) sur une exploitation agricole permanente?

2. Dans quel district commerçant chaque ancien combattant a-t-il été établi?

135c. Etat montrant:—

1. Le directeur de l'administration des terres destinées aux anciens combattants a-t-il demandé des soumissions pour la construction de maison à Boucherville?

2. Qui était directeur des terres destinées aux anciens combattants à cette date?

3. Qui en est le directeur aujourd'hui, et quels sont ses titres de compétence et quel traitement touche-t-il?

4. S'il y a eu demande de soumissions, quand l'a-t-on fait, et pour combien de maisons et à quelles conditions?

5. Quelles soumissions a-t-on reçues et quels étaient les soumissionnaires?

6. Quelles soumissions a-t-on rejetées?

7. A-t-on conclu un contrat et, dans l'affirmative, avec quel entrepreneur, et pour l'érection de combien de maisons, et à quelles conditions de prix et de paiement?

8. Si c'est une corporation qui a obtenu le contrat, quels en étaient les administrateurs et officiers à cette époque? S'il s'agissait d'une association à cette date, quels sont les noms des associés?

9. A-t-on fait une demande de soumissions pour la construction du nombre de maisons, et aux conditions spécifiées, dont il est fait mention dans la réponse à la question sept?

10. Quels paiements a-t-on effectués en vertu de ce contrat et à quelles dates?

11. Quel rapport périodique a-t-on établi et soumis au gouvernement lors de chacun de ces paiements, et quels inspecteurs du gouvernement ont établi ou fourni chacun de ces rapports? Tous ces inspecteurs sont-ils encore au service du gouvernement?

12. Quelles autres réclamations ou demandes de paiement ont été présentées par l'entrepreneur, et pour quelles sommes et à quelles dates et sur quelle base?

13. Que compte faire le gouvernement au sujet de ces réclamations?

14. Escompte-t-on d'autres réclamations et, dans l'affirmative, à quel égard et pour quel montant?

15. Quelle enquête a été faite à l'égard de ce contrat et de ses conditions, et par qui et à quel coût pour le gouvernement?

16. Quelle autre enquête escompte-t-on tenir, et par qui sera-t-elle faite, et quand compte-t-on qu'elle sera terminée et à quel coût estimatif?

135d. Etat montrant:—Jusqu'à la date du 31 décembre 1946, dans chaque district électoral fédéral de la Saskatchewan, pour combien d'anciens combattants de la deuxième guerre mondiale a-t-on approuvé des prêts, sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, à l'égard de propriétés agricoles, à l'exclusion de petits biens-fonds?

135e. Rapport sur les contrats de construction sur des petits biens-fonds, en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, en date du 18 mars 1947?

135f. Etat montrant:—

1. Combien a-t-on établi de bureaux de district et de région au Canada sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Où sont-ils situés?

3. Quels sont les noms de tous ceux qui, de quelque façon que ce soit, sont à l'emploi de chaque bureau de district ou de région, et quel est leur travail et leur traitement?

4. Quel est le total des frais d'administration de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, depuis son entrée en vigueur jusqu'au 28 février 1947?

135g. Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants, à savoir:

Arrêté en conseil C.P. 1091, approuvé le 31 mars 1947: modifiant les règlements adoptés sous l'empire de la Loi 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants, relativement aux terres provinciales sur lesquelles des anciens combattants s'établissent.

135h. Etat montrant:—

1. Des anciens combattants, au Canada, ont-ils obtenu des contrats d'achat de maisons, sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, à un prix moins élevé que le premier prix demandé?

2. Dans l'affirmative, où; dans le cas de combien d'anciens combattants et quelle était la réduction dans chaque cas particulier?

135i. Etat montrant:—

1. Quel est le coût total de chaque maison construite sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, a) dans le canton de Sarnia, comté de Lambton, b) dans les zones agricoles de Roseland et d'Oliver, dans le comté d'Essex?

2. Quels étaient les entrepreneurs dans chacune des régions susmentionnées?

3. Combien a-t-on construit de maisons, sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, a) dans le canton de Sarnia, b) dans les zones agricoles de Roseland et d'Oliver?

4. Quel est le prix de vente actuellement demandé pour chaque maison dans ces mêmes régions?

5. Quel était le prix original demandé dans chaque cas?

6. Quel était le coût, par unité, des frais généraux de l'entreprise et comment les a-t-on établis?

7. Des anciens combattants ont-ils effectué un dépôt en vue d'achat futur et ont-ils subséquemment refusé de procéder à l'achat de ces biens-fonds; dans l'affirmative, qui et pourquoi ces marchés n'ont-ils pas été parachevés?

8. Quels étaient les inspecteurs du gouvernement dans chacune de ces régions, et quelles étaient les conditions d'embauchage et de salaire de chaque inspecteur?

9. Quels titres de compétence possédait le titulaire pour devenir inspecteur de l'administration des terres destinées aux anciens combattants?

10. Le prix d'achat demandé à tout ancien combattant était-il supérieur à ce qu'avait payé le gouvernement et, dans l'affirmative, de combien et à l'égard de quelles unités?

11. Le gouvernement permet-il aux anciens combattants d'obtenir des terrains d'une demi-acre et d'y construire des maisons sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants: a) dans la région du canton de Sarnia, b) dans les zones agricoles de Roseland et d'Oliver?

12. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes au sujet de la construction ou du prix des maisons, a) dans le canton de Sarnia, b) dans les zones agricoles de Roseland et d'Oliver?

13. Le gouvernement a-t-il reçu, de la part d'anciens combattants dans ces régions, des demandes de nouveaux contrats de vente ou de location?

14. Sur quelle recommandation a-t-on fait le choix de ces emplacements de maisons d'anciens combattants?

15. Qui a recommandé les emplacements choisis a) dans le canton de Sarnia, b) dans les zones agricoles de Roseland et d'Oliver?

135j. Etat montrant:—

1. Quel est le coût des réparations effectuées, depuis le 1er janvier 1947, à chaque maison construite sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, a) dans le township de Sarnia, comté de Lambton, b) dans les districts des fermes Roseland et Oliver, comté d'Essex?

2. Les réparations effectuées avant le 1er janvier 1947 sont-elles comprises dans le coût de ces maisons? Sinon, quel est le montant de ces réparations?

3. Depuis le 1er janvier 1947, quels frais d'établissement ou autre, en plus des réparations à ces maisons, ont été payés ou sont payables ou seront payés pour des travaux actuellement effectués, a) dans le township de Sarnia, comté de Lambton, b) dans le district des fermes Roseland et Oliver, comté d'Essex?

135k. Etat montrant:—Copie de toute correspondance et de tous contrats ou accords, ou autres documents tenant lieu d'accords, intervenus entre le gouvernement, ou l'un de ses ministères ou organismes, entre le 1er janvier 1943 et le 25 février 1947, et des architectes en vue de plans et de devis descriptifs, ou de l'un ou l'autre, devant servir dans la construction de maisons sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

135l. Etat montrant:—

1. Combien de maisons ont été construites par le gouvernement, sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, dans chacune des diverses provinces?

2. Combien a-t-on utilisé de modèles ou de plans linéaires?

3. Quelle était, dans chaque province, le coût de chaque modèle ou plan linéaire?

4. Combien y a-t-il de maisons en construction et quand leur construction a-t-elle commencé?

5. Combien ont été achetées par des anciens combattants?

6. Des anciens combattants ont-ils effectué un dépôt en vue d'achat futur et ont-ils subséquemment refusé de procéder à l'achat de ces biens-fonds et, dans l'affirmative, qui et pourquoi ces marchés n'ont-ils pas été parachevés?

7. Le prix d'achat de quelque unité est-il supérieur à ce qu'avait payé le gouvernement? Dans l'affirmative, de combien et à l'égard de quelles unités?

8. Le gouvernement a-t-il été requis d'établir des contrats à nouveaux prix? Dans l'affirmative, combien de ces requêtes a-t-il reçues de chaque province?

135m. Etat montrant:—Copie de toute correspondance, contrats, accords, mémoires et autres documents tenant lieu de contrats conclus par le gouvernement ou l'un de ses ministères ou organismes, entre le 1er janvier 1943 et le 12 février

1947, concernant les maisons et les biens-fonds d'anciens combattants dans le canton de Sarnia, comté de Lambton, et dans les zones agricoles de Roseland et d'Oliver, comté d'Essex. Aussi, copie de toutes les feuilles de présence et de toutes les factures relativement à ce sujet.

136. Copie du Centième rapport annuel du Conseil des administrateurs de la compagnie d'assurance *Canada Life* pour l'année terminée le 31 décembre 1946.

138. Etat montrant:—Des propositions canadiennes pour la conclusion de la paix avec l'Allemagne.

139a. Correspondance additionnelle entre le gouvernement fédéral et les provinces d'Ontario et de Québec au sujet des accords fiscaux avec les provinces.

139b. Copie de toutes ententes fiscales intervenues entre le gouvernement fédéral et les divers gouvernements provinciaux du 1er septembre 1939 au 5 février 1947.

142a. Etat montrant:—

1. Quel droit impose-t-on sur *a)* la houille grasse et *b)* l'antracite importés des Etats-Unis?

2. Quels drawbacks verse-t-on à l'égard du charbon américain servant aux fins de la métallurgie?

3. Quelles subventions accorde-t-on aux importateurs *a)* de la houille grasse et *b)* de l'antracite des Etats-Unis servant aux fins domestiques?

4. Quels sont les noms des sociétés ou compagnies qui importent du charbon américain provenant des Etats-Unis?

5. Quelques-unes des sociétés ou compagnies qui importent du charbon des Etats-Unis sont-elles des filiales de compagnies de charbon opérant *a)* au Canada, *b)* aux Etats-Unis?

142b. Etat montrant:—De 1945 jusqu'à la fin de 1946, quelle aide financière a été accordée par tout ministère du gouvernement à chaque exploitant particulier de charbon, au Nouveau-Brunswick et dans la Nouvelle-Ecosse, sous forme *a)* de subvention, *b)* de prime, *c)* d'octroi et *d)* sous toute autre forme?

142c. Etat montrant:—

1. Quel droit impose-t-on sur *a)* la houille grasse et *b)* l'antracite importés des Etats-Unis?

2. Quels drawbacks verse-t-on à l'égard du charbon américain servant aux fins de la métallurgie?

3. Quelles subventions accorde-t-on aux importateurs *a)* de la houille grasse et *b)* de l'antracite des Etats-Unis servant aux fins domestiques?

4. Quels sont les noms des sociétés ou compagnies qui importent du charbon américain provenant des Etats-Unis?

5. Quelques-unes des sociétés ou compagnies qui importent du charbon des Etats-Unis sont-elles des filiales de compagnies de charbon opérant *a)* au Canada, *b)* aux Etats-Unis?

142d. Etat montrant:—Copie du contrat entre le gouvernement et la *Dominion Coal Company* en vertu duquel les pertes subies par cette compagnie sont payées par le gouvernement fédéral.

142e. Etat montrant:—De 1925 jusqu'à la fin de 1946, quelle aide financière a été accordée par tout ministère du gouvernement à chaque exploitant particulier de charbon, au Nouveau-Brunswick et dans la Nouvelle-Ecosse, sous forme *a)* de subvention, *b)* de prime, *c)* d'octroi et *d)* sous toute autre forme?

142f. Etat montrant:—

1. Copie de tous rapports, correspondance et autres documents reçus par le ministère des Finances, depuis le 1er janvier 1947 jusqu'à date, relativement à la demande d'augmentation de subventions à l'égard du charbon américain importé dans la province de la Nouvelle-Ecosse.

2. Etat indiquant les noms des compagnies en Nouvelle-Ecosse à qui une telle subvention a été versée.

3. Copie des premières ententes relatives aux subventions entre les marchands de gros en Nouvelle-Ecosse et le gouvernement fédéral.

142g. Etat montrant:—

1. Le gouvernement fédéral a-t-il placé des fonds dans l'usine de briquettes à Bienfait, Saskatchewan? Dans l'affirmative, quand et quelles sommes?

2. Quel a été le coût total de cette usine?

3. A-t-on remboursé quelques-unes des sommes ainsi placées par le gouvernement fédéral?

4. A-t-on payé des intérêts au gouvernement fédéral à l'égard de ce placement?

5. Cette propriété a-t-elle été vendue?

6. Dans l'affirmative, a) à qui; b) quand; c) combien le gouvernement a-t-il reçu du produit de cette vente?

143. Etat montrant:—

1. Quelle quantité d'outillage contre incendie appartenant au service de protection contre les attaques aériennes a été aliénée par le gouvernement?

2. Quelle quantité de cet outillage a été vendue aux corporations municipales?

3. Quel a été le prix de vente de cet outillage?

144. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 7097, approuvé le 27 novembre 1945: annulant les règlements adoptés par l'arrêté en conseil C.P. 589, en date du 18 mars 1939, sous l'empire de la loi sur les entrepôts frigorifiques, et leur substituant d'autres règlements (versions anglaise et française).

145. Etat montrant:—Quelles ont été les sommes totales données sous forme d'aide financière ou de subventions aux provinces de l'Alberta, du Manitoba et de la Saskatchewan au cours des années 1940 à 1945?

145a. Etat montrant:—La somme payée, depuis le 1er septembre 1939, par le gouvernement du Canada ou l'un de ses organismes, ou des corporations de la Couronne, sous forme de subventions, bonus, aide financière, octroi, pour une denrée quelconque, ou à son égard; cet état devant mentionner les denrées qui ont été l'objet d'une subvention, boni, aide financière ou octroi, la somme totale versée pour chaque denrée au cours de chaque année financière.

145b. Etat montrant:—

1. A l'égard de quelles denrées, au Canada, a-t-on octroyé des subventions au cours de 1946 et quel était, dans chaque cas, le montant de ces subventions?

2. Quelle somme comptait-on payer en subvention à l'égard du lait en 1946 et quelle somme a-t-on réellement versée en subvention?

3. A l'égard de quelles denrées versera-t-on des subventions au cours de 1947 et quelle est la somme estimative qui sera versée à l'égard de chaque denrée?

145c. Etat montrant:—

1. Quelle part, dans la hausse récente de 1c. par boîte de lait évaporé, revient au producteur, au transformateur et au grossiste?

2. Quel est le même renseignement à l'égard de la hausse des prix du fromage et du beurre?

3. Quel pourcentage, dans la hausse de 1c. et demi par douzaine d'œufs, revient au producteur et aux autres catégories de l'industrie?

145d. Etat montrant:—

1. De 1939 à 1947, quelles sommes a-t-on versées, chaque année, pour maintenir la subvention sur le lait: a) en subventions au producteur; b) en subventions au consommateur à l'égard du lait fluide; c) à l'égard du lait servant à la production du beurre?

2. De 1939 à 1947, quelles sommes a-t-on versées, chaque année, en vue de maintenir la subvention sur le beurre?

146. Etat montrant:—

1. Combien de porte-mitrailleuses Bren ont été déclarées de surplus et à qui ont-elles été vendues?

2. Combien le ministère en détient-il encore?

3. Combien de modèle de chars d'armée a-t-on fabriqués pour les fins de guerre?

4. Combien en restait-il de chaque modèle au Canada à la fin de la guerre ou depuis cette date?

5. Qu'est-il advenu de ces chars?

147. Etat montrant:—

1. Quel était le montant des intérêts payés, au cours des années 1944 et 1945, à des résidents des Etats-Unis, par le gouvernement fédéral, sur les valeurs du gouvernement du Dominion détenues par des résidents de ce même pays?

2. Quel est le montant des dividendes et des intérêts payés par les corporations canadiennes à des résidents des Etats-Unis au cours des années 1945 et 1946?

148. Etat montrant:— Quel est le montant total que les compagnies possédées par le gouvernement ont payé, depuis leur institution, a) en réclame, b) en publicité, y compris les paiements pour le personnel de la publicité?

148a. Etat indiquant le montant total dépensé par chaque ministère et organisme du gouvernement ainsi que par les corporations de la Couronne, depuis le 1er septembre 1939, pour la réclame, les brochures, tracts, dépliantes, émissions radiophoniques, communiqués de presse, affiches, panneaux d'affichage, étalages, photographies, vignettes, maquettes, tournées d'orateurs et pour toutes les autres formes de publicité ou de propagande, y compris les traitements, honoraires, allocations de subsistance, de voyage ou autres frais payés à des personnes s'adonnant, de façon permanente ou temporaire, à ce genre de travail.

148b. Etat montrant:—

1. Quelles sont les agences de publicité à qui le gouvernement a recouru pour relayer sa publicité dans les quotidiens, les hebdomadaires ou autres publications, au cours des années de 1940 à 1946 inclusivement?

2. Quels sont les montants des contrats accordés par chaque département, à chacune des agences de publicité, au cours de chacune des années ci-dessus mentionnées?

149. Etat montrant:—

1. Quelles sont les cités et villes ou municipalités du Canada qui bénéficient de la livraison du courrier, à domicile, par facteurs?

2. En quelle année, pour chacune d'elles, ce service a-t-il été inauguré?

3. Quels étaient, à ce moment-là, le chiffre de la population, le nombre de chefs de famille et le revenu du bureau de poste?

149a. Etat montrant:—

1. A quelle date le ministère des Travaux publics a-t-il obtenu l'édifice actuel du bureau de poste à Red Deer, Alberta?
2. Quel était le nombre total des clients au bureau de poste de Red Deer à la fin de la première année complète d'opération dans le local actuel?
3. Quelle somme totale a-t-on dépensée pour restaurer cet édifice depuis qu'on en a fait l'acquisition et quand a-t-on effectué ce travail de restauration?
4. Quel était le nombre total de clients du bureau de poste de Red Deer jusqu'au 31 décembre 1946?
5. Quel était le revenu total du bureau de poste de Red Deer pour la première année complète de ses opérations dans le local actuel?
6. Quel était le revenu total en 1946?

149b. Etat montrant:—Copie de toute correspondance, y compris les pétitions, télégrammes et résolutions, reçue par le ministère des Postes ou le ministère des Travaux publics, depuis le 1er janvier 1940, concernant l'immeuble du bureau de poste de Red Deer et le service postal à cet endroit.

150. Etat montrant:—

1. La Corporation des biens de guerre est-elle chargée de l'aliénation des caisses enregistreuses de surplus après qu'elles ont été utilisées *a)* dans les cantines et les mess de camps militaires évacués au Canada, et *b)* dans les restaurants et les services de loisirs dans les usines de munitions exploitées par le ministère des Munitions et approvisionnements?
2. Si non, quelle disposition a-t-on en vue pour ces caisses enregistreuses?
3. Ces caisses enregistreuses peuvent-elles être achetées individuellement par ceux qui sont dans le commerce de détail?
4. Accorde-t-on une considération spéciale aux demandes faites par des anciens combattants pour des caisses enregistreuses de surplus?
5. A quel prix moyen a-t-on vendu, jusqu'à date, toutes les caisses enregistreuses de surplus?

150a. Etat montrant:—

1. Quel revenu a-t-on obtenu, au cours des années civiles 1945 et 1946, de la vente de marchandises, fournitures, bâtiments, matériel, etc., par la Corporation des biens de guerre?
2. Ces recettes ont-elles été imputées au compte du capital, ou aux comptes courants, ou aux deux et, si elles l'ont été aux deux, quel en était le montant brut dans chaque cas?

150b. Etat montrant:—

1. Au cours de la dernière guerre, le gouvernement a-t-il construit une ligne téléphonique entre Sainte-Anne des Monts et la Rivière-au-Renard, le long du littoral de la Gaspésie?
2. Dans l'affirmative, quel en a été le coût?
3. Cette ligne téléphonique a-t-elle été vendue directement ou par l'entremise de la Corporation des biens de guerre?
4. Dans l'affirmative, à qui et pour quel prix?

150c. Etat montrant:—

1. La Corporation des biens de guerre a-t-elle vendu au gouvernement de la province de Québec, ou à quelques ministères de ce gouvernement, des véhicules-automobiles?
2. Dans l'affirmative, quelles sont les marques de fabrication, les numéros de moteurs et de séries de chaque véhicule?
3. Quelle est la description de chaque véhicule?
4. Quelle est la date de chaque livraison desdits véhicules?

150d. Etat montrant:—

1. A-t-on déclaré comme biens de surplus l'édifice servant à l'hôpital militaire au centre d'entraînement de Brockville?
2. Dans l'affirmative, a-t-il été vendu?
3. A qui et à quel prix?
4. Le ministère de la Défense nationale ou la Corporation des biens de guerre a-t-il reçu des demandes en vue de l'achat de cet édifice?
5. Dans l'affirmative, quand et de la part de qui?

150e. Etat montrant:—

1. Le gouvernement a-t-il vendu la propriété et les immeubles portant le nom de Kingsmill House, situés à 453 est, avenue Laurier à Ottawa?
2. Dans l'affirmative, à qui?
3. Quel prix avait-on payé pour le terrain et les immeubles?
4. Quelles étaient les conditions de la vente?
5. Quand avait-on acheté cette propriété?
6. Quel prix avait-on payé pour cette propriété?
7. Quel avait été le coût des améliorations, transformations et décorations à l'égard de cette propriété?

150f. Etat montrant:—

1. La Corporation des biens de guerre a-t-elle effectué la vente d'objets à la cité de Salaberry de Valleyfield au cours des années 1944, 1945, 1946 et 1947?
2. Dans le cas de l'affirmative, a) quels sont ces objets; b) quelle quantité de chaque espèce, chaque année; c) quel a été le prix de vente de chaque objet; d) quelle est la date et quel est l'endroit de chaque livraison; e) à quelle date le paiement de ces objets a-t-il été effectué?

150g. Etat montrant:—

1. La Corporation des biens de guerre et la *War Assets Limited* ont-elles vendu de la ferraille à la *Anaconda American Brass Limited* jusqu'à date? Dans l'affirmative, de quelle catégorie et en quelle quantité?
2. Quel prix la *Anaconda American Brass* a-t-elle payé pour ces matières de rebut?
3. La Corporation des biens de guerre et la *War Assets Limited* ont-elles, jusqu'à date, vendu des métaux non-ferreux a) à la *Anaconda American Brass Limited*, de Toronto, et b) à la *Consolidated Mining and Smelting Corporation*? Dans l'affirmative, de quelle catégorie et en quelle quantité dans les deux cas?
4. Quel prix la *War Assets* a-t-elle obtenu de chacune de ces compagnies pour ces matières?

150h. Etat montrant:—

1. De combien d'avions utilisables de la flotte la Corporation des biens de guerre a-t-elle disposé jusqu'à date?
2. A qui les a-t-elle vendus?
3. Quel prix a-t-elle reçu pour chacun?
4. Quel était le coût moyen de ces avions au gouvernement canadien?

150i. Etat montrant:—

1. Quel prix la *War Assets* a-t-elle reçu pour les couvertes vendues a) au gouvernement hollandais, b) aux entrepreneurs en bois de construction, c) aux commerçants en gros?
2. Combien de couvertes la Corporation des biens de guerre a-t-elle aliénées, jusqu'à date, aux catégories ci-dessus énumérées?
3. Combien ces couvertes avaient-elle coûté au gouvernement canadien?

150j. Copie de toute correspondance échangée entre la ville de Salaberry de Valleyfield, ou ville de Valleyfield, le maire ou tout autre officier de cette ville et la Corporation des biens de guerre, relativement à l'achat ou demande d'achats d'objets au cours des années 1944, 1945, 1946 et 1947.

150k. Etat montrant:—

1. a) Combien d'avions ont été vendus par le gouvernement, ou en son nom, depuis le jour V.-E.? b) Quels prix a-t-on obtenus, par unité et dans l'ensemble, pour chaque modèle différent d'avions? c) Combien en a-t-on vendu à des gouvernements étrangers, ou à leur mandataire, et à quels prix pour chaque modèle d'avions?

2. a) Depuis le jour V.-E., combien d'avions ont été aliénés par le gouvernement, ou en son nom, autrement que par vente? b) Comment et où a-t-on disposé?

3. a) Quelles quantités de pièces et d'accessoires d'avions ont été vendues par le gouvernement, ou en son nom, depuis le jour V.-E.? b) Quelle somme globale a-t-on réalisée?

4. a) Depuis le jour V.-E., quelles quantités de pièces ou d'accessoires d'avions ont été aliénées par le gouvernement, ou en son nom, autrement que par vente? b) Comment et où en a-t-on disposé?

5. a) Quel prix la Corporation des biens de guerre a-t-elle demandé pour chaque modèle d'avions lors de la vente la plus récente? b) Quel prix demandée-t-elle pour chaque modèle d'avions qu'elle a actuellement en sa possession?

151. Etat montrant:—

1. Parmi les déserteurs ayant servi pendant quelque temps au front, combien sont actuellement détenus a) dans des prisons ou des camps de détention outre-mer, b) dans des prisons fédérales au Canada?

2. Leur accordera-t-on immédiatement d'être graciés par le pouvoir exécutif et seront-ils amnistiés, et le gouvernement les ramènera-t-il au pays?

3. Accordera-t-on immédiatement à ceux qui sont outre-mer et qui ont risqué leur vie comme volontaires la même application du droit de grâce dont ont bénéficié au Canada les déserteurs et les insoumis.

152q. Echange de notes entre le Canada et l'Union sud-africaine prorogeant, pour la période du 1er juin au 31 décembre 1946, l'Accord commercial du 20 août 1932 entre les deux pays concernant la laine effilochée utilisée dans les feutres servant aux fabricants de papier importée au Canada. Signées à Cape Town le 12 juin 1946. (Recueil des traités, 1946, No 27.)

152t. Echange de notes entre le Canada et la Belgique constituant un Accord sur le règlement des réclamations de guerre. Signées à Bruxelles les 21 mai et 13 juillet 1946. (Recueil des traités, 1946, No. 33.)

152u. Echange de notes entre le Canada et le Vénézuéla, renouvelant le *modus vivendi* commercial du 26 mars 1941. Signées à Caracas le 9 avril 1946. (Recueil des traités, 1946, No 35.)

152w. Echange de notes entre le Canada et la Chine, constituant un *modus vivendi* commercial entre les deux pays. Signé à Nanking le 26 septembre 1946. (Recueil des traités, 1946, No 37.)

152x. Echange de notes entre le Canada et l'Union sud-africain modifiant, pour la période du 1er septembre 1946 au 31 mars 1947, l'Accord commercial du 20 août 1942 entre les deux pays concernant l'importation de la laine à tapis au Canada. Signées à Pretoria le 22 octobre 1946. (Recueil des traités, 1946, No 39.)

152y. Echange de notes entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique relativement à l'application et à l'interprétation de l'Accord (Rush-Bagot) de 1817 concernant les forces navales sur les Grands Lacs. Signées à Washington les 18 novembre et 5 décembre 1946. (Recueil des traités, 1946, No 40.)

152z. Echange de notes entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique enregistrant un Accord sur l'abandon des réclamations provenant de collisions maritimes impliquant des navires des deux pays. Signées à Washington les 28 septembre et 13 et 15 novembre 1946. (Recueil des traités, 1946, No 42.)

152aa. Accord commercial entre le Canada et Nicaragua. Signé à Managua le 19 décembre 1946. (Recueil des traités, 1946, No 43.)

152bb. Accord entre le Canada et le Royaume-Uni sur le nolisement des navires. Signé à Ottawa le 31 décembre 1946. (Recueil des traités, 1946, No 44.)

152cc. Copies de notes échangées entre le gouvernement du Canada et celui des Etats-Unis d'Amérique au sujet de modifications à l'accord conclu entre le Canada et les Etats-Unis sur le transport aérien, 1945.

152dd. Copie de notes échangées entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique comportant un accord pour l'échange réciproque de droits et brevets se rapportant au RDX et autres explosifs, signées à Ottawa les 3 et 27 septembre, 1946. Recueil des traités 1946-51.

153. Etat montrant:—

1. Au cours de chaque année, à compter de 1930 jusqu'à 1944 inclusive-ment, quel était le montant a) du principal (versements annuels), b) des intérêts que les colons détenteurs de contrats devaient à la Commission d'établissement de soldats?

2. Au cours de la même période, quel montant a été payé chaque année par ces colons?

3. Quel était le coût d'administration de la Commission d'établissement de soldats pour chacune des années ci-haut mentionnées?

4. Au cours de chacune de ces années, combien de colons a) ont signé des actes de renonciation de contrats, b) ont reçu des avis d'avoir à quitter leurs fermes dans les trente jours?

154. Rapport relatif à l'installation de microphones et d'amplificateurs du son à la Chambre des communes.

154b. Liste de l'organisation et de la classification des positions permanentes du personnel de la Chambre des communes.

155. Arrêté en conseil C.P. 472, approuvé le 5 février 1947: révoquant l'arrêté en conseil C.P. 6300, approuvé le 28 septembre 1945, qui sanctionnait la création du Service canadien d'information, et stipulant que le ministre des Affaires extérieures puisse accomplir les actes et prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour distribuer à l'étranger des renseignements sur le Canada, pour coordonner les services publics d'information du gouvernement et leur aider à distribuer à l'étranger des renseignements sur le Canada, avec l'aide d'une commission interdépartementale qui sera composée comme suit: Un membre (qui en sera le président) et qui sera nommé par le Secrétaire d'Etat pour les Affaires extérieures; un membre qui sera nommé par le ministre du Commerce;

un membre (qui représentera l'Office national du film) et qui sera nommé par le ministre chargé de l'administration de la Loi de 1939 sur l'Office national du film; et d'un membre qui sera nommé par le président du bureau des gouverneurs de la Société Radio-Canada.

155a. Etat montrant:—

1. Combien maintient-on de bureau d'information en dehors du Canada?
2. Où sont-ils situés?
3. Quelles sont, en détails, les fonctions de chaque bureau?
4. Quels sont les noms de tous les employés engagés dans ces bureaux?
5. Quel traitement ou quelle autre rémunération, y compris les frais de subsistance, verse-t-on à chacun de ces employés?
6. Quel est le montant total des frais de voyage payés à chacun de ces employés en 1946.

156d. Mémoire préparé par l'honorable Brooke Claxton, ministre de la Défense nationale, avec un compte rendu succinct des délibérations de la Conférence de la Paix qui s'est ouverte le 29 juillet et s'est terminée le 15 octobre 1946.

157. Etat montrant:—

1. Quels sont les stocks estimatifs de lait en boîte au Canada?
2. Quelle quantité de lait en boîte le Canada exporte-t-il, et à destination de quels pays?
3. Quelle quantité de lait en boîte garde-t-on pour la consommation domestique?

157a. Etat montrant:—

1. Existe-t-il, en Colombie-Britannique, des zones classées comme zones interdites en ce qui regarde la vente du lait condensé ou évaporé?
2. Dans l'affirmative, où sont situées ces zones?
3. Existe-t-il des restrictions sur la réclame de la vente du lait condensé ou évaporé?
4. Est-ce que le réseau de la Société Radio-Canada transmet ces annonces, le cas échéant?
5. Y a-t-il des stocks suffisants de lait condensé et évaporé pour faire face aux exigences domestiques?

157b. Etat montrant:—

1. a) Quel a été le prix de détail maximum le plus élevé autorisé, par livre, pour le fromage vendu au Canada pour les fins domestiques, au cours de l'année terminée en décembre 1946? b) Quel a été, subventions comprises, le prix le plus élevé, que le gouvernement canadien a payé la livre, pour le fromage acheté aux termes de l'Accord sur le fromage avec le Royaume-Uni au cours de la même année?
2. Du fromage produit au Canada au cours de l'année terminée en décembre 1946, quelle proportion a) a été vendue au Canada pour les fins domestiques; b) a été achetée par le gouvernement en vue d'être exportée au Royaume-Uni; c) a été exportée à d'autres pays que le Royaume-Uni?
3. Du fromage consommé au Canada au cours de l'année terminée en décembre 1946, quelle proportion était produite a) au Canada; b) aux Etats-Unis; c) dans d'autres pays?

157c. Etat montrant:—

1. Le Canada a-t-il conclu un contrat pour la vente du lait condensé à la Grande-Bretagne? Dans l'affirmative, quand, à quel prix et quelles quantités a-t-on expédiées?

2. Du lait condensé a-t-il été expédié à Malte? Dans l'affirmative, par qui?
3. A-t-on refusé d'octroyer à d'autres personnes qui en ont fait la demande des permis d'exportation de lait condensé à destination de Malte?
4. A quels autres pays a-t-on expédié du lait condensé?
5. Quels sont les stocks de lait condensé au Canada?
6. Quand lèvera-t-on l'interdiction sur la vente du lait condensé dans certains districts de la Colombie-Britannique?

158. Etat montrant:—

1. Le comité de révocation des certificats de naturalisation fonctionne-t-il encore?
2. Dans l'affirmative, quels en sont les membres?
3. Quels traitements et honoraires leur verse-t-on?
4. Quel est le montant total payé en frais de voyage à chaque membre depuis sa nomination?
5. Quels sont, en détail, les attributions du comité?
6. Combien de certificats de naturalisation ont été révoqués sur la recommandation du comité.

158a. Etat montrant:—A-t-on annulé des certificats de naturalisation au cours de chacune des années 1945 et 1946 et jusqu'à date en 1947? Dans l'affirmative, combien et pour quels motifs?

159. Documents relatifs à la création d'une commission d'enquête sur les différends industriels, sous l'empire de l'article 8 de l'arrêté en conseil C.P. 4020, du 6 juin 1941, tel que modifié, afin de faire enquête et rapport sur un différend entre la *Dominion Coal Company Limited*, l'*Acadia Coal Limited*, l'*Old Sydney Collieries Limited* et la *Cumberland Railway and Coal Company*, de la Nouvelle-Ecosse, et leurs employés représentés par l'*United Mine Workers of America*, 56e district.

159a. Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance, rapports et autres documents échangés, depuis le 15 août 1945 jusqu'au 31 mars 1947, entre le gouvernement du Canada, ou l'un de ses ministères ou fonctionnaires, et la section de la Saskatchewan des *United Farmers of Canada* touchant les requêtes faites par cette dernière lors de la grève de non-livraison et des négociations auxquelles elle a donné lieu.

160. Correspondance entre les fonctionnaires de la Fédération canadienne d'agriculture et le gouvernement fédéral au sujet de la disposition de la *Welland Chemical Works Limited* et de l'*Alberta Nitrogen Products of Calgary*.

160a. Copie de tous contrats ou accords conclus par le gouvernement, ou l'un de ses ministères ou organismes, et la *North American Cyanamid Company Limited*, en rapport avec la construction, les opérations ou la disposition de la *Welland Chemical Company* ou de toute autre usine ou entreprise au Canada de 1939 jusqu'aujourd'hui.

169b. Etat montrant:—

1. Le gouvernement canadien détient-il la propriété industrielle de la picrite? Sinon, qui détient cette propriété industrielle et à quelles conditions le gouvernement canadien l'a-t-il aliénée?
2. La production de la picrite se poursuit-elle actuellement à l'usine de Welland? Sinon, pendant quelle période de temps en a-t-on produit?

3. L'acte de vente de l'usine de Welland à la *North American Cyanamid Company* contient-il des clauses prévoyant une production déterminée tant à l'égard de la catégorie de produit qu'à leur quantité, ainsi que l'embauchage des ouvriers de temps de guerre dans ladite usine?

4. A quelle date et pendant combien de temps a-t-on produit du nitrate d'ammonium à l'usine de Welland, pendant que cette usine relevait de l'Etat?

5. Pendant cette période, combien le nitrate d'ammonium, produit à cette usine, se vendait-il a) au Canada, b) aux Etats-Unis.

6. La *North American Cyanamid Company* produit-telle actuellement le nitrate d'ammonium? Dans l'affirmative, quel en est le coût, f.à.b. à l'usine?

7. La *North American Cyanamid Company* est-elle la compagnie-mère ou la filiale de quelque autre compagnie canadienne? Dans l'affirmative, quelles sont ces compagnies?

161. Etat montrant:—

1. Quelles quantités de beurre a-t-on importées au Canada au cours de 1946?

2. Les organismes du gouvernement canadien ont-ils acheté du beurre de ferme d'autres pays au cours de cette période? Dans l'affirmative, quel prix a-t-on payé pour ce beurre, quelles quantités a-t-on achetées par mois et de quels pays?

3. Quelles quantités de beurre de ferme a-t-on exportées du Canada au cours de 1946; à quels pays en a-t-on exporté et quel prix a-t-on reçu?

161a. Etat montrant:—Copie de toutes communications, depuis le 1er janvier 1946, entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Royaume-Uni ou le gouvernement de la Nouvelle-Zélande, concernant l'importation du beurre de la Nouvelle-Zélande au Canada.

162. Etat montrant:—

1. Quelles conférences internationales, auxquelles le Canada a été représenté, ont été tenues depuis le 1er janvier 1946?

2. Quels sont les noms des représentants et aviseurs canadiens délégués à chacune de ces conférences?

3. Quel a été, pour le Canada, le coût total de chaque délégation?

162a. Etat montrant:—

1. Quelles conférences internationales, auxquelles le Canada a été représenté, ont été tenues depuis le 1er janvier 1946?

2. Quels sont les noms des représentants et aviseurs canadiens délégués à chacune de ces conférences?

3. Quel a été, pour le Canada, le coût total de chaque délégation?

163. Etat montrant:—

1. Quelle était la somme totale souscrite lors de chacune des campagnes d'emprunt de la Victoire?

2. Quel était le coût total de chacune de ces campagnes?

3. Quel était, à l'égard de chacune de ces campagnes, le coût a) de la réclame, b) des programmes radiophoniques, c) des brochures, d) de tous les autres moyens de publicité?

4. Quel est le montant total souscrit au cours de la campagne de vente des obligations d'épargne du Canada?

5. Quel est le coût total de cette campagne jusqu'à date?

6. Quel est, à l'égard de chacune de ces campagnes, le coût total a) de la réclame, b) des programmes radiophoniques, c) des brochures, d) de tous les autres moyens de publicité?

164. Etat montrant:—

1. Quel a été, jusqu'au 31 décembre 1946, le coût total imputable à la composition, la publication et l'impression de l'histoire officielle du Corps expéditionnaire canadien de la première guerre mondiale?

2. Combien a-t-on employé d'écrivains et de rédacteurs à ce travail depuis que le gouvernement avait autorisé la publication de cette histoire?

3. Quel a été le montant total versé à chacun?

4. Quels ont été les frais de voyage de chacun?

5. Quels livres ont été actuellement publiés?

6. Combien en a-t-on publié et distribué d'exemplaires?

7. Puisque le travail de ces historiens cessera après le 31 mars, quels autres livres sur l'histoire du Corps expéditionnaire canadien de la première guerre mondiale seront-ils en mesure de publier d'ici cette date?

8. A combien estime-t-on le coût additionnel de préparation de cette histoire officielle pour la période du 1er janvier au 31 mars 1947?

165. Etat montrant:—

1. Quelles sommes d'argent, par province, ont été dépensées, au cours de la guerre et depuis, à l'égard des passages à niveau et de leur suppression?

2. Quelle somme a été dépensée, à l'égard de ces travaux, dans la ville de Toronto, au cours des deux dernières années?

3. Le gouvernement a-t-il élaboré quelque programme sur ce point pour 1947? Dans l'affirmative, en vue de quels travaux et en quels endroits?

4. Quelle protection supplémentaire offrira-t-on afin de faire disparaître le dangereux passage à niveau à l'avenue Jones, à Toronto, et a-t-on pris d'autres dispositions à ce sujet depuis la dernière session?

165a. Etat montrant:—

1. Quelles sommes affecte-t-on actuellement à la suppression des passages à niveau au Canada?

2. Quel montant est affecté à la suppression des passages à niveau à travers le Canada comme travail de reconstruction après la guerre?

3. Quelle quote-part retire la ville de Toronto et en vue de quelles entreprises?

166. Copie de toute correspondance entre le ministère des Travaux publics et la Commission de l'assurance-chômage, depuis le 1er janvier 1945 jusqu'à date, relativement à l'état de la *Travellers' Building* à Winnipeg.

167. Etat montrant:—

1. Quels sont les taux de transport ferroviaire du blé, par cent livres, de Fort-William à la côte maritime de l'Est du Canada?

2. Quels sont les taux de transport par eau du blé, par cent livres, de Fort-William aux ports de l'Est du Canada?

3. Quels tarifs la Commission canadienne du blé paie-t-elle pour le transport ferroviaire et le transport par eau?

168a. Etat montrant:—

1. Relativement à l'article deux de la clause neuf de l'arrêté en conseil C.P. 8528 et de ses amendements relatif aux règlements de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, dans les causes où plus d'une accusation est portée contre un particulier, qui prend la décision a) de porter une accusation englobant toutes les infractions, ou b) de porter une accusation particulière à l'égard de chaque prétendue infraction?

2. Si une accusation particulière est portée à l'égard de chaque infraction, quelle différence, le cas échéant, en découle-t-il à l'égard du paiement des honoraires légaux au procureur dont la Commission des prix et du commerce en temps de guerre a retenu les services pour la poursuite des diverses infractions?

168b. Etat montrant:—

1. Combien de poursuites ont été instituées par la Commission des prix et du commerce en temps de guerre dans les comtés de Welland et de Lincoln, a) au cours de 1945, b) au cours de 1946, c) en 1947 jusqu'à date?

2. Dans combien de cas a-t-on obtenu des condamnations a) dans le comté de Welland, b) dans le comté de Lincoln?

3. Quelle est la somme totale perçue en amendes a) dans le comté de Welland, b) dans le comté de Lincoln?

4. Quel a été, a) pour 1945, b) pour 1946, c) en 1947 jusqu'à date, le coût total (1) des frais légaux, (2) des frais de déplacement, en donnant le nom de ceux qui ont reçu des paiements dans chaque cas?

5. Quelles sommes ont été versées en frais de déplacement aux enquêteurs, a) en 1945, b) en 1946, c) en 1947 jusqu'à date, à l'égard des condamnations obtenues a) dans le comté de Welland, b) dans le comté de Lincoln, en donnant le nom de la personne qui a reçu des paiements?

168c. Dossier contenant: a) le coût total du programme de contrôle des prix du gouvernement, au cours de toute la période écoulée depuis le commencement de la deuxième guerre mondiale, ainsi que la décomposition de cette somme totale de la façon la plus facilement disponible.

169. Etat montrant:—

1. Est-ce que le Canada a pris part à la quatrième exposition du livre organisée par le gouvernement mexicain et tenue à Mexico au cours de 1946?

2. Dans l'affirmative, quel en a été le coût total pour le Canada?

3. Le Canada a-t-il érigé un pavillon à cette exposition?

4. Dans l'affirmative, quel a été le coût de ce pavillon?

5. Comment a-t-on disposé de ce pavillon?

6. Quels étaient les représentants canadiens à cette exposition?

170. Etat montrant:—

1. Le ministère des Travaux publics, ou quelque autre ministère ou organisme du gouvernement, a-t-il vendu la *Trades Building*, sise à l'angle des 1ère Rue-ouest et 12ième Avenue, à Calgary?

2. Dans l'affirmative, a) Quel en est l'acheteur? b) Quand a-t-on effectué cette vente? c) Quel en était le prix? d) La vente a-t-elle été faite à la suite de soumissions publiques? e) Sinon, quelle procédure a-t-on suivie?

171. Etat montrant:—

1. Combien y avait-il de personnes à l'emploi de la Commission d'inspection du Canada le 1er janvier 1947, et quel traitement recevaient-elles?

2. Qui est le président de la commission, quels sont les directeurs des diverses sections de cette commission et quels sont leurs traitements?

3. Quelles sont les fonctions de la commission à l'heure actuelle?

4. A-t-on fait de nouvelles nominations à la commission depuis le 1er juillet 1946?

5. Dans l'affirmative, ces titulaires avaient-ils pris du service outre-mer?

6. Quel a été le coût total d'administration de cette commission du 1er juillet 1946 au 1er janvier 1947?

171a. Etat montrant:—

1. Le 1er mai 1947, combien comptait-on de personnes à l'emploi de la Commission d'inspection du Canada et quel était leur traitement?

2. Qui est le président de la Commission; quels sont les directeurs des diverses divisions de la Commission et quels traitements reçoivent-ils?

3. Quelle fonctions accomplit actuellement la Commission?

4. A-t-on fait de nouvelles nominations à la Commission depuis le 31 mars 1947?

5. Dans l'affirmative, ces titulaires ont-ils fait du service outre-mer?

6. A quels endroits, par province, est établi le personnel actuel de la Commission?

172. Etat montrant:—

1. Depuis le 1er janvier 1946, combien d'automobiles de voyageurs de nouveau modèle ont été achetées par le ministère de la Défense nationale?

2. Quel était le coût total de ces achats?

3. A quelle fin doit-on faire servir chacune de ces voitures?

4. Pourquoi n'a-t-on pas fait servir à ces fins des voitures-automobiles provenant des stocks de surplus?

172a. Etat montrant:—

1. Le 1er janvier 1945, combien de véhicules-automobiles possédaient le ministère de la Défense nationale et la Corporation des biens de guerre?

2. Depuis cette date, combien de véhicules-automobiles le ministère des Affaires des anciens combattants a-t-il achetés?

172b. Etat montrant:—

1. Des véhicules-automobiles, possédés ou entreposés par quelque division des services armés du Canada, ont-ils été transférés de dépôts ou d'entrepôts dans la ville d'Ottawa ou dans un rayon de dix milles de cette ville à d'autres dépôts ou entrepôts en Ontario?

2. Dans l'affirmative, a) combien de véhicules ont été transférés par chaque ministère, b) à quels endroits ces véhicules ont-ils été transférés?

3. Quelques-uns des véhicules ci-haut mentionnés ont-ils été transférés à la Corporation des biens de guerre?

4. Dans l'affirmative, quel était le modèle et le nombre de ces véhicules?

172c. Etat montrant:—

1. Au cours de l'année 1946, combien de nouvelles voitures-automobiles ont été achetées par le gouvernement fédéral, ou l'un de ses organismes ou l'une des corporations de la Couronne, en indiquant la fin à laquelle devait servir chacune de ces voitures?

2. Quel était le coût total de ces achats?

172d. Etat montrant:—

1. Quel est le nombre d'automobiles que le gouvernement a en circulation dans chaque province?

2. Combien en a-t-on acheté dans chacune des diverses provinces au cours de 1946?

173. Etat montrant:—

Au sujet des civils, employés aux magasins militaires de Regina, en date du 31 décembre 1946:

1. Combien étaient classifiés comme: a) employés permanents; b) employés temporaires; c) main-d'œuvre intermittente?

2. Combien, le cas échéant, ont reçu, en octobre, novembre ou décembre, un salaire inférieur au taux minimum de \$18.50 par semaine payé en Saskatchewan?

3. Dans quelles catégories d'emplois, le cas échéant, a-t-on versé des salaires inférieurs au taux recommandé à la Commission du service civil?

4. Quelles augmentations de taux de rémunération ont été accordées dans l'une ou l'autre des catégories d'emplois depuis l'ouverture des magasins militaires de Regina?

5. Combien de civils, employés aux magasins militaires, ont subi leur entraînement à titre d'apprentis?

174. Etat montrant:—De quelles compagnies, et en quelles quantités, le gouvernement canadien a-t-il acheté des lits en acier à double étage de 1940 à 1945?

175. Etat montrant:—

1. Quelles ont été, au cours de la dernière année financière, les institutions d'enseignement qui ont reçu des octrois pour l'instruction et l'entraînement des cadets?

2. Quel montant chaque institution a-t-elle reçu?

3. Quel montant chaque institution recevra-t-elle au cours de la présente année?

175a. Copie de toutes ordonnances et instructions publiées par le ministère de la Défense nationale, depuis le 1er janvier 1946, régissant, autorisant ou limitant l'instruction et le nombre des cadets dans les écoles primaires et secondaires de la province d'Ontario à l'égard desquels une allocation avait été versée.

175b. Copie de tous télégrammes, correspondances et autres documents échangés entre le gouvernement du Canada ou toute division du ministère de la Défense nationale et tout principal ou tout instituteur en titre des écoles primaires et secondaires dans la province d'Ontario concernant la réglementation, l'autorisation ou la limitation du nombre des cadets à l'égard desquels une allocation a été versée dans la province d'Ontario.

175c. Copie de toutes ordonnances et instructions publiées par le ministère de la Défense nationale, depuis le 1er juillet 1946, régissant, autorisant ou limitant l'instruction, et le nombre de ceux qui peuvent la subir, par postes de commandement, districts ou régions militaires, dans les diverses provinces, des cadets appartenant au Corps de cadets de la marine royale canadienne, au Corps de cadets de l'armée royale canadienne et aux Escadrilles de cadets d'aviation royale canadienne.

175d. Copie d'une ordonnance du ministère de la Défense nationale, entrant en vigueur le 31 mars prochain, abolissant ou éliminant l'entraînement des cadets pour les moins de quatorze ans dans les écoles publiques et secondaires et le transférant des commissions scolaires à des organismes de cadets ailleurs, y compris tous rapports des fonctionnaires à ce sujet et toute autre correspondance.

175e. Etat montrant:—

1. Quel était, en 1946, pour chaque province, le nombre des cadets a) de l'armée, b) de la marine, c) de l'aviation?

2. Combien a coûté, en 1946, pour chaque province, l'entraînement des cadets de l'armée?

3. Quelle somme est versée pour chaque cadet de l'armée et à quel titre?

4. Pour recruter les cadets de l'armée, demande-t-on le consentement a) des parents, b) des enfants, c) d'autres personnes?

5. L'usage de la langue française et de la langue anglaise est-il facultatif pour l'entraînement des cadets a) de l'armée, b) de la marine, c) de l'aviation?

6. Qui décide si l'entraînement se fera en anglais ou en français?

7. En quoi consiste le programme de l'entraînement des cadets de l'armée?

176. Etat montrant:—

1. Sur quelle base les compagnies privées d'aviation sont-elles censées calculer les frais de transport de marchandises: d'après le poids et le parcours, le poids et le temps, ou de quelle autre façon?
2. Lorsqu'il s'agit de voyageurs, le tarif doit-il être calculé sur le temps, le parcours ou de quelque autre façon?
3. Quels tarifs les *Canadian Pacific Airlines* demandent-elles sur leurs routes au Manitoba et en Saskatchewan?
4. Y a-t-il des charges supplémentaires pour atterrir ou pour d'autres item?

177. Etat montrant:—

1. Quel était le montant total, en dollars, *a)* des exportations, *b)* des importations, à destination et en provenance de tous les pays, au cours de chacune des années 1936, 1937 et 1939?
2. Quel était le montant total, en dollars, *a)* des exportations, *b)* des importations, à destination et en provenance de tous les pays, au cours de chaque année, de 1939 à 1945 inclusivement?
3. Quel était le montant total, en dollars, *a)* des exportations, *b)* des importations, à destination et en provenance de tous les pays, au cours de l'année 1946?
4. Quelle en était la quantité, à destination et en provenance de chaque pays, au cours de chaque année ci-haut mentionnée?

177a. Etat montrant:—Copie de chaque accord sur l'exportation de produits agricoles conclu avec le Royaume-Uni de 1939 au 31 janvier 1947.

178. Etat montrant:—

1. Le gouvernement fait-il de la réclame sur les attraits touristiques du Canada aux Etats-Unis, dans les pays de l'Amérique du Sud et de l'Europe et au Canada?
2. De quelles revues et de quels périodiques et journaux s'est-on servi à cette fin dans chaque pays; quelle somme a-t-on dépensée dans chacun en 1946 et quelle est la somme estimative qui sera dépensée à cette fin en 1947?
3. Fait-on usage de films?
4. Dans l'affirmative, *a)* combien de films divers a-t-on montrés en 1946; *b)* dans quelles provinces avaient-ils été filmés; *c)* quel était le titre de chacun; *d)* quel était le coût de chacun; *e)* dans quels pays les a-t-on montrés et combien de fois dans chaque pays; *f)* quel était le montant total dépensé à l'égard de ces films en 1946; *g)* quelle est la somme estimative qui sera dépensée à l'égard des films en 1947?
5. A quels autres moyens a-t-on recours pour augmenter l'industrie touristique?
6. De quelles agences de publicité s'est-on servi; où sont-elles situées et quelle somme de publicité chacune a-t-elle reçue?
7. Combien de personnes employait-on au bureau du Tourisme à Ottawa en 1946?
8. Y a-t-on augmenté le personnel en 1947? Dans l'affirmative, de combien?
9. Qui est le chef actuel du bureau du Tourisme; quelles sont ses fonctions et depuis combien de temps a-t-il été employé à ce titre?
10. Quelle était pour le Canada, en dollars et centimes, la valeur estimative de l'industrie touristique en 1937, 1938, 1945 et 1946?
11. Le gouvernement collabore-t-il avec les provinces en vue d'encourager le tourisme? Dans l'affirmative, de quelle façon?
12. Le gouvernement a-t-il contribué à la construction de routes dans quelque province en vue d'encourager l'industrie touristique? Dans l'affirmative, à l'égard de quelle province et pour quelle somme à l'égard de chacune?

13. Les commissaires du commerce dans quelque pays facilitent-ils notre industrie touristique? Dans l'affirmative, de quelle façon?

14. Combien de demandes de renseignements d'ordre touristique a-t-on reçues de chaque pays étranger en 1947 et jusqu'au 15 février en 1947?

178a. Etat montrant:—

1. Le gouvernement a-t-il aidé à la construction de routes publiques dans quelque province en vue d'encourager l'industrie du tourisme, depuis 1940 jusqu'à date?

2. Dans l'affirmative, dans quelles provinces et quelle somme a été versée à chacune?

179. Copie de toute correspondance entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des Indes ou le pandit Nehru concernant l'incapacité légale et le statut des Indiens au Canada.

179a. Etat montrant:—

1. Le gouvernement reconnaît-il le Congrès pan-indien de Nehru, devant la gravité de la guerre civile régnant dans ce pays?

2. Quelle représentation diplomatique et commerciale du gouvernement avons-nous actuellement aux Indes, et quel en est le coût?

180. Etat montrant:—Au cours de l'année civile 1946, quelles sommes d'argent ont été dépensées par le gouvernement fédéral, a) pour l'expertise et l'étude, b) pour la construction, à l'égard des projets d'irrigation (1) de la rivière St. Mary's, (2) de Red River et (3) de la South-Saskatchewan?

181. Etat montrant:—

1. Combien emploie-t-on de personnes dans les chantiers civils et militaires de construction de navires à Esquimalt, Colombie-Britannique?

2. Combien de ces personnes sont payées suivant les salaires du service civil et combien le sont aux salaires régnants?

3. Aux employés payés aux salaires régnants dans les chantiers de construction de navires à Esquimalt a-t-on accordé: a) l'augmentation générale de salaire de quinze cents octroyé dans les chantiers de construction maritime sur la côte de l'Ouest depuis le 1er août 1946, b) la semaine de quarante heures octroyée aux ouvriers de ces chantiers à la même date?

4. Sinon, la question est-elle à l'étude?

183. Etat montrant:—

1. Est-ce que le gouvernement a octroyé des contrats à des compagnies de construction navale au Canada, cette année, pour la construction de navires destinés à être exploités par le gouvernement ou l'un de ses ministères?

2. Dans l'affirmative, quelles compagnies ont obtenu ces contrats, quelle est la grosseur des navires sous construction et à quelles fins serviront-ils?

3. Est-ce que le gouvernement a pris des mesures en vue de faire un appel de soumissions pour la construction d'autres navires cette année?

4. Dans l'affirmative, pour des navires de quelle grosseur et devant servir à quelle fin?

5. Est-ce que le gouvernement remplace, cette année, quelques navires déclassés dont il est le propriétaire?

6. Dans l'affirmative, quels navires déclassés seront remplacés et où sont-ils enregistrés?

183a. Etat montrant:—

1. Le gouvernement et les compagnies de l'Etat ont-ils accordé des commandes en dehors de ce pays pour la construction de navires, depuis la fin de la guerre?

2. Dans l'affirmative, combien; où ont-elles été accordées; et pour des navires de quel genre et de quelle grandeur?

3. Le gouvernement a-t-il une liste des contrats accordés par des compagnies particulières canadiennes pour la construction de navires en dehors de ce pays depuis la fin de la guerre?

4. Dans l'affirmative, combien de commandes ont été accordées; à quelles compagnies; pour quels genres de navires; quelles compagnies les ont accordées et combien ont été livrées?

184. Etat montrant:—Est-ce que le Canada supporte les dépenses relatives au rapatriement des Canadiens des prisons et des camps de concentration du Japon, y compris les frais de transport?

184a. Etat montrant:—Qu'en a-t-il coûté au Canada pour rapatrier les civils canadiens des prisons et des camps de concentration du Japon?

184b. Etat montrant:—Copie de toute correspondance et de tous télégrammes et autres documents adressés au ministre des Pêcheries, ou à l'un de ses fonctionnaires, par des particuliers, des compagnies ou leurs représentants, des délégués de tout groupement ou de tout gouvernement provincial, en faveur de tout Japonais, en vue de lui octroyer des permis pour s'adonner à l'industrie de la pêche dans les eaux avoisinant le littoral de la Colombie-Britannique.

185. Etat montrant:—

1. Quels ministres de la Couronne ont fait changer, transformer, remeubler ou décorer de nouveau leurs bureaux, pour leur propre usage ou pour celui de leur personnel au cours de l'année 1946?

2. Quel est, dans chaque cas, le coût total de ces changements, transformations, de ce nouvel ameublement ou de cette nouvelle décoration?

185a. Etat montrant:—

1. Depuis le 1er janvier 1946, quels ministres de la Couronne ont entrepris des voyages en dehors du Canada en rapport avec les affaires de l'Etat?

2. De qui était accompagné chacun de ces ministres?

3. Quel était, en détail, le but de chacun de ces voyages?

4. Quelles étaient les dates de départ et de retour pour chacun de ces voyages?

5. Qu'a-t-on achevé au cours de chacun de ces voyages?

6. Quel était le montant total payé a) à chaque ministre, b) à chaque fonctionnaire l'accompagnant, en frais de voyage ou autres à l'égard de chacun de ces voyages?

186. Etat montrant:—

1. Le gouvernement a-t-il reçu des représentations de la part des pompiers canadiens ayant servi outre-mer, ou en leur nom, demandant que l'on examine de nouveau leur situation relativement aux allocations d'anciens combattants, à la médaille canadienne de service volontaire, à la préférence dans le service civil et à d'autres sujets?

2. A-t-on examiné ces représentations et où en est-on rendu actuellement dans l'étude de ces questions?

186a. Etat montrant:—

1. A-t-on pris quelque mesure, depuis la dernière session, afin de donner suite aux recommandations du comité des Affaires des anciens combattants demandant la reconnaissance entière et un statut légal pour les pompiers qui, au cours de la dernière guerre, se sont enrôlés pour le service actif dans les forces armées d'outre-mer?

2. Quelle mesure, le cas échéant, le gouvernement a-t-il adoptée à cet égard pour 1947?

186b. Etat montrant:—

1. A-t-on pris quelque mesure, depuis la dernière session, en vue d'accorder la Médaille des volontaires aux membres du Corps des pompiers canadiens outre-mer?

2. A-t-on pris d'autres mesures en vue de leur accorder l'égalité de statut comme on l'a fait à ceux qui ont servi dans les forces au cours de la dernière guerre?

187. Etat montrant:—

1. Quel prix le Canada a-t-il payé au gouvernement des Etats-Unis pour les établissements militaires *a*) à Le Pas (Manitoba), *b*) à Churchill, *c*) dans l'île de Baffin et *d*) dans l'île de Southampton?

2. Combien la Corporation des biens de guerre a-t-elle réalisé sur la vente des bâtiments et du matériel à chacun des établissements précités?

188. Etat montrant:—

1. Combien de civils employés par le gouvernement ont été congédiés, dans la ville de Halifax, depuis le 1er janvier 1947 jusqu'à date: *a*) dans le service naval (à l'arsenal maritime de Sa Majesté); *b*) dans les services de l'armée; *c*) dans les services du corps d'aviation royal canadien; *d*) au ministère des Affaires des anciens combattants (à l'hôpital de Camp Hill)?

2. Quelle était la raison de ces renvois?

3. A-t-on pris des mesures semblables dans les autres districts militaires dans tout le Canada?

188a. Etat montrant:—Copie de toute correspondance échangée, depuis le 15 janvier 1947 jusqu'à date, entre le ministre de la Défense nationale ou les fonctionnaires de ce ministère et toute autre personne, relativement au projet de congédiement des employés civils de l'arsenal maritime de Sa Majesté à Halifax.

189. Etat montrant:—

1. Le tarif de préférence britannique à l'égard du sucre des Antilles anglaises est-il encore en vigueur?

2. Sinon, quand a-t-il été aboli ou suspendu?

3. A-t-il été aboli ou suspendu avec l'approbation et le consentement des Antilles anglaises ou à la suite d'entente spéciale avec le gouvernement du Royaume-Uni?

4. A-t-on fixé une date pour la restauration de ce tarif de préférence?

189a. Etat montrant:—

1. Au cours de chaque année, de 1941 à 1947 inclusivement, quel a été: (i) le coût moyen, par cent livres, payé pour le contrôle du sucre ou par le régisseur du sucre, pour le sucre brut, f. à b. *a*) à Cuba, *b*) à Saint-Domingue, *c*) dans les Antilles anglaises, *d*) dans les autres possessions britanniques; (ii) le coût de ce sucre déchargé dans le port de Saint-Jean, Montréal et Vancouver?

2. Quel était le coût du transport, par cent livres, au cours de chacune des années, *a*) de Cuba, *b*) de Saint-Domingue, *c*) des Antilles anglaises, *d*) des autres possessions britanniques, à chacun des ports ci-haut mentionnés?

3. Quel prix a été payé, par cent livres, f. à b., pour le sucre brut provenant de chacun des endroits suivants: a) Cuba, b) Saint-Domingue, c) les Antilles anglaises, d) les autres possessions britanniques, au cours du premier semestre de l'année 1946?

4. Le prix demandé au cours du quatrième trimestre de 1946 pour le sucre brut de Cuba et de Saint-Domingue sera-t-il le prix minimum à l'égard du sucre de la récolte de 1947? Si le prix n'en a pas encore été établi, quel sera le prix estimatif pour 1947?

189b. Etat montrant:—

1. Le régisseur du sucre, dans son compte de profits et pertes à l'égard des transactions de sucre, a-t-il indiqué la perte de revenu que le Trésor fédéral a subie par suite de l'exemption de droit à l'égard du sucre brut et des réductions de la taxe d'accise sur le sucre?

2. En comprenant les droits statutaires du tarif général et l'acompte alloué aux raffineries, mais en excluant la taxe d'accise, quel serait le coût du sucre raffiné à Montréal, s'il s'agissait de sucre cubain raffiné et livré au Canada au prix courant?

3. Le gouvernement a-t-il envisagé la restauration des droits de douanes statutaires sur le sucre brut importé?

189c. Etat montrant:—

1. Quel était le montant total de l'impôt exigé par l'administration du sucre en remplacement des droits, depuis le 1er avril 1942?

2. Quel est le montant total que le Trésor fédéral a perdu par suite de la réduction de la taxe d'accise a) sur le sucre de canne, b) sur le sucre de betterave raffiné?

3. Quel bénéfice ou quelle perte enregistre le régisseur du sucre pour l'année finissant le 31 août 1946 et les quatre mois se terminant le 31 décembre 1946?

189d. Etat montrant:—

1. De quels pays a-t-on importé du sucre brut de canne au Canada au cours de la période du 1er septembre 1945 au 31 août 1946?

2. Combien de livres de sucre brut de canne à 96° a-t-on importées au Canada de chacun de ces pays au cours de la période du 1er septembre 1945 au 31 août 1946 inclusivement?

189e. Etat montrant:—

1. Le gouvernement a) contrôle-t-il ou vérifie-t-il le pesage des betteraves à sucre; b) contrôle-t-il le poids total des betteraves achetées des producteurs par rapport à la quantité totale raffinée?

2. Le gouvernement exerce-t-il quelque contrôle en vue de constater si la quantité totale de sucre raffiné est la même que celle pour laquelle ont été payés les producteurs qui concluent des marchés de vente avec les raffineurs sur la base de la teneur en sucre et de la quantité des betteraves? Dans l'affirmative, à l'égard de quelles années a-t-on effectué ce contrôle?

190i Copie de tous télégrammes, lettres ou autres communications, datés depuis le 1er janvier 1944, échangés entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de quelques provinces, concernant la modification de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord.

191. Etat montrant:—

1. Mlle Freda Linton était-elle à l'emploi de l'Office national du film?

2. Dans l'affirmative, quand y était-elle employée, à quel titre et à quel traitement?

3. Quand a-t-on mis fin à ses services et pour quelle raison?
4. Est-elle la même Freda Linton dont il a été fait mention dans le rapport de la Commission royale d'enquête sur l'espionnage?
5. Est-ce que le gouvernement ou la Royale gendarmerie à cheval du Canada est au courant de l'endroit où elle se trouve actuellement?
6. Songe-t-on à tenter des procédures à son égard, y compris des procédures d'extradition?

192. Copie de tous contrats ou accords conclus par le gouvernement, ou l'un de ses ministères ou organismes, et la *Consolidated Mining and Smelting Company, Limited*, de 1939 jusqu'à date, e n rapport avec la construction, les opérations ou la disposition de l'*Alberta Nitrogen Products Company* et des entreprises n^{os} 7 et 8, de 1939 jusqu'à date, dont il est fait mention dans le document parlementaire n^o 360, déposé le 28 mai 1943.

193. Etat montrant:—

1. Combien de bois de différentes espèces ou catégories a été acheté par ou pour un organisme fédéral quelconque de logement, au cours de chaque mois en 1946, dans chacun des comtés fédéraux de Pontiac et de Nipissing?
2. Quels ont été les prix payés et par l'intermédiaire de quels distributeurs a-t-on passé pour ces différents marchés de bois?
3. Quelle portion de ces achats a été: a) au prix de détail, ou moins; b) au prix de gros réglementaire, ou moins; c) au-dessus des prix fixés?

193a. Etat montrant les prix comparatifs du bois de construction, gros et détail, pour Regina, Saskatchewan, de 1939 à 1947.

194. Etat montrant:—

1. John Grierson, ancien commissaire de l'Office national du film, est-il citoyen canadien?
2. A-t-il droit d'entrée et de résidence au Canada?
3. Le gouvernement a-t-il quelques renseignements concernant le refus des autorités des Etats-Unis de lui accorder un visa de résidence aux Etats-Unis sous le régime de contingentement, et concernant les raisons de ce refus?
4. Ces raisons affecteraient-elles son droit d'entrée ou de résidence au Canada ou son droit d'en sortir?

195. Etat montrant:—

1. Le gouvernement fédéral pourvoit-il seul aux dépenses d'entretien de l'ensemble du canal Trent et du canal Rideau?
2. Le gouvernement fait-il de la réclame à l'égard de ces voies navigables auprès des touristes du Canada et des Etats-Unis, amateurs de croisières?
3. Quels magazines, périodiques ou brochures ont été utilisés à cette fin en 1946, et quelle est la somme estimative que l'on dépensera en 1947?
4. Se sert-on des pellicules cinématographiques?
5. Si on a fait des films, peuvent-ils être utilisés aux réunions des yacht-clubs dans cette partie des Etats-Unis et du Canada en bordure des Grands Lacs?

196. Etat montrant:—

1. Quel a été le coût de l'aéroport de S.-Honoré, comté de Chicoutimi (P.Q.), y compris les bâtisses, terrains d'atterrissage, etc., construit par le gouvernement fédéral lors de la dernière guerre?
2. Cet aéroport a-t-il été déclaré bien de surplus?
3. Dans l'affirmative, le gouvernement en a-t-il disposé?
4. En faveur de qui?

5. A quel prix?

6. Des soumissions ont-elles été demandées à cette fin?

7. Dans l'affirmative, a) quels étaient les noms des soumissionnaires et b) quel était le montant de chaque soumission?

196a. Etat montrant:—Copie de tous télégrammes, lettres, mémoire et autres communications échangés, depuis le 1er janvier 1946, entre le ministère de la Reconstruction et toutes personnes ou associations, relativement à l'École d'aviation militaire n° 10 et aux terrains d'atterrissage de secours à Dauphin (Man.).

196b. Etat montrant:—

1. L'aéroport, à Virden, Manitoba, a-t-il été vendu?

2. Dans l'affirmative, à qui et à quelle date?

3. Quel était le coût initial de construction des édifices à cet aéroport?

4. Quelle somme a-t-on reçue pour ces édifices?

5. A-t-on offert quelqu'un de ces bâtiments a) au gouvernement du Manitoba, b) à la ville de Virden?

197. Etat montrant:—

1. Combien de personnes au Canada étaient propriétaires de leur propre entreprise au cours des années 1930, 1935, 1940 et 1945?

2. Combien de personnes au Canada, en dehors du service civil ou d'autres organismes du gouvernement, étaient des salariés, en 1930, 1935, 1940 et 1945?

3. Combien de fonctionnaires civils y avait-il à l'emploi de tous les gouvernements au Canada en 1930, 1935, 1940 et 1945?

4. Combien de personnes employait la division de l'impôt du ministère du Revenu national en 1930, 1935, 1940 et 1945?

5. Quelques-uns de ces employés de la division de l'impôt sont-ils rémunérés à commission? Dans l'affirmative, quel est le taux de cette commission?

198. Etat montrant:—

1. Quel est le nom de chaque personne à l'emploi de chaque ministère du gouvernement du Canada à Dawson, Territoire du Yukon?

2. A quel titre chacune y est-elle employée et à quel traitement?

3. Quand chacune de ces personnes a-t-elle commencé à travailler à Dawson?

4. Lesquels de ces employés sont des anciens combattants des forces armées du Canada?

198a. Etat montrant:—

1. Quelles sources, au cours de chacune des années 1944-1945, 1945-1946, 1946-1947, ont si largement contribué à augmenter le revenu territorial du Territoire du Yukon que le gouvernement fédéral n'a pas eu de paiement à verser au conseil territorial?

2. Quelle a été cette augmentation au cours de chacune de ces années?

3. Quelle a été l'augmentation en provenance de chaque source au cours de chacune de ces années?

199. Etat montrant:—

1. Quelle est la valeur totale des contrats de guerre accordés par les ministères du gouvernement ou les compagnies de la Couronne au cours des années de guerre: a) dans l'Île du Prince-Edouard; b) dans la Nouvelle-Ecosse; c) au Nouveau-Brunswick; d) dans Québec; e) dans Ontario; f) au Manitoba; g) en Saskatchewan; h) en Alberta et i) dans la Colombie-Britannique?

2. Quelles sommes ont été dépensées par la *Wartime Housing Limited* et combien de logements ont été construits: a) dans l'Île du Prince-Edouard; b) dans la Nouvelle-Ecosse; c) dans le Nouveau-Brunswick; d) dans Québec; e) dans l'Ontario; f) dans le Manitoba; g) dans la Saskatchewan; h) en Alberta et i) dans la Colombie-Britannique?

200. Etat montrant:—

1. Au cours de la période écoulée du 1er janvier 1940 au 31 décembre 1946, à combien a) de membres des trois armes et de la marine marchande, b) d'anciens combattants des trois armes a-t-on envoyé les cours par correspondance du service scolaire de la Légion canadienne?

2. Au cours de janvier 1947, combien de demandes a-t-on reçues de la part a) de membres des forces armées, b) d'anciens combattants pour des cours du service scolaire de la Légion canadienne?

3. Au cours de janvier 1947, combien d'étudiants étaient considérés comme laborieux par les professeurs du cours de correspondance et de ce nombre, combien étaient a) des membres des services armés, b) des anciens combattants?

4. Quelles mesures, le cas échéant, sont à l'étude en vue de maintenir ces cours par correspondance à la disposition des services armés?

201. Etat montrant:—

1. Combien de ciné-projecteurs de 16 mm. sont en la possession du ministère de la Défense nationale?

2. Combien d'autres ont été déclarés de surplus par l'armée, la marine et l'aviation?

3. De combien la Corporation des biens de guerre a-t-elle disposé?

4. Combien ont été vendus ou aliénés de quelque autre façon à des groupes ou des institutions d'enseignement?

5. En a-t-on détruit quelques-uns? Dans l'affirmative, combien?

202. Etat montrant:—

1. Par province, combien y a-t-il de médecins au Canada?

2. Combien y avait-il d'étudiants en médecine inscrits dans les universités canadiennes le 31 décembre 1946?

3. Combien de médecins ont quitté le Canada au cours de 1945 et de 1946 en vue d'établir résidence ailleurs?

4. Est-ce que, sous l'empire des règlements actuels de l'immigration, les médecins sont considérés comme des personnes pouvant être admises au pays?

5. Depuis le 1er janvier 1940, combien de médecins ont demandé la permission de s'adonner à la pratique de leur profession mais ne l'ont pas encore obtenue?

203. Etat montrant:—

1. Avec quels pays a-t-on conclu des ententes commerciales stipulant que les boissons alcooliques, le vin et la bière étaient des articles a) d'exportation, b) d'importation?

2. Quelle quantité en a-t-on a) importé, b) exporté, en vertu de ces ententes?

3. Quels étaient les règlements édictés en temps de guerre relativement aux restrictions de fabrication et de vente de ces boissons?

4. Quand a-t-on mitigé l'application de ces règlements?

5. Quand a-t-on abrogé ces règlements?

6. Quel a été le résultat des règlements en temps de guerre relativement à la quantité des matières premières servant dans la production a) des boissons alcooliques, b) du vin, c) de la bière?

7. Quels changements les règlements en temps de guerre ont-ils apportés à la teneur en alcool a) des boissons alcooliques, b) du vin, et c) à l'alcoolisation de la bière?

203a. Etat montrant:—

1. Au cours de l'année 1939 et de chaque année subséquente pour laquelle on possède une statistique, quelles substances pouvant être utilisées dans les denrées alimentaires ont été affectées a) aux distilleries, b) aux brasseries, c) aux fabriques de vin, ou ont été utilisées par celles-ci, et en quelles quantités?

2. Quelle a été l'efficacité des règlements de temps de guerre, édictés le 16 décembre 1942, dont le but avoué était de diminuer la quantité des boissons alcooliques; spiritueux, bière et vin, consommées au Canada?

204. Etat montrant:—

1. Au cours de l'année civile 1946, quelle a été la somme des exportations de papier-journal provenant a) du Canada, b) de la province de la Colombie-Britannique?

2. Quelle quantité de papier-journal, en provenance a) du Canada, b) de la Colombie-Britannique, a été exportée aux Etats-Unis au cours de l'année civile 1946?

3. Le papier-journal est-il soumis au rationnement aux Etats-Unis?

204a. Etat montrant:—

1. Quelle a été la production totale de papier-journal au Canada au cours de chaque année, de 1939 à 1946 inclusivement?

2. Quelle a été la quantité de papier-journal exportée au Royaume-Uni au cours de chaque année, de 1939 à 1946 inclusivement?

3. Le Royaume-Uni a-t-il obtenu tout le papier-journal qu'il réclamait pour son commerce?

4. Y a-t-il encore des commandes de papier-journal de la part du Royaume-Uni, qui n'ont pas encore été remplies?

205. Etat montrant:—

1. Combien a-t-on produit de livres de nickel au Canada au cours de chaque année, de 1938 à 1946 inclusivement?

2. Quelle a été la quantité de nickel exportée au cours de chacune des années susdites et à quel pays a-t-on fait ces exportations?

3. Quelle était la valeur du nickel produit au Canada au cours de chaque année, de 1938 à 1946 inclusivement?

4. Quelle était la proportion entre la production canadienne et la production mondiale du nickel à l'égard de chacune des années ci-haut mentionnées?

206. Etat montrant:—Copie de toutes lettres ou autres communications, datées depuis le 1er janvier 1945, échangées entre le Premier Ministre ou tout membre de son personnel, le ministre des Travaux publics ou tout fonctionnaire de son ministère, y compris M. Jacques Greber, le ministre des Finances ou tout fonctionnaire de son ministère, et les maires ou tous fonctionnaires des villes d'Ottawa et de Hull, concernant l'embellissement et le développement de la capitale nationale.

206a. Etat montrant:—

1. Quelle est la superficie carrée de l'espace de bureau qu'occupent Jacques Greber et son personnel?

2. Où est situé ce bureau?

3. Combien en coûte-t-il par année au gouvernement pour cet espace?

206b. Etat montrant:—

1. Quelles sont les relations entre Jacques Greber et le gouvernement fédéral à l'égard de la Commission du district fédéral de la Capitale nationale ou de la région fédérale?

2. Au cours de chacune des cinq dernières années, quel traitement a été payé à M. Greber par le gouvernement fédéral ou par l'entremise de l'un quelconque de ses organismes?

3. Quels frais de dépenses a-t-il reçus?

4. Quelles sont les conditions de son emploi?

5. Quelles autres personnes, qui ne sont pas des fonctionnaires civils permanents, sont engagées, à titre technique ou consultatif, par le gouvernement, ou l'un quelconque de ses organismes, pour travailler sur quelque projet de la région fédérale?

6. Quels traitements et frais de dépenses ont été payés à chacune de ces personnes au cours des cinq dernières années?

207. Rapport générale sur le fonctionnement du bureau du Séquestre sous l'empire des règlements révisés relatifs au commerce avec l'ennemi (1943).— Arrêté en conseil C.P. 8526.

207a. Rapport des auditeurs qui ont fait l'examen des livres du Séquestre (1939) et du Séquestre (Traité de Paix, 1920), par MM. *Price, Waterhouse and Company*, experts comptables brevetés, Montréal, en date du 21 août 1946.

207b. Rapport de l'examen des comptes de la division des biens ennemis, bureau de Vancouver, pour la période du 11 décembre 1941 au 31 décembre 1946, par MM. *Price, Waterhouse and Company*, experts comptables brevetés, Montréal, en date du 25 février 1947.

207c. Rapport de l'examen des livres de comptes et des autres documents en possession de la division des évacués du bureau du Séquestre, localisée à Vancouver, (C.-B.), par *P. S. Ross and Sons*, experts comptables brevetés, Montréal, en date du 20 octobre 1943.

208. Etat montrant:—Quels sont les noms de ceux qui ont fait des représentations collectives ou particulières au gouvernement en faveur des accusés dans l'enquête d'espionnage Gouzenko?

208a. Etat montrant:—

1. Combien a-t-on imprimé d'exemplaires du rapport de la commission royale chargée de faire enquête sur les faits concernant la divulgation de renseignements confidentiels aux agents d'une puissance étrangère?

2. Combien en a-t-on distribué d'exemplaires?

3. Combien en reste-t-il d'exemplaires en la possession de l'Imprimeur du Roi ou de tout ministère du gouvernement?

208b. Etat montrant:—

1. Combien a-t-on a) imprimé, b) distribué d'exemplaires du rapport de la commission royale d'enquête sur l'espionnage?

2. Combien a-t-on distribué d'exemplaires de ce rapport à d'autres pays?

3. Quel a été le coût total de l'impression et de la distribution de ce rapport?

208c. Etat montrant:—

1. A quelle date E. K. Williams, de Winnipeg, a-t-il été nommé conseiller juridique de la commission d'enquête sur l'espionnage?

2. Sur quelle base a-t-on calculé sa rémunération?

3. Le rapport de M. Williams sera-t-il rendu public et quand?

4. Est-ce qu'un membre du personnel du ministère des Affaires extérieures assistait aux séances de la Commission d'enquête sur l'espionnage? Dans l'affirmative, qui et à quel titre?

5. Le ministère des Affaires extérieures a-t-il aidé à la préparation de quelque partie du rapport sur l'espionnage? Dans l'affirmative, de quelle partie?

6. Sur l'autorité de qui a-t-on permis la publication et la distribution du rapport de la Commission d'enquête sur l'espionnage avant le procès de ceux qui y étaient l'objet d'accusations?

7. Combien d'exemplaires du rapport a-t-on publiés, jusqu'à date, a) en anglais, b) en français?

8. Combien en a-t-il été distribué d'exemplaires, a) au Canada, b) en dehors du Canada?

9. At-on étudié l'à-propos de retirer le rapport de la circulation, vu l'acquiescement de plusieurs personnes qui y étaient mentionnées?

208d. Etat montrant:—Copie de toute correspondance échangée entre Fred Rose et le ministère ou le ministre de la Justice depuis le 31 octobre 1946.

209. Etat montrant:—

1. Quel était, pour chacune des années suivantes: 1938, 1939, 1944, 1945 et 1946, le revenu net, par homme, des pilotes dans les districts suivants: Halifax, Sydney, Saint-Jean, Québec, Montréal et en Colombie-Britannique?

2. Quel était le nombre total de pilotes dans chaque district au cours de ces années?

210. Etat montrant:—

1. Combien de wagons à marchandises a-t-on exportés du Canada au cours de 1946?

2. A quels pays les a-t-on vendus?

3. Y a-t-il actuellement des wagons à marchandises du Canada qui sont loués à des chemins de fer américains?

211. Etat montrant:—

1. Quel est le traitement annuel actuel de chaque officier d'immigration et officier de douanes du Canada en service sur les trains qui entrent au Canada à Windsor et à Sarnia (Ontario)?

2. Quel était le traitement des officiers accomplissant le même travail au cours des années 1930, 1939 et 1946?

3. Quel est le nombre d'heures de travail, par homme et par semaine, à l'égard de chacun de ces officiers?

4. Quelles sont les qualifications nécessaires et les anciens combattants jouissent-ils actuellement de la préférence?

5. A-t-on nommé à Sarnia des personnes qui n'étaient pas des anciens combattants?

6. Dans l'affirmative, quand, qui sont-elles et quels sont leurs traitements respectifs?

7. Des positions temporaires sont-elles actuellement occupées par des personnes qui ne sont pas des anciens combattants?

8. Quel est le traitement annuel actuellement payé à ceux qui entrent dans le service a) de la douane, b) de l'immigration à Windsor et à Sarnia?

9. Combien y a-t-il de catégories d'employés dans chaque service à chaque port et quel est le traitement annuel à l'égard de chaque catégorie?

10. Quel est le salaire minimum et maximum pour chaque catégorie?

11. Une demande de revision et de hausse de traitement a-t-elle été faite par ces officiers, ou en leur nom? Dans l'affirmative, qu'a-t-on fait à ce sujet?

212. Etat montrant:—

1. Quels sont les noms des bureaux d'avocats et des procureurs, dans la province du Manitoba, a) qui reçoivent des honoraires du gouvernement du Dominion, ou de l'une de ses commissions, depuis le 1er janvier 1945 jusqu'à date, b) à qui des honoraires sont encore dus et payables?

2. Quels montants ont été payés à chacun d'entre eux, en quelle année et pour quels services?

3. Quelles sommes sont encore dues à chacun et pour quels services?

4. Quels sont les noms des bureaux d'avocats et des procureurs actuellement au service du gouvernement du Dominion, ou de l'une de ses commissions, dans la province du Manitoba?

212a. Etat montrant:—

1. Quels sont les noms des bureaux d'avocats et des procureurs, dans le comté de Hastings, a) qui ont reçu des honoraires du gouvernement fédéral ou de l'une quelconque de ses commissions, du 1er janvier 1945 jusqu'à date, b) à qui des honoraires sont encore dus et payables?

2. Quelles sommes ont été versées à chacun d'entre eux, en quelle année et pour quels services?

3. Quelles sommes sont encore dues à chacun et pour quels services?

4. Quels sont les noms des bureaux d'avocats et des procureurs actuellement employés par le gouvernement fédéral ou l'une quelconque de ces commissions dans le comté de Hastings?

212b. Etat montrant:—

1. Quels sont les noms des bureaux d'avocats et des procureurs, dans la province du Manitoba, a) qui reçoivent des honoraires du gouvernement du Dominion, ou de l'une de ses commissions, depuis le 1er janvier 1945 jusqu'à date, b) à qui des honoraires sont encore dus et payables?

2. Quels montants ont été payés à chacun d'entre eux, en quelle année et pour quels services?

3. Quelles sommes sont encore dues à chacun et pour quels services?

4. Quels sont les noms des bureaux d'avocats et des procureurs actuellement au service du gouvernement du Dominion, ou de l'une de ses commissions, dans la province du Manitoba?

212c. Etat montrant:—Quels sont les montants qui ont été payés à M. Fernand Choquette, C.R., avocat au Barreau de Québec, à titre d'agent des différents ministères du gouvernement pour chacune des années, de 1939 à 1947 inclusivement?

213. Etat montrant:—

1. La *Consolidated Mining and Smelting Company* a-t-elle cessé la production du mercure?

2. Le gouvernement canadien achète-t-il actuellement du mercure?

3. Quelle quantité de mercure, et à quel prix, le gouvernement canadien a-t-il achetée au cours des années 1940-1946?

4. Avant la dernière guerre, le Canada a-t-il acheté quelque quantité de mercure d'un cartel en Espagne?

5. Les producteurs espagnols ont-ils refusé de fournir du mercure au Canada après l'ouverture des hostilités?

6. Ont-ils exporté du mercure en Allemagne?

7. Le Canada achète-t-il de nouveau du mercure de l'Espagne?

8. Quel est, à l'heure actuelle, le prix d'achat payé aux producteurs espagnols?

9. Les propriétaires de la mine actuellement fermée du Lac Pinchi, au Canada, sont-ils prêts à vendre leurs stocks accumulés à ce prix?

10. Quel est le principal usage du mercure en temps de paix?

11. Est-ce que tout le mercure qui entre au Canada, en provenance des Etats-Unis, est produit dans ce dernier pays?

12. Sinon, où est produit ce mercure?

13. Des Canadiens, ou des corporations canadiennes, ont-ils des intérêts dans le cartel espagnol qui vend du mercure au Canada?

14. Combien embauchait-on habituellement d'hommes, au cours de la guerre, dans la mine du Lac Pinchi en vue de la production du mercure?

214. Etat montrant:—

1. Le gouvernement a-t-il exproprié ou acheté le quartier connu sous le nom de "Réserve" à Meteghan Wharf, dans le canton de Clare, en Nouvelle-Ecosse?

2. Dans l'affirmative, de qui; quels montants a-t-il versés en dédommagement ou en frais et à qui?

3. A qui le gouvernement a-t-il vendu ou loué cette propriété et à quel prix ou pour quel montant?

4. Le terrain sert-il encore aux fins pour lesquelles il a été acheté? Sinon, la Couronne le gardera-t-elle et le mettra-t-elle à la disposition de ses anciens propriétaires ou locataires?

215. Copie de la correspondance échangée entre M. F. P. Varcoe, sous-ministre de la Justice, M. John J. Robinette, écuyer, c.r., et l'honorable Leslie Blackwell, c.r., procureur général de l'Ontario, dans l'affaire: Le Roi vs Pochon, French et Pregel relativement à des accusations d'entente délictueuse en vue de frauder l'*Eldorado Gold Mines Limited*.

215a. Lettre de M. James H. Tully, de la ville de New-York (E.-U.), dans l'affaire: *Eldorado Mining and Refining (1944) Limited vs Boris Pregel, Carl B. French, Canadian Radium & Uranium Corporation et l'International Rare Metals Refinery Inc.*, au sujet de certaines accusations de complot de fraude à l'égard de l'*Eldorado Gold Mines Limited*.

216. Etat montrant:—

1. A-t-on vendu la compagnie *Canadian Limited*?

2. Dans l'affirmative, quel en a été l'acheteur, à quel prix et à quelles conditions?

3. Quand *Canadair* a-t-elle commencé la fabrication ou le montage des avions?

4. Combien y a-t-on construit d'avions, en donnant le nom et le modèle de chacun, chaque mois, depuis le commencement des opérations de fabrication?

216a. Etat montrant:—Copie du bilan de *Canadair Limited*, dont il est fait mention au paragraphe c, page 1586 des Débats du 20 mars 1947.

216b. Documents relatifs à la vente de certaines propriétés à *Canadair Limited*: a) Lettres, en date du 20 janvier 1947 et du 17 mars 1947, à *Electric Boat Company*, de New-York, Etats-Unis d'Amérique; b) Accord, en date du 15 septembre 1946, conclu entre Sa Majesté le Roi du Droit du Canada (agissant par l'intermédiaire de la Corporation des biens de surplus de guerre) et *Canadair Limited*; c) Accord, en date du 31 mars 1947, entre Sa Majesté le Roi du Droit du Canada et *Canadair Limited*; d) Accord, en date du 31 mars 1947, entre *Canadair Limited* et les lignes aériennes Trans-Canada.

217. Etat montrant:—

1. Au cours de l'année 1946, quel était le montant total payé pour des appels téléphoniques interurbains par chaque ministère ou organisme du gouvernement, y compris les corporations de la Couronne?

2. Quel contrôle ou surveillance existe-t-il dans chaque ministère au sujet de ces appels?

3. Au cours de l'armée 1946, quel était le montant total déboursé pour les télégrammes et les câblogrammes par chaque ministère ou organisme du gouvernement, y compris les corporations de la Couronne?

218. Etat montrant:—

1. Les parcs à bestiaux, à Churchill, sont-ils en bonne condition?
2. A-t-on aliéné aux forces américaines, au cours de la guerre, du matériel provenant de ces parcs?
3. Dans l'affirmative, à quelles conditions?
4. Le chemin de fer de la Baie d'Hudson est-il officiellement enregistré comme un réseau en construction?
5. La Commission canadienne des Transports a-t-elle compétence à l'égard des taux de transport sur le réseau du chemin de fer de la Baie d'Hudson?
6. Sinon, pour quelles raisons?
7. Le gérant général du chemin de fer de la Baie d'Hudson consacre-t-il tout son temps au service de ce réseau?
8. Combien circule-t-il de trains, par semaine, entre Le Pas et Churchill?
9. Le gouvernement a-t-il reçu des requêtes demandant la création d'une commission royale en vue de faire enquête sur tout ce qui a rapport au chemin de fer et au port?
10. Quelles mesures ont été prises à la suite de ces requêtes?

218a. Etat montrant:—

1. Au cours de l'année écoulée, quelle quantité de céréales: blé, avoine, orge, etc., a été expédiée par navire de Fort Churchill à diverses institutions?
2. Quels sont, à l'égard des diverses céréales, les taux de transport de Fort Churchill, ainsi que la tête des Lacs et de Montréal, aux endroits suivants des Provinces maritimes: Halifax, Saint-Jean et Charlottetown?
3. Pendant quelle durée de l'année Fort Churchill est-il ouvert au transport maritime et la navigation y est-elle rendue difficile à cause des glaces?
4. Les élévateurs à Halifax et à Saint-Jean pourraient-ils servir à l'entreposage des céréales secondaires destinées à la consommation domestique?
5. Les navires ou les barges utilisés sur les lacs seraient-ils propres à transporter des céréales secondaires jusqu'à Charlottetown?

218b. Etat montrant:—

1. Quelle était la valeur des importations reçues au Canada par le port de Churchill au cours de 1946?
2. Quelle quantité de blé était entreposée dans le port de Churchill le 1er avril 1947?
3. Quels navires a-t-on nolisés, au cours de 1947, pour transporter le blé du port de Churchill en Europe?
4. Au cours de l'année écoulée les commissaires canadiens du commerce ou d'autres fonctionnaires fédéraux ont-ils pris des mesures en vue d'obtenir l'envoi de cargaisons vers ce port?
5. Quelle quantité de blé estime-t-on expédier de ce port au cours de 1947?

219. Etat montrant:—

1. Combien de commissions scolaires royales ont été nommées par le gouvernement depuis le 23 octobre 1935?
2. Quels étaient les membres de chaque commission?
3. Quel était le coût total de chaque commission?

220. Etat montrant:—

1. Y a-t-il des citoyens des Etats-Unis d'Amérique qui détiennent un brevet d'officier dans la force permanente canadienne de la marine de l'armée ou de l'aviation?

2. Dans l'affirmative a) dans quelle division des services, b) quels sont leurs noms, c) quel est le grade de chacun, d) quelle est la durée de son service?

3. Ces Américains ont-ils fait une demande en vue de devenir citoyens canadiens?

4. Sinon, cela est-il nécessaire pour qu'ils demeurent dans le service?

221. Etat montrant:—

1. Le gouvernement a-t-il conclu une entente avec une société portant le nom de corps de la prévôté et chargée de fournir des gardiens pour les édifices du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, à quelles conditions le corps de la prévôté fournit-il des gardiens et sur quelle base le ministère fédéral intéressé paie-t-il la société pour son travail?

3. Quels salaires ou traitements la société verse-t-elle au Corps pour remplir les fonctions actuelles de gardien?

4. Chaque homme appartenant à ce Corps doit-il verser un droit ou dépôt d'admission et acheter son propre uniforme?

5. La société effectue-t-elle des déductions de salaires, et, dans l'affirmative, quelles sont-elles?

6. Les membres de ce Corps sont-ils assujettis à la Loi fédérale de l'assurance-chômage?

222. Etat montrant:—

1. Quelques ministères du gouvernement fédéral ont-ils versé quelques montants à des conseils d'administration d'hôpitaux ou à des municipalités afin de les aider à payer les dépenses d'agrandissement d'hôpitaux?

2. Dans l'affirmative, quelles ont été les sommes versées dans chaque cas et où est situé chaque hôpital?

222a. Etat montrant:—

1. Quel est le nombre des employés qui sont temporaires à l'Hôpital Westminster, dans le comté de Middlesex?

2. Pendant combien d'années chacune de ces personnes a-t-elle été employée temporairement?

3. Combien d'employés sont permanents?

4. Combien d'employés du gouvernement fédéral, dans le comté de Middlesex, autres que ceux de l'Hôpital Westminster, sont embauchés à titre temporaire?

5. Pendant combien d'années chacun a-t-il été employé temporairement?

6. Combien d'employés sont permanents?

223. Etat montrant:—

1. Au cours de la récente guerre, a-t-on permis l'entrée, au Canada, de périodiques ou journaux sympathiques ou favorables au communisme?

2. Au cours de la récente guerre, a-t-on permis l'entrée, au Canada, d'un périodique appelé *Narodna Volya*, publié à 524, rue Olive, Scranton, Pennsylvanie? En permet-on actuellement l'entrée?

224. Etat montrant:—

1. Quelles sommes le gouvernement a-t-il perçues en taxes à l'égard des paris mutuels aux courses de chevaux, y compris les courses de chevaux attelés, au Canada, au cours des années 1945 et 1946?

2. Quels sont les noms des pistes et des associations de courses et quelles sommes a-t-on perçues de chacune?

3. Combien en a-t-il coûté au gouvernement pour percevoir cette taxe?

4. A quelles pistes ou associations de courses le gouvernement accorde-t-il des subventions?

225. Etat montrant:—La somme totale placée dans les usines et l'outillage, depuis le 1er septembre 1939, a) des compagnies de la Couronne, b) des autres usines exploitées par le gouvernement, c) des usines d'état administrées par des intérêts privés, d) des usines appartenant à des particuliers; cet état devant mentionner le nom de chaque usine, où elle est située, le montant mis à la disposition de chacune, si ces usines ont été vendues ou si l'on en a disposé de quelque manière en faveur de qui, et à quel prix.

226. Etat montrant:—

1. Combien y a-t-il de mines d'or en production actuellement au Canada, par province?

2. Quelle est la quantité d'or produite dans chacune des provinces pour les années 1935, 1940, 1945 et 1946?

3. Quel est le coût moyen de la production d'une once d'or au Canada?

4. Quelle était la valeur, à l'once, de l'or au Canada pour les années 1930, 1935, 1940 et 1945?

5. Quel est, dans chacune des provinces, le nombre des personnes employées, soit comme mineur ou autrement, à la production de l'or, au pays?

6. Quelle est la quantité d'or que le Canada a exporté pour les années 1930, 1935, 1940 et 1945, et dans quels pays?

226a. Etat montrant:—

1. Est-ce que l'*Emerald Mine*, à Salmo (C.-B.), a été achetée par un organisme du gouvernement fédéral?

2. Dans l'affirmative, quand, de qui et à quel prix?

3. Quel a été le total des dépenses à l'égard de l'exploitation, des bâtiments, du matériel, de l'outillage, etc.?

4. Quelle était la valeur totale des produits expédiés de la mine au cours de son exploitation?

5. Quand l'exploitation a-t-elle cessé et pour quelles raisons?

6. A-t-on dressé un inventaire du matériel, des outils et des fournitures à cet endroit lorsque les travaux ont pris fin? Dans le cas de l'affirmative, quelle en était la valeur?

7. Est-ce que l'*Emerald Mine* a été vendue? Dans l'affirmative, à qui et à quel prix?

8. A-t-on dressé un inventaire du matériel, des outils et du matériel de campement à cet endroit immédiatement avant la vente? Dans l'affirmative, quelle en était la valeur?

9. Quelles ont été les dépenses totales encourues à l'égard de cet inventaire?

10. A quelles dates a-t-on dressé cet inventaire et quels sont les noms des employés qui l'ont fait?

227. Etat montrant:—

1. Combien y a-t-il de traducteurs de langues étrangères au service du gouvernement?

2. Depuis 1939, Ladislaus Biberovich a-t-il été employé à ce titre? Dans l'affirmative, quand?

228. Etat montrant:—

1. Au cours de chaque année financière, depuis 1939-1940 jusqu'à 1945-1946, combien de cultivateurs ont été assujettis à l'impôt sur le revenu?

2. Combien ont remis des rapports, dans chaque province, au cours de la période susmentionnée?

3. Quel est le montant *a)* imposé, *b)* perçu, dans chaque province, au cours de chaque année, de la période précitée?

228a. Etat montrant:—Copie des instructions adressées aux évaluateurs de l'impôt sur le revenu des agriculteurs, au cours de chacune des années financières, de 1939-40 à 1945-46.

228b. Etat montrant:—Combien de femmes mariées, dans la division de l'impôt pour Ottawa, ont payé l'impôt sur le revenu, en 1945, à l'égard du salaire seulement, (par opposition à celles qui ont payé l'impôt sur le revenu provenant de placements), et quelle était la somme globale de l'impôt sur le revenu ainsi versée?

228c. Etat montrant:—

1. Le Territoire du Yukon a-t-il abandonné au gouvernement du Canada ou à l'un de ses ministères le droit de percevoir *a)* les impôts sur le revenu, *b)* les droits successoraux?

2. Dans l'affirmative, à quelle date pour chaque cas?

3. A quelles conditions a été effectué cet abandon?

4. Le cas échéant, quelles sommes le Yukon a-t-il reçues du gouvernement du Canada en compensation de l'abandon de ces sources de revenus pour le Territoire et à quelles dates?

228d. Etat indiquant le nombre de cultivateurs ayant produit des déclarations d'impôt sur le revenu et le nombre de ceux qui ont été l'objet d'une évaluation imposable pour l'année financière 1945-46, ainsi que le nombre de cultivateurs, par province, sujets et non sujets à l'imposition, et l'objet d'une évaluation imposable, à l'égard de la même année; et aussi, le nombre de fermes au Canada suivant le recensement de 1941, ainsi que la moyenne, par province, des cultivateurs produisant des déclarations et des cultivateurs sujets à l'imposition.

228e. Etat montrant:—Au cours des années financières 1945-46 et 1946-47, à l'égard de chaque division de l'impôt et de chaque province, quel a été le coût de la perception de l'impôt sur le revenu: *a)* traitements; *b)* dépenses; *c)* frais légaux; *d)* somme totale pour le Canada?

228e. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1502, approuvé le 17 avril 1947: au sujet du maintien différé et de la période pour les réparations, en vertu des dispositions de l'article 5 de la Loi de l'impôt sur le revenu.

228g. Etat montrant:—

1. A-t-on fixé une date pour l'ouverture du bureau projeté du département de l'impôt sur le revenu à Campbellton, Nouveau-Brunswick?

2. A-t-on loué des bureaux?

3. Dans l'affirmative, de qui et à quel taux par mois?

4. Des réparations et des changements y sont-ils nécessaires et quel en est le coût estimatif?

228h. Etat montrant:—Combien *a)* de célibataires, *b)* de personnes mariées ont payé l'impôt sur le revenu, quel était le total de la perception de l'impôt sur le revenu et quel était le revenu brut, en 1941, 1942 et 1946, à l'égard de chacune des catégories suivantes de revenus: de moins de \$1,000; de \$1,000 à \$2,000; de \$2,000 à \$3,000; de \$3,000 à \$4,000; de \$4,000 à \$5,000; de \$5,000 à \$6,000; de \$6,000 à \$7,000; de \$7,000 à \$8,000; de \$8,000 à \$9,000; de \$9,000 à \$10,000; de \$10,000 à \$15,000; de \$15,000 à \$20,000; de \$20,000 à \$25,000; de \$25,000 à \$50,000; de \$50,000 à \$100,000; de plus de \$100,000?

228i. Etat montrant:—Copie de tous règlements et instructions visant l'impôt sur le revenu des cultivateurs adressés par le ministère du Revenu national à ses divers bureaux d'administration au cours des années 1939-1940 à 1946-1947.

229. Etat montrant:—

1. Les caisses en bois entreposées près de la voie de chargement, à la gare du National Canadien, à Belleville, appartiennent-elles à quelque ministère, compagnie de la Couronne ou corporation du gouvernement fédéral?

2. Dans l'affirmative, quel est le nom du ministère, de la compagnie ou corporation?

3. Si ces caisses appartiennent à quelque ministère, compagnie ou corporation du gouvernement fédéral, que contiennent-elles?

4. A-t-on récemment entreposé de nouvelles caisses à cet endroit?

230. Etat montrant:—

1. Quel ministère du gouvernement s'occupe de la censure des publications?

2. En vertu de quelle autorité cette censure est-elle exercée et de quelle façon s'exerce-t-elle?

3. Quel est le fonctionnaire qui rend la décision finale sur l'interdiction d'un livre, a) qui a été publié au Canada, b) dont les éditeurs désirent l'entrée au Canada?

4. Quels sont les antécédents et quelle est la formation de ce particulier relativement aux fonctions de la censure?

230a. Etat montrant:—

1. L'auteur ou l'éditeur d'un livre imprimé ou publié au Canada est-il tenu de soumettre ce livre à quelque ministère du gouvernement pour des fins de censure?

2. Dans l'affirmative, dans quelles circonstances est-il tenu de le faire?

3. Quel est le nom de l'examineur des publications actuellement en congé de retraite?

4. Quels sont ses antécédents et son expérience à l'égard de son travail comme censeur?

5. Quel est le nom de l'adjoint général administratif remplissant actuellement les fonctions de censeur?

6. Quels sont ses antécédents, son degré d'instruction et son entraînement relativement à ces fonctions?

7. Le fonctionnaire mentionné à la question cinq a-t-il la responsabilité de la censure des livres qui entrent au Canada?

8. Fait-il personnellement la lecture de ces livres et émet-il un jugement à leur égard?

9. Y a-t-il un comité ou un groupe d'adjoints qui assiste ce fonctionnaire dans son travail de censure?

10. Dans l'affirmative, quels sont les noms des membres de ce groupe ou de ce comité?

11. Consulte-t-on toujours ou habituellement certains particuliers ou groupes de particuliers avant d'en venir à une censure et à une interdiction dans chaque cas donné?

12. Dans l'affirmative, a) quels sont ces particuliers, b) quels sont ces groupements?

13. Peut-on en appeler de la décision de l'examineur des publications?

14. Dans l'affirmative, a) auprès de quel organisme doit-on porter appel; b) quelle est la procédure à suivre à l'égard de cet appel?

231. Etat montrant:—

1. Au cours de 1946 et(ou) de 1947, le gouvernement a-t-il reçu des demandes d'aide financière fédérale pour des voies publiques?
2. Dans l'affirmative, quelle était la teneur de ces exposés?
3. A-t-on fait l'étude de cette question et quelle disposition prend-on actuellement à ce sujet?

232. Etat montrant:—

1. De quel ministère relevait l'édifice de l'usine de montage de récipients situé près des chutes de la rivière Rideau, au cours des années 1945 et 1946?
2. Combien de milliers de pieds de planche de ten-test et de bois de construction ont été achetés pour cet édifice au cours des années 1945 et 1946?
3. Quelle a été la quantité totale de serrurerie de bâtiments, de peinture et de vitres achetée pour cet édifice au cours des années 1945 et 1946?
4. Quelle quantité de matériaux ci-haut mentionnés a été utilisée dans cet édifice?
5. Quelles quantités, le cas échéant, ont été transportées de cet édifice dans des camions de l'armée?
6. Quelle en est la quantité actuellement inemployée et entreposée dans cet édifice?
7. Qui exploitait cette usine au cours des deux années antérieures au 31 mars 1947?
8. Est-on à tenir une enquête, actuellement, au sujet des matériaux retirés de cet immeuble?

234. Rapport de la Commission du transport aérien pour la période du 11 septembre 1944 au 31 décembre 1946.

234a. Rapport sur la revue des permis des services des lignes aériennes commerciales par la Commission du transport aérien, en vertu des dispositions de l'article 13 de la Loi de l'aéronautique.

234b. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1337, approuvé le 11 avril 1947: pour donner suite en partie aux recommandations de la Commission du transport aérien sur les permis accordés pour les fins de services commerciaux aériens au Canada.

235. Etat montrant:—

1. Quel est le surintendant ou le directeur résidant du parc national Highlands du Cap-Breton, en donnant son expérience et sa compétence?
2. Quels montants lui a-t-on payés, au cours de 1945 et de 1946, a) en traitement, b) en frais de déplacement, c) en allocations ou frais d'automobile ou autres?
3. Quels étaient les gardiens du parc en 1945 et 1946, en indiquant où ils étaient; leurs fonctions, traitements, dépenses de déplacement et autres?
4. Quelles sommes a-t-on dépensées, au cours des années 1945 et 1946, pour le terrain de golf, a) pour des améliorations, b) pour l'entretien, en indiquant le nombre d'hommes employés au cours de la saison de jeu?
5. Au cours des années 1945 et 1946, quelles sommes totales ont été dépensées à l'égard du parc, a) pour les améliorations, b) pour l'entretien et à l'égard des routes publiques?
6. Au cours de 1945, 1946 et 1947, a-t-on fait des appels de soumissions en vue de construction ou a-t-on octroyé des contrats et, dans l'affirmative, à l'égard de quels travaux, quels ont été les adjudicataires et pour quelles sommes?

7. Quels étaient les surveillants ayant la direction de l'entretien des routes publiques, où étaient-ils, et quelle rémunération et quels frais leur a-t-on payés?

8. Au cours de 1945 et 1946, J. P. MacMillan a-t-il été embauché en rapport avec le parc, et, dans l'affirmative, à quel titre et combien lui a-t-on payé en rémunération et frais?

236. Copie de tous télégrammes, lettres, rapports et autres documents échangés, au cours des années 1946 et 1947, entre le gouvernement du Canada, ou l'un de ses fonctionnaires, et le gouvernement provisoire de Terre-Neuve et du Labrador, ou leurs mandataires, et le gouvernement de la Grande-Bretagne, concernant la Compagnie de chemin de fer du Littoral nord de Québec et du Labrador.

237. Etat montrant:—

1. Combien de distinctions honorifiques étrangères ont été octroyées à des personnes des forces de l'armée canadienne depuis septembre 1939?

2. Par quels pays ont été octroyées ces distinctions honorifiques?

3. Combien de distinctions honorifiques britanniques ont été octroyées à des personnes des forces alliées sur la recommandation du gouvernement canadien?

237a. Etat montrant:—

1. Combien de distinctions honorifiques étrangères ont été octroyées à des personnes des forces de l'armée canadienne depuis septembre 1939?

2. Par quels pays ont été octroyées ces distinctions honorifiques?

3. Combien de distinctions honorifiques britanniques ont été octroyées à des personnes des forces alliées sur la recommandation du gouvernement canadien?

238. Etat montrant:—

1. La France, la Belgique, la Hollande et le Danemark ont-ils présenté au gouvernement des réclamations en conséquence de l'occupation et des opérations des forces armées du Canada dans leurs pays au cours de la guerre?

2. Dans l'affirmative, quel est le montant des réclamations de chacun de ces pays et comment a-t-on établi ces réclamations?

3. A-t-on effectué le règlement de toutes les réclamations présentées?

4. Quel montant a été versé à chacun de ces pays, jusqu'à date, en règlement de ses réclamations?

5. Quelle somme a été affectée, à titre de crédit d'exportation, à chacun de ces pays par le gouvernement canadien?

6. Quel montant de la somme affectée a été utilisé?

239. Etat montrant:—

1. A-t-il été accordé des déductions de dépréciation spéciale ou accélérée à la *Ford Motor Company of Canada*, à la *Chrysler Corporation of Canada Limited* ou à la *General Motors of Canada Limited* entre le 1er janvier 1939 et le 31 décembre 1946?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels montants ont été accordés à chacune de ces compagnies au cours de cette période?

239a. Etat montrant:—

1. Quel montant de dépréciation accélérée a-t-on accordé aux individus ou aux firmes a) pour des fins de construction, agrandissement ou amélioration de bâtisses; b) à d'autres fins?

2. Quels sont les montants des déductions accordées dans les dix cas les plus importants a) pour les bâtisses, b) à d'autres fins?

239b. Etat montrant:—

1. Quelles allocations spéciales de dépréciation ou quelles allocations de dépréciation accélérée a-t-on accordées a) à la *Massey-Harris Company Limited*, b) à la *Cockshutt Plow Company Limited*, au cours de chacune des années suivantes: 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945 et 1946?

2. A l'égard de quelles usines de chacune de ces compagnies a-t-on accordé quelqu'une de ces allocations?

3. Qui est le propriétaire actuel de chacune de ces usines?

4. A quelle fin sert actuellement chacune de ces usines?

239c. Etat montrant:—Quels montants a-t-on alloués en dépréciation spéciale et accélérée aux industries canadiennes entre le 1er janvier 1939 et le 31 décembre 1946?

240. Etat montrant:—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance, rapports et autres documents échangés entre le gouvernement du Canada, ou l'un de ses ministères ou de ses fonctionnaires, et tout administrateur de la *Beauharnois Light, Heat and Power Company*, concernant la demande faite par la compagnie pour obtenir le droit d'utiliser des quantités additionnelles d'eau, à même le débit du fleuve Saint-Laurent, pour ses fins d'éclairage et de force motrice; aussi, copie de toute correspondance échangée sur ce sujet entre le gouvernement du Canada et toute province canadienne, ou l'Etat de New-York ou le gouvernement fédéral des Etats-Unis d'Amérique, ou l'un de leurs fonctionnaires.

241. Etat montrant:—

1. Le gouvernement a-t-il levé les règlements relatifs à l'importation, au Canada, de pommes de terre nouvelles en provenance des Etats-Unis d'Amérique?

2. Dans l'affirmative, dans quelle mesure et quand?

3. Quel est le nombre estimatif de tonnes de pommes de terre canadiennes en réserve au Canada dont l'écoulement sur les marchés dépend des consommateurs canadiens?

4. Avant la levée de ces règlements d'importation, y avait-il, au Canada, une quantité suffisante de pommes de terre canadiennes pour faire face aux besoins de la consommation domestique?

5. Y avait-il une pénurie de pommes de terre canadiennes dans les réserves au pays et cette pénurie s'élevait à combien de tonnes?

6. Y avait-il un excédent de pommes de terre dans les réserves au Canada et, combien de tonnes représentait cet excédent?

7. Immédiatement avant la levée des règlements d'importation, combien a-t-on trouvé de tonnes de pommes de terre canadiennes en réserve dans la région de Lethbridge dont l'écoulement sur les marchés dépendait des consommateurs canadiens?

8. Avant la levée des règlements d'importation contre les pommes de terre nouvelles en provenance des Etats-Unis d'Amérique, quelles précautions, le cas échéant, ont été prises par le gouvernement pour s'assurer que les pommes de terre de la région de Lethbridge trouveraient un débouché approprié et suffisant vers les marchés canadiens?

9. Combien de commandes pour des pommes de terre de la région de Lethbridge ont été données par des maisons de la Saskatchewan et du Manitoba?

10. Depuis la levée des règlements d'importation contre les pommes de terre nouvelles en provenance des Etats-Unis d'Amérique, combien de commandes pour des pommes de terre de la région de Lethbridge ont été annulées par des maisons canadiennes?

11. Le cas échéant, quelle réduction dans le prix des pommes de terre au Canada a entraînée la levée de ces règlements d'importation?

12. Qui a ordonné la levée des règlements d'importation?

13. A la demande de qui cet ordre a-t-il été donné?

242. Etat montrant:—

1. Quels changements ou améliorations ont été effectués au manège militaire à Belleville (Ontario), au cours a) de 1944, b) de 1945, c) de 1946, d) de 1947 jusqu'à date, à la suite de contrats octroyés par le ministère de la Défense nationale ou le ministère des Travaux publics?

2. A qui a-t-on octroyé des contrats et pour quels travaux particuliers?

3. Quelles ont été les dépenses brutes effectuées en vertu de chaque contrat?

4. Le cas échéant, quels sont les contrats ci-haut mentionnés qui ne sont pas terminés?

243. Etat montrant:—

1. Des contrats ont-ils été octroyés par le gouvernement à la *Commonwealth Construction Company Limited*, de Winnipeg?

2. Dans l'affirmative, à quelles dates, quelle est la nature de ces contrats et quelle somme d'argent comporte chacun d'entre eux?

244. Etat montrant:—Copie de tous télégrammes, ententes, correspondance, lettres, mémoires, rapports et autres documents échangés, entre le 1er janvier 1940 et le 31 décembre 1946, entre le gouvernement du Canada, ou l'un de ses ministères ou fonctionnaires, et tout fonctionnaire, mandataire ou représentant de la *West Kootenay Power & Light Company Limited* ou la *Consolidated Mining & Smelting Company of Canada Limited*, ou de l'une ou l'autre d'entre elles, ou de toute autre corporation s'occupant de la construction d'un barrage et d'une centrale d'énergie sur la rivière Kootenay, près de Brilliant, en Colombie-Britannique, ou y étant intéressée ou associée, avec les bilans, comptes et rapports indiquant le coût total de l'entreprise et le montant de la dépréciation accélérée allouée à l'une ou l'autre desdites corporations à l'égard de l'impôt sur le revenu ou des taxes sur les surplus de bénéfices, respectivement, de l'entreprise hydroélectriques ci-haut mentionnée.

245. Etat montrant:—

1. M. Sam Gagné a-t-il été employé par le ministère des Services nationaux de guerre et subséquemment, par le ministère du Travail, au bureau du registraire dans la ville de Québec?

2. Dans l'affirmative, au cours de quelle période?

3. Quel âge a-t-il et quels sont ses antécédents militaires?

4. Avait-il pour fonctions, entre autres, d'aviser les conscrits, appelés en vertu de la Loi sur les ressources nationales, à se présenter à l'examen médical et au service militaire?

5. A-t-il occupé d'autres postes dans les services du gouvernement? Dans l'affirmative, quels postes?

6. Combien a-t-il reçu: a) en traitements, b) en frais de déplacement et c) en allocations de subsistance?

246. Etat montrant:—Quelle était l'étendue totale de l'espace de bureau occupée, dans chacune des cités du Canada, par le gouvernement et tous les offices et commissions du gouvernement, aux dates suivantes: (1) 1er août 1939; (2) 15 août 1945; (3) 1er février 1947?

247. Etat montrant:—

1. Combien a-t-il été adopté d'arrêtés en conseil a) entre le 3 septembre 1939 et le 10 mai 1945, b) à compter de mai jusqu'à septembre inclusivement, en 1945, c) depuis le 1er octobre 1945 jusqu'à date?

2. De ce nombre, combien en a-t-il été adopté, au cours de chacune de ces périodes, à l'égard de l'armée et sous le régime de la Loi de la milice?

248. Copie de tous télégrammes, correspondance ou ententes échangés, du 1er janvier 1945 au 31 mai 1947, entre le gouvernement du Canada, ou l'un de ses ministères ou organismes, et le gouvernement de la province du Nouveau-Brunswick, ou l'un de ses ministères ou organismes, concernant l'établissement d'un parc national dans la province du Nouveau-Brunswick.

249. Etat montrant:—

1. Quel a été le total des dépenses faites par le gouvernement fédéral, pendant la dix-neuvième législature, en vue d'étudier et d'organiser un programme d'ensemble de sécurité sociale au Canada, y compris les dépenses faites par le comité de la sécurité sociale?

2. Quelles ont été les dépenses totales faites, jusqu'à date, au cours de la vingtième législature, pour l'étude et l'élaboration de mesures de sécurité sociale?

Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Fallis, du comité mixte sur les Impressions du Parlement, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 11 juillet 1947.

Le comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur les Impressions a l'honneur de présenter son

DEUXIÈME RAPPORT

Votre comité vient de constater que, vu l'accroissement considérable du volume de travail de l'Imprimerie durant la session, la réimpression de discours de membres du Parlement cause un sérieux retard dans les impressions officielles du Parlement et, qu'en conséquence, il a fallu faire exécuter quelques-unes de ces dernières impressions à forfait "en dehors" à un coût accru pour l'Etat. En conséquence, votre comité recommande:

- (1) Que les impressions officielles du Parlement aient la priorité sur la réimpression des discours que les membres du Parlement commandent individuellement;
- (2) Que les règles suivantes soient strictement observées quant à la réimpression de discours de membres du Parlement:
 - a) Chaque réimpression d'un discours ou de discours commandée par un membre du Parlement sera une reproduction exacte, quant au contexte, du compte rendu tel qu'il est imprimé dans les *Débats* du Sénat, ou dans les *Débats* de la Chambre des communes, sans qu'il y soit effectué quelque suppression ou ajouté;
 - b) Chaque réimpression contiendra le discours ou les discours d'un membre dans le même opuscule;
 - c) Ces réimpressions ne contiendront ni sous-titres, ni photographies, ni illustrations, et seulement les sujets ou les rubriques principales qui figurent dans les comptes rendus officiels;
 - d) Nulle couverture spéciale ne sera employée et aucune lettre de couverture ne sera ajoutée aux discours ainsi réimprimés ni n'y sera insérée.

Le tout respectueusement soumis,

Le président, section du Sénat,

IVA CAMPBELL FALLIS.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que le Sénat passe aux neuvième, quatrième et septième Ordres du jour, et qu'ensuite il revienne au premier Ordre.

Le Sénat, en conséquence, passe à la prise en considération du message transmis de la Chambre des communes concernant les deuxième et quinzième amendements apportés par le Sénat au Bill (364), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel".

Après débat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Résolu: Que le Sénat insiste sur les deuxième et quinzième amendements qu'il a apportés au bill (364), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel", auxquels la Chambre des communes n'a pas acquiescé.

Ordonné: Qu'un message, en conséquence, soit transmis à la Chambre des communes.

Suivant l'Ordre, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (451), intitulé: "Loi sur le remboursement et l'ajustement de la dette des quatre provinces de l'Ouest envers le gouvernement du Canada, relative à certains prêts en cours pour des fins d'assistance et autres, et sur le règlement définitif des réclamations des provinces d'Alberta et de la Saskatchewan quant aux ressources naturelles", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu une deuxième fois.

Ledit bill est alors lu une troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

Suivant l'Ordre, le Sénat passe à la prise en considération de l'amendement apporté par le comité permanent sur l'Administration du service civil au Bill (413), intitulé: "Loi modifiant la Loi du service civil".

L'honorable sénateur Marcotte propose que ledit amendement soit maintenant adopté.

En amendement, l'honorable sénateur Robertson propose que ledit amendement ne soit pas adopté, et que le rapport dudit comité soit modifié en conséquence.

Etant posée la question sur la motion en amendement, elle est

Résolue par l'affirmative.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (453), intitulé: "Loi modifiant la Loi canadienne sur la radiodiffusion, 1936", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message dans les termes suivants:

Le LUNDI 14 juillet 1947.

Résolu: Qu'un message soit envoyé au Sénat demandant respectueusement à Leurs Honneurs une conférence libre pour étudier certains amendements apportés par le Sénat au Bill No 364, intitulé: "Loi modifiant le Code criminel", à deux des amendements auxquels la Chambre n'a pas acquiescé et sur lesquels le Sénat insiste, et tout amendement qu'à cette conférence il sera jugé désirable d'apporter audit bill ou amendements le concernant.

Ordonné: Que le greffier de la Chambre porte ledit message au Sénat.

Attesté.

R. T. GRAHAM,

Greffier adjoint de la Chambre des communes.

Ordonné: Que ledit message soit pris en considération immédiatement. Le Sénat, en conséquence, passe à la prise en considération dudit message.

Après débat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Résolu: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a agréé la conférence libre que désire tenir la Chambre des communes avec le Sénat aux fins de communiquer les raisons pour lesquelles les Communes n'agrément pas les amendements apportés par le Sénat au Bill (364), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel", et que le Sénat a délégué les honorables sénateurs Robertson, Haig et Beauregard comme ses représentants à ladite conférence, et

Et que les représentants du Sénat à la conférence libre se réuniront dans la salle de comité du Sénat, chambre 262, à dix heures du matin, demain, le quinzième jour de juillet courant.

Ordonné: Qu'un message en conséquence soit transmis à la Chambre des communes.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (443), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Sénat et de la Chambre des communes", est lue la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté, Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour informer cette Chambre que le Sénat a adopté ledit bill sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération du quatrième rapport du comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes nommé aux fins de continuer et de compléter l'examen et l'étude de la Loi des Indiens (Chapitre 98, S.R.C., 1927), etc.,

Il est ordonné que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du rapport final du comité permanent sur l'Immigration et le travail.

L'honorable sénateur Murdock propose que ledit rapport soit maintenant adopté.

Après débat, il est

Ordonné: Que le débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

A l'appel de l'ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (449), intitulé: "Loi pourvoyant au changement des titres royaux de Sa Majesté;" il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion pour la deuxième lecture du Bill (411), intitulé: "Loi autorisant le gouvernement du Canada à conclure des conventions avec les gouvernements provinciaux, aux termes desquelles les provinces, en retour d'une compensation, s'engagent à s'abstenir de lever certains impôts pour un temps limité", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération des amendements apportés par le comité permanent sur l'Administration du service civil au Bill (415), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la pension du service civil", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message dans les termes suivants:

Le LUNDI 14 juillet 1947.

Résolu: Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre des communes a nommé Messieurs Ilsley, Benidickson et Marquis pour agir comme commissaires, au nom de la Chambre des communes, à la conférence libre avec le Sénat relativement aux amendements apportés par le Sénat au Bill No 364, intitulé: "Loi modifiant le Code criminel".

Ordonné: Que le Greffier de la Chambre porte ledit message au Sénat.

Attesté.

R. T. GRAHAM,
Greffier adjoint de la Chambre des communes.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi, le 15 juillet 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Mardi, le 15 juillet 1947

No 1.

10 juillet—Prise en considération du quatrième rapport du Sénat et de la Chambre des communes nommé aux fins de continuer et compléter l'examen et l'étude de la Loi des Indiens (Chapitre 98, S.R.C., 1927), ainsi que tous les autres sujets qui ont été renvoyés audit comité.—(L'honorable sénateur Taylor).

No 2.

14 juillet—Reprise du débat ajourné sur la motion pour la prise en considération du rapport final du comité permanent sur l'Immigration et le travail.—(L'honorable sénateur Crerar).

No 3.

11 juillet—Deuxième lecture du Bill (449), intitulé: "Loi pourvoyant au changement des titres royaux de Sa Majesté".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.

11 juillet—Reprise du débat ajourné sur la motion pour la deuxième lecture du Bill (411), intitulé: "Loi autorisant le gouvernement du Canada à conclure des conventions avec les gouvernements provinciaux, aux termes desquelles les provinces, en retour d'une compensation, s'engagent à s'abstenir de lever certains impôts pour un temps limité".—(L'honorable sénateur Haig).

No 5.

11 juillet—Prise en considération des amendements apportés par le comité permanent sur l'Administration du service civil au Bill (415), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la pension du service civil".—(L'honorable sénateur Marcotte).

No 6.

14 juillet—Deuxième lecture du Bill (453), intitulé: "Loi modifiant la Loi canadienne sur la radiodiffusion, 1936".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 7.

14 juillet—Deuxième lecture du Bill (456), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de la milice (Pensions d'invalidité)".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 8.

14 juillet—Prise en considération du deuxième rapport du comité mixte sur les impressions du Parlement.—(L'honorable sénateur Fallis).

No 9.

14 juillet—Prise en considération du troisième rapport du comité mixte sur les droits humains et les libertés fondamentales.—(L'honorable sénateur Gouin).

No 10.

14 juillet—Prise en considération du quatrième et dernier rapport du comité mixte sur les droits humains et les libertés fondamentales.—(L'honorable sénateur Gouin).

No 57

PROCÈS VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

Mardi 15 juillet 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beauregard,	Fallis,	Lesage,	Roebuck,
Bishop,	Ferland,	Marcotte,	St-Père,
Calder,	Gouin,	McGeer,	Sinclair,
Crerar,	Haig,	McKeen,	Taylor,
Davies,	Horner,	McLean,	Turgeon,
Dessureault,	Johnston,	Murdock,	Vaillancourt,
Duffus,	King,	Nicol,	Vien,
Dupuis,	Lacasse,	Paquet,	White,
Fafard,	Lambert,	Robertson,	Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Robertson, de la conférence libre, présente le rapport suivant:

Les représentants du Sénat ont conféré avec les représentants de la Chambre des communes sur le Bill (364), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel", et les amendements y apportés, et sont convenus de recommander de modifier les amendements du Sénat portant le numéro Deux et le numéro Quinze, de façon qu'ils se lisent comme suit:

1. Biffer l'amendement No 2 du Sénat, et lui substituer le suivant:

2. Supprimer tous les mots de l'article 222B, après le mot "quiconque", à la vingt-troisième ligne, jusqu'au mot "autrement" inclusivement, à la vingt-septième ligne, et leur substituer les suivants:

"ne se trouvant pas dans une maison d'habitation, fait du tapage dans ou près une rue, un chemin ou une grande route, ou dans un restaurant, une gare, une bibliothèque publique, une taverne, une salle de billard, un théâtre, une boutique ou un autre endroit ou des membres du public sont admis, de droit ou autrement,".

2. Biffer l'amendement No quinze du Sénat, et lui substituer le suivant:

15. Supprimer l'alinéa *d*) de la clause 7, page 3, lignes 28 à 32 inclusivement, et lui substituer ce qui suit:

"*d*) s'il se sert d'une arme ou porte sur soi une arme au moment de la perpétration ou de la tentative de perpétration par lui de l'un des crimes mentionnés au présent article, ou au moment de la fuite du délinquant après la perpétration ou la tentative de perpétration du crime, et qu'une mort résulte de l'usage de l'arme."

Sur motion de l'honorable sénateur Haig, il est

Ordonné: Que les taxes parlementaires payées en vertu de la Règle 140 relativement aux pétitions suivantes, savoir:

De Pierre Behocaray, de Sherbrooke, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Catherine Behocaray;

De Elerick Montgomery Barton, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Beatrice Mary Fraser Barton; soient remboursées aux pétitionnaires dans chaque cas, moins les frais d'impression et de traduction.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (O-12), intitulé: "Loi constituant en corporation La Corporation épiscopale catholique du Labrador",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, avec un amendement, auquel elle sollicite son agrément.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier, comme suit:

1. Remplacer le titre actuel par ce qui suit:

"Loi constituant en corporation la Corporation épiscopale catholique romaine du Labrador".

Ordonné: Que ledit amendement soit pris en considération demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (J-3), intitulé: "Loi concernant la *Woman's Auxiliary to the Missionary Society of the Church of England in Canada*",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (B-13), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Yellowknife Telephone Company*",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet des messages par lesquels elle retourne les bills suivants,

Et informe le Sénat qu'elle a adopté lesdits bills, sans amendement:

Bill (I), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Gordon Nelson".

Bill (J), intitulé: "Loi pour faire droit à Pamela Mackay Alderdice Johnstone".

Bill (K), intitulé: "Loi pour faire droit à Lilly Evans Auty".

Bill (L), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Lancit Weiss".

Bill (M), intitulé: "Loi pour faire droit à Bruce Montgomery Cooper".

Bill (N), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Naomi Gomery McGee".

Bill (O), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Hazel Reid Koppel".

Bill (P), intitulé: "Loi pour faire droit à James Alexander King".

Bill (Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Proctor Clifford Neil".

Bill (R), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Eden Lindsay".

Bill (S), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Edward Joslin".

Bill (T), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Alberta Allan Derby".

Bill (U), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy May Duff Hisey".

Bill (V), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth McIntosh Barber".

Bill (W), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Lucy Brighten Burdon".

Bill (X), intitulé: "Loi pour faire droit à Constance Mae Ponman Newman".

Bill (Y), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Alice Mapston Calcutt Doak".

Bill (Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Housefield Blumstein".

Bill (A-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Loiseau Gaulin".

Bill (B-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Rose-Alba-Bernadette Lapointe dit Robin Ricard".

Bill (C-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Genender Lefkowitz".

Bill (D-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Joyce Joly Clark".

Bill (E-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Helen Cayford Collins".

Bill (F-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis George Isaac Fellows".

Bill (G-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Elly Maria Charlotte Alden McBride".

Bill (H-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Elizabeth Thompson Dorrance".

Bill (I-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Una Kathleen Balmfirth Little".

Bill (J-1), intitulé: "Loi pour faire droit à William Walter Woodall".

Bill (K-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Lilian Jaques Bowen".

Bill (L-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Doreen Jeanette Sibley Tirbutt".

Bill (M-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Norma Thompson Thornton".

Bill (N-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Evangeline May Connelly Stervinou".

Bill (O-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Viola Olsson Ferguson".

Bill (P-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Ethel May Reich Macdonell".

Bill (Q-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Edward Lippiatt".

Bill (R-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Butler Roberts Lambton".

Bill (S-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Libby Margolese Smith".

Bill (T-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Elizabeth Hancock Thompson".

Bill (U-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Isabella Hodgson McRae Edwards".

Bill (V-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Marjorie Aileen Copping Ladouceur".

Bill (W-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Mildred Parnell Smellie".

Bill (X-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Veronica Donnelly Hope Johnstone Shelley".

Bill (Y-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Irja Alina Agnes Vaisanen Shanahan".

Bill (F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Isabel Lindsay Mackey Dietz".

Bill (G-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Dean Michaels".

Bill (H-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Maurice Michael".

Bill (I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Otto Hemlein".

Bill (J-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Josephine Jessop Croker".

Bill (K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Lazar Nadigel".

Bill (L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Clare Lynch Layton".

Bill (M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Alfred Nall".

Bill (N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Juliette-Adrienne Labrosse Renaud".

Bill (O-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Isabel Dalton Ryan".

Bill (P-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Elkin Steinman".

Bill (Q-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Clinton Escott Vipond".

Bill (R-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Alison McKinnon Palmer".

Bill (S-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ralph Wighton".

Bill (T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Claude Garcin Coffin".

Bill (U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Bea Helen Taffert Levin".

Bill (V-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie King Moorhouse".

Bill (W-2), intitulé: "Loi pour faire droit à William John Edgar McVetty".

Bill (X-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred John Holton".

Bill (Y-2), intitulé: "Loi pour faire droit à William Howell MacDonald Brown".

Bill (Z-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Henrietta Elizabeth Forde Norrie".

- Bill (A-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Gaston Cartier".
- Bill (B-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Lillian McCorkell Baldwin".
- Bill (C-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Wylie Bannister".
- Bill (D-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Goldberg Cohen".
- Bill (E-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Mary Harding Breeze".
- Bill (F-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie MacFarlane Boyle Smith".
- Bill (G-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul Jaeggin".
- Bill (H-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Agnes Martin Adams".
- Bill (I-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Edwin Theophilus Phillips".
- Bill (K-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian May Alsop Mackenzie".
- Bill (L-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Crawford Kirk".
- Bill (M-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Thomas Jackson".
- Bill (N-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Wright".
- Bill (O-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Theresa Sherpitis Morganti".
- Bill (P-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Omer Montpetit, junior".
- Bill (Q-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Robinson".
- Bill (R-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Cote Truax".
- Bill (S-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Netta Cheyne Lee".
- Bill (T-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Letovsky Silverman".
- Bill (U-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Percy Coleman Stuart".
- Bill (V-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Pearl Vesta Fields Hollenbeck".
- Bill (W-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Adele Kuznetz Lesser".
- Bill (X-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Alexander Oswald Mercier".
- Bill (Y-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Maturjiw, autrement connu sous le nom de Michal Matwijow".
- Bill (Z-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Eugenie Beatrice Smith Ricketts".
- Bill (A-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Mary Charlotte Kelly Smith".
- Bill (B-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Louise Thomas Bleakney".
- Bill (C-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Eugenia Drake Armstrong Newell".
- Bill (D-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Aileen MacKeage Fewtrell".
- Bill (E-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Marie Elliott McGrath".
- Bill (F-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Nellie McGurk Stone".
- Bill (G-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Cipoire Segall Wurmbrand".
- Bill (H-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Olive Magdalene Allechin Clark".
- Bill (I-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Victor Reid Murray".
- Bill (J-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Jane Irwin Everitt Dixon".
- Bill (K-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Peter Samuel Rosen".
- Bill (L-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Waselevsky Balakirsky".
- Bill (M-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Sophie Wener Finestone".

- Bill (N-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Mary Sharp Chapman".
- Bill (O-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Douglas Wilson Bradshaw".
- Bill (P-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Amelia Dufty Rochet".
- Bill (Q-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Ornstein Pfeffer".
- Bill (R-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Katz Delnick".
- Bill (T-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Emilienne Grinsell Daoust".
- Bill (U-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Hamilton Peck Stevenson".
- Bill (V-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Victoria Bellisle Page".
- Bill (W-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Sydney Beaver".
- Bill (X-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Kathleen Wilkins Todd".
- Bill (Y-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Elizabeth Jane Murray Hanko".
- Bill (Z-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernadette Mayford Roy".
- Bill (A-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Irene Gertrude Preston Hastie".
- Bill (B-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marjorie Winnifred Bearman Smeall".
- Bill (C-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Winnifred Joyce Dick Dunford".
- Bill (D-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Ardis Locke Thompson".
- Bill (E-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Hamilton Wilson Bergeron".
- Bill (F-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Marzitelli Rudzik".
- Bill (G-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Millar De Levi".
- Bill (H-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Constance Caroline Mosley Dwyer".
- Bill (I-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Louise-Marcel Frigon".
- Bill (J-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Nancy Maria Haworth Stewart".
- Bill (K-5), intitulé: "Loi pour faire droit à John Bernth Jones, autrement connu sous le nom de John Berth Jones".
- Bill (L-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Patricia Viola Puttock Bromby".
- Bill (M-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Hawkins Myers".
- Bill (N-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Deltoff Moore".
- Bill (O-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eveline Hache Groulx".
- Bill (P-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Lucy Hurteau".
- Bill (Q-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Alice Lancaster Chenoweth".
- Bill (X-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Lussier".
- Bill (Y-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert-Rosaire Loiselle".
- Bill (Z-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marjorie Evelyn MacPherson Puley".
- Bill (A-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Rafferty Jackson".
- Bill (B-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Berman Zatz".
- Bill (C-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Patricia Ellen Burt Williams".
- Bill (D-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Alfred Michel Kelly".
- Bill (E-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Pearl Summers Slater".
- Bill (F-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Aimé Jacques".
- Bill (G-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Evelyn Smith Copeland".

- Bill (H-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Gertrude Noel Magee".
- Bill (I-6), intitulé: "Loi pour faire droit à John Luchuck".
- Bill (J-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Rhondda Blanche Peace Hurford Smith".
- Bill (K-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Grace Mattinson".
- Bill (L-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Marcel Simonon".
- Bill (M-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Marian Susan Willson Roberts".
- Bill (N-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Gainfort Grossman".
- Bill (O-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Mildred Cook Stone".
- Bill (P-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Elizabeth Harris Cunningham".
- Bill (Q-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Merica Ruth Goodreau Snyder".
- Bill (R-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Powell".
- Bill (S-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Patricia Fairhurst Richards".
- Bill (V-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Florence Esson Pugh".
- Bill (W-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Katie Rhoda Brick McGrath".
- Bill (X-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Louise Guiol Ghetler".
- Bill (Y-6), intitulé: "Loi pour faire droit à George William Curtis Johnson".
- Bill (Z-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Melville Mae Rundle Swinburne".
- Bill (A-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruby Weldrick Hunt".
- Bill (B-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Shapiro Kolman".
- Bill (C-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Margaret Rider Brown".
- Bill (D-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Fennie Nettie Adelstein Waldman".
- Bill (E-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Gustave-Lucien Verhelle".
- Bill (F-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruby Campbell Matts".
- Bill (G-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Kathleen Morrison Germain".
- Bill (H-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Sophie Radwolsky Closner".
- Bill (I-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Emma Wood Durrell".
- Bill (J-7), intitulé: "Loi pour faire droit à William John Carmichael".
- Bill (K-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Guido Verdoni".
- Bill (L-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ronald John Park".
- Bill (M-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Gloria Avon Roland".
- Bill (N-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Gilberto (Albert) Belmonte".
- Bill (O-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Lillian Flude".
- Bill (P-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Joan Hyde Murphy".
- Bill (Q-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Alysae Mae Lissemore Lawrence".
- Bill (R-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Leonard Simpson Clunie".
- Bill (S-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Fern Catherine Kerr Ekins".
- Bill (T-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Lilly Elizabeth Ingbord Lindfors Crowhurst".
- Bill (U-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Roméo Richard".
- Bill (V-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Augustus Dolling".
- Bill (W-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Frederick McDowall".

- Bill (X-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Woolf (Robert) Cook".
- Bill (Y-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Adele Brown Kerkofsky".
- Bill (Z-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Heathcote Taschereau".
- Bill (A-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Molloy Marcovitch Schwartz".
- Bill (B-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Betty Gertrude Bernstein Schreiber".
- Bill (E-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Joan Anstey Steven Hyslop".
- Bill (F-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Elly Zahn Kaminsky".
- Bill (G-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Naomi Joan Williamson Cantlie".
- Bill (H-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Matilda Jane Cumming".
- Bill (I-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Dowd Brown".
- Bill (J-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Ursula Catherine Tetreau Black".
- Bill (K-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Eleanor Edith McKechnie Martineau".
- Bill (L-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Jack Wallis".
- Bill (M-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Margaret Morrison Cryer".
- Bill (N-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Eileen Scribner Mackay".
- Bill (O-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Laflamme Kattas".
- Bill (P-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Maude Gardner Richards".
- Bill (Q-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Audrey Gray Lacaille".
- Bill (R-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Aline Théoret Larose".
- Bill (S-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Betty Rollings Burman".
- Bill (T-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Dorothy Pountney Alker".
- Bill (U-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Jean Duff Dorval".
- Bill (V-8), intitulé: "Loi pour faire droit à George Somerville Blackie Begg".
- Bill (W-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Guerasio Galardo".
- Bill (X-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Stewart Davidson Myles".
- Bill (Y-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Bradford Hurley".
- Bill (Z-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie McCormick Albers".
- Bill (A-9), intitulé: "Loi pour faire droit à George Wilson Dyce".
- Bill (B-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Johnson Cherrier".
- Bill (C-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Cole Zeesman".
- Bill (D-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Celia Yaffe Dubinsky".
- Bill (E-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Marlyn Garayt Johnston".
- Bill (F-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Léone-Rhéal Ledue Metcalf".
- Bill (G-9), intitulé: "Loi pour faire droit à James Arthur Ablett".
- Bill (H-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Goldie Slovinsky Tkatch".
- Bill (I-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Fassett Staniforth".
- Bill (J-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Morgan Lockner Middleton-Hope".
- Bill (N-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Nemerofsky Silverstein".
- Bill (O-9), intitulé: "Loi pour faire droit à James Albert Carruthers, autrement connu sous le nom de James Albert Fell".

- Bill (P-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Ronald Edwin George".
- Bill (Q-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Lena Bertha Dasen Scheffer".
- Bill (R-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Mary McKenzie Cramp".
- Bill (S-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Alice Howard Smart".
- Bill (T-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Margaret Tibbins Gogo".
- Bill (U-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Nelson Nickle".
- Bill (V-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Haigh MacGill".
- Bill (W-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Clinton Leslie Dobson".
- Bill (X-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernard Stanley Bailey".
- Bill (Y-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Archie William Young".
- Bill (Z-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Lever Sanbord Lead".
- Bill (A-10), intitulé: "Loi pour faire droit à John Mackie".
- Bill (B-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Isabel Mercer Lebœuf".
- Bill (C-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Irene Gordon Lazarus".
- Bill (D-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Margaret Bernice Walker Kennedy".
- Bill (E-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertie Rabin Bard".
- Bill (F-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Morrison Henderson Sidders".
- Bill (G-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Philip Berger".
- Bill (H-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Swann".
- Bill (I-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Isabelle Curry".
- Bill (J-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Rosamond Edith Bean Crease".
- Bill (K-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Mary Hanway Eccles".
- Bill (L-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Alberta Dorothy Olson Colby".
- Bill (M-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Clair Reginald McLaughlin".
- Bill (N-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Eugene Klein".
- Bill (O-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Daniel Hudson".
- Bill (P-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Edna Paget Bray Dundas".
- Bill (Q-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Goodis Markis".
- Bill (R-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Julia Luella Audrey Cleroux Babbage".
- Bill (S-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mile Kristo Yoja, autrement connu sous le nom de Stanley Vadic".
- Bill (T-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Anthony Wavroch".
- Bill (U-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Magee Glasheen".
- Bill (V-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Ann Clorenda Archer Richardson".
- Bill (W-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys May Kay Oliver".
- Bill (X-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry Thomas Matthews".
- Bill (Y-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Ivy Stapleton Brown".
- Bill (Z-10), intitulé: "Loi pour faire droit à John William Sydney Jordan".
- Bill (A-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Pamela Mary Gottschalk Muckell".

- Bill (B-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Doris Cleaver Wooley".
- Bill (D-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Francis Murphy Kerson".
- Bill (E-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Kathleen Reynolds Swards".
- Bill (F-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Fishman Minsk".
- Bill (G-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Alice Goddard Perkins".
- Bill (H-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Elizabeth Burke Robinson".
- Bill (I-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Gardner Hinkley Prescott".
- Bill (J-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Amédée-Alexis Cousineau".
- Bill (K-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Verna Ruth Schnauffer Case".
- Bill (L-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Ralph Tripp".
- Bill (M-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles James Langevin".
- Bill (N-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Frank Fulton".
- Bill (O-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Bertha Marwick Dallison".
- Bill (P-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn May McNaught Grandison".
- Bill (Q-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Turner Shaw Ward".
- Bill (R-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Olivier-Pierre-Bernard Lagueux".
- Bill (S-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Mair Grant Rubin".
- Bill (T-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Louise Dickson McMurray".
- Bill (U-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Florence Barr Shiells".
- Bill (V-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Gabrielle-Augustine-Gilberte Desmarais Creelman".
- Bill (W-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Christos C. Koukouvelis".
- Bill (X-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Aimé Bibeau".
- Bill (Y-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry Eaton".
- Bill (Z-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Lodie Kadei Nakel".
- Bill (A-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Sophie Bolenski Dubeau".
- Bill (B-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Mapes Harvey Allinson".
- Bill (C-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Alice Egg Johnston, autrement connue sous le nom de Frances Alice Egg Willey Johnston".
- Bill (D-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Selden Grant Stoddard".
- Bill (E-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Elmon Parker Law".
- Bill (F-12), intitulé: "Loi pour faire droit à James Dewey, fils".
- Bill (G-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Peggy Alicia Stilwell Kneeland".
- Bill (H-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander Monteith".
- Bill (K-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Clara Woods Cross".
- Bill (L-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Minnie Braimaster Kazarensky".
- Bill (M-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Peter Moroz, autrement connu sous le nom de Peter Morris".
- Bill (N-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorne Earl Barth".

- Bill (P-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Wynn Hayes, fils".
 Bill (Q-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Black Wolfe".
 Bill (R-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Lovannah Theoret Wilson".
 Bill (S-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Lorraine Desrosiers".
 Bill (T-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Jacobson Greenberg".
 Bill (U-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Guido Corbo".
 Bill (V-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Ashton Hugh Roberts".
 Bill (W-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Kalichman Pulver".
 Bill (X-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Gaston-Dorval Lachance".
 Bill (Y-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Donat St-Jean".
 Bill (Z-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Sheila Sydney Doner Gordon".
 Bill (A-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Walter John Moon".
 Bill (D-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Charles Barron".
 Bill (E-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Eileen Lepine Tickner".
 Bill (F-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Lawrence Ritchie".
 Bill (G-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Livio Quintino Fantacci".
 Bill (H-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Berecovi Hamer".
 Bill (I-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Bogdanof Millichamp".
 Bill (J-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Elman Perlman".
 Bill (K-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Emily Dawes Matheson".
 Bill (L-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Gabriel Burszan".
 Bill (M-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Phoebe Potter Potts".
 Bill (N-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Richard Andrew Frame".
 Bill (O-13), intitulé: "Loi pour faire droit à William Page".
 Bill (P-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Louis Gertsman".
 Bill (Q-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Maud Mary Rose Denton".
 Bill (R-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Judith Bychowsky Sanders".
 Bill (S-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Irène Joly Martineau".
 Bill (T-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Sam Pronman".
 Bill (U-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Eva Greenblatt Thow".
 Bill (V-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Norma Isaac Davidson".
 Bill (W-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Lottie Stubina Pollack".
 Bill (X-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Minnie Black Herman".
 Bill (Y-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Clifford Gilbert Adams".
 Bill (Z-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Dallas Sara Barnes Millington".
 Bill (A-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Madeleine-Agnès Joly de Lotbinière Doucet".
 Bill (B-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Adeline-Charlotte-Simone Desjardins Teakle".
 Bill (C-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Blane Bowen Adair".
 Bill (D-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Hrab Navrotski".
 Bill (E-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierre Ben Danais Warren".
 Bill (F-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Florence Rhodes Pompetti, autrement connue sous le nom de Ethel Florence Crowdy Pompetti".
 Bill (G-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Elisa Jamoul Hull".

Bill (H-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Stanley Rundell".

Bill (I-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Lillian Dalton Hilger, autrement connue sous le nom de Thelma Lillian Dalton Goernert".

Bill (J-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Alice Berrigan Hamelin".

Bill (K-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Mary Boyce Jackson".

Bill (L-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Eberfeld Mintz".

Bill (M-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Roger Lebeau".

Bill (N-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Sheila Marcus Issenman".

Bill (O-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Zenobia Perrow Broadbent Emond".

Bill (P-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Edmond-Gérard Santoire".

Bill (Q-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Aldéric Gemme".

Bill ((S-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Rose-Alphée-Oderic Dussault".

Bill (T-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Dan Alonzo Dwight Wright".

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne les témoignages, la preuve, etc., recueillis par le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été transmises les pétitions sur lesquelles les bills de divorces plus haut mentionnés sont fondés.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet aussi un message par lequel elle retourne les témoignages, la preuve, etc., recueillis par le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été transmises les pétitions sur lesquelles les bills de divorces mentionnés ci-après sont fondés, savoir:

Bill (R-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierre Behocaray".

Bill (U-14), intitulé: "Loi pour faire droit à Elerick Montgomery Barton".

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes nommé aux fins de continuer et compléter l'examen et l'étude de la Loi des Indiens (Chapitre 98, S.R.C. 1927), etc.

L'honorable sénateur Taylor propose maintenant que ledit rapport soit agréé.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion,

Elle est, sur division, résolue par l'affirmative.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion visant à l'adoption du dernier rapport du comité permanent sur l'Immigration et le travail.

Après plus ample débat, et

Etant posée la question sur ladite motion,

Elle est, sur division, résolue par l'affirmative.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (449), intitulé: "Loi pourvoyant au changement des titres royaux de Sa Majesté", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois.

Ledit bill est alors lu la troisième fois,

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion portant deuxième lecture du Bill (411), intitulé: "Loi autorisant le gouvernement du Canada à conclure des conventions avec les gouvernements provinciaux, aux termes desquelles les provinces, en retour d'une compensation, s'engagent à s'abstenir de lever certains impôts pour un temps limité.

Après plus ample débat,

Comme il est six heures, l'honorable Président quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures.

Huit heures.

Le Sénat reprend sa séance.

Le débat se continuant,

Après plus ample débat, et

Etant posée la question sur la motion portant deuxième lecture de ce bill,

Elle est, sur division, résolue par l'affirmative.

Ledit bill est alors lu la troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des amendements apportés par le comité permanent de l'Administration du service civil au Bill (415), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la pension du service civil".

Lesdits amendements sont agréés.

L'honorable sénateur Robertson alors propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

En amendement, l'honorable sénateur Roebuck propose que le bill ne soit pas maintenant lu une troisième fois, mais qu'il soit immédiatement soumis à un comité plénier.

Etant posée la question sur la motion portant amendement,

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (453), intitulé: "Loi modifiant la Loi canadienne sur la radiodiffusion, 1936", est lu la deuxième fois.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (456), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de la milice (Pensions d'invalidité)", est lu la deuxième fois.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du second rapport du comité mixte des Impressions du Parlement.

Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du troisième rapport du comité mixte sur les Droits humains et les libertés fondamentales.

L'honorable sénateur Gouin propose que ledit rapport soit maintenant adopté.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est résolue par l'affirmative.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du quatrième et dernier rapport du comité mixte sur les Droits humains et les libertés fondamentales.

L'honorable sénateur Gouin propose que ledit rapport soit maintenant adopté.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est résolue par l'affirmative.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi, le 16 juillet 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 16 juillet 1947

No 1.

15 juillet—Prise en considération de l'amendement apporté par la Chambre des communes au Bill (O-12), intitulé: "Loi constituant en corporation la Corporation épiscopale catholique du Labrador".—(L'honorable sénateur Dessureault).

No 2.

15 juillet—Reprise du débat ajourné sur la motion pour la troisième lecture du Bill (415), intitulé: "Loi modifiant la Loi de pension du service civil", et sur la motion en amendement de l'honorable sénateur Roebuck, "Que le bill ne soit pas maintenant lu une troisième fois, mais qu'il soit déféré à un comité plénier présentement".—(L'honorable sénateur Haig).

No 58

PROCÈS VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

Mercredi 16 juillet 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beauregard,	Ferland,	Lesage,	Roebuck,
Bishop,	Gouin,	Marcotte,	St-Père,
Calder,	Haig,	McGeer,	Sinclair,
Crerar,	Hayden,	McKeen,	Taylor,
Davies,	Horner,	McLean,	Turgeon,
Duffus,	Johnston,	Murdock,	Vaillancourt,
Dupuis,	King,	Nicol,	Vien,
Fafard,	Lacasse,	Paquet,	White,
Fallis,	Lambert,	Robertson,	Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message ainsi conçu :

Le MERCREDI 16 juillet 1947.

Ordonné: Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que les amendements agréés lors de la conférence libre avec le Sénat au Bill No 364, Loi modifiant le Code criminel, ont été agréés.

Certifié.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit :

1. Biffer l'amendement No 2 du Sénat, et lui substituer le suivant :

2. Supprimer tous les mots de l'article 222B, après le mot "quiconque", à la vingt-troisième ligne, jusqu'au mot "autrement" inclusivement, à la vingt-septième ligne, et leur substituer les suivants :

" ne se trouvant pas dans une maison d'habitation, fait du tapage dans ou près une rue, un chemin ou une grande route, ou dans un restaurant, une gare, une bibliothèque publique, une taverne, une salle de billard, un théâtre, une boutique ou un autre endroit ou des membres du public sont admis, de droit ou autrement,".

2. Biffer l'amendement No quinze du Sénat, et lui substituer le suivant :

15. Supprimer l'alinéa *d*) de la clause 7, page 3, lignes 28 à 32 inclusivement, et lui substituer ce qui suit :

"*d*) s'il se sert d'une arme ou porte sur soi une arme au moment de la perpétration ou de la tentative de perpétration par lui de l'un des crimes mentionnés au présent article, ou au moment de la fuite du délinquant après la perpétration ou la tentative de perpétration du crime, et qu'une mort résulte de l'usage de l'arme."

Lesdits amendements proposés comme substitutions sont agréés.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a agréé les amendements substitués aux deuxième et quinzième amendements originaux effectués par le Sénat.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (18), intitulé: "Loi remaniant la représentation à la Chambre des communes", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu les première et deuxième fois.

L'honorable sénateur Robertson propose alors que ledit bill soit maintenant lu une troisième fois.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (455), intitulé: "Loi prolongeant le mandat d'un commissaire des transports", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu les première, deuxième et troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération de l'amendement apporté par la Chambre des communes au Bill (O-12), intitulé: "Loi constituant en corporation la Corporation épiscopale catholique du Labrador".

Ledit amendement est agréé.

L'honorable sénateur Beauregard propose alors que les amendements consécutifs qui suivent soient effectués:

1. Page 1, ligne 15.—Après le mot "Catholique" insérer "romaine".
2. Page 1, ligne 16.—Après le mot "The" insérer "Roman".
3. Page 5, ligne 14.—Après le mot "Catholique" insérer "romaine".
4. Page 5, ligne 15.—Après le mot "The" insérer "Roman".

Lesdits amendements consécutifs sont agréés.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a agréé l'amendement qu'elle a apporté audit bill, avec plusieurs amendements consécutifs, auxquels il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion portant troisième lecture du Bill (415), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la pension du service civil", tel qu'amendé, et sur la motion portant amendement de l'honorable sénateur Roebuck "Que le bill ne soit pas maintenant lu la troisième fois mais qu'il soit soumis immédiatement à un comité plénier".

Après plus ample débat, et

Etant posée la question sur la motion en amendement,

Elle est résolue par l'affirmative.

En conséquence, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité plénier pour étudier ledit bill.

(En comité)

Le titre est lu et l'étude en est remise.

Le préambule est lu et l'étude en est remise.

La Clause 1 est lue, et

L'honorable sénateur Roebuck propose que le mot "soixante" au paragraphe (4), ligne 39, soit biffé et remplacé par le mot "soixante-cinq".

Etant posée la question sur ladite motion,

Elle est résolue par la négative.

La Clause 1 est de nouveau lue et agréée.

Les Clauses 2, 3 et 4 sont lues et agréées.

La Clause 5 est lue, et

L'honorable sénateur Roebuck propose que le mot "soixante" au paragraphe (3), ligne 45, soit biffé et qu'il soit remplacé par le mot "soixante-cinq".

Etant posée la question sur ladite motion,

Elle est résolue par la négative.

La Clause 5 est alors lue et agréée.

Les Clauses 6 et 7 sont agréées.

La Clause 8 est lue, et

L'honorable sénateur Roebuck propose—

Que ladite Clause soit retranchée du bill et les clauses subséquentes renumérotées en conséquence.

Etant posée la question sur ladite motion,

Elle est résolue par la négative.

Les Clauses 8 à 13, inclusivement, sont alors lues et agréées.

La cédule A est lue et agréée.

Le préambule est alors lu de nouveau et agréé.

Le titre est alors lu de nouveau et agréé.

Après quelque temps, le Sénat reprend sa séance, et

L'honorable sénateur Sinclair, dudit comité, rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill tel qu'amendé, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans autre modification.

Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté, Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec plusieurs amendements, pour lesquels il sollicite son agrément.

Sur motion de l'honorable sénateur Beaugard, pour l'honorable sénateur Dessureault, il est

Ordonné: Que les taxes parlementaires payées relativement au Bill (O-12), intitulé: "Loi constituant en corporation la Corporation épiscopale catholique du Labrador", tel qu'amendé, soient remboursées à M. Guy Dorion, avocat du pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi, le 17 juillet 1947

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 17 juillet 1947

No 59

PROCÈS-VERBAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

Jeudi 17 juillet 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beauregard,	Gouin,	Marcotte,	St-Père,
Bishop,	Hayden,	McGeer,	Sinclair,
Calder,	Horner,	McKeen,	Taylor,
Duffus,	Johnston,	Murdock,	Turgeon,
Dupuis,	King,	Nicol,	Vaillancourt,
Fafard,	Lacasse,	Paquet,	Vien,
Fallis,	Lambert,	Robertson,	White,
Ferland,	Lesage,	Roebuck,	Wilson,

PRIÈRES.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Le Sénat reprend sa séance.

Comme il est six heures, l'honorable Président quitte le fauteuil pour le reprendre à dix heures.

Dix heures p.m.

Le Sénat reprend sa séance.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

L'honorable Président lit alors ladite communication comme suit:

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL, CANADA

OTTAWA, le 10 juillet 1947.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat, jeudi le 17 juillet, à 11 heures p.m., en vue de proroger la présente session du Parlement.

Veillez agréer,

Monsieur,

l'assurance de ma haute considération,

F. L. C. PEREIRA,

Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

L'Honorable
L'Orateur du Sénat,
Ottawa.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (O-12), intitulé: "Loi constituant en corporation La Corporation Episcopale Catholique du Labrador", tel qu'amendé,

Et informe le Sénat qu'elle a agréé les amendements corrélatifs qu'il a apportés audit Bill, sans autre modification.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (415), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la pension du service civil",

Et informe le Sénat qu'elle a agréé les amendements apportés par le Sénat audit Bill, sans autre modification.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Le Sénat reprend sa séance.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (457), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1948", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit Bill est lu les première, deuxième et troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce Bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce Bill.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Quelque temps après, l'honorable Patrick Kerwin, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, étant venu et étant assis au pied du Trône,

L'honorable Président ordonne au Gentilhomme Huissier de la Verge Noire de se rendre à la Chambre des communes et d'informer cette Chambre que—

"C'est le désir de l'honorable Député du Gouverneur général que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat".

La Chambre des communes étant venue,

Le Greffier lit comme suit les titres des bills à sanctionner:

Loi pour faire droit à Charles Gordon Nelson.

Loi pour faire droit à Pamela Mackay Alderdice Johnstone.

Loi pour faire droit à Lilly Evans Auty.

Loi pour faire droit à Esther Lancit Weiss.

Loi pour faire droit à Bruce Montgomery Cooper.

Loi pour faire droit à Marion Naomi Gomery McGee.

Loi pour faire droit à Margaret Hazel Reid Koppel.

Loi pour faire droit à James Alexander King.

Loi pour faire droit à Proctor Clifford Neil.
 Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Eden Lindsay.
 Loi pour faire droit à Ernest Edward Joslin.
 Loi pour faire droit à Jessie Alberta Allan Derby.
 Loi pour faire droit à Dorothy May Duff Hisey.
 Loi pour faire droit à Elizabeth McIntosh Barber.
 Loi pour faire droit à Muriel Lucy Brighten Burdon.
 Loi pour faire droit à Constance Mae Ponman Newman.
 Loi pour faire droit à Florence Alice Mapston Calcutt Doak.
 Loi pour faire droit à Rose Housefield Blumstein.
 Loi pour faire droit à Gertrude Loiseau Gaulin.
 Loi pour faire droit à Marie-Rose-Alba-Bernadette Lapointe dit Robin

Ricard.

Loi pour faire droit à Thelma Geneder Lefkowitz.
 Loi pour faire droit à Mary Joyce Joly Clark.
 Loi pour faire droit à Gertrude Helen Cayford Collins.
 Loi pour faire droit à Francis George Isaac Fellows.
 Loi pour faire droit à Elly Maria Charlotte Alden McBride.
 Loi pour faire droit à Gladys Elizabeth Thompson Dorrance.
 Loi pour faire droit à Una Kathleen Balmfirth Little.
 Loi pour faire droit à William Walter Woodall.
 Loi pour faire droit à Helen Lilian Jaques Bowen.
 Loi pour faire droit à Doreen Jeanette Sibley Tirbutt.
 Loi pour faire droit à Ida Norma Thompson Thornton.
 Loi pour faire droit à Evangeline May Connelly Stervinou.
 Loi pour faire droit à Olive Viola Olsson Ferguson.
 Loi pour faire droit à Evelyn Ethel May Reich Macdonnell.
 Loi pour faire droit à Ernest Edward Lippiatt.
 Loi pour faire droit à Elizabeth Butler Roberts Lambton.
 Loi pour faire droit à Libby Margolese Smith.
 Loi pour faire droit à Jean Elizabeth Hancock Thompson.
 Loi pour faire droit à Isabella Hodgson McRae Edwards.
 Loi pour faire droit à Marjorie Aileen Copping Ladouceur.
 Loi pour faire droit à Annie Mildred Parnell Smellie.
 Loi pour faire droit à Veronica Donnelly Hope Johnstone Shelley.
 Loi pour faire droit à Irja Alina Agnes Vaisanen Shanahan.
 Loi pour faire droit à Isabel Lindsay Mackey Dietz.
 Loi pour faire droit à Edith Dean Michaels.
 Loi pour faire droit à Maurice Michael.
 Loi pour faire droit à Otto Hemlein.
 Loi pour faire droit à Mary Josephine Jessop Croker.
 Loi pour faire droit à Rose Lazar Nadigel.
 Loi pour faire droit à Frances Clare Lynch Layton.
 Loi pour faire droit à Robert Alfred Nall.
 Loi pour faire droit à Juliette-Adrienne Labrosse Renaud.
 Loi pour faire droit à Jean Isabel Dalton Ryan.
 Loi pour faire droit à Rose Elkin Steinman.
 Loi pour faire droit à Clinton Escott Vipond.
 Loi pour faire droit à Alison McKinnon Palmer.
 Loi pour faire droit à Ralph Wighton.
 Loi pour faire droit à Claude Garcin Coffin.
 Loi pour faire droit à Bea Helen Taffert Levin.
 Loi pour faire droit à Elsie King Moorhouse.
 Loi pour faire droit à William John Edgar McVetty.
 Loi pour faire droit à Alfred John Holton.

Loi pour faire droit à William Howell MacDonald Brown.
 Loi pour faire droit à Henrietta Elizabeth Forde Norrie.
 Loi pour faire droit à Gaston Cartier.
 Loi pour faire droit à Margaret Lillian McCorkell Baldwin.
 Loi pour faire droit à Hilda Wylie Bannister.
 Loi pour faire droit à Sarah Goldberg Cohen.
 Loi pour faire droit à Esther Mary Harding Breeze.
 Loi pour faire droit à Jessie MacFarlane Boyle Smith.
 Loi pour faire droit à Paul Jaeggin.
 Loi pour faire droit à Muriel Agnes Martin Adams.
 Loi pour faire droit à Edwin Theophilus Philips.
 Loi pour faire droit à Lillian May Alsop Mackenzie.
 Loi pour faire droit à Robert Crawford Kirk.
 Loi pour faire droit à Robert Thomas Jackson.
 Loi pour faire droit à Ernest Wright.
 Loi pour faire droit à Theresa Sherpitis Morganti.
 Loi pour faire droit à Omer Montpetit, junior.
 Loi pour faire droit à Harold Robinson.
 Loi pour faire droit à Margaret Cote Truax.
 Loi pour faire droit à Netta Cheyne Lee.
 Loi pour faire droit à Bessie Letovsky Silverman.
 Loi pour faire droit à Percy Coleman Stuart.
 Loi pour faire droit à Pearl Vesta Fields Hollenbeck.
 Loi pour faire droit à Adele Kuznetz Lesser.
 Loi pour faire droit à Joseph Alexander Oswald Mercier.
 Loi pour faire droit à Michael Maturjiw, autrement connu comme Michal

Matwijow.

Loi pour faire droit à Eugenie Beatrice Smith Ricketts.
 Loi pour faire droit à Hilda Mary Charlotte Kelly Smith.
 Loi pour faire droit à Eileen Louise Thomas Bleakney.
 Loi pour faire droit à Eugenia Drake Armstrong Newell.
 Loi pour faire droit à Muriel Aileen MacKeage Fewtrell.
 Loi pour faire droit à Evelyn Marie Elliott McGrath.
 Loi pour faire droit à Mary Nellie McGurk Stone.
 Loi pour faire droit à Cipoire Segall Wurmbrand.
 Loi pour faire droit à Violet Olive Magdalene Allchin Clark.
 Loi pour faire droit à Victor Reid Murray.
 Loi pour faire droit à Agnes Jane Irwin Everitt Dixon.
 Loi pour faire droit à Peter Samuel Rosen.
 Loi pour faire droit à Rose Waselevsky Balakirsky.
 Loi pour faire droit à Sophie Wener Finestone.
 Loi pour faire droit à Norma Mary Sharp Chapman.
 Loi pour faire droit à Douglas Wilson Bradshaw.
 Loi pour faire droit à Muriel Amelia Dufty Rochet.
 Loi pour faire droit à Ethel Ornstein Pfeffer.
 Loi pour faire droit à Hilda Katz Delnick.
 Loi pour faire droit à Emilienne Grinsell Daoust.
 Loi pour faire droit à Alice Hamilton Peck Stevenson.
 Loi pour faire droit à Doris Victoria Bellisle Page.
 Loi pour faire droit à Sydney Beaver.
 Loi pour faire droit à Gladys Kathleen Wilkins Todd.
 Loi pour faire droit à Norma Elizabeth Jane Murray Hanko.
 Loi pour faire droit à Bernadette Mayford Roy.
 Loi pour faire droit à Ellen Irene Gertrude Preston Hastie.
 Loi pour faire droit à Marjorie Winnifred Bearman Smeall.

- Loi pour faire droit à Mary Winifred Joyce Dick Dunford.
Loi pour faire droit à Eileen Ardis Locke Thompson.
Loi pour faire droit à Margaret Hamilton Wilson Bergeron.
Loi pour faire droit à Norma Marzitelli Rudzik.
Loi pour faire droit à Eileen Millard De Levi.
Loi pour faire droit à Hilda Constance Caroline Mosley Dwyer.
Loi pour faire droit à Louis-Marcel Frigon.
Loi pour faire droit à Florence Nancy Maria Haworth Stewart.
Loi pour faire droit à John Bernth Jones, autrement connu sous le nom
de John Berth Jones.
Loi pour faire droit à Patricia Viola Puttock Bromby.
Loi pour faire droit à Dorothy Hawkins Myers.
Loi pour faire droit à Evelyn Deltoff Moore.
Loi pour faire droit à Eveline Hache Groulx.
Loi pour faire droit à Annie Lucy Hurteau.
Loi pour faire droit à Evelyn Alice Lancaster Chenoweth.
Loi pour faire droit à Robert Lussier.
Loi pour faire droit à Robert-Rosaire Loiselle.
Loi pour faire droit à Marjorie Evelyn MacPherson Puley.
Loi pour faire droit à Sarah Rafferty Jackson.
Loi pour faire droit à Ida Berman Zatz.
Loi pour faire droit à Patricia Ellen Burt Williams.
Loi pour faire droit à Charles Alfred Michel Kelly.
Loi pour faire droit à Pearl Summers Slater.
Loi pour faire droit à Aimé Jacques.
Loi pour faire droit à Grace Evelyn Smith Copeland.
Loi pour faire droit à Jessie Gertrude Noel Magee.
Loi pour faire droit à John Luchuck.
Loi pour faire droit à Rhondda Blanche Peace Hurford Smith.
Loi pour faire droit à Mabel Grace Mattinson.
Loi pour faire droit à Marcel Simonon.
Loi pour faire droit à Marian Susan Wilson Roberts.
Loi pour faire droit à Jean Gainfort Grossman.
Loi pour faire droit à Evelyn Mildred Cook Stone.
Loi pour faire droit à Lily Elizabeth Harris Cunningham.
Loi pour faire droit à Mildred Merica Ruth Goodreau Snyder.
Loi pour faire droit à Harry Powell.
Loi pour faire droit à Margaret Patricia Fairhurst Richards.
Loi pour faire droit à Evelyn Florence Esson Pugh.
Loi pour faire droit à Katie Rhoda Brick McGrath.
Loi pour faire droit à Louise Guiol Ghetler.
Loi pour faire droit à George William Curtis Johnson.
Loi pour faire droit à Melville Mae Rundle Swinburne.
Loi pour faire droit à Ruby Weldrick Hunt.
Loi pour faire droit à Doris Shapiro Kolman.
Loi pour faire droit à Mary Margaret Rider Brown.
Loi pour faire droit à Fennie Nettie Adelstein Waldman.
Loi pour faire droit à Gustave Lucien Verhelle.
Loi pour faire droit à Ruby Campbell Matts.
Loi pour faire droit à Dorothy Kathleen Morrison Germain.
Loi pour faire droit à Sophie Radwolsky Closner.
Loi pour faire droit à Muriel Emma Wood Durrell.
Loi pour faire droit à William John Carmichael.
Loi pour faire droit à Guido Verdoni.

- Loi pour faire droit à Ronald John Park.
 Loi pour faire droit à Gloria Avon Roland.
 Loi pour faire droit à Gilberto (Albert) Belmonte.
 Loi pour faire droit à Mildred Lillian Flude.
 Loi pour faire droit à Poulina Joan Hyde Murphy.
 Loi pour faire droit à Alsye Mae Lissemore Lawrence.
 Loi pour faire droit à Jessie Leonard Simpson Clunie.
 Loi pour faire droit à Fern Catherine Kerr Ekins.
 Loi pour faire droit à Lilly Elizabeth Ingbord Lindfors Crowhurst.
 Loi pour faire droit à Roméo Richard.
 Loi pour faire droit à Charles Augustus Dolling.
 Loi pour faire droit à Charles Frederick McDowall.
 Loi pour faire droit à Woolf (Robert) Cook.
 Loi pour faire droit à Adele Brown Kerkofsky.
 Loi pour faire droit à Ellen Heahcote Taschereau.
 Loi pour faire droit à Molloy Marcovitch Schwartz.
 Loi pour faire droit à Betty Gertrude Bernstein Schreiber.
 Loi pour faire droit à Margaret Joan Anstey Steven Hyslop.
 Loi pour faire droit à Elly Zahn Kaminsky.
 Loi pour faire droit à Naomi Joan Williamson Cantlie.
 Loi pour faire droit à Matilda Jane Cumming.
 Loi pour faire droit à Agnes Dowd Brown.
 Loi pour faire droit à Ursula Catherine Tétreau Black.
 Loi pour faire droit à Eleanor Edith McKechnie Martineau.
 Loi pour faire droit à Jack Wallis.
 Loi pour faire droit à Evelyn Margaret Morrison Cryer.
 Loi pour faire droit à Frances Eileen Scribner Mackay.
 Loi pour faire droit à Irene Laflamme Kattas.
 Loi pour faire droit à Eileen Maude Gardner Richards.
 Loi pour faire droit à Frances Audrey Gray Lacaille.
 Loi pour faire droit à Aline Théoret Larose.
 Loi pour faire droit à Margaret Betty Rollings Burman.
 Loi pour faire droit à Beatrice Dorothy Pountney Alker.
 Loi pour faire droit à Margaret Jean Duff Dorval.
 Loi pour faire droit à George Somerville Blackie Begg.
 Loi pour faire droit à Lillian Guerasio Galardo.
 Loi pour faire droit à Stewart Davidson Myles.
 Loi pour faire droit à Dorothy Bradford Hurley.
 Loi pour faire droit à Elsie MacCormick Albers.
 Loi pour faire droit à George Wilson Dyce.
 Loi pour faire droit à Rita Johnson Cherrier.
 Loi pour faire droit à Esther Cole Zeesman.
 Loi pour faire droit à Celia Yaffe Dubinsky.
 Loi pour faire droit à Elsie Marlyn Garayt Johnston.
 Loi pour faire droit à Léone-Rhéal Leduc Metcalf.
 Loi pour faire droit à James Arthur Ablett.
 Loi pour faire droit à Goldie Slovinsky Tkatch.
 Loi pour faire droit à Harold Fassett Staniforth.
 Loi pour faire droit à Claire Morgan Lockner Middleton-Hope.
 Loi pour faire droit à Rose Nemerofsky Silverstein.
 Loi pour faire droit à James Albert Carruthers, autrement connu sous le
 nom de James Albert Fell.
 Loi pour faire droit à Ronald Edwin George.
 Loi pour faire droit à Margaret Lena Bertha Dasen Scheffer.

- Loi pour faire droit à Ethel Mary McKenzie Cramp.
 Loi pour faire droit à Evelyn Alice Howard Smart.
 Loi pour faire droit à Mary Margaret Tibbins Gogo.
 Loi pour faire droit à Alfred Nelson Nickle.
 Loi pour faire droit à Arthur Haigh MacGill.
 Loi pour faire droit à Clinton Leslie Dobson.
 Loi pour faire droit à Bernard Stanley Bailey.
 Loi pour faire droit à Archie William Young.
 Loi pour faire droit à Olive Lever Sanborn Lead.
 Loi pour faire droit à John Mackie.
 Loi pour faire droit à Isabel Mercer Lebœuf.
 Loi pour faire droit à Hilda Irene Gordon Lazarus.
 Loi pour faire droit à Mary Margaret Bernice Walker Kennedy.
 Loi pour faire droit à Gertie Rabin Bard.
 Loi pour faire droit à Ruth Morrison Henderson Sidders.
 Loi pour faire droit à Philip Berger.
 Loi pour faire droit à Harold Swann.
 Loi pour faire droit à Margaret Isabelle Curry.
 Loi pour faire droit à Rosamond Edith Bean Crease.
 Loi pour faire droit à Alma Mary Hanway Eccles.
 Loi pour faire droit à Alberta Dorothy Olson Colby.
 Loi pour faire droit à Clair Reginald McLaughlin.
 Loi pour faire droit à Eugene Klein.
 Loi pour faire droit à Daniel Hudson.
 Loi pour faire droit à Eileen Edna Paget Bray Dundas.
 Loi pour faire droit à Jessie Goodis Markis.
 Loi pour faire droit à Julia Luella Audrey Cléroux Babbage.
 Loi pour faire droit à Mile Kristo Yoja, autrement connu sous le nom de Stanley Vadic.
 Loi pour faire droit à Anthony Wavroch.
 Loi pour faire droit à Mary Magee Glasheen.
 Loi pour faire droit à Mary Ann Clorenda Archer Richardson.
 Loi pour faire droit à Gladys May Kay Oliver.
 Loi pour faire droit à Henry Thomas Matthews.
 Loi pour faire droit à Ivy Stapleton Brown.
 Loi pour faire droit à John William Sydney Jordan.
 Loi pour faire droit à Pamela Mary Gottschalk Muckell.
 Loi pour faire droit à Winnifred Doris Cleaver Wooley.
 Loi pour faire droit à Eileen Francis Murphy Kerson.
 Loi pour faire droit à Joyce Kathleen Reynolds Swards.
 Loi pour faire droit à Anne Fishman Minsk.
 Loi pour faire droit à Muriel Alice Goddard Perkins.
 Loi pour faire droit à Irene Elizabeth Burke Robinsqn.
 Loi pour faire droit à Gardner Hinkley Prescott.
 Loi pour faire droit à Joseph-Amédée-Alexis Cousineau.
 Loi pour faire droit à Mildred Verna Ruth Schnauffer Case.
 Loi pour faire droit à Robert Ralph Tripp.
 Loi pour faire droit à Charles James Langevin.
 Loi pour faire droit à Edward Frank Fulton.
 Loi pour faire droit à Pauline Bertha Marwick Dallison.
 Loi pour faire droit à Evelyn May McNaught Grandison.
 Loi pour faire droit à Margaret Turner Shaw Ward.
 Loi pour faire droit à Olivier-Pierre-Bernard Lagueux.
 Loi pour faire droit à Hazel Mair Grant Rubin.

- Loi pour faire droit à Doris Louise Dickson McMurray.
 Loi pour faire droit à Ethel Florence Barr Shields.
 Loi pour faire droit à Gabrielle-Augustine-Gilberte Desmarais Creelman.
 Loi pour faire droit à Christos C. Koukouvelis.
 Loi pour faire droit à Aimé Bibeau.
 Loi pour faire droit à Henry Eaton.
 Loi pour faire droit à Lodei Kadei Nakel.
 Loi pour faire droit à Margaret Sophie Bolenski Dubeau.
 Loi pour faire droit à Marion Mapes Harvey Allinson.
 Loi pour faire droit à Frances Alice Egg Johnston, autrement connue sous
 le nom de Frances Alice Egg Willey Johnston.
 Loi pour faire droit à Selden Grant Stoddard.
 Loi pour faire droit à Elmon Parker Law.
 Loi pour faire droit à James Dewey, fils.
 Loi pour faire droit à Peggy Alicia Stillwell Kneeland.
 Loi pour faire droit à Alexander Monteith.
 Loi pour faire droit à Evelyn Clara Woods Cross.
 Loi pour faire droit à Minnie Braimaster Kazarensky.
 Loi pour faire droit à Peter Moroz, autrement connu sous le nom de
 Peter Morris.
 Loi pour faire droit à Lorne Earl Barth.
 Loi pour faire droit à Thomas Wynn Hayes, fils.
 Loi pour faire droit à Claire Black Wolfe.
 Loi pour faire droit à Anna Lovannah Theoret Wilson.
 Loi pour faire droit à Norma Lorraine Desrosiers.
 Loi pour faire droit à Rose Jacobson Greenberg.
 Loi pour faire droit à Guido Corbo.
 Loi pour faire droit à Harold Ashton Hugh Roberts.
 Loi pour faire droit à Mary Kalichman Pulver.
 Loi pour faire droit à Gaston-Dorval Lachance.
 Loi pour faire droit à Donat St-Jean.
 Loi pour faire droit à Sheila Sydney Doner Gordon.
 Loi pour faire droit à Thomas Walter John Moon.
 Loi pour faire droit à Edward Charles Barron.
 Loi pour faire droit à Violet Eileen Lepine Tickner.
 Loi pour faire droit à Jean Lawrence Ritchie.
 Loi pour faire droit à Livio Quintino Fantacci.
 Loi pour faire droit à Bertha Bercovici Hamer.
 Loi pour faire droit à Ann Bogdanof Millichamp.
 Loi pour faire droit à Beatrice Elman Perlman.
 Loi pour faire droit à Grace Emily Dawes Matheson.
 Loi pour faire droit à Gabriel Burszan.
 Loi pour faire droit à Doris Phoebe Potter Potts.
 Loi pour faire droit à Richard Andrew Frame.
 Loi pour faire droit à Louis Gertsman.
 Loi pour faire droit à William Page.
 Loi pour faire droit à Maud Mary Rose Denton.
 Loi pour faire droit à Judith Bychowsky Sanders.
 Loi pour faire droit à Marie-Irène Joly Martineau.
 Loi pour faire droit à Sam Pronman.
 Loi pour faire droit à Eva Greenblatt Thow.
 Loi pour faire droit à Edith Norma Isaac Davidson.
 Loi pour faire droit à Ida Lottie Stubina Pollack
 Loi pour faire droit à Minnie Black Herman.

- Loi pour faire droit à Clifford Gilbert Adams.
 Loi pour faire droit à Dallas Sara Barnes Millington.
 Loi pour faire droit à Madeleine Agnes Joly de Lotbinière-Doucet.
 Loi pour faire droit à Adeline Charlotte Simone Desjardins Teakle.
 Loi pour faire droit à Margaret Blane Bowen Adair.
 Loi pour faire droit à Mary Hrab Navrotski.
 Loi pour faire droit à Pierre Ben Danais Warren.
 Loi pour faire droit à Ethel Florence Rhodes Pompetti, autrement connue sous le nom de Ethel Florence Crowdy Pompetti.
 Loi pour faire droit à Elisa Jamoul Hull.
 Loi pour faire droit à Ernest Stanley Rundell.
 Loi pour faire droit à Thelma Lillian Dalton Hilger, autrement connue sous le nom de Thelma Lillian Dalton Goernert.
 Loi pour faire droit à Mary Alice Berrigan Hamelin.
 Loi pour faire droit à Dorothy Mary Boyce Jackson.
 Loi pour faire droit à Edith Eberfeld Mintz.
 Loi pour faire droit à Roger Lebeau.
 Loi pour faire droit à Sheila Marcus Issenman.
 Loi pour faire droit à Zenobia Perrow Broadbent Emond.
 Loi pour faire droit à Joseph-Edmond-Gérard Santoire.
 Loi pour faire droit à Aldéric Gemme.
 Loi pour faire droit à Joseph-Rose-Alphée-Odéric Dussault.
 Loi pour faire droit à Dan Alonzo Dwight Wright.
 Loi modifiant la Loi des chemins de fer.
 Loi modifiant la Loi d'interprétation.
 Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre et remplaçant son titre par "Loi sur la taxe d'accise".
 Loi modifiant la Loi du Conseil de recherches sur les pêcheries.
 Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu.
 Loi ayant pour objet d'établir la Commission maritime canadienne.
 Loi modifiant la Loi sur les prêts commerciaux et professionnels aux anciens combattants.
 Loi établissant l'Office fédéral du charbon.
 Loi concernant la Compagnie du chemin de fer électrique d'Ottawa.
 Loi constituant en corporation la *Commonwealth Insurance Company*.
 Loi constituant en corporation La Progressive, Compagnie d'Assurances du Canada.
 Loi constituant en corporation *The Limitholders' Mutual Insurance Company*.
 Loi constituant en corporation La Fédération, Compagnie d'Assurances du Canada.
 Loi modifiant la Loi sur la Corporation commerciale canadienne.
 Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse.
 Loi concernant la protection et la conservation des forêts du versant oriental des Montagnes Rocheuses.
 Loi prévoyant des prestations de pension pour les hauts fonctionnaires des Affaires extérieures en exercice hors du Canada.
 Loi concernant certains parcs nationaux et modifiant la Loi des parcs nationaux.
 Loi visant les immunités et privilèges relatifs aux Nations Unies et aux organisations internationales connexes.
 Loi concernant The Canada Permanent Trust Company.
 Loi modifiant la Loi des prisons et des maisons de correction.
 Loi en vue d'établir un fonds de bienfaisance provenant de caisses de cantine de l'armée et d'autres caisses militaires.

- Loi concernant l'*Hudson Bay Mining and Smelting Co., Limited*.
 Loi modifiant la Loi des compagnies fiduciaires.
 Loi modifiant la Loi du service civil.
 Loi modifiant la Loi du Sénat et de la Chambre des communes.
 Loi sur le remboursement et l'ajustement de la dette des quatre provinces de l'Ouest envers le gouvernement du Canada, relative à certains prêts en cours pour des fins d'assistance et autres, et sur le règlement définitif des réclamations des provinces d'Alberta et de la Saskatchewan quant aux ressources naturelles.
 Loi concernant la *Woman's Auxiliary to the Missionary Society of the Church of England in Canada*.
 Loi constituant en corporation la *Yellowknife Telephone Company*.
 Loi pourvoyant au changement des titres royaux de Sa Majesté.
 Loi autorisant le gouvernement du Canada à conclure des conventions avec les gouvernements provinciaux, aux termes desquelles les provinces, en retour d'une compensation, s'engagent à s'abstenir de lever certains impôts pour un temps limité.
 Loi modifiant la Loi canadienne sur la radiodiffusion, 1936.
 Loi modifiant la Loi des pensions de la milice (Pension d'invalidité).
 Loi modifiant le Code criminel.
 Loi remaniant la représentation à la Chambre des communes.
 Loi prolongeant le mandat d'un commissaire des Transports.
 Loi constituant en corporation La Corporation Episcopale Catholique Romaine du Labrador.
 Loi modifiant la Loi de la pension du service civil.

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ces bills ont reçu la sanction royale:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député du Gouverneur général sanctionne ces Bills".

L'honorable Président de la Chambre des communes alors adresse la parole à l'honorable Député du Gouverneur général comme suit:

"QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:

"Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

"Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le Bill suivant:

Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1948.

"Je demande humblement à Votre Honneur de bien vouloir sanctionner ce Bill".

Le Greffier ayant donné lecture du titre de ce Bill,

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ce Bill a reçu la sanction royale:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce Bill."

Après quoi il a plu à l'honorable Député du Gouverneur général de clore la Troisième Session du Vingtième Parlement du Dominion du Canada par le discours suivant:

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

Le rétablissement de la paix et la restauration du monde n'ont pas procédé au rythme que nous espérions. La situation économique et politique, non seulement en Europe, mais aussi dans le reste du monde, s'est compliquée du fait qu'on n'a pas encore conclu les traités de paix avec l'Allemagne et l'Autriche. Divers pays, dont le Canada, ont approuvé les traités de paix conclus avec l'Italie, la Roumanie, la Hongrie et la Finlande.

En Europe, le retard survenu dans la restauration des industries européennes a eu des répercussions défavorables sur la balance du commerce extérieur et des règlements internationaux. Les rigueurs de l'hiver dernier et la pénurie de denrées indispensables, notamment de vivres, ont ajouté aux souffrances de l'humanité et aggravé les problèmes de secours et de rétablissement.

L'instabilité de la situation mondiale s'est reflétée dans un grand nombre des mesures que vous avez eu à étudier au cours de la session que nous clôturons.

Le 30 juin, l'Administration de secours et de rétablissement des Nations Unies cessait d'exister. Le besoin de secours, cependant, n'a pas disparu. Conscient de ce besoin, le Parlement a affecté une somme importante à l'achat de vivres et d'autres biens essentiels à la vie dont manquent les populations des régions dévastées par la guerre. Le Parlement a aussi approuvé la participation du Canada à l'Organisation internationale des réfugiés.

Le Canada participe aussi pleinement à l'activité du Conseil économique et social, de la Commission de l'énergie atomique et d'autres institutions spécialisées des Nations Unies. Il est aussi représenté de façon compétente à la Conférence internationale du commerce et de l'emploi qui se tient à Genève.

A la suite des délibérations de l'Assemblée générale des Nations Unies, réunie en session spéciale, il a été institué une commission, au sein de laquelle le Canada est représenté, qu'on a chargée de préparer un rapport sur la Palestine.

Il convient de noter qu'au cours de la session, on a pu réaliser l'abandon ordonné de la plupart des régies et des restrictions en vigueur durant le conflit et l'après-guerre immédiat. Cependant, pour prévenir les hausses soudaines et excessives du coût de la vie, et autres raisons, l'application de certains règlements et ordonnances d'urgence a été prorogée pour une période de transition additionnelle.

Les dispositions prises pour favoriser l'immigration constituent une autre réalisation importante. Le programme du Gouvernement comporte un choix minutieux des immigrants et la détermination de leur nombre en fonction de la faculté qu'a le pays de les absorber. Il a aussi été pris des mesures pratiques afin de soulager le sort de nombreux réfugiés et dépatriés.

Malgré l'instabilité de la situation internationale, l'embauchage et le revenu national se sont maintenus chez nous à des niveaux élevés. Dans presque tous les cas, a persisté la demande dont les produits de nos industries primaires faisaient l'objet. En vue de stabiliser le revenu de nos agriculteurs, ont été adoptées diverses mesures concernant la Commission canadienne du blé ainsi que la vente et l'exportation de certains autres produits de la ferme. On met en application la loi sur le soutien des prix des produits des pêcheries. Le maintien de notre propre prospérité dépendra dans une mesure croissante des conditions qui pourront exister dans les autres parties du monde.

Depuis quelques mois, par bonheur, la paix industrielle règne d'une façon relativement marquée dans la plupart des établissements canadiens. Le Parlement a fait l'examen préliminaire d'une importante mesure législative destinée à assurer une méthode plus efficace pour régler les conflits au sein de l'industrie ainsi que les différends entre patrons et employés. Il sera présenté une mesure de caractère analogue à la prochaine session.

Le Gouvernement s'est encore appliqué de façon constante à répondre au besoin de logements. A cette fin, la loi nationale sur l'habitation a subi un remaniement notable.

D'importantes modifications apportées à la loi des pensions de vieillesse contribueront à hausser le niveau de la sécurité sociale. On a augmenté le montant de la pension et le revenu que le pensionnaire peut toucher d'autres sources. En outre, on a réduit de quarante à vingt et un ans l'âge d'admissibilité à la pension de cécité.

On a modifié la loi de la pension du service civil de façon à la rendre applicable à un plus grand nombre de fonctionnaires et d'autoriser la retraite à un âge moins avancé que maintenant. Des modifications d'une portée considérable ont par ailleurs accru la sécurité que comporte cette loi. Des dispositions législatives assurent la priorité aux anciens combattants dans les nominations aux emplois de l'Etat, et autorisent l'augmentation annuelle du traitement des surnuméraires.

Un progrès constant marque le passage des forces de la défense, du pied de guerre au pied de paix. La loi du ministère de la Défense nationale a subi des modifications tendant à la fusion des services administratifs du ministère et à l'établissement d'un Conseil de recherches en matière de défense.

Pendant la session, le Président et le premier ministre ont fait respectivement, à Washington et à Ottawa, une importante déclaration concernant la collaboration canado-américaine en matière de défense.

Parmi les autres mesures importantes adoptées au cours de la session, il convient de mentionner des lois visant l'établissement de l'Office fédéral du charbon et de la Commission maritime canadienne, la Société Radio-Canada, la conservation des ressources naturelles, des rectifications de créances à l'égard de certaines provinces, la loi des brevets, la loi des pénitenciers et le Code criminel. On a constitué en outre un fonds de bienfaisance provenant de caisses de cantines de l'armée et d'autres caisses militaires.

On a remanié la représentation du peuple à la Chambre des communes d'après un mode qui réalisera plus efficacement le principe, sanctionné par l'histoire, de la représentation proportionnée à la population.

Un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes a soumis à un examen préliminaire la question des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que les moyens susceptibles de permettre aux pays membres des Nations Unies de remplir ces obligations, auxquelles ils ont tous souscrit. Mes ministres ont l'intention de proposer la reconstitution de ce comité à la prochaine session du Parlement.

Membres de la Chambre des communes,

Je vous remercie d'avoir pourvu à tous les services nécessaires de l'Etat.

Parmi les réalisations les plus heureuses de la session qui se termine, il faut signaler les dégrèvements considérables du revenu imposable des particuliers, accordés à compter du 1er juillet et rendus possibles par une compression énergique des dépenses publiques. L'impôt sur les surplus de bénéfices disparaîtra à la fin de l'année.

Le Gouvernement a été autorisé à conclure des accords fiscaux avec les provinces. Sept des neuf provinces ont manifesté l'intention de conclure de tels accords.

On a présenté un bill tendant à reviser la loi de l'impôt sur le revenu afin d'en permettre l'étude au cours de l'intercession.

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

Les citoyens du Canada sont vivement reconnaissants au Président des Etats-Unis de sa récente visite à Ottawa. Cette visite a fait voir, une fois de plus, les liens étroits et cordiaux qui unissent les deux pays.

Mes ministres ont fait bon accueil à une délégation de la Convention nationale de Terre-Neuve, chargée de déterminer si possible des modalités acceptables aux deux pays, pour l'admission de Terre-Neuve dans la confédération canadienne.

La population du Canada a appris avec grand plaisir les fiançailles de Son Altesse Royale la princesse Elizabeth au lieutenant Philip Mountbatten de la Marine royale. Au moment où se présente à Son Altesse Royale et au lieutenant Mountbatten un avenir riche en devoirs et en responsabilités, tous souhaitent aussi que la santé, le bonheur et la protection divine enrichissent le cours de leur vie.

A travers les périls et les incertitudes de ces temps troublés, je prie le Dieu Tout-Puissant de guider notre pays et toutes les nations.

L'honorable Président du Sénat dit alors:

Honorables Membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

C'est le désir et le plaisir de l'honorable Député du Gouverneur général que ce Parlement soit prorogé jusqu'au vingt-sixième jour d'août prochain, pour être tenu en ce lieu; et ce Parlement, en conséquence, est prorogé au vingt-sixième jour d'août prochain.

EW

